MANIOC.org
Archives départementales de la Guadeloupe

MANIOC.org
Archives départementales de la Guadeloupe

MANIOC.org
Archives départementales de la Guadeloupe

MANIOC.org
Archives départementales de la Guadeloupe

maine, constatant qu'il est porté sur un dénombrement, et s'il est propriétaire ou non propriétaire d'esclaves ou d'immeubles. Ce certificat mentionnera la quotité des impositions du propriétaire en partance, et si elles ont été acquittées,

Dans le cas où les rôles n'auraient pas été mis en recouvrement, le certificat du domaine l'indiquera; alors la caution que reçoit le greffe comprendra celle des impositions de l'année courante.

En conséquence les greffiers ne recevront, sous leur responsabilité, de cautionnement pour départ, que sur le vu desdits certificats; ce qu'ils mentionneront dans celui à délivrer par eux. Conformément au vœu des ordonnances en vigueur, ils n'admettront que des cautions valables; ils seront en outre tenus de fournir chaque mois au trésor l'état des personnes parties sous cautionnement.

Art. XII.

Dispositions accessoires.

1.° Les impositions directes étant acquises au trésor public le 1.er janvier de chaque année, les esclaves capités et les maisons imposées demeurent affectés et hypothéqués au payement de la somme totale de l'impôt, pour laquelle les propriétaires sont compris au rôle des contributions de l'année. En conséquence, dans le cas où les esclaves et les maisons viendraient à être aliénés ou vendus, les acheteurs sont responsables du contingent non payé par les vendeurs (tant pour l'exercice courant que pour ceux qui pourraient être arriérés), et sujets à toute la rigueur des lois, pour leur acquittement, nonobstant le droit primitif, que le domaine conserve toujours sur le vendeur pour mieux assurer la recette.

2.° Tout payement fait par le trésor sera précédé d'une vérification pour s'assurer si la partie prenante est contribuable; et au cas qu'elle se trouve encore du nombre des redevables d'après les rôles, les quittances du trésorier lui seront remises comme comptant.

3.° Quoiqu'il soit dit que l'impôt est acquis au trésor le 1.er Janvier, sa perception ne commencera néanmoins que du jour où le public en sera prévenu par un avis officiel du directeur de l'intérieur et du domaine, et le produit en sera réalisé en un seul payement dans les *trois* mois qui suivront cet avertissement. Passé le délai de trois mois, aucune demande en dégrèvement ne pourra être admise, et les contribuables qui ne se seraient pas acquittés seront poursuivis par toutes les voies de droit, même

par corps, comme s'agissant de deniers royaux, en conformité de l'Ordonnance du 26 août 1820, et ce, par le ministère de l'huissier percepteur du domaine, suite et diligence du trésorier de la colonie.

4.o Pour la plus grande commodité des contribuables, le trésorier de la colonie fera recouvrer dans les campagnes par l'huissier percepteur du domaine, les impositions ci-dessus établies ; et la remise pour couvrir les frais de cette perception est maintenue sur le pied de *cinq pour cent*, au profit dudit huissier percepteur. Le tout sans préjudice contre ceux qui y donneraient lieu, des frais de poursuites réglés par le tarif joint à Ordonnance du 13 Février 1819.

5.o Les impositions ne s'acquittant qu'en un seul payement, les contribuables ne seront point admis à donner des acomptes. En conséquence toutes quittances de cette nature fournies par les huissiers percepteurs ou autres agents du trésor seront nulles et comme non avenues à l'égard du trésor, attendu qu'il n'y a que les quittances mises au bas de la cote établie par la direction de l'intérieur et du domaine, qui puissent opérer la libération des contribuables.

6.o Au surplus sont maintenues en tant que de besoin les dispositions des Ordonnances antérieures concernant les impositions directes, en tout ce qui n'est ni prévu ni modifié par le présent titre.

SECTION DEUXIÈME.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES

et Droits de Douanes.

ART. XIII.

Les droits de douane et autres contributions indirectes de la colonie, sont établis pour l'année 1824, ainsi qu'il suit :

DROITS D'ENTRÉE.

COMMERCE FRANÇAIS.

Par Bâtimens venant directement des Ports de la Métropole.

Les marchandises françaises expédiées par acquit-à-caution des douanes de France, et venant directement des ports de la métropole, y compris les produits de pêches nationales, payeront *un pour cent*, ci. . . . . 1 *pour cent.*

Les marchandises étrangères qui peuvent être admises en entrepôt en France, et recevoir la destination ultérieure des

colonies françaises, seront soumises au même droit d'*un pour cent*, lorsqu'elles seront ainsi expédiées par acquit-à-caution, sous leur véritable distinction d'origine étrangère ; autrement elles seront considérées prohibées, et les confiscations devront être prononcées.

Par tous Bâtimens Français attachés aux Ports de la Métropole ou à ceux des Colonies françaises.

1o. *Venant des Colonies et Possessions Françaises.*

Les marchandises françaises et celles étrangères permises qui viendront des colonies et possessions françaises seront exemptes de droits de douane, lorsqu'on justifiera par quittances du trésor, les avoir acquittées dans la colonie d'où elles auront été expédiées pour la Guadeloupe : autrement, elles seront passibles des mêmes droits imposés sur les marchandises venues de France ou de l'étranger par bâtiments français, *Rien.*

Les produits du sol ou de l'industrie des colonies et possessions françaises seront exemptes de droits de douane, ... *Rien.*

2o. *Venant des États-Unis d'Amérique, des Possessions Espagnoles et des Colonies étrangères.*

Les marchandises étrangères permises par l'Arrêt du 30 août 1784, et par les Instructions locales du 16 décembre 1817, ensemble la farine de maïs, qui viendront des Etats-Unis, des colonies étrangères et des possessions espagnoles en Amérique, payeront *deux pour cent*, ci. . . . . 2 *pour cent.*

Sur la morue et le poisson salé, *un et demi pour cent*, ci. . . . . 1 $\frac{1}{2}$ *pour cent.*

Et *trois francs* par quintal sur la morue et le poisson salé et les salaisons de bœuf, ci. 3 *francs.*

Sur les animaux vivants destinés pour les boucheries et pour la culture, le droit de balance de *vingt-cinq centimes pour cent*, ci. 25 *c. p. cent.*

Sur les chevaux, autres que ceux des possessions espagnoles, un droit de *vingt francs*, par tête, ci. . . . . 20 *francs.*

COMMERCE ÉTRANGER.

Les marchandises importées par bâtimens étrangers et dont l'entrée est permise par

l'Arrêt du 30 août 1784 et par les Instructions locales du 16 décembre 1817, ensemble la farine de maïs, payeront en principal *trois pour cent*, ci. . . . . 3 *pour cent.*

Sur la morue et le poisson salé, en principal *un* et *demi pour cent*, ci. . . . . 1 $\frac{1}{2}$ *pour cent.*

Et un droit additionnel de 3 *francs* par quintal tant sur la morue et le poisson salé que sur les salaisons de bœuf, ci. . . . 3 *francs.*

Sur les animaux vivants pour la boucherie et pour la culture, un droit de balance de *vingt-cinq centimes pour cent*, ci. . . . . 25 *c. p. cent.*

Sur les chevaux, le droit de *trente francs* par tête, ci. . . . . 30 *francs*

Marchandises destinées pour l'Entrepôt.

Par tous Pavillons :

Le cacao, l'indigo, le rocou, le quinquina, le coton, la casse, la salsepareille, le gingembre, les bois de gayac et de campêche, le morfil, le caret, les fanons de baleine, les épiceries, le baume du Pérou, celui de copahu, et les cornes de bœuf, continueront d'être reçus en entrepôt par tous pavillons, pour être expédiés pour France, sous leur véritable distinction d'origine étrangère, et ils acquitteront à l'entrée et à la sortie, le seul droit de balance de *vingt-cinq centimes*, 25 *cent. p. c.*

Le droit de magasinage est maintenu sur le pied d'*un pour cent* pour le premier mois, ci. 1 *pour cent.*

Et pour chacun de ceux qui suivront, de *demi pour cent*, ci. . . . . $\frac{1}{2}$ *pour cent.*

Les mêmes droits de magasinage sont applicables aux denrées et marchandises étrangères prohibées ou non prohibées qui seraient admises circonstanciellement à l'entrepôt, pour la réexportation, et dont la représentation à bord et le dépôt en magasin doivent être exigés par la douane.

DROITS DE SORTIE.

Commerce Français

Par Bâtiments Français attachés aux Ports de la Métropole ou à ceux des Colonies Françaises.

1.° *Allant en France.*

Les denrées et productions coloniales du sol de la Guadeloupe et autres îles françaises qui sortiront par bâtiments français, avec destination pour un port de la Métropole payeront *deux pour cent*, ci. . . . . 2 *pour cent.*

Les marchandises étrangères mises en entrepôt ayant destination pour la France, et expédiées sous leur véritable distinction d'origine étrangère, n'acquitteront que le droit de balance de *vingt-cinq centimes pour cent*, ci. 25 *c. pour cent.*

2.° *Allant dans les Colonies et possessions Françaises.*

Les marchandises du sol et de l'industrie nationale et les marchandises étrangères dont l'introduction est permise, qui seront expédiées par tous bâtimens de la métropole ou des colonies françaises, à destination desdites colonies ou possessions, ne seront soumises à aucun droit de douane. . . . . *Rien.*

Les sirops, rums ou tafias payeront *deux pour cent*, ci. . . . . 2 *pour cent.*

3.° *Allant aux Etats-Unis d'Amérique, dans les possessions Espagnoles ou dans les Colonies Etrangères.*

Les marchandises du sol et de l'industrie nationale expédiées par lesdits bâtiments, à destination des Etats-Unis d'Amérique, des possessions Espagnoles et des colonies étrangères, seront exemptes de tout droit de douane. *Rien.*

Les sirops, rums ou tafias, payeront *deux pour cent*, ci . . . . . 2 *pour cent.*

Les marchandises étrangères permises, et celles prohibées soumises à la réexportation

soit qu'elles aient été ainsi déclarées à l'entrée, soit qu'elles proviennent de saisies, acquitteront, *deux pour cent*, ci. . . . . 2 *pour cent.*

COMMERCE ÉTRANGER.

Les bâtiments étrangers qui exporteront des sirops, rums ou tafias ne payeront plus que *deux pour cent*, ci. . . . . 2 *pour cent.*

Les produits du sol et des manufactures de France seront exempts de tout droit de douane. . . . . *Rien.*

Les marchandises étrangères dont l'introduction est permise, et celles prohibées soumises à la réexportation, soit qu'elles aient été ainsi déclarées à l'entrée, soit qu'elles proviennent de saisies, payeront *deux pour cent*, ci. . . . . 2 *pour cent.*

ART. XIV.

En vue d'encourager la culture du manioc, cette substance en farine seulement, pourra désormais sortir de la Colonie en exemption de droit; mais afin d'en prévenir la rareté et d'ôter le prétexte d'en élever le prix pour la consommation intérieure, l'exportation au-dehors en sera défendue et demeure prohibée tout le temps qu'elle se vendra dans les villes Basse-Terre et Pointe à-Pitre au-dessus du prix de 61 centimes (ou 22 sous 6 deniers) le pot.

En conséquence, les commissaires de police remettront de quinze en quinze jours, à l'Administration, un état indiquant le prix-courant auquel la farine de manioc se sera vendue, et c'est d'après ledit état que l'Administration fera connaître aux bureaux des douanes, le 1.er et le 3.e lundi de chaque mois, s'il y a lieu de permettre l'exportation de cette denrée pendant la quinzaine.

ART. XV.

L'article 4 de l'ordonnance du 20 juin 1820 sur l'ouverture du port du Grand-Bourg de Marie-Galante aux bâtiments des Etats-Unis, qui défend d'expédier de cette colonie pour la Guadeloupe aucune marchandise étrangère permise, est ainsi modifié :

Les marchandises étrangères permises fesant partie de cargaisons américaines et qui n'auront pas été introduites dans le

commerce à Marie-Galante, mais qui auront été mises immédiatement après leur déchargement, en dépôt dans le magasin de la douane, pourront être expédiées dudit magasin pour la Basse-Terre ou pour la Pointe-à-Pitre directement, avec certificat du receveur de la douane, visé par le chef d'Administration, et attestant, 1.° que lesdites marchandises proviennent de chargements américains qui seront désignés; 2.° qu'elles ont été déposées dans le magasin de la douane immédiatement après leur débarquement du navire, et ont acquitté les droits d'entrée le jour même de leur dépôt en magasin, et le droit de magasinage pour tout le temps qu'elles seront restées en entrepôt.

Un magasin sera fourni à la douane pour cet entrepôt, par le commerce et à ses frais; mais il profitera du montant de la recette du droit de magasinage dont il fera l'affectation comme il le jugera convenable.

ART. XVI.

Les droits mentionnés au précédent article seront liquidés,

SAVOIR:

Pour les marchandises introduites par bâtimens français, venant directement d'un port de France, sur la valeur mentionnée aux acquits-à-caution, duement appréciée au lieu du départ, et sans aucune augmentation.

Et pour celles prises à l'étranger, ils le seront sur le prix de base mentionné au tableau sous le N.o 1.

A l'égard des denrées et marchandises qui seront expédiées pour France, ou pour les colonies françaises et pour l'étranger, les droits en seront aussi liquidés d'après les prix portés audit tableau N.o 1 et à celui sous le N.o 2.

Les tableaux susmentionnés, dont les prix de base sont pris, conformément à la régle établie, sur la moyenne des quatre trimestres de 1823, seront imprimés à la suite de la présente Ordonnance; et vaudront pour l'année entière à partir du jour de leur notification.

ART XVII.

Les droits d'ancrage et d'expédition restent les mêmes pour tous les bâtimens, sauf l'exception ci-après en faveur des caboteurs; SAVOIR:

Ancrage.

BATIMENS.	*Français.*	*Étrangers.*
De 50 tonneaux et au-dessous.	19 *fr.* 49 *c.*	*Rien*, { n'étant pas admis.
De 51 à 100	22 71	30. *fr* 20 *c.*
De 101 à 150	29 19	38 92.
De 151 à 200	38 72	51 89.
De 201 et au-dessus . . .	48 65	64 87.

Expédition.

Le droit d'expédition pour tous les pavillons, continuera d'être égal au droit d'ancrage réglé pour les bâtimens français.

Toutefois ceux qui étant de relâche ne feraient point d'opération de commerce, seront exempts du droit d'expédition et ne payeront que celui d'ancrage.

ART XVIII.

Les caboteurs appartenant à la Guadeloupe, et ceux des îles françaises venus directement desdites îles, ou de la Côte-Ferme à la Guadeloupe, seront exempts du droit d'ancrage et du droit d'expédition réglé par l'article précédent, et n'acquitteront que le droit ordinaire d'expédition que payent à la sortie les caboteurs de la colonie. Mais lorsque ces caboteurs des autres îles françaises viendront de ports étrangers autres qu'espagnols, ou seront expédiés pour lesdits ports étrangers, ils seront soumis aux droits d'ancrage et d'expédition réglés par l'article 17.

ART. XIX.

Les taxes ci-après, établies par l'article 21 de l'Ordonnance du 30 décembre 1822, à la section des contributions indirectes de 1823, et dont le produit est affecté à la construction des quais de la Pointe-à-Pitre, sont maintenues sur le même pied pour l'année 1824, et auront la même application.

SAVOIR;	SOMMES PAR AN.
Chaque grande pirogue, gabare et toute autre embarcation fesant le transport des colis de sucre, sirops et tafias, des quartiers à la Pointe-à-Pitre, payera	80 *francs.*
Chaque embarcation exploitant dans le port de la Pointe-à-Pitre, et employée au chargement et déchargement des navires, payera .	100 00.
Chaque canot servant, soit à communiquer avec la rade et les îlets, soit à mettre les bâtimens hors des passes du port; ou enfin à porter des particuliers de la Pointe-à-Pitre, aux divers quartiers et desdits quartiers à la Pointe-à-Pitre, payera	50 00.

Chaque bœuf ou mulet qui sera introduit par le port de la Pointe-à-Pitre, payera; par bâtiment français.	*Rien.*	
Et par bâtiment étranger.	4 *fr.*	50 *c.*
Chaque mutation de vente de bâtiment attaché aux ports de la colonie, payera pour transcription au dos de l'acte de francisation .	10	00
Et pour chaque cautionnement fourni à la douane	10	00
Nota. Les embarcations employées uniquement à la pêche et au transport de l'eau a l'usage des habitans de la Pointe-à-Pitre, ne payeront aucune taxe dans le sens de la dispositions établie ci-dessus ; ci.	*Rien.*	

ART. XX.

Les diverses taxes mentionnées ci-dessus seront liquidées par la Douane de la Pointe-à-Pitre, et le montant en sera perçu par le Trésorier, au fur et à mesure de l'expédition des bâtimens, en ce qui concerne les quatre dernières ; et pour celles relatives aux pirogues, gabarres et autres embarcations, la perception s'en fera par moitié en Janvier et Juillet, au moment où les conducteurs ou patrons d'icelles se pourvoiront de passes ou permis dont ils doivent se munir, au vœu de l'Ordonnance locale du 2 Janvier 1822, sur la police et la navigation des pirogues de pêche et du petit cabotage de l'île.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. XXI.

Les dispositions réglementaires des Ordonnances locales des 28 octobre 1816 et 10 février 1818, concernant le commerce et les droits de douanes, sont maintenues en tout ce à quoi il n'est pas dérogé par la présente ordonnance. Il en sera de même, 1.o de celles relatives aux subsistances de 1.re nécessité ; 2.o de l'Arrêt du 30 août 1784, et des instructions locales du 16 décembre 1817, qui font toujours règle pour le commerce étranger dans la colonie.

Sont également maintenues les taxes trimestrielles supportées par les caboteurs de la colonie, comme aussi les droits d'expédition auxquels ils sont soumis, lorsqu'ils sont expédiés pour les autres colonies françaises, ou pour l'étranger, ainsi que le droit d'*un franc* par tonneau, en motif d'amende, sur les caboteurs de la Guadeloupe, partis et revenus sur lest.

ART. XXII.

Les caboteurs espagnols seront traités comme les caboteurs français de la colonie, lorsqu'ils viendront directement des ports espagnols, sur lest, ou chargés de produits des possessions espagnoles, ou qu'ils seront expédiés de la colonie pour lesdits ports; et ce, en ce qui concerne les droits d'entrée, ceux de sortie, et les autres droits de port.

ART. XXIII.

Les dispositions de l'Ordonnance du 20 juin 1820, concernant l'ouverture provisoire du port de Marie-Galante, aux bâtimens américains, restent maintenues, sauf les modifications qui y sont apportées par l'article 15.e de la présente ordonnance.

Il n'est rien changé à celles de l'ordonnnance de même date, relative à la permission accordée aux habitants du quartier du Moule de recevoir uniquement par bâtiments et bâteaux français, des bois et des animaux vivans, chargés à l'étranger. Mais il est formellement voulu que ces bâtimens ou bâteaux soient expédiés des ports d'entrepôt, et que les capitaines obtiennent préalablement, la permission écrite d'aller faire ce chargement à l'étranger, et ce, sur l'expédition même.

ART. XXIV.

Enfin le tarif concernant les actes de francisations et congés de navigation: celui des droits de port, c'est-à-dire de pilotage, mouillage, louvoyage et interprêtage, et celui des visites et patentes de santé, continueront à sortir leur plein et entier effet, en conséquence des règlements qui les ont établis: à l'exception, néanmoins, du droit d'interprétage acquittable par les bâtiments étrangers qui viennent commercer à la Basse-Terre, lequel sera augmenté, pour ce port seulement, de moitié en sus de celui porté dans le tarif en vigueur concernant lesdits bâtiments.

ART. XXV.

Il sera pourvu, par des dispositions particulières, à l'assiette des contributions directes et indirectes de la Partie Française de Saint-Martin.

TITRE DEUXIEME.

IMPOSITIONS MUNICIPALES.

Pour les Dépenses particulières à la Colonie, et à celle des Villes Basse-Terre et Pointe-à-Pitre, et du Grand-Bourg de Marie-Galante.

SECTION PREMIÈRE.

Taxe dite des Noirs Justiciés.

ART. XXVI.

Chaque tête d'esclave de 14 à 60 ans, sans aucune espèce d'exception, payera la somme d'*Un franc quarante-deux centim.* Cette taxe est destinée, 1.° au remboursement des nègres justiciés et de ceux tués en marronnage; 2.° à la solde des commis à la police et plantons des quartiers; 3.° au rétablissement des geoles autres que celles de la Basse-Terre, de la Pointe-à-Pitre et du Grand-Bourg de Marie-Galante; 4.° enfin, au traitement du Député de la Colonie en France, à celui du secrétaire et aux autres frais du Comité-consultatif.

Dans aucun cas on ne sera dégrévé de cette taxe, qui sera établie et recouvrée de la même manière et par les mêmes moyens que l'imposition principale.

SECTION DEUXIÈME.

Entretien des Chemins.

ART. XXVII.

Il sera pourvu à l'entretien des chemins ainsi et de la même manière qu'il a été réglé par l'Ordonnance du 13 mars 1819; au moyen de quoi il ne sera imposé aucune taxe pour cette partie du service public de la Colonie.

SECTION TROISIÈME.

Impositions particulières des Villes Basse-Terre et Pointe-à-Pitre, et du Grand-Bourg de Marie-Galante.

ART. XXVIII.

Il sera perçu par addition aux contributions directes de la présente année, les taxes ci-après, pour le produit être employé aux dépenses municipales desdites villes et Grand-Bourg;

SAVOIR:

Pour la Basse-Terre.

Vingt pour cent du produit du droit des loyers de maisons,

et de la capitation des esclaves des villes de l'âge de 14 à 60 ans.

Un franc soixante-deux centimes par tête de ceux dépendants des propriétés rurales des quartiers *extra muros*, du Baillif, Parc et Matouba.

Cinquante francs par cheval et mulet de trait en usage dans l'intérieur de la ville.

Quatre francs quatre-vingt-sept centimes par ligne d'eau des fontaines particulières, à la charge des propriétaires de maisons qui en jouissent.

Indépendamment de ces taxes dont le produit évidemment trop faible ne suffit pas pour assurer à la ville l'exécution des travaux et d'améliorations dont le conseil municipal a reconnu l'urgence, il sera perçu les droits ci-après, à la sortie, tant pour l'extérieur que pour les autres ports de l'île, des denrées provenant du sol de la Colonie.

SAVOIR :

Par millier	de Sucre terré, . . .	1 *fr.*	75 *c.*
Idem	idem brut, . . .	1	25
Idem	de Café, ...	5	00
Idem	de Coton, ...	3	75
Idem	de Cacao, ...	2	50
Par mille galons	de Sirop, ...	5	00
Idem	idem de Rum, ...	7	50

Pour la Pointe-à-Pitre.

Dix pour cent du produit du droit des loyers des maisons.

Cinquante francs par cheval et mulet de trait en usage dans l'intérieur de la ville.

Enfin, les terrains non bâtis ou n'ayant que des hangards ou barraques qui ne payent point comme maisons, continueront d'être classés et imposés par pied de façade, ainsi qu'il suit :

1.ere	Classe.	1 *fr.*	22
2.e	Classe.	1	08
3.e	Classe.	0	81

Les propriétaires des terrains non bâtis, barraques et hangards compris à l'Ordonnance dernière dans les 4., 5.e et 6.e classes, seront exempts de toute taxe en considération des travaux de comblement qu'ils seront tenus d'exécuter, sous la direction du voyer de la ville, pour rehausser les terrains bas et assurer l'écoulement des eaux pluviales, à peine, contre

les contrevenants, d'une amende qui ne pourra être moindre du quart de la valeur de leurs terrains, et qui sera prononcée par le tribunal du ressort sur la plainte et les pièces produites par le voyer.

A l'instar de la Basse Terre et dans le même but de procurer à la ville des moyens d'atteindre à des améliorations reconnues d'une utilité générale, il sera perçu un droit d'octroi à la sortie des denrées coloniales, du port de la Pointe-à-Pitre, quelle que soit leur destination. Ce droit est fixé comme suit :

Par millier de Sucre terré, . . .	1 *fr.*	50 *c.*
Idem idem brut, . . .	1	25
Idem de Café, ...	3	00
Par mille galons de Sirop, ...	2	00

Pour le Grand-Bourg de Marie-Galante.

Vingt pour cent sur le produit de la taxe du loyer des maisons du Grand-Bourg, et sur celui de la capitation des esclaves de l'âge de 14 à 60 ans exclusivement.

Cinquante centimes par pied de façade des terrains non bâtis.

Vingt francs par cheval et mulet de trait en usage dans l'intérieur du Grand-Bourg.

Trente francs sur onze sucreries de première classe.

Quinze francs sur quatorze sucreries de deuxième classe.

A l'instar des villes de la Basse-Terre et de la Pointe-à-Pitre, et dans le but de procurer à la commune les fonds nécessaires pour payer des dépenses reconnues indispensables à la salubrité et à l'utilité du Bourg, il sera perçu un droit d'octroi municipal à la sortie des denrées coloniales du port du Grand-Bourg, quelle que soit leur destination, SAVOIR :

Par millier de Sucre, ...	0 *fr.*	75 *c.*
Idem de Café, ...	1	00
Idem de Coton, ...	2	00
Par mille galons de Sirop, . . .	3	00

ART. XXIX.

La taxe sur les chevaux de selle dits de luxe, est et demeure supprimée.

Les cabrouetiers de la ville Pointe-à-Pitre continueront à jouir de l'exemption de la taxe sur les chevaux et mulets de trait, à charge par eux de se conformer à l'engagement auquel

ils ont antérieurement souscrit, de fournir par mois *vingt-quatre* tombereaux de comblage par chaque voiture roulant en ville, pour le comblement des places publiques; et au cas de refus de leur part, il y sera pourvu à leurs frais par les soins de l'administration municipale.

ART. XXX.

Les présidents des conseils municipaux procéderont, chacun en droit-soi, à la formation des rôles généraux et partiels des contributions municipales, lesquels, arrêtés qu'ils soient en conseil, seront adressés à l'Ordonnateur pour être soumis, après examen et vérification, à notre approbation et homologation.

Lesdits rôles distribués d'après les taxes et les classes ci-dessus établies, étant homologués, les présidents des conseils de ville en donneront connaissance aux contribuables de leur ressort, par un avis officiel; et *trente jours* après, chacun d'eux fera procéder au recouvrement desdites contributions soit par son trésorier municipal, soit par tout autre personne duement autorisée

ART. XXXI.

Si des contribuables ne sont pas exacts à payer dans le délai fixé, les présidents sont autorisés à recourir au ministère de l'huissier percepteur du domaine, pour faire poursuivre les retardataires par les moyens prévus dans l'Ordonnance du 26 août 1820.

ART. XXXII.

Les trésoriers municipaux effectueront les payements pour dépenses municipales, sur les mandats des présidents, appuyés qu'ils soient des pièces justificatives nécessaires, et à charge de les faire acquitter par les parties prenantes.

ART. XXXIII.

Les droits d'octroi mentionnés dans l'article 28 seront entièrement à la charge de l'expéditeur. Leur perception aura lieu, 1.o en même temps que celle des droits de douane et au prorata des liquidations établies par les soins de la direction des douanes, à l'égard des bâtiments au long cours et tous autres allant à l'extérieur; 2.o par les soins des présidents des conseils de ville qui en feront établir la liquidation et les feront percevoir au profit de leur commune, à l'égard des bâtiments caboteurs allant d'un port à l'autre de la colonie.

Lesdits présidents se concerteront avec la direction des douanes sur cet objet du service municipal.

ART. XXXIV.

Afin de ne pas retarder les capitaines des bâtiments au moment de leur départ, les sommes établies par les liquidations des droits d'octroi seront perçues par le trésorier ou le receveur de l'arrondissement, et pourront être acquittées entre ses mains par les propriétaires ou capitaines desdits bâtiments, sous réserve de remboursement de la part des chargeurs, qui conservent d'ailleurs la faculté de les acquitter eux-mêmes.

A cet effet les présidents des conseils de ville s'entendront avec le trésorier de la colonie ou avec ses préposés sur la fixation de la rétribution qui leur sera due pour ladite perception, laquelle ne pourra excéder deux et demi pour cent.

ART. XXXV.

Le bâtiment sur départ ne pourra être expédié en douane qu'il n'ait justifié de l'acquit du droit d'octroi entre les mains du trésorier ou du receveur de l'arrondissement.

Il est entendu et voulu que les denrées qui auront payé le droit d'octroi dans un des ports de la Basse-Terre, de la Pointe-à-Pitre ou du Grand-Bourg de Marie-Galante, pour être transportées de l'un à l'autre, en seront exemptes lors de leur expédition au-dehors, sur la représentation de la quittance du trésorier du lieu de premier départ.

ART. XXXVI.

Le produit des droits d'octroi perçus par le trésorier ou par le receveur de l'arrondissement, sera tenu à la disposition du président du conseil de ville, et le montant en sera versé à la caisse municipale en vertu des mandats émis par ledit président.

ART. XXXVII.

Sont rappelées en tant que de besoin les dispositions de l'Ordonnance du 16 février 1819, en ce qui concerne la formation et la remise des comptes d'exercice, pour lesdits comptes être entendus et discutés par les conseils municipaux, et être ensuite arrêtés en conseil de Gouvernement et d'Administra-

tion, sur la présentation qu'en fera l'Ordonnateur, après qu'ils auront été communiqués au comité-consultatif de la colonie.

ART. XXXVIII *et dernier.*

L'Ordonnateur de la colonie est chargé de surveiller l'exécution de la présente Ordonnance, qui sera enregistrée tant au greffe de la Cour Royale, qu'à ceux des tribunaux de première instance, lue, publiée et affichée partout où besoin sera.

Donné à la Basse-Terre Guadeloupe, le 4 Févier 1824, *et la* 29.e *année du règne de Sa Majesté.*

JACOB.

Par S. E. le Gouverneur et Administrateur pour le ROI :
Le Secrétaire Archiviste provisoire du Gouvernement.

J. M. BART.

TABLEAUX mentionnés à l'article 16, *Section* 2.e *concernant la Liquidation des Droits de Douanes.*

N.° I. IMPORTATION.

VALEUR des Marchandises dans la Colonie, pour servir de Base a la perception des Droits d'Entrée et de Sortie pendant l'année 1824.

DÉNOMINATIONS des MARCHANDISES.	PRIX PAR						Observ.
	baril.		quintal.		100 gal.		
	fr.	*c.*	*fr.*	*c.*	*fr.*	*c.*	
Farine de Maïs. .	25	00	15	00	»		
Riz	»	»	20	00	»		
Maïs en grain . .	18	00	»	»	»		
Avoine	15	00	»	»	»		
Légumes secs . .	25	00	16	67	»		
Morue	»	»	25	00	»		
Bacailleau	»	»	10	00	»		
Harengs, Aloses, et autres Poissons. .	20	00	»	»	»		
Saumon	60	00	»	»	»		
Huile de Poisson .	»	»	»	»	250		
Bœuf salé. . . .	50	00	»	»	»		
Tabac en feuille. .	»	»	40	00	»		
Sel	7	50	»	»	»		
Brai et Goudron .	15	00	»	»	»		
Térébenthine. . .	20	00	»	»	»		
Essence de Téréb .	»	»	»	»	500		
Vieux cuivre et cuivre non ouvré . .	»	»	70	»	»		
Vieux étain et vieux plomb	»	»	15	»	»		

Nota Les bois du nord, bois blanc, feuillards, merrains, boucants en bottes, essentes et tous autres bois ou objets nécessaires à la Colonie et dont l'introduction est permise, acquitteront les droits du tarif sur la valeur qui sera déclarée; mais pour prévenir les fausses déclarations de valeur, les employés des douanes auront le droit de retenir toute la marchandise en donnant celle déclarée et le dixième en sus.

N.° II. EXPORTATION.

VALEUR des Denrées de la Colonie, pour servir de Base à la perception des Droits de Sortie pendant l'année 1824.

DÉNOMINATIONS. des DENREES.	PRIX PAR quintal.	PRIX PAR 100 gal.	OBSERVATIONS
	fr. *c.*		
Sucre terré - - - -	42 00	»	
Sucre brut - - - -	25 00	»	
Café - - - - - -	130 00	»	
Coton - - - - - -	95 00	»	
Cacao - - - - - -	60 00	»	
Casse - - - - - -	18 00	»	
Sirop - - - - - -	»	100 *fr.*	
Rum et Tafia.	»	150	

APPROUVÉ PAR NOUS,

Le Contre-Amiral, Gouverneur et Administrateur pour le Roi.

Basse-Terre Guadeloupe, le 4 Février 1824.

JACOB.

A la Basse-Terre Guadeloupe, de l'Imprimerie du Roi.

N.o 4.

ORDONNANCE

Concernant les Contributions de la Partie-Française de Saint-Martin, pour l'Année 1824.

Du 19 Février 1824.

AU NOM DU ROI, et après en avoir délibéré en Conseil de Gouvernement et d'Administration, le GOUVERNEUR et ADMINISTRATEUR pour le ROI, de la Guadeloupe et Dépendances,

VU l'article 25 de notre Ordonnance du 4 de ce mois sur les Impositions des îles Guadeloupe et dépendances pour l'année 1824;

Ayant à régler également celles de la partie française de Saint-Martin pour ladite année;

Vu le Budget de la Colonie pour ledit exercice 1824, arrêté le 12 février dernier par Son Exc. le Ministre Secrétaire-d'État de la Marine et des Colonies;

Vu l'avis du Comité consultatif dans la session de 1823;

A ordonné et ordonne, pour être exécuté provisoirement, sauf l'Approbation de Sa Majesté, ce qui suit :

SECTION PREMIÈRE.

CONTRIBUTIONS DIRECTES.

ARTICLE PREMIER.

L'Abonnement tenant lieu de toutes Contributions directes avec la partie française de l'île de Saint-Martin, demeure fixé pour l'année 1824 à la somme de *trente mille francs.*

SECTION DEUXIÈME.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES.

ART. II.

Les Droits de Douane sont et demeurent établis comme suit :

Droits à l'Entrée.

Les marchandises qui seront introduites par bâtimens français venant directement des ports de la métropole, payeront le droit ordinaire d'*un pour cent ;* lequel sera perçu sur la valeur mentionnée aux acquits-à-caution délivrés en France, sans autre augmentation, ci. . . . . 1 *p. cent.*

Les ~~denrées et marchandises~~ qui seront introduites par le port du Marigot, par des caboteurs français (autres que ceux expédiés directement des ports de la Basse-Terre et de la Pointe-à-Pitre Guadeloupe, qui restent exempts de tout droit d'entrée), payeront *un* ~~*et demi*~~ *pour cent*, . . 1 *p. c.*

Les articles dont l'introduction est également permise par tous bâtiments étrangers, en conséquence de l'article 1.er de l'Ordonnance du 7 avril 1818, et de l'Arrêt du Conseil d'État du 30 août 1784, seront soumis au même droit d'*un et demi pour cent*, ci. . . . . 1 $\frac{1}{2}$ *p. c.*

La morue et le poisson salé de pêche étrangère payeront un droit additionnel de *trois francs* par demi-quintal métrique, ci. . . . . 3 *francs.*

Les salaisons de bœuf et de porc seront soumises au même droit additionnel de *trois francs*, ci. 3 *francs.*

Droits à la Sortie.

Les sucres, cotons et sirops de la partie française de Saint-Martin, qui sortiront par bâtimens français avec destination pour France, acquitteront le droit de *deux p. cent*, 2 *p. cent.*

Les mêmes denrées sortant par bâtimens français avec destination pour la Guadeloupe, seront exempts de tout droit de sortie, ci. . . . . *Rien.*

Lorsque lesdites denrées seront expédiées de la Guadeloupe pour France, elles seront exemptes du droit en remplacement de la capitation, au moyen de la contribution directe par forme d'abonnement, dont il est fait mention à l'article premier de la présente ordonnance.

Les sucres et les cotons recevant la destination de tous autres endroits que la France et la Guadeloupe, par quelque bâtiment et sous quelque pavillon que ce soit, acquitteront le droit de *trois pour cent* sur la valeur déterminée par le tablean des prix de base établi pour la Guadeloupe, ci. 3 *p. cent.*

Les sirops qui sortiront de la même manière, payeront *deux pour cent* de leur valeur, ci. . 2 *p. cent.*

Et les rums et tafias qui ne pourront recevoir la destination pour la France ou pour la Guadeloupe, payeront le même droit de *deux pour cent*, ci. . . . . 2 *p. cent.*

ART. III.

Le tarif des droits de port demeure ainsi réglé;

SAVOIR:

Par Bâtiments sans distinction de pavillon.	Expédition.	Pilotage et Mouillage.	Interprétage.	Visites de Santé.
Jusqu'à 30 tonneaux.	5 *f.* 00	*Rien.*	*Rien.*	*Rien.*
De 31 à 60.	10 00	*Rien.*	*Rien.*	*Rien.*
De 61 à 100.	20 00	32 *f.* 40	21 *f.* 60	8 *f.* 10
De 101 et au-dessus	32 40	43 20	27 00	10 80
Les Embarcations non-pontées, venant des îles étrangères.	2 43	*Rien.*	*Rien.*	*Rien.*

Les bâtiments étrangers qui ne feront que louvoyer devront payer . . . . . 10 *fr.* 80 *c.*

Et s'ils viennent ensuite au mouillage, cette somme sera considérée comme un à-compte du droit de pilotage et mouillage établi ci-dessus.

Le droit d'expédition, le seul à la charge des bâtiments français faisant le commerce direct entre

la Guadeloupe et la partie française de St-Martin, est aussi maintenu sur le pied ci-après ;

SAVOIR :

Par bâtiments de 50 tonneaux et au dessous, 7 *fr.* 20 *c.*

Et par ceux au-dessus de ce tonnage, . . . 14 40.

ART. IV.

Les propriétaires des petites embarcations non-pontées qui font le cabotage autour de l'île de St-Martin (partie française), seront tenus de les faire numéroter et de prendre une patente sémestrielle au bureau de l'Administrateur chargé du service, laquelle sera délivrée *gratis*.

Ne sont point comprises dans la mesure ci-dessus les embarcations des habitans propriétaires, en tant qu'elles ne serviront qu'à leur usage ou au tranport de leurs propres denrées.

ART. V.

L'Ordonnateur de la Colonie est chargé de l'exécution de la présente Ordonnance, qui sera enregistrée tant au greffe de la Cour Royale, qu'à ceux des tribunaux de première instance, lue, publiée et affichée partout où besoin sera.

Donné à la Basse-Terre Guadeloupe, le 19 *Février* 1824, *et la* 29.e *année du règne de Sa Majesté.*

JACOB.

Par S. E. le Gouverneur et Administrateur pour le ROI :

Le Secrétaire Archiviste provisoire du Gouvernement.

J. M. BART.

A la Basse-Terre Guadeloupe, de l'Imprimerie du Roi.

N.° 10.

ORDONNANCE

Concernant la mise à exécution à la Guadeloupe et dépendances, du Système métrique des Poids et Mesures.

Du 15 Juin 1824.

AU NOM DU ROI, et après en avoir délibéré en Conseil de Gouvernement et d'Administration, le GOUVERNEUR et ADMINISTRATEUR pour le ROI, de la Guadeloupe et Dépendances,

VU le grand nombre d'avantages que recueille chaque jour la France de l'adoption du *système métrique des poids et mesures;*

Attendu que la plupart de nos colonies jouissent déjà du bienfait de l'établissement de ce système;

Et d'après les ordres de S. Exc. le ministre de la marine et des colonies pour son introduction à la Guadeloupe, contenus dans sa *dépêche du 25 février dernier*, n°. 46;

A ordonné et ordonne, pour être exécuté provisoirement, sauf l'Approbation de Sa Majesté, ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

A dater du 1^er^. janvier 1825, le système décimal des poids et mesures fera règle et sera seul admis et employé dans la colonie de la Guadeloupe et dépendances, et par conséquent

les seuls poids et mesures légaux seront, sauf les modifications indiquées par l'article 8 et suivans, SAVOIR : (*)

Le *MÈTRE* et ses *multiples* ou *subdivisisions décimaux*, pour le mesurage des distances, des surfaces, des solides et des quantités linéaires moindres que le mètre.

L'*ARE*, l'*HECTARE*, et leurs *multiples* ou *subdivisions décimaux*, pour les mesures agraires.

Le *STÈRE* et ses *multiples* ou *subdivisions décimaux*, pour le mesurage des bois de chauffage.

Le *LITRE* et ses *multiples* ou *subdivisions décimaux*, pour les mesures de capacité.

Le *GRAMME* et ses *multiples* ou *subdivisions décimaux*, pour les grosses et petites pesées,

ART. 2.

Il sera placé dans chacune des deux principales villes de la colonie et dans le lieu qui sera indiqué, un assortiment complet de poids et mesures métriques pour servir d'étalons ou matrices légales. Le fonctionnaire dépositaire de ces étalons ou matrices, sera également pourvu d'instructions suffisantes pour la vérification des poids et mesures en usage pour le public.

ART. 3.

D'ici au 1^er^. janvier 1825, les besoins de la colonie en ce genre pouvant être facilement satisfaits par la voie du commerce, il est prescrit à tous les marchands, détaillans, etc., de se pourvoir des poids et des mesures décimaux qui leur seront nécessaires.

(*) Les multiples de chaque espèce de poids et mesures sont indiqués par les mots : *Deca* — pour une quantité dix fois plus forte ;

Hecto — pour idem. cent fois idem.

Kilo — pour idem. mille fois idem.

Et *Myria* — pour idem. dix mille fois idem.

Et les subdivisions par les mots :

Déci — pour un dixième.

Centi — pour un centième.

Milli — pour un millième.

Ces mots sont ajoutés à chaque espèce de mesure pour désigner par exemple, les multiples, comme suit :

Le *Décamètre :* le *Décalitre*, etc., etc.

Ou bien, pour les subdivisions :

Le *Décimètre ;* le *Centistère ;* le *Décilitre*, etc., etc.

ART. 4.

Les négocians, marchands et détaillans seront tenus avant de se servir des nouveaux poids et mesures, de les faire vérifier et étamper par un étalonneur public qui sera nommé à cet effet, et, pour cette vérification, il sera payé le droit fixé par le tarif annexé à la présente.

ART. 5.

A compter de ladite époque, 1^er. janvier 1825, les anciens poids et mesures de toute espèce, qui seront trouvés dans les magasins, boutiques et marchés publics, devront être saisis et confisqués.

Les négocians, marchands et détaillans qui, alors, se serviraient encore d'autres poids et d'autres mesures que des poids et mesures métriques vérifiés et étalonnés par l'étalonneur royal, seront condamnés à *cinquante francs* d'amende pour la première fois, et à *cent francs* en cas de récidive, sur procès-verbal qui sera dressé par l'officier-municipal, ou bien par le commissaire ou agent de la police, accompagné de l'étalonneur royal. Outre la peine ci-dessus, les poids et les mesures qui auront donné lieu à l'amende, seront confisqués.

ART. 6.

Les poids et les mesures confisqués appartiendront à l'étalonneur. La moitié du produit des amendes sera accordée, comme gratification, au saisissant, et l'autre moitié sera versée dans la caisse du bureau de bienfaisance.

ART. 7.

Afin de faciliter et d'accélérer l'établissement de l'universalité des poids et des mesures métriques, il sera permis de confectionner, pour l'usage du commerce, des instrumens de pesage et de mesurage, qui présenteront les dénominations et les fractions ou les multiples de l'unité principale, comme suit :

1°. Une mesure de longueur égale à deux mètres qui prendra le nom de *Toise*, et se divisera en six pieds.

2°. Une mesure égale au tiers du mètre, ou sixième de la *toise*, qui aura le nom de *Pied*, et se divisera en 12 pouces et le pouce en 12 lignes.

Chacune de ces mesures portera sur l'une de ses faces les divisions correspondantes du *mètre*, savoir : la *toise*, deux mètres divisés en décimètres, et le 1^er. *décimètre* en millimètres, et le *pied*, trois décimètres un tiers divisés en centimètres et millimètres, en tout 333 millimètres et un tiers.

ART. 8.

La mesure des toiles et étoffes pourra se faire avec une mesure égale à douze décimètres, qui prendra le nom d'*Aune ;* cette mesure se divisera en demis, quarts, huitièmes et seizièmes, ainsi qu'en tiers, sixièmes et douzièmes ; elle portera sur l'une de ses faces, les divisions correspondantes du *mètre* en centimètres seulement ; savoir : 120 *centimètres numérotés de dix en dix.*

ART. 9.

Les mesures dont il est question dans les articles précédens pourront être construites d'une seule pièce ou brisées à charnière, ou de toute autre manière qu'il conviendra, pourvu que les fractions soient des parties aliquotes desdites mesures, et ne puissent, par aucune combinaison, reproduire les anciennes mesures locales qu'elles doivent remplacer.

ART. 10.

Le charbon, les grains et autres matières sèches, seront mesurés dans la vente au détail et en gros avec une mesure égale à l'hectolitre, laquelle mesure se nommera *baril* et se subdivisera en demi, quart, huitième, seizième et trente-deuxième.

Chacune de ces mesures portera en même-tems son nom propre et celui qui correspond avec la divison de l'hectolitre.

ART. 11.

Pour la vente en détail de graines, grenailles, farines, légumes secs ou verts, on pourra se servir d'une mesure égale au double litre et qui portera le nom de *Pot*, lequel pourra se diviser en demis, quarts et huitièmes ; chacune de ces mesures portera, en même-tems, le nom indicatif de son rapport avec le *litre.*

ART. 12.

Les mesures dont l'usage est permis par les articles 10 et 11, seront construites en *bois* ou en *fer-blanc*, dans la forme cylindrique, et auront le diamètre égal à la hauteur.

ART. 13.

Pour la vente en détail du vin, de l'eau-de-vie et autres boissons et liqueurs ainsi que pour celle des sirops, on pourra

employer les mesures ci-dessus, portant le nom de *Pot*, de ses multiples par double et quadruple, et de ses subdivisions par demis, quarts, huitièmes, etc., mais celles-ci seront construites en étain, au titre fixé, c'est-à-dire, 82 centièmes de fin au moins, et 18 centièmes d'alliage au plus, ou bien en fer-blanc; leur forme sera également cylindrique, et elles auront la hauteur double du diamètre.

Mais lorsque les mesures seront en *fer-blanc*, elles seront construites de sorte qu'après leur vérification, leur contenance ne puisse être altérée. Il est prescrit en conséquence de rabattre extérieurement le bord supérieur de la feuille qui composera le corps de la mesure, de manière à former une bordure d'une largeur suffisante pour que le nom de la mesure puisse y être inscrit lisiblement. On rabattra pareillement, sur le corps de la mesure, le fond dont le diamètre doit excéder celui de la mesure elle-même, de 6 millimètres; et ce, afin que ce fond puisse être fixé à recouvrement au pourtour, et former également un petit cordon à la base de la mesure: et, à un endroit de la jonction du fond avec le corps de la mesure, il sera mis une goutte d'étain applatie pour recevoir le poinçoin; il en sera placé une semblable près du bord supérieur.

La mesure dite *galon* étant habituellement employée pour le mesurage des sirops, on pourra continuer à s'en servir pour l'usage journalier, mais il devra avoir la valeur de deux pots qui seront égaux à 4 litres. Les multiples du galon seront le double galon égal à 4 pots ou 8 litres; le quadruple galon égal à 8 pots ou 16 litres.

Les subdivisions seront :

Le demi-galon égal à 1 pot ou 2 litres; le quart de galon égal à $\frac{1}{2}$ pot ou 1 litre; etc.

Chacune desdites mesures portera le nom indicatif de son rapport avec le litre.

ART. 14.

Pour la vente au détail de toutes les substances dont le prix et

la quantité se règlent au poids, les marchands pourront employer les poids usuels suivants, savoir :

La *Livre*, égale au demi-kilogramme ou 500 grammes, laquelle se divisera en seize onces.

L'*Once*, seixième de la livre, qui se divisera en huit gros.

Le *Gros*, huitième de l'once, qui se divisera en soixante-douze grains.

Chcun de ces poids se divisera en outre, en demis, quarts et huitièmes.

Ils porteront avec le nom qui leur sera propre, l'indication de leur valeur en grammes, Savoir :

	Grammes.	*Décigrammes.*
La LIVRE, ...	500	»
La DEMI-LIVRE, ...	250	»
Le Quart de Livre ou QUARTERON,	125	»
Le Huitième ou DEMI-QUART, . . .	62	5.
L'ONCE, ...	31	3.
La DEMI-ONCE, ...	15	6.
Le QUART d'ONCE ou 2 Gros, . .	7	8.
Le GROS, ...	3	9.

Ces poids ne pourront être construits qu'en fer ou en cuivre, l'usage des poids en plomb ou toute autre matière est interdit.

Art. 15.

Les balances dites *Romaines* devraient être interdites dès ce moment, soit parce qu'elles ont rarement l'exactitude nécessaire, soit parce qu'elles sont sujettes à des accidents qui en altèrent la justesse et favorisent la fraude ; cependant comme leur usage est assez général dans la colonie, il sera encore toléré, mais sous la condition seulement que leur division sera *décimale*, attendu que l'on ne s'en sert habituellement que pour le commerce en gros.

Art. 16.

Le mesurage des bois à brûler pourra être fait par la mesure nommée *voie* et par celle nommée *corde*, mais la mesure dite voie sera égale à 2 stères, et la corde égalera 4 stères ; bien entendu que l'on entend par stère un mètre cube.

ART. 17.

Les chaînes des arpenteurs ne pourront être que *décimales;* toute autre chaîne d'arpentage est interdite ; la dénomination de *pas* qui est en usage pour la mesure des terres est également interdite ; à cette mesure sera substitué le *mètre* qui, (à très-peu de chose près) a la même valeur ; et, par conséquent, la dénomination de *carré*, en usage actuellement dans la colonie, disparaîtra, pour être remplacée par celle d'*Are* et ses multiples ou subdivisions décimaux.

ART. 18.

A compter de la même époque, 1^er^. janvier 1825, toute demande de marchandises qui sera faite en mesures ou en poids anciennement en usage, sous quelque dénomination que ce soit, sera censée faite en poids ou en mesures analogues dont l'usage est permis par la présente ordonnance, et, en conséquence tout marchand qui, sous prétexte de satisfaire au désir de l'acheteur, emploiraît des combinaisons de mesures ou de poids décimaux ou autres pour former la mesure ancienne dont l'emploi est prohibé, sera poursuivi comme ayant fait usage de poids et mesures autres que ceux voulus par la loi, et condamné en conséquence aux amendes prononcées par l'article 6.

ART. 19.

Les dispositions de la présente ordonnance n'étant relatives qu'à l'emploi des mesures et des poids dans le commerce de détail et dans les usages journaliers, les mesures légales seront les seules employées exclusivement, dans tous les travaux publics, dans le commerce en gros et dans toutes les transactions commerciales et autres.

ART. 20.

En conséquence, les plans, devis d'ouvrages d'art, les descriptions de lieux ou de choses, dans les procès-verbaux, écrits ou actes notariés; les marchés, factures, annonces de prix-courants, états de situation d'approvisionnemens, inventaires de magasins; les mercuriales, les lettres de voiture et chargement, les livres de commerce, les annonces des journaux et généralement toutes les

écritures soit publiques, soit privées, contiendront l'énonciation des quantités en mesures légales, et non en mesures simplement tolérées, l'intention du gouvernement étant qu'il ne soit fait aucun changement aux unités de compte, ni même aux instrumens de mesurage qui ne sont point pour le peuple d'usage journalier, et que les instrumens de pesage et de mesurage simplement autorisés se lient tellement aux unités légales dont ils seront déduits, qu'ils puissent sans cesse y ramener et faciliter en même-tems la connaissance de la division décimale. C'est même dans cette vue que les instruments porteront dans leurs diverses faces, les comparaisons des dénominations et divisions établies par les lois et celles anciennement en usage.

ART. 21.

Dans toutes discussions et contestations relatives aux poids et mesures, les certificats seuls des peseurs, jaugeurs, étalonneurs, arpenteurs et voyers publics, chacun dans sa partie, feront foi en justice.

ART. 22.

La présente ordonnance sera enregistrée aux greffes des tribunaux et au contrôle de la marine. Elle sera insérée dans les journaux, publiée et affichée partout où besoin sera, pour avoir son exécution à compter du 1^er^. Janvier 1825.

Donné à la Basse-Terre Guadeloupe, le 15 *Juin* 1824, *et la* 30.^e^ *année du règne de SA MAJESTÉ.*

JACOB.

Par S. E. le Gouverneur et Administrateur pour le ROI :
Le Secrétaire Archiviste du Gouvernement.

J. M. BART.

A la Basse-Terre Guadeloupe, de l'Imprimerie du Roi.

N.° 12.

ORDONNANCE

Qui autorise l'Admission circonstancielle en franchise de droits des Farineux étrangers *permis, et l'introduction de* Cinq mille barils de Farine de Seigle, *en payant un droit de cinq francs par baril.*

Du 16 Octobre 1824.

AU NOM DU ROI, et après en avoir délibéré en Conseil de Gouvernement et d'Administration, le GOUVERNEUR et ADMINISTRATEUR pour le ROI, de la Guadeloupe et Dépendances,

VU les rapports qui sont parvenus des divers quartiers sur la dévastation des vivres et particulièrement des plantations de Manioc dans la colonie, par le coup-de-vent du 8 septembre dernier ;

Considérant que la privation de cette substance de première nécessité pour la masse de la population, est d'autant plus alarmante que les farineux alimentaires, qui pourraient en partie la remplacer, ne sont pas produits par la colonie ni apportés en quantités suffisantes par le commerce national ; qu'il est dès-lors indispensable de les recevoir de l'étranger et même d'en encourager l'introduction à la Guadeloupe ;

Considérant que l'on ne pourrait retirer des îles voisines une assez grande quantité de Farine de Manioc pour suffire aux besoins ; que le Maïs en grain, la Farine de Maïs, le Riz et les Légumes secs ne sauraient non plus les satisfaire ; que

la Farine de Seigle a d'ailleurs mieux que ces denrées la propriété de corriger, comme la Farine de Manioc, ce qu'il y a de nuisible dans les salaisons nécessaires données aux nègres ;

Considérant que si les circonstances commandent en conséquence une exception au régime de commerce pour l'admission de la Farine de Seigle étrangère, il convient de l'assujettir à des dispositions particulières qui en même-temps qu'elles deviennent rassurantes pour le Gouvernement et pour le commerce national, garantissent aux habitants tout l'avantage d'une mesure prise dans leur intention ;

A ordonné et ordonne, pour être exécuté provisoirement, sauf l'Approbation de Sa Majesté, ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

La Farine de Manioc, celle de Maïs, le Maïs en grain, le Riz et les Légumes secs seront, à partir du 1^er^ novembre prochain jusqu'à la fin de décembre 1825, admis par tous Pavillons, en exemption de droit d'entrée.

ART. 2.

Les Sirops, le Rum et le Tafia, chargés en contre-valeur des denrées dénommées dans l'art. 1^er^, seront à partir de la même époque 1^er^ novembre prochain, jusqu'à la fin de décembre 1825, exempts du droit de sortie et de celui en remplacement de la capitation.

ART. 3.

Il sera introduit à la Guadeloupe 5,000 Barils de Farine de Seigle sous les conditions et suivant le mode prévus à l'art. 4.

Cette importation, qui pourra avoir lieu par bâtimens étrangers, comme par bâtimens français, devra être faite du 1.^er^ novembre prochain au 1.^er^ juillet 1825.

Chaque baril de farine paiera *cinq francs* de droit d'entrée.

L'exemption du droit de *cinq francs* par baril de farine de Seigle est accordée aux bâtimens français qui exporteront à l'étranger l'entière contre-valeur de ladite Farine en Sirop, Tafia ou Rum, et ces denrées coloniales seront dans ce cas exemptes des droits de sortie et de remplacement de la capitation.

Les Sirops, Tafias et Rums chargés en contre-valeur de la farine de Seigle importée par bâtimens étrangers, seront également exempts des droits de sortie et de remplacement de la capitation.

ART. 4.

Afin d'assurer l'importation à la Guadeloupe des 5,000 barils de Farine de Seigle dont l'introduction est autorisée par l'article 3, et pour procurer aux consommateurs ladite Farine au plus bas prix possible, l'admission aura lieu sur licences.

Ces licences seront accordées par l'Administration, par voie d'adjudication publique et sous l'approbation du Gouverneur et Administrateur pour le Roi, aux Maisons de Commerce de la Colonie qui offriront de livrer aux Habitans la Farine rendue à la Guadeloupe, au prix le plus avantageux : *prix en argent ou en denrées à prix d'argent.*

Les licences pour l'introduction des 5,000 Barils de Farine de Seigle sont fixées au nombre de trois.

La 1.ere de 2,400 *barils.*
La 2.e de 1,600 *idem.*
Et La 3.e de 1,000 *idem.*

Elles se règleront dans l'ordre inverse des prix offerts par le commerce.

CONDITIONS.

1.° Les adjudicataires seront tenus de faire parvenir le montant de leur adjudication par moitié à la Basse-Terre et à la Pointe-à-Pitre sans aucune différence de prix, et de désigner dans chacune des deux villes, le magasin où se fera la délivrance de ladite farine ;

2.° Ils devront avoir fait parvenir le contingent de leur adjudication dans chacune des deux villes, dans le temps déterminé, à peine de *cinq francs* d'amende au profit des bureaux de bienfaisance, par baril non importé et manquant au 1.er juillet 1825, au nombre fixé par la licence qu'ils auront obtenue ;

3.° Ils seront soumis à une pareille amende de *cinq francs* par baril sur toute la quantité de farine de Seigle par eux

importée, s'il était reconnu qu'ils eussent tenté de vendre ladite farine au-dessus du prix d'adjudication, et dans ce cas les deux tiers de l'amende seront dévolus à ceux qui auront signalé et constaté la contravention, et l'autre tiers également aux bureaux de bienfaisance.

ART. 5.

L'adjudication réglée par l'article 4, aura lieu sur offres cachetées, le 26 du présent mois d'octobre, en présence de qui de droit et en la forme ordinairement usitée pour les adjudications de l'Administration.

Il ne sera pas reçu d'offre au-dessus du prix de 30 francs par baril.

ART. 6.

Les employés de la direction des Douanes sont spécialement chargés de la surveillance et de la vérification des chargemens dont il s'agit, pour prévenir que cette admission puisse couvrir l'importation d'aucune Farine de Froment pure, ni mélangée; de Farine de Seigle mélangée ou de quantités plus grandes que celles autorisées par la présente Ordonnance.

Toute fraude de ce genre ou autre reconnue dans lesdits chargemens de Farine de Seigle entraînera la saisie et la confiscation du bâtiment et de la cargaison.

ART. 7.

Il n'est d'ailleurs rien changé aux dispositions des Ordonnances et des Règlemens concernant le Commerce étranger dans la Colonie, et ils continueront à sortir leur plein et entier effet.

La présente Ordonnance sera enregistrée tant aux greffes de la Cour Royale et des tribunaux de première instance, qu'au Contrôle de la Marine, et transmise à M. l'Ordonnateur qui demeure chargé de l'exécution.

Donné à la Basse-Terre Guadeloupe, le 16 *Octobre* 1824, *et la* 30.e *année du règne de SA MAJESTÉ.*

JACOB.

Par S. E. le Gouverneur et Administrateur pour le ROI :
Le Secrétaire Archiviste du Gouvernement,

J. M. BART.

A la Basse-Terre Guadeloupe, de l'Imprimerie du Roi.

AU NOM DU ROI.

N°. 13.

ARRÊTÉ

Qui Supprime provisoirement le Conseil de Ville *de la Pointe-à-Pitre, et qui Ordonne que les fonctions en soient reprises par l'Administration générale de la Colonie.*

Du 5 Novembre 1824.

NOUS, Louis-Léon JACOB, *Contre-Amiral, chevalier de l'ordre royal et militaire de St.-Louis, grand officier de l'ordre royal de la Légion d'honneur, grand'croix de l'ordre royal et militaire de St.-Georges de la Réunion des deux Siciles, Gouverneur et Administrateur pour le Roi, de la Guadeloupe et dépendances ;*

Vu les dispositions de notre Arrêté du 8 Juillet dernier, qui a révoqué de leurs Fonctions le Président et les Membres du Conseil de Ville de la Pointe-à-Pitre ;

Vu notre Arrêté postérieur du 19 Août suivant, portant Formation d'un nouveau Conseil Municipal en ladite Ville.

Attendu que cet acte a été sans effet par le refus concerté des habitans de la Pointe-à-Pitre d'accepter les fonctions de Président et de Conseillers municipaux ;

Considérant que, si en France les Maires et les adjoints *(représentés dans la Colonie par les Conseils municipaux)* ont été institués pour le plus grand avantage des communes, en ce que partie eux-mêmes de ces communes par leurs propriétés, ils sont plus à portée d'en apprécier les besoins et les ressources, et plus intéressés aussi à en assurer et maintenir le bien-être, ces administrateurs n'exercent cependant leurs fonctions que par une délégation de l'Administration générale de l'État, et sous la surveillance immédiate des Sous-Préfets ;

Que du moment que les habitans renoncent à ces fonctions, ils remettent par le fait même au Gouvernement à y pourvoir ;

Et ayant égard à la nécessité, dans l'intérêt de la ville de la Pointe-à-Pointe, de rétablir le cours de ses affaires communales, dont l'interruption lui devient chaque jour plus préjudiciable à raison des divers travaux à exécuter ;

Sur le rapport de M. le Commissaire Ordonnateur ;

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Le Conseil de Ville ou Municipal de la Pointe-à-Pitre définitivement constitué par l'Arrêté local du 16 Juin 1823, est provisoirement supprimé.

ART. 2.

Les fonctions attribuées par ledit Arrêté et par les Ordonnances et Règlemens en vigueur, au Conseil de Ville de la Pointe-à-Pitre et au Président dudit Conseil, seront reprises par l'Administration générale de la Colonie, et exercées par le Préposé du service de l'Intérieur audit lieu, sous la surveillance et la direction supérieure du Commissaire de Marine chargé en chef du Service Administratif.

ART. 3.

A ce titre, le Commissaire de Marine, chef du Service Administratif, proposera chaque année le projet du Budget des Recettes et Dépenses Communales de la Pointe-à-Pitre ; il fera établir suivant l'Ordonnance concernant les Impositions municipales, le Rôle des Contributions de l'année ; il présentera avec son avis motivé les plans et devis estimatifs des travaux nécessaires à la ville, et il en surveillera l'exécution.

ART. 4.

Toutes les formes suivies aujourd'hui pour l'Administration générale de la Colonie, seront applicables à l'Administration municipale de la Pointe-à-Pitre, en se conformant toutefois à ce qui est prévu à cet égard par l'article 8 de l'Arrêté du 16 Juin 1823, sur la quotité des travaux et des fournitures non sujets à marché ou à adjudication.

ART. 5.

En conséquence, c'est par l'Ordonnateur de la Colonie qu'aura lieu l'ordonnancement de toutes les recettes et dépenses communales de la Pointe-à-Pitre.

A cet effet il sera ouvert par l'Officier d'Administration chargé de la comptabilité des Caisses locales à la Basse-Terre, dans ses écritures, une nouvelle section, sous le titre de *Caisse Municipale de la Pointe-à-Pitre*.

ART. 6.

Le Préposé du Service Intérieur à la Pointe-à-Pitre n'en reste pas moins chargé, sous les ordres du Commissaire de Marine chargé en chef du Service Administratif, de l'établissement de toutes les pièces élémentaires de la recette et de la dépense, lesquelles visées et vérifiées au bureau du Contrôle du port, seront adressées à l'Ordonnateur pour être annexées à l'appui des mandats comptables.

ART. 7.

Les Archives du Conseil de Ville de la Pointe-à-Pitre seront transférées au bureau de la Direction de l'Intérieur, et le Préposé de ce service en prendra charge sur inventaire qui sera dressé contradictoirement avec le Secrétaire-greffier de l'ancien Conseil, en présence du Préposé au Contrôle, et visé du Commissaire chargé en chef du Service Administratif. Un double signé des mêmes fonctionnaires, sera remis pour décharge audit Secrétaire-greffier qui en était demeuré dépositaire responsable après la dissolution du dernier Conseil.

ART. 8.

Pour subvenir au surcroit de travail et d'écritures qui résultera de cette mesure, pour le bureau du Préposé de la Direction de l'Intérieur à la Pointe-à-Pitre, il sera attaché à ce service un second employé, lequel sera appointé sur les Fonds de la Caisse municipale.

M. l'Ordonnateur nous proposera le traitement à attacher à cet emploi.

ART. 9.

Par suite des dispositions prévues par l'art. 5, les fonds de la Caisse municipale seront réunis en une même Caisse avec les fonds des autres Caisses locales, entre les mains du Trésorier de la Colonie qui lui ouvrira dans ses écritures, un compte distinct et séparé.

Les remises que percevra le Trésorier à raison de ses peines et soins et pour tous frais de service pour la gestion des fonds de la Caisse communale de la Pointe-à-Pitre, seront les mêmes que celles qui lui sont attribuées sur les autres Caisses locales et seront prélevées de la même manière.

ART. 10.

M. l'Ordonnateur donnera en conséquence les ordres nécessaires pour que les fonds et les valeurs existans dans la Caisse municipale de la Pointe-à-Pitre, soient immédiatement remis à ce comptable, suivant les formes d'usage.

M. l'Ordonnateur pourvoira également à ce que toutes les dépenses du service courant qui peuvent encore être dues de l'administration de l'ancien Conseil municipal, ou qui auraient été nécessaires pendant l'interruption qui a eu lieu, soient immédiatement payées, de manière à ce que les comptes pour la nouvelle gestion soient régulièrement arrêtés et balancés.

ART. II.

Le Voyer particulier de la Pointe-à-Pitre continuera de remplir auprès de l'Administration et sous sa surveillance, les mêmes fonctions qui lui étaient attribuées par l'Arrêté local du 16 Juin 1823, auprès du Président et du Conseil de Ville de la Pointe-à-Pitre.

Ses appointemens lui sont conservés.

ARTICLE SPÉCIAL.

Il sera ouvert dans les comptes de la Caisse municipale de la Pointe-à-Pitre une section spéciale pour les recettes provenant de l'octroi-communal perçu sur les denrées de la Colonie exportées directement par le port du Moule, et il y sera porté pour premier comptant, le montant de la perception déjà effectuée cette année, d'après le dépouillement qu'en fera faire le Commissaire Ordonnateur.

Les fonds provenant de cette recette seront appliqués par notre ordre sur les demandes du Commissaire-Commandant du Quartier et les propositions de l'Ordonnateur, à des travaux d'utilité publique pour le bourg et le port du Moule.

Le présent Arrêté sera enregistré au Contrôle de la Marine, sur le registre des délibérations de l'ancien Conseil de Ville de la Pointe-à-Pitre, à la suite de nos Arrêtés des 8 Juillet et 19 Août derniers et partout où besoin sera; et il sera transmis à M. le Commissaire Ordonnateur, chargé de l'exécution.

Donné à la Basse-Terre Guadeloupe, le 5 Novembre 1824, et la 1.ere année du règne de SA MAJESTÉ.

JACOB.

Par S. E. le Gouverneur et Administrateur pour le ROI :
Le Secrétaire Archiviste du Gouvernement.

J. M. BART.

A la Basse-Terre Guadeloupe, de l'Imprimerie du Roi.

N.° 15.

ORDONNANCE

SUR LES IMPOSITIONS POUR L'ANNÉE 1825.

Du 30 Décembre 1824.

AU NOM DU ROI, et après en avoir délibéré en Conseil de Gouvernement et d'Administration, le GOUVERNEUR et ADMINISTRATEUR pour le ROI, de la Guadeloupe et Dépendances,

CONSIDÉRANT la nécessité de pourvoir à l'assiette des Contributions publiques pour l'année mil huit cent vingt-cinq,

Vu l'avis du Comité Consultatif, dans la session de 1824,

A ordonné et ordonne, pour être exécuté provisoirement, sauf l'Approbation de Sa Majesté, ce qui suit :

TITRE PREMIER.

Impositions Royales pour les Dépenses générales de la Colonie.

SECTION PREMIÈRE.

IMPOSITIONS ET CONTRIBUTIONS DIRECTES.

ARTICLE PREMIER.

Dispositions préliminaires.

A dater du premier Janvier 1825, les Impositions directes consisteront, 1.° dans la capitation des esclaves attachés aux petites cultures, y compris celles du coton et du cacao; 2.° dans la capitation des esclaves des villes et bourgs, ouvriers, domestiques servant à loyer ou à la journée, et tous autres qui n'appartiennent ni aux sucreries ni aux caféyères; 3.° dans

le droit de sortie en remplacement de la capitation des esclaves attachés aux grandes cultures; 4.° dans le droit sur le loyer des maisons, et quelques droits de patentes, dont il sera fait mention aux articles 8 et 9.

ART. 2.

Dans la vue de prévenir les fautes ou les erreurs, il est recommandé à tous habitans en résidence dans la colonie et ses dépendances, blancs ou libres, *propriétaires ou non-propriétaires* d'esclaves, de prendre au domaine, ou chez le commandant de leur quartier, leurs feuilles de dénombrement qu'ils rempliront et dateront avec la plus grande exactitude, et sur lesquelles ils mentionneront tous les changemens survenus parmi leurs esclaves en raison d'acquisition ou de naissances, de décès ou de vente.

ART. 3.

Ceux des propriétaires qui n'auraient point fourni leur dénombrement à l'époque fixée par l'avis officiel publié à cet effet, ou ceux qui l'ayant fourni y auraient inséré de fausses déclarations soit pour l'âge de leurs esclaves, leurs maisons ou leur culture, ou qui auraient omis d'y mentionner les changemens survenus parmi leurs esclaves, seront soumis à la peine de la double taxe qui sera établie pour la totalité de leurs impositions, en prenant pour base la taxe de première classe fixée par l'article 4 ci-après, pour les esclaves capitables des villes; à l'exception toutefois des habitans des grandes cultures, dont la denrée paye le droit en remplacement de la capitation, et qui, pour le même cas, ne seront imposés qu'à la simple taxe des esclaves des bourgs de première classe.

Tout esclave capitable non déclaré sur les dénombremens, est confiscable au profit du Gouvernement, conformément à l'article 14 de la Déclaration du Roi, du 3 Octobre 1730.

Quant aux esclaves non capitables qui ne seront pas déclarés, le propriétaire sera passible, pour chacun d'eux, d'une amende de *cent francs*.

Les propriétaires qui ont à fournir des dénombremens soit de ville ou de campagne, soit des deux sortes à la fois, et qui auraient porté sur celui de campagne des esclaves qu'ils emploient ou louent habituellement en ville, seront, pour le fait de cette fausse déclaration et par chaque tete d'esclave ainsi déclaré, imposés au quadruple de la première taxe des villes.

Les habitans qui, ne possédant ni immeubles ni esclaves, se croiraient dispensés de faire la déclaration de leur personne, de celles de leur famille, et de toutes autres à leur charge, seront passibles, pour ce fait, d'une amende de *trente francs*, au profit du trésor : la liste en sera fournie au domaine par MM. les commissaires commandans de quartier pour les campagnes; le domaine fera lui-même cette recherche dans les villes.

ART. 4.

De la Capitation des Esclaves.

La Capitation des Esclaves de l'âge de 14 ans inclusivement, à celui de soixante exclusivement, est réglée ainsi qu'il suit :

Ceux des villes Basse-Terre, et Pointe-à-Pitre, payeront par tête jusqu'au nombre de 4, par propriétaire ou chef de famille (1),	16 *fr.*	00 *c.*
Du cinquième au sixième, ...	24	00
Au-dessus du sixième et à partir du 7.e,	32	00
Les esclaves des bourgs de première classe dans laquelle sont compris le *Port-Louis*, *Sainte Anne*, le *Moule*, le *Petit-Canal*, *St.-François*, le *Petit-Bourg*, et le *Grand-Bourg* de *Marie-Galante*, payeront par tête jusqu'au nombre de 4.	13	00
Et au-dessus de ce nombre à compter du 5.e,	19	50
Les esclaves des autres bourgs de la colonie, toujours jusqu'au nombre de 4, par propriétaire ou chef de famille, et ceux attachés aux rumeries et vinaigreries, autres que celles qui dépendent des sucreries, ceux des bonifieries de café dans les campagnes, ceux des chaufourneries et poteries ; et ceux fesant la pêche, payeront	8	00
Et au-dessus de ce nombre moitié en sus, ou par tête d'esclave, ...	12	00
A l'égard des esclaves des habitations qui ne cultivent que des vivres et des fourrages; ceux des cotonneries et des cacaoteries; la taxe sera de, ...	4	50

(1) Dépêche Ministérielle, du 11 Septembre 1823.

Les esclaves des *Isles des Saintes* et de la *Désirade*, sans aucune distinction d'emploi, payeront aussi 4 50

Enfin, et conformément à l'Arrêté du 21 juillet 1821, les caféyers qui auront plus de *deux* esclaves payant droit par carré de café en culture (ce qui sera constaté sur les dénombremens par la certification spéciale du commandant de quartier), payeront en sus, et par chaque tête, la capitation des vivriers ou, 4 50

Les esclaves capitables qui auront une année révolue de marronnage constaté, ne seront pas imposés jusqu'à ce qu'ils aient été déclarés rentrés chez leur maître. Mais ils auront à payer la taxe des noirs justiciés, pendant dix ans, à compter de la date de la déclaration du marronnage.

Outre que le marronnage des esclaves doit être porté sur les dénombremens à l'époque où il a eu lieu, la déclaration de leur marronnage devra se faire, à l'avenir, dans tous les endroits où il y aura un bureau du domaine, ou chez MM. les commissaires commandans de quartier qui seront tenus de les adresser de suite à la direction de l'intérieur. Les copies certifiées de ces déclarations, délivrées gratuitement, constateront le marronnage.

La déclaration de la rentrée d'un ou plusieurs esclaves marrons chez leur maître, devra pareillement se faire par lui, aux fonctionnaires désignés ci-dessus, au plus tard dans le mois qui suivra la rentrée de ces esclaves; faute par le propriétaire, ou par son représentant, de se conformer à cette disposition dans le délai fixé, ledit esclave rentré, mais non déclaré, sera dans le cas prévu au 2e paragraphe de l'article 3 précédent, et par conséquent sujet à la confiscation résultante du fait de la non-déclaration.

ART. 5.

Du Droit fixe de Sortie en remplacement de la Capitation des Esclaves appartenant aux Sucreries et Caféyères.

Il sera prélevé à la sortie des sucres et cafés, à titre de droit en remplacement de la capitation des esclaves sus-mentionnés, un droit fixe, qui est réglé ainsi qu'il suit;

SAVOIR :

Par	100 kilogrammes de SUCRE TERRÉ. . .	2 *fr.*	50 *c.*
	100 kilogrammes de SUCRE BRUT. . .	1	65.
	100 kilogrammes de CAFÉ.	6	00.
	100 litres de SIROP.	0	55.
	100 litres de RUM ou TAFIA.	0	00

Ces droits seront liquidés par les douanes, perçus en proportion, par fraction de centaine de kilogrammes ou de litres, et payés par les chargeurs qui s'en rempliront comme précédemment sur les vendeurs.

ART. 6.

Du Droit sur les Loyers des Maisons.

A dater de la même époque, 1^er^ janvier 1825, les droits sur les loyers des maisons sont fixés à raison de *cinq pour cent* de la valeur locative dans chacune des trois villes, *Pointe-à-Pitre, Basse-Terre et Marie-Galante.*

Cette valeur locative sera établie conformément à ce qui est prescrit par l'article 4 de l'ordonnance du 20 juin 1820, suite et diligence du directeur de l'intérieur et du domaine.

Et lorsque le propriétaire occupera lui-même sa maison, cette valeur locative sera estimée d'office.

Il en sera de même quand il y aura soupçon de fraude ou de simulation dans les actes produits.

A l'égard des maisons de la Pointe-à-Pitre, la taxe spéciale destinée à la construction des quais est maintenue sur le pied de *trois pour cent*, du prix des loyers, ou de la valeur locative.

ART. 7.

Des Dégrèvemens pour non-location.

Nul propriétaire de maisons ne pourra prétendre à un dégrèvement, pour raison de non-location, si la durée de la non-location n'est de trois mois révolus, s'il n'en a fait préalablement la déclaration au bureau de l'Intérieur et du Domaine, en spécifiant la maison ou l'appartement non-loué et sa valeur locative, et s'il ne fait également plus tard la déclaration de la location, lorsque la maison ou l'appartement cessera d'être vacant.

La déclaration de non-location ne comptera que du jour où elle sera faite, et elle sera renouvelée tous les trois mois; faute de quoi la première, ou les subséquentes, selon qu'il y aura lieu, cesseront d'avoir leur effet.

Les fausses déclarations à cet égard seront constatées à la diligence du Domaine avec le concours du Président du conseil de ville ou d'un officier municipal, et le propriétaire sera soumis à la peine de la double taxe prévue par l'article 3.

ART. 8.

Des Patentes ou Licences.

Les aubergistes, traiteurs, limonadiers et les personnes tenant billard et jeux permis, seront tenus de prendre au bureau de l'intérieur et du domaine, une patente, et de payer par année les sommes ci-après fixées:

Pour ceux en résidence à la Basse-Terre, la taxe est de.	325	*fr.*	00 c.
Pour ceux de la Pointe-à-Pitre.	540		00
Les cabaretiers et autres vendant au détail vin, eau-de-vie et autres liqueurs, payeront aussi par an, à la Basse-Terre.	600		00
A la Pointe-à-Pitre.	800		00
Et ceux établis à *Sainte-Anne*, au *Moule*, au *Petit-Canal*, au *Port-Louis*, à *Saint-François*, au *Petit-Bourg*, au *Grand-Bourg de Marie-Galante*, payeront	220		00
Les teneurs de billard et jeux permis dans ces mêmes résidences, seront soumis à ladite taxe de	220		00
Pour ceux des autres bourgs et des îles des dépendances, la taxe sera pour chacune de ces professions de.	120		00

Le payement de ces taxes sera divisé en quatre époques *de trois mois* chaque, exigible à l'avance.

Ceux qui se présenteront dans le courant d'un trimestre, pour obtenir une patente, seront tenus de payer le terme en entier.

En conséquence les personnes qui, dans les deux villes *intra* et *extra-muros*, et dans les bourgs de la colonie et des dépendances, voudront exercer l'une des professions sus-mentionnées, devront se pourvoir, *toujours à l'avance*, au bureau du domaine, où il leur sera délivré les patentes nécessaires en justifiant de la quittance du Trésorier de la colonie, et lesdites patentes ne valideront qu'autant qu'elles auront été vérifiées au contrôle, et enregistrées au bureau de la police : le tout à peine, pour les contrevenants, de confiscation des objets à vendre, et d'une amende égale à la moitié du droit intégral de la patente, applicables aux agens de la police ou autres indicateurs.

Bien entendu que sur la valeur des marchandises confisquées, ou sur celle de l'amende, sera prélevé le droit de patente dû par le contrevenant.

Les cabaretiers sont autorisés à surveiller eux-mêmes les contraventions qui leur sont préjudiciables, et à les dénoncer au procureur du Roi; ils pourront même à l'instant où ils les découvriront, requérir les agens de police de les constater de suite par un procès-verbal, sans qu'on puisse en inférer que cette formalité, à l'appui de la dénonciation, soit nécessaire, et sans préjudice de tous autres moyens qu'eux et les agens de police pourraient employer pour parvenir à atteindre les contre-

venants ; et dans tous les cas où les contraventions précitées auraient été découvertes par lesdits cabaretiers, l'amende applicable à qui de droit sera prononcée à leur profit.

Lorsque les délinquants se trouveront insolvables, la peine de l'amende sera, pour les blancs et les gens de couleur libres, convertie en celle de la prison, à temps déterminé, suivant l'exigence des cas.

Les maîtres seront responsables du fait de leurs esclaves, lorsque le délit commis aura été autorisé par eux.

Les esclaves à la contravention desquels les maîtres n'auront pas participé, seront punis de peine corporelle, ou d'une détention à la chaîne de police pour un tems déterminé, suivant la gravité de la faute.

Les habitans sucriers qui fabriquent du tafia ou du rum, ont le droit de le débiter à toutes mesures, duement étampées par l'étalonneur, pourvu que ce soit dans leurs bâtiments ou manufactures, et non sur tout autre lieu de leurs terres, ni sur les chemins, ni chez aucune personne domiciliée à la campagne.

Les commis et agens de police des villes et bourgs seront tenus de remettre à la fin de chaque trimestre, au bureau du domaine de leur arrondissement, l'état des cabaretiers, aubergistes et autres, avec désignation des mouvemens survenus pendant les *trois* mois. Ils sont responsables de leurs négligences dans l'exécution de ces dispositions.

ART. 9.

Des Colporteurs de marchandises au panier.

A l'égard des patentes pour la circulation des marchandises et paniers, le droit qui les concerne est maintenu à la somme de *soixante francs* par an ; ci. . . . . 60 *f.* 00 *c.*

Indépendamment des formalités prescrites dans l'article précédent, la patente dont il s'agit mentionnera le nom du propriétaire des marchandises et celui de la personne qui les portera ; le tout à peine de confiscation desdites marchandises et d'une amende égale à la moitié du montant intégral de ladite patente.

La valeur de la patente frustrée sera prélevée sur le prix des marchandises confisquées, et le surplus sera réparti aux agens de la police ou à ceux qui en auraient fait la déclaration.

Celui ou celle qui colportera avec une patente dont le terme sera expiré, ou qui ne sera pas en son nom, ou qui aura été abusivement prêtée, encourra les mêmes peines de la confiscation et de l'amende, et la personne qui aura prêté ladite patente sera soumise à l'amende de la moitié du droit intégral.

Enjoignons aux agens de police municipale, commis et autres agens de police d'exiger la représentation des patentes, et de retirer celles expirées, pour les adresser au bureau de l'intérieur et du domaine, avec un état des colporteurs pendant ledit trimestre ; les officiers de la gendarmerie sont spécialement chargés de l'exécution de cet article, et de donner en conséquence des ordres dans les diverses brigades, en outre de ceux que recevront les commis à la police.

Ces patentes seront également délivrées à l'avance, par trimestre; elles seront vérifiées au contrôle, et enregistrées à la police où elles seront remises aux parties.

Tous autres marchands colporteurs, dits *forains porteurs de balles*, sont supprimés dans la colonie et ses dépendances.

ART. 10.

Des Droits Domaniaux.

Tous les droits domaniaux tels que les épaves, (hommes, femmes ou animaux), bâtardises ou deshérences ; les biens vacants et les fermages divers, continueront à être perçus comme par le passé ; suite et diligence du directeur de l'intérieur et du domaine.

ART. 11.

Des Passe-Ports et des Cautionnements pour départ.

Nul individu ne pourra obtenir de passe-port qu'il ne présente un certificat de la direction de l'intérieur et du domaine, constatant qu'il est porté sur un dénombrement, et s'il est propriétaire ou non propriétaire d'esclaves ou d'immeubles. Ce certificat mentionnera la quotité des impositions du propriétaire en partance, et si elles ont été acquittées.

Dans le cas où les rôles n'auraient pas été mis en recouvrement, le certificat du domaine l'indiquera ; alors la caution que reçoit le greffe comprendra celle des impositions de l'année courante.

En conséquence les greffiers ne recevront, sous leur responsabilité, de cautionnement pour départ, que sur le vu desdits certificats ; ce qu'ils mentionneront dans celui à délivrer par eux. Conformément au vœu des ordonnances en vigueur, ils n'admettront que des cautions valables ; ils seront en outre tenus de fournir, chaque mois au trésor, l'état des personnes parties sous cautionnement.

ART. 12.

Dispositions accessoires.

1.° Les impositions directes étant acquises au trésor public le 1.er janvier de chaque année, les esclaves capités et les maisons imposées demeurent affectés et hypothéqués au payement de la somme totale de l'impôt, pour laquelle les propriétaires sont compris au rôle des contributions de l'année; en conséquence, dans le cas où les esclaves et les maisons viendraient à être aliénés ou vendus, les acheteurs sont responsables du contingent non payé par les vendeurs (tant pour l'exercice courant que pour ceux qui pourraient être arriérés), et sujets à toute la rigueur des lois, pour leur acquittement, nonobstant le droit primitif, que le domaine conserve toujours sur le vendeur pour mieux assurer la recette.

2.° Tout payement fait par le trésor sera précédé d'une vérification pour s'assurer si la partie prenante est contribuable; et au cas qu'elle se trouve encore du nombre des redevables, d'après les rôles, les quittances du trésorier lui seront remises comme comptant.

3.° Quoiqu'il soit dit que l'impôt est acquis au trésor le 1.er janvier, sa perception ne commencera néanmoins que du jour où le public en sera prévenu par un avis officiel du directeur de l'intérieur et du domaine, et le produit en sera réalisé en un seul payement dans les *trois* mois qui suivront cet avertissement; les contribuables qui, après ce délai, ne se seraient pas acquittés, seront poursuivis par toutes les voies de droit, même par corps, comme s'agissant de deniers royaux, en conformité de l'Ordonnance du 26 Août 1820, et ce, par le ministère de l'huisser percepteur du domaine, suite et diligence du trésorier de la colonie.

4.° Pour la plus grande commodité des contribuables, le trésorier de la colonie fera recouvrer dans les campagnes par l'huissier percepteur du domaine, les impositions ci-dessus établies; et la remise pour couvrir les frais de cette perception est maintenue sur le pied de *cinq pour cent*, au profit dudit huissier percepteur. Le tout sans préjudice contre ceux qui y donneraient lieu, des frais de poursuites réglés par le tarif joint à l'ordonnance du 13 février 1819.

5.° Les impositions ne s'acquittant qu'en un seul payement, les contribuables ne seront point admis à donner des acomptes. En conséquence toutes quittances de cette nature, fournies par

les huissiers percepteurs ou autres agents du trésor, seront nulles et comme non avenues à l'égard du trésor, attendu qu'il n'y a que les quittances mises au bas de la cote établie par la direction de l'intérieur et du domaine, qui puissent opérer la libération des contribuables.

6.° Au surplus sont maintenues en tant que de besoin les dispositions des Ordonnances antérieures concernant les impositions directes, en tout ce qui n'est ni prévu ni modifié par le présent titre.

SECTION DEUXIÈME.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES

et Droits de Douanes.

ART. 13.

Les droits de douane et autres contributions indirectes de la colonie, sont établis pour l'année 1825, ainsi qu'il suit :

DROITS D'ENTRÉE.

COMMERCE FRANÇAIS.

Par Bâtimens venant directement des Ports de la Métropole.

Les marchandises françaises expédiées par acquits-à-caution des douanes de France, et venant directement des ports de la métropole, y compris les produits de pêches nationales, payeront *un pour cent* de la valeur portée dans lesdits acquits-à-caution, 1 *f. p.r* 100 *f. de val.*

N.a Lesdits produits de pêches nationales expédiés de St.-Pierre et Miquelon, ou venant directement des lieux de la pêche, seront soumis au même droit d'*un pour cent*, ci. . . . . 1 *f. p.r* 100 *f. de val.*

Sur les animaux vivans, pour la boucherie ou la culture, le droit sera de *vingt-cinq centimes* pour *cent francs* de valeur, ci. 25 *c. p.r* 100 *f. de val.*

Les marchandises étrangères qui peuvent être admises en entrepôt en France et recevoir la destination ultérieure de la colonie pour y être livrées à la consommation, seront soumises au même droit d'*un p.r. cent* de leur valeur comme les marchandises nationales,

lorsqu'elles seront expédiées par acquit-à-caution, à destination de la Guadeloupe, sous leur véritable distinction d'origine étrangère ; autrement elles seront considérées prohibées, et les confiscations voulues, pour raison de commerce étranger défendu, seront poursuivies et prononcées.

Les marchandises étrangères qui peuvent être admises en entrepôt en France et expédiées par acquit-à-caution des douanes de la métropole pour la Guadeloupe, avec destination ultérieure obligée pour l'étranger, ne payeront que le droit de balance de *vingt-cinq centimes* pour *cent francs* de leur valeur, tant à l'entrée qu'à la sortie de la colonie, indépendamment du droit ordinaire de magasinage, ci. . . . . 25 *c. p.r* 100 *f. de val.*

Par tous Bâtimens Français attachés aux Ports de la Métropole ou à ceux des Colonies françaises.

1°. *Venant des Colonies et Possessions Françaises.*

Les marchandises françaises et celles étrangères permises expédiées légalement des colonies et possessions françaises pour la Guadeloupe, y seront admises en exemption de droits de douanes lorsque l'expédition de sortie portera qu'elles les ont acquittés à l'entrée de la Colonie d'où elles viendront; mais cette expédition devra mentionner le nom du bâtiment qui les y aura introduites, ainsi que les numéro et date de la liquidation, et elle sera visée par l'officier d'administration chargé de surveiller ou de contrôler le service des douanes; autrement lesdites marchandises seront passibles des mêmes droits imposés sur celles venues de France ou de l'étranger par bâtiment français.

Les produits du sol ou de l'industrie des colonies et possessions françaises, autres que les rums et tafias, seront exempts de droits de douane à l'entrée, lorsque l'expédition en certifiera l'origine française et sera visée par l'officier d'administration; autrement ils seront considérés étrangers, et s'ils sont prohibés, les confiscations des bâtiment et chargement devront être poursuivies et prononcées.

Sont prohibés, à l'entrée de la Guadeloupe, les rums et tafias des colonies et possessions françaises comme de celles étrangères.

Sont aussi prohibées, à l'entrée et à l'abord même de la Guadeloupe, les denrées et marchandises étrangeres expédiées des entrepôts des colonies et possessions françaises, à l'exception des seuls objets qui peuvent etre reçus en entrepôt à la Guadeloupe et qui sont dénommés dans la présente ordonnance.

2°. *Venant des États-Unis d'Amérique, des Possessions Espagnoles et des Colonies étrangères.*

Les marchandises étrangères, permises par l'arrêt du 30 août 1784 et par les instructions du 16 décembre 1817, qui viendront des États-Unis, des Possessions espagnoles en Amérique et des Colonies étrangères, payeront *deux pour cent* de leur valeur, ci. . . 2 *p^r.* 100 *de la val.*

Sur la morue et les poissons salés, *un et demi pour cent*, ci. . . . . 1 *f.* 50 *c. p.* 100 *f. id.*

Et un droit additionnel de *trois francs par demi quintal métrique* de morue, de poisson et de bœuf salé, ci. . . . . 3 *f. par* $\frac{1}{2}$ *quint. mét.*

Sur les animaux vivans destinés pour les boucheries ou pour la culture, et sur les chevaux des possessions espagnoles, le droit de balance de *vingt-cinq centimes pour cent fr.* de valeur, ci. . . . . 25 *c. p^r.* 100 *f. de val.*

Sur les chevaux autres que ceux des possessions espagnoles, un droit de *vingt francs par tête*, ci. . . . . 20 *fr. par tête.*

COMMERCE ÉTRANGER.

Les marchandises importées par bâtimens étrangers et dont l'entrée est permise par l'Arrêt du 30 août 1784 et par les Instructions locales du 16 décembre 1817, payeront en principal, *trois pour cent* de la valeur, ci. . 3 *p^r.* 100 *de val.*

Sur la morue et le poisson salé, *un et demi pour cent* de la valeur, ci. . . . . 1 *fr.* 50 *p^r.* 100 *fr. id.*

Et un droit additionnel de *trois francs par demi quintal métrique* de morue, de poisson et de bœuf salé, ci . . . . . 3 *fr. par* $\frac{1}{2}$ *quint. mét.*

Sur les animaux vivans, pour la boucherie ou la culture, et sur les chevaux des possessions espagnoles, un droit de balance de

vingt-cinq centimes pour cent francs de la valeur, ci. . . . . 25 *c. p^r. 100 fr. de val.*

Sur les chevaux autres que ceux des possessions espagnoles, un droit de *trente francs par tête*, ci. . . . . 30 *fr. par tête.*

Les dispositions de l'ordonnance du 16 octobre dernier recevront leur exécution jusqu'au 1^er janvier 1826. En conséquence, les farines de maïs et de manioc, le maïs en grain, le riz et les légumes secs, sont et seront exempts par tous pavillons de droit d'entrée de douane.

Obligation qu'ont les Étrangers de charger en sirop, tafia, rum ou marchandises françaises, la contre-valeur de leurs importations.

Les étrangers sont et seront tenus de charger uniquement en sirop, tafia et rum de la Guadeloupe, ou en marchandises françaises, la contre-valeur des marchandises qu'ils importeront dans cette colonie.

La contre-valeur obligée sera *des trois quarts du montant de l'importation.*

Le montant de la valeur des importations sera calculé d'après les prix de base des marchandises étrangères, établis dans le tableau n° 3 annexé à la présente ordonnance, et pour les marchandises étrangères non dénommées audit tableau, leur valeur sera portée dans la liquidation d'après la déclaration qui sera faite et qui devra être contrôlée.

Le montant de la valeur des exportations sera calculé :

1°. D'après les prix de base des sirop, tafia et rum établis dans le tableau n° 5 annexé à la présente ordonnance.

2°. D'après les prix des marchandises nationales portés dans les acquits-à-caution de la douane de France, et il sera ajouté à ces prix *trente pour cent.*

Les marchandises étrangères permises ou prohibées, chargées à la Guadeloupe pour l'exportation, ne pourront être comprises dans le chargement obligé en contre-valeur de marchandises importées.

Toute plus-value de l'importation, après l'obligation remplie de charger la contre-valeur voulue, ne pourra être emportée en argent qui est et demeure prohibé par étranger, mais seulement en lettres de change ou en marchandises permises.

Marchandises admises en entrepôt sous la condition de les expédier par acquit-à-caution pour la France.

Par tous pavillons.

Le cacao, l'indigo, le rocou, le quinquina, le coton, la casse, la salsepareille, le gingembre, les bois de gayac et de campêche, le morfil, le caret, les fanons de baleine, les épiceries, le beaume du Pérou, celui de copahu, et les cornes de bœuf, sont les seuls articles de marchandises qui pourront être présentés et admis en entrepôt à la Guadeloupe, par tous pavillons, et ils devront être expédiés pour la seule destination de la France, par acquit-à-caution et sous leur véritable distinction d'origine étrangère. Ils n'acquitteront à l'entrée et à la sortie que le droit de balance de *vingt-cinq centimes pour cent francs* de la valeur déclarée, ci. . 25 *c. p^r.* 100 *de val.*

La déclaration des quantités et valeurs desdites marchandises sera exactement vérifiée et contrôlée.

Les dispositions quelconques antérieures à la présente ordonnance, qui ont permis l'admission pour l'entrepôt d'autres articles de marchandises que ceux ci-dessus spécifiés, sont annullées.

Le chargement en contre-valeur des marchandises mises en entrepôt par bâtiment étranger, est obligé, et devra se composer uniquement de sirop, de tafia, de rum de la colonie et de marchandises françaises.

La contre-valeur des marchandises mises en entrepôt par bâtiment étranger devra être chargée dans le même bâtiment qui aura fait l'importation.

Magasins et droit de magasinage.

Indépendamment d'un magasin qui sera destiné uniquement pour l'entrepôt des denrées et marchandises étrangères devant être expédiés pour la France; la douane aura un autre magasin où seront d'obligation déposées :

1°. Les marchandises étrangères venues de France et devant recevoir la destination ultérieure de l'étranger.

2°. Celles étrangères prohibées qui circonstanciellement sont apportées par des bâtimens français ou étrangers venant directement de long-cours, lesquels seulement peuvent alors les présenter pour les déposer à charge de réexportation, conformément à l'ordonnance du 8 juillet 1819.

3°. Celles étrangères prohibées provenant de saisies et soumises à la réexportation.

4°. Celles étrangères permises portées dans la déclaration d'entrée pour la réexportation.

5°. Celles provenant de sauvetage ou devant être débarquées de bâtimens en relâche forcée.

Le commerce aura la faculté de déposer dans le magasin de la douane toutes marchandises nationales ou étrangères permises, en acquittant le droit de magasinage ci-après réglé :

Le droit de magasinage pour toutes marchandises, sans distinction de colis et sans considérer l'emplacement qu'elles peuvent prendre dans le magasin est fixé à *un pour cent* de la valeur de la marchandise pour le 1^er^. mois de magasinage, ci . . . . . 1 *fr. p^r^.* 100 *de la val.*

Et à *demi pour cent* de ladite valeur pour chacun des mois qui suivront, ci. . . . . 50 *c. p^r^.* 100 *fr. id.*

Le droit de magasinage sera dû à partir du jour que le permis de débarquer et d'entrer en magasin aura été délivré sur déclaration reçue à la douane, jusques et y compris le jour de sortie des marchandises dudit magasin.

Le droit de magasinage sera toujours perçu pour un mois, alors même que la marchandise ne séjournerait pas pendant le tems de trente jours du premier mois dans le magasin, mais il n'est ainsi exigible que pour ce premier mois et la douane tiendra compte aux redevables dans le dernier mois de magasinage, des jours encore à courir pour achever ce dernier mois.

DROITS DE SORTIE.

COMMERCE FRANÇAIS.

Par bâtimens français attachés aux ports de la Métropole ou à ceux des Colonies françaises.

1°. *Allant en France.*

Les denrées et productions coloniales du sol de la Guadeloupe et des autres îles françaises qui seront expédiées par bâtimens français et sous acquit-à-caution, avec destination directe pour un port de la Métropole, payeront *deux pour cent* de la valeur établie dans le tableau n° 5 annexé à la présente Ordonnance, ci . . . . . 2 *p^r^.* 100 *de la val.*

Les marchandises étrangères mises en entrepôt sont les seules qui puissent recevoir la destination de la France, elles seront expédiées par acquit-à-caution sous leur véritable distinction d'origine étrangère en mentionnant leur provenance et ne seront soumises qu'au droit de balance de *vingt-cinq centimes pour cent francs* de leur valeur, ci. . . . . 25*c.* *p^r.* 100 *fr. de val.*

2°. *Allant dans les Colonies et possessions françaises.*

Les marchandises du sol ou de l'industrie nationale, et les marchandises étrangères dont l'introduction est permise qui seront expédiées par tous bâtimens de la Métropole ou des colonies françaises à destination desdites colonies ou possessions, ne seront soumises à aucun droit de douane . . . . . *Rien.*

Les sucres, cafés, cotons et autres denrées de la Guadeloupe qui doivent être réservés au seul commerce direct avec la Métropole, sont et demeurent prohibés à la sortie pour les autres colonies ou possessions françaises comme pour l'étranger.

3°. *Allant aux États-Unis d'Amérique, dans les possessions espagnoles et dans les Colonies étrangères.*

Les marchandises du sol et de l'industrie nationale expédiées par lesdits bâtimens à destination des États-Unis d'Amérique, des possessions espagnoles et des colonies étrangères seront exemptes de droit de douane. . . *Rien.*

Les sirops, rums ou tafias payeront *deux pour cent* de leur valeur, lorsqu'ils ne seront pas chargés en échange de farineux alimentaires dénommés dans l'ordonnance du 16 octobre dernier; ci. . . . . 2 *fr.* *p^r.* 100 *de val.*

Et dans le cas où ils seront chargés en échange de ces farineux, ils seront exempts dudit droit et de celui de capitation, ... *Rien.*

Les marchandises étrangères permises déjà introduites et déclarées à la sortie payeront *deux pour cent* de la valeur, ci. . . . . 2 *fr.* *p^r.* 100 *fr. id.*

Les marchandises étrangères permises portées dans la déclaration d'entrée pour la réex-

portation, ne payeront que le droit de balance de *vingt-cinq centimes pour cent francs* de valeur, ci . . . . . 25 *c. p.r* 100 *f. de val.*

Et le droit ordinaire de magasinage.

Mais si, lors de l'enregistrement de la déclaration d'entrée, lesdites marchandises ne sont pas désignées formellement pour la réexportation, elles seront, dans ce cas, passibles des droits d'entrée, en outre de celui de sortie, de *deux pour cent* de la valeur, ci. . 2 *fr. p.r.* 100 *fr. de val.*

Les marchandises étrangères prohibées provenant de saisies et soumises à la réexportation payeront *deux pour cent* de la valeur, ci. 2 *fr. p.r.* 100 *fr. de val.*

Et le droit de magasinage.

Les marchandises étrangères prohibées déclarées à l'entrée pour la réexportation payeront *deux pour cent* de la valeur, ci. . . . 2 *fr. p.r.* 100 *fr. de v.*

Et le droit de magasinage.

COMMERCE ÉTRANGER.

Les bâtimens étrangers qui exporteront des sirops, tafias ou rums, ne payeront que *deux pour cent* de la valeur, ci. . . . . 2 *fr. p.r.* 100 *fr. de val*

Les produits du sol et des manufactures de France seront exempts de tout droit de douane *Rien.*

Les marchandises étrangères permises portées dans la déclaration d'entrée pour la réexportation, devront être retournées à l'étranger par le même bâtiment qui les aura apportées, et ne payeront alors que le droit de balance de *vingt-cinq centimes pour cent francs* de la valeur, ci. . . . . 25 *c. p.r.* 100 *fr. de val.*

Et le droit ordinaire de magasinage.

Mais si, sur la demande du capitaine, il est autorisé à les envoyer à l'étranger par tout autre bâtiment français ou étranger, elles seront soumises aux droits d'entrée et à celui de sortie de *deux pour cent* de la valeur, ci. 2 *fr. p.r.* 100 *fr. de val.*

Et de plus le droit de magasinage.

Les marchandises étrangères permises déjà introduites et déclarées à la sortie, payeront *deux pour cent* de la valeur, ci . . . . . 2 *fr. p.r.* 100 *fr. de val.*

La marchandise étrangère prohibée déclarée à l'entrée pour la réexportation et celle provenant de saisie déclarée à la sortie, payeront *deux pour cent* de la valeur, ci. . . . 2 *fr. p^r. 100 fr. de val.*

Et le droit ordinaire de magasinage.

La marchandise étrangère prohibée, déclarée à l'entrée pour la réexportation devra être retournée à l'étranger par le même bâtiment qui l'aura apportée; si cependant il est autorisé, sur la demande du capitaine, de l'envoyer à l'étranger par tout autre bâtiment français ou étranger, elle sera alors soumise, en outre du droit de *deux pour cent* ci-dessus établi et de celui de magasinage, à un droit de sortie de *deux pour cent*, ci. . . . . 2 *fr. p^r. 100 fr. de val.*

La contre-valeur des marchandises étrangères permises ou prohibées, déclarées à l'entrée pour la réexportation et qui seront envoyées à l'étranger par tout autre bâtiment que celui qui les aura apportées dans la colonie, devra être chargée à bord du même bâtiment ayant fait l'importation.

L'Ordonnance du 16 octobre dernier qui a exempté de droit de sortie et de celui en remplacement de la capitation, le sirop, le rum et le tafia chargés en échange des farineux alimentaires désignés et admis en franchise de droit, recevra son exécution jusqu'au 1^er. janvier 1826.

ART. 14.

En vue d'encourager la culture du manioc à la Guadeloupe, cette substance, en farine seulement, pourra sortir de la colonie en exemption de droit, mais afin d'en prévenir la rareté et d'éviter le prétexte d'en élever le prix pour la consommation intérieure, l'exportation au dehors en sera défendue et demeure prohibée tout le tems qu'elle se vendra dans les villes Basse-Terre et Pointe-à-Pitre au-dessus du prix de 61 centimes le pot.

En conséquence le premier et le troisième lundi de chaque mois, l'Administration fera connaître aux bureaux des douanes s'il y a lieu de permettre l'exportation de cette denrée pendant la quinzaine.

ART. 15.

Sont maintenues les modifications apportées par l'ordonnance du 4 février 1824 à l'ordonnance du 20 juin 1820, sur l'ouverture du port du Grand-Bourg de Marie-Galante, aux bâtimens des

Etats-Unis, qui défend d'expédier de cette colonie pour la Guadeloupe aucune marchandise étrangère permise ; en conséquence, les marchandises étrangères permises fesant partie de cargaisons américaines et qui n'auront pas été introduites dans le commerce à Marie-Galante, mais qui auront été mises immédiatement après leur déchargement, en dépôt dans le magasin de la douane, pourront être expédiées dudit magasin pour la Basse-Terre ou pour la Pointe-à-Pitre directement, avec certificat du receveur de la douane, visé par le chef d'Administration, et attestant, 1°. que lesdites marchandises proviennent de chargemens américains qui seront désignés ; 2°. qu'elles ont été déposées dans le magasin de la douane, immédiatement après leur débarquement du navire, et ont acquitté les droits d'entrée le jour même de leur dépôt en magasin, et le droit de magasinage pour tout le tems qu'elles seront restées en entrepôt.

Un magasin sera fourni à la douane, pour cet entrepôt, par le commerce et à ses frais; mais il profitera du montant de la recette du droit de magasinage dont il fera l'affectation comme il le jugera convenable.

La permission donnée aux habitans du Moule, par l'Ordonnance du 20 juin 1820, de recevoir par bâtimens et bateaux français de la colonie, uniquement des bois et des animaux vivans chargés à l'étranger, est maintenue, et elle est également accordée aux habitants de Marie-Galante, mais toujours sous l'obligation, qui est formellement voulue, d'expédier ces bâtimens et bateaux seulement des ports d'entrepôt de la Guadeloupe, pour aller faire ce chargement à l'étranger et d'obtenir préalablement la permission de la douane, écrite sur l'expédition même de sortie, laquelle devra être représentée aux officiers de la douane à l'arrivée dans les ports du Moule et du Grand-Bourg de Marie-Galante.

ART. 16.

Les droits de douane d'importations et d'exportations établis dans la présente Ordonnance seront liquidés;

SAVOIR :

Pour les marchandises introduites par bâtimens français, venant directement d'un port de France, sur la valeur mentionnée aux acquits-à-caution, duement appréciée au lieu du départ, et sans aucune augmentation.

Et pour celles prises à l'étranger, ils le seront sur le prix de base mentionné au tableau sous le n°. 3.

A l'égard des denrées et marchandises qui seront expédiées pour France, ou pour les colonies et pays étrangers, les droits en seront liquidés d'après les prix portés audit tableau n°. 3 et à celui sous le n°. 5.

Les tableaux sus-mentionnés, dont les prix de base sont pris, conformément à la règle établie, sur la moyenne des quatre trimestres de 1824, seront imprimés à la suite de la présente Ordonnance et vaudront pour l'année entière 1825, à partir du jour de leur notification.

ART. 17.

Les droits d'ancrage et d'expédition seront perçus d'après ce qui est établi dans le tableau ci-après :

Ancrage.

BATIMENS.	*Français.*	*Étrangers.*
De 50 tonneaux et au-dessous.	20 *francs.*	*Rien*, { n'étant pas admis.
De 51 à 100	25 *fr.*	30 *francs.*
De 101 à 150	30 *fr.*	40 *fr.*
De 151 à 200	40 *fr.*	55 *fr.*
De 201 et au-dessus	50 *fr.*	65 *fr.*

Expédition.

Le droit d'expédition pour tous les pavillons, continuera d'être égal au droit d'ancrage réglé pour les bâtimens français.

Toutefois, les bâtimens qui, étant de relâche, ne feraient point d'opération de commerce, seront exempts du droit d'expédition et ne payeront que celui d'ancrage.

ART. 18.

Les caboteurs appartenant à la Guadeloupe, seront seuls exempts du droit d'ancrage et du droit d'expédition réglé par l'article précédent; mais ils restent soumis aux taxes trimestrielles et aux droits d'expédition établis par l'Ordonnance du 27 décembre 1819, et qui sont rappelés ci-après.

Droits et Taxes trimestrielles, payés par les caboteurs de la Guadeloupe.

1°. De *quarante francs* par an, pour droit d'expédition payable par trimestre et d'avance, et qui doit avoir la même destination des autres droits de port.

2°. En outre, les caboteurs de la colonie seront soumis pour chaque voyage de départ, soit à l'étranger, soit dans les autres colonies françaises, à payer un droit d'expédition ainsi réglé, selon le tonnage ci-après indiqué et qui recevra la même destination que la taxe annuelle de *quarante francs.*

SAVOIR :	PAR BATIMENS.	
	De 50 tonneaux et au-dessous.	De 50 tonneaux et au-dessus.
Sur lest ou chargé, à la sortie de la colonie.	5 *francs.*	10 *francs.*

3°. Et pour ce qui concerne le droit perçu à l'entrée et à la sortie des caboteurs de la colonie, qui a remplacé, d'après l'Ordonnance du 27 décembre 1819, les droits de quai qu'acquittaient lesdits caboteurs, conformément à l'Ordonnance du 11 avril 1818, il reste réglé ainsi qu'il suit ;

SAVOIR :	PAR BATIMENS.	
	De 50 tonneaux et au-dessous.	De 50 tonneaux et au-dessus.
Sur lest, ...	*Rien.*	*Rien.*
Chargés, ...	5 *francs.*	10 *francs.*

Lesdits caboteurs restent passibles du droit d'*Un franc* par tonneau, en motif d'amende, établi par l'Ordonnance du 20 janvier 1821, lorsque, partis sur lest de la Guadeloupe pour les autres colonies françaises ou pour l'étranger, ils feront leur retour sur lest : ce droit est double quand leur absence de la Guadeloupe passe le délai de 45 jours.

ART. 19

Les caboteurs espagnols seront traités comme les caboteurs des autres colonies françaises, venant de l'étranger ou y allant, en ce qui concerne les droits d'entrée et de sortie, d'ancrage et d'expédition, mais ils resteront soumis aux droits de visite sanitaire et de l'interprête, et aussi à celui de pilotage s'ils réclament les soins du pilote.

ART. 20.

Le tarif concernant les actes de francisation et congés de navigation, ainsi que celui du droit de port, c'est-à-dire de louvoyage, pilotage, mouillage, interprêtage et des visites et patentes de santé sont maintenus, ainsi qu'ils sont établis ci-après ;

SAVOIR :

Pour chaque acte de Francisation.

Par bâtiment au-dessous de 100 tonneaux, .	33 *fr.* 00 *c.*
De 100 tonneaux et au-dessus, ...	43 *fr.* 00 *c.*

De 200 à 300 tonneaux, ... 55 *fr.* 00 *c.*
Et par chaque 100 tonneaux au-dessus de 300, 10 *fr.* 00 *c.*

Pour chaque Congé annuel ou pour un voyage au long-cours.

Par caboteur ordinaire, ... 27 *fr.* 00 *c.*
Par bâtiment au long-cours, ... 48 *fr.* 00 *c.*

Chaque somme du présent tarif sera augmentée de *cinquante centimes* par franc, pour servir au remboursement du prix des feuilles ci-dessus détaillées. *(Suivant Ordonnance du 6 décembre 1816, dont les dispositions restent en vigueur.)*

DROITS DE PORT.

Louvoyage.	Pilotage et Mouillage.	Visite sanitaire, patente de santé et visite des coffres de chirurgie et de médicamens.	Interprêtage.
Port en tonneaux.	**Bâtimens français et espagnols venant du dehors.**		
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
	50 et au-dessous 27 00	. . . . . 11 00	pour les espagnols. . . . 16 00
	51 à 100. . . . 33 00	. . . . . 16 00	. . . 22 00
	101 à 150. . . 43 00	. . . . (*). 50 00	. . . 27 00
	151 à 200. . . 54 00	. . . . (*). 55 00	. . . 33 00
	201 et au-dessus 65 00	. . . . (*). 60 00	. . . 43 00
	Bâtimens étrangers.		
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
50 et au-dessous. 10 80	. . . . . 36 00	. . . . . 15 00	. . . . . 22 00
51 à 100. . . . . 10 80	. . . . . 43 00	. . . . . 20 00	. . . . . 30 00
101 à 150. . . . 10 80	. . . . . 60 00	. . . . . 25 00	. . . . . 36 00
151 à 200. . . . 10 80	. . . . . 70 00	. . . . . 30 00	. . . . . 45 00
201 et au-dessus. 10 80	. . . . . 87 00	. . . . . 36 00	. . . . . 60 00

Néanmoins le droit d'interprêtage acquittable par les bâtimens étrangers, qui viennent commercer à la Basse-Terre sera augmenté,

(*) Dans ces sommes seulement sont compris les droits pour patente de santé, visites des coffres de chirurgie et celle des drognes et médicamens, chacun pour 10 francs 80 centimes.

pour ce port seulement, de moitié en sus de celui porté dans le tarif ci-dessus, conformément à l'Ordonnance du 7 juillet 1821.

ART. 21.

Le droit de tonnage de *deux francs soixante-dix centimes* par tonneau, établi par l'Ordonnance du 10 juillet 1817, continuera d'etre perçu à la sortie des bâtimens étrangers qui auront fait opération de commerce, soit en chargement, soit en déchargement de marchandises.

L'exemption dudit droit de tonnage accordée par l'ordonnance du 27 mars 1819, aux bâtimens français ou étrangers venant commercer à la Basse-Terre seulement, est maintenue.

ART. 22.

Les taxes ci-après, établies par l'article 21 de l'Ordonnance du 30 décembre 1822, et dont le produit est affecté à la construction des quais de la Pointe-à-Pitre, sont maintenues comme il suit ; SAVOIR : SOMMES PAR AN.

Chaque grande pirogue, gabare et toute autre embarcation fesant le transport des colis de sucre, sirops et tafias, des quartiers à la Pointe-à-Pitre, payera	80	*francs.*
Seront comprises dans cette classe et soumises à la même taxe, les gabares exploitant dans le port de la Pointe-à-Pitre, ci, pour chacune. . .	80	*fr.*
Les autres embarcations exploitant également dans le port de la Pointe-à-Pitre, et employées au chargement et déchargement des navires, payeront chacune	100	*francs.*
Chaque canot servant, soit à communiquer avec la rade et les îlets, soit à mettre les bâtimens hors des passes du port ; ou enfin à porter des particuliers de la Pointe-à-Pitre aux divers quartiers, et desdits quartiers à la Pointe-à-Pitre, payera	50	*fr.*
Chaque bœuf ou mulet qui sera introduit par le port de la Pointe-à-Pitre, payera, par bâtiment étranger seulement, ...	4	*francs.*
Chaque mutation de vente de bâtiment attaché aux ports de la colonie, payera pour transcription au dos de l'acte de francisation, ...	10	*fr.*
Et pour chaque cautionnement fourni à la douane, ...	10	*fr.*

Nota. Cette taxe est due pour tout cautionnement que la douane doit recevoir et a le droit d'exiger, la seule exception sera faite pour les cautionnemens fournis par les caboteurs de la colonie, dans le seul cas d'expédition de cabotage autour de la Guadeloupe et avec ses dépendances.

Lorsque le cautionnement sera relatif a un caboteur de la Guadeloupe, venant de l'étranger, il ne sera que de, ... 5 *fr.*

Les embarcations employées uniquement à la pêche et au transport de l'eau à l'usage des habitans de la Pointe-à-Pitre, ne payeront aucune taxe dans le sens de la disposition établie ci-dessus. *Rien.*

ART. 23.

Les diverses taxes mentionnées ci-dessus seront liquidées par la douane de la Pointe-à-Pitre, et le montant en sera perçu par le trésorier, au fur et à mesure de l'expédition des bâtimens, en ce qui concerne les quatre dernières : et pour celles relatives aux pirogues, gabares et autres embarcations, la perception s'en fera par moitié en janvier et juillet, au moment où les conducteurs ou patrons d'icelles se pourvoiront de passes ou permis dont ils doivent se munir, au vœu de l'Ordonnance locale du 2 janvier 1822, sur la police et la navigation des pirogues de pêche et du petit cabotage de l'île.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 24.

Les dispositions règlementaires des ordonnances locales des 28 octobre 1816 et 10 février 1818, concernant le commerce et les droits de douanes sont maintenues en tout ce à quoi il n'est pas dérogé par la présente Ordonnance, il en sera de même, 1°. de celles relatives aux subsistances de première nécessité ; 2°. de l'Arrêt du 30 août 1784 et des instructions locales du 16 décembre 1817, qui font toujours règle pour le commerce étranger dans la colonie.

ART 25.

Il sera pourvu par des dispositions particulières à l'assiette des contributions directes et indirectes de la Partie Française de Saint-Martin.

Est rappllée, pour sortir son plein effet, la disposition prescrite à l'article 4 de l'Ordonnance du 4 février 1824, concernant le remplacement du bracelet par une plaque numérotée dont l'esclave journalier est tenu d'etre continuellement muni.

Est également rappelée la stricte exécution des dispositions de l'ordonnance du 14 février 1817 et de celles de l'arrêté du 7 juillet 1821, concernant la police des nègres de ville et les esclaves étrangers aux villes, ainsi que de celles de l'ordonnance du 2 janvier 1822, concernant la police et la navigation des pirogues de pêche et de toutes autres embarcations fesant le petit cabotage de l'île. Recommandons en outre toute et due attention aux dispositions anciennes qui défendent de faire exercer par les esclaves une industrie ou profession qui peut l'être convenablement par l'homme libre.

TITRE DEUXIEME.

IMPOSITIONS MUNICIPALES,

Pour les Dépenses particulières à la Colonie, et à celle des Villes Basse-Terre et Pointe-à-Pitre, et du Grand-Bourg de Marie-Galante.

SECTION PREMIÈRE.

Taxe dite des Noirs Justiciés.

ART. 26.

Chaque tête d'esclave de 14 à 60 ans, sans aucune espèce d'exception, payera la somme d'*Un franc quarante-deux centimes;* Cette taxe est destinée, 1° au remboursement des nègres justiciés et de ceux tués en marronnage; 2° à la solde des commis à la police et plantons des quartiers; 3° au rétablissement des geoles autres que celles de la Basse-Terre, de la Pointe-à-Pitre et du Grand-Bourg de Marie-Galante; 4° enfin, au traitement du Député de la Colonie en France, à celui du secrétaire et aux autres frais du Comité consultatif.

Dans aucun cas on ne sera dégrévé de cette taxe, qui sera établie et recouvrée de la même manière et par les memes moyens que l'imposition principale.

SECTION DEUXIÈME.

Entretien des Chemins.

ART. 27.

Il sera pourvu à l'entretien des chemins, ainsi et de la même manière qu'il a été réglé par l'Ordonnance du 13 mars 1819; au moyen de quoi il ne sera imposé aucune taxe pour cette partie du service public de la Colonie.

SECTION TROISIÈME.

Impositions particulières des Villes Basse-Terre et Pointe-à-Pitre ; et du Grand-Bourg de Marie-Galante.

ART. 28.

Il sera perçu par addition aux contributions directes de la présente année, les taxes ci-après, pour le produit être employé aux dépenses municipales desdites villes et Grand-Bourg ;

SAVOIR :

Pour la Basse-Terre.

Vingt pour cent du produit du droit des loyers de maisons, et de la capitation des esclaves des villes, de l'âge de 14 à 60 ans.

Cinquante francs par cheval et mulet de trait en usage dans l'intérieur de la ville.

Cinq francs par ligne d'eau des fontaines particulières, à la charge des propriétaires de maisons qui en jouissent.

Indépendamment de ces taxes dont le produit évidemment trop faible ne suffit pas pour assurer à la ville l'exécution des travaux et d'améliorations dont le conseil municipal a reconnu l'urgence, il sera perçu les droits ci-après, à la sortie, tant pour l'extérieur que pour les autres ports de l'île, des denrées provenant du sol de la Colonie ;

SAVOIR :

Par 1,000	*Kilogrammes*	de Sucre terré, . .	3 *fr.*	50 *c.*
Idem	*idem*	de Sucre brut, . .	2	50
Idem	*idem*	de Café, ...	10	00
Par 1,000	*kilogrammes*	de Coton, . . .	7 *fr.*	50 *c.*
Idem	*idem*	de Cacao, . . .	5	00
Par 1,000	*Litres*	de Sirop, . . .	1	50
Idem	*idem*	de Rum, ...	2	00

Pour la Pointe-à-Pitre.

Vingt pour cent du produit du droit des loyers de maisons, et de la capitation des esclaves des villes, de l'âge de 14 à 60 ans.

Cinquante francs par cheval et mulet de trait en usage dans l'intérieur de la ville.

Enfin, les terrains non bâtis ou n'ayant que des hangards ou barraques qui ne payent point comme maisons, continueront d'être classés et imposés par pied (325 millimètres environ) de façade, ainsi qu'il suit :

1ere	Classe	1 *fr.*	22
2e	Classe.	1	08
3e	Classe.	0	81

Les propriétaires des terrains non bâtis, barraques et hangards compris à l'Ordonnance dernière dans les 4e:, 5e. et 6e. classes, seront exempts de toute taxe en considération des travaux de comblement qu'ils seront tenus d'exécuter, sous la direction du voyer de la ville, pour rehausser les terrains bas et assurer l'écoulement des eaux pluviales, à peine, contre les contrevenans, d'une amende qui ne pourra être moindre du quart de la valeur de leurs terrains, et qui sera prononcée par le tribunal du ressort sur la plainte et les pièces produites par le voyer.

En outre, le voyer de la ville dressera, tous les six mois, un état des travaux de comblement qui auront été exécutés pendant cet espace de temps, et il transmettra cet état à la direction de l'intérieur et du domaine; il y indiquera les contrevenants et les poursuites qu'il aura été dans le cas de diriger contr'eux.

A l'instar de la Basse-Terre et dans le même but de procurer à la ville des moyens d'atteindre à des améliorations reconnues d'une utilité générale, il sera perçu un droit d'octroi à la sortie des denrées coloniales, du port de la Pointe-à-Pitre, quelle que soit leur destination; ce droit est fixé comme suit :

Par 1000 *Kilogrammes* de Sucre terré, -	3 *fr.*	00	*c.*
Idem *idem* de Sucre brut, .	2	50	
Idem *idem* de Café, . . .	6	00	
Par 1000 *Litres* de Sirop	1	00	

Conformément à l'arrêté local du 5 novembre 1824, les droits d'octroi perçus sur les denrées expédiées directement du port du Moule pour France, formeront un fond spécial destiné à être appliqué à des dépenses d'utilité locale.

Ces droits seront perçus pendant l'année 1825, sur le pied du double de ceux ci-dessus, en raison des travaux projettés audit lieu.

Pour le Grand-Bourg de Marie-Galante.

Vingt pour cent sur le produit de la taxe du loyer des maisons du Grand-Bourg, et sur celui de la capitation des esclaves de l'âge de 14 à 60 ans exclusivement.

Cinquante centimes par pied (325 millimètres environ) de façade, des terrains non bâtis.

Vingt francs par cheval et mulet de trait en usage dans l'intérieur du Grand-Bourg.

Trente francs sur onze sucreries de première classe.

Quinze francs sur quatorze sucreries de deuxième classe.

A l'instar des villes de la Basse-Terre et de la Pointe-à-Pitre, et dans le but de procurer à la commune les fonds nécessaires pour payer des dépenses reconnues indispensables à la salubrité et à l'utilité du bourg, il sera perçu un droit d'octroi municipal à la sortie des denrées coloniales du port du Grand-Bourg, quelle que soit leur destination, SAVOIR :

Par 1000	*Kilogrammes*	de Sucre, . . .	2 *fr.*	00 *c.*
Idem	*idem*	de Café, ...	4	00
Idem	*idem*	de Coton, . . .	3	00
Par 1000	*Litres*	de Sirop, . . .	1	00

ART. 29.

La taxe sur les chevaux de selle, dits de luxe, est et demeure supprimée.

Les cabrouetiers de la ville Pointe-à-Pitre continueront à jouir de l'exemption de la taxe sur les chevaux et mulets de trait, à charge par eux de se conformer à l'engagement auquel ils ont antérieurement souscrit, de fournir, par mois, *vingt-quatre* tombereaux de comblage, par chaque voiture roulant en ville, pour le comblement des places publiques ; et au cas de refus de leur part, il y sera pourvu à leurs frais par les soins de l'administration municipale.

ART. 30.

Les présidents des conseils municipaux procéderont, chacun en droit-soi, à la formation des rôles généraux et partiels des contributions municipales, lesquels, arrêtés qu'ils soient en conseil, (*) seront adressés à l'Ordonnateur pour être soumis, après examen et vérification, à notre approbation et homologation.

Lesdits rôles distribués d'après les taxes et les classes ci-dessus établies, étant homologués, les présidents des conseils de ville (*) en donneront connaissance aux contribuables de leur ressort, par un avis officiel; et *trente jours* après, chacun d'eux fera procéder au recouvrement desdites contributions, soit par son trésorier municipal, soit par tout autre personne duement autorisée. (*)

ART. 31.

Si des contribuables ne sont pas exacts à payer dans le délai fixé, les présidents (*) sont autorisés à recourir au ministère de l'huissier percepteur du domaine, pour faire poursuivre les retardataires par les moyens prévus dans l'Ordonnance du 26 août 1820.

ART. 32.

Les trésoriers municipaux effectueront les payements pour dépenses municipales, sur les mandats des présidents, (*) appuyés qu'ils soient des pièces justificatives nécessaires, et à charge de les faire acquitter par les parties prenantes.

ART. 33.

Les droits d'octroi mentionnés dans l'article 28 seront entièrement à la charge de l'expéditeur; leur perception aura lieu, 1°. en meme-tems que celle des droits de douane et au prorata des liquidations établies par les soins de la direction des douanes, à l'égard des bâtiments au long-cours et tous autres allant à l'extérieur; 2°. par les soins des présidents des conseils de ville (*) qui en feront établir la liquidation et les feront percevoir au profit de leur commune, à l'égard des bâtiments caboteurs allant d'un port à l'autre de la colonie.

Lesdits présidents (*) se concerteront avec la direction des douanes sur cet objet du service municipal.

ART. 34.

Le bâtiment sur départ ne pourra être expédié en douane qu'il n'ait justifié de l'acquit du droit d'octroi entre les mains du trésorier ou du receveur de l'arrondissement.

Il est entendu et voulu que les denrées qui auront payé le droit d'octroi dans un des ports de la Basse-Terre, de la Pointe-à-Pitre ou du Grand-Bourg de Marie-Galante, pour être transportées de l'un à l'autre, en seront exemptes lors de leurs expédition au-dehors, sur la représentation de la quittance du trésorier du lieu de premier départ.

ART. 35.

Le produit des droits d'octroi perçus par le trésorier ou par le receveur de l'arrondissement, sera tenu à la disposition du président du conseil de ville, et le montant en sera versé à la caisse municipale en vertu des mandats émis par ledit président. (*)

(*) Sauf les exceptions prononcées par l'Arrêté du 5 novembre 1824, qui a supprimé provisoirement le Conseil municipal à la Pointe-à-Pitre, et a pourvu à ce service par d'autres moyens, qui y sont indiqués.

ART. 36.

Sont rappelées en tant que de besoin les dispositions de l'Ordonnance du 16 février 1819, en ce qui concerne la formation et la remise des comptes d'exercice, pour lesdits comptes être entendus et discutés par les conseils municipaux, et être ensuite arrêtés en conseil de Gouvernement et d'Administration, sur la présentation qu'en fera l'Ordonnateur, après qu'ils auront été communiqués au comité-consultatif de la colonie.

ART. 37 *et dernier.*

L'Ordonnateur de la colonie est chargé de surveiller l'exécution de la présente Ordonnance, qui sera enregistrée tant au greffe de la Cour Royale, qu'à ceux des tribunaux de première instance, lue, publiée et affichée partout où besoin sera.

Donné à la Basse-Terre Guadeloupe, le 30 *Décembre* 1824, *et la* 1.re *année du règne de SA MAJESTÉ.*

JACOB.

Par Son Excellence :

Le Secrétaire Archiviste du Gouvernement,

J. M. BART.

A la Basse-Terre Guadeloupe, de l'Imprimerie du Roi.

AU NOM DU ROI.

N°. 6.

ARRÊTÉ

Concernant les Immunités accordées, par suite de l'Ouragan du 26 Juillet, à l'importation des bois et des substances alimentaires.

Du 29 Juillet 1825.

NOUS, Louis-Léon JACOB, *Contre-Amiral, chevalier de l'ordre royal et militaire de St.-Louis, grand officier de l'ordre royal de la Légion d'honneur, grand'croix de l'ordre royal et militaire de St.-Georges de la Réunion des deux Siciles, Gouverneur et Administrateur pour le Roi, de la Guadeloupe et dépendances ;*

VU les désastres causés par l'ouragan du 26 de ce mois dans la ville de la Basse-Terre et les quartiers qui l'environnent ;

Vu les rapports qui parviennent de la Pointe-à-Pitre et d'autres quartiers de la Colonie et de ses dépendances, s'accordant pour attester la perte à jamais déplorable d'un grand nombre de personnes, et la dévastation des campagnes ;

Considérant que tous les efforts de l'Administration doivent s'unir au courage des colons contre une calamité aussi funeste ;

Considérant que la pénurie extrême des objets d'absolue nécessité, dont la Colonie est menacée, acheverait sa ruine ; qu'il y a urgence de les demander à l'étranger, et de lui offrir toute immunité pour les apporter à la Guadeloupe ;

Considérant que la ville de la Basse-Terre ne peut attendre de secours pendant l'hivernage ni des Caboteurs de la Colonie, ni des bâtimens de France, et qu'elle est privée des moyens ordinaires d'échange avec l'étranger;

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

A compter du jour de la publication du présent Arrêté, et jusqu'au Trente-un Décembre 1825, les marchandises étrangères permises par l'Arrêt du 30 Août 1784, et les Instructions du 16 Décembre 1817, ainsi que les farines de manioc et de maïs, seront admises de l'étranger par tous pavillons, en franchise de droits d'entrée, dans les Ports de la Basse-Terre, de la Pointe-à-Pitre, du Moule, et du Grand-Bourg de Marie-Galante.

Toutes denrées ou marchandises dont l'exportation par bâtimens étrangers est permise, et qui seront chargées en échange desdites marchandises importées n'acquitteront aucun droit de sortie et de remplacement de la Capitation.

ART. 2.

Dispositions supplémentaires, et particulières aux Ports de la Basse-Terre et du Grand-Bourg de Marie-Galante.

Les Farines de Froment et de Seigle étrangères seront admises dans les Ports de la Basse-Terre et du Grand-Bourg de Marie-Galante, jusqu'au 1^er^. novembre de l'année courante. Elles seront exemptes de droits d'entrée, soit que l'importation se fasse par bâtimens français, soit qu'elle ait lieu par bâtimens étrangers.

L'obligation voulue par l'Ordonnance du 30 Décembre 1824, d'exporter des sirops, tafias, et des marchandises venues de France, pour les trois-quarts de la valeur des cargaisons étrangères importées, ne sera point exigée dans les bureaux des Douanes de la Basse-Terre et du Grand-Bourg de Marie-Galante, jusqu'au 31 Décembre 1825, et le commerce aura la faculté de faire le payement desdites cargaisons, en lettres de change, et même en argent.

M. le Commissaire-principal Ordonnateur est chargé de l'exécution du présent ARRÊTÉ, qui sera enregistré au Contrôle.

Donné au Matouba Guadeloupe, le 29 Juillet 1825, et la 1ere. année du règne de SA MAJESTÉ.

JACOB.

A la Basse-Terre Guadeloupe, de l'Imprimerie du Roi.

N.° 8.

ORDONNANCE

Concernant le mode de Liquidation du Droit à percevoir sur les Marchandises françaises à leur Entrée dans la Colonie.

Du 2 Octobre 1825.

AU NOM DU ROI, et après en avoir délibéré en Conseil de Gouvernement et d'Administration, le GOUVERNEUR et ADMINISTRATEUR pour le ROI, de la Guadeloupe et Dépendances,

VU la dépêche de Son Exc. le Ministre de la Marine et des Colonies, en date du 14 juin 1825, portant que le droit d'entrée sur les marchandises françaises devra être liquidé d'après la valeur desdites marchandises dans la colonie;

A ordonné et ordonne, pour être exécuté provisoirement, sauf l'Approbation de Sa Majesté, ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

A compter du jour de la publication de la présente Ordonnance, les capitaines, négocians, armateurs ou consignataires des bâtimens français venant de France seront tenus d'établir, dans la déclaration d'entrée qu'ils doivent faire au bureau des Douanes, la valeur de chacune des marchandises composant les cargaisons de ces bâtimens.

ART. 2.

Le droit d'*Un pour cent* imposé par l'article 13 de l'Ordon-

nance locale du 30 décembre 1824, sur les marchandises françaises venant directement de France, sera liquidé et perçu, d'après la valeur portée dans la déclaration d'entrée, après vérification et contrôle de ladite déclaration.

ART. 3.

Pour assurer l'exercice du Contrôle de la déclaration de valeur mentionnée dans l'article 1^er^., les Employés des Douanes sont autorisés à se faire représenter tout colis déclaré, et à examiner les marchandises; et si de cette vérification il résulte que la valeur déclarée est au-dessous de la valeur réelle des marchandises dans la colonie, les Employés pourront les retenir en donnant la valeur qui aura été déclarée et le dixième en sus, comme il est expliqué par l'article 23 du titre II de la Loi du 22 Août 1791.

ART. 4.

Les dispositions prescrites ci-dessus ne seront point applicables aux marchandises introduites par les bâtimens qui auront fait leur entrée antérieurement à la publication de la présente Ordonnance.

ART. 5.

M. le Commissaire-principal de marine Ordonnateur est chargé de l'exécution de la présente Ordonnance, qui sera enregistrée tant aux Greffes des Tribunaux, qu'au Contrôle colonial, lue, publiée et affichée partout où besoin sera.

Donné au Matouba Guadeloupe, le 2 Octobre 1825, et la 2^e^. année du règne de SA MAJESTÉ.

JACOB.

Par Son Excellence :

Le Secrétaire Archiviste du Gouvernement.

J. M. BART.

A la Basse-Terre Guadeloupe, de l'Imprimerie du Roi.

N.° 12.

ORDONNANCE

Concernant le Commerce *et les* Contributions *de la partie française de St.-Martin, pour l'Année* 1826.

Du 24 Décembre 1825.

AU NOM DU ROI, et après en avoir délibéré en Conseil de Gouvernement et d'Administration, le GOUVERNEUR et ADMINISTRATEUR pour le ROI, de la Guadeloupe et Dépendances,

VU les Ordonnances qui ont été rendues précédemment sur le Commerce et les Contributions de la partie française de St.-Martin ;

Vu l'avis du Comité Consultatif, dans sa session de 1825,

Considérant que le régime de commerce établi à St.-Martin ne permet l'importation de l'étranger que des marchandises spécifiées dans l'arrêt du 30 août 1784 et de la Farine de froment, autorise l'exportation pour l'étranger des denrées de cette dépendance et leur conserve néanmoins le privilège colonial lorsqu'elles sont expédiées par bâtimens français pour la métropole ou les colonies françaises ;

Qu'il y a nécessité d'étendre la permission d'introduction des dites marchandises étrangères à d'autres articles de consommation et à plusieurs objets que le cabotage français n'apporte pas de St.-Martin ;

Considérant que l'accroissement du commerce de St.-Martin peut encore s'obtenir en l'entremettant pour procurer aux caboteurs de la Guadeloupe et de la Martinique, les marchandises permises qu'ils vont chercher à Saint-Barthélemy et à Saint-Thomas ;

que l'Importation de ces marchandises devenant dès-lors beaucoup plus considérable à Saint-Martin, doit y occasionner la vente de la totalité de ses récoltes, et rendre nécessaire de recevoir des denrées coloniales étrangères pour completter le payement des cargaisons américaines ; que cette admission a d'ailleurs l'avantage de faciliter le débouché des marchandises nationales, mais qu'elle oblige à ne plus accorder le privilège colonial aux denrées chargées à Saint-Martin ;

A ordonné et ordonne, pour être exécuté provisoirement, sauf l'Approbation de Sa Majesté ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

A dater du jour de la publication de la présente ordonnance, l'admission au port du Marigot de la Partie-Française de Saint-Martin, est accordée avec exemption de droits de Douane :

1°. Aux marchandises françaises importées directement de France ou des colonies françaises par bâtimens français seulement.

Si lesdites marchandises sont présentées à l'importation par des bâtimens étrangers, même venant des colonies françaises, ou par des bâtimens français venant de l'étranger, elles seront saisies pour être confisquées ainsi que les bâtimens et leurs chargemens.

2°. Aux marchandises étrangères spécifiées dans l'Arrêt du 30 août 1784 et les Instructions du 16 décembre 1817.

3°. Aux comestibles étrangers et autres articles dénommés dans le tableau n°. 1, fesant suite à la présente ordonnance.

L'admission en franchise de droits est aussi accordée aux denrées et productions coloniales étrangères, mais à compter seulement du 1^er^. Avril 1826.

Ces marchandises, comestibles et denrées étrangères ne pourront être apportées que de l'étranger seulement et seront reçues par bâtiment de tout tonnage et par tous pavillons.

ART. 2.

Les marchandises françaises, les denrées et marchandises étrangéres et les denrées de Saint-Martin, seront exemptes de droits de douane à la sortie de cette colonie par tous bâtimens français ou étrangers.

ART. 3.

Le seul droit de balance du commerce de *vingt-cinq centimes par cent francs* de valeur des marchandises déclarées à l'impor-

tation et à l'exportation sera perçu, pour son produit être affecté au traitement de l'employé chargé du service des douanes et de la confection de l'état de balance.

ART 4.

Il ne sera apporté des colonies françaises à Saint-Martin, aucune denrée coloniale sous peine de la confiscation des bâtimens, des esclaves de leurs équipages et de leurs chargemens, et en outre de *mille francs* d'amende contre les capitaines.

Sous les mêmes peines il ne pourra être chargé à Saint-Martin à destination de la Guadelonpe et des autres colonies françaises ni le sucre de cette dépendance ni aucune marchandise française, ni des marchandises étrangères autres que celles permises par l'Arrêt du 30 août 1784 et les Instructions du 16 décembre 1817, et aussi les denrées et productions coloniales dénommées dans le tableau n°. 2, fesant suite à la présente ordonnance : ces denrées et productions coloniales ne seront admises dans lesdites colonies françaises qu'en entrepôt et pour être réexportées sous leur distinction d'origine étrangère, alors même qu'elles seraient du sol de Saint-Martin.

Attendu, cependant, que les denrées coloniales étrangères ne devront être reçues à St.-Martin qu'à compter du 1^er^. Avril 1826, le sucre et le coton de cette dépendance pourront encore être expédiés pour la Guadeloupe et les autres colonies françaises, jusqu'à la fin du mois de mars de la présente année.

ART. 5.

Les denrées du sol de Saint-Martin et celles qui y auront été apportées de l'étranger pourront être expédiées par acquit-à-caution pour la France par bâtimens français seulement, en expliquant dans ledit acquit qu'elles n'ont pas droit au privilège colonial français et qu'elles sont passibles du droit étranger à l'entrée du Royaume.

Aucun bâtiment étranger ne pourra s'expédier ni être expédié de St.-Martin, avec chargement ou sans chargement à destination de la France, de la Guadeloupe, de ses dépendances ou d'autres colonies françaises à peine de confiscation du bâtiment, de sa cargaison et des esclaves de son équipage.

ART. 6.

Les marchandises étrangères permises par l'Arrêt du 30 août 1784 et les Instructions du 16 décembre 1817, déjà introduites dans les magasins du commerce au port Marigot de la partie française de St.-Martin, qui seront légalement chargées dans ce port par les caboteurs de la Guadeloupe seulement, expédiés

et venus directement de cette colonie dans ladite dépendance, et qu'ils apporteront directement, sans faire escale ni relâche à l'étranger, dans les ports de la Basse-Terre et de la Pointe-à-Pitre, y seront reçues en exemption des droits de Douane autres que celui de *trois francs par demi quintal métrique* de morue, bœuf et poisson salé, qui continuera d'y être perçu.

Néanmoins en raison des calamités qui viennent de peser plus fortement sur la Basse-Terre, l'immunité de ce droit de *trois francs* sera par exception et jusqu'au 31 décembre 1826 accordée à la morue, au bœuf et au poisson salé importés de St.-Martin dans ce port par lesdits caboteurs.

Les bâtimens français de long-cours, les caboteurs des autres colonies françaises et même les caboteurs de la Guadeloupe autres que ceux expédiés et venus directement de cette colonie à St.-Martin, qui apporteront de cette dépendance à la Basse-Terre et à la Pointe-à-Pitre lesdites marchandises permises, seront traités comme venant de l'étranger : en conséquence, ces marchandises seront soumises aux droits portés au tarif. Les caboteurs appartenant à la Partie Française de Saint-Martin sont compris dans cette disposition.

ART. 7.

Toutes marchandises étrangères autres que celles permises par l'article premier et dénommées dans le tableau n°. 1, sont et demeurent prohibées à St.-Martin à leur importation, dépôt, circulation et exportation; et sous aucun prétexte elles ne pourront se trouver à bord des bâtimens français ou étrangers louvoyant, entrant ou sortant de cette colonie; la contravention sera punie de la confiscation des marchandises prohibées, de l'entier chargement, des bâtimens et des esclaves de leurs équipages; les capitaines, colporteurs ou détenteurs seront condamnés à *mille francs* d'amende.

ART. 8.

Les marchandises manufacturées trouvées à St.-Martin, qui ne seront pas revêtues des marques et estampilles nationales voulues par les lois des 28 avril 1816 et 21 avril 1818, et des ordonnances des 8 août 1816 et 23 septembre 1818, seront réputées étrangères, et elles seront confisquées ainsi que les moyens de transport; et les conducteurs, colporteurs ou détenteurs condamnés à *mille francs* d'amende.

ART. 9.

Les droits de pesage, de jaugeage, de magasinage, de tonnage, de visite sanitaire et d'interprétage, ne seront point perçus à Saint-Martin.

ART. 10.

Les droits d'ancrage, d'expédition et de louvoyage seront perçus à Saint-Martin comme suit,

Par tous Bâtimens français ou étrangers chargés ou sur lest.	Ancrage.	Expédition.	Louvoyage.
de 30 tonneaux et au-dessous.	2 50.	2 50.	2 50.
de 31 à 60.	5 00.	5 00.	5 00.
de 61 à 100.	15 00.	15 00.	15 00.
de 101 et au-dessus. . . .	30 00.	30 00.	30 00.

ART. 11.

Le pilotage sera payé lorsque les capitaines réclameront les soins du pilote, et dans ce cas le droit sera égal à celui d'ancrage.

ART. 12.

L'abonnement qui, jusques à 1825 inclusivement, a été exigé des habitans de Saint-Martin pour tenir lieu de contributions directes, ne sera plus perçu à partir de 1826; mais l'acquittement des sommes à recouvrer pour les arriérés de ladite redevance devra s'effectuer dans le courant de 1826 et de 1827.

ART. 13.

Les esclaves attachés aux sucreries et aux autres habitations productives de Saint-Martin ne seront point imposés au droit de capitation. Ceux qui n'appartiendront pas auxdites habitations seront passibles de ce droit qui sera règlé d'après le tarif établi pour la Basse-Terre; SAVOIR :

16 *francs* par tête d'esclave jusqu'au nombre de 4 par propriétaire ou chef de famille.

24 *francs* par tête du cinquième au sixième.

32 *francs* par tête au-dessus du sixième à partir du septième.

ART. 14.

Chaque tête d'esclave de 14 à 60 ans, sans aucune espèce d'exception, payera la somme d'*un franc quarante-deux centimes* pour la taxe des noirs justiciés.

ART. 15.

Les aubergistes, traiteurs, limonadiers, les personnes tenant cercle et café et celles tenant billard et jeux permis seront tenus

de prendre au bureau de l'Intérieur et du Domaine, une patente et de payer par année la somme de *deux cent vingt francs* exigible par trimestre et à l'avance, sous les peines prévues à cet égard par l'ordonnance locale des impositions de la Guadeloupe pour 1826.

ART. 16.

Les embarcations pontées appartenant à la partie française de St.-Martin, payeront la taxe trimestrielle de *quarante francs* par an imposée aux caboteurs de la Guadeloupe. Cette taxe ne sera que de *vingt francs* pour les embarcations non-pontées pouvant voyager au dehors ou pouvant transporter les sucres des habitations au port Marigot.

ART. 17.

Les bâtimens étrangers au-dessous de 60 tonneaux et leurs équipages esclaves pourront être nationalisés à St.-Martin ; mais ils ne devront être employés que pour le cabotage avec les colonies étrangères. Ils n'obtiendront la nationalité française que moyennant un droit de *dix pour cent de leur valeur.*

ART. 18.

M. le Commissaire-principal de marine Ordonnateur est chargé de l'exécution de la présente Ordonnance, qui sera enregistrée tant aux Greffes des Tribunaux, qu'au Contrôle colonial, lue, publiée et affichée partout où besoin sera.

Donné au Matouba (Guadeloupe, le 24 Décembre 1825, et la 2e. année du règne de SA MAJESTÉ.

JACOB.

Par Son Excellence :

Le Secrétaire Archiviste du Gouvernement.

J. M. BART.

TABLEAU

Des Marchandises Étrangères dont l'Admission est permise au port Marigot de St.-Martin.

Animaux vivans.

Anes, chevaux, mules et mulets, moutons, bœufs, porcs, etc.

Bois de toute espèce.

Toutes Boissons fermentées étrangères.

Boissons distillées.

Rum et tafia seulement. (Les autres boissons distillées demeurant prohibées.)

Cables.

Cables et cordages.

Cuivre.

Chaudières en cuivre, planches en cuivre et clous à doublage.

Chairs salées.

Bœufs salés, porc salé et autres viandes salées.

Denrées.

Toutes denrées et productions coloniales (étrangères).

Farineux alimentaires.

Farines de froment, de seigle, de maïs et de manioc, légumes secs, maïs en grain, riz, moussache, avoine et biscuits.

Fruits de toute espèce.

Fer.

Fers en barres et ouvrés.

Graines de Jardin.

Graisses.

Suif brut, saindoux et blanc de baleine.

Huiles.

Huiles étrangères de toute espèce.

Instrumens aratoires.

Moulins, charrues et instrumens aratoires de toute espèce, mécaniques pour les habitations.

Médicamens.

Médicamens composés et non composés.

Moutarde (Sénevé).

Farine ou confection.

Cuirs en poil et peaux tannées de toute espèce.

Pierres.

Pierres pour bâtir ou à filtrer, poterie en terre (des îles seulement).

Produits ruraux.

Légumes verts.

Sels naturels.

Sucs végétaux.

Brai et goudron, résines et résines épurées, térébenthine.

Tabac.

Tabac en feuilles et fabriqué.

TABLEAU *des Marchandises étrangères permises à l'introduction pour la consommation à la* Guadeloupe.

DÉNOMINATION DES MARCHANDISES.

Farine de maïs. . . . . .
Riz. . . . . .
Maïs en grain. . . . . .
Avoine . . . . . .
Légumes secs. . . . . .
Morue . . . . . .
Bacailleau . . . . . .
Harengs, aloses et autres poissons. . . . . .
Saumon. . . . . .
Huile de poisson. . . . . .
Bœuf salé . . . . . .
Tabac en feuille. . . . . .
Sel . . . . . .
Brai et goudron. . . . . .
Térébenthine . . . . . .
Essence de térébenthine. . . . . .
Vieux cuivre et cuivre non ouvré. . . . . .
Vieux étain et vieux plomb non ouvré. . . .

Marchandises *qui peuvent être envoyées de Saint-Martin, pour être admises en Entrepot à la Guadeloupe.*

Le cacao, l'indigo, le rocou, le quinquina, le coton, la casse, la salsepareille, le gingembre, les bois de gayac, de campêche et autres bois pour teintures ou pour meubles, le morfil, le caret, les fanons de baleine, les épiceries, le baume du Pérou, celui de copahu et les cornes de bœuf, sont les seuls articles de marchandises qui pourront être présentés et admis en entrepot à la Guadeloupe, venant de St.-Martin.

N.° 9.

ORDONNANCE

Portant Remise d'Impositions royales et municipales, pour l'année 1825, par suite de l'Ouragan du 26 Juillet dernier.

Du 24 Décembre 1825.

AU NOM DU ROI, et après en avoir délibéré en Conseil de Gouvernement et d'Administration, le GOUVERNEUR et ADMINISTRATEUR pour le ROI, de la Guadeloupe et Dépendances,

PRENANT en considération les dommages causés par l'Ouragan du 26 Juillet dernier, aux maisons, usines et plantations situés à la Basse-Terre et dans les quartiers environnans, à Marie-Galante et aux Saintes ;

Vu l'Avis du Comité consultatif, exprimé dans sa séance du 1er Décembre 1825 ;

A ordonné et ordonne, pour être exécuté provisoirement, sauf l'Approbation de Sa Majesté, ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Il est fait remise aux propriétaires des nègres sujets à la capitation dans les villes, bourgs et quartiers indiqués ci-après, du *droit de capitation* dont ils étaient redevables, pour l'année 1825, sur lesdits nègres, tant pour les impositions royales que pour les impositions municipales, aux termes des articles 4 et 28 de l'Ordonnance du 30 Décembre 1824, SAVOIR :

100

Ville de la Basse-Terre ;

Quartier de la Basse-Terre *Extra-Muros* ;

——— du Parc et Matouba ;

——— du Baillif ;

——— des Habitans ;

——— de Bouillante ;

——— du Vieux-Fort ;

——— des Trois-Rivières ;

——— de la Capesterre, seulement pour les habitations dont les établissemens sont sur la rive droite de la Grande-Rivière ;

Isles des Saintes ;

Grand-Bourg et quartiers de Marie-Galante.

ART. 2.

La Taxe dite des *Noirs justiciés*, déterminée pour 1825 par l'article 26 de la même Ordonnance, ne sera point exigée, pour ladite année 1825, sur les esclaves attachés aux habitations sucreries et cafeyères des quartiers désignés par l'article qui précède.

ART. 3.

Il est également fait remise aux propriétaires des maisons situées dans la ville de la Basse-Terre et dans le Grand-Bourg de Marie-Galante, des impositions tant royales que municipales, dont ils étaient redevables, pour l'année 1825, sur le *loyer* de leurs maisons, aux termes des articles 6 et 28 de l'Ordonnance du 30 Décembre 1824 citée plus haut.

ART. 4.

M. le Commissaire-principal de marine Ordonnateur est chargé de l'exécution de la présente Ordonnance, qui sera enregistrée tant aux Greffes des Tribunaux, qu'au Contrôle colonial, lue, publiée et affichée partout où besoin sera.

Donné au Matouba Guadeloupe, le 24 Décembre 1825, *et la* 2^e^. *année du règne de SA MAJESTÉ.*

JACOB.

Par Son Excellence :

Le Secrétaire Archiviste du Gouvernement.

J. M. BART.

A la Basse-Terre Guadeloupe, de l'Imprimerie du Roi.

101.
Col

N.° 11.

ORDONNANCE

Sur les IMPOSITIONS pour l'Année 1826.

Du 24 Décembre 1825.

AU NOM DU ROI, et après en avoir délibéré en Conseil de Gouvernement et d'Administration, le GOUVERNEUR et ADMINISTRATEUR pour le ROI, de la Guadeloupe et Dépendances,

AYANT à pourvoir à l'assiette des Contributions publiques pour l'année mil huit cent vingt-six ;

Vu l'avis du Comité Consultatif, dans la session de 1825,

A ordonné et ordonne, pour être exécuté provisoirement, sauf l'Approbation de Sa Majesté ce qui suit :

TITRE PREMIER.

IMPOSITIONS POUR LE SERVICE GÉNÉRAL DE LA COLONIE.

SECTION PREMIÈRE.

Impositions et Contributions Directes.

ARTICLE PREMIER.

A dater du premier Janvier 1826, les Impositions directes consisteront, 1.° dans la capitation des esclaves attachés aux petites cultures, y compris celles du coton et du cacao ; et des esclaves des villes et bourgs, ouvriers, domestiques servant à loyer ou à la journée, et tous autres qui n'appartiennent ni aux sucreries ni aux caféyères ; 2.° dans le droit de sortie en remplacement de la capitation des esclaves attachés aux grandes cultures ; 3.° dans le droit sur le loyer des maisons ; 4°. dans les droits de patentes ; 5°. dans la taxe dite des noirs justiciés.

§. 1^er^. *Capitation des Esclaves.*

ART. 2.

Les Esclaves de l'âge de 14 ans inclusivement, à celui de 60 exclusivement, sont soumis à un droit de capitation qui demeure réglé ainsi qu'il suit :

Ceux des villes Basse-Terre, et Pointe-à-Pitre, payeront par tête jusqu'au nombre de 4, par propriétaire ou chef de famille,	16 *fr.*	00	*c.*
Du cinquième au sixième, ...	24	00	
Au-dessus du sixième et à partir du 7.^e^,	32	00	
Les esclaves des bourgs de première classe dans laquelle sont compris le *Port-Louis*, *Sainte-Anne*, le *Moule*, le *Petit-Canal*, *St.-François*, le *Petit-Bourg*, et le *Grand-Bourg* de *Marie-Galante*, payeront par tête jusqu'au nombre de 4.	13	00	
Et au-dessus de ce nombre à compter du 5.^e^,	19	50	
Les esclaves des autres bourgs de la colonie, toujours jusqu'au nombre de 4, par propriétaire ou chef de famille, et ceux attachés aux rumeries et vinaigreries, autres que celles qui dépendent des sucreries, ceux des bonifieries de café dans les campagnes, ceux des chaufourneries et poteries ; et ceux fesant la pêche, payeront	8	00	
Et au-dessus de ce nombre moitié en sus; ou par tête d'esclave, ...	12	00	
A l'égard des esclaves des habitations qui ne cultivent que des vivres et des fourrages; ceux des cotonneries et des cacaoteries; la taxe sera de, ...	4	50	
Les esclaves des *Isles des Saintes* et de la *Désirade*, sans aucune distinction d'emploi, payeront aussi	4	50	
Enfin, et conformément à l'Arrêté du 21 juillet 1821, les caféyers qui auront plus de *deux* esclaves payant droit par carré de café en culture (ce qui sera constaté sur les dénombremens par la certification spéciale du commandant de quartier), payeront en sus, et par chaque tête, la capitation des vivriers ou,	4	50	

ART. 3.

Les esclaves capitables qui auront une année révolue de marronnage constaté, ne seront pas imposés jusqu'à ce qu'ils aient été déclarés rentrés chez leur maître. Mais ils auront à payer la taxe des noirs justiciés, pendant dix ans, à compter de la date de la déclaration du marronnage.

ART 4.

A raison des désastres causés par l'Ouragan du 26 Juillet 1825, il est fait remise, pour l'année 1826, du droit de capitation établi par l'article 2, aux habitans propriétaires dans les quartiers indiqués ci-après ; SAVOIR :

Quartier de Bouillante ;
——— des Habitans ;
——— du Baillif ;
——— du Parc et Matouba ;
——— de la Basse-Terre *extra-muros ;*
——— du Vieux-Fort ;
——— des Trois-Rivières ;
——— de la Capesterre, seulement pour les habitations dont les établissemens sont sur la rive droite de la Grande-Rivière ;
Isles des Saintes ;
Isle de Marie-Galante, le Grand-Bourg excepté.

§. 2. *Droit fixe de Sortie en remplacement de la Capitation des Esclaves appartenant aux Sucreries et Caféyères.*

ART. 5.

Il sera prélevé à la sortie des sucres et cafés, à titre de droit en remplacement de la capitation des esclaves sus-mentionnés, un droit fixe, qui est réglé ainsi qu'il suit ;

SAVOIR :

Par	100 kilogrammes de SUCRE TERRÉ. . .	2 *fr.*	80 *c.*
	100 kilogrammes de SUCRE BRUT. . .	1	90.
	100 kilogrammes de CAFÉ.	4	00.
	100 litres de SIROP.	0	55.
	100 litres de RUM ou TAFIA.	0	00

Ces droits seront liquidés par les bureaux des douanes, perçus en proportion, par fraction de centaine de kilogrammes ou de litres, et payés par les chargeurs qui s'en rempliront comme précédemment sur les vendeurs.

§. 3. *Droit sur les Loyers des Maisons.*

ART. 6.

Les droits sur les loyers des maisons sont fixés à raison de *cinq pour cent* de la valeur locative dans la ville de la *Pointe-à-Pitre*, et dans le Bourg du Moule.

Il est fait remise de cette imposition, pour l'année 1826, aux propriétaires des maisons situées dans la ville Basse-Terre et dans le Grand-Bourg de Marie-Galante.

ART. 7.

Pour déterminer la valeur locative des maisons et terrains, il sera établi un nouveau cadastre, en se conformant aux dispositions de l'Arrêté du 26 novembre 1823.

Ce nouveau cadastre aura lieu immédiatement pour ce qui concerne la ville de la Pointe-à-Pitre ; il sera ajourné à la fin de 1826 pour la ville Basse-Terre, et le Grand-Bourg de Marie-Galante, attendu les dommages causés dans ces deux localités par l'Ouragan du 26 Juillet dernier.

Il sera procédé immédiatement d'après les dispositions dudit Arrêté du 26 Novembre 1823, à la formation du cadastre destiné à établir la valeur locative des maisons du Bourg de Moule.

ART. 8.

La taxe spéciale existant sur les maisons de la Pointe-à-Pitre et destinée à la construction des quais de ladite ville, est maintenue sur le pied de *trois pour cent*, du prix des loyers, ou de la valeur locative.

ART. 9.

Nul propriétaire de maisons ne pourra prétendre à un dégrèvement, pour raison de non-location, si la durée de la non-location n'est de trois mois révolus, s'il n'en a fait préalablement la déclaration au bureau de l'Intérieur et du Domaine, en spécifiant la maison ou l'appartement non-loué et sa valeur locative, et s'il ne fait également plus tard la déclaration de la location, lorsque la maison ou l'appartement cessera d'être vacant.

La déclaration de non-location ne comptera que du jour où elle sera faite, et elle sera renouvelée tous les trois mois; faute de quoi la première, ou les subséquentes, selon qu'il y aura lieu, cesseront d'avoir leur effet.

Les fausses déclarations à cet égard seront constatées à la diligence du Domaine avec le concours du Président du conseil de ville ou d'un officier municipal, et le propriétaire sera soumis à la peine de la double taxe prévue par l'article 3.

§. 4. *Droits de Patentes.*

Art. 10.

Les aubergistes, traiteurs, limonadiers, les personnes tenant cercle et café et celles tenant billard et jeux permis, prendront au bureau de l'intérieur et du domaine, une patente, et payeront par année les sommes ci-après fixées:

Pour ceux en résidence à la Basse-Terre, la taxe est de.	325 *fr.*	00 *c.*
Pour ceux de la Pointe-à-Pitre.	540	00
Les cabaretiers et autres vendant au détail vin, eau-de-vie et autres liqueurs, payeront aussi par an, à la Basse-Terre.	600	00
A la Pointe-à-Pitre.	800	00
Et ceux établis à *Sainte-Anne*, au *Moule*, au *Petit-Canal*, au *Port-Louis*, à *Saint-François*, au *Petit-Bourg*, au *Grand-Bourg de Marie-Galante*, payeront	220	00
Les teneurs de billard et jeux permis dans ces mêmes résidences, seront soumis à ladite taxe de	220	00
Pour ceux des autres bourgs et des îles des dépendances, y compris les Saintes, la taxe sera pour chacune de ces professions de	120	00

Le payement de ces taxes sera divisé en quatre époques *de trois mois* chaque, exigible à l'avance.

Ceux qui se présenteront dans le courant d'un trimestre, pour obtenir une patente, seront tenus de payer le terme en entier.

Art. 11.

Les personnes qui, dans les deux villes *intra* et *extra-muros*, et dans les bourgs de la colonie et des dépendances, voudront exercer l'une des professions sus-mentionnées, devront se pourvoir, *toujours à l'avance*, au bureau du domaine, où il leur sera délivré les patentes nécessaires en justifiant de la quittance du Trésorier de la colonie, et lesdites patentes ne valideront qu'autant qu'elles auront été vérifiées au contrôle, et enregistrées au bureau de la police: le tout à peine, pour les contrevenants, de confiscation des objets à vendre réunis dans leur boutique ou magasin, et d'une amende égale à la moitié du droit intégral de la patente, applicables aux agens de la police ou autres indicateurs.

Bien entendu que sur la valeur des marchandises confisquées, ou sur celle de l'amende, sera prélevé le droit de patente dû par le contrevenant.

Les cabaretiers sont autorisés à surveiller eux-mêmes les contraventions qui leur sont préjudiciables, et à les dénoncer au procureur du Roi; ils pourront même à l'instant où ils les découvriront, requérir les agens de police de les constater de suite par un procès-verbal, sans qu'on puisse en inférer que cette formalité, à l'appui de la dénonciation, soit nécessaire, et sans préjudice de tous autres moyens qu'eux et les agens de police pourraient employer pour parvenir à atteindre les contrevenants; et dans tous les cas où les contraventions précitées auraient été découvertes par lesdits cabaretiers, l'amende applicable à qui de droit sera prononcée à leur profit.

Lorsque les délinquants se trouveront insolvables, la peine de l'amende sera, pour les blancs et les gens de couleur libres, convertie en celle de la prison, à temps déterminé, suivant l'exigence des cas.

Les maîtres seront responsables du fait de leurs esclaves, lorsque le délit commis aura été autorisé par eux.

Les esclaves à la contravention desquels les maîtres n'auront pas participé, seront punis de peine corporelle, ou d'une détention à la chaîne de police pour un tems déterminé, suivant la gravité de la faute.

ART. 12.

Les habitans sucriers qui fabriquent du tafia ou du rum, ont le droit de le débiter à toutes mesures, duement étampées par l'étalonneur, pourvu que ce soit dans leurs bâtiments ou manufactures, et non sur tout autre lieu de leurs terres, ni sur les chemins, ni chez aucune personne domiciliée à la campagne.

ART. 13.

Les commis et agens de police des villes et bourgs seront tenus de remettre à la fin de chaque trimestre, au bureau du domaine de leur arrondissement, l'état des cabaretiers, aubergistes et autres, avec désignation des mouvemens survenus pendant les *trois* mois. Ils sont responsables de leurs négligences dans l'exécution de ces dispositions.

ART. 14.

Tout cabaretier patenté dans les villes de la Basse-Terre et de la Pointe-à-Pitre, ainsi que dans les Bourgs de la Colonie, est tenu de mettre à l'extérieur de son établissement, une enseigne saillante et à deux faces, offrant en caractères très-lisibles, ses nom, prénoms, et les mots suivans : CABARETIER PATENTÉ : sous peine contre les contre-venans d'y pourvoir à leurs frais, et à la diligence des agens de police, en outre d'une amende de *trente francs*, au profit des pauvres.

ART. 15.

Le droit de patente de colportage pour la circulation des marchandises et paniers, est maintenu à la somme de *soixante francs* par an ; ci. . . . . 60 *f.* 00 *c.*

ART. 16.

Indépendamment des formalités prescrites ci-dessus à l'égard des patentes d'aubergistes, cabaretiers, etc., les patentes de colportage mentionneront le nom du propriétaire des marchandises et celui de la personne qui les portera; le tout à peine de confiscation desdites marchandises et d'une amende égale à la moitié du montant intégral de la patente.

La valeur de la patente frustrée sera prélevée sur le prix des marchandises confisquées, et le surplus sera réparti aux agens de la police ou à ceux qui en auraient fait la déclaration.

Celui ou celle qui colportera avec une patente dont le terme sera expiré, ou qui ne sera pas en son nom, ou qui aura été abusivement prêtée, encourra les mêmes peines de la confiscation et de l'amende, et la personne qui aura prêté ladite patente sera soumise à l'amende de la moitié du droit intégral.

Enjoignons aux agens de police municipale, commis et autres agens de police d'exiger la représentation des patentes, et de retirer celles expirées, pour les adresser au bureau de l'intérieur et du domaine, avec un état des colporteurs pendant ledit trimestre ; les officiers de la gendarmerie sont spécialement chargés de l'exécution de cet article, et de donner en conséquence des ordres dans les diverses brigades, en outre de ceux que recevront les commis à la police.

Ces patentes seront également délivrées à l'avance, par trimestre; elles seront vérifiées au contrôle, et enregistrées à la police où elles seront remises aux parties.

ART. 17.

Tous autres marchands colporteurs, dits *forains porteurs de balles*, sont supprimés dans la colonie et ses dépendances.

§. 5. *Taxe dite des Noirs Justiciés.*

ART. 18.

Chaque tête d'esclave de quatorze à soixante ans, sans aucune espèce d'exception, payera la somme d'*Un franc quarante-deux centimes ;* pour la taxe dite des noirs justiciés.

Sont exemptés de cette taxe, pour l'année 1826, les nègres des habitations sucreries et caféyères des quartiers dénommés dans l'article 4.

§. 6. *Dispositions diverses relatives au titre* 1^er^.

ART. 19.

Dans la vue de prévenir les fautes ou les erreurs, il est recommandé à tous habitans en résidence dans la colonie et ses dépendances, blancs ou libres, *propriétaires ou non-propriétaires* d'esclaves, de prendre au domaine, ou chez le commandant de leur quartier, leurs feuilles de dénombrement qu'ils rempliront et dateront avec la plus grande exactitude, et sur lesquelles ils mentionneront tous les changemens survenus parmi leurs esclaves en raison d'acquisition ou de naissances, de décès ou de vente. Les marins de la colonie sont aussi tenus, nonobstant leur inscription au bureau des armemens et classes, de prendre leurs feuilles de dénombrement au Domaine.

ART. 20.

Ceux des propriétaires qui n'auraient point fourni leur dénombrement à l'époque fixée par l'avis officiel publié à cet effet, ou ceux qui l'ayant fourni y auraient inséré de fausses déclarations soit pour l'âge de leurs esclaves, leurs maisons ou leur culture, ou qui auraient omis d'y mentionner les changemens survenus parmi leurs esclaves, seront soumis à la peine de la double taxe qui sera établie pour la totalité de leurs impositions, en prenant pour base la taxe de première classe fixée par l'article 2 ci-dessus, pour les esclaves capitables des villes; à l'exception toutefois des habitans des grandes cultures, dont la denrée paye le droit en remplacement de la capitation, et qui, pour le même cas, ne seront imposés qu'à la simple taxe des esclaves des bourgs de première classe. Sont également passibles de la surtaxe établie ci-dessus, les propriétaires qui n'auraient pas fait la déclaration au bureau du Domaine, de ceux de leurs esclaves employés sur les bâtimens caboteurs, les pirogues et autres embarcations de la Colonie, et pour lesquels il y a obligation de se munir de passes ou permis au vœu de l'art. 15, de l'Ordonnance locale du 2 Janvier 1822.

ART. 21.

Outre que le marronnage des esclaves doit être porté sur les dénombremens à l'époque où il a eu lieu, la déclaration de leur marronnage devra se faire, à l'avenir, dans tous les endroits où il y aura un bureau du domaine, ainsi que chez MM. les commissaires commandans de quartier, l'une et l'autre déclarations sont de rigueur. Elles devront être faites immédiatement, surtout celle qui doit être adressée au bureau du Domaine. Les copies certifiées de ces déclarations, délivrées gratuitement, constateront le marronnage.

La

La déclaration de la rentrée d'un ou plusieurs esclaves marrons chez leur maître, devra pareillement se faire par lui, aux fonctionnaires désignés ci-dessus, au plus tard dans le mois qui suivra la rentrée de ces esclaves ; faute par le propriétaire, ou par son représentant, de se conformer à cette disposition dans le délai fixé, ledit esclave rentré, mais non déclaré, sera dans le cas prévu au 1^er^ paragraphe de l'article 22 ci-après, et par conséquent sujet à la confiscation résultante du fait de la non-déclaration.

ART. 22.

Tout esclave capitable non déclaré sur les dénombremens, est confiscable au profit du Gouvernement, conformément à l'article 14 de la Déclaration du Roi, du 3 Octobre 1730.

Quant aux esclaves non capitables qui ne seront pas déclarés, le propriétaire sera passible, pour chacun d'eux, d'une amende de *cent francs*.

ART. 23.

Les propriétaires qui ont à fournir des dénombremens soit de ville ou de campagne, soit des deux sortes à la fois, et qui auraient porté sur celui de campagne des esclaves qu'ils emploient ou louent habituellement en ville, seront, pour le fait de cette fausse déclaration et par chaque tête d'esclave ainsi déclaré, imposés au quadruple de la première taxe des villes.

ART. 24.

Les habitans qui, ne possédant ni immeubles ni esclaves, se croiraient dispensés de faire la déclaration de leur personne, de celles de leur famille, et de toutes autres à leur charge, seront passibles, pour ce fait, d'une amende de *trente francs*, au profit du trésor : la liste en sera fournie au domaine par MM. les commissaires commandans de quartier pour les campagnes ; le domaine fera lui-même cette recherche dans les villes.

ART. 25.

Attendu les irrégularités qui se sont glissées dans certains dénombrements relativement aux noms ou aux prénoms des libres et des affranchis de la Colonie, il est enjoint à la Direction de l'Intérieur et du Domaine, ainsi qu'à MM. les Commandants de quartier, de se faire représenter par lesdits libres et affranchis, suivant le vœu des Ordonnances, les titres authentiques qui, en justifiant de leur qualité de libres ou d'affranchis, peuvent seuls leur donner le droit de prendre leur feuille de dénombrement.

Il est pareillement enjoint à tout fonctionnaire public de se faire représenter les susdits titres lorsqu'il y a lieu soit à des déclarations de naissances, de mariages ou de décès, soit à des actes par-devant notaires, soit à toute action civile devant les Tribunaux.

ART. 26.

Nul individu ne pourra obtenir de passe-port qu'il ne présente un certificat de la direction de l'intérieur et du domaine, constatant qu'il est porté sur un dénombrement, et s'il est propriétaire ou non propriétaire d'esclaves ou d'immeubles. Ce certificat mentionnera la quotité des impositions du propriétaire en partance, et si elles ont été acquittées.

Dans le cas où les rôles n'auraient pas été mis en recouvrement, le certificat du domaine l'indiquera; alors la caution que reçoit le greffe comprendra celle des impositions de l'année courante.

En conséquence les greffiers ne recevront, sous leur responsabilité, de cautionnement pour départ, que sur le vu desdits certificats; ce qu'ils mentionneront dans celui à délivrer par eux. Conformément au vœu des ordonnances en vigueur, ils n'admettront que des cautions valables; ils seront en outre tenus de fournir, chaque mois au trésor, l'état des personnes parties sous cautionnement.

ART. 27.

Les impositions directes étant acquises au trésor public le 1.er janvier de chaque année, les esclaves capités et les maisons imposées demeurent affectés et hypothéqués au payement de la somme totale de l'impôt, pour laquelle les propriétaires sont compris au rôle des contributions de l'année; en conséquence, dans le cas où les esclaves et les maisons, viendraient à être aliénés ou vendus, les acheteurs sont responsables du contingent non payé par les vendeurs (tant pour l'exercice courant que pour ceux qui pourraient être arriérés), et sujets à toute la rigueur des lois, pour leur acquittement, nonobstant le droit primitif, que le domaine conserve toujours sur le vendeur pour mieux assurer la recette.

ART. 28.

Tout payement fait par le trésor sera précédé d'une vérification pour s'assurer si la partie prenante est contribuable; et au cas qu'elle se trouve encore du nombre des redevables, d'après les rôles, les quittances du trésorier lui seront remises comme comptant.

ART. 29.

Quoiqu'il soit dit que l'impôt est acquis au trésor le 1.er janvier, sa perception ne commencera néanmoins que du jour où le public en sera prévenu par un avis officiel du directeur de l'intérieur et du domaine, et le produit en sera réalisé en un seul payement dans les *trois* mois qui suivront cet avertissement; les contribuables qui, après ce délai, ne se seraient pas acquittés, seront poursuivis par toutes les voies de droit, même par corps, comme s'agissant de deniers royaux, en conformité de l'Ordonnance du 26 Août 1820, et ce, par le ministère de l'huisser percepteur du domaine, suite et diligence du trésorier de la colonie.

ART. 30.

Pour la plus grande commodité des contribuables, le trésorier de la colonie fera recouvrer dans les campagnes par l'huissier percepteur du domaine, les impositions ci-dessus établies; et la remise pour couvrir les frais de cette perception est maintenue sur le pied de *cinq pour cent*, au profit dudit huissier percepteur. Le tout sans préjudice contre ceux qui y donneraient lieu, des frais de poursuites réglés par le tarif joint à l'ordonnance du 13 février 1819.

ART. 31.

Les impositions ne s'acquittant qu'en un seul payement, les contribuables ne seront point admis à donner des acomptes. En conséquence toutes quittances de cette nature, fournies par les huissiers percepteurs ou autres agents du trésor, seront nulles et comme non avenues à l'égard du trésor, attendu qu'il n'y a que les quittances mises au bas de la cote établie par la direction de l'intérieur et du domaine, qui puissent opérer la libération des contribuables.

ART. 32.

Il sera pourvu à l'entretien des chemins, ainsi et de la même manière qu'il a été réglé par l'Ordonnance locale, du 13 Mars 1819, au moyen de quoi il ne sera imposé aucune taxe pour cet objet.

ART. 33.

Sont maintenues en tant que de besoin les dispositions des Ordonnances antérieures concernant les impositions directes, en tout ce qui n'est ni prévu ni modifié par la présente Ordonnance.

SECTION DEUXIÈME.

Contributions Indirectes et droits de Douanes.

§. 1^er^. *Droits d'Entrée sur le Commerce Français.*

ART. 34.

Importations faites par bâtimens Français venant directement des Ports de la Métropole.

Les marchandises françaises expédiées par acquits-à-caution des douanes de France, et venant directement des ports de la métropole, y compris les produits de pêches nationales, payeront *un pour cent* de la valeur qu'elles auront dans la Colonie au jour où la déclaration d'entrée sera faite à la Douane, ci . . . . . 1 *f. p.^r^* 100 *f. de val.*

*N.^a^* Lesdits produits de pêches nationales expédiés de St.-Pierre et Miquelon, ou venant directement des lieux de la pêche, seront soumis au même droit d'*un pour cent*, ci. . . . . 1 *f. p.^r^* 100 *f. de val.*

Sur les animaux vivans, pour la boucherie ou la culture, le droit sera de *vingt-cinq centimes* pour *cent francs* de valeur, ci. 25 *c. p.^r^* 100 *f. de val.*

Les marchandises étrangères qui peuvent être admises en entrepôt en France et recevoir la destination ultérieure de la colonie pour y être livrées à la consommation, seront soumises au droit d'*un pour cent* de leur valeur dans la Colonie, comme les marchandises nationales, lorsqu'elles seront expédiées par acquit-à-caution, à destination de la Guadeloupe, sous leur véritable distinction d'origine étrangère; autrement elles seront considérées prohibées, et les confiscations voulues, pour raison de commerce étranger défendu, seront poursuivies et prononcées.

ART. 35.

Importations par bâtimens Français, attachés aux ports de la Métropole, ou à ceux des Colonies Françaises, venant des Colonies où Possessions Françaises.

Les marchandises françaises et celles étrangères permises expédiées légalement des colonies et possessions françaises pour la Guadeloupe, y seront admises en exemption de droits de douanes lorsque l'expédition de sortie portera qu'elles les ont acquittés à l'entrée de la Colonie d'où elles viendront; mais cette expédition devra mentionner le nom du bâtiment qui les y aura introduites, ainsi que les numéro et date de la liquidation, et elle sera visée par l'officier d'administration chargé de surveiller ou de contrôler le service des douanes; autrement lesdites marchandises seront passibles des mêmes droits imposés sur celles venues de France ou de l'étranger par bâtiment français.

Les produits du sol ou de l'industrie des colonies et possessions françaises, autres que les rums et tafias, seront exempts de droits de douane à l'entrée, lorsque l'expédition en certifiera l'origine française et sera visée par l'officier d'administration; autrement ils seront considérés étrangers, et s'ils sont prohibés, les confiscations des bâtiment et chargement devront être poursuivies et prononcées.

Sont prohibés, à l'entrée de la Guadeloupe, les rums et tafias des colonies et possessions françaises comme de celles étrangères.

Sont aussi prohibées, à l'entrée et à l'abord même de la Guadeloupe, les denrées et marchandises étrangères expédiées des entrepôts des colonies et possessions françaises, ou de l'étranger pour les entrepôts desdites colonies ou possessions, à l'exception des seuls objets qui peuvent être reçus en entrepôt à la Guadeloupe et qui sont dénommés dans la présente ordonnance.

ART. 36.

Importations par bâtimens Français venant des États-Unis d'Amérique, des Possessions Espagnoles et des Colonies étrangères.

Les marchandises étrangères, (autres que celles dénommés ci-après) dont l'introduction est permise par l'arrêt du 30 août 1784 et par les instructions du 16 décembre 1817, qui viendront des États-Unis, des Possessions espagnoles en Amérique et des Colonies étrangères, payeront *deux pour cent* de leur valeur, ci. . . . . 2 *p^r.* 100 *de la val.*

La morue et les poissons salés, payeront *un et demi pour cent*, ci. . . . . 1 *f.* 50 *c. p.* 100 *f. de v.*

Et un droit additionnel de *trois francs par demi quintal métrique* de morue, de poisson et de bœuf salé, ci. . . . . 3 *f. par* $\frac{1}{2}$ *quint. mét.*

Les animaux vivans destinés pour les boucheries ou pour la culture, et les chevaux des possessions espagnoles, le droit de balance de *vingt-cinq centimes pour cent fr.* de valeur, ci. . . . . 25 *c. p^r.* 100 *f. de val.*

Les chevaux autres que ceux des possessions espagnoles, un droit de *vingt francs par tête*, ci. . . . . 20 *fr. par tête.*

Et le tabac en feuilles un droit de *quatre pour cent* de la valeur, ci. . . . . 4 *fr. p.* 100 *fr. de val.*

ART. 37.

Importations par bâtimens Français venant de la Partie Française de Saint-Martin.

Les marchanchises étrangères permises par l'Arrêt du 30 Août 1784, et par les instructions du 16 Décembre 1817, qui seront apportées directement de la partie française de Saint-Martin, dans les ports ouverts de la Guadeloupe, par caboteurs de la Guadeloupe seulement, seront exemptes des droits de douane d'entrée à l'exception de celui de *trois francs par* $\frac{1}{2}$ *quintal métrique* de morue, de bœuf et de poisson salés, qui continuera d'y être perçu : néanmoins, par exception en faveur de la Basse-Terre, qui a le plus souffert de l'Ouragan du 26 Juillet 1825, l'immunité du droit de *trois francs* est accordée jusqu'au 31 Décembre 1826, à la morue, au bœuf et au poisson salés, qui y sesont légalement importés de Saint-Martin, par lesdits caboteurs de la Guadeloupe.

§. 2. *Droits d'entrée sur le Commerce étranger.*

ART. 38.

Les marchandises (autres que celles dénommées ci-après), qui seront importées par

bâtimens étrangers et dont l'entrée est permise par l'Arrêt du 30 août 1784 et par les Instructions locales du 16 décembre 1817, payeront en principal, *trois p. cent* de la valeur, ci. 3 *p^r.* 100 *de val.*

La morue et le poisson salé, payeront *un et demi pour cent* de la valeur, ci. . . . . 1 *fr.* 50 *p^r.* 100 *fr. id.*

Et un droit additionnel de *trois francs par demi quintal métrique* de morue, de poisson et de bœuf salé, ci . . . . . 3 *fr. par* $\frac{1}{2}$ *quint. mét.*

Les animaux vivans, pour la boucherie ou la culture, et les chevaux des possessions espagnoles, un droit de balance de *vingt-cinq centimes pour cent francs* de la valeur, ci. . . . . 25 *c. p^r.* 100 *fr. de val.*

Les chevaux autres que ceux des possessions espagnoles, un droit de *trente francs par tête*, ci. . . . . 30 *fr. par tête.*

Et le tabac un droit de *six pour cent* de la valeur, ci. . . . . 6 *fr. p.* 100 *fr. de val.*

ART. 39.

Les dispositions de l'article 1^er. de l'Ordonnance locale du 16 octobre 1824, recevront leur exécution jusqu'au 1^er janvier 1827. En conséquence, les farines de maïs et de manioc, le maïs en grain, le riz et les légumes secs, sont et seront exempts par tous pavillons de droit d'entrée de douane.

§. 3. *Dispositions communes aux Importations par bâtimens Français et Étrangers.*

ART. 40.

Marchandises admises en entrepôt.

Le cacao, l'indigo, le rocou, le quinquina, le coton, la casse, la salsepareille, le gingembre, les bois de gayac et de campêche, et tous autres bois pour la teinture et pour meubles, le morfil, le caret, les fanons de baleine, les épiceries, le beaume du Pérou, celui de copahu, et les cornes de bœuf, sont les seuls articles de marchandises qui pourront être présentés et admis en entrepôt à la Guadeloupe, par tous pavillons, et ils devront être expédiés soit pour la France, soit pour l'étranger, sous leur véritable distinction d'origine étrangère. Ils n'acquitteront à l'entrée et à la sortie que le droit de balance de *vingt-cinq centimes pour cent francs* de la valeur déclarée, ci. . 25 *centimes pour* 100 *de valeur.*

La déclaration des quantités et valeurs desdites marchandises sera exactement vérifiée et contrôlée.

Les dispositions quelconques antérieures à la présente ordonnance, qui ont permis l'admission pour l'entrepôt d'autres articles de marchandises que ceux ci-dessus spécifiés, sont annullées.

ART. 41.

Magasins et droit de magasinage d'entrepôt.

Indépendamment d'un magasin qui sera destiné uniquement pour l'entrepôt des denrées et marchandises étrangères devant être réexportées; la douane aura un autre magasin où seront d'obligation déposées :

1.° Les marchandises étrangères prohibées qui circonstanciellement sont apportées par des bâtimens français ou étrangers venant directement de long-cours, lesquels seulement peuvent alors les présenter pour les déposer à charge de réexportation, conformément à l'ordonnance du 8 juillet 1819.

2°. Celles étrangères prohibées provenant de saisies et soumises à la réexportation.

3°. Celles étrangères permises portées dans la déclaration d'entrée pour la réexportation.

4°. Celles provenant de sauvetage ou devant être débarquées de bâtimens en relâche forcée.

Le commerce aura la faculté de déposer dans le magasin de la douane toutes marchandises nationales ou étrangères permises, en acquittant le droit de magasinage ci-après réglé :

Le droit de magasinage pour toutes marchandises, sans distinction de colis et sans considérer l'emplacement qu'elles peuvent prendre dans le magasin est fixé à *un pour cent* de la valeur de la marchandise pour le 1^er^. mois de magasinage, ci . . . . . 1 *fr. p^r^.* 100 *de la val.*

Et à *demi pour cent* de ladite valeur pour chacun des mois qui suivront, ci. . . . . 50 *c. p^r^.* 100 *fr. id.*

Le droit de magasinage sera dû à partir du jour que le permis de débarquer et d'entrer en magasin aura été délivré sur déclaration reçue à la douane, jusques et y compris le jour de sortie des marchandises dudit magasin.

Le droit de magasinage sera toujours perçu pour un mois, alors même que la marchandise ne séjournerait pas pendant le tems de trente jours du premier mois dans le magasin, mais il n'est ainsi exigible que pour ce premier mois et la douane tiendra compte aux redevables dans le dernier mois de magasinage, des jours encore à courir pour achever ce dernier mois.

§. 4. *Droits de Sortie sur le Commerce Français.*

Art. 42.

Exportations par bâtimens Français attachés aux ports de la Métropole ou à ceux des Colonies françaises, allant en France.

Les denrées et productions coloniales du sol de la Guadeloupe et des autres îles françaises qui seront expédiées par bâtimens français et sous acquit-à-caution, avec destination directe pour un port de la Métropole, payeront *un pour cent* (1) de la valeur établie dans le tableau n° 6 annexé à la présente Ordonnance, ci . . . . . 1 *p^r.* 100 *de la val.*

Les marchandises étrangères permises et celles mises en entrepôt et désignées dans l'art. 40, sont les seules qui puissent recevoir la destination de la France. Elles seront expédiées par acquit-à-caution sous leur véritable distinction d'origine étrangère en mentionnant leur provenance et ne seront soumises qu'au droit de balance de *vingt-cinq centimes pour cent francs* de leur valeur, ci. . . . . 25 *c.p^r.* 100 *fr. de val.*

Art. 43.

Exportations par bâtimens Français, allant dans les Colonies et possessions françaises.

Les marchandises du sol ou de l'industrie nationale, et les marchandises étrangères dont l'introduction est permise qui seront expédiées par tous bâtimens de la Métropole ou des colonies françaises à destination desdites colonies ou possessions, ne seront soumises à aucun droit de douane . . . . . *Rien.*

Les sucres, cafés, cotons et autres denrées de la Guadeloupe qui doivent être réservés au seul commerce direct avec la Métropole, sont et demeurent prohibés à la sortie pour les autres colonies ou possessions françaises comme pour l'étranger.

---

(1) Ordonnance Royale du 17 Août 1825.

ART. 44.

Exportations par bâtimens Français, allant aux États-Unis d'Amérique, dans les possessions espagnoles et dans les Colonies étrangères

Les marchandises du sol et de l'industrie nationale expédiées par lesdits bâtimens à destination des Etats-Unis d'Amérique, des possessions espagnoles et des colonies étrangères seront exemptes de droit de douane. . . *Rien.*

Les sirops, rums ou tafias payeront *deux pour cent* de leur valeur, lorsqu'ils ne seront pas chargés en échange de farineux alimentaires dénommés dans l'ordonnance du 16 octobre 1824; ci. . . . . 2 *fr. p^r.* 100 *de val.*

Et dans le cas où ils seront chargés en échange de ces farineux, ils seront exempts dudit droit et de celui de capitation, ... *Rien.*

Les marchandises étrangères permises déjà introduites et déclarées à la sortie ne payeront que le droit de balance de, ... 25 *c. p^r.* 100 *fr. id.*

Les marchandises étrangères permises portées dans la déclaration d'entrée pour la réexportation, ne payeront que le droit de balance de *vingt-cinq centimes pour cent francs* de valeur, ci . . . . . 25 *c. p.^r* 100 *f. de val.*

Et le droit ordinaire de magasinage.

Mais si, lors de l'enregistrement de la déclaration d'entrée, lesdites marchandises ne sont pas désignées formellement pour la réexportation, elles seront, dans ce cas, passibles (indépendamment du droit d'entrée qu'elles auront payé) du droit de balance à la sortie, de *vingt-cinq centimes p. cent fr.* de la val., ci. 25 *c. p^r.* 100 *fr. de val.*

Les marchandises étrangères prohibées provenant de saisies et soumises à la réexportation payeront *deux pour cent* de la valeur, ci. 2 *fr. p^r.* 100 *fr. de val.*

Et le droit de magasinage.

Les marchandises étrangères prohibées déclarées à l'entrée pour la réexportation payeront *deux pour cent* de la valeur, ci. . . . 2 *fr. p^r.* 100 *fr. de val.*

Et le droit de magasinage.

§. 5. *Droits de Sortie sur le Commerce étranger.*

Art. 45.

Les bâtimens étrangers qui exporteront des sirops, tafias ou rums, ne payeront que *deux pour cent* de la valeur, ci. . . . . 2 *fr. p^r.* 100 *fr. de val.*

Les produits du sol et des manufactures de France seront exempts de tout droit de douane à la sortie, ... *Rien.*

Les marchandises étrangères permises portées dans la déclaration d'entrée pour la réexportation, devront être retournées à l'étranger par le même bâtiment qui les aura apportées, et ne payeront alors que le droit de balance de *vingt-cinq centimes pour cent francs* de la valeur, ci. . . . . 25 *c. p^r.* 100 *fr. de val.*

Et le droit ordinaire de magasinage.

Mais si, sur la demande du capitaine, il est autorisé à les envoyer à l'étranger par tout autre bâtiment français ou étranger, elles seront soumises aux droits d'entrée et à celui de sortie de balance de *vingt-cinq centimes pour cent francs* de la valeur, ci. . . . . 25 *c. p.* 100 *f. de val.*

Et de plus le droit de magasinage.

Les marchandises étrangères permises déjà introduites et déclarées à la sortie, payeront le droit de balance, de sortie, de *vingt-cinq centimes pour cent francs* de la valeur, ci. 25 *c. p^r.* 100 *fr. de val.*

La marchandise étrangère prohibée déclarée à l'entrée pour la réexportation et celle provenant de saisie déclarée à la sortie, payeront *deux pour cent* de la valeur, ci. . . . 2 *fr. p^r.* 100 *fr. de val.*

Et le droit ordinaire de magasinage.

La marchandise étrangère prohibée, déclarée à l'entrée pour la réexportation devra être retournée à l'étranger par le même bâtiment qui l'aura apportée; si cependant il est autorisé, sur la demande du capitaine, de l'envoyer à l'étranger par tout autre bâtiment français ou étranger, elle sera alors soumise, en outre

du droit de *deux pour cent* ci-dessus établi et de celui de magasinage, à un droit de sortie de *deux pour cent*, ci. . . . . 2 *fr. p^r.* 100 *fr. de val.*

ART. 46.

Les bâtimens étrangers, autres que les espagnols, qui introduiront dans la Colonie, les marchandises dont l'entrée est permise pour la consommation et qui ne prendront pas en retour, des sirops, tafias, rums et des marchandises françaises, pour les *trois-quarts* de la valeur de leurs cargaisons d'entrée, payeront un droit de *douze pour cent* sur la différence entre lesdits *trois-quarts* et le montant réel de l'exportation en sirops, tafias, rums et marchandises françaises.

L'autre *quart*, non imposé, est accordé auxdits bâtimens étrangers pour acquitter leurs droits, frais et autres dépenses quelconques.

ART. 47.

Le montant de la valeur des exportations sera calculé : 1°. d'après les prix de base des sirops, tafias et rums établis dans le tableau N°. 6, annexé à la présente Ordonnance ; 2°. d'après les prix des marchandises nationales portées dans les liquidations d'entrée desdites marchandises.

§. 6. *Dispositions communes aux Exportations par bâtimens français et étrangers.*

ART. 48.

Les dispositions de l'article 2 de l'Ordonnance du 16 octobre 1824, qui ont exempté du droit de sortie et de celui en remplacement de la capitation, le sirop, le rum et le tafia chargés en échange des farineux alimentaires désignés et admis en franchise de droit, continueront à recevoir leur exécution jusqu'au 1^er. janvier 1827.

ART. 49.

En vue d'encourager la culture du manioc à la Guadeloupe, cette substance, en farine seulement, pourra sortir de la colonie en exemption de droit, mais afin d'en prévenir la rareté et d'éviter le prétexte d'en élever le prix pour la consommation intérieure, l'exportation au dehors en sera défendue et demeure prohibée tout le tems qu'elle se vendra dans les villes Basse-Terre et Pointe-à-Pitre au-dessus du prix de 32 centimes le litre ou demi-pot.

En conséquence le premier et le troisième lundi de chaque mois, l'Administration fera connaître aux bureaux des douanes s'il y a lieu de permettre l'exportation de cette denrée pendant la quinzaine.

§. 7. *Dispositions particulières aux ports du Grand-Bourg de Marie-Galante et du Moule.*

ART. 50.

Les ports du Moule et du Grand-Bourg de Marie-Galante, continueront d'être ouverts :

1°. Aux bâtimens des État-Unis, expédiés et venus directement desdits états, au Moule et à Marie-Galante, chargés uniquement des marchandises permises par l'Arrêt du 30 Août 1784 et les Instructions du 16 Décembre 1817.

Les capitaines desdits bâtimens seront toujours tenus de justifier par leurs expéditions ou lettres de chargement, leur destination directe pour ces ports.

Ils ne pourront sous prétexte de vouloir en faire la déclaration pour la réexportation, avoir circonstanciellement à leur bord des marchandises prohibées, à peine de confiscation du bâtiment et de l'entier chargement ;

2°. Aux caboteurs étrangers expédiés et venus directement de Portorico au Moule et à Marie-Galante, chargés uniquement de bois et d'animaux vivans ; les patrons ou capitaines destits bâtimens seront tenus de justifier par leurs expéditions leur voyage direct de Portorico au Moule et à Marie-Galante, la présence à bord de toute autre marchandise que celles spécifiées ci-dessus, entrainera la confiscation du bâtiment et du chargement ;

3°. Aux bâtimens français armés dans les ports de la Métropole et venus directement des Etats-Unis au Moule et à Marie-Galante, chargés uniquement de marchandises permises par l'Arrêt du 30 Août 1784 et les Instructions du 16 Décembre 1817 ; les capitaines seront tenus de justifier de leur voyage direct de France aux Etats-Unis et de celui direct des Etats-Unis au Moule et à Marie-Galante. Ils ne pourront, sous aucun prétexte, avoir à leur bord ni déclarer pour l'Importation où pour la réexportation, des marchandises étrangères autres qui celles spécifiées dans lesdits arrêtés et instructions, à peine de confiscation du bâtiment et de son entier chargement.

ART. 51.

Tous autres bâtimens que ceux désignés ci-dessus, soit français de long-cours ou du cabotage, soit étrangers de long-cours ou du cabotage, venant de l'étranger ou de possessions françaises chargés ou non chargés, ne pourront louvoyer devant le port du Moule et du Grand-Bourg de Marie-Galante, ni se présenter pour y entrer, sous peine de la confiscation du bâtiment et de son entier chargement.

ART. 52.

Les capitaines des bâtimens étrangers venus légalement des Etats-Unis et de Portorico au Moule et à Marie-Galante avec les chargemens permis et spécifiés dans la présente ordonnance, seront tenus à remplir toutes les formalités, faire les déclarations, souffrir les visites voulues par les ordonnances; les contraventions aux dispositions de l'Arrêt du 30 Août 1784, et des ordonnances et règlemens en vigueur à la Guadeloupe, seront constatées comme dans les ports d'entrepôt et poursuivies de la même manière.

ART. 53.

Les droits portés au tarif de la présente ordonnance des impositions pour 1826, seront perçus sur les importations et exportations permises qui se feront au Moule et à Marie-Galante, par bâtimens français et étrangers, et ils seront, pour les liquidations faites au Moule, versés au trésor de la Pointe-à-Pitre, après vérifications au bureau principal de la Douane de cette ville.

ART. 54.

Les expéditions de sortie du Moule et de Marie-Galante seront délivres ; SAVOIR :

1°. Aux bâtimens français pour les Ports de la métropole;

2°. Aux caboteurs de la Guadeloupe pour les ports de la Pointe-à-Pitre et de la Basse-Terre seulement.

3°. Aux bâtimens étrangers, pour les ports étrangers.

ART. 55.

Les marchandises étrangères permises importées au Moule et à Marie-Galante, ne pourront être exportées pour l'étranger ni être chargées pour être transportées par cabotage, dans aucun port de la Guadeloupe et de ses dépendances, même dans ceux d'entrepôt, sous peine de confiscation du bâtiment et du chargement.

Néanmoins par exception pour Marie-Galante, les marchandises étrangères permises fesant partie de cargaisons américaines et qui n'auront pas été introduites dans le commerce à Marie-Galante; mais qui auront été mises immédiatement après leur déchargement au dépôt dans le magasin de la Douane, pourront être expédiées dudit magasin pour la Basse-Terre, ou pour la Pointe-à-Pitre directement avec certificat du receveur de la Douane, visé par le chef d'Administration, et attestant, 1°. que lesdites marchandises proviennent de chargemens américains qui seront désignés; 2°. qu'elles ont été déposées dans le magasin de la Douane immédiatement après leur débarquement du navire, et ont acquitté les droits d'entrée le jour même de leur dépôt en magasin, et le droit de magasinage pour tout le temps qu'elles seront restées en magasin.

ART. 56.

Le permission qui a été donnée par les ordonnances du 20 Juin 1820 et 30 Décembre 1824 aux caboteurs de la Guadeloupe, d'importer de l'étranger au Moule et au Grand-Bourg de Marie-Galante, des bois et des animaux vivans et qui par l'ordonnance du 4 Juillet 1825, avait été restreinte aux bateaux caboteurs de la colonie de 60 tonneaux et au-dessus, venant seulement et directement de Portorico et de l'Isle à Crabes est de nouveau accordée et sans exiger que les bateaux qui seront employés pour faire ces importations ayent 60 tonneaux. Mais ils ne pourront, venant de Portorico et de l'Isle à Crabes faire leur entrée au Moule et au Grand-Bourg de Marie-Galante, qu'avec chargement et non sur lest, sous peine de confiscation.

§. 8. *Mode de Liquidation des Droits de Douane.*

ART. 57.

Les droits de douane d'importations et d'exportations établis dans la présente Ordonnance seront liquidés;

SAVOIR:

1.° Pour les marchandises introduites par bâtimens français, venant directement d'un port de France, sur la valeur qu'elles auront dans la colonie au jour où la déclaration d'entrée sera faite à la Douane, conformément à ce qui est prescrit par l'ordonnance locale du 2 Octobre 1825; 2°. pour celles prises à l'étranger, sur les prix de base mentionnés au tableau sous le n°. 3. Et pour les marchandises étrangères non dénommées audit tableau, d'après la déclaration de valeur qui sera faite, sous l'exercice du

droit de préemption ; 3°. pour les denrées et marchandises qui seront expédiées pour France, ou pour les colonies et pays étrangers, d'après les prix portés audit tableau n°. 3 et à celui n°. 6.

Les tableaux sus-mentionnés, seront imprimés à la suite de la présente Ordonnance et vaudront pour l'année entière 1826, à partir du jour de leur notification.

§. 9. *Droits divers de port et autres, liquidés par la Douane.*

ART. 58.

Les droits d'ancrage et d'expédition seront perçus d'après ce qui est établi dans le tableau ci-après :

Ancrage.

BATIMENS.	*Français.*	*Étrangers.*
De 50 tonneaux et au-dessous.	20 *francs.*	*Rien*, { n'étant pas admis.
De 60 à 100	25 *fr.*	30 *francs.*
De 101 à 150	30 *fr.*	40 *fr.*
De 151 à 200	40 *fr.*	55 *fr.*
De 201 et au-dessus	50 *fr.*	65 *fr.*

Expédition.

Le droit d'expédition pour tous les pavillons, continuera d'être égal au droit d'ancrage réglé pour les bâtimens français.

Toutefois, les bâtimens qui, étant de relâche, ne feraient point d'opération de commerce, seront exempts du droit d'expédition et ne payeront que celui d'ancrage.

ART. 59.

Les caboteurs appartenant à la Guadeloupe, seront seuls exempts du droit d'ancrage et du droit d'expédition réglé par l'article précédent; mais ils restent soumis aux taxes trimestrielles et aux droits d'expédition établis par l'Ordonnance du 27 décembre 1819, et qui sont rappelés ci-après, SAVOIR :

1°. *Quarante francs* par an, pour droit d'expédition payable par trimestre et d'avance ;

2°. Pour chaque voyage de départ, soit à l'étranger, soit dans les autres colonies françaises, un droit d'expédition ainsi réglé :

PAR

PAR BATIMENS.

	De 50 tonneaux et au-dessous.	De 50 tonneaux et au-dessus.
Sur lest ou chargé, à la sortie de la colonie.	5 *francs.*	10 *francs.*

3°. Le droit perçu à l'entrée et à la sortie des caboteurs de la colonie, qui a remplacé, d'après l'Ordonnance du 27 décembre 1819, les droits de quai, que payaient lesdits caboteurs, conformément à l'Ordonnance du 11 avril 1818;

PAR BATIMENS.

SAVOIR:	De 50 tonneaux et au-dessous.	De 50 tonneaux et au-dessus.
Sur lest, ...	*Rien.*	*Rien.*
Chargés, ...	5 *francs.*	10 *francs.*

Lesdits caboteurs restent passibles du droit d'*Un franc* par tonneau, en motif d'amende, établi par l'Ordonnance du 20 janvier 1821, lorsque, partis sur lest de la Guadeloupe pour les autres colonies françaises ou pour l'étranger, ils feront leur retour sur lest: ce droit est double quand leur absence de la Guadeloupe passe le délai de 45 jours.

ART. 6o.

Le tarif concernant les actes de francisation et congés de navigation, ainsi que celui du droit de port, c'est-à-dire de louvoyage, pilotage, mouillage, interprêtage et des visites et patentes de santé sont maintenus, ainsi qu'ils sont établis ci-après;

SAVOIR:

1°. *Pour chaque acte de Francisation.*

Par bâtiment au-dessous de 100 tonneaux, .	33 *fr.*	00 *c.*
De 100 tonneaux et au-dessus, ...	43 *fr.*	00 *c.*
De 200 à 300 tonneaux, ...	55 *fr.*	00 *c.*
Et par chaque 100 tonneaux au-dessus de 300,	10 *fr.*	00 *c.*

2.° *Pour chaque Congé annuel ou pour un voyage au long-cours.*

Par caboteur ordinaire, ...	27 *fr.*	00 *c.*
Par bâtiment au long-cours, ...	48 *fr.*	00 *c.*

Chaque somme du présent tarif sera augmentée de *cinquante centimes* par franc, pour servir au remboursement du prix des feuilles, *suivant Ordonnance du* 6 *décembre* 1816, *dont les dispositions restent en vigueur.*

3.° *Pour les Droits dits de Port.*

Louvoyage.	Pilotage et Mouillage.	Visite sanitaire, patente de santé et visite des coffres de chirurgie et de médicamens.	Interprêtage.
Port en tonneaux.	Bâtimens français et espagnols venant du dehors.		
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
	50 et au-dessous 27 00	. . . . . 11 00	pour les espagnols. . . . 16 00
	51 à 100. . . . 33 00	. . . . . 16 00	. . . 22 00
	101 à 150. . . 43 00	. . . . (*). 50 00	. . . 27 00
	151 à 200. . . 54 00	. . . . (*). 55 00	. . . 33 00
	201 et au-dessus 65 00	. . . . (*). 60 00	. . . 43 00
	Bâtimens étrangers.		
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
60 à 100. . . . . 10 80	. . . . . 43 00	. . . . . 20 00	. . . . . 30 00
101 à 150. . . . 10 80	. . . . . 60 00	. . . . . 25 00	. . . . . 36 00
151 à 200. . . . 10 80	. . . . . 70 00	. . . . . 30 00	. . . . . 45 00
201 et au-dessus. 10 80	. . . . . 87 00	. . . . . 36 00	. . . . . 60 00

Le droit d'interprêtage acquittable par les bâtimens étrangers, qui viennent commercer à la Basse-Terre sera augmenté, pour ce port seulement, de moitié en sus de celui porté dans le tarif ci-dessus, conformément à l'Ordonnance du 7 juillet 1821.

ART. 61.

Les caboteurs espagnols seront traités comme les caboteurs des autres colonies françaises, venant de l'étranger ou y allant, en ce qui concerne les droits d'entrée et de sortie, d'ancrage et d'expédition, mais ils resteront soumis aux droits de visite sanitaire et de l'interprète, et aussi à celui de pilotage s'ils réclament les soins du pilote.

ART. 62.

Le droit de tonnage de *deux francs soixante-dix centimes* par tonneau, établi par l'Ordonnance du 10 juillet 1817, continuera d'être perçu à la sortie des bâtimens étrangers qui auront fait opération de commerce, soit en chargement, soit en déchargement de marchandises.

(*) Dans ces sommes seulement sont compris les droits pour patente de santé, visites des coffres de chirurgie et celle des drogues et médicamens, chacun pour 10 francs 80 centimes.

L'exemption dudit droit de tonnage accordée par l'ordonnance du 27 mars 1819, aux bâtimens français ou étrangers venant commercer à la Basse-Terre seulement, est maintenue.

ART. 63.

Les taxes ci-après, établies par l'article 21 de l'Ordonnance du 30 décembre 1822, et dont le produit est affecté à la construction des quais de la Pointe-à-Pitre, sont maintenues comme il suit ; SAVOIR :

	SOMMES PAR AN.	
Chaque grande pirogue, gabare et toute autre embarcation fesant le transport des colis de sucre, sirops et tafias, des quartiers à la Pointe-à-Pitre, payera	80	*francs.*
Seront comprises dans cette classe et soumises à la même taxe, les gabares exploitant dans le port de la Pointe-à-Pitre, ci, pour chacune. . .	80	*fr.*
Les autres embarcations exploitant également dans le port de la Pointe-à-Pitre, et employées au chargement et déchargement des navires, payeront chacune	100	*francs.*
Chaque canot servant, soit à communiquer avec la rade et les îlets, soit à mettre les bâtimens hors des passes du port ; ou enfin à porter des particuliers de la Pointe-à-Pitre aux divers quartiers, et desdits quartiers à la Pointe-à-Pitre, payera	50	*fr.*
Chaque bœuf ou mulet qui sera introduit par le port de la Pointe-à-Pitre, payera, par bâtiment étranger seulement, ...	4	*francs.*
Chaque mutation de vente de bâtiment attaché aux ports de la colonie, payera pour transcription au dos de l'acte de francisation, ...	10	*fr.*
Et pour chaque cautionnement fourni à la douane, ...	10	*fr.*
Nota. Cette taxe est due pour tout cautionnement que la douane doit recevoir et a le droit d'exiger, la seule exception sera faite pour les cautionnemens fournis par les caboteurs de la colonie, dans le seul cas d'expédition de cabotage autour de la Guadeloupe et avec ses dépendances.		
Lorsque le cautionnement sera relatif a un caboteur de la Guadeloupe, venant de l'étranger, il ne sera que de, ...	5	*fr.*

Les embarcations employées uniquement à la pêche et au transport de l'eau à l'usage des habitans de la Pointe-à-Pitre, ne payeront aucune taxe dans le sens de la disposition établie ci-dessus. *Rien.*

ART. 64.

Les diverses taxes mentionnées ci-dessus seront liquidées par la douane de la Pointe-à-Pitre, et le montant en sera perçu par le trésorier, au fur et à mesure de l'expédition des bâtimens, en ce qui concerne les quatre dernières : et pour celles relatives aux pirogues, gabares et autres embarcations, la perception s'en fera par moitié en janvier et juillet, au moment ou les conducteurs ou patrons d'icelles se pourvoiront de passes ou permis dont ils doivent se munir, au vœu de l'Ordonnance locale du 2 janvier 1822, sur la police et la navigation des pirogues de pêche et du petit cabotage de l'île.

§. 10. *Dispositions générales relatives aux droits de Douane.*

ART. 65.

Les dispositions règlementaires des ordonnances locales des 28 octobre 1816 et 10 février 1818, concernant le commerce et les droits de douanes sont maintenues en tout ce à quoi il n'est pas dérogé par la présente Ordonnance. Il en sera de même, 1°. de celles relatives aux subsistances de première nécessité ; 2°. de l'Arrêt du 30 août 1784 et des instructions locales du 16 décembre 1817, qui font toujours règle pour le commerce étranger dans la colonie.

SECTION TROISIÈME.

Droits Domaniaux.

ART. 66.

Tous les droits domaniaux tels que les épaves, (esclaves et animaux), les bâtardises et deshérences, les biens vacants, et les fermages divers, continueront à être perçus comme par le passé, par les soins et à la diligence du directeur de l'intérieur et du Domaine.

SECTION QUATRIÈME.

Disposition particulière à l'Isle Saint-Martin.

ART. 67.

Il sera pourvu par une Ordonnance spéciale à l'assiette des contributions directes et indirectes de la Partie Française de Saint-Martin.

TITRE DEUXIEME.

IMPOSITIONS MUNICIPALES,

Pour les Dépenses particulières aux Villes Basse-Terre et Pointe-à-Pitre, au Grand-Bourg de Marie-Galante, et au Bourg du Moule.

ART. 68.

Les taxes indiquées ci-après, seront perçues pour le produit être employé aux dépenses municipales desdites villes et Bourgs ;

SAVOIR :

1°. *Basse - Terre.*

Vingt pour cent du produit de la capitation des esclaves de ville, de l'âge de 14 à 60 ans.

Cinquante francs par cheval et mulet de trait en usage dans l'intérieur de la ville.

Cinq francs par ligne d'eau des fontaines particulières, à la charge des propriétaires de maisons qui en jouissent.

Le droit additionnel de *vingt pour cent*, sur l'Imposition locative des maisons ne sera point perçu en 1826.

2°. *Pointe - à - Pitre.*

Vingt pour cent du produit du droit des loyers de maisons, et de la capitation des esclaves de ville, de l'âge de 14 à 60 ans.

Cinquante francs par cheval et mulet de trait en usage dans l'intérieur de la ville.

Les terrains non bâtis ou n'ayant que des hangards ou barraques qui ne payent point comme maisons, continueront d'être classés et imposés par pied (325 millimètres environ) de façade, ainsi qu'il suit :

1ere	Classe	1 *fr.*	22
2e	Classe.	1	08
3e	Classe.	0	81

Les propriétaires des terrains non bâtis, barraques et hangards compris dans l'Ordonnance du 4 février 1824, dans les 4e., 5e. et 6e. classes, seront exempts de toute taxe en considération des travaux de comblement qu'ils seront tenus d'exécuter, sous la direction du voyer de la ville, pour rehausser les terrains bas et assurer l'écoulement des eaux pluviales, à peine, contre les contrevenans, d'une amende qui ne pourra être moindre du quart de la valeur

de leurs terrains, et qui sera prononcée par le tribunal du ressort sur la plainte et les pièces produites par le voyer.

En outre, le voyer de la ville dressera, tous les six mois, un état des travaux de comblement qui auront été exécutés pendant cet espace de temps, et il transmettra cet état à la direction de l'intérieur et du domaine; il y indiquera les contrevenants et les poursuites qu'il aura été dans le cas de diriger contr'eux.

3°. *Grand-Bourg de Marie-Galante.*

Vingt pour cent sur le produit de la capitation des esclaves de l'âge de 14 à 60 ans exclusivement.

Vingt francs par cheval et mulet de trait en usage dans l'intérieur du Grand-Bourg.

Le droit additionnel de *vingt pour cent*, sur l'Imposition locative des maisons du Grand-Bourg de Marie-Galante, ne sera point perçu en 1826.

ART. 69.

La taxe sur les chevaux de selle, dits de luxe, est et demeure supprimée.

Les cabrouetiers de la ville Pointe-à-Pitre continueront à jouir de l'exemption de la taxe sur les chevaux et mulets de trait, à charge par eux de se conformer à l'engagement auquel ils ont antérieurement souscrit, de fournir, par mois, *vingt-quatre* tombereaux de comblage, par chaque voiture roulant en ville, pour le comblement des places publiques; et au cas de refus de leur part, il y sera pourvu à leurs frais par les soins de l'administration municipale.

ART. 70.

Les présidents des conseils municipaux procéderont, chacun en droit-soi, à la formation des rôles généraux et partiels des contributions municipales, lesquels, après avoir été arrêtés en conseil, seront adressés à l'Ordonnateur pour être soumis, après examen et vérification, à notre approbation et homologation.

Lesdits rôles distribués d'après les taxes et les classes ci-dessus établies, étant homologués, les présidents des conseils de ville en donneront connaissance aux contribuables de leur ressort, par un avis officiel; et *trente jours* après, chacun d'eux fera procéder au recouvrement desdites contributions, soit par son trésorier municipal, soit par tout autre personne duement autorisée.

ART. 71.

Si des contribuables ne sont pas exacts à payer dans le délai fixé, les présidents sont autorisés à recourir au ministère de l'huissier percepteur du domaine, pour faire poursuivre les retardataires par les moyens prévus dans l'Ordonnance du 26 août 1820.

ART. 72.

Indépendamment des taxes établies dans l'article 68, et pour remplacer les droits dits d'octroi, qui existent sur les denrées de la colonie, et qui demeurent supprimés, à compter du 1er. janvier 1826, il sera perçu, à l'importation soit de France, soit des possessions Françaises, ou de l'étranger, sur les denrées et marchandises ci-après dénommées, les droits mentionnés dans le tarif qui suit ; SAVOIR :

Droits d'Octroi.

Farine de Froment	*par baril, un franc*	1 *fr.*	00 *c.*
Beurre	*par fréquin, cinquante centimes*	0	50 *c.*
Bœuf salé,	*par baril, un franc*	1	00 *c.*
Porc salé,	*ou par 50 kilog., cinquante centimes.*	0	50 *c.*
Jambons,	*par 50 kilog., cinquante centimes.*	0	50 *c.*
Vin,	*par barrique, deux francs.*	2 *fr.*	00 *c.*
	ou par caisse de 12 b. vingt-cinq cent.	0	25 *c.*
Genièvre,	*par dame-jeanne, vingt centimes*	0	20 *c.*
	ou par litre, un centime	0	1 *c.*
Bierre,	*par barrique, deux francs.*	2 *fr.*	00 *c.*
	par panier, vingt-cinq centimes.	0	25 *c.*
Tabac,	*par cent kilogrammes, deux francs.*	2 *fr.*	00 *c.*

Ne seront point soumis à ce droit d'octroi la farine, les salaisons et le vin, qui seront importés avec destination spéciale pour les rationnaires du Gouvernement.

ART. 73.

Les droits d'octroi mentionnés dans l'article précédent seront entièrement à la charge de celui qui aura fait la déclaration d'entrée en douane ; leur perception aura lieu, en même-tems que celle des droits de douane et le montant en sera versé dans la caisse municipale du port d'arrivée.

ART. 74.

Il est entendu et voulu que les objets qui auront payé le droit d'octroi dans un des ports de la Basse-Terre, de la Pointe-

à-Pitre, du Grand-Bourg de Marie-Galante ou du Moule, et qui seront ensuite importés dans un autre de ces ports, seront exempts du droit d'octroi à leur entrée dans ce dernier port.

ART. 75.

Le montant de la recette des droits d'octroi, doit être reparti entre les villes et bourgs de la Basse-Terre, de la Pointe-à-Pitre, du Moule, de de Marie-Galante, au prorata des quantités de marchandises imposées qui auront été reçues dans chacun de ces ports et n'auront pas été réexportées pour un autre des ports désignés ci-dessus.

Pour régler cette répartition, il sera fait par les soins de la direction des Douanes, à la fin de chaque trimestre, un état des articles, passibles des droits d'octroi, qui auront été importés du dehors, et exportés par communications entre lesdits ports, afin que les caisses municipales puissent régler, entre elles, leur compte respectif sur le montant desdits droits d'octroi.

ART. 76.

A raison des travaux projetés au Moule, pour la sûreté du port, le Commissaire-Commandant de ce quartier, en assemblée de paroisse, nous proposera, suivant qu'il y aura lieu, les taxes supplémentaires qu'il serait jugé nécessaire d'établir, soit en ajoutant au tarif ci-dessus des droits d'octroi, soit en maintenant provisoirement le droit actuel dit d'octroi à la sortie des denrées.

TITRE TROISIEME.

DISPOSITION GÉNÉRALE.

ART. 77.

L'Ordonnateur de la colonie est chargé de pourvoir à l'exécution de la présente Ordonnance, qui sera enregistrée tant au greffe de la Cour Royale, qu'à ceux des tribunaux de première instance, lue, publiée et affichée partout où besoin sera.

Donné au Matouba Guadeloupe, le 24 Décembre 1825, *et la* 2^e^. *année du règne de SA MAJESTÉ.*

JACOB.

Par Son Excellence :

Le Secrétaire Archiviste du Gouvernement.

J. M. BART.

A la Basse-Terre Guadeloupe, de l'Imprimerie du Roi.

TABLEAU des Droits de Douane réglés à l'Importation et à l'Exportation de la Guadeloupe par l'Ordonnance du 24 Décembre 1825, sur les Marchandises françaises et étrangères et sur les Denrées de la Colonie.

COMMERCES.	[1] IMPORTATIONS.	*DROITS.*
Français. — *Par Bâtimens français venant directement des ports de France.*	1°. Sur les marchandises françaises et les produits de pêches nationales.	1 *fr. pour* 100 *fr. de valeur.*
	Nota. Les produits de pêches nationales expédiés de Saint-Pierre et Miquelon ou venant directement des lieux de pêche, sont soumis au même droit.	1 *fr. pour* 100 *fr. de valeur.*
	2°. Sur les animaux vivans destinés aux boucheries ou pour la culture, le droit de balance de	25 *c. pour* 100 *fr. de valeur.*
	3°. Sur les marchandises étrangères expédiées des entrepôts de France et pour être livrées à la consommation dans la colonie.	1 *fr. pour* 100 *fr. de valeur.*
	Venant des colonies et possessions françaises.	
	1°. Sur les marchandises françaises et étrangères permises, l'exemption de droits est accordée, lorsqu'on justifiera les avoir acquittés à l'entrée de la colonie française d'où elles seront venues à la Guadeloupe, autrement, elles seront passibles des mêmes droits que payent les marchandises venues de France ou de l'étranger par bâtimens français.	*Rien.*
	2°. Sur les produits du sol ou de l'industrie des colonies et possessions françaises, autres que les rums et tafias	*Rien.*
	3°. Sur les denrées et marchandises étrangères destinées pour l'entrepôt, et qui sont dénommées dans l'Ordonnance.	25 *c. pour* 100 *fr. de valeur.*
Par tous bâtimens français attachés aux ports de la Métropole ou à ceux des colonies françaises.	*Venant des États-Unis d'Amérique, des possessions espagnoles, et des colonies étrangères.*	
	1°. Sur les marchandises étrangères permises	2 *fr. pour* 100 *fr. de valeur.*
	2°. Sur la morue et le poisson salé.	1 *fr.* 50 *c. pour* 100 *fr. de val.*
	Et trois francs par demi quintal métrique de morue, de poisson et de bœuf salé.	3 *fr. par demi-quintal métrique.*
	3°. Sur les animaux vivans, p.r la boucherie ou p.r la culture, et les chevaux des possessions espagnoles.	25 *c. pour* 100 *fr. de valeur.*
	4°. Sur les chevaux autres que ceux des possessions espagnoles.	20 *fr. par tete.*
	5°. Sur les denrées et marchandises étrangères destinées p.r l'entrepôt et qui sont dénommées dans l'ord.ce.	25 *c. pour* 100 *fr. de valeur.*
	6°. Sur les marchandises étrangères permises, non portées dans la déclaration d'entrée pour la réexportation, et sur celles portées dans la déclaration d'entrée pour la réexportation, mais retournées à l'étranger par tout autre bâtiment que celui qui en a fait l'importation.	*Les droits dont elles sont passibles à l'entrée seront perçus.*
	7°. Sur le tabac en feuilles.	4 *fr. pour* 100 *fr. de valeur.*
Étranger. — *Venant de l'Étranger.*	1°. Sur les marchandises étrangères permises.	3 *fr. pour* 100 *fr. de valeur.*
	2°. Sur la morue et le poisson salé.	1 *fr.* 50 *c. pour* 100 *fr. de val.*
	Et trois francs par demi quintal métrique de morue, de poisson et de bœuf salé.	3 *f. par demi-quintal métrique.*
	3°. Sur les animaux vivans, p.r la boucherie ou p.r la culture, et les chevaux des possessions espagnoles.	25 *c. pour* 100 *fr. de valeur.*
	4°. Sur les chevaux autres que ceux des possessions espagnoles.	30 *fr. par tête.*
	5°. Sur les marchandises étrangères admises en entrepôt, et qui sont dénommées dans l'ordonnance.	25 *c. pour* 100 *fr. de valeur.*
	6°. Sur les marchandises étrangères permises non portées dans la déclaration d'entrée pour la réexportation, et sur celles portées dans la déclaration d'entrée pour la réexportation, mais retournées par tout autre bâtiment que celui qui en a fait l'importation.	*Les droits dont elles sont passibles à l'entrée seront perçus.*
	7°. Sur le tabac en feuilles.	6 *fr. pour* 100 *fr. de valeur.*

	[2] EXPORTATIONS.	*DROITS.*	*OBSERVATIONS.*
Allant en France.	1°. Sur les denrées de la Guadeloupe et des autres colonies françaises.	1 *fr. pour* 100 *fr. de valeur.*	
	2°. Sur les marchandises étrangères expédiées de l'entrepôt de la Guadeloupe et sur les marchandises françaises retournées en France.	25 *c. pour* 100 *fr. de valeur.*	
Allant dans les colonies et possessions françaises.	1°. Sur les marchandises françaises et sur celles étrangères permises.	*Rien.*	
	2°. Sur les sirops, tafias et rum.	2 *fr. pour* 100 *fr. de valeur.*	
Allant aux États-Unis d'Amérique, dans les possessions espagnoles et dans les colonies étrangères.	1°. Sur les marchandises françaises.	*Rien.*	*Nota.* Les seuls bâtimens français et étrangers venant de long-cours peuvent d'après l'ordonnance du 8 juillet 1819, se présenter à la Guadeloupe avec des marchandises prohibées pour les déclarer pour la réexportation.
	2°. Sur les sirops, tafias et rums	2 *fr. pour* 100 *fr. de valeur.*	
	3°. Sur les marchandises étrangères permises déclarées à la sortie.	25 *c. pour* 100 *fr. de valeur.*	
	4°. Sur les marchandises étrangères prohibées provenant de saisie.	2 *fr. pour* 100 *fr. de valeur.*	
	5°. Sur les marchandises étrangères permises portées dans la déclaration d'entrée pour la réexportation et retournées à l'étranger par le même bâtiment.	25 *c. pour* 100 *fr. de valeur.*	
	Par tout autre bâtiment	25 *c. pour* 100 *fr. de valeur, en outre des droits d'entrée.*	
	6°. Sur les marchandises étrangères permises non portées dans la déclaration d'entrée pour la réexportation et retournées à l'étranger par le même bâtiment ou par tout autre.	25 *c. pour* 100 *fr. de valeur, en outre des droits d'entrée.*	
	7°. Sur les marchandises étrangères prohibées déclarées à l'entrée pour la réexportion et retournées à l'étranger par le même bâtiment.	2 *fr. pour* 100 *fr. de valeur.*	
	8°. Sur les marchandises étrangères prohibées déclarées à l'entrée pour la réexportation et retournées à l'étranger par tout autre bâtiment que celui qui en a fait l'importation.	4 *fr. pour* 100 *fr. de valeur.*	
Allant à l'Étranger.	1°. Sur les marchandises françaises.	*Rien.*	*Nota.* Les seuls bâtimens français et étrangers venant de long-cours peuvent d'apres l'ordonnance du 8 juillet 1819, se présenter à la Guadeloupe avec des marchandises prohibées et les déclarer pour la réexportation.
	2°. Sur les sirops, tafias et rums	2 *fr. pour* 100 *fr. de valeur.*	
	3.° Sur les marchandises étrangères permises déclarées à la sortie	25 *c. pour* 100 *fr. de valeur.*	
	4°. Sur les marchandises étrangères prohibées provenant de saisie.	2 *fr. pour* 100 *fr. de valeur.*	
	5°. Sur les marchandises étrangères permises portées dans la déclaration d'entrée pour la réexportation et retournées à l'étranger par le même bâtiment.	25 *c. pour* 100 *fr. de valeur.*	
	Par tout autre bâtiment.	25 *c. pour* 100 *fr. de valeur en outre des droits d'entrée.*	
	6°. Sur les marchandises étrangères permises non portées dans la déclaration d'entrée pour la réexportation et retournées à l'étranger par le même bâtiment ou par tout autre.	25 *c. pour* 100 *fr. de valeur, en outre des droits d'entrée.*	
	7°. Sur les marchandises étrangères prohibées déclarées à l'entrée pour la réexportation et retournées à l'étranger par le même bâtiment.	2 *fr. pour* 100 *fr. de valeur.*	
	Par tout autre bâtiment.	4 *fr. pour* 100 *fr. de valeur.*	

[3] TABLEAU des Marchandises étrangères permises à l'introduction pour la consommation à la Guadeloupe.

DÉNOMINATIONS DES MARCHANDISES	PRIX PAR barils.	PRIX PAR 100 kilogs.	PRIX PAR 100 litres.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Farine de maïs.	»	25	»
Riz.	»	45	»
Maïs en grain.	15	»	»
Avoine	12	»	»
Légumes secs.	»	34	»
Morue	»	45	»
Bacailleau	»	20	»
Harengs, aloses et autres poissons.	15	»	»
Saumon.	60	»	»
Huile de poisson.	»	»	67 50
Bœuf salé	50	»	»
Tabac en feuille.	»	82	»
Sel	9 50	»	»
Brai et goudron.	15	»	»
Térébenthine	20	»	»
Essence de térébenthine.	»	»	134
Vieux cuivre et cuivre non ouvré.	»	143	»
Vieux étain et vieux plomb non ouvré.	»	31	»

	LIEUX DE PROVENANCE.		Pièces.	Les 1000 Mètres.	Milliers.
Bois dits du Nord.	Savanah, Darien, Wilmington, New-Bern, Washington.	Planches, Madriers, Cartelages		435 fr.	
	Edenton, Norfork, Baltimore, Philadelphie, New-York.	Essentes			30 fr.
		Merreins.			140 fr.
Bois de Sap blanc.	New-Haven, Midletown, Boston, Bath, Portland, Wiscaser, Kennebunk, Kennebock.	Planches, Madriers, Cartelages		300 fr.	
		Merreins.			75 fr.
		Essentes			12 fr.
		Feuillards.			160 fr.
		Boucauts en bottes avec fonds.	5 fr.		
		Idem idem sans fonds.	3 fr.		

Nota. Les prix des marchandises portées dans le présent Tableau doivent servir de base pour régler dans les liquidations le montant des Importations et Exportations.

Les articles de marchandises non dénommées au présent Tableau et dont l'introduction est permise ou serait permise, acquitteront les droits du tarif sur la valeur qui sera déclarée; mais pour prévenir les fausses déclarations de valeur, les employés des douanes auront le droit de retenir toute la marchandise en donnant celle déclarée et le dixième en sus.

[4] DROITS en remplacement de la Capitation sur les Denrées coloniales à la sortie de la Guadeloupe.

Par 100 kilogrammes de Sucre terré.	2 fr.	80 c.
Par 100 kilogrammes de Sucre brut.	1	90
Par 100 kilogrammes de Café.	4	00
Par 100 litres de Sirop.	0	55

[5] TARIF des Droits d'Octroi à percevoir sur les marchandises françaises et étrangères venant du dehors.

Farine de Froment.	à 1 *franc le baril.*
Beurre	à 50 *centimes le fréquin.*
Bœuf Salé, Porc,	à 1 *fr. le baril* ou 50 *c. les* 50 *k.*
Jambons.	à 50 *c. les* 50 *kilogrammes.*
Vin en barrique.	à 2 *fr. la barrique.*
Vin en caisse.	à 25 *c. la caisse.*
Genièvre.	à 20 *c. la damejeanne.*
Bierre en barrique.	à 2 *fr. la barrique.*
Bierre en panier.	à 25 *c. le panier.*
Tabac.	à 2 *fr. les* 100 *kilogs.*

[6] VALEUR des denrées de la Colonie, pour servir de base à la perception des droits de sortie pendant l'année 1826, et à l'évaluation du montant de l'exportation en contre-valeur des marchandises étrangères.

DÉNOMINATION DES DENRÉES.	PRIX PAR 100 kilogs.	PRIX PAR 100 litres.
		fr. c.
Sucre terré.	88 fr.	
Sucre brut.	60	
Café.	140	
Coton.	194	
Cacao.	125	
Sirop.	»	25 00
Rum et Tafia.	»	40 25

Nota. Les prix des sirops et tafias portés dans le tableau ci-dessus, doivent servir de base à ceux de valeur liquidés par la douane.

DROITS autres que ceux de Douanes, mis liquidés dans les Bureaux de ce Service.

[7]

Droits de Francisation et Congés de Navigation.

Les actes de francisation et les congés seront payés suivant les taxes ci-après ;

SAVOIR :

Pour chaque Acte de Francisation.

	fr. c.
Par bâtiment au-dessous de 100 tonneaux. . .	33.
de 100 tonneaux et au-dessus.	43.
de 200 à 300 tonneaux.	55.
et par chaque 100 tonneaux au-dessus de 300.	10.

Pour chaque Congé annuel ou pour un voyage au long-cours.

Par caboteur ordinaire.	27.
Par bâtiment au long-cours.	48.

Chaque somme du présent tarif sera augmentée de *cinquante centimes* par franc, pour servir au remboursement du prix des feuilles ci-dessus détaillées.

(Ordonnance du 6 décembre 1816 dont les dispositions restent en vigueur.)

[8]

DROITS d'Ancrage.

BATIMENS.	FRANÇAIS.	ÉTRANGERS.
	fr. c.	fr. c.
de 50 tonneaux et au-dessus.	20	*Rien* n'étant pas admis.
de 60 à 100.	25	30
de 101 à 150.	30	40
de 151 à 200.	40	55
de 201 et au-dessus. . . .	50	65

Nota. Les bâtimens espagnols ne seront soumis qu'au droit d'ancrage réglé pour les bâtimens français.

Les seuls caboteurs de la Guadeloupe sont exempts du droit d'ancrage étant imposés par l'Ordonnance du 27 décembre 1819 à un droit de 5 ou 10 fr. à l'entrée comme à la sortie de la colonie lorsqu'ils sont chargés, et ils continuent d'être imposés au droit de 1 fr. par tonneau, lorsqu'expédiés sur lest de la colonie pour les îles étrangeres ils font leur retour sur lest, et ce droit est double quand leur absence de la Guadeloupe est plus de 45 jours.

(Art. 6 de l'Ordonnance du 20 janvier 1821.)

[9]

Droits et Taxes trimestrielles payés par les Caboteurs de la Guadeloupe.

1°. De 40 francs par an pour droit d'expédition payible par trimestre et d'avance, et qui doit avoir la même destination des autres droits de Port.

2°. En outre, les caboteurs de la colonie seront soumis, pour chaque voyage de départ soit à l'étranger, soit dans les autres colonies françaises, à payer un droit d'expédition ainsi réglé selon le tonnage ci-après indiqué et qui recevra la même destination que la taxe annuelle de *quarante* francs.

SAVOIR :

Sur lest ou chargé à la sortie de la Colonie.

Par bâtiment de 50 tonneaux et au-dessous. . . 5 frs.
Par bâtiment de 51 tonneaux et au-dessus . . . 10 frs.

3°. Et pour ce qui concerne le droit perçu à l'entrée et à la sortie des caboteurs de la colonie qui a remplacé, d'après l'ordonnance du 27 décembre 1819, les droits de quai qu'acquittaient lesdits caboteurs, conformément à l'ordonnance du 11 avril 1818, il reste réglé ainsi qu'il suit ;

SAVOIR :

Sur Lest

Par bâtiment de 50 tonneaux et au-dessous. *Rien.*
Par bâtiment de 51 tonneaux et au-dessus. . *Rien.*

Chargé.

Par bâtiment de 50 tonneaux et au-dessous. 5 francs
Par bâtiment de 51 tonneaux et au-dessus. 10 francs

[10]

DROITS d'Expédition.

Le droit d'Expédition pour tous les pavillons sera égal au droit d'Ancrage réglé pour les bâtimens français.

Les Caboteurs de la Guadeloupe sont exempts de ce droit d'expédition égal à celui d'ancrage, étant soumis au droit d'expédition établi par l'ordonnance du 27 décembre 1819.

OBSERVATIONS

[11]

DROITS de

PESAGE.		JAUGEAGE.	
	fr. c.		fr. c.
Par colis du poids de 100 kil.	» 27	Par 1000 litres de sirops, tafias, rum et tous autres liquides à jauger. . . .	3 50
du poids de 101 à 250 kil. .	» 41		
Par colis au-dessus de 250 k.	» 54		

Le droit de pesage est maintenu comme il a été établi par les articles 2 et 4 de l'Ordonnance du 26 décembre 1818.

[12]

Magasinage.

Pour le premier mois de magasinage *un pour cent* de la valeur des marchandises, et *demi pour cent* pour chacun des mois qui suivent.

Ce droit a été établi par l'ordonnance du 8 juillet 1819, et il était alors fixé à *un pour cent* pour chaque mois ; mais l'ordonnance du 4 février 1824 l'ayant réduit à moitié pour chacun des mois qui suivent le premier mois, cette disposition reste et demeure en vigueur.

[13]

Tonnage.

Le droit de tonnage est maintenu sur le même pied qu'il a été établi par l'ordonnance du 10 juillet 1817 ;

SAVOIR :

Sur les bâtimens étrangers.

Par tonneau. 2 fr. 70 c.

Nota. Conformément à l'ordonnance du 27 mars 1819, tout bâtiment français ou étranger est exempt du droit de tonnage au port de la Basse-Terre seulement.

Par l'ordonnance du 27 décembre 1819 les bâtimens, sans distinction, qui sont chargés au moins pour les deux tiers de la valeur de leurs cargaisons en bois, n'acquittent que la moitié du droit de tonnage. Cette disposition est maintenue et n'est applicable qu'auxdits bâtimens entrés dans d'autres ports que celui de la Basse-

[14]

Taxes établies par l'Ordonnance du 30 décembre 1822 et affectées à la construction des quais de la Pointe-à-Pitre.

SAVOIR :

	fr. c.
1°. Sur chaque embarcation employée au transports des colis de denrées des quartiers à la Pointe-à-Pit.	50 »
2°. Sur chaque gabare employée dans le port. . .	50 »
3°. Sur toute autre embarcation employée à la Pointe-à-Pitre au chargement et déchargement des navires	100 »
4°. Sur chaque petite embarcation employée à communiquer dans la rade, et à mettre hors des passes les bâtimens.	50 »
5°. Sur chaque bœuf ou mulet introduit à la Pointe-à-Pitre par bâtiment étranger.	4 »
6°. Sur chaque mutation de vente de bâtiment attaché aux ports de la colonie, et pour la transcription au dos de l'acte de Francisation.	10 »
7°. Pour chaque cautionnement fourni à la douane, autre que celui exigé pour l'expédition des caboteurs de la Guadeloupe naviguant autour de cette colonie ou avec ses dépendances.	10 »
8°. Le cautionnement des caboteurs de la Guadeloupe venant de l'étranger sera de.	5 »

[15]

DROITS de

Louvoyage.	Pilotage et Mouillage.	Visite sanitaire, patente de santé et visite des coffres de chirurgie et de médicamens.	Interprétage.

Port en tonneaux.

Bâtimens français et espagnols venant du dehors.

fr. c.	fr. c.	fr. c.		fr. c.
50 et au-dessous 27 00	. . . . .	11 00	pour les espagnols.	. . . 16 00
51 à 100. . . . 33 00	. . . . .	16 00		. . . 22 60
101 à 150. . . 43 00	. . . . (*).	50 00		. . . 27 00
151 à 200. . . 54 00	. . . . (*).	55 00		. . . 33 00
201 et au-dessus 65 00	. . . . (*).	60 00		. . . 43 00

Bâtimens étrangers.

fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
60 à 100. . . . 10 80	. . . . . 43 00	. . . . . 20 00	. . . . . 30 00
101 à 150. . . . 10 80	. . . . . 60 00	. . . . . 25 00	. . . . . 36 00
151 à 200. . . . 10 80	. . . . . 70 00	. . . . . 30 00	. . . . . 45 00
201 et au-dessus. 10 80	. . . . . 87 00	. . . . . 36 00	. . . . . 60 00

Nota. Par l'Ordonnance du 7 juillet 1821, le droit d'Interprétage est augmenté seulement pour l'Interpréte de la Basse-Terre, de moitié en sus du droit établi ci-dessus.

(*) Dans ces sommes seulement sont compris les droits pour patente de santé, visites des coffres de chirurgie et celle des drogues et médicamens, chacun pour 10 francs 80 centimes.

N.° 12.

ORDONNANCE

Concernant le Commerce *et les* Contributions *de la partie française de St.-Martin, pour l'Année* 1826.

Du 24 Décembre 1825.

AU NOM DU ROI, et après en avoir délibéré en Conseil de Gouvernement et d'Administration, le GOUVERNEUR et ADMINISTRATEUR pour le ROI, de la Guadeloupe et Dépendances,

VU les Ordonnances qui ont été rendues précédemment sur le Commerce et les Contributions de la partie française de St.-Martin ;

Vu l'avis du Comité Consultatif, dans sa session de 1825,

Considérant que le régime de commerce établi à St.-Martin ne permet l'importation de l'étranger que des marchandises spécifiées dans l'arrêt du 30 août 1784 et de la Farine de froment, autorise l'exportation pour l'étranger des denrées de cette dépendance et leur conserve néanmoins le privilège colonial lorsqu'elles sont expédiées par bâtimens français pour la métropole ou les colonies françaises ;

Qu'il y a nécessité d'étendre la permission d'introduction des dites marchandises étrangères à d'autres articles de consommation et à plusieurs objets que le cabotage français n'apporte pas à St.-Martin ;

Considérant que l'accroissement du commerce de St.-Martin peut encore s'obtenir en l'entremettant pour procurer aux caboteurs de la Guadeloupe et de la Martinique, les marchandises permises qu'ils vont chercher à Saint-Barthélemy et à Saint-Thomas ;

que l'Importation de ces marchandises devenant dès-lors beaucoup plus considérable à Saint-Martin, doit y occasionner la vente de la totalité de ses récoltes, et rendre nécessaire de recevoir des denrées coloniales étrangères pour completter le payement des cargaisons américaines ; que cette admission a d'ailleurs l'avantage de faciliter le débouché des marchandises nationales, mais qu'elle oblige à ne plus accorder le privilège colonial aux denrées chargées à Saint-Martin ;

A ordonné et ordonne, pour être exécuté provisoirement, sauf l'Approbation de Sa Majesté ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

A dater du jour de la publication de la présente ordonnance, l'admission au port du Marigot de la Partie-Française de Saint-Martin, est accordée avec exemption de droits de Douane :

1°. Aux marchandises françaises importées directement de France ou des colonies françaises par bâtimens français seulement.

Si lesdites marchandises sont présentées à l'importation par des bâtimens étrangers, même venant des colonies françaises, ou par des bâtimens français venant de l'étranger, elles seront saisies pour être confisquées ainsi que les bâtimens et leurs chargemens.

2°. Aux marchandises étrangères spécifiées dans l'Arrêt du 30 août 1784 et les Instructions du 16 décembre 1817.

3°. Aux comestibles étrangers et autres articles dénommés dans le tableau n°. 1, fesant suite à la présente ordonnance.

L'admission en franchise de droits est aussi accordée aux denrées et productions coloniales étrangères, mais à compter seulement du 1^er^. Avril 1826.

Ces marchandises, comestibles et denrées étrangères ne pourront être apportées que de l'étranger seulement et seront reçues par bâtiment de tout tonnage et par tous pavillons.

ART. 2.

Les marchandises françaises, les denrées et marchandises étrangéres et les denrées de Saint-Martin, seront exemptes de droits de douane à la sortie de cette colonie par tous bâtimens français ou étrangers.

ART. 3.

Le seul droit de balance du commerce de *vingt-cinq centimes par cent francs* de valeur des marchandises déclarées à l'impor-

tation et à l'exportation sera perçu, pour son produit être affecté au traitement de l'employé chargé du service des douanes et de la confection de l'état de balance.

ART 4.

Il ne sera apporté des colonies françaises à Saint-Martin, aucune denrée coloniale sous peine de la confiscation des bâtimens, des esclaves de leurs équipages et de leurs chargemens, et en outre de *mille francs* d'amende contre les capitaines.

Sous les mêmes peines il ne pourra être chargé à Saint-Martin à destination de la Guadelonpe et des autres colonies françaises ni le sucre de cette dépendance ni aucune marchandise française, ni des marchandises étrangères autres que celles permises par l'Arrêt du 30 août 1784 et les Instructions du 16 décembre 1817, et aussi les denrées et productions coloniales dénommées dans le tableau n°. 2, fesant suite à la présente ordonnance : ces denrées et productions coloniales ne seront admises dans lesdites colonies françaises qu'en entrepôt et pour être réexportées sous leur distinction d'origine étrangère, alors même qu'elles seraient du sol de Saint-Martin.

Attendu, cependant, que les denrées coloniales étrangères ne devront être reçues à St.-Martin qu'à compter du 1^er^. Avril 1826, le sucre et le coton de cette dépendance pourront encore être expédiés pour la Guadeloupe et les autres colonies françaises, jusqu'à la fin du mois de mars de la présente année.

ART. 5.

Les denrées du sol de Saint-Martin et celles qui y auront été apportées de l'étranger pourront être expédiées par acquit-à-caution pour la France par bâtimens français seulement, en expliquant dans ledit acquit qu'elles n'ont pas droit au privilège colonial français et qu'elles sont passibles du droit étranger à l'entrée du Royaume.

Aucun bâtiment étranger ne pourra s'expédier ni être expédié de St.-Martin, avec chargement ou sans chargement à destination de la France, de la Guadeloupe, de ses dépendances ou d'autres colonies françaises à peine de confiscation du bâtiment, de sa cargaison et des esclaves de son équipage.

ART. 6.

Les marchandises étrangères permises par l'Arrêt du 30 août 1784 et les Instructions du 16 décembre 1817, déjà introduites dans les magasins du commerce au port Marigot de la partie française de St.-Martin, qui seront légalement chargées dans ce port par les caboteurs de la Guadeloupe seulement, expédiés

et venus directement de cette colonie dans ladite dépendance, et qu'ils apporteront directement, sans faire escale ni relâche à l'étranger, dans les ports de la Basse-Terre et de la Pointe-à-Pitre, y seront reçues en exemption des droits de Douane autres que celui de *trois francs par demi quintal métrique* de morue, bœuf et poisson salé, qui continuera d'y être perçu.

Néanmoins en raison des calamités qui viennent de peser plus fortement sur la Basse-Terre, l'immunité de ce droit de *trois francs* sera par exception et jusqu'au 31 décembre 1826 accordée à la morue, au bœuf et au poisson salé importés de St.-Martin dans ce port par lesdits caboteurs.

Les bâtimens français de long-cours, les caboteurs des autres colonies françaises et même les caboteurs de la Guadeloupe autres que ceux expédiés et venus directement de cette colonie à St.-Martin, qui apporteront de cette dépendance à la Basse-Terre et à la Pointe-à-Pitre lesdites marchandises permises, seront traités comme venant de l'étranger : en conséquence, ces marchandises seront soumises aux droits portés au tarif. Les caboteurs appartenant à la Partie Française de Saint-Martin sont compris dans cette disposition.

ART. 7.

Toutes marchandises étrangères autres que celles permises par l'article premier et dénommées dans le tableau n°. 1, sont et demeurent prohibées à St.-Martin à leur importation, dépôt, circulation et exportation; et sous aucun prétexte elles ne pourront se trouver à bord des bâtimens français ou étrangers louvoyant, entrant ou sortant de cette colonie; la contravention sera punie de la confiscation des marchandises prohibées, de l'entier chargement, des bâtimens et des esclaves de leurs équipages; les capitaines, colporteurs ou détenteurs seront condamnés à *mille francs* d'amende.

ART. 8.

Les marchandises manufacturées trouvées à St.-Martin, qui ne seront pas revêtues des marques et estampilles nationales voulues par les lois des 28 avril 1816 et 21 avril 1818, et des ordonnances des 8 août 1816 et 23 septembre 1818, seront réputées étrangères, et elles seront confisquées ainsi que les moyens de transport; et les conducteurs, colporteurs ou détenteurs condamnés à *mille francs* d'amende.

ART. 9.

Les droits de pesage, de jaugeage, de magasinage, de tonnage, de visite sanitaire et d'interprétage, ne seront point perçus à Saint-Martin.

ART. 10.

Les droits d'ancrage, d'expédition et de louvoyage seront perçus à Saint-Martin comme suit,

Par tous Bâtimens français ou étrangers chargés ou sur lest.	Ancrage.	Expédition.	Louvoyage.
de 30 tonneaux et au-dessous.	2 50.	2 50.	2 50.
de 31 à 60.	5 00.	5 00.	5 00.
de 61 à 100.	15 00.	15 00.	15 00.
de 101 et au-dessus. . . .	30 00.	30 00.	30 00.

ART. 11.

Le pilotage sera payé lorsque les capitaines réclameront les soins du pilote, et dans ce cas le droit sera égal à celui d'ancrage.

ART. 12.

L'abonnement qui, jusques à 1825 inclusivement, a été exigé des habitans de Saint-Martin pour tenir lieu de contributions directes, ne sera plus perçu à partir de 1826; mais l'acquittement des sommes à recouvrer pour les arriérés de ladite redevance devra s'effectuer dans le courant de 1826 et de 1827.

ART. 13.

Les esclaves attachés aux sucreries et aux autres habitations productives de Saint-Martin ne seront point imposés au droit de capitation. Ceux qui n'appartiendront pas auxdites habitations seront passibles de ce droit qui sera règlé d'après le tarif établi pour la Basse-Terre; SAVOIR :

16 *francs* par tête d'esclave jusqu'au nombre de 4 par propriétaire ou chef de famille.

24 *francs* par tête du cinquième au sixième.

32 *francs* par tête au-dessus du sixième à partir du septième.

ART. 14.

Chaque tête d'esclave de 14 à 60 ans, sans aucune espèce d'exception, payera la somme d'*un franc quarante-deux centimes* pour la taxe des noirs justiciés.

ART. 15.

Les aubergistes, traiteurs, limonadiers, les personnes tenant cercle et café et celles tenant billard et jeux permis seront tenus.

de prendre au bureau de l'Intérieur et du Domaine, une patente et de payer par année la somme de *deux cent vingt francs* exigible par trimestre et à l'avance, sous les peines prévues à cet égard par l'ordonnance locale des impositions de la Guadeloupe pour 1826.

ART. 16.

Les embarcations pontées appartenant à la partie française de St.-Martin, payeront la taxe trimestrielle de *quarante francs* par an imposée aux caboteurs de la Guadeloupe. Cette taxe ne sera que de *vingt francs* pour les embarcations non-pontées pouvant voyager au dehors ou pouvant transporter les sucres des habitations au port Marigot.

ART. 17.

Les bâtimens étrangers au-dessous de 60 tonneaux et leurs équipages esclaves pourront être nationalisés à St.-Martin ; mais ils ne devront être employés que pour le cabotage avec les colonies étrangères. Ils n'obtiendront la nationalité française que moyennant un droit de *dix pour cent de leur valeur.*

ART. 18.

M. le Commissaire-principal de marine Ordonnateur est chargé de l'exécution de la présente Ordonnance, qui sera enregistrée tant aux Greffes des Tribunaux, qu'au Contrôle colonial, lue, publiée et affichée partout où besoin sera.

Donné au Matouba, Guadeloupe, le 24 Décembre 1825, *et la 2e. année du règne de SA MAJESTÉ.*

JACOB.

Par Son Excellence :

Le Secrétaire Archiviste du Gouvernement.

J. M. BART.

TABLEAU

Des Marchandises Étrangères dont l'Admission est permise au port Marigot de St.-Martin.

Animaux vivans.

Anes, chevaux, mules et mulets, moutons, bœufs, porcs, etc.

Bois de toute espèce.

Toutes Boissons fermentées étrangères.

Boissons distillées.

Rum et tafia seulement. (Les autres boissons distillées demeurant prohibées.)

Cables.

Cables et cordages.

Cuivre.

Chaudières en cuivre, planches en cuivre et clous à doublage.

Chairs salées.

Bœufs salés, porc salé et autres viandes salées.

Denrées.

Toutes denrées et productions coloniales (étrangères).

Farineux alimentaires.

Farines de froment, de seigle, de maïs et de manioc, légumes secs, maïs en grain, riz, moussache, avoine et biscuits.

Fruits de toute espèce.

Fer.

Fers en barres et ouvrés.

Graines de Jardin.

Graisses.

Suif brut, saindoux et blanc de baleine.

Huiles.

Huiles étrangères de toute espèce.

Instrumens aratoires.

Moulins, charrues et instrumens aratoires de toute espèce, mécaniques pour les habitations.

Médicamens.

Médicamens composés et non composés.

Moutarde (Sénevé).

Farine ou confection.

Cuirs en poil et peaux tannées de toute espèce.

Pierres.

Pierres pour bâtir ou à filtrer, poterie en terre (des îles seulement).

Produits ruraux.

Légumes verts.

Sels naturels.

Sucs végétaux.

Brai et goudron, résines et résines épurées, térébenthine.

Tabac.

Tabac en feuilles et fabriqué.

TABLEAU *des Marchandises étrangères permises à l'introduction pour la consommation à la* Guadeloupe.

DÉNOMINATION DES MARCHANDISES.

Farine de maïs. . . . . .
Riz. . . . . .
Maïs en grain. . . . . .
Avoine . . . . . .
Légumes secs. . . . . .
Morue . . . . . .
Bacailleau . . . . . .
Harengs, aloses et autres poissons. . . . . .
Saumon. . . . . .
Huile de poisson. . . . . .
Bœuf salé . . . . . .
Tabac en feuille. . . . . .
Sel . . . . . .
Brai et goudron. . . . . .
Térébenthine . . . . . .
Essence de térébenthine. . . . . .
Vieux cuivre et cuivre non ouvré. . . . . .
Vieux étain et vieux plomb non ouvré. . . .

Marchandises *qui peuvent être envoyées de Saint-Martin, pour être admises en Entrepot à la Guadeloupe.*

Le cacao, l'indigo, le rocou, le quinquina, le coton, la casse, la salsepareille, le gingembre, les bois de gayac, de campêche et autres bois pour teintures ou pour meubles, le morfil, le caret, les fanons de baleine, les épiceries, le baume du Pérou, celui de copahu et les cornes de bœuf, sont les seuls articles de marchandises qui pourront être présentés et admis en entrepot à la Guadeloupe, venant de St.-Martin.

AU NOM DU ROI.

N°. 1.

ARRÊTÉ

Portant établissement d'un droit d'Octroi spécial sur les Sucres du quartier du Moule.

Du 14 Février 1826.

NOUS, Louis-Léon JACOB, *Contre-Amiral, chevalier de l'ordre royal et militaire de St.-Louis, grand officier de l'ordre royal de la Légion d'honneur, grand'croix de l'ordre royal et militaire de St.-Georges de la Réunion des deux Siciles, Gouverneur et Administrateur pour le Roi, de la Guadeloupe et dépendances ;*

VU l'article 76 de l'Ordonnance des Impositions de la Guadeloupe pour 1826 en date du 24 Décembre 1825, portant qu'à raison des travaux projetés au Moule pour la sûreté du port, le Commissaire-Commandant de ce quartier, en assemblée de paroisse, nous proposera, suivant qu'il y aura lieu, les taxes supplémentaires qu'il serait jugé nécessaire d'établir, soit en ajoutant au tarif des droits d'Octroi fixés par l'Ordonnance, soit en maintenant provisoirement le droit actuel dit d'octroi à la sortie des denrées;

Vu la délibération de l'assemblée de paroisse du Moule du 29 Janvier 1826;

Sur la proposition de M. le Commissaire-principal de Marine, Ordonnateur;

AVONS ARRÊTÉ et ARRÊTONS ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

A compter du jour de la publication du présent Arrêté dans le quartier du Moule, et jusqu'à la fin de l'année 1826, les sucres qui seront chargés dans ce quartier pour être exportés au dehors ou pour être transportés dans les ports d'entrepôt, payeront le droit d'octroi ci-après :

Par mille kilogrammes de Sucre terré, *six francs.*

Par mille kilogrammes de Sucre brut, *cinq francs.*

ART. 2.

Le montant de la recette de ce droit d'octroi sera affecté aux travaux projetés au port du Moule.

ART. 3.

Afin d'assurer la perception dudit droit, le receveur des Douanes au Moule en fera la liquidation sur les sucres qui seront exportés de ce port pour le dehors, ou qui seront chargés à destination des ports d'entrepôt; et quant aux sucres des habitations du quartier qui seront chargés dans tout autre lieu que le Moule, et expédiés directement pour lesdits ports d'entrepôt, la liquidation du droit d'octroi dont ils sont passibles, se fera à la fin de l'année par les soins du même receveur sur la déclaration, visée de M. le Commandant du Moule, que présentera chaque habitant pour la quantité de sucre qu'il aura ainsi expédié dans le courant de l'année.

ART 4.

Le Commissaire-principal de Marine, Ordonnateur, est chargé de l'exécution du présent ARRÊTÉ, qui devra être enregistré au Contrôle.

Donné à la Basse Terre Guadeloupe, le 14 Février 1826, et la 2e. année du règne de SA MAJESTÉ.

JACOB.

A la Basse-Terre Guadeloupe, de l'Imprimerie du Roi.

AU NOM DU ROI.

N°. 2.

ARRÊTÉ

Prescrivant quelques mesures pour la conservation de la Santé publique, à la Basse-Terre.

Du 4 Mars 1826.

NOUS, Louis-Léon JACOB, *Contre-Amiral, chevalier de l'ordre royal et militaire de St.-Louis, grand officier de l'ordre royal de la Légion d'honneur, grand'croix de l'ordre royal et militaire de St.-Georges de la Réunion des deux Siciles, Gouverneur et Administrateur pour le Roi, de la Guadeloupe et dépendances ;*

VU le rapport qui nous a été fait sur l'état dans lequel se trouvent divers terrains non bâtis ou occupés par des décombres dans la ville de la Basse-Terre et dans ses faubourgs ;

Considérant qu'il est du devoir de l'Administration de prévenir, dans l'intérêt général, les facheux effets que produiraient, pendant la saison des grandes chaleurs, les causes d'insalubrité qui nous sont signalées ;

Vu l'avis de M. le Commissaire-principal de Marine, Ordonnateur ;

Avons Arrêté et Arrêtons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Tous propriétaires de terrains qui ne sont point bâtis, ou qui sont occupés par des maisons dégradées et abandonnés, dans la

ville Basse-Terre et les Faubourgs, sont tenus de faire déblayer et nettoyer lesdits terrains, et de les faire clore ou fermer dans le délai d'un mois à compter de ce jour.

ART. 2.

Défenses sont faites à toutes personnes de déposer dans les terrains dont il s'agit, des ordures, des immondices, et rien qui puisse être nuisible à la salubrité publique.

ART. 3.

Les contrevenans aux dispositions qui précèdent seront punis des peines prévues par l'article onze du règlement de police, du 1^er^. avril 1810, rappelées par l'Arrêté de notre prédécesseur, du 4 septembre 1819.

ART 4.

Ledit Arrêté du 4 septembre 1819, est maintenu dans toutes ses dispositions. Il sera réimprimé à la suite du présent.

ART. 5.

Les contraventions aux dispositions de l'Arrêté du 4 septembre 1819, et du Présent, seront constatées par l'agent de police municipale sous les ordres du président du conseil de ville, et seront poursuivies devant le tribunal, à la diligence du procureur du Roi.

ART. 6.

L'Ordonnateur de la Colonie, est chargé de l'exécution de cet ARRÊTÉ, qui sera lu, publié et affiché partout où besoin sera, et qui sera enregistré au greffe du tribunal de la Basse-Terre et à celui de la Cour Royale.

Donné à la Basse Terre Guadeloupe, le 4 Mars 1826, *et la* 2^e^. *année du règne de SA MAJESTÉ.*

JACOB.

ARRÊTÉ

ARRÊTÉ

Concernant la Propreté de la ville Basse-Terre.

Du 4 Septembre 1819.

Nous *ANTOINE - PHILIPPE COMTE DE LARDENOY*, *Gouverneur et Administrateur pour le Roi, etc., etc., etc.*

CONSIDÉRANT qu'il est d'un intérêt général de garantir la ville Basse-Terre des dangers qui pourraient résulter de son défaut de propreté, et voulant prévenir les atteintes d'insalubrité qui en seraient inévitablement la suite, surtout à l'époque où les chaleurs se manifestent avec autant de force ;

AVONS ARRÊTÉ ce qui suit :

Les dispositions du règlement de police rendu le 1.er Avril 1810, sur l'ordre et la propreté qui doit régner dans la ville Basse-Terre, et qui a été enregistré audit temps par les tribunaux, seront réimprimées à la suite du présent, pour être publiées et affichées à la diligence du commissaire de police, et avoir leur effet.

ARTICLE PREMIER.

Tous propriétaires de terrains ou masures, situés dans la ville ou faubourgs, et non clos ni fermés, ou leurs représentans, les feront clore ou fermer, dans le délai d'un mois, à compter de ce jour, sinon il y sera pourvu à leurs frais, à la diligence du procureur du Roi.

ART. 2.

Il est défendu à tous propriétaires de maisons, locataires et sous-locataires, de faire, dans aucun cas, du feu ailleurs que sous des cheminées à tuyau ; il leur est enjoint de les faire ramoner aux moins tous les six mois.

ART. 3.

A compter du jour de la publication du présent règlement, tous les particuliers, sans distinction, seront tenus de faire balayer tous les jours, avant sept heures du matin, le devant des maisons qu'ils occupent, et de les faire arroser au moins les lundis et samedis : ils seront également tenus de faire immédiatement enlever les ordures, et de les faire porter à la mer, sans pouvoir les pousser de proche en proche, ni les jeter ou déposer ailleurs.

ART. 4.

Il est enjoint auxdits propriétaires et locataires de faire, sans délai, arracher les herbes qui sont devant les maisons qu'ils occupent, et jusqu'au ruisseau ou milieu de la rue, et de faire nettoyer les ruisseaux ou canaux, pour laisser un libre cours aux eaux : les ordures et immondices qui en seront retirées, seront immédiatement transportées et jetées à la mer; les pavés des rues, canaux ou ruisseaux, continueront d'être nettoyés et entretenus par les propriétaires, de manière à empêcher la stagnation des eaux.

ART. 5.

Il est expressément défendu, 1°. de laver ou faire laver dans lesdits canaux ou ruisseaux, ni dans les fontaines publiques, aucuns linges, vases ou autres choses quelconques, à peines de confiscation, sans préjudice des autres peines prononcées ci-après,

2°. De jeter ou faire jeter dans lesdits ruisseaux, canaux ou fontaines aucunes eaux sâles ni ordures, ou des objets qui puissent les encombrer.

3°. De faire, ni jeter des ordures et pots de chambre sous les ponts et aux environs, notamment sous le pont aux Herbes et dans le grand canal, dit *canal de la Savane*.

Défenses sont faites aux bouchers et à tous autres de jeter dans la rivière aux Herbes ou sur le rivage, le sang et la ventrée des animaux tués, ni aucunes ordures; leurs enjoignons, au contraire, de les porter et jeter à la mer.

4.° De porter et jeter les pots de chambre, ailleurs qu'à la mer et non sur le rivage, ce qui ne pourra avoir lieu qu'après sept heures du soir, ou le matin avant sept heures.

ART. 6.

Il est aussi défendu de laisser dans les rues, des roches, des bois, des barriques, des charettes et autres effets qui pourraient nuire et embarrasser la voie publique;

De mettre devant les portes, des tables, échopes ou autres montres saillantes pour y exposer des marchandises;

De rabattre ou faire rabattre des barriques dans les rues; d'y vaner des cafés ou autres graines et jeter les pailles des cafés, ou grains vanés, dans les rues;

De laisser courir des cochons dans la ville, ni même de les tenir enfermés dans des parcs, à peine de confiscation.

ART. 7.

Le marché public pour la vente du poisson, des légumes, des comestibles et provisions apportés de la campagne, se tiendra sur la nouvelle place près la geole.

ART. 8.

Les marchandises sèches, les bonbons et les herbes, pourront être exposés en vente sur la place du Pont-aux-Herbes, mais de manière à ne pas obstruer ou géner la voie publique, à peine de confiscation des objets qui seront placés hors des limites.

ART. 9.

Sous aucun prétexte, nul ne pourra s'établir ou se fixer dans les rues ou carrefours, pour y vendre, même dans des paniers, des marchandises, bonbons ou comestibles.

ART. 10.

Les bois et le charbon pourront se débiter, ou sur le marché indiqué dans l'article 7, ou sur le bord de mer, au point de l'arrivage des canots ou pirogues.

ART. 11.

Tous contrevenans aux dispositions des articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9, seront punis, à la diligence du procureur du Roi, les blancs et gens de couleur libres, soit personnellement, soit comme tenus des faits de leurs esclaves, d'une amende qui ne pourra excéder 150 *livres*, (81 *fr.* 8 *c.*) ni être moindre de 10 *l.*, (5 *fr.* 40 *c.*) et les esclaves, le seront correctionnellement à la geole, ou sur la place du marché, ou condamnés à être attachés à la chaîne de police pendant un ou plusieurs jours, sauf à prononcer de plus fortes peines, en cas de récidive; ceux qui se refuseront à payer les amendes, seront contraints, à la diligence du procureur du Roi, même par voie d'emprisonnement, faute de solvabilité ou de caution suffisante.

ART. 12.

Les amendes et les produits des objets confisqués seront versés dans la caisse municipale, pour être employés aux réparations et entretien des établissemens publics de la ville.

ARTICLE ADDITIONNEL.

Le balayage ordonné par l'article 3 sera annoncé tous les matins, au son d'une clochette qui parcourra les rues immédiatement après le coup de canon.

Le présent Arrêté sera enregistré au Secrétariat du Gouvernement et adressé à qui de droit pour être exécuté.

Donné au Matouba Guadeloupe, sous le sceau de nos armes et le contre-seing de notre Secrétaire-Archiviste, le 4 Septembre 1819, et la 25^e^. année du règne de Sa Majesté.

LE COMTE DE LARDENOY.

Par S. E. le Gouverneur et Administrateur pour le Roi,

Le Secrétaire-Archiviste provisoire du Gouvernement.

J. M. BART.

A la Basse-Terre Guadeloupe, de l'Imprimerie du Roi.

193.

N°. 4.

ORDONNANCE DU ROI.

CHARLES, *par la grace de Dieu, Roi de France et de Navarre ;*

A tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

VU l'arrêt du Conseil du 30 août 1784, concernant le commerce des colonies avec l'étranger ;

Vu les tarifs maintenant en vigueur dans les îles de la Martinique et de la Guadeloupe, en vertu des ordonnances de nos Gouverneurs ;

Voulant donner plus d'uniformité au régime commercial desdites îles, et en même-temps étendre et faciliter leurs relations de commerce avec l'étranger, en tout ce qui n'est pas contraire aux intérêts de la métropole ;

Sur le rapport du président de notre conseil des ministres,

Notre conseil supérieur de commerce et des colonies entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

A dater du 1.er juillet de la présente année, il sera permis aux navires, soit nationaux, soit étrangers, d'importer dans les deux îles de la Martinique et de la Guadeloupe, mais seulement dans les ports qui seront ci-après désignés, les diverses denrées et marchandises étrangères énumérées dans les tableaux annexés sous les n.os 1 et 2, à la présente ordonnance.

ART. 2.

Les seuls ports où lesdites denrées et marchandises pourront être importées, sont : pour la Martinique, *Saint Pierre*, *le Fort-Royal* et la *Trinité* ; et pour la Guadeloupe, *la Basse-Terre* et *la Pointe-à-Pitre*.

ART. 3.

Celles desdites denrées et marchandises qui sont portées au tableau n.° 1, paieront, à leur importation de l'étranger, les droits énoncés audit tableau, et ce, sans aucune distinction de pavillon, soit étranger, soit national. Les marchandises de même espèce, apportées de France sur navire français, ne paieront qu'un droit de *cinq centimes* par 100 kilogrammes.

ART. 4.

Les droits portés au tarif sus-énoncé, ne pourront être augmentés ni diminués par aucuns actes de nos gouverneurs ou de toute autre autorité dans les colonies; et nous faisons à ce sujet aux uns et aux autres les inhibitions les plus expresses.

Ces droits commenceront à être perçus à dater du 1.er juillet de la présente année; et, à compter dudit jour, tous les droits alors existans dans les deux colonies, sur les objets portés audit tarif, seront et demeureront révoqués.

ART. 5.

Il n'est rien innové par ces présentes aux dispositions qui ont fixé à *un pour cent*, dans les deux colonies, les droits à percevoir sur les marchandises importées de la métropole, et tant qu'ils affectent des marchandises non comprises dans les tableaux n.os 1 et 2. Ledit droit de *un pour cent*, en ce qui concerne les marchandises non portées dans lesdits tableaux, est au contraire confirmé par ces présentes : et faisons aux autorités des colonies les mêmes inhibitions que dessus d'y rien changer sans nos ordres exprès, transmis par notre ministre secrétaire-d'état au département de la marine et des colonies.

ART. 6.

Les denrées et marchandises énumérées dans le tableau n.° 2, ne seront assujéties qu'à un droit de *cinq centimes* par 100 kilogrammes, quel que soit le pavillon qui les importe.

Il est interdit aux autorités des deux colonies d'y apporter aucun changement.

ART. 7.

Les navires étrangers important les denrées et marchandises autorisées par la présente ordonnance, ne seront soumis à aucun droit de tonnage, de port, de phare et autres de même nature, plus élevés que ceux auxquels seraient soumis les navires nationaux.

ART. 8.

Aucune denrée ou marchandise, autres que celles portées aux tableaux nos 1 et 2, ne pourra être importée, soit par navires étrangers, soit par navires français venant de l'étranger, sous peine de confiscation du navire et du chargement.

ART. 9.

Aucun navire étranger, ni aucun navire français venant de l'étranger, chargé même d'objets permis, ne pourra, sauf les cas de relâche forcée, légalement constatés, entrer que dans les ports ouverts par la présente ordonnance, à peine de confiscation.

ART. 10.

Les marchandises énumérées dans les tableaux nos 1 et 2, pourront, ainsi que toutes les marchandises venues de France, être réexportées d'une colonie dans l'autre, mais par bâtimens français seulement. Elles y seront reçues en franchise de tous droits, à la condition toutefois que l'importateur de marchandises tarifiées, lesquelles sont énumérées dans l'état no 1, justifiera que les droits ont été acquittés sur lesdites marchandises dans la colonie où aura été faite la première importation.

ART. 11.

Les navires étrangers pourront, ainsi que les navires français, exporter à l'étranger, en franchise de tous droits, mais seulement par les ports ouverts en vertu de l'article 2, les denrées et marchandises importées dans les deux colonies, soit de France, soit de tout autre pays.

ART. 12.

Il n'est rien innové quant aux produits des deux colonies, dont l'exportation n'est maintenant permise que pour les ports de

France et par navires français. Seulement, ceux desdits produits dont l'exportation pour l'étranger est ou serait ultérieurement autorisée, ne seront point assujétis, quand ils seront exportés par des navires étrangers, à des droits plus élevés que ceux auquels ils seraient assujétis étant exportés par des bâtimens français.

ART. 13.

Les droits mentionnés en l'article 5, lesquels sont prélevés dans nos colonies sur les marchandises françaises, continueront à être restitués, lorsque lesdites marchandises seront réexportées des deux colonies, sous quelque pavillon que ce soit.

ART. 14.

Dans le cas où des circonstances impérieuses et extraordinaires paraîtraient à nos gouverneurs, dans l'une ou l'autre colonie, rendre indispensable l'appel momentané des farines étrangères, il sera procédé dans les formes ci-après indiquées, lesquelles sont toutes de rigueur :

1.° Le gouverneur convoquera un conseil privé auquel, indépendamment des personnes qui le composent ordinairement, seront appelés trois capitaines de navires marchands appartenant aux ports de France ;

Ces trois capitaines seront désignés par les capitaines de navires français mouillés dans les ports de la colonie ouverts au commerce étranger.

2°. A ce conseil seront produits par écrit, 1°. le cours ou prix des farines dans les villes principales de la colonie ; 2.° les états des quantités existantes dans la colonie ; 3.° l'aperçu des quantités de farines attendues de France ;

3.° Il sera dressé procès-verbal des séances, dans lequel seront inscrits les trois documens mentionnés en l'article précédent. En outre, le procès-verbal rendra un compte exact des dires de chacun des membres appelés au conseil ;

4.° Ces faits étant vérifiés, et toutes les observations entendues, le gouverneur, s'il juge qu'il y a nécessité et urgence, autorisera

l'importation d'une quantité de farines étrangères qui ne pourra, dans aucun cas, excéder quatre mille barils. La faculté d'effectuer ou de compléter cette importation ne pourra, dans aucun cas, s'étendre au delà d'un délai de trois mois ;

5.° Les farines étrangères dont l'importation aura été ainsi autorisée, paieront à la douane un droit de *vingt-un frs. cinquante centimes* par baril de quatre-vingt-dix kilogrammes. Il est expressément interdit aux gouverneurs d'accorder, dans aucun cas, et sous quelque prétexte que ce soit, aucune remise ou modération desdits droits ;

6.° Il est également interdit aux gouverneurs de donner des permissions ou des licences à des particuliers. Leur ordonnance indiquera la quantité de farines étrangères dont l'importation aura été autorisée, et le délai après lequel ladite autorisation cessera de plein droit ;

7.° Cette ordonnance sera publiée et affichée dans les formes judiciaires ; et à son arrivée en France, elle sera rendue publique par la voie du *Moniteur*, ainsi que l'extrait du procès-verbal énonçant le cours et l'état des farines existantes dans la colonie à l'époque où l'ordonnance aura été rendue.

ART. 15.

L'arrêt du 30 août 1784, et tous autres règlemens en vigueur, continueront d'être exécutés dans toutes celles de leurs dispositions auxquelles il n'est point dérogé par la présente ordonnance ou par des actes antérieurs.

ART. 16

Notre président du conseil des ministres, et notre ministre secrétaire-d'état au département de la marine et des colonies, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au bulletin des lois.

Donné à Paris, en notre château des Tuileries, le 5 février de l'an de grâce mil huit cent vingt-six, et de notre règne le deuxième.

CHARLES.

TABLEAU N°. 1.

Marchandises étrangères dont l'importation est autorisée dans les îles de la Martinique et de la Guadeloupe, à la charge de payer les droits ci-après désignés :

Animaux vivans	10 *pour cent de la valeur.*
Bœuf salé	15 *fr. par cent kil.*
Bois feuillard.	10 *fr. le millier.*
Légumes secs.	3 *fr.* 50 *c. par hectol.*
Maïs en grains.	2 *fr. l'hectolitre.*
Morues et poissons salés. . . .	7 *fr. par cent kilog.*
Riz.	*Idem id.*
Sel.	5 *fr. par cent kilog.*
Tabac.	7 *pour cent de la valeur.*
Bois de toutes sortes, autres que le bois feuillard, y compris les essentes, les planches et les merrains; Brai, Goudron, et autres résineux de pin, de sapin et de mélèze; Charbon de terre; Cuirs verts et en poil, non tannés; Fourrages verts et secs; Fruits de table; Graines potagères.	4 *pour cent de la valeur.*

TABLEAU N.° 2.

Marchandises étrangères dont l'admission est autorisée dans les îles de la Martinique et de la Guadeloupe, à la charge de payer un droit de cinq centimes *par* 100 *kilogrammes.*

Baumes et sucs médicinaux. Bois odorans, de teinture et d'ébénisterie. Casse. Cire non ouvrée. Cochenille. Coques de coco. Cuivre brut. Curcuma Dents d'éléphant. Ecailles de tortue. Etain brut. Fanons de baleine. Girofle. Gimgembre. Gommes. Grains d'amome. Grains durs à tailler. Graisses, sauf celles de poisson. Indigo. Joncs et Roseaux. Légumes verts. Kermès. Laque naturelle. Muscades. Nacre. Or et Argent. Os et corne de bétail. Peaux sèches et brutes. Pelleteries non ouvrées. Plomb brut. Poivre. Potasse. Quercitron. Quinquina. Rocou. Racines, écorces, herbes, feuilles et fleurs médicales. Substances animales propres à la médecine et à la parfumerie. Sumac. Vanille.

A la Basse-Terre Guadeloupe, de l'Imprimerie du Roi.

1826

Ord.ce Concernant
Le Gouv.t de l'Ile
Bourbon, appliquée
à la Colie de la Spze

N.° 1.

AU NOM DU ROI.

Nous Jean-Julien Baron Angot DES ROTOURS, *Contre-Amiral, Chevalier de l'ordre royal et militaire de St.-Louis, Commandeur de l'ordre royal de la Légion d'honneur, Grand'Croix des ordres royaux et militaires de St.-Ferdinand d'Espagne et de la Tour et l'Epée de Portugal, Gouverneur pour le Roi, de la Guadeloupe et dépendances,*

Vu l'Ordonnance du 21 Août 1825, concernant l'Organisation de l'Isle de Bourbon, dont expédition est à la suite du présent Arrêté;

Vu celle du 15 Mars 1826, qui applique cette Ordonnance

à la Colonie de la Guadeloupe, en déterminant les modifications dont elle a paru susceptible ;

AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS :

A l'avenir, MM. les Commandants de quartier et leurs administrés, devront s'adresser directement à chacun des fonctionnaires créés par ces Ordonnances, pour les affaires qu'elles ont classées dans leurs attributions respectives.

Donné à la Basse-Terre Guadeloupe, le 1.er Juin 1826, et la 2e. année du règne de SA MAJESTÉ.

LE BARON DES ROTOURS.

ORDONNANCE DU ROI,

Concernant le Gouvernement de l'Isle Bourbon et de ses dépendances.

Saint-Cloud, le 21 Août 1825.

CHARLES, *par la grace de Dieu, Roi de France et de Navarre ;*

A tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, et de l'avis de notre conseil,

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS ce qui suit :

TITRE Ier.

FORME DU GOUVERNEMENT.

ART. 1er. Le commandement général et la haute administration de l'île Bourbon et de ses dépendances sont confiés à un gouverneur.

2. Trois chefs d'administration, savoir, un commissaire ordonnateur, un directeur-général de l'intérieur, un procureur-général du Roi dirigent, sous les ordres du gouverneur, les différentes parties du service.

3. Un contrôleur colonial veille à la régularité du service administratif, et requiert, à cet effet, l'exécution des lois, ordonnances et règlemens.

4. Un conseil privé, placé près du gouverneur, éclaire ses décisions ou participe à ses actes dans les cas déterminés.

5. Un conseil général donne annuellement son avis sur les budgets et les comptes des recettes et des dépenses coloniales et municipales, et fait connaître les besoins et les vœux de la colonie.

TITRE II.

Du Gouverneur.

Chapitre I.er

Dispositions préliminaires.

6. §. 1.er Le gouverneur est le dépositaire de notre autorité dans la colonie.

Ses pouvoirs sont réglés par nos ordonnances.

§. 2. Nos ordres, sur toutes les parties du service, lui sont transmis par notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies.

§. 3. Le gouverneur exerce l'autorité militaire seul et sans partage.

§. 4. Il exerce l'autorité civile avec ou sans l'intervention du conseil privé.

Les cas où l'intervention du conseil est nécessaire, sont réglés au titre V.

Chapitre II.

Des pouvoirs militaires du Gouverneur.

7. Le gouverneur est chargé de la défense intérieure et extérieure de la colonie et de ses dépendances.

8. §. 1^er. Il a le commandement supérieur et l'inspection générale des troupes de toutes armes, dans l'étendue de son gouvernement ; il ordonne leurs mouvemens, et veille à la régularité du service et de la discipline.

§. 2. Il a l'inspection générale des armes, de l'artillerie, des fortifications et des ouvrages de défense.

9. Les milices de la colonie sont sous les ordres directs du gouverneur ; il en a le commandement général, et ordonne tout ce qui est relatif à leur levée, leur organisation, leur service et leur discipline.

10. Il a sous ses ordres ceux de nos bâtimens qui sont attachés au service de la colonie, et en dirige les mouvemens.

11. §. 1^er. Les commandans de nos vaisseaux ou escadres en station ou en mission, mouillés dans les ports ou sur les rades de l'île Bourbon ou de ses dépendances, sont tenus, toutes les fois qu'ils en seront requis par le gouverneur, de convoquer, à leur retour en Europe, les bâtimens marchands, et de concourir à toutes les mesures qui intéressent la sûreté de la colonie, à moins d'instructions spéciales qui ne leur permettent pas d'obtempérer à ces réquisitions.

§. 2. Les commandans desdits vaisseaux et escadres exercent, sur les rades de la colonie, la police qui leur est attribuée par les ordonnances de la marine, en se conformant aux règlemens locaux et aux instructions particulières du gouverneur ; mais ils n'exercent à terre aucune autorité.

12. §. 1^er. Lorsqu'il y a danger imminent d'une attaque de la part de l'ennemi, ou lorsque une insurrection à main armée a éclaté dans l'île, la colonie peut être déclarée en état de siége.

§. 2. Dans ce cas, le gouverneur exerce exclusivement, sous sa responsabilité personnelle, toute l'autorité civile.

§. 3. L'état de siége est déclaré ou levé par le gouverneur, sur l'avis de l'ordonnateur, du directeur-général de l'intérieur, comme adjudant-commandant des milices, du commandant des

forces navales, de l'officier commandant les troupes d'infanterie, du commandant en second des milices, de l'officier chargé de la direction de l'artillerie, de l'ingénieur en chef et du capitaine de port du chef-lieu.

Le conseil de défense est convoqué et présidé par le gouverneur. Ses décisions sont rendues à la pluralité des voix ; en cas de partage, celle du gouverneur est prépondérante.

13. §. 1^er^. Le gouverneur, en conformité des ordonnances, forme et convoque les conseils de guerre, et y fait traduire les militaires de toutes armes prévenus de crimes ou de délits.

§. 2. Il ne peut rendre les habitans et autres individus non militaires, justiciables de ces tribunaux, si ce n'est pour des faits relatifs à leur service dans la milice et quand la colonie est en état de siége ; mais alors les conseils de guerre sont composés, indépendamment du président, d'un nombre égal d'officiers de l'armée et d'officiers de milices.

Chapitre III.

Des pouvoirs administratifs du Gouverneur.

14. Le gouverneur a la direction supérieure de l'administration de la marine, de la guerre et des finances, et des différentes branches de l'administration intérieure.

15. §. 1^er^. Il donne les ordres généraux concernant

Les approvisionnemens à faire pour tous les besoins du service ;

L'exécution des travaux maritimes, militaires et civils, conformément aux devis arrêtés ;

Les constructions et réparations des bâtimens flottans ;

L'armement et le désarmement des bâtimens attachés au service local ;

La délivrance des matières et des munitions nécessaires pour les divers besoins du service ;

La délivrance des vivres pour la nourriture des troupes de toutes armes et des autres rationnaires.

§. 2. Il fixe le nombre des ouvriers à employer aux divers travaux, et règle les tarifs de solde.

§. 3. Il inspecte les casernes, hôpitaux, magasins, chantiers, ateliers, et tous autres établissemens publics.

16. §. 1^er^. Le gouverneur exerce une haute surveillance sur la police de la navigation.

§. 2. Il permet ou défend aux bâtimens venant du dehors la communication avec la terre.

§. 3. Il donne, lorsqu'il y a lieu, les ordres d'embargo.

§. 4. Il accorde les permis de départ aux navires marchands, lorsqu'ils ont rempli les formalités prescrites par les règlemens.

§. 5. Il commissionne les capitaines au grand cabotage pour les mers de l'Inde, après qu'ils ont satisfait aux dispositions des ordonnances.

§. 6. Il délivre les actes de francisation et les congés de mer, en se conformant aux ordonnances et aux instructions du ministre de la marine.

17. §. 1^er^. En temps de guerre, le gouverneur délivre des lettres de marque ou proroge la durée de celles qui ont été délivrées en Europe, en se conformant aux dispositions des lois et règlemens sur la course.

§. 2. Il commissionne les parlementaires.

18. Les prises conduites dans les ports ou sur les rades de la colonie et de ses dépendances, sont jugées, sauf l'appel en France, par une commission composée du gouverneur, du commissaire ordonnateur, du procureur-général, du contrôleur colonial, et de l'officier de l'Administration de la marine le plus élevé en grade. Ses jugemens sont rendus dans les formes et de la manière déterminées par les lois et les règlemens.

Le gouverneur convoque et préside cette commission.

19. Le gouverneur arrête, chaque année, pour être soumis à l'approbation de notre ministre de la marine,

L'état des dépenses à faire dans la colonie, pour le service à la charge de la métropole ;

Le projet du budget de recettes et dépenses coloniales ;

Les projets de travaux de toute nature ;

L'état des approvisionnemens dont l'achat doit être fait dans la colonie, ou l'envoi effectué par la métropole.

20. §. 1^er^. Les mémoires, plans et devis relatifs aux travaux projetés, sont soumis à l'approbation de notre ministre de la marine, lorsque la dépense proposée excède 5,000 fr. et qu'elle doit être supportée par la métropole, ou lorsque cette dépense, étant à la charge de la colonie, excède 10,000 fr.

§. 2. Le gouverneur arrête les plans et devis relatifs aux travaux dont la dépense est inférieure aux sommes fixées ci-dessus.

21. Le gouverneur pourvoit à l'exécution du budget arrêté par le ministre de la marine.

22. §. 1^er^. Il émet les ordonnances annuelles de contribution, rend les rôles exécutoires, et statue sur les demandes en dégrèvement ; mais il ne peut, en matière de contributions indirectes, accorder ni remise ni modération de droits.

§. 2. Il arrête les mercuriales, pour la perception des droits de douane, et fixe le prix de vente des rums et aracks et des tabacs.

§. 3. Il se fait rendre compte du recouvrement des contributions, tient la main à ce que les rentrées s'opèrent régulièrement, comme aussi à ce qu'il ne soit fait aucune autre perception que celles autorisées par les ordonnances, et fait poursuivre les contrevenans.

§. 4. Il se fait également rendre compte des contraventions aux ordonnances et règlemens sur les contributions, sur la ferme des guildives et des tabacs, et sur le commerce étranger ; il tient la main à ce que les poursuites nécessaires soient exercées.

23. §. 1^er^. Il émet les ordonnances mensuelles pour la répartition des fonds.

§. 2. Il autorise, dans les limites de ses instructions, le tirage des traites en remboursement des avances faites par le trésor de la colonie, pour le service à la charge de la métropole.

§. 3. Il se fait rendre compte de la situation des différentes caisses, et ordonne toutes vérifications extraordinaires qu'il juge nécessaires.

24. Le gouverneur arrête, chaque année, et transmet à notre ministre de la marine,

Les comptes généraux des recettes et dépenses effectuées pour tous les services;

Les comptes d'application, matières et main-d'œuvre;

Les inventaires généraux.

25. §. 1^er^. Il convoque le conseil général de la colonie et les conseils municipaux, et fixe la durée de leurs sessions.

Il détermine l'objet des délibérations des conseils municipaux, et celui des réunions extraordinaires du conseil général.

§. 2. Il approuve et rend exécutoires les budgets des recettes et dépenses municipales, et les projets de travaux à la charge des communes.

Il arrête définitivement et transmet au ministre de la marine les comptes annuels des communes.

26. §. 1^er^. Il statue, par des dispositions générales, sur la répartition, dans les différens ateliers, des noirs appartenant à la colonie, et veille à l'exécution des règlemens sur l'administration, l'emploi et la destination de ces noirs.

§. 2. Il ordonne les réquisitions de noirs, lorsque le bien de la colonie l'exige; toutefois ces réquisitions ne doivent, en aucun cas, excéder annuellement deux journées de travail par tête de noir soumis à la capitation.

Les noirs requis ne peuvent être employés dans des cantons autres que ceux auxquels ils appartiennent, ni être appelés aux époques des plantations ou des récoltes, hors le cas où la sûreté de la colonie serait menacée.

27. §. 1^er^. Le gouverneur prend connaissance de l'état et des besoins de l'agriculture, et pourvoit à tout ce qui peut en accroître et améliorer les produits.

§. 2, Il distribue les primes et encouragemens accordés par le gouvernement.

28. §. 1^er^. Il veille à l'exécution des lois, ordonnances et règlemens sur le régime des esclaves, et ordonne les poursuites contre les contrevenans.

§. 2. Il signale au ministre de la marine, comme dignes de nos graces, les habitans qui s'occupent avec le plus de succès de répandre l'instruction religieuse parmi leurs escalves, qui encouragent et facilitent entre eux les unions légitimes, et qui pourvoient avec le plus de soin à la nourriture, à l'habillement et au bien-être de leurs ateliers.

29. §. 1^er^. Le gouverneur tient la main à l'exécution des lois, ordonnances et règlemens concernant les gens de couleur libres et affranchis.

§. 2. Il donne, en se conformant aux règles établies, les permissions pour l'affranchissement des esclaves, et délivre les titres de liberté.

30. §. 1^er^. Le gouverneur se fait rendre compte des mouvemens du commerce, et prend les mesures qui sont en son pouvoir pour en encourager les opérations et en favoriser les progrès.

§. 2. Il tient la main à la stricte exécution des lois et ordonnances qui règlent les droits et priviléges des bâtimens nationaux, et ne permet l'admission dans la colonie, des bâtimens étrangers et de leurs cargaisons, que dans les limites qui lui sont tracées par ses instructions.

§. 3. Il règle les tarifs du prix des charrois et des transports par chaloupes et pirogues.

§. 4. Il autorise provisoirement l'établissement des sociétés anonymes, et en rend compte au ministre, qui statue définitivement.

31. Le gouverneur se fait rendre compte de l'état des approvisionnemens généraux de la colonie, défend ou permet, selon qu'il y a lieu, l'exportation des grains, légumes, bestiaux et autres objets de subsistances, et prend, en cas de disette, les mesures pour leur introduction.

32. Il adresse annuellement au département de la marine, les tableaux statistiques de la population, ceux relatifs à l'agriculture, ainsi que les états d'importations et d'exportations.

33. §. 1^er^. Il propose au ministre de la marine les acquisitions d'immeubles pour compte de l'État ou de la colonie, et les échanges de propriétés publiques, il statue définitivement à l'égard des acquisitions et des échanges d'une valeur au-dessous de 3,000 fr., et en rend compte au ministre.

§. 2. Il lui propose également l'aliénation des terrains et emplacemens vacans, et des autres propriétés publiques qui ne sont pas nécessaires au besoin du service : si la vente en est autorisée, elle a lieu par adjudication.

§. 3. Aucune portion des 50 pas géométriques réservés sur le littoral, ne peut être ni échangée ni aliénée.

§. 4. Il ordonne les poursuites pour la révocation des concessions et leur retour au domaine, lorsque les concessionnaires n'ont pas rempli leurs obligations.

34. §. 1^er^. Le gouverneur surveille tout ce qui a rapport à l'instruction publique.

§. 2. Aucun collége, aucune école ou autre institution du même genre, ne peuvent être formés sans son autorisation.

§. 3. Il nomme aux bourses établies dans le collége royal de la colonie, et propose au ministre les candidats pour celles qui sont accordées aux jeunes colons de l'un et de l'autre sexe dans les établissemens de la métropole.

35. §. 1^er^. Le gouverneur veille au libre exercice et à la police extérieure du culte, et pourvoit à ce qu'il soit entouré de la dignité convenable.

§. 2. Aucun bref de la cour de Rome, à l'exception de ceux de pénitencerie, ne peut être reçu ni publié dans la colonie qu'avec l'autorisation du gouverneur, donnée d'après nos ordres.

36. Le gouverneur tient la main à ce qu'aucune congrégation ou communauté religieuse ne s'établisse dans la colonie et n'y reçoive de novices sans notre autorisation spéciale.

37. §. 1^er^. Le gouverneur accorde les dispenses de mariage dans les cas prévus par les l'articles 145 et 164 du Code civil, et en se conformant aux règles prescrites à cet égard.

§. 2. Il se fait rendre compte de l'état des églises et des lieux de sépulture, de la situation des fonds des fabriques et de leur emploi.

§. 3. Il propose au gouvernement l'acceptation des dons et legs pieux ou de bienfaisance dont la valeur est au-dessus de 1,000 fr.

Il autorise, s'il y a lieu, l'acceptation de ceux au dessous de cette valeur, et en rend compte au ministre de la marine.

38. §. 1^er^. Le gouverneur pourvoit à la sûreté et à la tranquillité de la colonie; il maintient ses habitans dans la fidélité et l'obéissance qu'ils nous doivent.

§. 2. Tous les faits et évènemens de nature à troubler l'ordre ou la tranquillité de la colonie, sont portés immédiatement à sa connaissance.

39. Il accorde les passe-ports, congés, permis de débarquement et de séjour, en se conformant aux règles établies.

40. §. 1^er^. Le gouverneur ordonne les mesures générales relatives à la police sanitaire, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la colonie.

§. 2. Il prescrit l'établissement, la durée et la levée des quarantaines et des cordons sanitaires; il fixe les lieux de lazaret.

§. 3. Les officiers de santé et pharmaciens, non attachés au service, ne peuvent exercer dans la colonie qu'en vertu d'une autorisation délivrée par le gouverneur, et qu'après avoir rempli les formalités prescrites par les ordonnances et règlemens.

41. Le gouverneur veille à la répression de la traite des noirs, et ordonne l'arrestation des bâtimens prévenus de contravention.

42. §. 1^er^. Il surveille l'usage de la presse, commissionne les imprimeurs, donne les autorisations de publier les journaux, et les révoque en cas d'abus.

§. 2. Aucun écrit, autre que les jugemens, arrêts et actes publiés par autorité de justice, ne peut être imprimé dans la colonie sans sa permission.

43. §. 1^er^. Le gouverneur a dans ses attributions les mesures de haute police.

§. 2. Il a le droit de mander devant lui, lorsque le bien du service ou le bon ordre l'exige, tout habitant, négociant ou autre individu qui se trouve dans l'étendue de son gouvernement.

§. 3. Il écoute et reçoit les plaintes et griefs qui lui sont adressés individuellement par les habitans de la colonie, et en rend compte exatement au ministre de la marine, comme aussi des mesures qu'il a prises pour y porter remède.

§. 4. Aucun individu blanc ne peut être arrêté par mesure de haute police, que sur un ordre signé du gouverneur.

Il peut interroger le prévenu, et doit le faire remettre, dans les vingt-quatre heures, entre les mains de la justice, sauf le cas où il est procédé contre lui extrajudiciairement, conformément à l'article 72.

§. 5. Le gouverneur interdit et dissout les réunions ou assemblées qui peuvent troubler l'ordre public, s'oppose aux adresses collectives, quel qu'en soit l'objet, et réprime toute entreprise qui tend à affaiblir le respect dû aux dépositaires de l'autorité.

Chapitre IV.

Des Pouvoirs du Gouverneur relativement à l'administration de la justice.

44. Le gouverneur veille à la libre et prompte distribution de la justice, et se fait rendre, à cet égard, par le procureur général, des comptes périodiques qu'il transmet au ministre de la marine.

45. Il a entrée et séance à la cour royale, et y occupe le fauteuil du Roi, toutes les fois qu'il a à faire enregistrer des ordonnances royales ou à faire connaître nos ordres. Il a également entrée et séance à la cour, lors de la rentrée des tribunaux.

L'exercice de ce droit est facultatif.

46. §. 1^er^. Il lui est interdit de s'immiscer dans les affaires qui sont de la compétence des tribunaux, ni de citer devant lui aucun des habitans de la colonie, à l'occasion de leurs contestations, soit en matière civile, soit en matière criminelle.

§. 2. Il lui est également interdit de s'opposer à aucune procédure civile ou criminelle, d'empêcher ni de retarder l'exécution des jugemens et arrêts à laquelle il est tenu de prêter main-forte lorsqu'il en est requis.

47. Toutefois, en matière criminelle, il ordonne en conseil privé, dans les vingt-quatre heures de la réception de l'arrêt de condamnation, l'exécution de cet arrêt, ou prononce le sursis lorsque le conseil décide qu'il y a lieu de recourir à notre clémence.

48. Il rend exécutoires les jugemens administratifs prononcés par le conseil privé, conformément aux dispositions des sections IV et V du chapitre III, titre V.

49. Il se fait rendre compte de l'administration du curateur aux successions vacantes, et adresse au département de la marine les états qui y sont relatifs.

50. §. 1^er^. Il légalise les actes à transmettre hors de la colonie.

§. 2. Il se fait remettre et adresse au ministre de la marine les doubles minutes des actes destinés au dépôt des chartes coloniales.

Chapitre V.

Des Pouvoirs du Gouverneur à l'égard des Fonctionnaires et des Agens du Gouvernement.

51. Tous les fonctionnaires et les agens du gouvernement dans la colonie, sont soumis à l'autorité du gouverneur.

52. Son autorité s'exerce sur les ministres de la religion, conformément aux ordonnances, édits et déclarations, mais la surveillance spirituelle et la discipline ecclésiastique appartiennent au préfet apostolique ou autre supérieur ecclésiastique.

53. Il exerce une haute surveillance sur les membres de l'ordre judiciaire; il a le droit de les reprendre, et il prononce sur les faits de discipline, conformément aux ordonnances.

54. §. 1^er^. Les chefs d'administration sont sous son autorité immédiate. Il leur donne les ordres généraux relatifs aux différentes parties du service.

§. 2. Ils peuvent individuellement lui faire les représentations respectueuses ou les propositions qu'ils jugent utiles au bien de notre service. Le gouverneur les reçoit, y fait droit s'il y a lieu, ou leur fait connaître, par écrit, les motifs de son refus.

55. Le gouverneur maintient les chefs d'administration et le contrôleur colonial dans les attributions qui leur sont respectivement conférées, sans pouvoir lui-même entreprendre sur ces attributions, ni les modifier.

56. Il prononce sur les différens qui peuvent s'élever entre les fonctionnaires de la colonie, à l'occasion de leur rang ou de leurs prérogatives.

57. Aucun fonctionnaire public ou agent salarié ne peut contracter mariage dans la colonie, sans l'autorisation du gouverneur, à peine de révocation.

58. §. 1^er^. Le gouverneur statue, en conseil, sur l'autorisation à donner pour la poursuite, dans la colonie, des agens du gouvernement prévenus de crimes ou délits commis dans l'exercice de leurs fonctions.

§. 2. Cette autorisation n'est pas nécessaire dans les cas de flagrant délit; mais la mise en jugement ne peut avoir lieu que sur l'autorisation du gouverneur, donnée en conseil.

§. 3. Il rend compte immédiatement des décisions qui ont été prises, à notre ministre de la marine, qui statue sur les réclama-

tions des parties, lorsque les poursuites ou la mise en jugement n'ont point été autorisées.

59. §. 1^er^. Aucun emploi nouveau ne peut être créé dans la colonie, que par notre ordre ou par celui de notre ministre de la marine.

§. 2. Le gouverneur pourvoit provisoirement, en cas d'urgence, et en se conformant aux règles du service, aux vacances qui surviennent dans les emplois qui sont à notre nomination ou à celle de notre ministre de la marine; mais il ne peut conférer aux intérimaires le grade ou le titre des fonctions qui leur sont confiées.

Il peut cependant, en temps de guerre, donner provisoirement les grades ou titres des emplois vacans, et en délivrer les commissions temporaires.

§. 3. Il pourvoit définitivement à tous les emplois qui ne sont pas à notre nomination ou à celle de notre ministre de la marine, à la réserve de ceux des agens inférieurs, qui sont nommés par les chefs d'administration, ainsi qu'il sera déterminé aux art. 94, 110 et 116, §. 9.

§. 4. Il révoque ou destitue les agens nommés par lui.

Il révoque ou destitue également ceux nommés par les chefs d'administration, après avoir pris l'avis de celui de ces chefs de qui émane la nomination.

60. Il adresse au ministre de la marine les propositions relatives aux retraites, demi-soldes ou pensions, et ne peut en autoriser le paiement provisoire que dans les limites déterminées.

61. Il se fait remettre, tous les ans, par les chefs d'administration, les chefs de corps et le contrôleur, chacun en ce qui le concerne, des notes sur la conduite et la capacité des fonctionnaires, officiers et employés de tout grade. Il fait parvenir ces notes au ministre de la marine, avec ses observations.

Il lui transmet des renseignemens de même nature sur les chefs d'administration, sur les chefs de corps et le contrôleur colonial.

Chapitre VI.

Des Rapports du Gouverneur avec les gouvernemens étrangers.

62. §. 1^er^. Le gouverneur communique, en ce qui concerne l'île Bourbon et ses dépendances, avec les gouvernemens de l'Inde, du Cap de Bonne-Espérance, et en général avec les gouvernemens des pays neutres, alliés ou ennemis au-delà du cap.

§. 2. Il négocie, lorsqu'il y est autorisé, et dans les limites de ses instructions, toutes conventions commerciales ou autres relatives à la colonie qu'il administre; mais il ne peut, dans aucun cas, les conclure que sauf notre ratification.

Il traite des cartels d'échange.

Chapitre VII.

Des Pouvoirs du Gouverneur à l'égard de la législation coloniale.

63. §. 1^er^. Le gouverneur promulgue les lois, ordonnances et règlemens, et en ordonne l'enregistrement.

§. 2. Les lois, ordonnances et règlemens de la métropole ne peuvent être rendus exécutoires dans la colonie que par notre ordre.

64. §. 1^er^. Le gouverneur arrête en conseil les règlemens d'administration et de police, les décisions et instructions règlementaires, en exécution des ordonnances et des ordres ministériels, et les rend exécutoires.

§. 2. Ces règlemens, décisions et instructions portent la formule : « Nous, gouverneur de l'île Bourbon et de ses dépendances, » de l'avis du conseil privé, avons arrêté et arrêtons ce qui suit. »

65. Lorsque le gouverneur juge utile d'introduire dans la législation coloniale des modifications ou des dispositions nouvelles, il prépare, en conseil, les projets d'ordonnance royale, et les transmet au ministre de la marine, qui lui fait connaître nos ordres.

66. Le gouverneur peut faire des proclamations conformes aux lois et ordonnances, et pour leur exécution.

Chapitre VIII.

Des Pouvoirs extraordinaires du Gouverneur.

67. Le gouverneur exerce en conseil privé, dans la forme et dans les limites prescrites au titre V, chapitre III, section 5, les pouvoirs extraordinaires qui lui sont conférés ci-après.

68. Le gouverneur peut modifier ou changer les dispositions du budget arrêté par notre ministre de la marine, lorsque des circonstances extraordinaires survenues depuis l'envoi de ce budget, rendent ces modifications ou ces changemens indispensables.

69. Les projets d'ordonnance qui, aux termes de l'article 65, doivent être soumis à notre approbation, peuvent provisoirement être rendus exécutoires par le gouverneur, lorsque le conseil reconnaît qu'il y aurait de graves inconvéniens à attendre notre décision.

Les arrêtés pris dans ce cas ne sont exécutoires que pendant une année au plus, si notre décision n'est pas connue avant l'expiration de ce délai.

Ils portent la formule suivante :

« Au nom du Roi,

» Nous, gouverneur de l'île Bourbon et de ses dépendances, » de l'avis du conseil privé, avons arrêté et arrêtons ce qui suit, » pour être exécuté pendant une année, à moins qu'il n'en soit » autrement ordonné par Sa Majesté. »

70. Le gouverneur peut même, sans s'arrêter à l'avis émis par le conseil privé sur ces projets d'ordonnance, les rendre exécutoires, lorsque la sûreté de la colonie l'exige, et qu'il y aurait un danger imminent à attendre nos ordres.

Les arrêtés qu'il rend alors ne sont également exécutoires que pendant une année au plus.

Ils portent la formule suivante :

« Au nom du Roi,

» Nous, gouverneur de l'île Bourbon et de ses dépendances, » le conseil privé entendu, avons arrêté et arrêtons ce qui suit : » pour être exécuté, pendant une année, à moins qu'il n'en soit » autrement ordonné par Sa Majesté. »

Le gouverneur révoque ces arrêtés, sans attendre nos ordres, lorsque les circonstances qui les ont nécessités ont cessé.

71. Dans aucun cas le gouverneur ne peut annuller ou modifier, par des arrêtés, les lois et ordonnances concernant l'état des personnes, la législation civile et criminelle contenue dans les cinq codes, et l'organisation judiciaire.

72. Dans les circonstances graves, et lorsque le bon ordre ou la sûreté de la colonie le commande, le gouverneur peut prendre, à l'égard des individus de condition libre qui compromettent ou troublent la tranquillité publique, les mesures ci-après ; savoir :

1.° L'exclusion pure et simple d'un des cantons de la colonie ;

2.° La mise en surveillance dans un canton déterminé.

Ces mesures ne peuvent être prononcées que pour deux années au plus. Pendant ce temps, les individus qui en sont l'objet ont la faculté de s'absenter de la colonie.

3.° L'exclusion de la colonie à temps ou illimitée.

Cette mesure ne peut être prononcée que pour des actes tendant à attaquer le régime constitutif de la colonie.

Les individus nés, mariés ou propriétaires dans la colonie, ne peuvent en être exclus pour plus de sept années.

A l'égard des autres, l'exclusion peut être illimitée.

73. Les esclaves reconnus dangereux pour la tranquillité de la colonie, sont envoyés par le gouverneur à Sainte-Marie de Madagascar, et placés dans les ateliers du Roi, sauf à indemniser le propriétaire, sans que l'indemnité puisse excéder celle qui est fixée par les règlemens pour les noirs justiciés.

74. Le gouverneur peut refuser aux individus signalés par leur mauvaise conduite, le droit de tenir des boutiques, échoppes ou cantines, à moins qu'ils ne fournissent caution suffisante.

75. Le gouverneur peut refuser l'admission dans la colonie, des individus dont la présence y est jugée dangereuse.

76. §. 1^er^. Dans le cas où un fonctionnaire civil ou militaire nommé par nous ou par notre ministre de la marine, aurait tenu

une conduite tellement répréhensible qu'il ne pût être maintenu dans l'exercice de ses fonctions; si, d'ailleurs, il n'y avait pas lieu à le traduire devant les tribunaux, ou si une procédure régulière offrait de graves inconvéniens, le gouverneur peut suspendre ce fonctionnaire, jusqu'à ce que notre ministre de la marine lui ait fait connaître nos ordres.

§. 2. Toutefois, à l'égard des chefs d'administration, du contrôleur, des membres de l'ordre judiciaire et des chefs de corps qui seraient dans le cas prévu ci-dessus, le gouverneur, avant de proposer au conseil aucune mesure à leur égard, doit leur faire connaître les griefs existant contre eux, et leur offrir les moyens de passer en France pour rendre compte de leur conduite au ministre de la marine. Leur suspension ne peut être prononcée qu'après qu'ils se sont refusés à profiter de cette faculté.

Il leur est loisible, lors même qu'ils ont été suspendus, de demander au gouverneur un passage pour France aux frais du gouvernement; il ne peut leur être refusé.

§. 3. Le gouverneur fait connaître, par écrit, au fonctionnaire suspendu, les motifs de la décision prise à son égard.

§. 4. Il peut lui interdire la résidence du chef-lieu, ou lui assigner le canton de la colonie dans lequel il doit résider pendant le temps de sa suspension.

§. 5. La suspension ne peut entraîner la privation de plus de moitié du traitement.

77. §. 1^er^. Le gouverneur rend compte immédiatement au ministre de la marine, des mesures qu'il a prises en vertu de ses pouvoirs extraordinaires, et lui en adresse toutes les pièces justificatives, afin qu'il y soit statué définitivement.

§. 2. Les individus de condition libre auxquels les mesures autorisées par le présent chapitre auront été appliquées, pourront, dans tous les cas, se pourvoir auprès de notre ministre de la marine, à l'effet d'obtenir de nous qu'elles soient rapportées ou modifiées.

78. Le gouverneur a seul l'initiative des mesures à prendre en vertu des pouvoirs extraordinaires qui lui sont conférés, il en est personnellement responsable, nonobstant la participation du conseil privé à ses actes.

CHAPITRE IX.

De la Responsabilité du Gouverneur.

79. §. 1^er^. Le gouverneur peut être poursuivi pour trahison, concussion, abus d'autorité ou désobéissance à nos ordres.

§. 2. Toutefois, en ce qui concerne l'administration de la colonie, il ne peut, sauf l'exception portée en l'article 78, être recherché que pour les mesures qu'il a prises contre l'avis du conseil privé, dans les cas où ce conseil doit être consulté, ou pour celles qu'il a prises ou refusé de prendre, en opposition aux représentations ou aux propositions des chefs d'administration.

§. 3. Soit que les poursuites aient lieu à la requête du gouvernement, soit qu'elles s'exercent sur la plainte d'une partie intéressée, il y est procédé conformément aux règles prescrites en France à l'égard des agens du gouvernement.

§. 4. Dans le cas où le gouverneur est recherché pour dépenses indûment ordonnées en deniers, matières ou main-d'œuvre, il y est procédé administrativement.

§. 5. Le gouverneur ne peut, pour quelque cause que ce soit, être ni actionné, ni poursuivi dans la colonie, pendant l'exercice de ses fonctions.

Toute action dirigée contre lui sera portée devant les tribunaux de France, suivant les formes prescrites par les lois de la métropole.

Aucun acte, aucun jugement ne peut être mis à exécution contre le gouverneur dans la colonie.

CHAPITRE X.

Dispositions diverses relatives au Gouverneur.

80. Le gouverneur visite, une fois l'an au moins, les divers cantons de la colonie. Il assemble et inspecte les milices, réunit les conseils municipaux et ceux des fabriques, pour connaître les besoins des communes et ceux du culte; il examine l'état des

travaux entrepris, celui des routes, ponts, embarcadères et ouvrages de défense. Il prend connaissance de tout ce qui intéresse l'agriculture, et informe le ministre de la marine du résultat de ses tournées.

81. Le gouverneur adresse, chaque année, au ministre de la marine, un mémoire sur la situation intérieure de la colonie et sur ses relations à l'extérieur, il y rend un compte général de toutes les parties de l'administration qui lui est confiée, signale les abus à réformer, fait connaître les améliorations qui se sont opérées dans l'année, et propose ses vues sur tout ce qui peut intéresser le bien de notre service, ou tendre à la prospérité de la colonie.

82. Le gouverneur ne peut, pendant la durée de ses fonctions, acquérir des propriétés foncières, ni contracter mariage dans la colonie, sans notre autorisation.

83. §. 1^er^. Lorsque nous jugeons convenable de rappeler le gouverneur, ses pouvoirs cessent aussitôt après le débarquement de son successeur.

§. 2. Le gouverneur remplacé fait reconnaître immédiatement son successeur, en présence des autorités du chef-lieu de la colonie et à la tête des troupes.

§. 3. Il lui remet un mémoire détaillé, faisant connaître les opérations commencées ou projetées pendant son administration, et la situation des différentes parties du service.

§. 4. Il lui fournit, par écrit, des renseignemens sur tous les fonctionnaires et employés du gouvernement dans la colonie.

§. 5. Il lui remet, en outre, sur inventaire, ses registres de correspondances, et toutes les lettres et pièces officielles relatives à son administration, sans pouvoir en retenir aucune, à l'exception de ses registres de correspondance confidentielle et secrète.

84. §. 1^er^. En cas de mort, d'absence ou autre empêchement, et lorsque nous n'y avons pas pourvu d'avance, le gouverneur est remplacé provisoirement par le commissaire ordonnateur, et, au défaut de celui-ci, par le directeur général de l'administration intérieure.

§. 2. Si, pendant l'intérim, la sûreté intérieure ou extérieure de l'île est menacée, les mouvemens de troupes, ceux des bâtimens de guerre attachés au service de la colonie, et toutes les mesures militaires, sont décidés en conseil de défense.

TITRE III.

DES CHEFS D'ADMINISTRATION.

CHAPITRE Ier.

Du Commissaire Ordonnateur.

SECTION Ire.

Des Attributions de l'Ordonnateur.

85. Un officier supérieur de l'administration de la marine, remplissant les fonctions d'ordonnateur, est chargé, sous les ordres du gouverneur, de l'administration de la marine, de la guerre et du trésor, de la direction des travaux de toute nature, autres que ceux des ponts et chaussées et des communes, et de la comptabilité générale pour tous les services.

86. Ces attributions comprennent :

§. 1er. Les approvisionnemens, la recette, la garde, la conservation et la dépense des vivres, matières et munitions de toute nature, destinés pour tous les services ;

§. 2. Les ordres de délivrance de vivres, munitions ou approvisionnemens divers des magasins de la colonie ;

§. 3. Les marchés et adjudications des ouvrages et approvisionnemens pour tous les services ; les ventes des magasins ; l'établissement des cahiers des charges ; la réception des matières et celle de tous les ouvrages ; la convocation des commissions de recettes ;

§. 4. La construction et l'entretien des ouvrages fondés à la mer, des fortifications et autres travaux militaires ; des bâtimens civils, à l'exception de ceux qui appartiennent aux communes ;

§. 5. La construction, la refonte, le radoub, l'armement des bâtimens flottans affectés au service de la colonie ; l'entretien et la réparation de ces bâtimens et de ceux qui sont en station ou en mission ;

§. 6. Les mouvemens des ports, la garde et la conservation des bâtimens désarmés;

§. 7. La proposition des instructions à donner aux bâtimens de mer, patâches de douanes et autres embarcations attachées au service de la colonie, et destinées aux transports, à la police des côtes et rades, à la répression de la traite et du commerce interlope ;

§. 8. L'établissement, l'entretien et la surveillance de signaux, vigies et phares ;

§. 9. La comptabilité, tant en matières qu'en deniers, des bâtimens armés; la revue, la subsistance et la solde de leurs équipages ;

§. 10. L'administration et la police administrative des hôpitaux militaires, chantiers et ateliers, magasins, prisons militaires, casernes, lazarets, postes militaires et autres établissemens dépendant de la marine et de la guerre;

§. 11. La direction et l'administration de l'imprimerie du gouvernement;

§. 12. La police administrative et la comptabilité intérieure des corps ;

§. 13. La revue, la solde, la subsistance, les masses et indemnités, les fournitures de casernement, et autres dépenses relatives aux troupes de toutes armes ;

§. 14. La subsistance, l'entretien et le paiement des prisonniers de guerre ;

§. 15. Le paiement des ministres du culte, des officiers judiciaires, civils et militaires, et généralement de tous les agens entretenus et non entretenus, employés au service de la colonie ;

§. 16. La tenue des matricules et la formation des états de services des fonctionnaires et employés de la colonie ;

§. 17. L'inscription maritime ; la levée, la répartition, le congédiement et le paiement des marins et des ouvriers classés ; la police des gens de mer ;

§. 18. Le paiement des salaires des ouvriers civils, libres ou esclaves, employés sur les travaux de la colonie; l'appel de ceux qui dépendent de son service;

§. 19. La subsistance des noirs de réquisitions; la direction et la surveillance de ceux qui sont affectés aux travaux qu'il dirige;

§. 20. L'administration, la police, la subsistance, l'entretien et l'habillement des noirs de la colonie; les gratifications et encouragemens à leur donner; leur répartition entre les divers services; la direction et la surveillance spéciale de ceux attachés aux travaux et aux établissemens qui sont dans ses attributions;

§. 21. La police de la navigation et des pêches maritimes, celles des ports et rades; la surveillance des pilotes; l'exécution des tarifs et règlemens concernant les droits de pilotage et d'ancrage;

§. 22. Les examens à faire subir, conformément aux ordonnances, aux marins qui se présentent pour être reçus capitaines aux grand cabotage; l'expédition de leurs commissions;

§. 23. L'administration et la police sanitaires, en ce qui concerne les bâtimens qui arrivent du dehors, et les embarcations de mer appartenant à la colonie; le visa des patentes de santé;

§. 24. La comptabilité générale des magasins, tant pour le service à la charge de la métropole que pour celui à la charge de la colonie;

§. 25. La régularisation des pièces portant recette ou dépense de matières;

§. 26. La surveillance et la vérification de la comptabilité, matières et main-d'œuvre, et des comptes d'application des directions d'artillerie, des ponts et chaussées, du port, et des autres services consommateurs;

§. 27. L'établissement annuel des comptes généraux de fonds et matières, des inventaires des magasins, des bâtimens et établissemens publics, appartenant au Roi et à la colonie, et des bâtimens de mer et embarcations attachés au service local;

§. 28. La comptabilité générale des fonds;

§. 29. La liquidation des dépenses relatives au service à la charge de la colonie ou de la métropole; la régularisation des pièces de comptabilité ;

§. 30. Les projets de répartitions mensuelles de fonds ;

§. 31. L'ordonnancement des dépenses partielles sur les crédits ouverts mensuellement par le gouverneur ;

§. 32. Les demandes de crédits supplémentaires à l'effet de pourvoir aux dépenses extraordinaires qui n'ont point été comprises dans les ordonnances mensuelles de répartition ;

§. 33. La comptabilité des avances remboursables par la métropole ;

§. 34. Les traites à fournir en remboursement de ces avances ;

§. 35. La surveillance, l'inspection et la vérification de la comptabilité du trésorier et de ses préposés ;

§. 36. La surveillance des versemens périodiques au trésor par les administrations financières ;

§. 37. Les vérifications ordinaires et extraordinaires des caisses de tous les comptables de la colonie ;

§. 38. L'administration de la caisse des invalides, des gens de mer et des prises; la surveillance spéciale de cette caisse ;

§. 39. Le travail relatif aux propositions des retraites, demi-soldes ou pensions aux ayans-droit, conformément aux ordonnances ;

§. 40. La vente, la liquidation et la répartition des prises ;

§. 41. Les bris et naufrages, les épaves de mer ;

§. 42. Le projet annuel des dépenses à faire dans la colonie pour le service à la charge de la métropole ;

§. 43. La rédaction du projet de budget relatif à son administration ;

§. 44. La réunion des projets de budgets partiels, pièces et documens à l'appui, fournis par les autres chefs d'administration, pour les recettes et les dépenses à la charge de la colonie, et la formation du projet de budget général de la colonie ;

§. 45. L'exposé de la situation de son service, qui doit être présenté annuellement au conseil général.

SECTION 2.

Des Rapports de l'Ordonnateur avec le Gouverneur.

87. §. 1^er^. L'ordonnateur prend les ordres généraux du gouverneur sur toutes les parties du service qui lui est confié, dirige et surveille leur exécution, en se conformant aux lois, ordonnances, règlemens et décisions ministérielles, et rend compte au gouverneur périodiquement, et toutes les fois qu'il l'exige, des actes et des résultats de son administration.

§. 2. Il l'informe immédiatement de tous les cas extraordinaires et circonstances imprévues qui intéressent son service.

88. §. 1^er^. L'ordonnateur travaille et correspond seul avec le gouverneur sur les matières de ses attributions.

§. 2. Seul il reçoit et transmet ses ordres sur tout ce qui est relatif au service qu'il dirige.

§. 3. Il représente au gouverneur, toutes les fois qu'il en est requis, les registres des ordres qu'il a donnés, et de sa correspondance officielle.

§. 4. Il porte à la connaissance du gouverneur, sans attendre ses ordres, les rapports qui lui sont faits par ses subordonnés sur les abus à réformer et les améliorations à introduire dans le service qui leur est confié.

89. §. 1^er^. Il a la présentation des candidats aux places vacantes dans son administration, qui sont à la nomination provisoire ou définitive du gouverneur.

§. 2. Il propose, s'il y a lieu, la suspension, la révocation ou la destitution des employés sous ses ordres et dont la nomination émane du gouverneur.

90. Il prépare et propose, en ce qui concerne l'administration qu'il dirige,

La correspondance générale du gouverneur avec le ministre de la marine et avec les gouvernemens étrangers ;

Les ordres généraux de service ;

Et tous autres travaux de même nature dont le gouverneur juge à propos de le charger.

Il tient enregistrement de la correspondance générale du gouverneur relative à son service.

SECTION 3.

Des Rapports de l'Ordonnateur avec les Fonctionnaires et les Agens du Gouvernement.

91. L'ordonnateur a sous ses ordres :

Les officiers et employés de l'administration de la marine ;
Les garde-magasins de tous les services ;
Les médecins, chirurgiens et pharmaciens de la marine ;
Les ingénieurs civils ;
Les officiers de ports ;
Le trésorier de la colonie et des invalides ;
Et les autres agens civils, entretenus ou non entretenus, qui, par la nature de leurs fonctions, dépendent de son service.

92. Il donne des ordres, en ce qui concerne son administration,

Aux officiers commandant les bâtimens attachés à la colonie ;
Aux officiers des ouvriers militaires ;
Aux ingénieurs des constructions navales ;
Aux officiers des troupes chargées du service de gendarmerie ;
A tous les comptables.

93. Il correspond avec tous les fonctionnaires et les agens du gouvernement dans la colonie, et les requiert, au besoins, de concourir au bien du service qu'il dirige.

94. §. 1^er^. Il nomme directement les agens qui relèvent de son administration, et dont la solde, jointe aux autres allocations, n'excède pas 1,500 fr. par an.

§. 2. Il les révoque ou les destitue, après avoir pris l'ordre du gouverneur.

95. Il expédie, enregistre et contre-signe les brevets de nomination provisoires ou définitifs, les congés et les ordres de service qui émanent du gouverneur, et qui sont relatifs aux agens civils et militaires dépendant de la marine, de la guerre et du trésor, ou placés sous ses ordres : il les fait enregistrer au contrôle.

Il enregistre les brevets, congés et ordres de service relatifs à tous les agens rétribués de la colonie.

Il tient enregistrement et conserve copie des brevets des fonctionnaires de la colonie nommés par nous ou par notre ministre de la marine.

SECTION 4.

Dispositions diverses relatives à l'Ordonnateur.

96. L'ordonnateur est membre du conseil privé.

97. Il prépare et soumet au conseil, d'après les ordres du gouverneur, en ce qui concerne le service qu'il dirige,

1.° Les projets d'ordonnances, d'arrêtés et de règlemens;

2.° Les rapports concernant,

Les questions douteuses que présente l'application des ordonnances, arrêtés et règlemens en matière administrative;

Les affaires contentieuses;

Les mesures à prendre à l'égard des fonctionnaires ou employés sous ses ordres, dans les cas prévus par les articles 59 et 77;

Les contestations entre les fonctionnaires publics, à l'occasion de leurs attributions, rangs et prérogatives;

Enfin les autres affaires qui sont dans ses attributions et qui doivent être portées au conseil.

98. Il contre-signe les arrêtés, règlemens, ordres généraux de service, décisions du gouverneur en conseil, et autres actes de l'autorité locale qui ont rapport à son administration, et veille à leur enregistrement par-tout où besoin est.

99. §. 1^er^. L'ordonnateur est personnellement responsable de tous les actes de son administration, hors les cas où il justifie, soit avoir agi en vertu d'ordres formels du gouverneur, et lui avoir fait, sur ces ordres, des représentations qui n'ont pas été accueillies, soit avoir proposé au gouverneur des mesures qui n'ont pas été adoptées.

§. 2. Les dispositions des §§. 1 et 4 de l'art. 79, sur la responsabilité du gouverneur, sont communes à l'ordonnateur.

100. §. 1.er Il adresse au ministre de la marine copie des représentations et des propositions qu'il a été dans le cas de faire au gouverneur, lorsqu'elles ont été écartées, ainsi que la décision intervenue.

§. 2. Il lui adresse également, par l'intermédiaire du gouverneur, à la fin de chaque année, un compte moral et raisonné de la situation du service dont il est chargé.

§. 3. Il a la correspondance avec le directeur de l'administration des colonies, pour les demandes de renseignemens à prendre en France, sur les intérêts privés, et pour les réponses aux demandes de même nature faites par la métropole.

101. Lorsque l'ordonnateur est remplacé dans ses fonctions, il est tenu de remettre à son successeur, en ce qui concerne son service, les pièces et documens mentionnés à l'article 83.

102. §. 1er. En cas de mort, d'absence ou de tout autre empêchement qui oblige l'ordonnateur à cesser son service, il est remplacé par le contrôleur colonial.

§. 2. S'il n'est empêché que momentanément, il est suppléé par l'officier d'administration de la marine le plus élevé en grade; à grade égal, le choix appartient au gouverneur.

Chapitre II.

Du Directeur général de l'administration intérieure.

section 1re.

Des Attributions du Directeur général.

103. Le directeur général est chargé, sous les ordres du gouverneur, de l'administration intérieure de la colonie, de la police générale, et de l'administration des contributions directes et indirectes.

104. Ces attributions comprennent :

§. 1er. La direction et la surveillance de l'administration des communes; la proposition des ordres de convocation des conseils municipaux, et celle des matières sur lesquelles ils doivent délibérer;

§. 2. L'examen des projets de budgets présentés par les communes; la surveillance de l'emploi des fonds communaux; la vérification des comptes y relatifs; la surveillance des receveurs municipaux et la vérification de leurs caisses;

§. 3. Les propositions relatives aux acquisitions, ventes, locations, échanges et partages des biens communaux;

§. 4. La surveillance de l'administration des noirs appartenant aux communes;

§. 5. Celle relative à la construction, la réparation et l'entretien des bâtimens et chemins communaux, et à la voirie municipale;

§. 6. La construction, la réparation et l'entretien des grandes routes, canaux, digues, ponts, fontaines, et tous autres travaux d'utilité publique qui dépendent de la grande voirie;

§. 7. Les propositions relatives à l'ouverture, au redressement et à l'élargissement des routes et des chemins;

§. 8. La police rurale, les conduites et prises d'eau; les mesures à prendre contre les débordemens et les inondations, contre les incendies des bois et savannes, et contre les défrichemens; les propositions relatives à la replantation des communes;

§. 9. Les ports d'armes, la chasse, la pêche dans les rivières et les étangs;

§. 10. Les salines;

§. 11. La direction et la surveillance des noirs de la colonie attachés aux travaux et établissemens qui sont dans ses attributions;

§. 12. La levée des noirs de réquisition; leur répartition entre les divers service; la direction et la surveillance de ceux qui sont affectés aux travaux qu'il dirige;

§. 13. L'appel et la revue des ouvriers libres ou esclaves employés aux mêmes travaux;

§. 14. L'administration du domaine; la revendication des terrains envahis ou usurpés; les demandes en réunion au domaine, des biens concédés, lorsqu'il y a lieu; la conservation des 50 pas géométriques et de toute autre réserve faite dans l'intérêt des divers services publics;

§. 15. Les propositions d'acquisitions, ventes ou échanges des propriétés domaniales ;

§. 16. La désignation des propriétés particulières nécessaires au service public ;

§. 17. Les opérations d'arpentage ;

§. 18. La levée des cartes et plans de la colonie ;

§. 19. La surveillance administrative de la curatelle des successions vacantes ;

§. 20. La réuion au domaine, des biens abandonnés ou acquis au trésor par prescription ;

§. 21. La vente des épaves autres que celles de mer ;

§. 22. Les propositions concernant les dons de bienfaisance et legs pieux ;

§. 23. La direction de l'agriculture et de l'industrie, les améliorations à introduire, et les propositions des encouragemens à donner ;

§. 24. La publication des découvertes nouvelles, des procédés utiles, et spécialement de ceux qui ont pour objet d'augmenter et de perfectionner les produits coloniaux, d'économiser la main-d'œuvre et de suppléer au travail de l'homme ;

§. 25. L'exécution du Code noir et les propositions relatives à l'amélio ration du régime des esclaves ;

§. 26. Les bibliothèques publiques, les jardins du Roi et de naturalisation, et la répartition des plantes utiles parmi les habitans ; les pépinières nécessaires à la plantation des routes et promenades publiques ;

§. 27. Les troupeaux et haras du gouvernement; les mesures pour l'amélioration des races ;

§. 28. Le statistique de la colonie ; la formation des tableaux annuels relatifs à la population et à la situation agricole et industrielle ;

§. 29. Les mouvemens du commerce ; l'établissement des états annuels d'importation et d'exportation ;

§. 30. La surveillance des approvisionnemens généraux de la colonie, et la proposition des mesures à prendre à cet égard ;

§. 31. La surveillance des agens de change courtiers et des préposés aux ventes publiques, autres que celles faites par autorité de justice ;

§. 32. La proposition des tarifs du prix des charrois et du batelage ;

§. 33. Le système monétaire ; les mesures concernant l'exportation du numéraire ;

§. 34. Les propositions relatives aux sociétés anonymes ; la surveillance des comptoirs d'escompte ;

§. 35. L'administration de la poste aux lettres, tant pour l'intérieur que pour l'extérieur ;

§. 36. L'état civil des blancs et des gens de couleur libres ;

§. 37. L'exécution des lois, édits, déclarations, ordonnances et règlemens relatifs aux culte, aux ecclésiastiques, et aux communautés religieuses ; la police et la conservation des églises et lieux de sépulture ; les tarifs et règlemens sur le casuel, les convois et les inhumations ;

§. 38. L'examen des budgets des fabriques : la surveillance de l'emploi des fonds qui leur appartiennent ; la vérification et l'apurement des comptes ;

§. 39. L'administration des bureaux de bienfaisance ; la vérification et l'apurement de leur comptabilité ;

§. 40. Les propositions de secours à accorder par le gouvernement, dans le cas d'incendies, ouragans et autres calamités publiques ;

§. 41. Les propositions relatives à l'admission, dans les hôpitaux militaires, des malades civils, indigens et incurables, libres ou esclaves ;

§. 42. La surveillance des établissemens d'instruction publique ; les examens à faire subir aux chefs d'institution, professeurs et maîtres d'école qui se destinent à l'enseignement dans la colonie ;

§. 43. L'administration du collége royal de la colonie et des écoles primaires gratuites ; l'établissemens de ces écoles dans les

quartiers qui en sont privés ; la surveillance administrative des freres de la doctrine chrétienne, et des sœurs qui se livrent à l'instruction ;

§. 44. La proposition au gouverneur des candidats pour les bourses accordées aux jeunes créoles dans les colléges royaux de France, de la colonie, et dans les maisons royales de la légion d'honneur; la régularisation des pièces qu'ils ont à produire ;

§. 45. L'administration générale des contributions directes; la confection des rôles; l'établissement et la vérification des recensemens; la délivrance des patentes; la vérification du cadastre pour servir à l'établissement de l'impôt sur les maisons; les propositions de dégrèvement ;

§. 46. L'administration générale des douanes, de l'enregistrement, du timbre, des hypothèques et des autres contributions indirectes de toute nature ;

§. 47. La vérification des comptes des administrations financières, et la surveillance des receveurs ;

§. 48. La surveillance de la ferme des guildives et de celle des tabacs ;

§. 49. L'expédition des actes de francisation ;

§. 50. La proposition des mercuriales pour la perception des droits de douanes et celle des tarifs du prix des rums et aracks et des tabacs ;

§. 51. Les mesures à prendre envers les contrevenans aux lois, ordonnances et règlemens sur l'abolition de la traite des noirs, sur le commerce national et étranger, et sur la perception de tous les impôts ;

§. 52. La surveillance de l'usage de la presse; la censure des journaux et de tous les écrits destinés à l'impression, autres que ceux concernant les matières judiciaires ;

§. 53. La surveillance de la librairie, en ce qui intéresse la religion, le bon ordre et les mœurs ;

§. 54. Les mesures sanitaires à l'intérieur de la colonie; les précautions contre les maladies épidémiques, les épizooties et l'hydrophobie; la propagation de la vaccine; les secours à donner aux noyés et aux asphyxiés ;

§. 55. Les lépreux, les insensés, les enfans abandonnés;

§. 56. La surveillance des officiers de santé et pharmaciens non attachés au service; les examens à leur faire subir ; la surveillance du commerce de droguerie ;

§. 57. L'exécution des obligations imposées par les réglemens aux personnes qui arrivent dans la colonie ou qui en partent ; l'expédition et l'enregistrement des passe-ports ;

§. 58. Les secours contre les incendies, l'établissement des pompes y relatives dans les divers quartiers de la colonie ;

§. 59. Les mesures d'ordre à l'occasion des fêtes et cérémonies publiques ;

§. 60. L'exécution des ordonnances et règlemens concernant les gens de couleur libres et affranchis ;

§. 61. Les mesures répressives du marronnage, et les dépenses qu'elles occasionnent ;

§. 62. Le régime intérieur et l'administration des prisons civiles et des geoles; la direction et l'emploi des noirs condamnés aux travaux forcés ;

§. 63. La surveillance des individus qui n'ont aucun moyen d'existence connu, des vagabonds, gens sans aveu, malfaiteurs et perturbateurs de l'ordre public ; des noirs qui se mêlent de prétendus maléfices et sortiléges, ou qui sont suspectés d'empoisonnement ; des empiriques ;

Des auberges, cafés, maisons de jeu, spectacles et autres lieux publics ;

§. 64. La surveillance spéciale des individus signalés comme recéleurs ; la suppression des cantines et échoppes établies ailleurs que dans l'intérieur des villes et quartiers ;

§. 65. L'exécution des règlemens concernant :

Les poids et mesures ;

Le contrôle des matières d'or et d'argent ;

La tenue des bazars et marchés publics ;

L'approvisionnement des boulangers et bouchers ;

Le colportage ;

Les coalitions d'ouvriers ;

Les réunions d'esclaves non autorisées ;

Enfin, tout ce qui a rapport à la police administrative ;

§. 66. La direction et la surveillance des troupes spécialement affectées au service de gendarmerie ;

§. 67. La proposition et l'éxécution des mesures relatives à la sûreté générale de la colonie ;

§. 68. La rédaction du projet de budget partiel, des états de développement et autres documens relatifs à son administration, qui doivent servir à l'ordonnateur pour l'établissement du budget général ;

§. 69. La vérification et la régularisation des pièces fournies à l'ordonnateur pour la justification et la liquidation des dépenses faites pour le service de l'intérieur ;

§. 70. La formation de la liste des personnes éligibles pour le conseil général ;

§. 71. La proposition des ordres pour les convocations ordinaires et extraordinaires du conseil général, et, dans ce dernier cas, celle des matières sur lesquelles il est appelé à délibérer ;

§. 72. L'exposé de la situation de son service, qui doit être présenté annuellement au conseil général.

105. Le directeur général de l'intérieur est adjudant commandant des milices de la colonie.

En cette qualité, il transmet et fait exécuter les ordres du gouverneur, en ce qui concerne l'instruction, la discipline et le service des milices.

SECTION 2.

Des Rapports du Directeur général avec le Gouverneur et avec les Fonctionnaires et les Agens du Gouvernement.

106. Les dispositions de la section 2 du chapitre Ier. du titre III, qui fixent les rapports de l'ordonnateur avec le gouverneur, sont communes au directeur général.

107. Le directeur général concourt avec l'ordonnateur, en ce qui a rapport à l'administration intérieure;

A l'établissement des cahiers des charges pour les marchés et adjudication;

A la réception des matières et des ouvrages;

A la préparation des instructions à donner aux pataches et autres embarcations chargées du service de la douane sur les côtes.

108. Il a sous ses ordres,

Les maires et officiers municipaux;

Les officiers et employés de la marine attachés à son administration;

Les directeurs, inspecteurs, receveurs et autres employés du domaine, de l'enregistrement, du timbre, des douanes, des contributions directes et indirectes;

Les commissaires civils et les agens de la police;

Les agens salariés de l'instruction publique;

Les arpenteurs du gouvernement;

Les jardiniers botanistes, les médecins vétérinaires;

Et tous autres employés civils qui, par la nature de leurs fonctions, dépendent de son service.

109. Il donne des ordres, en ce qui concerne son administration:

Aux commandans de quartier et officiers de milice;

Aux ingénieurs civils;

Aux officiers des troupes spécialement affectées aux service de gendarmerie;

Aux officiers de santé de la marine;

Aux agens des fermes des tabacs et des guildives.

110. Les dispositions des articles 93 et 94 sont communes au directeur général.

111. Il expédie et contre-signe les brevets de nomination provisoires ou définitifs, les congés et les ordres de service qui émanent du gouverneur, et qui sont relatifs à tous les agens rétribués sous ses ordres. Il expédie et contre-signe également les brevets provisoires des officiers de milice; les commissions ou diplomes des agens de change courtiers, des officiers de santé, pharmaciens, des instituteurs, maîtres d'école, professeurs et autres agens civils non rétribués qui dépendent de l'administration de l'intérieur.

Il enregistre et fait enregistrer, par-tout où besoin est, les brevets, commissions et diplomes qu'il expédie.

SECTION 3.

Dispositions diverses relatives au Directeur général de l'intérieur.

112. Les articles 96, 97, 98, 99, 100 et 101, relatifs à l'ordonnateur, sont communs au directeur général de l'intérieur.

113. En cas de mort, d'absence, ou de tout autre empêchement qui oblige le directeur général de l'administration intérieure à quitter son service, ou à le cesser momentanément, il est remplacé provisoirement ou suppléé par un des conseillers coloniaux, membres du conseil privé, désigné par nous, et à défaut, par celui d'entre eux que le gouverneur désigne.

CHAPITRE III.

Du Procureur général, en sa qualité de Chef d'administration.

SECTION 1re.

Des Attributions du Procureur général.

114. Le procureur général est membre du conseil privé.

115. Il prépare et soumet au conseil, d'après les ordres du gouverneur :

§. 1er. Les projets d'ordonnances, d'arrêtés, de règlemens et d'instructions, sur les matieres judiciaires ;

§. 2. Les rapports concernant
Les conflits ;
Les affranchissemens ;
Les recours en grâce ;
Les mesures à prendre à l'égard des fonctionnaires attachés à l'ordre judiciaire, dans les cas prévus par les articles 58 et 76 ;
Les contestations entre les membres des tribunaux, relativement à leurs fonctions, rangs et prérogatives; enfin, toutes autres affaires concernant son service, et qui doivent être portées au conseil privé.

116. Le procureur général a dans ses attributions :

§. 1^er^. La surveillance et la bonne tenue des lieux où se rend la justice ;

§. 2. La surveillance spéciale de l'administration du curateur aux successions vacantes, conformément aux ordonnances ;

§. 3. La censure des écrits en matière judiciaire, et qui sont destinés à l'impression ;

§. 4. L'application des règlemens à l'égard des noirs marrons, et l'allocation des primes dues aux capteurs, conformément aux ordonnances ;

§. 5. La préparation du budget des dépenses relatives à la justice ;

§. 6. La vérification et le visa de toutes les pièces nécessaires à la justification et à la liquidation des frais de justice à la charge du trésor ;

§. 7. Le contre-seing des arrêtés, règlemens, décisions du gouverneur en conseil, et autres actes de l'autorité locale qui ont rapport à l'administration de la justice ;

§. 8. L'expédition et le contre-seing des provisisons, commissions et congés délivrés par le gouverneur aux membres de l'ordre judiciaire, ainsi que des commissions des notaires, avoués et autres officiers ministériels ;

§. 9. La nomination des agens attachés aux tribunaux, dont le traitement, joint aux autres allocations, n'excède pas 1,500 francs par an ;

§. 10. La révocation ou la destitution de ces agens, après avoir pris les ordres du gouverneur ;

§. 11. L'enregistrement, par-tout où besoin est, des commissions et autres actes qu'il expédie et contre-signe ;

117. §. 1^er^. Il exerce directement la discipline sur les notaires, les avoués et les autres officiers ministériels ; prononce contre eux, après les avoir entendus, le rappel à l'ordre, la censure simple, la censure avec réprimande, et leur donne tous avertissemens qu'il juge convenables ;

§. 2. A l'égard des peines plus graves, telles que la suspension, le remplacement pour défaut de résidence, ou la destitution, il fait d'office, ou sur les réclamations des parties, les propositions qu'il juge nécessaires, et le gouverneur statue, après avoir pris l'avis des tribunaux, qui entendent, en chambre du conseil, le fonctionnaire inculpé, sauf le recours à notre ministre de la marine.

118. Il présente au conseil général de la colonie, au nom du gouverneur, et par son ordre, l'exposé de la situation du service qu'il dirige;

SECTION 2.

Rapports du Procureur général avec le Gouverneur.

119. §. 1^er^. Le procureur général rend compte au gouverneur de tout ce qui est relatif à l'administration de la justice et à la conduite des magistrats.

§. 2. Il lui rend compte également des peines de discipline qu'il a prononcées en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés à l'article 117.

120. Il lui présente les rapports sur les demandes en dispense de mariage.

121. Il se fait remettre et adresse au gouverneur, après en avoir fait la vérification, les doubles minutes des actes qui doivent être envoyés au dépôt des chartes coloniales en France.

122. Il est seul chargé de présenter au gouverneur les candidats aux places de judicature vacantes dans les tribunaux, sauf les exceptions qui seront réglées par notre ordonnance sur l'organisation judiciaire.

Il présente également les candidats pour les places de notaires, avoués et autres officiers ministériels, après qu'ils ont subi les examens et satisfait aux conditions prescrites par les règlemens.

123. Sont communes au procureur général, en ce qui concerne son service, les dispositions des art. 87, 88 et 90.

SECTION 3.

Dispositions diverses relatives au Procureur général.

124. §. 1.er Les dispositions des art. 93 et 100, qui règlent les cas où l'ordonnateur correspond avec les divers fonctionnaires de la colonie et avec le département de la marine, sont communes au procureur général.

§. 2. Il correspond, en outre, avec le ministre de la marine, pour l'envoi des significations faites à son parquet, et pour la réception de celles faites au parquet des cours et tribunaux de France, à l'effet d'être transmises aux colonies.

§. 3. Sont également communes au procureur général les dispositions des art. 79, §. 1.er, 99, §. 1.er, et 101.

125. §. 1.er En cas de mort, d'absence, ou de tout autre empêchement qui oblige le procureur général à cesser son service, il est remplacé provisoirement par un magistrat désigné par nous, et, à défaut, par celui que le gouverneur désigne.

§. 2. S'il n'est empêché que momentanément, il est remplacé dans ses fonctions administratives par le procureur du Roi, et, en cas d'empêchement de celui-ci, par un conseiller de la cour, au choix du gouverneur.

TITRE IV.

Du contrôleur colonial.

126. Le contrôleur colonial est chargé de l'inspection et du contrôle spécial de l'administration de la marine, de la guerre et des finances, et de la surveillance générale de toutes les parties du service administratif de la colonie.

127. Son inspection et son contrôle s'étendent

Sur les recettes et dépenses en deniers, matières et vivres;

Sur la conservation des marchandises et munitions de toute espèce dans les magasins ;

Sur les revues des troupes, des équipages de nos bâtimens, des officiers sans troupe, et autres agens salariés de la colonie ;

Sur l'emploi des matières et du temps des ouvriers ;

Sur l'administration et l'emploi des noirs de la colonie ;

Sur les hôpitaux, bagnes, prisons militaires, chantiers et ateliers et autres établissemens dépendant de la marine et de la guerre ;

Sur les formes et l'exécution des adjudications, marchés et traités pour fournitures et ouvrages ;

Sur les baux et fermages des biens domaniaux ;

Sur l'administration de la caisse des invalides, des gens de mer et des prises ;

Sur les différentes administrations, fermes et régie des contributions directes et indirectes de la colonie, dont il suit les mouvemens, vérifie et arrête mensuellement les registres et la comptabilité aux bureaux des comptables et sans déplacement de pièces.

128. Il vérifie les opérations de la comptabilité générale ; il enregistre et vise les ordres de versement, et toutes les pièces à la décharge du trésorier.

129. §. 1^er^. Il vérifie, concurremment avec l'ordonnateur, chaque mois, et plus souvent si le cas l'exige, les caisses du trésor de la colonie, et celle des invalides, gens de mer et prises.

Il vérifie également, toutes les fois qu'il le juge nécessaire, la caisse du curateur aux successions vacantes, et celle des receveurs des contributions.

§. 2. Il s'assure, lors de ces différentes vérifications, de la concordance des écritures du trésorier avec celles du bureau central des fonds, et avec celles des administrations financières.

§. 3. Il rend compte au gouverneur du résultat de ces opérations.

130. Il reçoit les cautionnemens pour l'exécution des marchés, adjudications, fermages et régies.

Il concourt et veille à la réception de ceux qui doivent être fournis par les divers fonctionnaires ou agens de la colonie.

131. §. 1^er^. Le contrôleur colonial exerce les poursuites par voie administrative et judiciaire, contre les débiteurs de deniers publics, les fournisseurs, entrepreneurs et tous autres qui ont passé des marchés avec le gouvernement; fait établir tout séquestre, prend toutes hypothèques sur leurs biens, en donne main-levée lorsque les débiteurs se sont libérés, et défend à toutes demandes formées par les comptables.

§. 2. Il procède, en outre, soit en demandant, soit en défendant, dans toutes les affaires portées devant le conseil privé où le gouvernement est partie.

132. §. 1^er^. Il a le dépôt et la garde des archives de la colonie; il les reçoit sur inventaires, et en est personnellement responsable.

§. 2. Il est chargé de l'enregistrement, du dépôt et de la classification des lois, ordonnances, règlemens, décisions et ordres du ministre et du gouverneur; des brevets, commissions, devis, plans, cartes, mémoires et procès-verbaux relatifs à tous les services administratifs de la colonie. Il en délivre, au besoin, des copies collationnées, et ne peut se dessaisir des originaux que sur l'ordre du gouverneur.

§. 3. Il requiert la réintégration ou le dépôt aux archives, des pièces qui en dépendent ou doivent en faire partie, quels qu'en soient les détenteurs.

Il assiste nécessairement à l'apposition et à la levée des scellés mis sur les papiers des fonctionnaires décédés dans l'exercice de leurs fonctions, ou dont les comptes n'ont pas été apurés, comme aussi aux inventaires qui doivent être dressés lorsque le gouverneur et les chefs de service sont remplacés, et réclame les titres, pièces et documens qu'il juge devoir faire partie des archives.

133. §. 1^er^. Le contrôleur exerce ses fonctions dans une entière indépendance de toute autorité locale; mais il ne peut diriger ni suspendre aucune opération.

§. 2. Il requiert, dans toutes les parties du service administratif de la colonie, tant sur le fond que sur la forme, l'exécution ponctuelle des ordonnances, des règlemens, des ordres ministériels, des ordres du gouverneur et de ses décisions en conseil. Il adresse à cet effet aux chefs de service toutes les représentations et observations qu'il juge utiles ; s'il n'y est pas fait droit, il en informe le gouverneur.

§. 3. Le contrôleur ne s'adresse directement au gouverneur que lorsqu'il a à signaler des abus ou à faire des propositions sur lesquelles le gouvernement peut seul statuer.

§. 4. Le contrôleur tient enregistrement des représentations qu'il fait au gouverneur ou aux chefs de service; il en adresse copie au ministre de la marine, s'il n'y a pas été fait droit.

134. Les bureaux, ateliers, magasins, hôpitaux et autres établissemens soumis à l'inspection du contrôleur, lui sont ouverts ainsi qu'à ses préposés, et il leur est donné communication de tous les états, registres ou pièces quelconques dont il demande à prendre connaissance.

135. §. 1^er^. Le contrôleur a sous ses ordres les officiers et employés de l'administration de la marine attachés à son service.

§. 2. Il donne des ordres aux inspecteurs et vérificateurs des administrations financières, en tout ce qui concerne la régularité du service, la surveillance et la poursuite des contraventions aux lois, ordonnances et règlemens : toutefois il prévient le directeur général de l'intérieur des ordres qu'il donne à cet égard.

136. Il adresse directement à notre ministre de la marine, à la fin de chaque année, un compte raisonné des différentes parties de son service.

137. Les dispositions des articles 79, §. 1, et 101, sont communes au contrôleur

138. En cas de mort, d'absence, ou de tout autre empêchement qui oblige le contrôleur à cesser son service, il est remplacé par l'officier d'administration de la marine le plus élevé en grade ; à grade égal, le choix appartient au gouverneur.

S'il n'est empêché que momentanément, il est suppléé par l'officier d'administration de la marine chargé du contrôle sous ses ordres.

TITRE V.

Du conseil privé.

Chapitre Ier.

De la Composition du Conseil privé.

139. §. 1er. Le conseil privé est composé

Du gouverneur,
Du commissaire ordonnateur,
Du directeur général de l'intérieur,
Du procureur général,
De deux conseillers coloniaux.

§. 2. Le contrôleur colonial assiste au conseil; il y a voix représentative dans toutes les discussions.

§. 3. Un secrétaire archiviste tient la plume.

140. Les membres du conseil sont remplacés ainsi qu'il est réglé aux articles 102, 113, 125, 138 et 168.

141. Lorsque le conseil est appelé à prononcer sur les matières spécifiées aux sections 4 et 5 du chapitre III du présent titre, il nomme et s'adjoint deux membres de l'ordre judiciaire.

Ils sont choisis conformément aux dispositions des articles 163, §. 1.er, et 164, §. 1er, et ont voix délibérative.

142. §. 1er. Le commandant des troupes d'infanterie, l'ingénieur en chef, le directeur de l'artillerie, le capitaine de port du chef-lieu, l'officier d'administration chargé des approvionnemens, les directeurs des administrations financières et le trésorier, sont appelés, de droit, au conseil, lorsqu'il y est traité des matières de leurs attributions. Ils y ont voix consultative.

§. 2. Deux membres du conseil général, choisis conformément aux dispositions de l'article 185 ci-après, sont appelés nécessairement au conseil privé, avec voix consultative, pour la discussion des ordonnances, arrêtés et réglemens.

§. 3. Le conseil peut demander à entendre, en outre, tous fonctionnaires et autres personnes qu'il désigne, et qui par leurs connaissances spéciales sont propres à l'éclairer.

Le gouverneur décide s'il sera fait droit à la demande du conseil.

Les fonctionnaires et autres personnes ainsi appelés assistent à la délibération avec voix consultative.

Chapitre II.

Des Séances du Conseil privé, et de la Forme de ses délibérations.

143. §. 1.er Le gouverneur est président du conseil.

§. 2. Lorsqu'il n'y assiste pas, la présidence appartient au commissaire ordonnateur, et, à défaut de celui-ci, au directeur général de l'intérieur.

144. Les membres du conseil prêtent entre les mains du gouverneur, lorsqu'ils siégent ou assistent pour la première fois au conseil, le serment dont la formule suit :

« Je jure devant Dieu de bien et fidèlement servir le Roi et » l'État, de garder et observer les lois, ordonnances et règle- » mens en vigueur dans la colonie, de tenir secrètes les délibé- » rations du conseil privé, et de n'être guidé, dans l'exercice des » fonctions que je suis appelé à y remplir, que par ma conscience » et le bien du service du Roi. »

145. Les conseillers titulaires prennent rang et séance dans l'ordre établi à l'article 139.

Les suppléans et les membres appelés momentanément à faire partie du conseil, siégent après les membres titulaires.

146. §. 1.er Le conseil s'assemble au gouvernement, et dans un local spécialement affecté à ses séances.

§. 2. Il se réunit le 1.er de chaque mois, et continue ses séances, sans interruption, jusqu'à ce qu'il ait expédié toutes les affaires sur lesquelles il a à statuer.

§. 3. Il s'assemble, en outre, toutes les fois que des affaires urgentes nécessitent sa réunion, et que le gouverneur juge convenable de le convoquer.

147. §. 1.er Le conseil ne peut délibérer qu'autant que tous ses membres sont présens ou légalement remplacés.

§. 2. Toutefois, dans le cas où il n'est que consulté, la présence du gouverneur n'est point obligatoire.

§. 3. Les membres du conseil ne peuvent se faire remplacer qu'en cas d'empêchement absolu.

148. §. 1.er Sauf les cas d'urgence, le président fait informer, à l'avance, les membres du conseil et les personnes appelées à y siéger momentanément, des affaires qui doivent y être traitées. Les pièces et rapports y relatifs sont déposés au secrétariat du conseil, pour que les membres puissent en prendre connaissance.

§. 2. Le conseil nomme, dans son sein, des commissions pour l'examen des affaires qui demandent à être approfondies. Le contrôleur peut en faire partie.

149. §. 1.er Le conseil a le droit de demander communication des pièces qui peuvent servir à former son opinion.

§. 2. Le gouverneur décide si la communication aura lieu. En cas de refus, mention en est faite au procès-verbal.

150. §. 1.er Le président, avant de fermer la discussion, consulte le conseil pour savoir s'il est suffisamment instruit.

§. 2. Le conseil délibère à la pluralité des voix. En cas de partage, celle du gouverneur est prépondérante.

§. 3. Les voix sont recueillies par le président, et dans l'ordre inverse des rangs qu'occupent les membres du conseil. Le président vote le dernier.

§. 4. Tout membre qui s'écarte des égards et du respect dus au conseil, est rappelé à l'ordre par le président, et mention en est faite au procès-verbal.

151. §. 1.er Le secrétaire archiviste rédige le procès-verbal des séances. Il y consigne les avis motivés et les votes nominatifs; il y insère même, lorsqu'il en est requis, les opinions rédigées, séance tenante, par les membres du conseil.

§. 2. Le procès-verbal ne fait mention que de l'opinion de la majorité, lorsque le conseil juge administrativement.

§. 3. Le secrétaire archiviste donne lecture, au commencement de chaque séance, du procès-verbal de la séance précédente.

§. 4. Le procès-verbal, approuvé, est transcrit sur un registre coté et paraphé par le gouverneur, et est signé par tous les membres du conseil.

§. 5. Deux expéditions du procès-verbal de chaque séance, visées par le président et certifiées par le secrétaire archiviste, sont adressées au ministre par des occasions différentes.

L'une est expédiée par le gouverneur, l'autre par le contrôleur.

152. §. 1.er Le secrétaire archiviste a dans ses attributions la garde du sceau du conseil, le dépôt de ses archives, la garde de sa bibliothèque et l'entretien du local destiné à ses séances.

§. 2. Il est chargé de la convocation des membres du conseil et des avis à leur donner, sur l'ordre du président ; de la réunion de tous les documens nécessaires pour éclairer les délibérations, et de tout ce qui est relatif à la rédaction, l'enregistrement et l'expédition des procès-verbaux.

Chapitre III.

Des Attributions du Conseil privé.

section 1re.

Dispositions générales.

153. §. 1.er Le conseil ne peut délibérer que sur les affaires qui lui sont présentées par le gouverneur ou par son ordre, sauf les cas où il juge administrativement.

§. 2. Les projets d'ordonnances, d'arrêtés, de règlemens, et toutes autres affaires qu'il est facultatif au gouverneur de proposer au conseil, peuvent être retirés par lui, lorsqu'il le juge convenable.

154. §. 1.er Aucune affaire de la compétence du conseil ne doit être soustraite à sa connaissance.

Les membres titulaires peuvent faire à ce sujet des réclamations ; le gouverneur les admet ou les rejette.

§. 2. Tout membre titulaire peut également soumettre au gouverneur, en conseil, les propositions ou observations qu'il juge utiles au bien du service; le gouverneur décide s'il en sera délibéré.

§. 3. Mention du tout est faite au procès-verbal.

155. Le conseil ne peut correspondre avec aucune autorité.

SECTION 2.

Des Matières sur lesquelles le Gouverneur prend l'avis du Conseil.

156. §. 1.er Les pouvoirs et les attributions qui sont conférés au gouverneur par les art. 17, §. 2; 23, §§. 1.er et 2; 24, 25, §. 1.er; 26, §. 1.er; 27, §. 2; 28, §. 2; 32, 33, §. 4; 34, §. 3; 37, §. 1.er; 40, §. 1.er; 42, §. 1.er; 49, 56, 59, §. 2; 62, §. 2; et 66, sont exercés par lui après avoir pris l'avis du conseil privé, mais sans qu'il soit tenu de s'y conformer.

§. 2. Le conseil est également appelé à donner son avis,

Sur le compte de la situation des différentes parties de l'administration de la colonie, qui doit être produit au conseil général par les chefs d'administration, chacun en ce qui le concerne;

Sur les propositions et les observations présentées par le conseil général;

Sur le meilleur emploi à faire des bâtimens flottans attachés au service de la colonie;

Sur le mode le plus avantageux de pourvoir aux approvisionnemens nécessaires aux différens services;

Enfin, sur toutes les affaires sur lesquelles le gouverneur juge convenable de le consulter.

SECTION 3.

Des Matières que le Gouverneur décide ou arrête en conseil.

157. Les pouvoirs et les attributions qui sont conférés au gouverneur par les articles 16, §§. 3 et 6; 19, 20, §§. 1 et 2; 22, §§. 1 et 2; 25, §. 2; 26, §. 2; 29, §. 2; 30, §§. 2, 3 et 4; 31, 33, §§. 1 et 2; 34, §. 2; 37, §. 3; 40, §. 2; 47, 58, 60, 64, §. 1.er; et 65, ne sont exercés par lui que collectivement avec le conseil privé, et conformément aux décisions de ce conseil.

158. Le conseil vérifie et arrête :

§. 1.er Les comptes des receveurs, des gardes-magasins et de tous les comptables de la colonie, à l'exception de ceux du trésorier;

§. 2. Les comptes rendus par les commis aux revues ou autres comptables embarqués sur ceux de nos bâtimens qui sont attachés au service de la colonie.

159. Le conseil statue :

§. 1.er Sur les marchés et adjudications de tous les ouvrages et approsionnemens, et les traités pour fournitures quelconques au-dessus de 400 francs. Ceux au-dessous de cette somme sont passés conformément aux règles établies, et soumis au conseil à la fin de chaque mois;

§. 2. Sur la vente des approvionnemens et des objets inutiles ou impropres au service;

§. 3. Sur les augmentations de grades et de paie des marins, officiers-mariniers et ouvriers classés, conformément aux ordonnances de la marine;

§. 4. Sur les augmentations de classe ou de paie des ouvriers civils, libres ou esclaves;

§. 5. Sur le contentieux en matière de contributions directes et de recensement, et sur les contestations relatives aux noirs épaves;

§. 6. Sur le contentieux des administrations du domaine, de l'enregistrement, des douanes et autres impôts indirects, sans préjudice du recours des parties devant les tribunaux ordinaires;

§. 7. Sur les poursuites à intenter contre les bâtimens arrêtés en contravention;

§. 8. Sur l'ouverture, le redressement et l'élargissement des routes et chemins, sauf l'indemnité préalable en faveur du propriétaire dépossédé;

§. 9. Sur les réclamations relatives à la liste des éligibles au conseil général, et sur la clôture définitive de cette liste;

§. 10. Sur les autorisations de plaider demandées par les maires, d'après l'avis des conseils municipaux;

§. 11. Sur les questions douteuses que présente l'application des ordonnances et règlemens.

SECTION 4.

Des Matières que le Conseil juge administrativement.

160. Le conseil privé connaît, comme conseil du contentieux administratif :

§. 1.er Des conflits positifs ou négatifs élevés par les chefs d'administration, chacun en ce qui le concerne, et du renvoi devant l'autorité compétente, lorsque l'affaire n'est pas de nature à être portée devant le conseil privé ;

§. 2. De toutes contestations qui peuvent s'élever entre l'administration et les entrepreneurs de fournitures ou de travaux publics, ou tous autres qui auraient passé des marchés avec le gouvernement, concernant le sens ou l'exécution des clauses de leurs marchés ;

§. 3. Des réclamations des particuliers qui se plaignent de torts et dommages provenant du fait personnel desdits entrepreneurs, à l'occasion de marchés passés par ceux-ci avec le gouvernement ;

§. 4. Des demandes et contestations concernant les indemnités dues aux particuliers, à raison du dommage causé à leurs terrains pour l'extraction ou l'enlèvement des matériaux nécessaires à la confection des chemins, canaux et autres ouvrages publics ;

§. 5. Des demandes en réunion de terrain au domaine, lorsque les concessionnaires ou leurs ayans-droit n'ont pas rempli les clauses des concessions ;

§. 6. Des demandes concernant les concessions de prises d'eau et de saignées à faire aux rivières pour l'établissement des usines, l'irrigation des terres et tous autres usages ; la collocation des terres dans la distribution des eaux ; la quantité d'eau appartenant à chaque terre ; la manière de jouir de ces eaux ; les servitudes et placement de travaux pour la conduite et le passage des eaux ; les réparations et l'entretien desdits travaux ;

L'interprétation des titres de concessions, s'il y a lieu, laissant aux tribunaux à statuer sur toute autre contestation qui peut

s'élever relativement à l'exercice des droits concédés et à la jouissance des eaux appartenant à des particuliers ;

§. 7. Des contestations relatives à l'ouverture, la largeur, le redressement et l'entretien des routes royales, des chemins vicinaux; de ceux qui conduisent à l'eau; des chemins particuliers ou de communication aux villes, routes, chemins, rivières et autres lieux publics, comme aussi des contestations relatives aux servitudes pour l'usage de ces routes et de ces chemins ;

§. 8. Des contestations relatives à l'établissement des embarcadères, des ponts, bacs et passages sur les rivières et sur les bras de mer, ainsi que de celles qui ont rapport à la pêche sur les rivières et sur les étangs appartenant au domaine ;

§. 9. Des empiétemens sur la réserve des cinquante pas géométriques, et sur toute autre propriété publique ;

§. 10. Des demandes formées par les comptables en main-levée de séquestres ou d'hypothèques établis à la diligence du contrôleur;

§. 11. De l'état des individus dont la liberté est contestée, laissant aux tribunaux à connaître des cas où la possession de la liberté est appuyée sur un acte de l'état civil;

§. 12 Des contestations élevées sur les demandes formées par le contrôleur colonial, dans les cas prèvus par l'article 132, §. 3;

§. 13. En général, du contentieux administratif.

161. Les parties peuvent se pourvoir devant le conseil d'état par la voie du contentieux, contre les décisions rendues par le conseil privé sur les matières énoncées dans l'article précédent. Ce recours n'a d'effet suspensif que dans les cas de conflit.

162. Le conseil privé prononce, sauf le recours en cassation, sur l'appel des jugemens rendus par le tribunal de première instance, relativement aux contraventions aux lois, ordonnances et règlemens

Sur la traite des noirs ;

Sur le commerce étranger ;

Sur les douanes et la ferme des guildives, mais seulement en cas de fraude.

163. §. 1.er Lorsque le conseil privé se constitue en conseil de contentieux administratif ou en commission d'appel, il nomme et s'adjoint deux membres de l'ordre judiciaire.

§. 2. Les fonctions du ministère public y sont exercées par le contrôleur colonial.

§. 3. Le mode de procéder est déterminé par un règlement particulier.

SECTION 5.

De la Participation du Conseil aux pouvoirs extraordinaires du Gouverneur.

164. §. 1.er Les pouvoirs extraordinaires conférés au gouverneur par les articles 68, 69, 72, 73, 74, 75 et 76, ne peuvent être exercés que collectivement avec le conseil privé, qui alors nomme et s'adjoint deux membres de la cour royale.

§. 2. Les mesures extraordinaires autorisées par les susdits articles, ne peuvent être adoptées qu'à la majorité de six voix sur huit.

SECTION 6.

Dispositions transitoires.

165. Le conseil privé est spécialement chargé de réunir et coordonner toutes les dispositions des lois, édits, déclarations, ordonnances, arrêtés, règlemens, décisions et instructions en vigueur, concernant les différentes branches de l'administration de l'île Bourbon.

Il proposera en même-temps les modifications et améliorations qu'il jugera utile d'introduire dans toutes les parties de cette législation.

166. §. 1.er Une instruction ministérielle réglera l'ordre et la classification de ce travail.

§. 2. Le gouverneur nommera, sur la présentation du conseil, et pour y être adjoint, les fonctionnaires, habitans ou négocians qui peuvent concourir utilement à cette révision.

167. Les différens titres du nouveau Code seront adressés au ministre de la marine, au fur et à mesure qu'ils seront rédigés, et ne pourront être mis à exécution qu'après avoir été revêtus de notre approbation.

Chapitre VI.

Des Conseillers coloniaux et de leurs Attributions particulières.

168. §. 1.er Les conseillers coloniaux sont nommés par nous; ils doivent être âgés de trente ans révolus, domiciliés dans la colonie depuis cinq ans au moins, et sont choisis parmi les habitans les plus notables.

§. 2. Deux suppléans nommés également par nous, et réunissant les mêmes conditions que les conseillers titulaires, les remplacent au besoin.

169. Indépendamment de leurs fonctions au conseil, les conseillers coloniaux sont spécialement chargés de l'inspection

Des travaux à la charge de la colonie;

Des noirs de la colonie, de leur emploi et de leur régime;

Des jardins du Roi et de naturalisation, des pépinières royales;

Des troupeaux et haras du gouvernement;

Des hôpitaux, des prisons et des geoles;

Du collége royal et des écoles primaires gratuites;

Des comptoirs d'escompte.

170. §. 1.er Ils peuvent également être chargés, par le gouverneur, d'inspection ou de mission temporaire dans les différens cantons de la colonie, relativement à l'administration intérieure.

§. 2. Les officiers ou employés qui dirigent les travaux ou les établissemens dont les conseillers coloniaux ont l'inspection, sont tenus de leur fournir tous les renseignemens qu'ils peuvent demander dans l'intérêt du service.

§. 3. Toutefois, les conseillers coloniaux ne peuvent donner aucun ordre, ni arrêter ou suspendre aucune opération.

§. 4. Leurs attributions se bornent à signaler les abus ou les irrégularités qu'ils sont dans le cas de remarquer, et à présenter toutes les propositions qu'ils jugent utiles au bien de notre service et aux intérêts de la colonie.

§. 5. Les rapports relatifs aux inspections des conseillers coloniaux, sont faits au gouverneur en conseil, et insérés au procès-verbal.

171. Les conseillers coloniaux qui cessent leurs fonctions après huit années d'exercice, peuvent obtenir le titre de conseillers honoraires.

TITRE VI.

Du conseil général de la colonie.

Chapitre Ier.

De la Composition du Conseil général, et de la Forme de ses délibérations.

172. §. 1.er Le conseil général est composé de douze membres.

§. 2. Douze suppléans sont appelés, dans l'ordre de leur nomination, à remplacer, au besoin, les membres titulaires.

173. §. 1.er Les membres du conseil général et leurs suppléans sont nommés par nous, sur une liste double de candidats présentés par les conseils municipaux de la colonie.

§. 2. Chaque commune participe à cette présentation dans la proportion suivante :

Saint-Denis	8
Saint-Paul	6
Saint-Benoît	5
Saint-Pierre	5
Sainte-Marie	4
Sainte-Suzanne	4
Saint-Leu	4
Saint-André	4
Saint-Louis	3
Saint-Joseph	3
Sainte-Rose	2
Total	48.

§. 3. Ces nominations sont faites à la majorité absolue des suffrages.

§. 4. La liste des candidats est adressée au ministre par le gouverneur, avec ses observations et celles du directeur général de l'intérieur.

174. Les conditions d'éligibilité sont :

1.° D'être âgé de trente ans révolus ;

2.° D'être né dans la colonie, ou d'y être domicilié depuis cinq ans ;

3.° D'être propriétaire de terres ou de maisons, et de recenser quarante esclaves ou de payer patente de première ou deuxième classe.

Le recensement des noirs d'une veuve profite à son fils unique, ou à son gendre, si elle n'a qu'une fille.

175. Les chefs d'administration et le contrôleur colonial ne peuvent être membres du conseil général.

176. §. 1.er Les membres du conseil général et leurs suppléans sont nommés pour cinq ans. Ils peuvent être réélus.

§. 2. Leurs fonctions sont gratuites.

177. §. 1.er Le conseil général s'assemble nécessairement deux fois l'an.

Il est convoqué par le gouverneur, qui peut le réunir extraordinairement.

§. 2. Chaque session est de quinze jours. Le gouverneur en prolonge la durée, s'il le juge nécessaire.

178. §. 1.er Le conseil général élit dans son sein un président, un vice-président et un secrétaire.

§. 2. Il se divise en commissions pour l'examen des diverses matières qui sont dans ses attributions.

§. 3. Il ne peut délibérer s'il n'est composé de neuf membres.

§. 4. Les délibérations sont prises à la majorité des voix. En cas de partage, celle du président est prépondérante.

179. §. 1.er La session est ouverte par le gouverneur et sous sa présidence.

§. 2. Le gouverneur peut charger les membres du conseil privé d'assister aux séances du conseil général, pour y donner des explications sur les différentes matières qui y sont présentées à ses délibérations.

Chapitre II.

Des Attributions du Conseil général.

180. Le conseil général entend le compte de la situation des différentes parties de l'administration de la colonie, qui lui est présenté par les chefs de service, chacun en ce qui est relatif à ses attributions.

181. Le conseil est appelé à délibérer et à donner son avis sur les matières ci-après, qui lui sont communiquées par l'ordre du gouverneur; savoir :

1.° Le projet de budget des recettes et des dépenses à la charge de la colonie ;

2.° Les projets de budgets des communes ;

3.° L'état des dépenses à faire dans la colonie pour le compte de la métropole ;

4.° Les comptes généraux des recettes et des dépenses effectuées pendant l'année précédente ;

5.° Le projet d'ordonnance relatif aux impositions annuelles ;

6.° Les projets de travaux à exécuter annuellement dans la colonie ;

7.° Les réquisitions de noirs nécessaires à la confection des travaux généraux, et le meilleur mode à employer pour la levée de ces noirs ;

8.° L'emploi fait ou à faire des noirs de la colonie et de ceux des communes ;

9.° Les comptes annuels des recettes et des dépenses communales ;

10.° Les projets annuels de travaux communaux ;

11.° L'ouverture, l'élargissement ou le redressement des chemins vicinaux et de ceux qui conduisent à l'eau; l'établissement des embarcadères et ponts volans, soit que ces diverses mesures aient été réclamées par les conseils municipaux, soit qu'elles aient été jugées nécessaires par l'administration;

12.° Les réquisitions de noirs pour les travaux communaux;

13.° La portion contributive de chaque commune aux travaux qui intéressent plusieurs communes.

182. Le conseil général peut être consulté par le gouverneur:

1.° Sur les améliorations à introduire dans le régime intérieur de la colonie, et spécialement dans le régime des esclaves;

2.° Sur les mesures à prendre pour favoriser le commerce et l'agriculture.

183. Le conseil général est spécialement chargé de signaler les abus à réformer, les économies à faire, les améliorations à introduire, et d'exprimer ses vœux sur ce qui peut accroître la prospérité de la colonie et intéresser le bien de notre service.

184. Il a le droit de demander communication de toutes les pièces et documens relatifs à la comptabilité.

Il peut aussi réclamer les autres renseignemens qu'il juge propres à éclairer ses délibérations. Dans ce dernier cas, le gouverneur décide s'il sera fait droit aux demandes du conseil.

185. Le conseil général désigne, à la fin de chaque session, deux de ses membres qui, dans l'intervalle d'une session à l'autre, sont appelés par le gouverneur pour siéger au conseil privé, lors de la discussion des projets d'ordonnances, d'arrêtés et de règlemens.

186. §. 1^er^. Le conseil général présente trois candidats parmi lesquels nous choisissons un député qui doit résider à Paris, près notre ministre de la marine et des colonies.

§. 2. Les fonctions de ce député sont d'expliquer les divers objets des délibérations du conseil et d'en suivre l'effet, comme aussi de faire valoir, auprès du gouvernement de la métropole,

les réclamations particulières que les habitans de la colonie peuvent avoir à faire.

§. 3. Les candidats pour la place de député doivent être nés dans la colonie, ou y avoir contracté mariage, ou y posséder des propriétés foncières.

Ils doivent, en outre, y avoir résidé cinq années depuis leur majorité.

§. 4. Le conseil général décide si les fonctions du député de la colonie sont gratuites ou rétribuées : dans ce dernier cas, il vote la quotité du traitement, qui est fixé définitivement par nous.

§. 5. Le député est nommé pour cinq ans, et peut être réélu.

187. §. 1^er^. Le président du conseil général remet au gouverneur, à la fin de chaque session, les procès-verbaux des délibérations du conseil, et en adresse directement une expédition au ministre secrétaire d'état de la marine.

Une autre expédition est adressée au ministre par le gouverneur, avec ses observations et l'avis du conseil privé.

§. 2. Notre ministre de la marine nous présente annuellement un compte analytique des délibérations du conseil général.

188. §. 1^er^. Le conseil général correspond, pendant la durée de ses sessions, avec le gouverneur et le député de la colonie, par l'intermédiaire de son président.

§. 2. Toute autre correspondance lui est interdite.

189. Un règlement particulier détermine le mode de délibération du conseil général, l'ordre à suivre dans ses travaux et la police de ses séances.

TITRE VII.

DISPOSITIONS DIVERSES.

190. Les dépendances de l'île de Bourbon sont, l'île de Sainte-Marie et les établissemens français à Madagascar.

191. §. 1.er Les chefs de ces divers établissemens sont placés sous l'autorité du gouverneur. Ils reçoivent ses ordres et lui rendent compte.

§. 2. Ils correspondent avec les chefs d'administration, qui leur transmettent les ordres du gouverneur sur les différentes parties du service dont ils sont respectivement chargés.

§. 3. L'action du contrôle s'étend sur le service administratif des dépendances de l'île de Bourbon.

192. Le conseil privé connaît de toutes les affaires de sa compétence qui ont rapport à ces établissemens.

193. Une ordonnance spéciale réglera tout ce qui concerne le commandement et l'administration de l'île Sainte-Marie et des possessions françaises à Madagascar.

Ce travail sera préparé par le gouverneur, en conseil, et adressé à notre ministre de la marine, qui prendra nos ordres.

194. Les dispositions des lois, édits, déclarations, ordonnances, règlemens, décisions et instructions ministérielles, concernant le gouvernement et l'administration de l'île de Bourbon, sont et demeurent abrogées, en ce qu'elles ont de contraire aux présentes.

195. Notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 21.e jour du mois d'oût de l'an de grâce 1825, et de notre règne le premier.

CHARLES.

Par le Roi :

Le pair de France, ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies,

Comte DE CHABROL.

ORDONNANCE DU ROI,

Paris, le 15 Mars 1826.

CHARLES, *par la grace de Dieu, Roi de France et de Navarre ;*

A tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

NOTRE intention étant de faire jouir au plutôt la colonie de la Guadeloupe, des avantages que doit présenter aux habitants de nos possessions d'outre mer, le nouveau système de gouvernement adopté pour l'île de Bourbon, par l'ordonnance royale du 21 août dernier, et voulant faire coïncider la mise en vigueur de cette ordonnance, avec l'époque très prochaine de l'entrée en fonctions du BARON DES ROTOURS, que nous venons de nommer Gouverneur de la Guadeloupe ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine,

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Aussitôt après l'installation du Sieur Baron DES ROTOURS, dans l'exercice de ses fonctions, l'ordonnance du 21 août dernier, concernant le gouvernement de l'île Bourbon, sera mise en vigueur à la Guadeloupe et dans ses dépendances, sauf les modifications portées aux articles ci-après.

ART. 2.

L'emploi de commandant militaire qui existe à la Guadeloupe est maintenu, le commandant militaire sera choisi parmi les officiers supérieurs de l'armée de terre, et ne pourra être d'un grade inférieur à celui de colonel.

Le commandant militaire sera membre du conseil privé, du conseil de défense, et de la commission locale des prises.

En cas de mort, d'absence ou autre empêchement, et tant que nous n'y aurons pas pourvu d'avance, le gouverneur sera remplacé provisoirement par le commandant militaire et à défaut de celui-ci par le commissaire ordonnateur.

Le commandant militaire prandra rang dans les conseils comme dans les cérémonies publiques immédiatement après le gouverneur.

Lorsque le gouverneur n'asiste pas au conseil privé, la présidence appartient au commandant militaire et à défaut de celui-ci au commissaire ordonnateur.

Le commandant militaire est adjudant commandant des milices de la colonie. Il exerce d'ailleurs en ce qui concerne le service militaire les attributions que le gouverneur juge à propos de lui déléguer.

ART. 3.

Il y aura à la Guadeloupe trois conseillers coloniaux et deux suppléans. La durée de leurs fonctions est de deux ans : ils peuvent être réélus.

ART 4.

Pour la première nommination du conseil général de la Guadeloupe, la liste des candidats sera formée sur la présentation des commandants et capitaines de milice réunis aux commandants et aux lieutenants commandants des divers quartiers.

ART. 5.

Notre ministre de la marine, déterminera provisoirement les modifications que devront subir dans leur application à la Guadeloupe, les dispositions de détail de notre ordonnance du 21 août 1825, notamment celles qui se rapportent aux localités de l'île Bourbon, il nous présentera d'ailleurs dans le plus bref délai

possible un projet d'ordonnance royale ayant pour objet de régler définitivement ce qui concerne le gouvernement de la Guadeloupe et ses dépendances.

ART. 6.

Notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 15.e jour du mois de mars de l'an de grâce 1826, et de notre règne le second.

CHARLES.

Par le Roi :

Le Pair de France, Ministre Secrétaire d'état de la marine et des colonies,

Comte DE CHABROL.

Pour copie conforme :

Basse-Terre Guadeloupe, le 1.er Juin 1826.

Le Contre-Amiral, Gouverneur pour le Roi,

LE BARON DES ROTOURS.

Par Son Excellence :

Le Secrétaire-Archiviste du Gouvernement,

J.-M. BART.

A la Basse-Terre Guadeloupe, de l'Imprimerie du Roi.

AU NOM DU ROI.

Direction-générale de l'Intérieur. N°. 2.

ARRÊTÉ

Relatif à la Composition du Conseil général de la Guadeloupe et dépendances.

Du 16 Juin 1826.

Nous Jean-Julien Baron ANGOT DES ROTOURS, *Contre-Amiral, Chevalier de l'ordre royal et militaire de St.-Louis, Commandeur de l'ordre royal de la Légion d'honneur, Grand'Croix des ordres royaux et militaires de St.-Ferdinand d'Espagne et de la Tour et l'Epée de Portugal, Gouverneur pour le Roi, de la Guadeloupe et dépendances,*

VU l'article 172 de l'ordonnance royale du 21 août 1825, ainsi conçu :

§. 1er. « Le conseil général est composé de douze membres.

§. 2. « Douze suppléans sont appelés, dans l'ordre de leur » nomination, à remplacer, au besoin, les membres titulaires. »

Vu les art. 173 et 174 de la même ordonnance.

Vu l'art. 4 de l'ordonnance du 15 Mars dernier, en vertu des instructions contenues au mémoire qui nous a été remis par Sa Majesté,

Sur l'avis du conseil privé, consigné au procès-verbal du 15 de ce mois ;

Avons Arrêté et Arrêtons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

L'élection des candidats, pour la formation du conseil général, se fera le 15 août.

Art. 2.

Les conditions d'éligibilité, sont :

1.° D'être agé de trente ans révolus,

2.° D'être né dans la colonie, ou d'y être domicilié depuis cinq ans,

3.° D'être propriétaire de terres ou de maisons, et de recenser quarante esclaves, ou de payer trois cents francs de contributions, non comprise la contribution municipale.

Le recensement des noirs et les contributions d'une veuve profitent à son fils, ou à son gendre, si elle n'a qu'une fille.

Art. 3.

La liste des éligibles formée sur les documens existant au bureau de l'intérieur, sera publiée et affichée à partir du 5 juillet.

Art 4.

Les réclamations auxquelles elle pourrait donner lieu pour omission, ou inscription erronnée, devront être adressées à M. le Directeur général de l'intérieur avant la fin de juillet.

Art. 5.

Les pièces à produire pour justifier de la qualité d'éligible, sont pour la campagne, le dénombrement; pour la ville de la Basse-Terre et Marie-Galante, extrait des rôles de 1824, et de 1825 pour les autres.

Art. 6.

La dernière publication de la liste aura lieu le 5 août.

Art. 7.

Conformément à l'art. 4 de l'ordonnance royale, du 15 mars dernier, cité plus haut, les élections pour cette fois se feront par MM. les commandants, majors, capitaines-aide-majors, et capitaines de chaque quartier convoqués par division.

ART. 8.

La Désirade est réunie à la division de l'Est.

Les Saintes le sont à celle du Sud.

Les Isles de Marie-Galante et de Saint - Martin, opéreront séparément.

ART. 9.

Les élections se feront dans les lieux indiqués ci-après et dans la proportion suivante :

Divisions :	Lieux d'élection :	*Candidats :*
NORD,	*au Petit-Canal*,	8
EST, (y compris la Désirade),	*à Ste.-Anne*,	8
SUD, (y compris les Saintes),	*à la Capesterre*,	4
OUEST,	*à la Pointe-Noire*,	2
N. OUEST,	*au Lamentin*,	7
Div. URBAINE de la Basse-Terre, (Extra-Muros), Baillif, Parc et Matouba,	*à la Basse-Terre*,	5
—— Pointe-à-Pitre et Abymes,	*à la Pointe-à-Pitre*,	7
—— Marie-Galante,	*au Grand-Bourg*,	5
—— St.-Martin,	*au Marigot*,	2
		48.

ART. 10.

Les assemblées électorales seront présidées par MM. les chefs principaux de la milice, et à leur défaut par le Commandant de quartier le plus ancien.

ART. 11.

Extrait de l'ordonnance royale, du 21 août 1825, en ce qui concerne les attributions du conseil général, sera imprimé à la suite du présent Arrêté, dont l'exécution est confiée à M. le Directeur général de l'intérieur.

Donné au Matouba Guadeloupe, le 16 *Juin* 1826, *et la* 2^e^. *année du règne de SA MAJESTÉ.*

LE BARON DES ROTOURS.

EXTRAIT de l'Ordonnance Royale du 21 Août 1825.

CHAPITRE II.

Des Attributions du Conseil général.

180. Le conseil général entend le compte de la situation des différentes parties de l'administration de la colonie, qui lui est présenté par les chefs de service, chacun en ce qui est relatif à ses attributions.

181. Le conseil est appelé à délibérer et à donner son avis sur les matières ci-après, qui lui sont communiquées par l'ordre du gouverneur; savoir :

1.° Le projet de budget des recettes et des dépenses à la charge de la colonie ;

2.° Les projets de budgets des communes ;

3.° L'état des dépenses à faire dans la colonie pour le compte de la métropole ;

4.° Les comptes généraux des recettes et des dépenses effectuées pendant l'année précédente ;

5.° Le projet d'ordonnance relatif aux impositions annuelles ;

6.° Les projets de travaux à exécuter annuellement dans la colonie ;

7.° Les réquisitions de noirs nécessaires à la confection des travaux généraux, et le meilleur mode à employer pour la levée de ces noirs ;

8.° L'emploi fait ou à faire des noirs de la colonie et de ceux des communes ;

9.° Les comptes annuels des recettes et des dépenses communales ;

10.° Les projets annuels de travaux communaux ;

11.° L'ouverture, l'élargissement ou le redressement des chemins vicinaux et de ceux qui conduisent à l'eau; l'établissement des embarcadères et ponts volants, soit que ces diverses mesures aient été réclamées par les conseils municipaux, soit qu'elles aient été jugées nécessaires par l'administration ;

12.° Les réquisitions de noirs pour les travaux communaux ;

13.° La portion contributive de chaque commune aux travaux qui intéressent plusieurs communes.

182. Le conseil général peut être consulté par le gouverneur :

1.° Sur les améliorations à introduire dans le régime intérieur de la colonie, et spécialement dans le régime des esclaves ;

2. Sur les mesures à prendre pour favoriser le commerce et l'agriculture.

183. Le conseil général est spécialement chargé de signaler les abus à réformer, les économies à faire, les améliorations à introduire, et d'exprimer ses vœux sur ce qui peut accroître la prospérité de la colonie et intéresser le bien de notre service.

184. Il a le droit de demander communication de toutes les pièces et documents relatifs à la comptabilité.

Il peut aussi réclamer les autres renseignements qu'il juge propres à éclairer ses délibérations. Dans ce dernier cas, le gouverneur décide s'il sera fait droit aux demandes du conseil.

185. Le conseil général désigne, à la fin de chaque session, deux des ses membres qui, dans l'intervalle d'une session à l'autre, sont appelés par le gouverneur pour siéger au conseil privé, lors de la discussion des projets d'ordonnances, d'arrêtés et de règlements.

186. §. 1^er^. Le conseil général présente trois candidats parmi lesquels nous choisissons un député qui doit résider à Paris, près notre ministre de la marine et des colonies.

§. 2. Les fonctions de ce député sont d'expliquer les divers objets des délibérations du conseil et d'en suivre l'effet, comme aussi de faire valoir, auprès du gouvernement de la métropole, les réclamations particulières que les habitants de la colonie peuvent avoir à faire.

§. 3. Les candidats pour la place de député doivent être nés dans la colonie, ou y avoir contracté mariage, ou y posséder des propriétés foncières.

Ils doivent, en outre, y avoir résidé cinq années depuis leur majorité.

§. 4. Le conseil général décide si les fonctions du député de la colonie sont gratuites ou rétribuées : dans ce dernier cas, il vote la quotité du traitement, qui est fixé définitivement par nous.

§. 5. Le député est nommé pour cinq ans, et peut être réélu.

187. §. 1er. Le président du conseil général remet au gouverneur, à la fin de chaque session, les procès-verbaux des délibérations du conseil, et en adresse directement une expédition au ministre secrétaire d'état de la marine.

Une autre expédition est adressée au ministre par le gouverneur, avec ses observations et l'avis du conseil privé.

§. 2. Notre ministre de la marine nous présente annuellement un compte analytique des délibérations du conseil général.

188. §. 1er. Le conseil général correspond, pendant la durée de ses sessions, avec le gouverneur et le député de la colonie, par l'intermédiaire de son président.

§. 2. Toute autre correspondance lui est interdite.

189. Un règlement particulier détermine le mode de délibération du conseil général, l'ordre à suivre dans ses travaux et la police de ses séances.

Pour Extrait conforme :

Le Secrétaire-Archiviste,

J.-M. BART.

A la Basse-Terre Guadeloupe, de l'Imprimerie du Roi.

AU NOM DU ROI.

Direction-générale de l'Intérieur. N°. 3.

ARRÊTÉ

Prescrivant la mise à exécution à la Guadeloupe et dépendances de l'Ordonnance Royale du 5 Février 1826.

Du 20 Juin 1826.

NOUS Jean-Julien Baron ANGOT DES ROTOURS, *Contre-Amiral, Chevalier de l'ordre royal et militaire de St.-Louis, Commandeur de l'ordre royal de la Légion d'honneur, Grand'Croix des ordres royaux et militaires de St.-Ferdinand d'Espagne et de la Tour et l'Epée de Portugal, Gouverneur pour le Roi, de la Guadeloupe et dépendances,*

VU la dépêche ministérielle du 14 avril dernier, prescrivant de faire publier à la Guadeloupe, l'ordonnance royale du 5 février 1826;

Vu les articles 7 et 15 de la susdite ordonnance;

Vu l'article 2 de l'arrêt du 30 août 1784, et l'ordonnance locale du 24 décembre 1825, sur les impositions de la Guadeloupe pour l'année 1826, sur l'avis du conseil privé;

Avons Arrêté et Arrêtons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

L'ordonnance royale du 5 février 1826, sera sans retard enregistrée au greffe de la cour royale, et des tribunaux de première instance de la colonie, et du contrôle colonial, lue, publiée, et affichée partout où besoin sera, et envoyée dans les bureaux des douanes et de l'administration pour être exécutée à dater du 1.er juillet prochain.

Art. 2.

Les droits de douane portés au tarif de l'ordonnance sur les impositions de la colonie pour 1826, et qui sont imposés sur les marchandises étrangères permises, importées par bâtimens français ou étrangers, venant de l'étranger, sont supprimés et remplacés par ceux du tarif de l'ordonnance royale du 5 février dernier.

Art. 3.

Les droits de tonnage, de louvoyage, de pilotage, d'ancrage, d'expédition, de visite sanitaire et d'interprêtage établis sur les bâtimens étrangers de 60 tonneaux et au-dessus, par l'ordonnance locale du 24 décembre 1825, sur les impositions de la colonie, sont et demeurent maintenus, et les bâtimens français de 60 tonneaux et au-dessus les acquitteront comme les bâtimens étrangers, à l'exception du droit d'interprêtage qui est particulier à ce dernier.

Art 4.

Les caboteurs de la Guadeloupe, au-dessous de 60 tonneaux, continueront de payer les taxes trimestrielles, droits d'expédition et autres auxquels ils sont soumis par l'ordonnance locale du 24 décembre 1825, sur les impositions de la colonie pour 1826.

ART. 5.

Le directeur général de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent Arrêté.

Donné à la Basse-Terre Guadeloupe, le 20 *Juin* 1826, *et la* 2^e^. *année du règne de SA MAJESTÉ.*

LE BARON DES ROTOURS.

A la Basse-Terre Guadeloupe, de l'Imprimerie du Roi.

231

DÉPARTEMENT DE LA MARINE ET DES COLONIES.

ORDONNANCE DU ROI.

St.-Cloud, le 30 Août 1826.

CHARLES, *par la grace de Dieu, Roi de France et de Navarre ;*

VOULANT donner à la circulation des monnaies dans nos îles de la Martinique et de la Guadeloupe, des bases fixes et conformes à celles du système monétaire de la Métropole ;

Sur le rapport de notre Ministre Secrétaire d'État de la Marine et des colonies,

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS ce qui suit :

TITRE PREMIER.

De l'établissement de la computation en Francs, dans nos îles de la Martinique et de la Guadeloupe.

ARTICLE PREMIER.

A compter de la publication de la présentee Ordonnanc, la computation monétaire en francs, telle qu'elle est établie dans notre Royaume, sera obligatoire dans nos îles de la Martinique et de la Guadeloupe, et dans les établissements qui dépendent de cette dernière colonie.

ART. 2.

Le franc composé de cinq grammes d'argent, à neuf dixièmes de fin, sera la seule unité monétaire légale dans lesdites colonies.

ART. 3.

Toutes computations en livres coloniales, et en toutes autres monnaies de compte, sont et demeurent définitivement abolies.

ART 4.

Les sommes ou valeurs exprimées dans les contrats ou jugements, ne pourront plus à l'avenir, être mentionnées qu'en francs ou en monnaies réelles. Il est expressément enjoint à nos Gouverneurs, Magistrats et Administrateurs, de tenir la main à cette disposition, et à nos greffiers, notaires et autres officiers ministériels ou publics, de s'y conformer, à peine contre ces derniers, d'une amende de *cent francs* pour chaque contravention. *(Loi du 16 mars 1803).*

ART. 5.

L'assiette et le recouvrement des contributions tant directes qu'indirectes ne pourront avoir lieu qu'en francs.

TITRE DEUX.

De la circulation des monnaies tant Françaises qu'Étrangères.

ART. 6.

Les monnaies d'or et d'argent françaises, et les espèces étrangères désignées ci-après, articles 12 et 14 continueront d'avoir cours forcé dans nos dites îles de la Martinique, de la Guadeloupe et dépendances.

ART. 7.

Néanmoins, les monnaies étrangères, ne pourront être données en paiement, et ne seront reçues pour leur valeur de tarif, qu'autant qu'elles auront été fabriquées au titre légal, et qu'elles n'auront pas subi par le frai ou autrement plus d'un centième de diminution dans leur poids de rigueur.

ART. 8.

Les pièces étrangères qui ne réuniront pas les conditions déterminées par l'article ci-dessus, cesseront d'avoir cours forcé de monnaies, et ne pourront plus être employées que comme matières.

TITRE TROIS.

Du Tarif des Monnaies tant françaises qu'étrangères.

§. 1^er^. *Monnaies en Argent.*

ART. 9.

La pièce de 5 *francs* et ses sous-divisions, seront admises dans tous les paiements pour leur valeur nominale.

ART. 10.

Les Écus de France dits de *six* et de *trois livres tournois*, fabriqués depuis 1726, auront également cours dans nos dites îles pour la valeur nominale qu'ils ont en France, savoir :

La pièce de 6 *livres*, pour *cinq francs quatre-vingt centimes*, et celle de 3 *livres*, pour *deux francs soixante-quinze centimes.*

ART. 11.

Les pièces ci-dessus, lorsqu'elles seront rognées, ou qu'elles n'auront pas conservé l'une de leurs empreintes, ne pourront avoir cours comme monnaies.

ART. 12.

La *Piastre-Gourde*, du poids de 26 gr. 98, ou 7 gros 4 grains, et au titre de 896 millièmes, aura cours pour *cinq francs quarante centimes.*

La *Demi-Gourde*, pour *deux francs soixante-dix centimes.*

Le *Quart-de-Gourde*, pour *un franc trente-cinq centimes.*

Le *Huitième-de-Gourde*, pour *soixante-deux centimes et demi.*

Le *Cinquième-de-Gourde*, pour *un franc huit centimes.*

Le *Dixième*, pour *cinquante-quatre centimes.*

Le *Vingtième*, ou *Réal de Veillon*, pour *vingt-sept centimes.*

Néanmoins les sous-divisions de la gourde ne pourront être employées pour plus d'un vingtième dans chaque paiement.

§ 2. *Monnaies en Or.*

ART. 13.

Les monnaies d'or, tant de France que des pays étrangers auront cours dans les deux Colonies et dans les îles qui en dépendent ; Savoir :

Les monnaies de France pour la valeur qu'elles ont dans le Royaume ;

Les pièces françaises hors de cours, et les pièces étrangères pour leur valeur règlée par l'Arrêté du Gouvernement du 6 juin 1803, (17 Prairial an XI.)

ART. 14.

En conséquence de l'article précédent, la valeur légale des pièces d'or ci-après désignées, est et demeure fixée comme suit :

Pièce française de 40 *fr.*, du poids de 12 grammes 9032, et au titre de 900 millièmes de fin ; *quarante francs.*

Pièce française de 20 *fr.* du poids de 6 grammes 4516, et au titre de 900 millièmes de fin ; *vingt francs.*

Pièce française de 48 *livres tournois*, depuis 1785, du poids de 15 grammes 2090, et au titre de 901 millièmes de fin ; *quarante-sept francs vingt centimes.*

Pièce française de 24 *livres*, depuis 1785, du poids de 7 grammes 5884, et au titre de 901 millièmes de fin ; *vingt-trois francs cinquante-cinq centimes.*

Pièce anglaise dite *Guinée*, du poids de 8 grammes 3802, et au titre de 917 millièmes de fin, *vingt-six francs quarante-sept centimes.*

Pièce anglaise dite *Souverain*, du poids de 7 grammes 9808, et au titre de 917 m.es de fin ; *vingt-cinq francs vingt centimes.*

Pièce portugaise dite *Lisbonne*, *Moëde* ou *Portugaise*, du poids de 14 grammes 334, et au titre de 917 m.es de fin ; *quarante-cinq francs, vingt-huit centimes.*

Pièce espagnole dite *Quadruple*, depuis 1786, du poids de 27 grammes 045, et au titre de 875 millièmes de fin ; *quatre-vingt-un francs cinquante et un centimes.*

TITRE QUATRE.

Monnaie de Billon.

ART. 15.

Les pièces de Billon actuellement en circulation, dans les deux Colonies et connues sous la dénomination de *noirs* et d'*étampés*,

continueront d'y avoir cours de monnaies, et seront admises dans les paiements, chacune pour sept centimes et demi.

ART. 16.

Les monnaies de billon, de cuivre et de bronze, ne pourront néanmoins être employées pour plus d'un quarantième de la somme totale de chaque paiement.

ART. 17.

L'introduction ou la circulation de toute monnaie de cuivre ou de billon, de fabrique étrangère dans lesdites colonies, sont expressément prohibées, sous les peines portées par les ordonnances.

ART. 18.

Il sera fabriqué dans nos hôtels des monnaies pour les colonies de la Martinique et de la Guadeloupe, des pièces de bronze de cinq et dix centimes, semblables à celles qui viennent d'être fabriquées pour le Sénégal, et pour la Guyane Française; la circulation desdites pièces, n'aura lieu que dans nos colonies,

TITRE CINQ.

Contrats et engagement stipulés antérieurement.

ART. 19.

Sont et demeurent confirmées les dernières évaluations de la livre coloniale, telles qu'elles ont été règlées en 1817, par les arrêtés des Gouverneurs et Intendants de la Martinique et de la Guadeloupe; En conséquence le dernier état légal de la monnaie de compte dans les deux îles; est de *cent quatre-vingt livres coloniales* pour *cent francs* à la Martinique, et de *cent quatre-vingt-cinq livres coloniales* pour *cent francs* à la Guadeloupe.

ART. 20.

Les contrats, marchés et créances, existant lors de la publication de la présente ordonnance, seront exécutés, et les sommes qui en restent dues, seront payées, conformément aux dispositions du code civil sur la matière.

TITRE SIX.

Dispositions Générales.

ART. 21.

Il ne pourra être apporté aucun changement aux dispositions

956

de la présente Ordonnance par l'autorité de nos Gouverneurs dans lesdites colonies, même provisoirement et sous la réserve de notre approbation.

ART. 22.

Notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné à St.-Cloud, le 30.e jour du mois d'Août, l'an de grâce 1826, et de notre règne le deuxième.

Signé CHARLES.

Par le Roi :

Le Pair de France, Ministre Secrétaire d'état de la marine et des colonies,

Signé Comte DE CHABROL.

Pour Copie conforme :

Le Pair de France, Ministre Secrétaire-d'État de la Marine et des colonies,

Signé Comte DE CHABROL.

ARRÊTÉ.

Du 21 Novembre 1826.

Nous Jean-Julien Baron ANGOT DES ROTOURS, *Contre-Amiral, Chevalier de l'ordre royal et militaire de St.-Louis, Commandeur de l'ordre royal de la Légion d'honneur, Grand'Croix des ordres royaux et militaires de St.-Ferdinand d'Espagne et de la Tour et l'Épée de Portugal, Gouverneur pour le Roi, de la Guadeloupe et dépendances,*

AVONS ARRÊTÉ et ARRÊTONS ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

La présente Ordonnance sera enregistrée aux greffes de la Cour Royale, des tribunaux, et partout où besoin sera, lue, publiée et affichée pour être exécutée à partir de ce Jour 21 Novembre 1826.

ART. 2.

MM. l'Ordonnateur, le Directeur-général de l'Intérieur, le Procureur-général et le Contrôleur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Donné au Matouba Guadeloupe, le 21 Novembre 1826, et la 3e. année du règne de SA MAJESTÉ.

LE BARON DES ROTOURS.

Par Son Exc. le Gouverneur pour le Roi,
Le Directeur-général de l'Intérieur,

JULES BILLECOCQ.

A la Basse-Terre Guadeloupe, de l'Imprimerie du Roi.

AU NOM DU ROI.

N°.

ORDONNANCE

Sur les IMPOSITIONS de l'Année 1827.

Du 25 Septembre 1826.

Nous Jean-Julien Baron ANGOT DES ROTOURS, *Contre-Amiral, Commandeur de l'ordre royal et militaire de St.-Louis, Commandeur de l'ordre royal de la Légion d'honneur, Grand'Croix des ordres royaux et militaires de St. - Ferdinand d'Espagne et de la Tour et l'Epée de Portugal, Gouverneur pour le Roi, de la Guadeloupe et dépendances,*

AYANT à pourvoir à l'assiette des Contributions publiques pour l'année mil huit cent vingt-sept ;

De l'avis du Conseil privé ;

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS ce qui suit :

TITRE PREMIER.

IMPOSITIONS POUR LE SERVICE GÉNÉRAL DE LA COLONIE.

SECTION PREMIÈRE.

Impositions et Contributions Directes.

ARTICLE PREMIER.

A dater du premier Janvier 1827, les Impositions directes consisteront, 1.° dans la capitation des esclaves attachés aux

petites cultures, y compris celles du coton et du cacao; et des esclaves des villes et bourgs, ouvriers, domestiques servant à loyer ou à la journée, et tous autres qui n'appartiennent ni aux sucreries ni aux caféyères; 2.° dans le droit de sortie en remplacement de la capitation des esclaves attachés aux grandes cultures; 3.° dans le droit sur le loyer des maisons; 4°. dans les droits de patentes; 5°. dans la taxe dite des noirs justiciés.

§. 1^er^. *Capitation des Esclaves.*

Art. 2.

Les Esclaves de l'âge de 14 ans inclusivement, à celui de 60 exclusivement, sont soumis à un droit de capitation qui demeure réglé ainsi qu'il suit:

Ceux des villes Basse-Terre, et Pointe-à-Pitre, payeront par tête jusqu'au nombre de 4, par propriétaire ou chef de famille,	16 *fr.*	00 c.
Du cinquième au sixième, ...	24	00
Au-dessus du sixième et à partir du 7.^e^,	32	00
Les esclaves des bourgs de première classe dans laquelle sont compris le *Port-Louis*, *Sainte-Anne*, le *Moule*, le *Petit-Canal*, *St.-François*, le *Petit-Bourg*, et le *Grand-Bourg* de *Marie-Galante*, payeront par tête jusqu'au nombre de 4.	13	00
Et au-dessus de ce nombre à compter du 5.^e^,	19	50
Les esclaves des autres bourgs de la colonie, toujours jusqu'au nombre de 4, par propriétaire ou chef de famille, et ceux attachés aux rumeries et vinaigreries, autres que celles qui dépendent des sucreries, ceux des bonifieries de café dans les campagnes, ceux des chaufourneries et poteries; et ceux fesant la pêche, payeront	8	00
Et au-dessus de ce nombre moitié en sus, ou par tête d'esclave, ...	12	00
A l'égard des esclaves des habitations qui ne cultivent que des vivres et du fourrage; ceux des cotonneries et des cacaoteries; la taxe sera de, ...	4	50
Les esclaves des *Isles des Saintes* et de la *Désirade*, sans aucune distinction d'emploi, payeront aussi	4	50

Enfin, et conformément à l'Arrêté du 21 juillet 1821, les caféyers qui auront plus de *deux* esclaves payant droit par carré de café en culture (ce qui sera constaté sur les dénombremens par la certification spéciale du commandant de quartier), payeront en sus, et par chaque tête, la capitation des vivriers ou, 4 50

ART. 3.

Les esclaves capitables qui auront une année de marronnage constaté, ne seront pas imposés jusqu'à ce qu'ils aient été déclarés rentrés chez leur maître. Mais ils auront à payer la taxe des noirs justiciés, pendant dix ans, à compter de la date de la déclaration de marronnage.

§. 2. *Droit fixe en remplacement de la Capitation des Esclaves appartenant aux Sucreries et Caféyères.*

ART. 4.

Il sera prélevé à la sortie des sucres et cafés, à titre de droit en remplacement de la capitation des esclaves sus-mentionnés, un droit fixe, qui est réglé ainsi qu'il suit;

Par	100 kilogrammes de SUCRE TERRÉ. . .	2 *fr.*	80 *c.*
	100 kilogrammes de SUCRE BRUT. . .	1	90.
	100 kilogrammes de CAFÉ.	4	00.
	100 litres de SIROP.	0	55.
	100 litres de RUM ou TAFIA.	0	00

Ces droits seront liquidés par les bureaux des douanes, perçus en proportion, par fractions de centaines de kilogrammes et de litres, et payés par les chargeurs qui s'en rempliront comme précédemment sur les vendeurs.

§. 3. *Droit sur les Loyers des Maisons.*

ART. 5.

Les droits sur les loyers des maisons sont fixés à raison de *cinq pour cent* de la valeur locative dans les villes de la Basse-Terre et de la Pointe-à-Pitre, et dans les Bourgs du Moule, et du Grand-Bourg de Marie-Galante

ART. 6.

Pour déterminer la valeur locative des maisons et terrains, il

sera établi un nouveau cadastre, en se conformant aux dispositions de l'Arrêté du 26 novembre 1823.

Ce nouveau cadastre qui doit être terminé incessamment pour ce qui concerne la ville de la Pointe-à-Pitre, aura lieu immédiatement pour celle de la Basse-Terre et les Bourgs du Moule et du Grand-Bourg de Marie-Galante.

ART. 7.

La taxe spéciale existant sur les maisons de la Pointe-à-Pitre et destinée à la construction des quais de ladite ville, est maintenue sur le pied de *trois pour cent* du prix des loyers, ou de la valeur locative.

ART. 8.

Nul propriétaire de maisons ne pourra prétendre à un dégrèvement, pour raison de non-location, si la durée de la non-location n'est de trois mois révolus, s'il n'en a fait préalablement la déclaration au bureau de la direction-générale de l'Intérieur, en spécifiant la maison ou l'appartement non-loué et sa valeur locative, et s'il ne fait également plus tard la déclaration de la location, lorsque la maison ou l'appartement cessera d'être vacant.

La déclaration de non-location ne comptera que du jour où elle sera faite, et elle sera renouvelée tous les trois mois; faute de quoi la première, ou les subséquentes, selon qu'il y aura lieu, cesseront d'avoir leur effet.

Les fausses déclarations à cet égard seront constatées à la diligence de la direction-générale de l'intérieur avec le concours du Président du conseil de ville, ou d'un officier municipal, et le propriétaire sera soumis à la peine de la double taxe prévue par l'article 28.

§. 4. *Droits de Patentes.*

ART. 9.

Les négociants, armateurs, commissionnaires, marchands, capitaines ou subrécargues-gérеurs de cargaison, courtiers et agents de change ou d'affaires, pharmaciens et apothicaires, entrepreneurs de charrois par eau et par terre, maîtres ou chefs de métiers, gens tenant boutique, et toutes autres professions industrielles, seront imposés proportionnellement et conformément au tarif ci-après :

Pour la pointe-a-pitre.		Pour la basse-terre.	
	francs.		*francs.*
1.re Classe.	1,600.	1.er Classe.	1,000.
2.e idem.	1,200.	2.e idem.	750.
3.e idem.	800.	3.e idem.	500.
4.e idem.	600.	4.e idem.	350.
5.e idem.	500.	5.e idem.	300.
6.e idem.	300.	6.e idem.	200.
7.e idem.	200.	7.e idem.	150.
8.e idem.	150.	8.e idem.	100.
9.e idem.	100.	9.e idem.	75.
10.e idem.	60.	10.e idem.	50.

Dans les Bourgs et Quartiers, ces mêmes professions seront imposées suivant la classe qui leur sera attribuée, à la moitié de ce qu'elles payeront à la Pointe-à-Pitre.

Art. 10.

La classification sera établie dans les deux villes, par une commission nommée par Son Exc. Monsieur le Gouverneur, sur la proposition de M. le directeur-général de l'intérieur, et composée de M. le président du conseil de ville, des syndics du commerce, de deux marchands en détail, et d'un délégué de la direction-générale de l'intérieur; et pour les quartiers la commission nommée de la même manière se composera du commandant et de quatre notables.

Art. 11.

Dans les villes de la Basse-Terre et de la Pointe-à-Pitre, les notaires, avoués, médecins et chirurgiens seront soumis au droit de patente ci-après :

Notaires, ...	600.	*francs.*
Avoués, ...	800	*fr.*
Médecins, ...	400	*fr.*
Chirurgiens, ...	300	*fr.*

Dans les bourgs et autres lieux de la colonie cette taxe sera diminuée d'un tiers.

Art. 12.

Les patentes dont il a été question dans les articles précédents se prendront pour *six mois*, et dans le premier mois du semestre.

Art. 13.

Les capitaines ou subrécargues, qui vendront en gros ou en détail dans la colonie, seront tenus de prendre patente pour *six mois*, en raison de l'importance de leur cargaison.

ART. 14.

Celui qui ne prendra pas ou ne fera pas renouveller en temps utile la patente à laquelle il sera soumis par suite de la présente Ordonnance, sera passible d'une amende double du prix de la taxe déterminée par le conseil privé.

ART. 15.

Pour le 1^er^. semestre le droit de patente ne sera exigé qu'à partir du 1^er^. Mai.

Patentes dites de Cabaret.

ART. 16.

Les aubergistes, traiteurs, limonadiers, les personnes tenant cercle et café et celles tenant billard et jeux permis, prendront au bureau de la direction générale de l'intérieur, une patente, et payeront par année les sommes fixées ci-après:

Pour ceux en résidence à la Basse-Terre, la taxe est de.	325 *fr.*	00 *c.*
Pour ceux de la Pointe-à-Pitre.	540	00
Les cabaretiers et autres vendant au détail du vin, eau-de-vie et autres liqueurs, payeront aussi par an, à la Basse-Terre.	600	00
A la Pointe-à-Pitre.	800	00
Et ceux établis à *Sainte-Anne*, au *Moule*, au *Petit-Canal*, au *Port-Louis*, à *Saint-François*, au *Petit-Bourg*, au *Grand-Bourg de Marie-Galante*, payeront	220	00
Les teneurs de billard et jeux permis dans ces mêmes résidences, seront soumis à la même taxe de	220	00
Pour ceux des autres bourgs et des îles des dépendances, y compris les Saintes, la taxe sera pour chacune de ces professions de	120	00

Le payement de ces taxes sera divisé en quatre époques *de trois mois* chaque, exigible à l'avance.

Ceux qui se présenteront dans le courant d'un trimestre, pour obtenir une patente, seront tenus de payer le terme en entier.

ART. 17.

Les personnes qui, dans les deux villes *intra* et *extra-muros*, et dans les bourgs de la colonie et de ses dépendances, voudront exercer l'une des professions mentionnées à l'article 16, devront se pourvoir, *toujours à l'avance*, au bureau de la Direction-générale, où il leur sera délivré les patentes nécessaires en justifiant de la quittance du trésorier de la colonie, et lesdites patentes ne valideront qu'autant qu'elles auront été vérifiées au contrôle, et enregistrées au bureau de la police : le tout à peine, pour les

contrevenants, de confiscation des objets à vendre réunis dans leurs magasins ou boutiques, et d'une amende égale à la moitié du droit intégral de la patente, applicables aux agents de la police ou autres indicateurs.

Bien entendu que sur la valeur des marchandises saisies ou sur celle de l'amende, sera prélevé le droit de patente dû par le contrevenant.

Les cabaretiers sont autorisés à surveiller eux-mêmes les contraventions qui leur sont préjudiciables, et à les dénoncer au procureur du Roi; ils pourront même à l'instant où ils les découvriront, requérir les agents de police de les constater de suite par un procès-verbal, sans qu'on puisse en inférer que cette formalité, à l'appui de la dénonciation, soit nécessaire, et sans préjudice de tous autres moyens qu'eux et les agents de police pourraient employer pour parvenir à atteindre les contrevenants; et dans tous les cas où les contraventions précitées auraient été découvertes par lesdits cabaretiers, l'amende applicable à qui de droit sera prononcée à leur profit.

Lorsque les délinquants seront insolvables, la peine de l'amende sera, pour les blancs et les gens de couleur libres, convertie en celle de la prison, à temps déterminé, suivant l'exigence du cas.

Les maîtres seront responsables du fait de leurs esclaves, lorsque le délit commis aura été autorisé par eux.

Les esclaves à la contravention desquels les maîtres n'auront pas contribué, seront punis de peine corporelle, ou d'une détention à la chaîne de police pour un tems déterminé, suivant la gravité de la faute.

ART. 18.

Les habitans sucriers qui fabriquent du tafia ou du rum, ont le droit de le débiter à toutes mesures, duement étampées par l'étalonneur, pourvu que ce soit dans leurs bâtiments et manufactures, et non sur tout autre lieu de leurs terres, ni sur les chemins, ni chez aucune autre personne établie à la campagne.

ART. 19.

Les commis et agents de police des villes et bourgs seront tenus de remettre à la fin de chaque trimestre, au bureau de la direction-générale de leur arrondissement, l'état des cabaretiers, aubergistes et autres avec désignation des mouvements survenus pendant les *trois* mois. Ils sont responsables de leurs négligences dans l'exécution de ces dispositions.

ART. 20.

Tout cabaretier patenté dans les villes et bourgs de la Colonie,

est tenu de mettre à l'extérieur de son établissement, une enseigne saillante et à deux faces, offrant en caractères très-lisibles, ses noms et prénoms, et ces mots : CABARETIER PATENTÉ ; sous peine contre les contrevenans d'y pourvoir à leurs frais : et à la diligence des agents de police, et d'une amende de *trente francs*, en faveur des pauvres.

Patentes dites du Colportage.

ART. 21.

Le droit de patente de colportage pour la circulation des marchandises et paniers, est maintenu à la somme de *soixante francs* par an.

ART. 22.

Indépendamment des formalités prescrites ci-dessus à l'égard des patentes d'aubergistes, cabaretiers, etc., les patentes de colportage mentionneront le nom du propriétaire des marchandises et celui qui les portera; le tout à peine de confiscation desdites marchandises et d'une amende égale à la moitié du montant intégral de la patente.

La valeur de la patente frustrée sera prélevée sur le prix des marchandises confisquées, et le surplus sera réparti aux agents de la police ou à ceux qui en auraient fait la déclaration.

Celui ou celle qui colportera avec une patente dont le terme sera expiré, ou qui ne sera pas en son nom, ou qui aura été abusivement prêtée, encourra la même peine de la confiscation et de l'amende, et la personne qui aura prêté ladite patente sera soumise à l'amende de la moitié du droit intégral.

Enjoignons à tous agents de police d'exiger la représentation des patentes, et de retirer celles expirées, pour les adresser à la direction-générale de l'intérieur, avec un état des colporteurs pendant ledit trimestre ; les officiers de la gendarmerie sont spécialement chargés de l'exécution de cet article, et de donner en conséquence des ordres dans les diverses brigades, en outre de ceux que recevront les commis à la police.

Ces patentes seront également délivrées à l'avance, par trimestre; elles seront vérifiées au contrôle, et enregistrées à la police où elles seront remises aux parties.

ART. 23.

Tout individu payant *deux cents francs* au moins de patente pourra faire colporter, dans le lieu de sa résidence, sans être astreint à prendre une patente spéciale de colportage.

Nul ne pourra faire colporter dans les campagnes, sans payer une patente de *soixante francs*. ART. 24.

ART. 24.

Les individus chargés de colporter pour le compte d'un patenté au-dessus de *deux cents francs*, devront être munis d'une permission de lui, visée par le commissaire de police ou le commandant de quartier, énonçant le nom du patenté et le prix de sa patente, à peine de la confiscation des marchandises colportées, dont le produit sera réparti aux agents de la police, ou à ceux qui en auraient fait la déclaration, après qu'il en aura été prélevé le tiers en faveur des pauvres.

ART. 25.

Tous autres marchands colporteurs, dits *forains*, *porteurs de balles*, sont supprimés dans la colonie et dans ses dépendances.

Dispositions générales.

ART. 26.

Ceux qui exerceront deux des états soumis à la patente, seront assujétis à celle de la classe la plus élevée.

§. 5. *Taxe dite de Noirs Justiciés.*

ART. 27.

Chaque tête d'esclave de quatorze à soixante ans, sans aucune espèce d'exception, payera la somme d'*Un franc quarante-deux centimes ;* pour la taxe dite des noirs justiciés.

§. 6. *Dispositions diverses relatives au titre* 1^er^.

ART. 28.

Dans la vue de prévenir les fautes ou les erreurs, il est recommandé à tous habitants en résidence dans la colonie et ses dépendances, blancs ou libres, *propriétaires ou non-propriétaires* d'esclaves, de prendre à la direction générale de l'intérieur, ou chez le commandant de leurs quartiers, leurs feuilles de dénombrement qu'ils rempliront et dateront avec la plus grande exactitude, et sur lesquelles ils mentionneront tous les changements survenus parmi leurs esclaves en raison d'acquisition ou de ventes, de décès ou de naissances. Les marins de la colonie sont aussi tenus, nonobstant leur inscription au bureau des armemens et classes, de prendre leurs feuilles de dénombrement à la direction générale de l'intérieur.

ART. 29.

Ceux des propriétaires qui n'auraient point fourni leurs dénombrements à l'époque fixée par l'avis officiel publié à cet effet, ou ceux qui l'ayant fourni y auraient inséré de fausses déclarations soit pour l'âge de leurs esclaves, leurs maisons ou leur culture, ou qui auraient omis d'y mentionner les change-

ments survenus parmi leurs esclaves, seront soumis à la peine de la double taxe qui sera établie pour la totalité de leurs impositions, en prenant pour base la taxe de première classe fixée par l'article 2 ci-dessus, pour les esclaves capitables des villes; à l'exception toutefois des habitants des grandes cultures, dont la denrée paye le droit en remplacement de la capitation, et qui, pour le même cas, ne seront imposés qu'à la simple taxe des esclaves des bourgs de première classe. Sont également passibles de la surtaxe établie ci-dessus, les propriétaires qui n'auraient pas fait la déclaration aux bureaux de la direction générale de l'intérieur, de ceux de leurs esclaves employés sur les bâtiments caboteurs, les pirogues et autres embarcations de la colonie, et pour lesquels il y a obligation de se munir de passes ou permis au vœu de l'art. 15, de l'Ordonnance locale du 2 Janvier 1822.

ART. 30.

Outre que le marronnage des esclaves doit être porté sur les dénombrements à l'époque où il a eu lieu, la déclaration de leur marronnage devra se faire, à l'avenir, dans tous les endroits où il y aura un bureau de la direction générale de l'intérieur, ainsi que chez MM. les commandants de quartier, l'une et l'autre déclarations sont de rigueur. Elles devront être faites immédiatement, surtout celle qui doit être adressée au bureau de la direction générale de l'intérieur. Les copies certifiées de ces déclarations, délivrées gratuitement, constateront le marronnage.

La déclaration de la rentrée d'un ou plusieurs esclaves marrons chez leur maître, devra pareillement se faire par lui, aux fonctionnaires désignés ci-dessus, au plus tard dans le mois qui suivra la rentrée de ces esclaves; faute par le propriétaire ou son représentant, de se conformer à cette disposition dans le délai fixé, ledit esclave rentré, mais non déclaré, sera dans le cas prévu au 1^er^ paragraphe de l'article 31 ci-après, et par conséquent sujet à la confiscation résultante du fait de la non-déclaration.

ART. 31.

Tout esclave capitable non déclaré sur les dénombrements, est confiscable au profit du Gouvernement, conformément à l'article 14 de la déclaration du Roi, du 3 octobre 1730.

Quant aux esclaves non capitables qui ne seront pas déclarés, le propriétaire sera passible, pour chacun d'eux, d'une amende de *cent francs*.

ART. 32.

Les propriétaires qui ont à fournir des dénombrements soit de ville ou de campagne, soit des deux sortes à la fois, et qui auraient porté sur celui de campagne des esclaves qu'ils

emploient ou louent habituellement en ville, seront, pour le fait de cette fausse déclaration et par chaque tête d'esclave ainsi déclaré, imposés au quadruple de la première taxe des villes.

ART. 33.

Les habitans qui, ne possédant ni immeubles ni esclaves, se croiraient dispensés de faire la déclaration de leur personne, de celles de leur famille, et de toutes autres à leur charge, seront passibles, pour ce fait, d'une amende de *trente francs*, au profit du trésor : la liste en sera fournie à la direction générale de l'intérieur par MM. les commandants de quartier pour les campagnes; la direction générale fera elle-même ces recherches dans les villes.

ART. 34.

Attendu les irrégularités qui se sont glissées dans certains dénombrements relativement aux noms et prénoms des libres et des affranchis de la colonie, il est enjoint à la direction générale de l'intérieur, ainsi qu'à MM. les commandants de quartier, de se faire représenter par lesdits libres et affranchis, suivant le vœu des ordonnances, les titres authentiques qui, en justifiant de leur qualité de libres ou d'affranchis, peuvent seuls leur donner le droit de prendre leur feuille de dénombrement.

Il est pareillement enjoint à tout fonctionnaire public de se faire représenter les susdits titres, lorsqu'il y a lieu soit à des déclarations de naissances, de mariages ou de décès, soit à des actes par-devant notaires, soit à toute action civile devant les tribunaux.

ART. 35.

Nul individu ne pourra obtenir de passe-port qu'il ne présente un certificat de la direction générale de l'intérieur, constatant qu'il est porté sur un dénombrement, et s'il est propriétaire ou non propriétaire d'esclaves ou d'immeubles. Ce certificat mentionnera la quotité des impositions du propriétaire en partance, et si elles ont été acquittées.

Dans le cas où les rôles n'auraient pas été mis en recouvrement, le certificat de la direction générale l'indiquera; alors la caution que reçoit le greffe comprendra celle des impositions de l'année courante.

En conséquence les greffiers ne recevront, sous leur responsabilité, de cautionnement de départ, que sur le vu desdits certificats; ce qu'ils mentionneront dans celui à délivrer par eux.

Conformément au vœu des ordonnances en vigueur, ils n'admettront que des cautions valables; ils seront en outre tenus de fournir, au trésor, chaque mois, l'état des personnes parties sous cautionnement.

ART. 36.

Les impositions directes étant acquises au trésor public le 1.er janvier de chaque année, les esclaves capités et les maisons imposées demeurent affectés et hypothéqués au payement de la somme totale de l'impôt, pour laquelle les propriétaires sont compris au rôle des contributions de l'année; en conséquence, dans le cas où les esclaves et les maisons viendraient à être aliénés ou vendus, les acheteurs sont responsables du contingent non payé par les vendeurs (tant pour l'exercice courant que pour ceux qui pourraient être arriérés), et sujets à toute la rigueur des lois, pour leur acquittement, nonobstant le droit primitif, que la direction générale de l'intérieur conserve toujours sur le vendeur pour mieux assurer la recette.

ART. 37.

Tout payement fait par le trésor sera précédé d'une vérification pour s'assurer si la partie prenante est contribuable; et au cas qu'elle se trouve encore du nombre des redevables, d'après les rôles, les quittances du trésorier lui seront remises comme comptant.

ART. 38.

Quoiqu'il soit dit que l'impôt est acquis au trésor le 1.er janvier, sa perception ne commencera néanmoins que du jour où le public en sera prévenu par un avis officiel du directeur général de l'intérieur, et le produit en sera réalisé en un seul payement dans les *trois* mois qui suivront cet avertissement; les contribuables qui, après ce délai, ne se seraient pas acquittés, seront poursuivis par toutes les voies de droit, même par corps, comme s'agissant de deniers royaux, en conformité de l'ordonnance du 26 août 1820, et ce, par le ministère de l'huisser percepteur du domaine, suite et diligence du trésorier de la colonie.

ART. 39.

Pour la plus grande commodité des contribuables, le trésorier de la colonie fera recouvrer dans les campagnes par l'huissier percepteur du domaine, les contributions ci-dessus établies; et la remise pour couvrir les frais de cette perception est maintenue sur le pied de *cinq pour cent*, au profit dudit huissier percepteur. Le tout sans préjudice contre ceux qui y donneraient lieu, des frais de poursuites réglés par le tarif joint à l'ordonnance du 13 février 1819.

ART. 40.

Les impositions ne s'acquittant qu'en un seul payement, les contribuables ne seront point admis à donner des acomptes. En conséquence toutes quittances de cette nature, fournies par les huissiers percepteurs ou autres agents du trésor, seront nulles et comme non avenues à l'égard du trésor, attendu qu'il n'y a que les quittances mises au bas de la cote établie par la direction générale de l'intérieur, qui puissent opérer la libération des contribuables.

ART. 41.

Il sera pourvu à l'entretien des chemins, ainsi et de la même manière qu'il a été réglé par l'ordonnance locale, du 13 mars 1819, au moyen de quoi il ne sera imposé aucune taxe pour cet objet.

ART. 42.

Sont maintenues en tant que de besoin les dispositions des ordonnances antérieures concernant les impositions directes, en tout ce qui n'est ni prévu ni modifié par la présente ordonnance.

SECTION DEUXIÈME.

Contributions Indirectes et droits de Douanes.

§. 7. *Droits d'Entrée sur le Commerce Français.*

ART. 43.

Importations par bâtiments Français, venant directement des Ports de France.

Les marchandises françaises expédiées par acquits-à-caution des douanes de France, et venant directement des ports de la métropole, autres que celles mentionnées aux tableaux n.° 1 et 2 fesant suite à l'ordonnance royale du 5 Février 1826, payeront *un franc pour cent francs* de valeur, ci. . . 1 *f. p.r* 100 *f. de val.*

Toutes les marchandises françaises mentionnées dans les tableaux n° 1 et 2 fesant suite à l'ordonnance royale, ainsi que le produits de pêche nationale, venant directement des lieux de pêche, payeront *cinq centimes pour cent kilogrammes*, ci. . . . . 05 *c. pour c. kilog.*

Les marchandises étrangères qui peuvent être admises en entrepôt en France et recevoir la destination ultérieure de la colonie pour y être livrées à la consommation, seront soumises au droit d'*un*

pour cent de leur valeur dans la colonie, comme les marchandises nationales, lorsqu'elles seront expédiées par acquit-à-caution, à destination de la Guadeloupe, sous leur véritable distinction d'origine étrangère; autrement elles seront considérées prohibées, et les confiscations voulues, pour raison de commerce étranger défendu, seront poursuivies et prononcées.

ART. 44.

Importations par bâtiments Français, attachés aux ports de la Métropole, ou à ceux des Colonies Françaises, venant des Colonies et Possessions Françaises.

Les marchandises françaises et celles étrangères permises expédiées légalement des colonies et possessions françaises pour la Guadeloupe, y seront admises en exemption de droits de douanes lorsque l'expédition de sortie portera qu'elles les ont acquittés à l'entrée de la colonie d'où elles viendront; mais cette expédition devra mentionner le nom du bâtiment qui les y aura introduites, ainsi que les numéro et date de la liquidation; autrement lesdites marchandises seront passibles des mêmes droits imposés sur celles venues de France ou de l'étranger par bâtiments français.

Les produits du sol ou de l'industrie des colonies et possessions françaises, autres que les rums et tafias, seront exempts de droits de douane à l'entrée, lorsque l'expédition en certifiera l'origine française; autrement ils seront considérés étrangers, et s'ils sont prohibés, les confiscations du bâtiment et du chargement devra être poursuivie et prononcée.

Sont prohibés, à l'entrée de la Guadeloupe, les rums et tafias des colonies et possessions françaises comme de celles étrangères.

Sont aussi prohibées, à l'entrée et à l'abord de la Guadeloupe, les denrées et marchandises étrangères expédiées des entrepôts des colonies et possessions françaises, ou de l'étranger pour les entrepôts desdites colonies et possessions.

§. 8. *Importations par bâtiments Français, ou étrangers venant de l'étranger.*

ART. 45.

Les marchandises et denrées étrangères désignées dans les tableaux n° 1 et 2 de l'ordonnance royale du 5 février dernier, sont seules admises et payeront les droits ci-après fixés;

SAVOIR :

Animaux vivants, ...	10 *f. p.* 100 *f. de val.*
Bœuf salé, ...	15 *fr. p.* 100 *kilogram.*
Bois feuillard, ...	10 *francs le millier.*
Légumes secs, ...	3 *f.* 50 *par hecto.*
Maïs en grains, ...	2 *francs l'hectolitre.*
Morue et poissons salés, ...	7 *f. p.* 100 *kilogram.*
Riz, ...	*idem. idem.*
Sel, ...	5 *f. p.* 100 *kilogram.*
Tabac, ...	7 *f. p.* 100 *f. de val.*
Bois de toutes sortes, autres que le bois feuillard, y compris les essentes, les planches et les merrains; brai, goudron et autres résineux de pin, de sapin et de mélèze; charbon de terre; cuirs verts et en poils, non tanés; fourrages verts et secs; fruits de table; graines potagères.	4 *f. p.* 100 *f. de val.*

Toutes celles mentionnées au tableau n° 2, payeront le droit de *cinq centimes pour cent kilogrammes.*

SAVOIR :

Beaumes et sucs médicinaux. Bois odorans, de teinture et d'ébénisterie. Casse. Cire non ouvrée. Cochenille. Coques de coco. Cuivre brut. Curcuma. Dents d'éléphant. Écailles de tortue. Étain brut. Fanons de baleine. Girofle. Gingembre. Gommes. Grains d'amome. Grains durs à tailler. Graisses, sauf celles de poissons. Indigo. Joncs et roseaux. Légumes verts. Kermès Laque naturelle. Muscades. Nacre. Or et Argent. Os et corne de bétail. Peaux séches et brutes. Pelleteries non ouvrées. Plomb brut. Poivre. Potasse. Quercitron. Quinquina. Rocou. Racines, écorces, herbes, fleurs et feuilles médicales. Substances animales propres à la médecine et à la parfumerie. Sumac. Vanille.

ART. 46.

Magasins et droits de magasinage.

Le magasin de la douane sera destiné à recevoir :

1.° Les marchandises étrangères prohibées qui circonstanciellement sont apportées par des bâtimens français ou étrangers venant directement de long-cours, lesquels seulement peuvent alors les présenter pour les déposer à charge de réexportation, conformément à l'ordonnance du 8 juillet 1819.

2°. Celles étrangères prohibées provenant de saisies et soumises à la réexportation.

3°. Celles étrangères permises portées dans la déclaration d'entrée pour la réexportation.

4°. Celles provenant de sauvetage ou devant être débarquées de bâtimens en relâche forcée.

Le commerce aura la faculté de déposer dans le magasin de la douane toutes marchandises nationales ou étrangères permises, en acquittant le droit de magasinage ci-après réglé :

Le droit de magasinage pour toutes marchandises, sans distinction de colis et sans considérer l'emplacement qu'elles peuvent prendre dans le magasin est fixé à *un pour cent* de la valeur de la marchandise pour le 1^er^. mois de magasinage, ci . . . . . 1 *fr. p^r^.* 100 *de la val.*

Et à *demi pour cent* de ladite valeur pour chacun des mois qui suivront, ci. . . . . 50 *c. p^r^.* 100 *fr. id.*

Le droit de magasinage sera dû à partir du jour que le permis de débarquer et d'entrer en magasin aura été délivré sur déclaration reçue à la douane, jusques et y compris le jour de sortie des marchandises dudit magasin.

Le droit de magasinage sera toujours perçu pour un mois, alors même que la marchandise ne séjournerait pas pendant le tems de trente jours du premier mois dans le magasin, mais il n'est ainsi exigible que pour ce premier mois et la douane tiendra compte aux redevables dans le dernier mois de magasinage, des jours encore à courir pour achever ce dernier mois.

§. 8. *Droits de Sortie sur le Commerce Français.*

ART. 47.

Exportations par bâtiments Français attachés aux ports de la Métropole ou à ceux des Colonies françaises, allant en France.

Les denrées et productions coloniales du sol de la Guadeloupe et des autres colonies françaises, qui seront expédiées par bâtiments français et sous acquits-à-caution avec destination directe pour un port de la métropole, payeront (aux termes de l'ordonnance royale, du 17 août 1825) *un pour cent*, de leur valeur établie dans la mercuriale dressée conformément à l'article 55 ci. . . . . 1 *p^r^.* 100 *fr. de val.*

Les marchandises étrangères permises et désignées dans le tableau n°. 2 de l'ordonnance royale

royale du 5 février, sont les seules qui puissent recevoir la destination de la France. Elles seront expédiées par acquit-à-caution et seront soumises au droit de *un pour cent*, ci. 1 *p^r.* 100 *fr. de val.*

Les marchandises nationales en retour pour France payeront un droit de *vingt-cinq centimes pour cent francs* de valeur, ci. . 25 *c. p^r.* 100 *fr. de val.*

ART. 48.

Exportation par bâtiments français, allant dans les colonies et possessions françaises.

Les marchandises du sol ou de l'industrie nationale, et les marchandises étrangères dont l'introduction est permise qui seront expédiées par tous bâtiments de la métropole ou des colonies françaises à destination desdites colonies ou possessions, ne seront soumises à aucun droit de douane. . . .

Les sucres, café, cotons et autres denrées de la Guadeloupe qui doivent être réservés au seul commerce direct avec la métropole, sont et demeurent prohibés à la sortie pour les autres colonies ou possessions françaises comme pour l'étranger.

§. 9. *Exportations par bâtiments français ou étrangers, allant à l'étranger.*

ART. 49.

Les marchandises nationales et celles étrangères permises seront exemptes des droits de douane.

Les sirops, rums et tafias payeront le droit de *deux pour cent francs* de valeur, ci. . 2 *fr. p^r.* 100 *f. de val.*

Les marchandises étrangères permises, portées dans la déclaration d'entrée pour la réexportation payeront le droit de *vingt-cinq centimes pour cent francs* de valeur, ci. 25 *c. p^r* 100 *fr. de val.*

Et les droits ordinaires de magasinage.

Mais si sur la demande du capitaine, il est autorisé à les envoyer à l'étranger par tout autre bâtiment, elles seront soumises aux droits d'entrée et à celui de balance de *vingt-cinq centimes pour cent francs* de valeur, ci. 25 *c. p^r* 100 *fr. de val.*

Et de plus le droit de magasinage.

Les marchandises provenant de saisies payeront *deux pour cent francs* de valeur, ci. 2 *p*^{r} 100 *fr. de val.*

Et le droit ordinaire de magasinage.

La marchandise étrangère prohibée, déclarée à l'entrée pour la réexportation, devra être retournée à l'étranger par le même bâtiment qui l'aura apportée; si cependant il est autorisé, sur la demande du capitaine, de l'envoyer à l'étranger par tout autre bâtiment, elle sera soumise en outre du droit de magasinage à celui de *deux pour cent francs* de valeur, ci. . . . . 2 *p*^{r}. 100 *fr. de val.*

ART. 50.

Les bâtiments étrangers, autres que les espagnols, qui introduiront dans la colonie, les marchandises dont l'entrée est permise pour la consommation et qui ne prendront pas en retour, des sirops, tafias, rums, et des marchandises françaises, pour les *trois-quarts* de la valeur de leurs cargaisons d'entrée, payeront un droit de *douze pour cent* sur la différence entre lesdits *trois-quarts* et le montant réel de l'exportation en sirops, tafias, rums et marchandises françaises.

L'autre *quart*, non imposé, est accordé auxdits bâtiments étrangers pour acquitter leurs droits, frais et autres dépenses quelconques.

ART. 51.

Le montant de la valeur des exportations sera calculé : 1.° d'après les prix de base des sirops, tafias et rums, établis par la mercuriale prescrite par l'article 55; 2°. d'après les prix des marchandises nationales portées dans les liquidations d'entrée desdites marchandises.

§. 10. *Dispositions communes aux exportations par bâtiments français ou étrangers.*

ART. 52.

En vue d'encourager la culture du manioc à la Guadeloupe, cette substance, en farine seulement, pourra sortir de la colonie en exemption de droit, mais afin d'en prévenir la rareté et d'éviter le prétexte d'en élever le prix pour la consommation intérieure, l'exportation au dehors en sera défendue et demeure prohibée tout le temps qu'elle se vendra dans les villes Basse-Terre et Pointe-à-Pitre au-dessus du prix de 32 centimes le litre ou demi-pot.

En conséquence le premier et le troisième lundi de chaque mois, l'administration fera connaître aux bureaux des douanes s'il y a lieu de permettre l'exportation de cette denrée pendant la quinzaine.

§. 11. *Dispositions particulières aux ports du Grand-Bourg de Marie-Galante et du Moule.*

ART. 53.

L'ordonnance royale du 5 février 1826, à fermé les deux ports, qui resteront ainsi jusqu'à décision de S. E. le ministre de la marine auquel des réclamations ont été adressées par S. Exc. M. le Gouverneur.

ART. 54.

Les expéditions de sortie du Moule et de Marie-Galante, seront délivrées, savoir :

1.° Aux bâtiments français pour les ports de la métropole,

2.° Aux caboteurs de la Guadeloupe pour les ports de la Pointe-à-Pitre et de la Basse-Terre.

Ces deux expéditions sont les seules qui pourront être délivrées dans ces deux ports.

§. 12. *Mode de Liquidation des Droits de Douane.*

ART. 55.

Les droits de douane d'importations et d'exportations, établis dans la présente ordonnance seront liquidés ;

SAVOIR :

1.° Pour les marchandises introduites par bâtiments français, venant directement d'un port de France, sur la valeur qu'elles auront dans la colonie au jour où la déclaration sera faite à la douane, conformément à ce qui est prescrit par l'ordonnance locale du 2 octobre 1825 ;

2.° Pour celles prises à l'étranger, sur les prix de base mentionnés à la mercuriale dont il a été parlé plus haut : et pour les marchandises étrangères qui ne seront pas dénommées à la dite mercuriale, d'après la déclaration de valeur qui sera faite, sous l'exercice du droit de préemption ;

3.° Pour les denrées ou marchandises qui seront expédiées pour France, ou pour les colonies et pays étrangers d'après les prix portés à la mercuriale.

ART. 56.

Cette mercuriale sera faite et renouvelés tous les trois mois, par une commission composée de M. le directeur des douanes et de MM. les syndics du commerce.

§. 13. *Droits divers de port et autres, liquidés par la Douane.*

ART. 57.

Les droits d'ancrage et d'expédition seront perçus d'après ce qui est établi dans le tableau ci-après :

Ancrage.

Bâtiments français venant des ports de France et possessions françaises.		Bâtiments français ou étrangers, venant de l'étrangers à l'exception des caboteurs de la colonie au-dessous de 60 tonneaux.
De 50 tonneaux et au-dessous.	20 *francs.*	*Rien*, { n'étant pas admis.
De 60 à 100	25 *fr.*	30 *francs.*
De 101 à 150	30 *fr.*	40 *fr.*
De 151 à 200	40 *fr.*	55 *fr.*
De 201 et au-dessus	50 *fr.*	65 *fr.*

Expédition.

Le droit d'expédition pour tous les pavillons, continuera d'être égal au droit d'ancrage réglé pour les bâtimens français venant de France, ou des possessions françaises.

Toutefois, les bâtiments qui, étant de relâche, ne feraient point d'opération de commerce, seront exempts du droit d'expédition et ne payeront que celui d'ancrage et les étrangers payeront de plus celui d'interprêtage.

ART. 58.

Les caboteurs au-dessous de 60 tonneaux, appartenant à la Guadeloupe, seront seuls exempts du droit d'ancrage et du droit d'expédition réglé par l'article précédent; mais ils restent soumis aux taxes trimestrielles et aux droits d'expédition établis par l'Ordonnance du 27 décembre 1819, et qui sont rappelés ci-après, SAVOIR :

1°. *Quarante francs* par an, pour droit d'expédition payable par trimestre et d'avance ;

2°. Pour chaque voyage de départ, soit à l'étranger, soit dans les autres colonies françaises, un droit d'expédition ainsi réglé :

	PAR BATIMENS.	
	De 50 tonneaux et au-dessous.	De 50 tonneaux et au-dessus.
Sur lest ou chargé, à la sortie de la colonie.	5 *francs.*	10 *francs.*

3°. Le droit perçu à l'entrée et à la sortie de la colonie, qui a remplacé, d'après l'Ordonnance du 27 décembre 1819, les droits de quai, que payaient lesdits caboteurs, conformément à l'Ordonnance du 11 avril 1818;

	PAR BATIMENS.	
SAVOIR:	De 50 tonneaux et au-dessous.	De 50 tonneaux et au-dessus.
Sur lest, ...	*Rien.*	*Rien.*
Chargés, ...	5 *francs.*	10 *francs.*

Lesdits caboteurs restent passibles du droit d'*Un franc* par tonneau, en motif d'amende, établi par l'Ordonnance du 20 janvier 1821, lorsque, partis sur lest de la Guadeloupe pour l'étranger, ils feront leur retour sur lest: ce droit est double quand leur absence de la Guadeloupe passe le délai de 45 jours.

ART. 59.

Le tarif concernant les actes de francisation et congés de navigation, ainsi que celui du droit de port, c'est-à-dire de louvoyage, pilotage, mouillage, interprêtage et des visites et patentes de santé sont maintenus, ainsi qu'ils sont établis ci-après;

SAVOIR:

1.° *Pour chaque Acte de Francisation.*

Par bâtiment au-dessous de 100 tonneaux, .	33 *fr.*	00 *c.*
De 100 tonneaux et au-dessus, ...	43 *fr.*	00 *c.*
De 200 à 300 tonneaux, ...	55 *fr.*	00 *c.*
Et pour chaque tonneau en sus de 300, .	10 *fr.*	00 *c.*

2.° *Pour chaque Congé annuel ou pour chaque voyage au long-cours.*

Par caboteur ordinaire, ...	27 *fr.*	00 *c.*
Par bâtiment au long-cours, ...	48 *fr.*	00 *c.*

Chaque somme du présent tarif sera augmentée de *cinquante centimes* par franc, pour servir au remboursement du prix des feuilles, *suivant Ordonnance du 6 décembre 1816, dont les dispositions restent en vigueur.*

3.° *Pour les Droits dits de Port.*

Louvoyage.	Pilotage et Mouillage.	Visite sanitaire, patente de santé et visite des coffres de chirurgie et de médicamens.	Interprêtage sur Bâtiments Étrangers.

Port en tonneaux.

Bâtiments français, venant de France et des possessions françaises.

	Pilotage et Mouillage.	Visite sanitaire, patente de santé et visite des coffres de chirurgie et de médicamens.	Interprêtage sur Bâtiments Étrangers.
	fr. c.	fr. c.	
50 et au-dessous	27 00	11 00	
51 à 100.	33 00	16 00	
101 à 150.	43 00	50 00 (*)	
151 à 200.	54 00	55 00 (*)	
201 et au-dessus	65 00	60 00 (*)	

(*) Dans ces sommes seulement sont compris les droits pour patente de santé, visites des coffres de chirurgie et celle des drogues et médicamens, chacun pour 10 francs 80 centimes.

Bâtiments français, ou étrangers venant de l'étranger.

	Louvoyage.	Pilotage et Mouillage.	Visite sanitaire, patente de santé et visite des coffres de chirurgie et de médicamens.	Interprêtage sur Bâtiments Étrangers.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
60 à 100.	10 80	43 00	20 00	30 00
101 à 150.	10 80	60 00	25 00	36 00
151 à 200.	10 80	70 00	30 00	45 00
201 et au-dessus.	10 80	87 00	36 00	60 00

Le droit d'interprêtage acquittable par les bâtiments étrangers, qui viennent commercer à la Basse-Terre sera augmenté, pour ce port seulement de moitié en sus de celui porté dans le tarif ci-dessus, conformément à l'ordonnance du 7 juillet 1821.

ART. 6o.

Le droit de tonnage de *deux francs soixante-dix centimes* par tonneau, établi par l'ordonnance du 10 juillet 1817, continuera d'être perçu à la sortie des bâtiments français ou étrangers venant de l'étrangers qui auront fait opération de commerce, soit en chargement soit en déchargement de marchandises.

L'exemption dudit droit de tonnage accordée par l'ordonnance du 27 mars 1819, aux bâtiments français ou étrangers venant commercer à la Basse-Terre seulement, est maintenue.

261

ART. 61.

Les taxes ci-après, établies par l'article 21 de l'ordonnance du 30 décembre 1822, et dont le produit est effecté à la construction des quais de la Pointe-à-Pitre, sont maintenues comme suit ;

SAVOIR :	SOMMES PAR AN.	
Chaque grande pirogue, gabare, ou toute autre embarcation fesant le transport des colis de sucre, sirops et tafias, des quartiers à la Pointe-à-Pitre, payera, ...	80	*francs.*
Seront comprises dans cette classe et soumises à la même taxes, les gabares exploitant dans le port de la Pointe-à-Pitre, ci, pour chacune. . . .	80	*fr.*
Les autres embarcations exploitant également dans le port de la Pointe-à-Pitre, et employées au chargement et déchargement des navires, payeront chacune	100	*francs.*
Chaque canot servant, soit à communiquer avec la rade et les îlets, soit à mettre les bâtiments hors des passes du port ; ou enfin à porter des particuliers de la Pointe-à-Pitre aux divers quartiers, et desdits quartiers à la Pointe-à-Pitre, payera	50	*fr.*
Chaque mutation de vente de bâtiment attaché à la colonie, payera pour transcription au dos de l'acte de francisation, ...	10	*fr.*
Et pour chaque cautionnement fourni à la douane, ...	10	*fr.*
Nota. Cette taxe est due pour tout cautionnement que la douane doit recevoir et a le droit d'exiger, la seule exception sera faite pour les cautionnements fournis par les caboteurs de la colonie, dans le seul cas d'expédition de cabotage autour de la Guadeloupe et avec ses dépendances.		
Lorsque le cautionnement sera relatif a un caboteur de la Guadeloupe, au-dessous de 60 tonneaux venant de l'étranger, il ne sera que de,	5	*fr.*
Les embarcations employées uniquement à la pêche et au transport de l'eau à l'usage des habitants de la Pointe-à-Pitre, ne payeront aucune taxe dans le sens de la disposition établie ci-dessus.	*Rien.*	

ART. 62.

Les diverses taxes mentionnées ci-dessus seront liquidées par la douane de la Pointe-à-Pitre, et le montant en sera perçu par le trésorier, au fur et à mesure de l'expédition des bâtiments, en ce qui concerne les quatre dernières : et pour celles relatives aux pirogues, gabarès et autres embarcations, la perception s'en fera par moitié en janvier et juillet, au moment ou les conducteurs ou patrons d'icelles se pourvoiront de passes ou permis dont ils doivent se munir, au vœu de l'Ordonnance locale du 2 janvier 1822, sur la police et la navigation des pirogues de pêche et du petit cabotage de l'île.

ART. 63.

Droits de Pesage et de Jeaugeage.

Le droit de pesage est maintenu comme il a été établi par les articles 2 et 4 de l'ordonnance du 26 décembre 1818.

Par colis du poids de 100 *kilogrammes.*	»	27	*centimes.*
idem. » de 101 à 150 *kilog.*	»	41	*centimes.*
Par colis au-dessus de 250 *kilogrammes.*	»	54	*centimes.*

Le droit de jeaugeage demeure fixé pour l'année 1827 ; comme suit :

Par 100 *litres* de sirops, tafias, rums et tous autres liquides à jauger, ci. . . . . 3 *fr.* 50 *c.*

§. 14. *Dispositions générales relatives aux Droits de Douane.*

ART. 64.

Les dispositions règlementaires des ordonnances locales des 28 octobre 1816 et 10 février 1818, sont maintenues en tout ce à quoi il n'est pas dérogé par la présente Ordonnance. Il en sera de même, 1°. de celles relatives aux subsistances de première nécessité ; 2°. de l'Arrêt du 30 août 1784 et l'ordonnance royale du 5 février 1826, qui font toujours règle pour le commerce étranger dans la colonie.

SECTION TROISIÈME.

Droits Domaniaux.

ART. 65.

Tous les droits domaniaux, tels que les épaves, (esclaves et animaux), les bâtardises et deshérences, les biens vacants et fermages divers, continueront à être perçus comme par le passé par les soins et la diligence du directeur-général de l'intérieur.

ISLE SAINT-MARTIN.

SECTION QUATRIÈME.

§. 15. *Contributions Directes.*

ART. 66.

L'abonnement tenant lieu de toutes contributions directes avec la partie française de l'Isle de Saint-Martin, est rétabli et fixé pour l'année 1827 à la somme de *vingt-cinq mille francs.*

§. 16. *Contributions Indirectes.*

ART. 67.

Les droits de douane pour l'île de Saint-Martin, sont établis comme suit :

Droits à l'entrée sur Commerce Français.

ART. 68.

Les marchandises qui seront introduites par bâtiments français, venant directement des ports de la métropole, autres que celles mentionnées aux tableaux n.° 1 et 2 de l'ordonnance royale du 5 février 1826, payeront le droit ordinaire d'*un pour cent*, ci. . . 1 *p.* 100 *fr. de val.*

Toutes celles portées aux tableaux ci-dessus mentionnés payeront le droit de *cinq centimes pour cent kilogrammes*, lorsqu'elles seront importées par des navires venant directement des ports de France, ci. . . . . 05 *c. p.* 100 *kilog.*

Les marchandises et comestibles français qui seront introduit par le port du Marigot, par des caboteurs français, (autres que ceux expédiés directement des ports de la Basse-Terre et de la Pointe-à Pitre, qui restent exempts de tous droits d'entrée payeront *un pour cent*, ci. . . . . 1 *p^r.* 100 *de val.*

Les droits d'entrée sur le commerce français, seront perçus sur la valeur des marchandises à leur arrivée dans le colonie.

Droits d'entrée sur commerce étranger.

ART. 69.

Les articles dont l'introduction est permise par tous bâtiments français ou étrangers et par tous pavillons seront soumis aux droits ci-après désignés, conformément aux tableaux n° 1 et 2 fesant suite à l'ordonnance royale du 5 février 1826 ;

SAVOIR :

Animaux vivants, ...	10 *f. p* 100 *f. de val.*
Bœuf salé, ...	15 *fr. p.* 100 *kilogram.*
Bois feuillard, ...	10 *francs le millier.*
Légumes secs, ...	3 *f.* 50 *par hecto.*
Maïs en grains, ...	2 *francs l'hectolitre.*
Morue et poissons salés, ...	7 *f. p.* 100 *kilogram.*
Riz, ...	*idem. idem.*
Sel, ...	5 *f. p.* 100 *kilogram.*
Tabac, ...	7 *f. p.* 100 *f. de val.*
Bois de toutes sortes, à l'exception du bois feuillard, y compris les essentes, les planches et les merrains, brai, goudron, et autres résineux de pin, de sapin, etc., etc.	4 *f.* p^{r} 100 *de val.*

Toutes les marchandises portées au tableau n° 2, payeront le droit de *cinq centimes pour cent kilogrammes*, ci. . . . . 05 *c. p.*^{r} 100 *kilog.*

Les importations de l'étranger seront liquidées suivant la mercuriale indiquée par l'article 55, pour les marchandises qui y seront mentionnées, et pour celles non-dénommées, d'après la déclaration de valeur qui sera faite sous l'exercice du droit de préemption.

Droits à la Sortie.

ART. 70.

Les sucres, cotons, et sirops de la partie française de Saint-Martin, qui sortiront par bâtiments français avec destination pour France, acquitteront le droit d'*un p*^{r}. *cent*, ci.	1 *p*^{r} 100 *de val.*

Les mêmes denrées sortant par bâtiments français avec destination pour la Guadeloupe, seront exemptes de tout droit de sortie à condition qu'elles soient accompagnées d'un certificat d'origine, qui constate qu'elles sont du crû de la partie française de Saint-Martin, lequel certificat devra être revêtu du visa de M. le chargé du service administratif et de celui de M. le commandant particulier. Lorsque lesdites denrées seront expédiées de la Guadeloupe pour France, elles seront exemptes du droit en remplacement de la

capitation, au moyen de la contribution directe par forme d'abonnement, dont il est fait mention à l'article 65 de la présente ordonnance.

Les sucres et les cotons recevant la destination de tous autres endroits que la France et la Guadeloupe, par quelque bâtiment et sous quelque pavillon que ce soit, acquitteront le droit de *deux pour cent*, ci. . . 2 p^r 100 *fr. de val.*

Les sirops qui sortiront de la même manière, payeront *deux pour cent*, ci. . . 2 p^r 100 *fr. de val.*

Et les Rums et tafias qui ne pourront recevoir la destination pour la France ou pour la Guadeloupe, payeront le même droit de *deux pour cent*, ci. . . . . 2 p^r 100 *fr. de val.*

Les droits de sortie sur les denrées qui seront expédiées pour France, pour les colonies françaises ou pour tout autre lieu, seront liquidés d'après les prix portés à la mercuriale précitée.

ART. 71.

Le Tarif des droits de port demeure ainsi réglé ;

SAVOIR :

Par bâtiment, sans distinction de Pavillon.	Expédition.	Pilotage et Mouillage.	Interprétage.	Visites de Santé.
Jusqu'à 30 tonneaux	5 *fr.* *c.*	» »	» »	» »
de 31 à 60	10 00.	» »	» »	» »
de 61 à 100	20 00.	32 *f.* 40 *c.*	21 *f.* 60 *c.*	8 *f.* 10 *c.*
de 101 et au-dessus.	32 40.	43 20	27 00	10 80.
Les embarcations non-pontées, venant des Isles françaises ou étrangères.	2 43.			

Les bâtiments étrangers qui ne feront que louvoyer, devront payer 10 *fr.* 80 *centimes.*

Et s'ils viennent ensuite au mouillage, cette somme sera considérée comme un à-compte du droit de pilotage et mouillage établi ci-dessus.

Le droit d'expédition, le seul à la charge des bâtiments français, faisant le commerce directe entre la Guadeloupe et la Partie Française de Saint-Martin, est aussi maintenu sur le pied ci-après.

Par bâtiments de cinquante tonneaux et au-dessous, ci. . . . . 7 *fr.* 20 *centimes.*

Et par ceux au-dessus de ce tonnage, ci. 14 *fr.* 40 *centimes.*

ART. 72.

Les propriétaires des petites embarcations non-pontées qui font le cabotage autour de l'île de Saint-Martin (partie française) seront tenus de les faire numéroter et de prendre une patente sémestrielle au bureau de l'administrateur chargé du service, laquelle sera délivrée gratis.

Ne sont point comprises dans la mesure ci-dessus, les embarcations des habitants-propriétaires, en tant qu'elles ne serviront qu'à leur usage ou au transport de leurs propres denrées.

Dispositions particulières.

ART. 73.

Pour prévenir l'exportation des sucres étrangers par la dépendance de St.-Martin, il y sera formée une commission composée, du commandant particulier, du chef du service administratif, du préposé de la douane, du commandant de quartier et de quatre habitants notables, à l'effet de déterminer le revenu au maximum de chaque habitation, en sucre, sirop ou rum.

Cette commission, sera également chargée de la répartition du montant de l'abonnement destiné à tenir lieu de toute contribution directe.

ART. 74.

La douane ne délivrera d'expédition que sur le vu d'un certificat du vendeur et jusqu'à concurrence du revenu en sucre, rum ou sirop qui lui aura été reconnu, ce dont elle s'assurera en consultant le travail fait par la commission instituée par l'article précédent.

Dans tout les cas l'exportation, soit pour France, la Guadeloupe ou l'étranger, ne pourra être de plus de deux milles barriques de sucre de 500 kilog ; de 126,000 litres de sirop et de 56,000 litres de rum.

TITRE DEUXIÈME.

IMPOSITIONS MUNICIPALES,

Pour les Dépenses particulières aux Villes Basse-Terre et Pointe-à-Pitre, au Grand-Bourg de Marie-Galante, et au Bourg du Moule.

ART. 75.

Les taxes indiquées ci-après, seront perçues pour le produit être employé aux dépenses municipales desdites villes et bourgs ;

SAVOIR :

1.° *Basse-Terre.*

Trente pour cent du produit de la capitation des esclaves de ville, de l'âge de 14 à 60 ans.

Les personnes qui ne possèdent qu'un esclave, seront exemptes de cette contribution.

Cinquante francs par cheval et mulet de trait en usage dans l'intérieur de la ville.

Cinq francs par ligne d'eau des fontaines particulières, à la charge des propriétaires de maisons qui en jouissent.

Vingt pour cent sur l'imposition locative des maisons.

2.° *Pointe-à-Pitre.*

Vingt pour cent du produit du droit des loyers de maisons.

Trente pour cent de la capitation des esclaves de ville, de l'âge de 14 à 60 ans.

Les personnes qui ne possèdent qu'un esclave, seront exemptes de cette contribution.

Cinquante francs par cheval et mulet de trait en usage dans l'intérieur de la ville.

Les terrains non bâtis ou n'ayant que des hangards ou barraques qui ne payent point comme maisons, continueront d'être classés et imposés par pied (325 millimètres environ) de façade, ainsi qu'il suit :

1ere.	Classe.	1 *fr.*	22 *c.*
2e.	Classe.	1	08
3e.	Classe.	0	81

Les propriétaires des terrains non bâtis, barraques et hangards compris dans l'ordonnance du 4 février 1824, dans les 4e, 5e et 6e classe, seront exempts de toute taxe en considération des travaux de comblement qu'ils seront tenus d'exécuter, sous la direction du

voyer de la ville, pour rehausser les terrains bas et assurer l'écoulement des eaux pluviales, à peine, contre les contrevenants, d'une amende qui ne pourra être moindre du quart de la valeur de leurs terrains, et qui sera prononcée par le tribunal du ressort sur la plainte et les pièces produites par le voyer.

En outre, le voyer de la ville dressera, tous les six mois, un état des travaux de comblement qui auront été exécutés pendant cet espace de temps, et il transmettra cet état à la direction de l'intérieur et du domaine ; il y indiquera les contrevenants et les poursuites qu'il aura été dans le cas de diriger contre eux.

3°. *Grand-Bourg de Marie-Galante.*

Trente pour cent sur le produit de la capitation des esclaves de l'âge de 14 à 60 ans exclusivement.

Les personnes qui ne possèdent qu'un esclave, seront exemptes de cette contribution.

Vingt francs par cheval et mulet de trait en usage dans l'intérieur du Grand-Bourg.

Vingt pour cent sur l'imposition locative des maisons.

ART. 76.

La taxe sur les chevaux de selle, dits de luxe, est et demeure supprimée.

Les cabrouetiers de la ville Pointe-à-Pitre continueront à jouir de l'exemption de la taxe sur les chevaux et mulets de trait, à charge par eux de se conformer à l'engagement auquel ils ont antérieurement souscrit, de fournir, par mois, *vingt-quatre* tombereaux de comblage, par chaque voiture roulant en ville, pour le comblement des places publiques ; et au cas de refus de leur part, il y sera pourvu à leurs frais par les soins de l'administration municipale.

ART. 77.

Les présidents des conseils municipaux procéderont, chacun en droit-soi, à la formation des rôles généraux et partiels des contributions municipales, lesquels, après avoir été arrêtés, en conseil, seront adressés à la direction-générale de l'intérieur pour être soumis après examen et vérification, à notre approbation et homologation.

Lesdits rôles distribués d'après les taxes et les classes ci-dessus établies, étant homologués, les présidents des conseils de ville en donneront connaissance aux contribuables de leur ressort, par un avis officiel ; et *trente jours* après, chacun d'eux fera procéder au recouvrement desdites contributions, soit par son trésorier municipal, soit par tout autre personne duement autorisée.

ART. 78.

Si des contribuables ne sont pas exacts à payer dans le délai fixé, les présidents sont autorisés à recourir au ministère de l'huissier percepteur du domaine, pour faire poursuivre les retardataires par les moyens prévus dans l'ordonnance du 26 août 1820.

ART. 79.

Indépendamment des taxes établies dans l'article 75, et pour remplacer les droits dits d'octroi, qui existent sur les denrées de la colonie, et qui ont été supprimés, à compter du 1er janvier 1826, il sera perçu, à l'importation soit de France, soit des possessions françaises, ou de l'étranger, sur les denrées et marchandises ci-après dénommées, les droits mentionnés dans le tarif qui suit; SAVOIR :

Droits d'Octroi.

Farine de Froment	*par baril, un franc.*	1 *fr.*	00 *c.*
Beurre	*par fréquin, cinquante centimes.*	0	50 *c.*
Bœuf salé,	*par baril, un franc.*	1	00 *c.*
Porc salé,	*ou par 50 kilog., cinquante centimes.*	0	50 *c.*
Jambons,	*par 50 kilog.; cinquante centimes.*	0	50 *c.*
Vin,	*par barrique, deux francs,*	2	00 *c.*
	ou par caisse de 12 b. vingt-cinq cent.	0	25 *c.*
Genièvre,	*par dame-jeanne, vingt centimes* .	0	20 *c.*
	ou par litre, un centime.	0	01 *c.*
Bierre,	*par barrique, deux francs.*	2	00 *c.*
	par panier, vingt-cinq centimes. .	0	25 *c.*
Tabac,	*par cent kilogrammes deux francs.*	2	00 *c.*

ART. 80.

Les droits d'octroi mentionnés dans l'article précédent seront entièrement à la charge de celui qui aura fait la déclaration d'entrée en douane; leur perception aura lieu, en même-temps que celle des droits de douane et le montant en sera versé dans la caisse municipale du port d'arrivée.

ART. 81.

Il est entendu et voulu que les objets qui auront payé le droit d'octroi dans un des ports de la Basse-Terre, de la Pointe-à-Pitre, du Grand-Bourg de Marie-Galante ou du Moule, et qui seront ensuite importés dans un autre des ces ports, seront exempts du droit d'octroi à leur entrée dans ce dernier port.

ART. 82.

Le montant de la recette des droits d'octroi, doit être réparti entre les villes et bourgs de la Basse-Terre, de la Pointe-à-Pitre, du Moule, et de Marie-Galante, au prorata des quantités de marchandises imposées qui auront été reçues dans chacun de ces ports et n'auront pas été réexportées pour un autre des ports désignés ci-dessus.

Pour régler cette répartition, il sera fait par les soins de la direction des douanes, à la fin de chaque trimestre, un état des articles, passibles des droits d'octroi, qui auront été importés du dehors, et exportés par communications entre lesdits ports, afin que les caisses municipales puissent régler, entre elles, leur compte respectif sur le montant desdits droits d'octroi.

ART. 83.

A raison des travaux projetés au Moule, pour la sûreté du port, le commandant de ce quartier, en assemblée de paroisse, nous proposera, suivant qu'il y aura lieu, les taxes supplémentaires qu'il serait jugé nécessaire d'établir, soit en ajoutant au tarif ci-dessus des droits d'octroi, soit en maintenant provisoirement le droit actuel dit d'octroi à la sortie des denrées.

TITRE TROISIÈME.

DISPOSITION GÉNÉRALE.

ART. 84.

Le directeur-général de l'intérieur est chargé de pourvoir à l'exécution de la présente ordonnance qui sera enregistrée tant au greffe de la Cour Royale, qu'à ceux des tribunaux de première instance, et au contrôle, lue, publiée et affichée partout où besoin sera.

Donné en Conseil, à la Basse-Terre Guadeloupe, le 25 *Septembre* 1826, *et du règne de Sa Majesté le* 3^e^.

Le Gouverneur pour le Roi,

LE BARON DES ROTOURS.

Par Son Excellence,

Le Directeur-général de l'intérieur,

JULES BILLECOCQ.

A la Basse-Terre Guadeloupe, de l'Imprimerie du Roi.

AU NOM DU ROI.

Direction-générale de l'Intérieur. N°. 13.

ARRÊTÉ

Du 20 Décembre 1826.

Nous Jean-Julien Baron ANGOT DES ROTOURS, *Contre-Amiral, Chevalier de l'ordre royal et militaire de St.-Louis, Commandeur de l'ordre royal de la Légion d'honneur, Grand'Croix des ordres royaux et militaires de St.-Ferdinand d'Espagne et de la Tour et l'Epée de Portugal, Gouverneur pour le Roi, de la Guadeloupe et dépendances,*

INFORMÉ qu'à l'occasion de la publication de l'Ordonnance Royale du 30 Août dernier, relative à l'établissement du nouveau système monétaire, quelques difficultés se sont élevées sur la question de savoir si les pièces françaises de 30 *sous*, 24 *sous*, 15 *sous*, 12 *sous* et 6 *sous*, devaient être considérées comme subdivisions de la pièce de 5 *francs* ;

Et voulant fixer l'opinion publique à cet égard ;

De l'avis du Conseil privé ;

Avons Arrêté la réimpression par extrait, des Décrets suivants qui ont déterminé la valeur et les conditions de circulation des pièces dont il s'agit :

Décret du 13 *Août* 1804.

« Art. Ier Les pièces qui circulent pour 3 *livres*, 24 *sous*, » 12 *sous* et 6 *sous*, ne seront désormais admises dans les » payements qu'autant qu'elles auront conservé une empreinte » suffisante pour que l'on puisse reconnaître qu'elles sont de » fabrication française, et de 1726 et années postérieures. »

Décret du 18 *Août* 1810.

« Art. 3. Les pièces de 6, 12 et 24 *sous*, qui auront con- » servé quelque trace de leur empreinte, seront admises en » payement, pour 25 *centimes*, 50 *centimes* et 1 *franc*, si » mieux n'aiment les porteurs, les livrer au poids au change » des monnaies, etc., etc., etc. »

Décret du 12 *Septembre* 1810.

« Art. 3. Les pièces dites de 30 *sous* et 15 *sous*, circuleront » pour la valeur d'*un franc cinquante centimes*, et de *soixante-* » *quinze centimes*. Mais elles ne pourront entrer dans les paye- » ments, que pour les appoints au-dessous de 5 *francs*. »

Le Directeur-général de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent Arrêté.

Donné en notre Hôtel, au Matouba Guadeloupe, le 20e. *jour du mois de Décembre* 1826, *et la* 3e. *année du règne de SA MAJESTÉ.*

LE BARON DES ROTOURS.

Par Son Exc. le Gouverneur pour le Roi,

Le Directeur-général de l'Intérieur,

JULES BILLECOCQ.

A la Basse-Terre Guadeloupe, de l'Imprimerie du Roi.

Année 1827. 775

AU NOM DU ROI.

N°. 8

ARRÊTÉ

Sur les IMPOSITIONS de l'Année 1828.

Du 1er Septembre 1827.

NOUS, *Gouverneur de l'île de la Guadeloupe et de ses dépendances,*

AYANT à pourvoir à l'assiette des Contributions publiques pour l'année mil huit cent vingt-huit ;

De l'avis du Conseil privé ;

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS ce qui suit :

TITRE PREMIER.

IMPOSITIONS POUR LE SERVICE GÉNÉRAL DE LA COLONIE.

SECTION PREMIÈRE.

Impositions et Contributions Directes.

ARTICLE PREMIER.

A dater du premier Janvier 1828, les Impositions directes consisteront, 1.° dans la capitation des esclaves attachés aux petites cultures, y compris celles du coton et du cacao ; et des esclaves des villes et bourgs, ouvriers, domestiques servant à loyer ou à la journée, et tous autres qui n'appartiennent ni aux sucreries ni aux caféyères ; 2.° dans le droit de sortie en remplacement de la capitation des esclaves attachés aux grandes cultures ; 3.° dans le droit sur le loyer des maisons ; 4°. dans les droits de patentes et licences ; 5°. dans la taxe dite des noirs justiciés.

§. 1^er^. *Capitation des Esclaves.*

ART. 2.

Les Esclaves de l'âge de 14 ans inclusivement, à celui de 60 exclusivement, sont soumis à un droit de capitation qui demeure réglé ainsi qu'il suit :

Ceux des villes Basse-Terre, et Pointe-à-Pitre, payeront par tête jusqu'au nombre de 4, par propriétaire ou chef de famille,	16 *fr.*	00 c.
Du cinquième au sixième, ...	24	00
Au-dessus du sixième et à partir du 7.^e^,	32	00
Les esclaves des bourgs de première classe dans laquelle sont compris le *Port-Louis*, *Sainte-Anne*, le *Moule*, le *Petit-Canal*, *St.-François*, le *Petit-Bourg*, et le *Grand-Bourg* de *Marie-Galante*, payeront par tête jusqu'au nombre de 4.	13	00
Et au-dessus de ce nombre à compter du 5.^e^,	19	50
Les esclaves des autres bourgs de la colonie, toujours jusqu'au nombre de 4, par propriétaire ou chef de famille, et ceux attachés aux rumeries et vinaigreries, autres que celles qui dépendent des sucreries, ceux des bonifieries de café dans les campagnes, ceux des chaufourneries et poteries ; et ceux fesant la pêche, payeront	8	00
Et au-dessus de ce nombre moitié en sus, ou par tête d'esclave, ...	12	00
A l'égard des esclaves des habitations qui ne cultivent que des vivres et du fourrage; ceux des cotonneries et des cacaoteries; la taxe sera de, ...	4	50
Les esclaves des *Isles des Saintes* et de la *Désirade*, sans aucune distinction d'emploi, payeront aussi	4	50
Enfin, et conformément à l'Arrêté du 21 juillet 1821, les caféyers qui auront plus de *deux* esclaves payant droit par carré de café en culture (ce qui sera constaté sur les dénombremens par la certification spéciale du commandant de quartier), payeront en sus, et par chaque tete, la capitation des vivriers ou,	4	50

ART. 3.

Les esclaves capitables qui auront une année de marronnage constaté, ne seront pas imposés jusqu'à ce qu'ils aient été déclarés rentrés chez leur maître. Mais ils auront à payer la taxe des noirs justiciés, pendant dix ans, à compter de la date de la déclaration de marronnage.

§. 2. *Droit fixe en remplacement de la Capitation des Esclaves appartenant aux Sucreries et Caféyères.*

ART. 4.

Il sera prélevé à la sortie des sucres et cafés, à titre de droit en remplacement de la capitation des esclaves sus-mentionnés, un droit fixe, qui est réglé ainsi qu'il suit;

Par	100 kilogrammes de SUCRE TERRÉ. . .	2 *fr.*	50 *c.*
	100 kilogrammes de SUCRE BRUT. . .	1	65.
	100 kilogrammes de CAFÉ.	3	00.
	100 litres de SIROP.	0	55.
	100 litres de RUM ou TAFIA.	0	00

Ces droits seront liquidés par les bureaux des douanes, perçus en proportion, par fractions de centaines de kilogrammes et de litres, et payés par les chargeurs qui s'en rempliront comme précédemment sur les vendeurs.

§. 3. *Droit sur les Loyers des Maisons.*

ART. 5.

Les droits sur les loyers des maisons sont fixés à raison de *cinq pour cent* de la valeur locative dans la ville de la Pointe-à-Pitre, et à raison de *quatre pour cent* dans la ville de la Basse-Terre et dans les bourgs du Moule et du Grand-Bourg de Marie-Galante.

ART. 6.

Pour déterminer la valeur locative des maisons et terrains, on suivra le cadastre établi conformément aux dispositions de l'art. 6 de notre ordonnance du 25 septembre 1826.

ART. 7.

La taxe spéciale existant sur les maisons de la Pointe-à-Pitre et destinée à la construction des quais de ladite ville, est maintenue sur le pied de *trois pour cent* du prix des loyers, ou de la valeur locative.

ART. 8.

Nul propriétaire de maisons ne pourra prétendre à un dégrèvement, pour raison de non-location, si la durée de la non-location n'est de trois mois révolus, s'il n'en a fait préalablement la déclaration au bureau de la direction-générale de l'Intérieur, en spécifiant la maison ou l'appartement non-loué et sa valeur locative, et s'il ne fait également plus tard la déclaration de la location, lorsque la maison ou l'appartement cessera d'être vacant.

La déclaration de non-location ne comptera que du jour où elle sera faite, et elle sera renouvelée tous les trois mois; faute de quoi la première, ou les subséquentes, selon qu'il y aura lieu, cesseront d'avoir leur effet.

Les fausses déclarations à cet égard seront constatées à la diligence de la direction-générale de l'intérieur avec le concours du Président du conseil de ville, ou d'un officier municipal, et le propriétaire sera soumis à la peine de la double taxe prévue par l'article 28.

§. 4. *Droits de Patentes.*

ART. 9.

Les négociants, armateurs, commissionnaires, marchands, capitaines ou subrécargues-géreurs de cargaison, courtiers et agents de change ou d'affaires, pharmaciens et apothicaires, entrepreneurs de charrois par eau et par terre, maîtres ou chefs de métiers, gens tenant boutique, et toutes autres professions industrielles, seront imposés proportionnellement et conformément au tarif ci-après :

POUR LA BASSE-TERRE.	*francs.*	POUR LA POINTE-A-PITRE.	*francs.*
1.er Classe.	600.	1.re Classe.	1,000.
2.e idem.	450.	2.e idem.	700.
3.e idem.	300.	3.e idem.	500.
4.e idem.	200.	4.e idem.	400.
5.e idem.	100.	5.e idem.	300.
6.e idem.	75.	6.e idem.	200.
7.e idem.	50.	7.e idem.	100.
8.e idem.	30.	8.e idem.	50.

Dans les Bourgs et Quartiers, ces mêmes professions seront imposées suivant la classe qui leur sera attribuée, à la moitié de ce qu'elles payeront à la Pointe-à-Pitre.

ART. 10.

La classification sera établie dans les deux villes, par une commission nommée par Son Exc. Monsieur le Gouverneur, sur la proposition de M. le directeur-général de l'intérieur, et composée de M. le président du conseil de ville, des syndics du commerce, de deux marchands en détail, et d'un délégué de la direction-générale de l'intérieur; et pour les quartiers la commission nommée de la même manière se composera du commandant et de quatre notables.

ART. 11.

Dans les villes de la Basse-Terre et de la Pointe-à-Pitre, les notaires, avoués, médecins et chirurgiens seront soumis au droit de patente ci-après :

	Basse-Terre.	*Pointe-à-Pitre.*
Notaires, . .	300 *fr.*	400 *fr.*
Avoués, . .	500 *fr.*	500 *fr.*
Médecins, . .	200 *fr.*	250 *fr.*
Chirurgiens, .	150 *fr.*	200 *fr.*

Dans les bourgs et autres lieux de la colonie cette taxe sera diminuée d'un tiers.

ART. 12.

Les patentes dont il a été question dans les articles précédents se prendront pour *six mois*, et dans le premier mois du semestre.

ART. 13.

Les capitaines ou subrécargues, et les individus non-domiciliés qui vendront en magasin dans la colonie, seront tenus de prendre patente pour *six mois*, en raison de l'importance de leur cargaison.

ART. 14

Celui qui ne prendra pas ou ne fera pas renouveller en temps utile la patente à laquelle il sera soumis par suite de la présente Ordonnance, sera passible d'une amende double du prix de la taxe déterminée par le conseil privé.

ART. 15.

Si dans le cours d'un semestre, le patenté n'à pas fait connaître par une déclaration à la direction-générale de l'intérieur, qu'il veut cesser l'exercice de son industrie, il sera tenu au payement du droit du semestre suivant.

Toute personne qui voudrait, après la formation du rôle des patentes, entreprendre l'exercice d'une industrie quelconque,

FR 294

sera tenue, sous peine d'une amende de *cent francs* à *cinq cents francs*, d'en faire la déclaration dans les villes à la direction-générale de l'intérieur, dans les bourgs au commandant du quartier qui devra de suite en donner avis à la direction-générale. Elle sera portée par supplément au rôle à la classe à laquelle elle appartiendra, et à partir du jour de sa déclaration.

Licences de Cabaret.

ART. 16.

Les aubergistes, traiteurs, limonadiers, les personnes tenant cercle et café et celles tenant billard et jeux permis, prendront au bureau de la direction générale de l'intérieur, une licence, et payeront par année les sommes fixées ci-après:

Pour ceux en résidence à la Basse-Terre, la taxe est de.	325 *fr.*	00 *c.*
Pour ceux de la Pointe-à-Pitre.	540	00
Les cabaretiers et autres vendant au détail du vin, eau-de-vie et autres liqueurs, payeront aussi par an, à la Basse-Terre.	600	00
A la Pointe-à-Pitre.	800	00
Et ceux établis à *Sainte-Anne*, au *Moule*, au *Petit-Canal*, au *Port-Louis*, à *Saint-François*, au *Petit-Bourg*, au *Grand-Bourg de Marie-Galante*, payeront	220	00
Les teneurs de billard et jeux permis dans ces mêmes résidences, seront soumis à la même taxe de	220	00
Pour ceux des autres bourgs et des îles des dépendances, y compris les Saintes, la taxe sera pour chacune de ces professions de	120	00

Le payement de ces taxes sera divisé en quatre époques *de trois mois* chaque, exigible à l'avance.

Ceux qui se présenteront dans le courant d'un trimestre, pour obtenir une licence, seront tenus de payer le terme en entier.

ART. 17

Les personnes qui, dans les deux villes *intra* et *extra-muros*, et dans les bourgs de la colonie et de ses dépendances, voudront exercer l'une des professions mentionnées à l'article 16, devront se pourvoir, *toujours à l'avance*, au bureau de la Direction-générale, où il leur sera délivré les licences nécessaires en justifiant de la quittance du trésorier de la colonie, et lesdites licences ne valideront qu'autant qu'elles auront été vérifiées au contrôle, et

enregistrées au bureau de la police : le tout à peine, pour les contrevenants, de confiscation des objets à vendre réunis dans leurs magasins ou boutiques, et d'une amende égale à la moitié du droit intégral de la licence, applicables aux agents de la police ou autres indicateurs.

Bien entendu que sur la valeur des marchandises saisies ou sur celle de l'amende, sera prélevé le droit de licence dû par le contrevenant.

Les cabaretiers sont autorisés à surveiller eux-mêmes les contraventions qui leur sont préjudiciables, et à les dénoncer au procureur du Roi; ils pourront même à l'instant où ils les découvriront, requérir les agents de police de les constater de suite par un procès-verbal, sans qu'on puisse en inférer que cette formalité, à l'appui de la dénonciation, soit nécessaire, et sans préjudice de tous autres moyens qu'eux et les agents de police pourraient employer pour parvenir à atteindre les contrevenants; et dans tous les cas où les contraventions précitées auraient été découvertes par lesdits cabaretiers, l'amende applicable à qui de droit sera prononcée à leur profit.

Lorsque les délinquants seront insolvables, la peine de l'amende sera, pour les blancs et les gens de couleur libres, convertie en celle de la prison, à temps déterminé, suivant l'exigence du cas.

Les maîtres seront responsables du fait de leurs esclaves, lorsque le délit commis aura été autorisé par eux.

Les esclaves à la contravention desquels les maîtres n'auront pas contribué, seront punis de peine corporelle, ou d'une détention à la chaîne de police pour un tems déterminé, suivant la gravité de la faute.

ART. 18.

Les habitans sucriers qui fabriquent du tafia ou du rum, ont le droit de le débiter à toutes mesures, duement étampées par l'étalonneur, pourvu que ce soit dans leurs bâtiments et manufactures, et non sur tout autre lieu de leurs terres, ni sur les chemins, ni chez aucune autre personne établie à la campagne.

ART. 19.

Les commis et agents de police des villes et bourgs seront tenus de remettre à la fin de chaque trimestre, au bureau de la direction-générale de leur arrondissement, l'état des cabaretiers, aubergistes et autres avec désignation des mouvements survenus pendant les *trois* mois. Ils sont responsables de leurs négligences dans l'exécution de ces dispositions.

ART. 20.

Tout cabaretier licencié dans les villes et bourgs de la Colonie, est tenu de mettre à l'extérieur de son établissement, une enseigne saillante et à deux faces, offrant en caractères très-lisibles, ses noms et prénoms, et ces mots : CABARETIER LICENCIÉ ; sous peine contre les contrevenans d'y pourvoir à leurs frais : et à la diligence des agents de police, et d'une amende de *trente francs*, en faveur des pauvres.

Licences de Colportage.

ART. 21.

Le droit de licence de colportage pour la circulation des marchandises et paniers, est maintenu à la somme de *soixante francs* par an.

ART. 22.

Indépendamment des formalités prescrites ci-dessus à l'égard des licences d'aubergistes, cabaretiers, etc., les licences de colportage mentionneront le nom du propriétaire des marchandises et celui qui les portera; le tout à peine de confiscation desdites marchandises et d'une amende égale à la moitié du montant intégral de la licence.

La valeur de la licence frustrée sera prélevée sur le prix des marchandises confisquées, et le surplus sera réparti aux agents de la police ou à ceux qui en auraient fait la déclaration.

Celui ou celle qui colportera avec une licence dont le terme sera expiré, ou qui ne sera pas en son nom, ou qui aura été abusivement prêtée, encourra la même peine de la confiscation et de l'amende, et la personne qui aura prêté ladite licence sera soumise à l'amende de la moitié du droit intégral.

Tout colporteur sera tenu d'être nanti de sa licence personnelle, sous les peines prévues par le paragraphe précédent.

Enjoignons à tous agents de police d'exiger la représentation des licences, et de retirer celles expirées, pour les adresser à la direction-générale de l'intérieur, avec un état des colporteurs pendant ledit trimestre ; les officiers de la gendarmerie sont spécialement chargés de l'exécution de cet article, et de donner en conséquence des ordres dans les diverses brigades, en outre de ceux que recevront les commis à la police.

Ces licences seront également délivrées à l'avance, par trimestre; elles seront vérifiées au contrôle, et enregistrées à la police où elles seront remises aux parties.

ART. 23.

Tout individu payant *deux cents francs* au moins de patente pourra faire colporter, dans le lieu de sa résidence, sans être astreint à prendre une licence spéciale de colportage.

Nul ne pourra faire colporter dans les campagnes, sans payer une licence de *soixante francs.*

ART. 24.

Les individus chargés de colporter pour le compte d'un patenté au-dessus de *deux cents francs*, devront être munis d'une permission de lui, visée par le commissaire de police ou le commandant de quartier, énonçant le nom du patenté et le prix de sa patente, à peine de la confiscation des marchandises colportées, dont le produit sera réparti aux agents de la police, ou à ceux qui en auraient fait la déclaration, après qu'il en aura été prélevé le tiers en faveur des pauvres.

ART. 25.

Tous autres marchands colporteurs, dits *forains*, *porteurs de balles*, sont supprimés dans la colonie et dans ses dépendances.

Dispositions générales.

ART. 26.

Ceux qui exerceront deux des états soumis à la patente, seront assujétis à celle de la classe la plus élevée.

§. 5. *Taxes dites de Noirs justiciés.*

ART. 27.

Chaque tête d'esclave de quatorze à soixante ans, sans aucune espèce d'exception, payera la somme d'*Un franc quarante-deux centimes ;* pour la taxe dite des noirs justiciés.

§. 6. *Dispositions diverses relatives au Titre* I^er^.

ART. 28.

Dans la vue de prévenir les fautes ou les erreurs, il est recommandé à tous habitants en résidence dans la colonie et ses dépendances, blancs ou libres, *propriétaires ou non-propriétaires* d'esclaves, de prendre à la direction générale de l'intérieur, ou chez le commandant de leurs quartiers, leurs feuilles de dénombrement qu'ils rempliront et dateront avec la plus grande exactitude, et sur lesquelles ils mentionneront tous les changements survenus parmi leurs esclaves en raison d'acquisition ou de ventes, de décès ou de naissances. Les marins de la colonie sont aussi tenus,

[illegible]

nonobstant leur inscription au bureau des armemens et classes, de prendre leurs feuilles de dénombrement à la direction générale de l'intérieur.

ART. 29.

Ceux des propriétaires qui n'auraient point fourni leurs dénombrements à l'époque fixée par l'avis officiel publié à cet effet; ou ceux qui l'ayant fourni y auraient inséré de fausses déclarations soit pour l'âge de leurs esclaves, leurs maisons ou leur culture, ou qui auraient omis d'y mentionner les changements survenus parmi leurs esclaves, seront soumis à la peine de la double taxe qui sera établie pour la totalité de leurs impositions, en prenant pour base la taxe de première classe fixée par l'article 2 ci-dessus, pour les esclaves capitables des villes; à l'exception toutefois des habitants des grandes cultures, dont la denrée paye le droit en remplacement de la capitation, et qui, pour le même cas, ne seront imposés qu'à la simple taxe des esclaves des bourgs de première classe. Sont également passibles de la surtaxe établie ci-dessus, les propriétaires qui n'auraient pas fait la déclaration aux bureaux de la direction générale de l'intérieur, de ceux de leurs esclaves employés sur les bâtiments caboteurs, les pirogues et autres embarcations de la colonie, et pour lesquels il y a obligation de se munir de passes ou permis au vœu de l'art. 15, de l'Ordonnance locale du 2 Janvier 1822.

ART. 30.

Outre que le marronnage des esclaves doit être porté sur les dénombrements à l'époque où il a eu lieu, la déclaration de leur marronnage devra se faire, à l'avenir, dans tous les endroits où il y aura un bureau de la direction générale de l'intérieur, ou chez MM. les commandants de quartier. Cette déclaration devra être faite immédiatement. Les copies certifiées de ces déclarations, délivrées gratuitement, constateront le marronnage.

La déclaration de la rentrée d'un ou plusieurs esclaves marrons chez leur maître, devra pareillement se faire par lui, aux fonctionnaires désignés ci-dessus, au plus tard dans le mois qui suivra la rentrée de ces esclaves; faute par le propriétaire ou son représentant, de se conformer à cette disposition dans le délai fixé, il sera passible d'une amende de *cent francs*.

ART. 31.

Tout esclave capitable non déclaré sur les dénombrements, est confiscable au profit du Gouvernement, conformément à l'article 14 de la déclaration du Roi, du 3 octobre 1730.

Quant aux esclaves non capitables qui ne seront pas déclarés,

le propriétaire sera passible, pour chacun d'eux, d'une amende de *cent francs.*

ART. 32.

Les propriétaires qui ont à fournir des dénombrements soit de ville ou de campagne, soit des deux sortes à la fois, et qui auraient porté sur celui de campagne des esclaves qu'ils emploient ou louent habituellement en ville, seront, pour le fait de cette fausse déclaration et par chaque tête d'esclave ainsi déclaré, imposés au quadruple de la première taxe des villes.

ART. 33.

Les habitans qui, ne possédant ni immeubles ni esclaves, se croiraient dispensés de faire la déclaration de leur personne, de celles de leur famille, et de toutes autres à leur charge, seront passibles, pour ce fait, d'une amende de *trente francs*, au profit du trésor : la liste en sera fournie à la direction générale de l'intérieur par MM. les commandants de quartier pour les campagnes; la direction générale fera elle-même ces recherches dans les villes.

ART. 34.

Attendu les irrégularités qui se sont glissées dans certains dénombrements relativement aux noms et prénoms des libres et des affranchis de la colonie, il est enjoint à la direction générale de l'intérieur, ainsi qu'à MM. les commandants de quartier, de se faire représenter par lesdits libres et affranchis, suivant le vœu des ordonnances, les titres authentiques qui, en justifiant de leur qualité de libres ou d'affranchis, peuvent seuls leur donner le droit de prendre leur feuille de dénombrement.

Il est pareillement enjoint à tout fonctionnaire public de se faire représenter les susdits titres, lorsqu'il y a lieu soit à des déclarations de naissances, de mariages ou de décès, soit à des actes par-devant notaires, soit à toute action civile devant les tribunaux.

ART. 35.

Nul individu ne pourra obtenir de passe-port qu'il ne présente un certificat de la direction générale de l'intérieur, constatant qu'il est porté sur un dénombrement, et s'il est propriétaire ou non propriétaire d'esclaves ou d'immeubles. Ce certificat mentionnera la quotité des impositions du propriétaire en partance, et si elles ont été acquittées.

Dans le cas où les rôles n'auraient pas été mis en recouvrement, le certificat de la direction générale l'indiquera; alors la caution que reçoit le greffe comprendra celle des impositions de l'année courante.

En conséquence les greffiers ne recevront, sous leur responsabilité, de cautionnement de départ, que sur le vu desdits certificats ; ce qu'ils mentionneront dans celui à délivrer par eux Conformément au vœu des ordonnances en vigueur, ils n'admettront que des cautions valables ; ils seront en outre tenus de fournir, au trésor, chaque mois, l'état des personnes parties sous cautionnement.

ART. 36.

Les impositions directes étant acquises au trésor public le 1.er janvier de chaque année, les esclaves capités et les maisons imposées demeurent affectés et hypothéqués au payement de la somme totale de l'impôt, pour laquelle les propriétaires sont compris au rôle des contributions de l'année ; en conséquence, dans le cas où les esclaves et les maisons viendraient à être aliénés ou vendus, les acheteurs sont responsables du contingent non payé par les vendeurs (tant pour l'exercice courant que pour ceux qui pourraient être arriérés), et sujets à toute la rigueur des lois, pour leur acquittement, nonobstant le droit primitif, que la direction générale de l'intérieur conserve toujours sur le vendeur pour mieux assurer la recette.

Toutefois les droits du trésor pour la rentrée des contributions directes seront prescrits par le défaut de poursuite pendant cinq années.

ART. 37.

Tout payement fait par le trésor sera précédé d'une vérification pour s'assurer si la partie prenante est contribuable ; et au cas qu'elle se trouve encore du nombre des redevables, d'après les rôles, les quittances du trésorier lui seront remises comme comptant.

ART. 38.

Quoiqu'il soit dit que l'impôt est acquis au trésor le 1.er janvier, sa perception ne commencera néanmoins que du jour où le public en sera prévenu par un avis officiel du directeur général de l'intérieur, et le produit en sera réalisé en un seul payement dans les *trois* mois qui suivront cet avertissement ; les contribuables qui, après ce délai, ne se seraient pas acquittés, seront poursuivis par toutes les voies de droit, même par corps, comme s'agissant de deniers royaux, en conformité de l'ordonnance du 26 août 1820, et ce, par le ministère de l'huissier percepteur du domaine, suite et diligence du trésorier de la colonie.

ART. 39.

Pour la plus grande commodité des contribuables, le trésorier de la colonie fera recouvrer dans les campagnes par

l'huissier percepteur du domaine, les contributions ci-dessus établies; et la remise pour couvrir les frais de cette perception est maintenue sur le pied de *cinq pour cent*, au profit dudit huissier percepteur. Le tout sans préjudice contre ceux qui y donneraient lieu, des frais de poursuites réglés par le tarif joint à l'ordonnance du 13 février 1819.

ART. 40.

Les impositions ne s'acquittant qu'en un seul payement, les contribuables ne seront point admis à donner des acomptes. En conséquence toutes quittances de cette nature, fournies par les huissiers percepteurs ou autres agents du trésor, seront nulles et comme non avenues à l'égard du trésor, attendu qu'il n'y a que les quittances mises au bas de la cote établie par la direction générale de l'intérieur, qui puissent opérer la libération des contribuables.

Cette disposition ne s'applique point au droit de patente dont le recouvrement n'est exigible que par moitié.

ART. 41.

Il sera pourvu à l'entretien des chemins, ainsi et de la même manière qu'il a été réglé par l'ordonnance locale, du 13 mars 1819, au moyen de quoi il ne sera imposé aucune taxe pour cet objet.

ART. 42.

Sont maintenues en tant que de besoin les dispositions des ordonnances antérieures concernant les impositions directes, en tout ce qui n'est ni prévu ni modifié par le présent arrêté.

SECTION DEUXIÈME.

Contributions indirectes et droits de Douanes.

§. 7. *Droits d'Entrée sur le Commerce Français.*

ART. 43.

Importations par Bâtiments Français, venant directement des Ports de France.

Les marchandises françaises expédiées par acquits-à-caution des douanes de France, et venant directement des ports de la métropole, autres que celles mentionnées aux tableaux n.° 1 et 2 fesant suite à l'ordonnance royale du 5 Février 1826, payeront *un franc pour cent francs* de valeur, ci. . . 1 *f. p.r* 100 *f. de val.*

Toutes les marchandises françaises mentionnées dans les tableaux n° 1 et 2 fesant suite à l'ordonnance royale, ainsi que le produit de pêche nationale, venant directement des lieux de pêche, payeront *cinq centimes pour cent kilogrammes*, ci. . . . . 05 *c. pour* 100 *kilog.*

Les marchandises étrangères qui peuvent être admises en entrepôt en France et recevoir la destination ultérieure de la colonie pour y être livrées à la consommation, seront soumises au droit d'*un pour cent* de leur valeur dans la colonie, comme les marchandises nationales, lorsqu'elles seront expédiées par acquit-à-caution, à destination de la Guadeloupe, sous leur véritable distinction d'origine étrangère; autrement elles seront considérées prohibées, et les confiscations voulues, pour raison de commerce étranger défendu, seront poursuivies et prononcées.

ART. 44.

Importations par Bâtiments Français, attachés aux Ports de la Métropole, ou à ceux des Colonies Françaises, venant des Colonies ou Possessions Françaises.

Les marchandises françaises et celles étrangères permises expédiées légalement des colonies et possessions françaises pour la Guadeloupe, y seront admises en exemption de droits de douanes lorsque l'expédition de sortie portera qu'elles les ont acquittés à l'entrée de la colonie d'où elles viendront; mais cette expédition devra mentionner le nom du bâtiment qui les y aura introduites, ainsi que les numéro et date de la liquidation; autrement lesdites marchandises seront passibles des mêmes droits imposés sur celles venues de France ou de l'étranger par bâtiments français.

Les produits du sol ou de l'industrie des colonies et possessions françaises, autres que les rums et tafias, seront exempts de droits de douane à l'entrée, lorsque l'expédition en certifiera l'origine française; autrement ils seront considérés étrangers, et s'ils sont prohibés, les confiscations du bâtiment et du chargement devra être poursuivie et prononcée.

Sont prohibés, à l'entrée de la Guadeloupe, les rums et tafias des colonies et possessions françaises comme de celles étrangères.

Sont aussi prohibées, à l'entrée et à l'abord de la Guadeloupe, les denrées et marchandises étrangères expédiées des entrepôts des colonies et possessions françaises, ou de l'étranger pour les entrepôts desdites colonies et possessions.

§. 8. *Importations par Bâtiments Français, ou étrangers venant de l'Étrangers.*

Art. 45.

Les marchandises et denrées étrangères désignées dans les tableaux n° 1 et 2 de l'ordonnance royale du 5 février dernier, sont seules admises et payeront les droits ci-après fixés ;

Savoir :

Animaux vivants, ...	10 *fr. p.r* 100 *fr. de valeur.*
Bœuf salé, ...	15 *fr. p.r* 100 *kilogrammes.*
Bois feuillard, ...	10 *fr. le millier.*
Légumes secs, ...	3 *fr.* 50 *c. par hectolitre.*
Maïs en grains, ...	2 *fr.* 00 *c. par hectolitre.*
Morue et poissons salés,	7 *fr. par* 100 *kilogrammes.*
Riz, ...	7 *fr. par* 100 *kilogrammes.*
Sel, ...	5 *fr. par* 100 *kilogrammes.*
Tabac, ...	7 *fr. p.r* 100 *fr. de valeur.*

Bois de toutes sortes, autres que le bois feuillard, y compris les essentes, les planches et les merrains; brai, goudron et autres résineux de pin, de sapin et de mélèze ; charbon de terre ; cuirs verts et en poils, non tanés; fourrages verts et secs; fruits de table ; graines potagères.	4 *f. p.* 100 *f. de val.*

Toutes celles mentionnées au tableau n° 2, payeront le droit de *cinq centimes pour cent kilogrammes.*

Savoir :

Beaumes et sucs médicinaux. Bois odorans, de teinture et d'ébénisterie. Casse. Cire non ouvrée. Cochenille. Coques de coco. Cuivre brut. Curcuma. Dents d'éléphant. Écailles de tortue. Étain brut. Fanons de baleine. Girofle. Gingembre. Gommes. Grains d'amome. Grains durs à tailler. Graisses, sauf celles de poissons. Indigo. Joncs et roseaux. Légumes verts. Kermès. Laque naturelle. Muscades. Nacre. Or et Argent. Os et corne de bétail. Peaux séches et brutes. Pelleteries non ouvrées. Plomb brut. Poivre. Potasse. Quercitron. Quinquina. Rocou. Racines, écorces, herbes, fleurs et feuilles médicales. Substances animales propres la médecine et à la parfumerie. Sumac. Vanille.

ART. 46.

Magasins et Droits de Magasinage.

Le magasin de la douane sera destiné à recevoir :

1.° Les marchandises étrangères prohibées qui circonstanciellement sont apportées par des bâtimens français ou étrangers venant directement de long-cours, lesquels seulement peuvent alors les présenter pour les déposer à charge de réexportation, conformément à l'ordonnance du 8 juillet 1819.

2°. Celles étrangères prohibées provenant de saisies et soumises à la réexportation.

3°. Celles étrangères permises portées dans la déclaration d'entrée pour la réexportation.

4°. Celles provenant de sauvetage ou devant être débarquées de bâtimens en relâche forcée.

Le commerce aura la faculté de déposer dans le magasin de la douane toutes marchandises nationales ou étrangères permises, en acquittant le droit de magasinage ci-après réglé :

Le droit de magasinage pour toutes marchandises, sans distinction de colis et sans considérer l'emplacement qu'elles peuvent prendre dans le magasin est fixé à *un pour cent* de la valeur de la marchandise pour le 1^er^. mois de magasinage, ci . . . . . 1 *f. p.* 100 *f. de la val.*

Et à *demi pour cent* de ladite valeur pour chacun des mois qui suivront, ci. . . . . 50 *c. p^r^.* 100 *fr. id.*

Le droit de magasinage sera dû à partir du jour que le permis de débarquer et d'entrer en magasin aura été délivré sur déclaration reçue à la douane, jusques et y compris le jour de sortie des marchandises dudit magasin.

Le droit de magasinage sera toujours perçu pour un mois, alors même que la marchandise ne séjournerait pas pendant le tems de trente jours du premier mois dans le magasin, mais il n'est ainsi exigible que pour ce premier mois et la douane tiendra compte aux redevables dans le dernier mois de magasinage, des jours encore à courir pour achever ce dernier mois.

§. 9. *Droits de Sortie sur le Commerce Français.*

ART. 47.

Exportations par Bâtiments Français attachés aux ports de la Métropole ou à ceux des Colonies françaises, allant en France.

Les denrées et productions coloniales du sol de la Guadeloupe et des autres colonies françaises,

françaises, qui seront expédiées par bâtiments français et sous acquits-à-caution avec destination directe pour un port de la métropole, payeront (aux termes de l'ordonnance royale, du 17 août 1825) *un pour cent*, de leur valeur établie dans la mercuriale dressée conformément à l'article 55 ci. . . . . 1 *p^r.* 100 *fr. de val.*

Les marchandises étrangères permises et désignées dans le tableau n°. 2 de l'ordonnance royale du 5 février, sont les seules qui puissent recevoir la destination de la France. Elles seront expédiées par acquit-à-caution et seront soumises au droit de *un pour cent*, ci. 1 *p^r.* 100 *fr. de val.*

Les marchandises nationales en retour pour France payeront un droit de *vingt-cinq centimes pour cent francs* de valeur, ci. . 25 *c. p^r.* 100 *fr. de val.*

ART. 48.

Exportation par Bâtiments français, allant dans les colonies et possessions françaises.

Les marchandises du sol ou de l'industrie nationale, et les marchandises étrangères dont l'introduction est permise qui seront expédiées par tous bâtiments de la métropole ou des colonies françaises à destination desdites colonies ou possessions, ne seront soumises à aucun droit de douane. . . .

Les sucres, café, cotons et autres denrées de la Guadeloupe qui doivent être réservés au seul commerce direct avec la métropole, sont et demeurent prohibés à la sortie pour les autres colonies ou possessions françaises comme pour l'étranger.

§. 10. *Exportations par Bâtiments français ou étrangers, allant à l'étranger.*

ART. 49.

Les marchandises nationales et celles étrangères permises seront exemptes des droits de douane.

Les sirops, rums et tafias payeront le droit de *deux pour cent francs* de valeur, ci. . 2 *fr. p^r.* 100 *f. de val.*

Les marchandises étrangères permises, portées dans la déclaration d'entrée pour la réexportation payeront le droit de *vingt-cinq centimes pour cent francs* de valeur, ci. 25 *c. p^r* 100 *fr. de val.*

Et les droits ordinaires de magasinage.

Mais si sur la demande du capitaine, il est autorisé à les envoyer à l'étranger par tout autre bâtiment, elles seront soumises aux droits d'entrée et celui de balance de *vingt-cinq centimes pour cent francs* de valeur, ci. 25 *c. p^r* 100 *fr. de val.*

Et de plus le droit de magasinage.

Les marchandises provenant de saisies payeront *deux pour cent francs* de valeur, ci. 2 *p^r* 100 *fr. de val.*

Et le droit ordinaire de magasinage.

La marchandise étrangère prohibée, déclarée à l'entrée pour la réexportation, devra être retournée à l'étranger par le même bâtiment qui l'aura apportée ; si cependant il est autorisé, sur la demande du capitaine, de l'envoyer à l'étranger par tout autre bâtiment, elle sera soumise en outre du droit de magasinage à celui de *deux pour cent francs* de valeur, ci. . . . . 2 *p^r.* 100 *fr. de val.*

ART. 50.

Les bâtiments étrangers, autres que les espagnols, qui introduiront dans la colonie, les marchandises dont l'entrée est permise pour la consommation et qui ne prendront pas en retour, des sirops, tafias, rums, et des marchandises françaises, pour les *trois-quarts* de la valeur de leurs cargaisons d'entrée, payeront un droit de *douze pour cent* sur la différence entre lesdits *trois-quarts* et le montant réel de l'exportation en sirops, tafias, rums et marchandises françaises.

L'autre *quart*, non imposé, est accordé auxdits bâtiments étrangers pour acquitter leurs droits, frais et autres dépenses quelconques.

La disposition ci-dessus cessera d'être applicable dans le port de la Basse-Terre pendant les 4 derniers mois de l'année 1828.

ART. 51.

Le montant de la valeur des exportations sera calculé : 1.° d'après les prix de base des sirops, tafias et rums, établis par la mercuriale prescrite par l'article 55 ; 2°. d'après les prix des marchandises nationales portées dans les liquidations d'entrée desdites marchandises.

§. 11. *Dispositions communes aux exportations par Bâtiments français ou étrangers.*

ART. 52.

En vue d'encourager la culture du manioc à la Guadeloupe, cette substance, en farine seulement, pourra sortir de la colonie en exemption de droit, mais afin d'en prévenir la rareté et d'éviter le prétexte d'en élever le prix pour la consommation intérieure, l'exportation au dehors en sera défendue et demeure prohibée tout le temps qu'elle se vendra dans les villes Basse-Terre et Pointe-à-Pitre au-dessus du prix de 32 centimes le litre ou demi-pot.

En conséquence le premier et le troisième lundi de chaque mois, l'administration fera connaître aux bureaux des douanes s'il y a lieu de permettre l'exportation de cette denrée pendant la quinzaine.

§. 12. *Dispositions particulières aux ports du Grand-Bourg de Marie-Galante, et du Moule.*

ART. 53.

L'ordonnance royale du 5 février 1826, à fermé les deux ports, qui resteront ainsi jusqu'à décision de S. E. le ministre de la marine auquel des réclamations ont été adressées par S. Exc. M. le Gouverneur.

ART. 54

Les expéditions de sortie du Moule et de Marie-Galante, seront délivrées, savoir :

1.° Aux bâtiments français pour les ports de la métropole,

2.° Aux caboteurs de la Guadeloupe pour les ports de la Pointe-à-Pitre et de la Basse-Terre.

Ces deux expéditions sont les seules qui pourront être délivrées dans ces deux ports.

§. 13. *Mode de Liquidation des Droits de Douane.*

ART. 55.

Les droits de douane d'importations et d'exportations, établis dans la présente ordonnance seront liquidés ;

SAVOIR :

1.° Pour les marchandises introduites par bâtiments français, venant directement d'un port de France, sur la valeur qu'elles auront dans la colonie au jour où la déclaration sera faite à la douane, conformément à ce qui est prescrit par l'ordonnance locale du 2 octobre 1825 ;

2.° Pour celles prises à l'étranger, sur les prix de base mentionnés à la mercuriale dont il a été parlé plus haut : et pour les marchandises étrangères qui ne seront pas dénommées à la dite mercuriale, d'après la déclaration de valeur qui sera faite, sous l'exercice du droit de préemption ;

3.° Pour les denrées ou marchandises qui seront expédiées pour France, ou pour les colonies et pays étrangers d'après les prix portés à la mercuriale.

ART. 56.

Cette mercuriale sera faite et renouvelés tous les trois mois, par une commission composée de M. le directeur des douanes et de MM. les syndics du commerce.

§. 14. *Droits divers de Port et autres, liquidés par la Douane.*

ART. 57.

Les droits d'ancrage et d'expédition seront perçus d'après ce qui est établi dans le tableau ci-après :

Ancrage.

	Bâtiments français venant des ports de France et possessions françaises.	Bâtiments français ou étrangers, venant de l'étrangers à l'exception des caboteurs de la colonie au-dessous de 60 tonneaux.
De 50 tonneaux et au-dessous.	20 *francs.*	*Rien*, { n'étant pas admis.
De 60 à 100	25 *fr.*	30 *francs.*
De 101 à 150	30 *fr.*	40 *fr.*
De 151 à 200	40 *fr.*	55 *fr.*
De 201 et au-dessus	50 *fr.*	65 *fr.*

Expédition.

Le droit d'expédition pour tous les pavillons, continuera d'être égal au droit d'ancrage réglé pour les bâtimens français venant de France, ou des possessions françaises.

Toutefois, les bâtiments qui, étant de relâche, ne feraient point d'opération de commerce, seront exempts du droit d'expédition et ne payeront que celui d'ancrage et les étrangers payeront de plus celui d'interprêtage.

ART. 58.

Les caboteurs au-dessous de 60 tonneaux, appartenant à la Guadeloupe, seront seuls exempts du droit d'ancrage et du droit d'expédition réglé par l'article précédent; mais ils restent soumis aux taxes trimestrielles et aux droits d'expédition établis par l'Ordonnance du 27 décembre 1819, et qui sont rappelés ci-après, SAVOIR :

1°. *Quarante francs* par an, pour droit d'expédition payable par trimestre et d'avance ;

2°. Pour chaque voyage de départ, soit à l'étranger, soit dans les autres colonies françaises, un droit d'expédition ainsi réglé:

	PAR BATIMENS.	
	De 50 tonneaux et au-dessous.	De 50 tonneaux et au-dessus.
Sur lest ou chargé, à la sortie de la colonie.	5 *francs*	10 *francs.*

3°. Le droit perçu à l'entrée et à la sortie de la colonie, qui a remplacé, d'après l'Ordonnance du 27 décembre 1819, les droits de quai, que payaient lesdits caboteurs, conformément à l'Ordonnance du 11 avril 1818 ;

SAVOIR:	PAR BATIMENS.	
	De 50 tonneaux et au-dessous.	De 50 tonneaux et au-dessus.
Sur lest, ...	*Rien.*	*Rien.*
Chargés, ...	5 *francs.*	10 *francs.*

Lesdits caboteurs restent passibles du droit d'*Un franc* par tonneau, en motif d'amende, établi par l'Ordonnance du 20 janvier 1821, lorsque, partis sur lest de la Guadeloupe pour l'étranger, ils feront leur retour sur lest: ce droit est double quand leur absence de la Guadeloupe passe le délai de 45 jours.

ART. 59.

Le tarif concernant les actes de francisation et congés de navigation, ainsi que celui du droit de port, c'est-à-dire de louvoyage, pilotage, mouillage, interprêtage et des visites et patentes de santé sont maintenus, ainsi qu'ils sont établis ci-après ;

SAVOIR :

1.° *Pour chaque Acte de Francisation.*

Par bâtiment au-dessous de 100 tonneaux, .	33 *fr.*	00 *c.*
De 100 tonneaux et au-dessus, ...	43 *fr.*	00 *c.*
De 200 à 300 tonneaux, ...	55 *fr.*	00 *c.*
Et pour chaque tonneau en sus de 300, .	10 *fr.*	00 *c.*

2.° *Pour chaque Congé annuel ou pour chaque voyage au long-cours.*

Par caboteur ordinaire, ...	27 *fr.*	00 *c.*
Par bâtiment au long-cours, ...	48 *fr.*	00 *c.*

Chaque somme du présent tarif sera augmentée de *cinquante centimes* par franc, pour servir au remboursement du prix des feuilles, *suivant Ordonnance du 6 décembre 1816, dont les dispositions restent en vigueur.*

3.° *Pour les Droits dits de Port.*

Louvoyage.	Pilotage et Mouillage.	Visite sanitaire, patente de santé et visite des coffres de chirurgie et de médicamens.	Interprêtage sur Bâtiments Étrangers.

Port en tonneaux.

Bâtiments français, venant de France et des possessions françaises.

fr. c.	fr. c.
50 et au-dessous 27 00	. . . . . 11 00
51 à 100. . . . 33 00	. . . . . 16 00
101 à 150. . . 43 00	. . . . (*). 50 00
151 à 200. . . 54 00	. . . . (*). 55 00
201 et au-dessus 65 00	. . . . (*). 60 00

(*) Dans ces sommes seulement sont compris les droits pour patente de santé, visites des coffres de chirurgie et celle des drogues et médicamens, chacun pour 10 francs 80 centimes.

Bâtiments français, ou étrangers venant de l'étranger.

fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
60 à 100. . . . 10 80	. . . . . 43 00	. . . . . 20 00	. . . . . 30 00
101 à 150. . . 10 80	. . . . . 60 00	. . . . . 25 00	. . . . . 36 00
151 à 200. . . . 10 80	. . . . . 70 00	. . . . . 30 00	. . . . . 45 00
201 et au-dessus. 10 80	. . . . . 87 00	. . . . . 36 00	. . . . . 60 00

Le droit d'interprêtage acquittable par les bâtiments étrangers, qui viennent commercer à la Basse-Terre sera augmenté, pour ce port seulement de moitié en sus de celui porté dans le tarif ci-dessus, conformément à l'ordonnance du 7 juillet 1821.

ART. 6o.

Le droit de tonnage de *deux francs soixante-dix centimes* par tonneau, établi par l'ordonnance du 10 juillet 1817, continuera d'être perçu à la sortie des bâtiments français ou étrangers venant de l'étrangers qui auront fait opération de commerce, soit en chargement soit en déchargement de marchandises.

L'exemption dudit droit de tonnage accordée par l'ordonnance du 27 mars 1819, aux bâtiments français ou étrangers venant commercer à la Basse-Terre seulement, est maintenue.

ART. 61.

Les taxes ci-après, établies par l'article 21 de l'ordonnance du 30 décembre 1822, et dont le produit est effecté à la construction des quais de la Pointe-à-Pitre, sont maintenues comme suit ;

SAVOIR :	SOMMES PAR AN.	
Chaque grande pirogue, gabare, ou toute autre embarcation fesant le transport des colis de sucre, sirops et tafias, des quartiers à la Pointe-à-Pitre, payera, ...	80	*francs.*
Seront comprises dans cette classe et soumises à la même taxes, les gabares exploitant dans le port de la Pointe-à-Pitre, ci, pour chacune. . . .	80	*fr.*
Les autres embarcations exploitant également dans le port de la Pointe-à-Pitre, et employées au chargement et déchargement des navires, payeront chacune	100	*francs.*
Chaque canot servant, soit à communiquer avec la rade et les îlets, soit à mettre les bâtiments hors des passes du port ; ou enfin à porter des particuliers de la Pointe-à-Pitre aux divers quartiers, et desdits quartiers à la Pointe-à-Pitre, payera	50	*fr.*
Chaque mutation de vente de bâtiment attaché à la colonie, payera pour transcription au dos de l'acte de francisation, ...	10	*fr.*
Et pour chaque cautionnement fourni à la douane, ...	10	*fr.*
Nota. Cette taxe est due pour tout cautionnement que la douane doit recevoir et a le droit d'exiger, la seule exception sera faite pour les cautionnements fournis par les caboteurs de la colonie, dans le seul cas d'expédition de cabotage autour de la Guadeloupe et avec ses dépendances.		
Lorsque le cautionnement sera relatif à un caboteur de la Guadeloupe, au-dessous de 60 tonneaux venant de l'étranger, il ne sera que de,	5	*fr.*
Les embarcations employées uniquement à la pêche et au transport de l'eau à l'usage des habitants de la Pointe-à-Pitre, ne payeront aucune taxe dans le sens de la disposition établie ci-dessus.	*Rien.*	

ART. 62.

Les diverses taxes mentionnées ci-dessus seront liquidées par la douane de la Pointe-à-Pitre, et le montant en sera perçu par le trésorier, au fur et à mesure de l'expédition des bâtiments, en ce qui concerne les quatre dernières : et pour celles relatives aux pirogues, gabares et autres embarcations, la perception s'en fera par moitié en janvier et juillet, au moment ou les conducteurs ou patrons d'icelles se pourvoiront de passes ou permis dont ils doivent se munir, au vœu de l'Ordonnance locale du 2 janvier 1822, sur la police et la navigation des pirogues de peche et du petit cabotage de l'île.

ART. 63.

Droits de Pesage et de Jeaugeage.

Le droit de pesage est maintenu comme il a été établi par les articles 2 et 4 de l'ordonnance du 26 décembre 1818.

Par colis du poids de 100 *kilogrammes.*	»	27	*centimes.*
idem. » de 101 à 150 *kilog.*	»	41	*centimes.*
Par colis au-dessus de 250 *kilogrammes.*	»	54	*centimes.*

Le droit de jeaugeage demeure fixé pour l'année 1827 ; comme suit :

Par 100 *litres* de sirops, tafias, rums et tous autres liquides à jauger, ci. . . . . 3 *fr.* 50 *c.*

§. 15. *Dispositions générales relatives aux Droits de Douane.*

ART. 64.

Les dispositions règlementaires des ordonnances locales des 28 octobre 1816 et 10 février 1818, sont maintenues en tout ce à quoi il n'est pas dérogé par la présente Ordonnance. Il en sera de même, 1°. de celles relatives aux subsistances de première nécessité ; 2°. de l'Arrêt du 30 août 1784 et l'ordonnance royale du 5 février 1826, qui font toujours règle pour le commerce étranger dans la colonie.

SECTION TROISIÈME.

Droits Domaniaux.

ART. 65.

Tous les droits domaniaux, tels que les épaves, (esclaves et animaux), les bâtardises et deshérences, les biens vacants et afimages divers, continueront à être perçus comme par le passé par les soins et la diligence du directeur-général de l'intérieur.

ISLE SAINT-MARTIN.

SECTION QUATRIÈME.

§. 16. *Contributions directes.*

ART. 66.

L'abonnement tenant lieu de toutes contributions directes avec la partie française de l'Isle de Saint-Martin, est rétabli et fixé pour l'année 1828 à la somme de *vingt-cinq mille francs.*

§. 17. *Contributions indirectes.*

ART. 67

Les droits de douane pour l'île de Saint-Martin, sont établis comme suit :

Droits à l'Entrée sur Commerce Français.

ART. 68.

Les marchandises qui seront introduites par bâtiments français, venant directement des ports de la métropole, autres que celles mentionnées aux tableaux n.° 1 et 2 de l'ordonnance royale du 5 février 1826, payeront le droit ordinaire d'*un pour cent*, ci. . . 1 *p.* 100 *fr. de val.*

Toutes celles portées aux tableaux ci-dessus mentionnés payeront le droit de *cinq centimes pour cent kilogrammes*, lorsqu'elles seront importées par des navires venant directement des ports de France, ci. . . . . 05 *c. p.* 100 *kilog.*

Les marchandises et comestibles français qui seront introduit par le port du Marigot, par des caboteurs français, (autres que ceux expédiés directement des ports de la Basse-Terre et de la Pointe-à Pitre, qui restent exempts de tous droits d'entrée payeront *un pour cent*, ci. . . . . 1 *p^r.* 100 *de val.*

Les droits d'entrée sur le commerce français, seront perçus sur la valeur des marchandises à leur arrivée dans le colonie.

Droits d'Entrée sur Commerce Étranger.

ART. 69.

Les articles dont l'introduction les permise par tous bâtiments français ou étrangers et par tous pavillons seront soumis aux droits ci-après désignés, conformément aux tableaux n° 1 et 2 fesant suite à l'ordonnance royale du 5 février 1826 ;

SAVOIR :

Animaux vivants, ...	10 *f. p* 100 *f. de val.*
Bœuf salé, ...	15 *fr. p.* 100 *kilogram.*
Bois feuillard, ...	10 *francs le millier.*
Légumes secs, ...	3 *f.* 50 *par hecto.*
Maïs en grains, ...	2 *francs l'hectolitre.*
Morue et poissons salés, ...	7 *f. p.* 100 *kilogram.*
Riz, ...	*idem. idem.*
Sel, ...	5 *f. p.* 100 *kilogram.*
Tabac, ...	7 *f. p.* 100 *f. de val.*

Bois de toutes sortes, à l'exception du bois feuillard, y compris les essentes, les planches et les merrains, brai, goudron, et autres résineux de pin, de sapin, etc., etc. — 4 *f.* p^r 100 *de val.*

Toutes les marchandises portées au tableau n° 2, payeront le droit de *cinq centimes pour cent kilogrammes*, ci. . . . . 05 *c. p.^r* 100 *kilog.*

Les importations de l'étranger seront liquidées suivant la mercuriale indiquée par l'article 55, pour les marchandises qui y seront mentionnées, et pour celles non-dénommées, d'après la déclaration de valeur qui sera faite sous l'exercice du droit de préemption.

Droits à la Sortie.

ART. 70.

Les sucres, cotons, tafias et sirops de la partie française de St.-Martin, qui sortiront par bâtiments français avec destination pour France, acquitteront le droit d'*un p^r. cent*, ci. — 1 *p^r* 100 *de val.*

Les mêmes denrées sortant par bâtiments français avec destination pour la Guadeloupe, seront exemptes de tout droit de sortie à condition qu'elles soient accompagnées d'un certificat d'origine, qui constate qu'elles sont du crû de la partie française de Saint-Martin, lequel certificat devra être revêtu du visa de M. le chargé du service administratif et de celui de M. le commandant particulier. Lorsque lesdites denrées seront expédiées de la Guadeloupe pour France, elles seront exemptes du droit en remplacement de la

capitation, au moyen de la contribution directe par forme d'abonnement, dont il est fait mention à l'article 65 de la présente ordonnance.

Les sucres et les cotons recevant la destination de tous autres endroits que la France et la Guadeloupe, par quelque bâtiment et sous quelque pavillon que ce soit, acquitteront le droit de *deux pour cent*, ci. . . 2 p^r 100 *fr. de val.*

Les sirops et tafias qui sortiront de la même manière, payeront *deux pour cent*, ci. 2 p^r 100 *fr. de val.*

Et les Rums et tafias qui ne pourront recevoir la destination pour la France ou pour la Guadeloupe, payeront le même droit de *deux pour cent*, ci. . . . . 2 p^r 100 *fr. de val.*

Les droits de sortie sur les denrées qui seront expédiées pour France, pour les colonies françaises ou pour tout autre lieu, seront liquidés d'après les prix portés à la mercuriale précitée.

ART. 71.

Le Tarif des droits de port demeure ainsi réglé ;

SAVOIR :

Par bâtiment, sans distinction de Pavillon.	Expédition.	Pilotage et Mouillage.	Interprétage.	Visites de Santé.
Jusqu'à 30 tonneaux	5 *fr.* *c.*	» »	» »	» »
de 31 à 60	10 00.	» »	» »	» »
de 61 à 100	20 00.	32 *f.* 40 *c.*	21 *f.* 60 *c.*	8 *f.* 10 *c.*
de 101 et au-dessus.	32 40.	43 20	27 00	10 80.
Les embarcations non-pontées, venant des Isles françaises ou étrangères.	2 43.			

Les bâtiments étrangers qui ne feront que louvoyer, devront payer 10 *fr.* 80 *centimes.*

Et s'ils viennent ensuite au mouillage, cette somme sera considérée comme un à-compte du droit de pilotage et mouillage établi ci-dessus.

Le droit d'expédition, le seul à la charge des bâtiments français faisant le commerce directe entre la Guadeloupe et la Partie Française de Saint-Martin, est aussi maintenu sur le pied ci-après.

Par bâtiments de cinquante tonneaux et au-dessous, ci. . . . . 7 *fr.* 20 *centimes.*

Et par ceux au-dessus de ce tonnage, ci. 14 *fr.* 40 *centimes.*

ART. 72.

Les propriétaires des petites embarcations non-pontées qui font le cabotage autour de l'île de Saint-Martin (partie française) seront tenus de les faire numéroter et de prendre une patente sémestrielle au bureau de l'administrateur chargé du service, laquelle sera délivrée gratis.

Ne sont point comprises dans la mesure ci-dessus, les embarcations des habitants-propriétaires, en tant qu'elles ne serviront qu'à leur usage ou au transport de leurs propres denrées.

Dispositions particulières.

ART. 73.

Pour prévenir l'exportation des sucres étrangers par la dépendance de St.-Martin, il y sera formée une commission composée, du commandant particulier, du chef du service administratif, du préposé de la direction-générale de l'intérieur, du préposé de la douane, du commandant de quartier et de quatre habitants notables, à l'effet de déterminer le revenu au maximum de chaque habitation, en sucre, sirop ou rum.

Cette commission, sera également chargée de la répartition du montant de l'abonnement destiné à tenir lieu de toute contribution directe.

ART. 74.

La douane ne délivrera d'expédition que sur le vu d'un certificat du vendeur et jusqu'à concurrence du revenu en sucre, rum ou sirop qui lui aura été reconnu, ce dont elle s'assurera en consultant le travail fait par la commission instituée par l'article précédent.

Dans tout les cas l'exportation, soit pour France, la Guadeloupe ou l'étranger, ne pourra être de plus de deux milles barriques de sucre de 500 kilog ; de 126,000 litres de sirop et de 56,000 itres de rum.

TITRE DEUXIÈME.

IMPOSITIONS MUNICIPALES,

Pour les Dépenses particulières aux villes Basse-Terre et Pointe-à-Pitre, au Grand-Bourg de Marie-Galante, et au Bourg du Moule.

ART. 75.

Les taxes indiquées ci-après, seront perçues pour le produit être employé aux dépenses municipales desdites villes et bourgs ;

SAVOIR :

1.° *Basse-Terre.*

Trente pour cent du produit de la capitation des esclaves de ville, de l'âge de 14 à 60 ans.

Les personnes qui ne possèdent qu'un esclave, seront exemptes de cette contribution.

Cinquante francs par cheval et mulet de trait en usage dans l'intérieur de la ville.

Cinq francs par ligne d'eau des fontaines particulières, à la charge des propriétaires de maisons qui en jouissent.

Vingt pour cent sur l'imposition locative des maisons.

2.° *Pointe-à-Pitre.*

Vingt pour cent du produit du droit des loyers de maisons.

Trente pour cent de la capitation des esclaves de ville, de l'âge de 14 à 60 ans.

Cinquante francs par cheval et mulet de trait en usage dans l'intérieur de la ville.

Les terrains non bâtis ou n'ayant que des hangards ou barraques qui ne payent point comme maisons, continueront d'être classés et imposés par pied (325 millimètres environ) de façade, ainsi qu'il suit :

1ere. Classe.	1	*fr.* 22	*c.*
2e. Classe.	1	08	
3e. Classe.	0	81	

Les propriétaires des terrains non bâtis, barraques et hangards compris dans l'ordonnance du 4 février 1824, dans les 4e, 5e et 6e classe, seront exempts de toute taxe en considération des travaux de comblement qu'ils seront tenus d'exécuter, sous la direction du

voyer de la ville, pour rehausser les terrains bas et assurer l'écoulement des eaux pluviales, à peine, contre les contrevenants, d'une amende qui ne pourra être moindre du quart de la valeur de leurs terrains, et qui sera prononcée par le tribunal du ressort sur la plainte et les pièces produites par le voyer.

En outre, le voyer de la ville dressera, tous les six mois, un état des travaux de comblement qui auront été exécutés pendant cet espace de temps, et il transmettra cet état à la direction de l'intérieur et du domaine; il y indiquera les contrevenants et les poursuites qu'il aura été dans le cas de diriger contre eux.

3°. *Grand-Bourg de Marie-Galante.*

Trente pour cent sur le produit de la capitation des esclaves de l'âge de 14 à 60 ans exclusivement.

Les personnes qui ne possèdent qu'un esclave, seront exemptes de cette contribution.

Vingt francs par cheval et mulet de trait en usage dans l'intérieur du Grand-Bourg.

Vingt pour cent sur l'imposition locative des maisons.

ART. 76.

La taxe sur les chevaux de selle, dits de luxe, est et demeure supprimée.

Les cabrouetiers de la ville Pointe-à-Pitre continueront à jouir de l'exemption de la taxe sur les chevaux et mulets de trait, à charge par eux de se conformer à l'engagement auquel ils ont antérieurement souscrit, de fournir, par mois, *vingt-quatre* tombereaux de comblage, par chaque voiture roulant en ville, pour le comblement des places publiques; et au cas de refus de leur part, il y sera pourvu à leurs frais par les soins de l'administration municipale.

ART. 77.

Les présidents des conseils municipaux procéderont, chacun en droit-soi, à la formation des rôles généraux et partiels des contributions municipales, lesquels, après avoir été arrêtés, en conseil, seront adressés à la direction-générale de l'intérieur pour être soumis après examen et vérification, à notre approbation et homologation.

Lesdits rôles distribués d'après les taxes et les classes ci-dessus établies, étant homologués, les présidents des conseils de ville en donneront connaissance aux contribuables de leur ressort, par un avis officiel; et *trente jours* après, chacun d'eux fera procéder au recouvrement desdites contributions, soit par son trésorier municipal, soit par tout autre personne duement autorisée.

ART. 78.

Si des contribuables ne sont pas exacts à payer dans le délai fixé, les présidents sont autorisés à recourir au ministère de l'huissier percepteur du domaine, pour faire poursuivre les retardataires par les moyens prévus dans l'ordonnance du 26 août 1820.

ART. 79.

Indépendamment des taxes établies dans l'article 75, et pour remplacer les droits dits d'octroi, qui existent sur les denrées de la colonie, et qui ont été supprimés, à compter du 1er janvier 1826, il sera perçu, à l'importation soit de France, soit des possessions françaises, ou de l'étranger, sur les denrées et marchandises ci-après dénommées, les droits mentionnés dans le tarif qui suit; SAVOIR :

Droits d'Octroi.

Farine de Froment	*par baril, un franc.*	1 *fr.*	00 *c.*
Beurre	*par fréquin, cinquante centimes.*	0	50 *c.*
Bœuf salé, Porc salé,	*par baril, un franc.*	1	00 *c.*
	ou par 50 kilog., cinquante centimes.	0	50 *c.*
Jambons,	*par 50 kilog., cinquante centimes.*	0	50 *c.*
Vin,	*par barrique, deux francs,*	2	00 *c.*
	ou par caisse de 12 b. vingt-cinq cent.	0	25 *c.*
Genièvre,	*par dame-jeanne, vingt centimes* .	0	20 *c.*
	ou par litre, un centime.	0	01 *c.*
Bierre,	*par barrique, deux francs.* . . .	2	00 *c.*
	par panier, vingt-cinq centimes. .	0	25 *c.*
Tabac,	*par cent kilogrammes deux francs.*	2	00 *c.*

ART. 80.

Les droits d'octroi mentionnés dans l'article précédent seront entièrement à la charge de celui qui aura fait la déclaration d'entrée en douane; leur perception aura lieu, en même-temps que celle des droits de douane et le montant en sera versé dans la caisse municipale du port d'arrivée.

ART 81.

Il est entendu et voulu que les objets qui auront payé le droit d'octroi dans un des ports de la Basse-Terre, de la Pointe-à-Pitre, du Grand-Bourg de Marie-Galante ou du Moule, et qui seront ensuite importés dans un autre des ces ports, seront exempts du droit d'octroi à leur entrée dans ce dernier port.

ART. 82.

Le montant de la recette des droits d'octroi, doit être réparti entre les villes et bourgs de la Basse-Terre, de la Pointe-à-Pitre, du Moule, et de Marie-Galante, au prorata des quantités de marchandises imposées qui auront été reçues dans chacun de ces ports et n'auront pas été réexportées pour un autre des ports désignés ci-dessus.

Pour régler cette répartition, il sera fait par les soins de la direction des douanes, à la fin de chaque trimestre, un état des articles, passibles des droits d'octroi, qui auront été importés du dehors, et exportés par communications entre lesdits ports, afin que les caisses municipales puissent régler, entre elles, leur compte respectif sur le montant desdits droits d'octroi.

ART. 83.

A raison des travaux projetés au Moule, pour la sûreté du port, le commandant de ce quartier, en assemblée de paroisse, nous proposera, suivant qu'il y aura lieu, les taxes supplémentaires qu'il serait jugé nécessaire d'établir, soit en ajoutant au tarif ci-dessus des droits d'octroi, soit en maintenant provisoirement le droit actuel dit d'octroi à la sortie des denrées.

TITRE TROISIÈME.

DISPOSITION GÉNÉRALE.

ART. 84.

Le directeur-général de l'intérieur est chargé de pourvoir à l'exécution de la présente ordonnance qui sera enregistrée tant au greffe de la Cour Royale, qu'à ceux des tribunaux de première instance, et au contrôle, lue, publiée et affichée partout où besoin sera.

Donné en Conseil, à la Basse-Terre Guadeloupe, le 1^er^ *Septembre de l'année* 1827, *et du règne de SA MAJESTÉ la* 3^e^.

LE BARON DES ROTOURS.

Par Son Exc. le Gouverneur pour le Roi,

Le Directeur - général de l'intérieur,

JULES BILLECOCQ.

A la Basse-Terre Guadeloupe, de l'Imprimerie du Roi.

ORDONNANCE DU ROI

CONCERNANT

L'ORGANISATION DE L'ORDRE JUDICIAIRE

ET

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

A L'ILE DE LA MARTINIQUE

ET

A L'ILE DE LA GUADELOUPE

ET SES DÉPENDANCES.



A PARIS,
DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

1828.

306

ORDONNANCE DU ROI

Concernant l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice à l'île de la Martinique et à l'île de la Guadeloupe et ses dépendances.

Saint-Cloud, le 24 Septembre 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE,

A tous ceux qui ces présentes verront, salut;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, et de l'avis de notre conseil,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

TITRE PREMIER.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

ARTICLE PREMIER.

La justice sera administrée à l'île de la Martinique, et à l'île de la Guadeloupe et dans ses dépendances, par des tribunaux de paix, des tribunaux de première instance, des cours royales et des cours d'assises.

Les jugemens en dernier ressort et les arrêts pourront être attaqués

par voie d'annullation ou de cassation, dans les cas spécifiés en la présente ordonnance.

ART. 2.

Le conseil privé, la commission des prises et les conseils de guerre continueront de connaître des matières qui leur sont spécialement attribuées par notre ordonnance du 9 février 1827 et par les lois, ordonnances et réglemens en vigueur dans les deux colonies.

ART. 3.

Nul ne pourra être distrait de ses juges naturels.

Il ne sera, en conséquence, créé aucune commission extraordinaire.

Toutefois, il pourra être établi, pour chaque colonie, une cour prévôtale, dans les cas et suivant les formes déterminés par la présente ordonnance.

ART. 4.

Les audiences seront publiques, au civil et au criminel, excepté dans les affaires où la publicité sera jugée dangereuse pour l'ordre et les mœurs.

Dans tous les cas, les jugemens et arrêts seront prononcés publiquement.

Ils seront toujours motivés.

ART. 5.

Les cours et tribunaux ne pourront, sous les peines portées par les lois, prendre directement ou indirectement aucune part à l'exercice du pouvoir législatif, ni s'immiscer dans les affaires administratives.

Ils ne pourront, sous aucun prétexte, et sous les mêmes peines, refuser ni retarder l'enregistrement des lois, ordonnances, arrêtés et réglemens, lorsqu'ils en seront requis par le ministère public.

ART. 6.

Il leur est également interdit de poursuivre, hors les cas de flagrant

délit, les agens du gouvernement pour délits commis dans l'exercice de leurs fonctions, à moins d'une autorisation spéciale donnée de la manière prescrite par l'article 61 de notre ordonnance du 9 février 1827.

ART. 7.

Les deux colonies seront régies par le Code civil, le Code de procédure civile, le Code de commerce, le Code d'instruction criminelle et le Code pénal, modifiés et mis en rapport avec leurs besoins.

TITRE II.

DES TRIBUNAUX ET DES COURS.

CHAPITRE PREMIER.

DES TRIBUNAUX DE PAIX.

SECTION PREMIÈRE.

DE LA CIRCONSCRIPTION DES CANTONS.

ART. 8.

L'île de la Martinique sera divisée en quatre cantons de justices de paix, dont les chefs-lieux seront le Fort-Royal, le Marin, la Trinité et Saint-Pierre.

ART. 9.

Ces cantons comprendront, savoir :

Le premier, les communes du Fort-Royal, du Lamentin, du Trou-au-Chat, du Saint-Esprit, de la Rivière-Salée, des Trois-Islets et des Anses-d'Arlet ;

Le deuxième, les communes du Marin, du Vauclin, de Sainte-Anne, de la Rivière-Pilote, de Sainte-Luce et du Diamant;

Le troisième, les communes de la Trinité, du Gros-Morne, du Robert, du François, de Sainte-Marie et du Marigot;

Le quatrième, les communes de Saint-Pierre, de la Basse-Pointe, de la Grande-Anse, du Macouba, du Prêcheur, du Carbet et de la Case-Pilote,

ART. 10.

L'île de la Guadeloupe et ses dépendances seront divisées en six cantons de justices de paix, dont les chefs-lieux seront la Basse-Terre, la Capesterre, la Pointe-à-Pitre, le Moule, le Marigot de la partie française de Saint-Martin et le Grand-Bourg de l'île de Marie-Galante.

ART. 11.

Ces six cantons comprendront, savoir :

Le premier, les communes de la Basse-Terre, *intra muros* et *extra muros*, du Baillif, du Parc et du Matouba, des Vieux-Habitans, de Bouillante, de la Pointe-Noire, de Deshaies, des îles des Saintes;

Le deuxième, les communes de la Capesterre, du Vieux-Fort, des Trois-Rivières et de la Goyave;

Le troisième, les communes de la Pointe-à-Pitre, du Petit-Bourg, de la Baie-Mahault, du Lamentin, de Sainte-Rose, des Abymes, du Gozier, du Morne-à-l'Eau et de Bordeaux-Bourg;

Le quatrième, les communes du Moule, de Sainte-Anne, de Saint-François, de l'Anse-Bertrand, du Port-Louis et du Petit-Canal;

Le cinquième, la commune de Marigot de l'île de Saint-Martin et tout le territoire de la partie française de cette île;

Le sixième, les trois communes de l'île de Marie-Galante, savoir : le Grand-Bourg, la Capesterre et Saint-Louis.

SECTION II.

DE LA COMPOSITION ET DE LA COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX DE PAIX.

ART. 12.

Il sera établi, dans chacun des cantons de la Martinique, de la Guadeloupe et de ses dépendances, un tribunal de paix, dont le siége sera au chef-lieu de canton.

ART. 13.

Chaque tribunal de paix sera composé d'un juge de paix, d'un suppléant et d'un greffier.

Lorsque le tribunal aura à statuer sur les matières énoncées en l'article 19, les fonctions du ministère public seront remplies par le commissaire de police du lieu où siégera le tribunal, et, à son défaut, par l'officier de l'état civil de la commune.

ART. 14.

Les tribunaux de paix connaîtront, sauf les exceptions déterminées par les lois, des actions civiles, soit personnelles, soit mobilières, et des actions commerciales, savoir :

En premier et dernier ressort, lorsque la valeur principale de la demande n'excédera pas cent cinquante francs.

En premier ressort seulement, lorsque la valeur principale de la demande sera au-dessus de cent cinquante francs, et n'excédera pas trois cents francs.

ART. 15.

Ils connaîtront, en premier et dernier ressort, jusqu'à la valeur de cent cinquante francs en principal; et en premier ressort seulement, à quelque valeur que la demande puisse monter:

1.° Des actions pour dommages faits, soit par les hommes, soit par les animaux, aux champs, fruits et récoltes;

2.° Des déplacemens de bornes, des usurpations de terre, arbres, haies, fossés et autres clôtures, commis dans l'année; des entreprises sur les cours d'eau, pareillement commises dans l'année, et de toutes autres actions possessoires;

3.° Des réparations locatives des maisons et habitations affermées;

4.° Des indemnités prétendues par le fermier ou locataire pour non-jouissance, lorsque le droit à l'indemnité ne sera pas contesté, ainsi que des dégradations alléguées par le propriétaire;

5.° De l'exécution des engagemens entre le propriétaire et ses gérans ou économes, ou tous gens à gages; entre les marchands et leurs commis; entre les fabricans, entrepreneurs et maîtres-ouvriers, et leurs compagnons ou apprentis; entre les maîtres et leurs domestiques ou gens de travail:

6.° Des contestations relatives aux locations d'esclaves;

7.° Des fournitures faites par les bouchers et les boulangers;

8.° Des contestations entre les aubergistes et les voyageurs pour frais d'hôtellerie;

9.° Des actions en dommages et intérêts pour injures verbales et autres contraventions de police, pour lesquelles les parties ne se seront pas pourvues par la voie extraordinaire.

ART. 16.

Toutes les fois que les parties y consentiront, les juges de paix connaîtront des actions énoncées aux deux articles précédens, soit en premier et dernier ressort, soit en premier ressort seulement, à quelque valeur que la demande puisse monter, lors même qu'ils ne seraient pas les juges naturels des parties.

ART. 17.

En matières civile et commerciale, les jugemens des tribunaux de paix, jusqu'à concurrence de trois cents francs, seront exécutoires par provision et nonobstant appel, sous les modifications portées au Code de procédure civile.

ART. 18.

Dans les matières civiles qui excéderont leur compétence, les juges de paix rempliront les fonctions de conciliateurs, ainsi qu'il sera réglé par le Code de procédure civile.

ART. 19.

Les tribunaux de paix connaîtront des contraventions de police, telles qu'elles sont définies par le Code pénal et par le Code d'instruction criminelle.

Leurs jugemens seront rendus, savoir :

En premier et dernier ressort, lorsque l'amende, les restitutions et autres réparations civiles, n'excéderont pas cinquante francs, outre les dépens;

Et en premier ressort seulement, lorsqu'ils prononceront l'emprisonnement, ou lorsque le montant de l'amende et des condamnations civiles excédera la somme de cinquante francs, sans les dépens;

ART. 20.

Les jugemens rendus en dernier ressort par les tribunaux de paix, soit en matière civile, soit en matière de police, pourront être attaqués par voie d'annullation, dans les cas spécifiés aux articles 50 et 51 de la présente ordonnance.

ART. 21.

Les tribunaux de paix se constitueront

En justice de paix, pour prononcer sur les matières civiles et commerciales énoncées aux articles 14, 15 et 16;

En tribunal de police, pour prononcer sur les contraventions énoncées en l'article 19;

Et en bureau de conciliation, dans les cas prévus par l'article 18.

ART. 22.

Indépendamment des fonctions qui sont attribuées aux juges de paix

par le Code civil et par les Codes de procédure, de commerce et d'instruction criminelle, ils recevront l'affirmation des procès-verbaux dressés en matières de police, de grande voirie, de chasse, de pêche, de délits ruraux et forestiers, de douanes et de contributions indirectes, et en toutes autres matières, lorsque les ordonnances, arrêtés et réglemens leur en auront spécialement attribué le droit.

Ils délivreront des saufs conduits aux individus cités devant, eux qui se trouveraient exposés à l'exercice de la contrainte par corps.

ART. 23.

Les suppléans remplaceront les juges de paix au besoin.

Ils pourront toujours assister aux audiences, et ils y auront voix consultative.

ART. 24.

En cas d'empêchement du juge de paix et de son suppléant, les parties pourront être renvoyées devant l'un des juges de paix des cantons limitrophes, ainsi qu'il sera réglé par le Code de procédure civile.

ART. 25.

Une ordonnance particulière réglera la compétence de la justice de paix de Saint-Martin.

CHAPITRE II.

DES TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE.

ART. 26.

Il y aura à la Martinique deux tribunaux de première instance.

Le ressort du premier comprendra les cantons du Fort-Royal et du Marin; le tribunal siégera au Fort-Royal.

Le ressort du second comprendra les cantons de Saint-Pierre et de la Trinité; le tribunal siégera à Saint-Pierre.

ART. 27.

Il y aura à la Guadeloupe et dans ses dépendances trois tribunaux de première instance.

Le ressort du premier comprendra les cantons de la Basse-Terre, de la Capesterre et du Marigot de l'île de Saint-Martin; le tribunal siégera à la Basse-Terre.

Le ressort du second comprendra les cantons de la Pointe-à-Pitre et du Moule; le tribunal siégera à la Pointe-à-Pitre.

Le ressort du troisième comprendra l'île de Marie-Galante; le tribunal siégera au grand bourg de Marie-Galante.

ART. 28.

Chaque tribunal de première instance sera composé d'un juge royal, d'un lieutenant de juge et de deux juges-auditeurs.

Il y aura près de chaque tribunal un procureur du Roi, un substitut du procureur du Roi, un greffier et un commis assermenté.

ART. 29.

Les tribunaux de première instance connaîtront, sauf les exceptions déterminées par la loi, savoir :

En dernier ressort, des matières civiles et commerciales sur l'appel des jugemens rendus par les justices de paix.

En premier et dernier ressort,

1.° Des actions civiles, soit personnelles, soit mobilières, et des actions commerciales, lorsque la valeur de la demande en principal sera au-dessus de trois cents francs, et n'excédera pas mille francs;

2.° Des actions civiles, soit réelles, soit mixtes, lorsque la valeur de la demande en principal n'excédera pas mille francs, à l'exception de celles réservées aux justices de paix par l'article 15;

Et en premier ressort seulement, des affaires civiles ou commerciales, lorsque la valeur de la demande en principal excédera mille francs, à l'exception de celles réservées aux justices de paix par l'article 15.

ART. 30.

Les tribunaux de première instance connaîtront de l'appel des jugemens des tribunaux de police.

ART. 31.

Ils connaîtront des contraventions aux lois, ordonnances, arrêtés et réglemens sur le commerce étranger et sur les douanes, sauf l'appel au conseil privé, ainsi qu'il est réglé par l'article 178 de notre ordonnance du 9 février 1827.

ART. 32.

Le recours en cassation sera ouvert contre les jugemens rendus en dernier ressort, dans les cas spécifiés en l'article 29.

ART. 33.

Le recours en annullation sera ouvert contre les jugemens en dernier ressort rendus dans les cas prévus par l'article 30.

Ce recours sera exercé ainsi qu'il est réglé par l'article 50 ci-après.

ART. 34.

Le tribunal de première instance se constituera :

En tribunal civil, pour prononcer sur les affaires civiles et commerciales indiquées en l'article 29;

En tribunal correctionnel, pour prononcer sur l'appel des jugemens de police mentionnés en l'article 30, ainsi que sur les contraventions énoncées en l'article 31.

ART. 35.

Il pourra être formé, dans chaque tribunal de première instance, une section temporaire pour le jugement des affaires civiles arriérées.

Cette section sera tenue par le lieutenant de juge ou par un conseiller-auditeur.

Elle ne pourra être établie qu'en vertu d'un arrêté pris par le gouverneur en conseil.

ART. 36.

Le juge royal rendra seul la justice dans les matières qui sont de la compétence du tribunal de première instance.

Il remplira les fonctions attribuées aux présidens des tribunaux de première instance par le Code civil et par les Codes de procédure civile, de commerce et d'instruction criminelle.

Il sera chargé, au lieu de sa résidence, de la visite des navires, ainsi qu'il est réglé par les lois, ordonnances et réglemens en vigueur dans la colonie.

Il visera, cotera et paraphera les répertoires des notaires, ceux des huissiers, ainsi que les registres du curateur aux successions vacantes.

ART. 37.

Le lieutenant de juge remplira les fonctions attribuées au juge d'instruction par le Code d'instruction criminelle.

En cas d'empêchement du juge royal, il le remplacera dans ses fonctions.

ART. 38.

Les juges-auditeurs assisteront aux audiences.

Ils pourront être chargés, par le juge royal, des enquêtes, des interrogatoires, des ordres, des contributions et de tous les actes d'instruction civile, ainsi que des fonctions de juge-commissaire, de juge-rapporteur, et de celles indiquées aux deux derniers alinéas de l'article 36.

Dans tous les cas, ils n'auront que voix consultative.

Ils pourront en outre être chargés par le procureur du Roi des fonctions du ministère public.

ART. 39.

En cas d'empêchement du lieutenant de juge, le juge royal pourra

remplir lui-même les fonctions de juge d'instruction, ou les déléguer à l'un des juges-auditeurs.

CHAPITRE III.

DES COURS ROYALES.

ART. 40.

Il sera établi pour nos colonies des Antilles deux cours royales :

L'une pour la Martinique, dont le siége sera au Fort-Royal ;

L'autre pour la Guadeloupe et ses dépendances, dont le siége sera à la Basse-Terre.

ART. 41.

Chaque cour sera composée de neuf conseillers et de trois conseillers-auditeurs.

Il y aura près de chaque cour un procureur-général, ou un avocat-général chargé d'en remplir les fonctions, un substitut du procureur-général, un greffier et un commis assermenté.

ART. 42.

La cour sera présidée par celui des conseillers que nous aurons désigné.

La durée de la présidence sera de trois années.

Le président ne pourra être nommé de nouveau qu'après un intervalle de trois années.

ART. 43.

La justice sera rendue souverainement par les cours royales.

ART. 44.

Les cours royales connaîtront en dernier ressort des matières civiles et commerciales, sur l'appel des jugemens des tribunaux de première instance.

ART. 45.

Elles statueront directement sur les instructions en matières criminelle, correctionnelle et de police, et prononceront le renvoi devant les juges compétens, ou déclareront qu'il n'y a lieu à suivre.

Dans l'un ou l'autre cas, elles ordonneront, s'il y a lieu, la mise en liberté des inculpés.

ART. 46.

Elles connaîtront, en premier et dernier ressort, des matières correctionnelles autres que celles spécifiées dans l'article 31.

ART. 47.

La voie de cassation est ouverte :

1.° Contre les arrêts rendus en matières civiles et commerciales, sur l'appel des jugemens des tribunaux de première instance;

2.° Contre les arrêts rendus en matière correctionnelle.

ART. 48.

Les arrêts de la chambre d'accusation pourront aussi être attaqués par voie de cassation, mais dans l'intérêt de la loi seulement.

ART. 49.

Il n'est point dérogé aux dispositions de l'article 9 de notre ordonnance du 4 juillet 1827.

ART. 50.

En matière civile ou commerciale, les cours royales connaîtront des demandes formées par les parties en annullation des jugemens en dernier ressort des justices de paix, pour incompétence ou excès de pouvoirs.

En matière de police, elles connaîtront des demandes formées par le ministère public ou par les parties, en annullation des jugemens en der-

nier ressort, des tribunaux de police, pour incompétence, excès de pouvoir ou contravention à la loi.

En cas d'annullation, elles prononceront le renvoi devant l'un des juges de paix des cantons limitrophes, lequel statuera définitivement.

Lorsque l'annullation sera prononcée pour cause d'incompétence, la cour royale, s'il y a lieu, renverra l'affaire devant les juges qui devront en connaître.

ART. 51.

En matière civile ou commerciale, les cours royales connaîtront des demandes formées dans l'intérêt de la loi, par le procureur-général, en annullation, pour incompétence, excès de pouvoir, ou contravention à la loi, des jugemens rendus en dernier ressort par les justices de paix, lorsqu'ils auront acquis force de chose jugée.

En matière de police, elles connaîtront des demandes formées, également dans l'intérêt de la loi et pour les mêmes causes, par le procureur-général, en annullation, soit des jugemens en dernier ressort des tribunaux de police, lorsqu'ils seront passés en force de chose jugée, soit des jugemens rendus par les tribunaux correctionnels, sur l'appel de ceux des tribunaux de police.

L'annullation ne donnera lieu à aucun renvoi.

ART. 52.

Les cours royales connaîtront des faits de discipline, ainsi qu'il sera réglé au titre III, chapitre V, et au titre V, section III des chapitres I et II.

ART. 53.

Elles pourront proposer au gouverneur des réglemens, soit pour la plus prompte expédition des affaires, soit pour la fixation du nombre et de la durée de leurs audiences, de celles des tribunaux de première instance et des tribunaux de paix.

Ces réglemens ne seront exécutés qu'après avoir été arrêtés par le gouverneur, en conseil privé, et ne deviendront définitifs que lorsqu'ils

seront revêtus de l'approbation de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies.

ART. 54.

Chaque cour se constituera :

En chambre civile, pour prononcer sur les affaires mentionnées en l'article 44, et sur les demandes en annullation spécifiées aux paragraphes 1.er des articles 50 et 51;

En chambre d'accusation, pour prononcer sur les affaires mentionnées en l'article 45;

En chambre correctionnelle, pour prononcer sur les affaires mentionnées en l'article 46, et sur les demandes en annullation spécifiées aux seconds paragraphes des articles 50 et 51.

La chambre d'accusation connaîtra, en outre, comme chambre civile, pendant l'intervalle des sessions de la cour royale, des matières qui lui sont attribuées par le Code de procédure civile.

ART. 55.

La chambre civile et la chambre correctionnelle ne pourront rendre arrêt qu'au nombre de cinq juges au moins.

ART. 56.

La chambre d'accusation sera composée de trois membres de la cour, dont deux pourront être pris parmi les conseillers-auditeurs.

Elle ne pourra rendre arrêt qu'au nombre de trois juges.

ART. 57.

Le service de la chambre d'accusation ne dispensera point de celui des chambres civile et correctionnelle.

ART. 58.

Au commencement de chaque semestre, deux des membres de la

chambre d'accusation en sortiront sur la désignation du président de la cour, qui nommera ceux qui devront les remplacer.

Chacun des membres de la cour sera successivement appelé à cette chambre, autant que les circonstances le permettront.

ART. 59.

Le président de la cour remplira les fonctions qui lui sont attribuées par le Code civil et par les Codes de procédure civile et d'instruction criminelle.

Hors le cas d'empêchement, il présidera la chambre civile et correctionnelle; il pourra présider, toutes les fois qu'il le jugera convenable, la chambre d'accusation, et, dans ce cas, le juge le moins ancien de cette chambre se retirera.

ART. 60.

En cas d'empêchement, seront remplacés, savoir :

Le président, par le plus ancien des conseillers présens;

Les conseillers, par les conseillers-auditeurs, suivant l'ordre d'ancienneté.

ART. 61.

Indépendamment des fonctions attribuées aux conseillers-auditeurs par les articles 56 et 60, ils pourront,

Sur la désignation du président, être chargés des enquêtes et des interrogatoires;

Sur la désignation du procureur-général, remplir les fonctions du ministère public;

Et sur un arrêté du gouverneur, remplacer, en cas d'empêchement, soit le juge royal, soit le lieutenant de juge, soit le procureur du Roi, dans leurs diverses attributions, ou former la section temporaire du tribunal de première instance, qui pourrait être établie en vertu de l'article 35.

ART. 62.

Les conseilleurs-auditeurs auront voix délibérative, lorsqu'ils auront vingt-sept ans accomplis.

Avant cet âge, ils auront voix consultative.

ART. 63.

Si le nombre des magistrats nécessaire pour rendre arrêt est incomplet, le président y pourvoira en appelant des magistrats honoraires ayant droit de siéger et suivant l'ordre de leur ancienneté, ou des avocats-avoués, suivant l'ordre du tableau.

CHAPITRE IV.

DES COURS D'ASSISES.

ART. 64.

Il y aura à la Martinique deux arrondissemens de cours d'assises:

L'un, dont le chef-lieu sera au Fort-Royal, et qui comprendra le ressort du tribunal de première intance du Fort-Royal;

L'autre, dont le chef-lieu sera à Saint-Pierre, et qui comprendra le ressort du tribunal de première instance de Saint-Pierre.

ART. 65.

Il y aura à la Guadeloupe et dans ses dépendances deux arrondissemens de cours d'assises:

L'un, dont le chef-lieu sera à la Basse-Terre, et qui comprendra le ressort du tribunal de première instance de la Basse-Terre;

L'autre, dont le chef-lieu sera à la Pointe-à-Pitre, et qui comprendra les ressorts des tribunaux de première intance de la Pointe-à-Pitre et de Marie-Galante.

ART. 66.

Chaque cour d'assises siégera au chef-lieu de son arrondissement.

ART. 67.

Les cours d'assises se composeront de trois conseillers de la cour royale et de quatre membres du collége des assesseurs, dont il sera parlé au titre IV.

Le procureur-général, ou son substitut, y portera la parole.

Le greffier de la cour royale, ou son commis assermenté, y tiendra la plume.

ART. 68.

Dans les affaires qui paraîtront devoir se prolonger pendant plusieurs audiences, un conseiller-auditeur et un assesseur seront, en outre, appelés par le président pour assister aux débats et remplacer le conseiller, ou l'assesseur, qui ne pourrait continuer de siéger.

ART. 69.

Les cours d'assises connaîtront de toutes les affaires où le fait qui est l'objet de la poursuite est de nature à emporter peine afflictive ou infamante.

ART. 70.

Les arrêts des cours d'assises pourront être attaqués par voie de cassation.

L'article 49 est applicable à ces arrêts.

ART. 71.

Dans le cas où il y aurait lieu de renvoyer d'une cour d'assises à une autre, pour cause de suspicion légitime, ainsi qu'il est prévu au Code d'instruction criminelle, le renvoi sera prononcé par le conseil privé, composé de la manière prescrite par l'article 179 de notre ordonnance du 9 février 1827.

ART. 72.

Chaque cour d'assises tiendra une session par trimestre ; un réglement, délibéré dans la forme prescrite par l'article 53 fixera l'époque de l'ouverture des sessions.

Néanmoins, si les besoins du service le commandent, le gouverneur en conseil pourra changer l'époque de l'ouverture des assises, sans pouvoir diminuer le nombre des sessions.

ART. 73.

Le gouverneur, en conseil, pourra, lorsque les circonstances l'exigeront, convoquer des assises extraordinaires qui se tiendront dans telle commune de la colonie et à tel jour qu'il jugera convenable d'indiquer.

ART. 74.

Le président de la cour royale désignera, à chaque renouvellement de semestre, les magistrats de la cour qui devront composer chacune des cours d'assises du semestre, et celui des conseillers qui les présidera, dans le cas où il ne jugerait pas à propos de les présider lui-même.

ART. 75.

Pourront, en cas d'empêchement, être remplacés aux assises tenues dans les arrondissemens de Saint-Pierre ou de la Pointe-à-Pitre, savoir :

L'un des conseillers, ou conseillers-auditeurs, par le juge royal ou le lieutenant de juge, lorsqu'il n'aura pas connu de l'affaire;

Le procureur-général, ou son substitut, par le procureur du Roi;

Le greffier de la cour, ou son commis assermenté, par le greffier du tribunal de première instance.

ART. 76.

Le président de chaque cour d'assises remplira les fonctions qui lui sont attribuées par le Code d'instruction criminelle.

ART. 77.

Les membres de la cour royale et les assesseurs prononceront en commun,

Sur la position des questions,

Sur toutes les questions posées,
Et sur l'application de la peine.

ART. 78.

Les membres de la cour royale connaîtront exclusivement des incidens de droit ou de procédure qui s'élèveraient avant l'ouverture ou pendant le cours des débats.

CHAPITRE V.

DU MINISTÈRE PUBLIC.

ART. 79.

Les fonctions du ministère public seront spécialement et personnellement confiées à notre procureur-général.

Il portera la parole aux audiences, quand il le jugera convenable.

ART. 80.

Il sera tenu de veiller, dans la limite de ses attributions, à l'exécution des lois, ordonnances, arrêtés et réglemens en vigueur dans la colonie. Il fera en conséquence les actes et réquisitions nécessaires.

ART. 81.

Dans les affaires civiles, il n'exercera son ministère, par voie d'action, que dans les cas déterminés par les lois et ordonnances, ou lorsqu'il s'agira de la rectification d'actes de l'état civil qui, par de fausses énonciations, attribueraient à un homme de couleur libre, ou à un esclave, une qualité autre que celle qui lui appartient.

ART. 82.

Il poursuivra d'office l'exécution des jugemens et arrêts, dans les dispositions qui intéressent l'ordre public.

ART. 83.

Il signalera au ministre de la marine et des colonies les arrêts et jugemens en dernier ressort passés en force de chose jugée, qui lui paraîtront susceptibles d'être attaqués par voie de cassation, dans l'intérêt de la loi.

ART. 84.

Il aura la surveillance des officiers ministériels, et pourra, sur la demande des parties, leur enjoindre de prêter leur ministère.

ART. 85.

Il pourra requérir la force publique dans les cas et suivant les formes déterminées par les lois et ordonnances.

ART. 86.

Le procureur-général exercera l'action de la justice criminelle dans toute l'étendue du ressort de la cour. Tous les officiers de police judiciaire, même le juge d'instruction, sont soumis à sa surveillance.

ART. 87.

Dans les affaires qui intéressent le gouvernement, le procureur général sera tenu, lorsqu'il en sera requis par le gouverneur, de faire, conformément aux instructions qu'il en recevra, les actes nécessaires pour saisir les tribunaux.

Il sera également tenu de requérir l'enregistrement des lois, ordonnances, arrêtés et réglemens qui lui seront adressés à cet effet par le gouverneur.

ART. 88.

Il aura la surveillance des prisons et des maisons d'arrêt, et veillera à ce que personne n'y soit détenu illégalement.

ART. 89.

Il aura l'inspection des registres constatant l'état civil des blancs, celui des hommes de couleur libres et les affranchissemens.

Il aura également l'inspection des registres qui contiennent les déclarations de naissances, de mariages et de décès des esclaves.

ART. 90.

Il sera chargé de l'inspection des greffes et de tous dépôts d'actes publics autres que les dépôts des actes de l'administration.

ART. 91.

Le substitut ne participera à l'exercice des fonctions du procureur-général que sous sa direction.

Toutes les fois qu'il en sera requis par le procureur-général, il sera tenu de lui communiquer les conclusions qu'il se proposera de donner. En cas de dissentiment, le procureur-général portera la parole.

ART. 92.

Le procureur du Roi remplira les fonctions du ministère public près le tribunal de première instance, et participera, sous la direction du procureur-général, à l'exercice des autres fonctions énoncées au présent chapitre. Il sera placé sous les ordres du procureur-général.

CHAPITRE VI.

DES GREFFIERS DES COURS ET DES TRIBUNAUX.

ART. 93.

Les greffiers tiendront la plume aux audiences.

ART. 94.

Ils seront chargés de recueillir et de conserver les actes des délibérations des cours et des tribunaux.

ART. 95.

Ils seront chargés de tenir en bon ordre les rôles et les différens re-

gistres prescrits par les Codes, les ordonnances et les réglemens, et de conserver avec soin les collections et la bibliothèque à l'usage de la cour ou du tribunal auquel ils seront attachés.

ART. 96.

Ils auront la garde du sceau de la cour ou du tribunal près duquel ils exerceront leurs fonctions.

ART. 97.

Il leur est interdit, sous peine de destitution, de recevoir sur leurs registres aucunes protestations, soit de la cour ou du tribunal, soit d'aucun magistrat en particulier.

ART. 98.

Les greffiers seront tenus d'établir de doubles minutes des actes destinés au dépôt des chartes coloniales, ainsi qu'il leur est prescrit par l'édit du mois de juin 1776, et de se conformer aux autres dispositions du même édit qui les concernent.

Ils seront tenus également d'établir de doubles minutes des jugemens et arrêts rendus en matières civile, criminelle et correctionnelle.

Dans les huit premiers jours de chaque trimestre, ils déposeront ces pièces au parquet de la cour ou du tribunal auquel ils seront attachés, ainsi que les états prescrits par les articles 258 et 259 de la présente ordonnance.

ART. 99.

Le greffier de la cour assistera aux assemblées générales et y tiendra la plume.

ART. 100.

Les greffiers des tribunaux de première instance seront chargés, sous leur responsabilité, de la garde et de la conservation de toutes les pièces et actes dont les lois, ordonnances et réglemens prescrivent le dépôt au greffe.

330

TITRE III.

DES MEMBRES DE L'ORDRE JUDICIAIRE.

CHAPITRE PREMIER.

DES CONDITIONS D'AGE ET DE CAPACITÉ.

ART. 101.

Devront être âgés, savoir :

Les juges-auditeurs et le substitut du procureur du Roi, de vingt-deux ans ;

Les conseillers-auditeurs, le substitut du procureur-général et les suppléans des juges de paix, de vingt-cinq ans ;

Le lieutenant de juge, le procureur du Roi et les juges de paix, de ving-sept ans ;

Les conseillers, le procureur-général, ou l'avocat-général chargé d'en remplir les fonctions, et le juge royal, de trente ans.

La condition d'âge ne sera réputée accomplie qu'après la dernière année révolue.

ART. 102.

Nul ne pourra être juge-auditeur, ou substitut du procureur du Roi, s'il n'a été reçu avocat.

Les juges-auditeurs devront en outre justifier d'un revenu annuel de deux mille francs.

ART. 103.

Nul ne pourra être conseiller-auditeur, ou substitut du procureur-général, s'il n'a rempli les fonctions de juge ou d'officier du ministère public, pendant un an au moins, ou celles de juge-auditeur pendant deux années.

ART. 104.

Nul ne pourra être lieutenant de juge ou procureur du Roi, s'il n'a été conseiller-auditeur pendant deux ans, ou s'il n'a rempli, durant le même temps, les fonctions de juge, ou celles d'officier du ministère public.

ART. 105.

Nul ne pourra être juge royal, s'il n'a été procureur du Roi, ou substitut du procureur-général, soit en France, soit dans les colonies, ou s'il n'a rempli, pendant deux ans, les fonctions de lieutenant de juge dans les colonies, ou celles de conseiller-auditeur ou de juge, soit en France, soit dans les colonies.

ART. 106.

Nul ne pourra être conseiller, s'il n'a été juge royal, ou s'il ne remplit l'une des conditions énoncées en l'article précédent.

ART. 107.

Nul ne pourra être procureur général ou avocat-général, s'il n'a été pendant deux ans conseiller, juge royal, président d'un tribunal de première instance, officier du ministère public près d'une cour royale, ou procureur du Roi.

ART. 108.

A défaut de l'accomplissement des conditions prescrites par les cinq articles précédens, les candidats seront tenus de justifier de l'exercice de la professlon, soit d'avocat près une cour de France, soit d'avocat-avoué dans la colonie.

La durée de cet exercice est fixée, savoir :

A quatre ans, pour être conseiller-auditeur, ou substitut du procureur-général;

A six ans, pour être lieutenant de juge ou procureur dn Roi;

A huit ans, pour être juge royal ou conseiller ;

Et à dix ans, pour être procureur-général.

Dans le nombre de ces années d'exercice, seront comptés les trois ans de stage exigés pour l'inscription au tableau des avocats près l'une des cours de France.

ART. 109.

Les greffiers des cours royales et des tribunaux devront être âgés de vingt-cinq ans ;

Les commis-greffiers de vingt-un ans.

Les greffiers des cours et des tribunaux de première instance ne pourront être choisis que parmi les licenciés en droit, à moins qu'ils n'aient précédemment exercé les fonctions d'avoué ou de greffier pendant trois ans au moins, soit en première instance, soit en appel.

CHAPITRE II.

DES INCOMPATIBILITÉS.

ART. 110.

Les parens et alliés, jusqu'au degré de cousin-germain inclusivement, ne pourront être simultanément membres de la cour, soit comme conseillers ou conseillers-auditeurs, soit comme officiers du ministère public, soit comme greffiers.

Les mêmes causes d'incompatibilité s'appliqueront aux membres d'un même tribunal. Il y aura incompatibilité au même degré de parenté ou d'alliance entre les membres de la cour royale, le juge royal et le lieutenant de juge.

ART. 111.

En cas d'alliance survenue depuis la nomination, celui qui l'aura contractée ne pourra continuer ses fonctions, et il sera pourvu à son remplacement.

ART. 112.

Nul ne pourra être procureur-général ou avocat-général, s'il est né dans la colonie, s'il y a contracté mariage avec une créole de l'île, ou s'il y possède des propriétés foncières, soit de son chef, soit de celui de sa femme.

Si le mariage a été contracté ou la propriété acquise postérieurement à la nomination, il sera pourvu à son remplacement.

ART. 113.

Les fonctions de conseiller, de conseiller-auditeur, de juge royal, de lieutenant de juge, de juge-auditeur, de juge de paix, d'officier du ministère public ou de greffier, seront incompatibles avec celles de conseiller colonial, d'avocat-avoué, d'avoué, de notaire, et avec toute fonctions salariées.

Pourront néanmoins les notaires être suppléans de juges de paix.

ART. 114.

Il ne pourra, sous aucun prétexte, être accordé de dispenses pour l'accomplissement des conditions prescrites par le présent chapitre et par le précédent.

CHAPITRE III.

DE LA NOMINATION ET DE LA PRESTATION DE SERMENT.

ART. 115.

Seront nommés par nous les magistrats et les greffiers des cours royales et des tribunaux de première instance, et les juges de paix.

Ils exerceront leurs fonctions dans la colonie tant que nous le jugerons convenable au bien de notre service.

ART. 116.

Les juges suppléans et les greffiers des tribunaux de paix seront nommés par notre ministre de la marine et des colonies.

Les commis-greffiers seront, sur la présentation des greffiers, agréés par la cour ou le tribunal près lequel ils exerceront.

ART. 117.

Les membres de l'ordre judiciaire nommés par nous ou par notre ministre de la marine et des colonies, ne pourront être révoqués par le gouverneur, si ce n'est en cas de forfaiture.

Toutefois il n'est point dérogé aux dispositions de l'article 79 de notre ordonnance du 9 février 1827.

ART. 118.

Six mois avant l'expiration du terme fixé pour la durée de la présidence de la cour royale, notre ministre de la marine et des colonies présentera des candidats à notre nomination.

ART. 119.

Dans le cas où, à l'expiration de ce terme, notre choix ne serait pas connu, la présidence appartiendra provisoirement au plus ancien conseiller, dans l'ordre de réception, le président sortant excepté.

ART. 120.

Aussitôt que des places de l'ordre judiciaire viendront à vaquer, le procureur-général présentera au gouverneur la liste des candidats réunissant les conditions mentionnées aux articles 101 à 114 inclusivement, et lui fera connaître son opinion sur chacun d'eux.

ART. 121.

Dans le mois de la présentation, le gouverneur pourvoira au remplacement provisoire, suivant les formes prescrites par notre ordonnance du 9 février 1827.

Il en rendra compte immédiatement à notre ministre de la marine et des colonies, en lui adressant les listes de candidats avec ses observations, afin qu'il soit par nous pourvu au remplacement définitif.

ART. 122.

En cas de vacance de la place de procureur-général, il sera provisoirement remplacé conformément aux dispositions de l'article 140 de notre ordonnance du 9 février 1827.

ART. 123.

Les membres de l'ordre judiciaire prêteront, avant d'entrer en fonctions, le serment dont la formule suit :

« Je jure, devant Dieu, de bien et fidèlement servir le Roi et l'État, » de garder et observer les lois, ordonnances et réglemens en vigueur » dans la colonie, et de m'acquitter de mes fonctions en mon ame et » conscience. »

ART. 124.

Le président de chaque cour royale et le procureur-général prêteront serment devant le gouverneur en conseil; le procès-verbal en sera rapporté à la cour, qui en fera mention sur ses registres.

ART. 125.

Les autres membres de la cour, le substitut du procureur-général, le greffier de la cour et le commis-greffier, les membres des tribunaux de première instance et ceux du parquet de ces tribunaux, prêteront serment à l'audience de la cour.

ART. 126.

Chaque tribunal de première instance recevra le serment de son greffier et du commis-greffier, ainsi que celui des juges de paix de son ressort et de leurs suppléans.

Les juges de paix recevront le serment de leurs greffiers.

Ils pourront, en outre, être délégués par le tribunal de première instance pour recevoir le serment de leurs suppléans.

CHAPITRE IV.

DE LA RÉSIDENCE, DES SESSIONS DE LA COUR ROYALE ET DES CONGÉS.

ART. 127.

Le procureur-général et son substitut, les membres de la cour composant la chambre d'accusation, le greffier de la cour, et les membres des tribunaux de première instance, seront tenus de résider dans la ville où siège la cour ou le tribunal dont ils font partie.

Les juges de paix seront tenus de résider dans le chef-lieu du canton du tribunal de paix où ils exercent leurs fonctions.

ART. 128.

Les membres de la cour autres que ceux désignés dans l'article précédent seront tenus de se rendre au lieu où siège la cour, aux époques fixées pour l'ouverture des sessions ordinaires, soit civiles, soit correctionnelles, soit criminelles, et d'y résider pendant la durée de ces sessions.

ART. 129.

Hors le temps des vacances, il y aura, chaque mois, une session civile et correctionnelle qui s'ouvrira le premier lundi du mois.

Les sessions dureront jusqu'à ce que les affaires portées au rôle et en état de recevoir jugement aient été expédiées. Il y aura dix sessions par an.

ART. 130.

Le gouverneur pourra convoquer des sessions extraordinaires pour le jugement des matières correctionnelles, l'enregistrement des lois, ordonnances et arrêtés, et lorsqu'il aura à faire connaître à la cour des ordres du Roi.

ART. 131.

Les magistrats tenus à résidence ne pourront s'absenter sans congé, si ce n'est pour cause de service.

Il en sera de même des autres membres de la cour royale pendant la durée des sessions.

ART. 132.

Si le congé ne doit pas excéder cinq jours, il sera délivré, savoir :
Aux membres de la cour royale, par le président;
Aux membres du tribunal de première instance, par le juge royal;
Aux officiers du ministère public, par le procureur général.

ART. 133.

Si le congé doit excéder cinq jours, ou s'il est demandé par le président, le procureur général ou le juge royal, il sera délivré par le gouverneur, après qu'il se sera assuré que le service n'en souffrira pas.

ART. 134.

Aucun magistrat ne pourra s'absenter de la colonie sans un congé délivré par notre ministre de la marine, sur l'avis du gouverneur en conseil.

En cas d'urgence ou de nécessité absolue dûment constatée, le congé pourra être délivré par le gouverneur en conseil, qui en fixera provisoirement la durée.

ART. 135.

Tout magistrat qui se sera absenté sans congé, mais sans sortir de la colonie, sera privé, pendant le double du temps qu'aura duré son absence, de la totalité de son traitement et de l'indemnitié à laquelle il pourrait avoir droit, en vertu des dispositions du chapitre VI du présent titre.

Si cette absence excède dix jours, il lui sera notifié par notre procureur général de se rendre à son poste. Faute par lui d'obtempérer

à cette notification dans le même délai, il en sera rendu compte par le procureur général au gouverneur, qui, suivant les circonstances et de l'avis du conseil privé, pourra déclarer ce magistrat démissionnaire, après toutefois l'avoir entendu ou dûment appelé.

Cette décision donnera lieu au remplacement provisoire, mais elle n'aura d'effet définitif qu'après qu'il y aura été statué par nous.

Les dispositions ci-dessus sont applicables à tout magistrat qui n'aurait pas repris ses fonctions à l'expiration de son congé, ou qui ne résiderait pas dans le lieu qui lui est assigné par ses fonctions.

L'absence sans congé hors de la colonie emportera démission. Dans ce cas, le magistrat sera déclaré démissionnaire par le gouverneur en conseil, et il sera par nous statué définitivement.

ART. 136.

Les congés accordés aux membres de la cour seront visés par le procureur général et inscrits au greffe de la cour sur un registre à ce destiné.

Ceux accordés aux membres du tribunal de première instance seront visés par le procureur du Roi et inscrits de la même manière au greffe de ce tribunal.

ART. 137.

Lorsque les juges de paix voudront s'absenter de leurs cantons respectifs, ils devront en obtenir l'autorisation du procureur général.

Si leur absence devait excéder quinze jours, cette autorisation ne pourra leur être accordée que par le gouverneur.

Dans tous les cas, l'autorité qui délivrera le congé s'assurera que le juge de paix sera remplacé par son suppléant.

339

CHAPITRE V.

DES PEINES DE DISCIPLINE ET DE LA MANIÈRE DE LES INFLIGER.

ART. 138.

Le président de la cour avertira d'office, ou sur la réquisition du procureur général, tout magistrat qui manquerait aux convenances de son état.

ART. 139.

Si l'avertissement reste sans effet, ou si le fait reproché au magistrat est de nature à compromettre la dignité de son caractère, le président, ou le procureur général, provoquera, contre ce magistrat, par forme de discipline, l'application de l'une des peines suivantes :

La censure simple,

La censure avec réprimande,

La suspension provisoire.

ART. 140.

La censure avec réprimande emportera de droit la privation, pendant un mois, de la totalité du traitement et de l'indemnité.

La supension provisoire emportera aussi, pendant le temps de sa durée, la privation du traitement et de l'indemnité, sans que, dans aucun cas, la durée de cette privation puisse être moindre de deux mois.

ART. 141.

L'application des peines déterminées par l'article 139 sera faite par la cour, en la chambre du conseil, sur les conclusions écrites du procureur général, après toutefois que le magistrat inculpé aura été entendu ou dûment appelé.

ART. 142.

Lorsque la censure avec réprimande, ou la suspension provisoire, auront été prononcées, ces mesures ne seront exécutées qu'autant qu'elles auron été approuvées par le gouverneur en conseil.

Néanmoins, en cas de suspension, le juge sera tenu de s'abstenir de ses fonctions jusqu'à ce que le gouverneur ait prononcé.

Le gouverneur rendra compte à notre ministre de la marine et des colonies des décisions prises à cet égard.

ART. 143.

Les décisions de la cour en matière de discipline ne pourront être attaquées par voie de cassation.

ART. 144.

Le juge royal, d'office, ou sur la réquisition du procureur du Roi, exercera, à l'égard des magistrats qui composent le tribunal de première instance, et à l'égard des juges de paix, le droit accordé au président de la cour royale par l'article 138.

S'il avait négligé de le faire, le président de la cour lui en intimerait l'ordre.

ART. 145.

Dans les cas prévus par l'article précédent, le juge royal et le procureur du Roi seront tenus de déférer le magistrat inculpé, le premier, au président de la cour, et le second, au procureur général; la cour exercera, à son égard, le droit de discipline qui lui est accordé sur ses propres membres.

ART. 146.

Les officiers du ministère public qui manqueraient aux convenances de leur état, ou qui compromettraient la dignité de leur caractère, seront rappelés à leur devoir par le procureur général. Il en sera rendu compte

au gouverneur, qui, suivant la gravité des circonstances, leur fera faire, par le procureur général, les injonctions qu'il jugera nécessaires, ou pourra leur appliquer, en conseil, l'une des peines de discipline indiquées en l'article 139, après toutefois que le magistrat inculpé aura été entendu ou dûment appelé.

Le gouverneur rendra compte à notre ministre de la marine et des colonies des décisions qui auront été prises à cet égard.

ART. 147.

La cour royale et la cour d'assises seront tenues d'informer le gouverneur toutes les fois que les officiers du ministère public exerçant leurs fonctions près d'elles s'écarteront du devoir de leur état ou qu'ils en compromettront l'honneur et la dignité.

ART. 148.

Le juge royal informera le procureur général des reproches qu'il se croirait en droit de faire aux officiers du ministère public exerçant, soit près du tribunal de première instance, soit près des tribunaux de police.

ART. 149.

Tout magistrat qui se trouvera sous les liens d'un mandat d'arrêt, de dépôt ou d'une ordonnance de prise de corps, sera suspendu de ses fonctions.

En cas de condamnation correctionnelle emportant emprisonnement, la suspension aura lieu à dater du jour de la condamnation jusqu'à celui où il aura subi sa peine, sans préjudice des mesures de discipline qui pourraient être prises contre lui, et même de la révocation, s'il y a lieu.

ART. 150.

Tout jugement de condamnation, rendu contre un magistrat, à une peine même de simple police, sera transmis au gouverneur, qui pourra,

s'il y a lieu, prononcer au conseil contre ce magistrat l'une des peines portées en l'article 139.

Dans ce cas, le conseil sera composé conformément aux dispositions de l'article 179 de notre ordonnance du 9 février 1827.

ART. 151.

Il est interdit aux magistrats de souscrire des billets négociables, de se charger de procurations ou de se livrer à des opérations de commerce, à peine d'être poursuivis par voie de discipline.

ART. 152.

Le gouverneur pourra toujours, quand il le jugera convenable, mander devant lui les membres de l'ordre judiciaire, pour en obtenir des explications sur les faits qui leur seraient imputés, et les déférer ensuite, s'il y a lieu, à la cour, qui statuera ce qu'il appartiendra.

ART. 153.

Les greffiers seront avertis ou réprimandés, savoir, celui de la cour royale, par le président; celui du tribunal de première instance, par le juge royal, et ceux des tribunaux de paix, par le juge de paix du canton dans lequel ils exercent leurs fonctions.

Le procureur général et ses substituts auront, à l'égard des greffiers, les mêmes droits d'avertissement et de réprimande.

Le procureur général les dénoncera, s'il y a lieu, au gouverneur.

ART. 154.

Les commis-greffiers pourront être révoqués par le greffier, avec l'agrément de la cour ou du tribunal auquel ils sont attachés.

Dans les cas de faute grave, la cour, ou le tribunal, pourra, d'office ou sur la réquisition du ministère public, ordonner que le commis-greffier, entendu ou dûment appelé, cessera sur-le-champ ses fonctions. Le greffier sera tenu de pourvoir au remplacement dans le délai qui aura été fixé par la cour ou le tribunal.

ART. 155.

En matière de discipline, les citations seront délivrées aux magistrats de la cour et des tribunaux par les greffiers.

CHAPITRE VI.

DES TRAITEMENS.

ART. 156.

Les membres de l'ordre judiciaire recevront des traitemens annuels.

La moitié du traitement de chacun des membres de la cour et du tribunal de première instance sera répartie en droit d'assistance, dont la quotité sera déterminée par le nombre d'audiences auxquelles il sera tenu de se trouver.

ART. 157.

Le traitement des membres des cours royales est fixé ainsi qu'il suit :

Pour chaque conseiller..... 8,000f

Pour chaque conseiller-auditeur..... 4,000.

Pour le substitut du procureur général..... 6,000.

Il n'est point dérogé à notre ordonnance du 12 février 1826, qui fixe à 24,000 francs la somme allouée annuellement à notre procureur général. Il la recevra, savoir : deux tiers à titre de traitement, et un tiers à titre d'indemnité. Lorsque les fonctions du procureur général seront remplies par un avocat général, le traitement de ce dernier sera de 16,000 francs.

ART. 158.

Le traitement des membres des tribunaux de première instance est fixé ainsi qu'il suit :

Tribunal du Fort-Royal, tribunal de Saint-Pierre, tribunal de la Basse-Terre et tribunal de la Pointe-à-Pitre.

Pour le juge-royal..... 8,000f
Pour le lieutenant de juge..... 5,000.
Pour chaque juge-auditeur..... 1,500,
Pour le procureur du Roi..... 8,000.
Pour le substitut du procureur du Roi..... 3,000.

Tribunal de Marie-Galante.

Pour le juge royal..... 6,000f
Pour le lieutenant de juge..... 4,000.
Pour chaque juge-auditeur..... 1,500.
Pour le procureur du Roi..... 6,000.
Pour le substitut du procureur du Roi..... 2,000.

Il sera statué ultérieurement, par nous, sur le traitement des greffiers des cours royales et des tribunaux de première instance; provisoirement, lesdits greffiers continueront à recevoir les émolumens qui leur sont actuellement attribués.

ART. 159.

Le traitement des juges de paix est fixé ainsi qu'il suit :

Pour les juges de paix du Fort-Royal, de Saint-Pierre, de la Basse-Terre et de la Pointe-à-Pitre..... 4,000f

Pour les juges de paix de la Trinité, du Marin, de la Capesterre, du Moule et de Marie-Galante..... 3,000.

Au moyen de ce traitement, il ne leur sera alloué ni vacations ni honoraires. Ils ne pourront réclamer que les frais de transport réglés par le tarif.

Il sera alloué à chacun des greffiers des tribunaux de paix, indépendamment des droits de greffe, un traitement de..... 1,500f

ART. 160.

Les magistrats envoyés de la métropole auront droit à une indemnité égale à la moitié de leur traitement.

Cette indemnité cessera d'être payée au magistrat européen qui contracterait mariage avec une créole de l'île ou qui viendrait à y posséder des propriétés foncières, soit de son chef, soit du chef de sa femme.

ART. 161.

Le président de la cour royale recevra, pendant la durée de sa présidence, pour frais de représentation, une indemnité annuelle égale à la moitié de son traitement.

Cette indemnité sera cumulée avec celle à laquelle il pourrait avoir droit en vertu de l'article précédent.

ART. 162.

Les magistrats envoyés de la métropole recevront, à titre de frais de déplacement, outre les frais de passage, auxquels il sera pourvu par notre ministre de la marine, une somme égale à la moitié de leur traitement.

Ceux qui auront droit à l'indemnité annuelle fixée par l'article 160 recevront, en outre, la moitié de cette indemnité.

Au moyen de ces diverses allocations, il ne leur sera accordé aucune autre somme pour frais de route, ni pour frais de séjour dans le port d'embarquement ou dans les lieux de relâche, ni pour traitement jusqu'au jour de l'entrée en fonctions.

La moitié de la somme allouée leur sera payée en France, et l'autre moitié à leur arrivée dans la colonie.

Lorsque ces magistrats reviendront en France, le passage leur sera accordé aux frais du gouvernement. Ils n'auront droit à aucune autre allocation.

ART. 163.

Les menues dépenses de la cour et des tribunaux seront réglées annuellement dans les budgets de la colonie.

CHAPITRE VII.

DES PENSIONS DE RETRAITE.

ART. 164.

Le traitement de membres de l'ordre judiciaire, ainsi que leur indemnité annuelle, seront soumis à une retenue de trois pour cent qui sera versée dans la caisse des pensions et retraites.

ART. 165.

Les magistrats auront droit, après un certain temps de service dans les tribunaux de la colonie, à une pension de retraite qui sera calculée sur le terme moyen du traitement pendant les trois dernières années de leur service, et acquittée par la caisse des pensions et des retraites.

ART. 166.

A dater de la promulgation de la présente ordonnance, la pension de retraite des magistrats mentionnés dans l'article 112 sera réglée de la manière suivante :

Le minimum de cette pension sera d'un *sixième* du traitement, et le maximum, de la *moitié*.

Le minimum ne pourra être acquis qu'après dix ans de service dans l'une des fonctions mentionnées aux susdits articles, et le maximum, qu'après vingt ans.

Après dix années de service, la pension sera augmentée, par chaque année, d'un *trentième* du traitement, jusqu'à ce qu'elle ait atteint le maximum.

Les veuves des magistrats auxquelles s'appliquent les dispositions de cet article recevront une pension égale au quart de la retraite qui aurait été accordée à leurs maris, ou à laquelle ils auraient eu droit à l'époque de leur décès.

ART. 167.

Les magistrats qui ne sont point assujettis aux conditions prescrites par les articles 112 et 160 cumuleront leurs services dans la métropole avec ceux qu'ils auront rendus dans la colonie, et leur pension sera liquidée d'après les règles prescrites par les lois, ordonnances et réglemens de la métropole.

Les magistrats soumis aux conditions prescrites par l'article 112 pourront opter, pour la liquidation de leur pension, entre le mode fixé par l'article précédent et celui fixé par le présent article.

Cette disposition s'appliquera à leurs veuves.

ART. 168.

Lorsque les magistrats se trouveront atteint d'infirmités graves et permanentes qui les mettront dans l'impossibilité de faire habituellement leur service, ils pourront être remplacés et mis à la retraite, s'il y a lieu, sur la réquisition du procureur général.

Dans ce cas, la cour nommera une commission qui constatera les faits, entendra les magistrats, recevra, à cet égard, les déclarations des témoins et des gens de l'art, et en fera son rapport dans le mois.

Si la cour juge que les infirmités ou les empêchemens sont de nature à motiver le remplacement, il sera statué à cet égard par le gouverneur, en conseil, et sa décision sera exécutée provisoirement, sauf notre approbation.

CHAPITRE VIII.

DES MAGISTRATS HONORAIRES.

ART. 169.

Les magistrats admis à la retraite pourront recevoir le titre de *conseiller honoraire* ou de *juge honoraire*, comme une marque de notre satisfaction.

ART. 170.

Ils jouiront alors du droit d'assister aux audiences de rentrée et aux

cérémonies publiques avec la cour ou le tribunal dont ils auront fait partie.

ART. 171.

Les magistrats honoraires ne pourront être appelés à siéger, conformément à l'article 63, que lorsque leur brevet en contiendra l'autorisation spéciale.

TITRE IV.

DES ASSESSEURS.

ART. 172.

Il sera établi, pour chacune des îles de la Martinique, et de la Guadeloupe et de ses dépendances, un collége d'assesseurs, dont les membres seront appelés à faire partie des cours d'assises.

ART. 173.

Chaque collége sera composé de soixante membres, et sera divisé en deux sections égales qui feront le service des assises, savoir :

A la Martinique : l'une des sections, dans l'arrondissement du Fort-Royal; l'autre, dans l'arrondissement de Saint-Pierre;

A la Guadeloupe : l'une des sections, dans l'arrondissement de la Basse-Terre; l'autre, dans l'arrondissement de la Pointe-à-Pitre.

ART. 174.

Nul ne pourra être appelé à faire le service des assises dans un arrondissement autre que celui dans lequel il est domicilié.

Néanmoins, les fonctionnaires publics désignés dans l'article 177 ci-après, n.os 3 et 4, seront attachés, sans égard à leur domicile, à l'une ou à l'autre section, et répartis, autant que possible, en nombre égal entre chacune d'elles.

ART. 175.

Les assesseurs seront tirés au sort pour le service de chaque assise.

Les accusés et le procureur-général pourront exercer des récusations péremptoires.

Le mode du tirage, le nombre des récusations péremptoires et les cas de récusations ordinaires, seront réglés par le Code d'instruction criminelle.

ART. 176.

Les assesseurs devront être âgés au moins de trente ans révolus.

ART. 177.

Seront aptes à faire partie du collége des assesseurs :

1.° Les habitans et les négocians éligibles au conseil général ;

2.° Les membres de nos ordres royaux ;

3.° Les fonctionnaires publics et employés du gouvernement jouissant d'un traitement de quatre mille francs au moins, en y comprenant les allocations de diverses natures ;

4° Les fonctionnaires publics et employés qui, ayant joui d'un traitement de pareille somme, ont été admis à la retraite ;

5.° Les juges de paix en retraite, les licenciés en droit non pourvus d'une commission d'avoué ; les professeurs de sciences et belles-lettres ; les médecins, les notaires et avoués retirés.

ART. 178.

Les fonctions d'assesseur sont incompatibles avec celles de membre du conseil privé, de membre de l'ordre judiciaire, de ministre du culte, et de militaire en activité de service dans les armées de terre ou de mer.

ART. 179.

Les empêchemens résultant pour les juges de leur parenté ou de leur alliance entre eux seront applicables aux assesseurs, soit entre eux, soit entre eux et les juges, soit entre eux et les accusés ou la partie civile.

ART. 180.

Le collége des assesseurs sera renouvelé tous les trois ans. Les membres qui le composent pourront être nommés de nouveau.

ART. 181.

Six mois avant l'époque du renouvellement de ce collége, le gouverneur arrêtera en conseil la liste générale de ceux qui réuniront les conditions exigées par la présente ordonnance pour remplir les fonctions d'assesseur, avec indication de leurs noms, prénoms, âge, qualités, professions et demeures.

Il adressera cette liste à notre ministre de la marine et des colonies, avec ses observations et celles du conseil-privé.

ART. 182.

La nomination des assesseurs et leur répartition entre les deux sections du collége, seront faites par nous, sur la présentation de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies.

Toutefois, lors de la première formation du collége, la nomination des membres qui devront le composer et leur répartition dans les deux sections seront faites par le gouverneur en conseil, sur la liste qui aura été dressée conformément à l'article précédent.

Ils exerceront leurs fonctions jusqu'à ce qu'il ait été pourvu par nous à la composition définitive du collége.

ART. 183.

Le gouverneur statuera en conseil sur les demandes à fin d'exemption définitive du service d'assesseur, soit pour cause d'infirmité grave, soit pour toute autre cause.

Les sexagénaires seront exemptés de droit, lorsqu'ils le requerront.

Afin que le collége soit toujours tenu au complet, le gouverneur pourvoira, également en conseil, au remplacement provisoire des assesseurs, quelle que soit la cause de la vacance.

ART. 184.

Avant d'entrer en fonctions, chaque assesseur appelé au service de la session prêtera, en présence du président de la cour d'assises et de deux autres magistrats qui en feront partie, le serment dont la formule suit :

» Je jure et promets, devant Dieu, d'examiner avec l'attention la plus » scrupuleuse les affaires qui me seront soumises pendant le cours de » la présente session ; de ne trahir ni les intérêts des accusés, ni ceux » de la société ; de n'écouter ni la haine ou la méchanceté, ni la crainte » ou l'affection, et de ne me décider que d'après les charges, les » moyens de défense et les dispositions des lois, suivant ma conscience » et mon intime conviction. »

ART. 185

Les fonctions d'assesseurs seront gratuites. Il sera remis à chacun d'eux, par chaque session où il siégera, une médaille d'argent à l'effigie du Roi, avec cette légende : *Colonies françaises, Cour d'assises.*

TITRE V.

DES OFFICIERS MINISTÉRIELS.

CHAPITRE PREMIER.

DES AVOUÉS.

SECTION PREMIÈRE.

DES FONCTIONS DES AVOUÉS.

ART. 186.

Les avoués seront exclusivement chargés de représenter les parties

devant la cour royale et le tribunal de première instance; de faire les actes de forme nécessaires pour l'instruction des causes, l'obtention et l'exécution des jugemens et arrêts.

Ils plaideront pour leurs parties, tant en demandant qu'en défendant, et ils rédigeront, s'il y a lieu, toutes consultations, mémoires et écritures.

ART. 187.

Le nombre des avoués est fixé ainsi qu'il suit, savoir :

Huit, pour chacun des tribunaux du Fort-Royal et de la Basse-Terre;

Dix, pour chacun des tribunaux de Saint-Pierre et de la Pointe-à-Pitre;

Quatre, pour le tribunal de Marie-Galante.

ART. 188.

Les avoués postuleront et plaideront exclusivement près du tribunal auquel ils seront attachés.

Ils plaideront concurremment près de la cour dans le ressort de laquelle ils exerceront leurs fonctions.

ART. 189.

Les avoués des tribunaux de la Martinique plaideront concurremment devant les cours d'assises de cette colonie.

Les avoués des tribunaux de la Guadeloupe et de ses dépendances plaideront concurremment devant les cours d'assises de cette colonie.

ART. 190.

Les avoués plaideront debout et découverts; les avocats-avoués seront autorisés à se couvrir en plaidant, excepté lorsqu'ils liront les conclusions.

ART. 191.

Il sera établi près de chaque tribunal de première instance et près de chaque cour royale un bureau de consultation pour les pauvres.

ART. 192.

Le procureur général nommera, annuellement et à tour de rôle, un avoué pour tenir ce bureau.

Cet avoué sera chargé de défendre au civil les militaires et les marins absens, et de défendre, soit au civil, soit au criminel, les pauvres qui seraient porteurs de certificats d'indigence délivrés par le commandant de leur commune ou par le lieutenant-commissaire.

ART. 193.

En matière criminelle, les avoués des pauvres ne seront tenus de plaider que devant la cour d'assises de l'arrondissement dans lequel ils résident.

Cette disposition est applicable à tout autre avoué qui serait nommé d'office.

ART. 194.

L'exercice de la profession d'avoué est incompatible avec les places de l'ordre judiciaire, avec des fonctions administratives salariées, avec celles de notaire, de greffier ou d'huissier, et avec toute espèce de commerce.

SECTION II.

DE LA NOMINATION DES AVOUÉS.

ART. 195.

Nul ne pourra être reçu avoué s'il n'est âgé de vingt-cinq ans révolus, s'il n'est licencié en droit, et s'il ne justifie de deux années de clericature.

ART. 196.

Pourront être néanmoins dispensés de la représentation du diplôme de licencié, ceux qui justifieront de cinq années de clericature chez un avoué, soit en France, soit dans la colonie, dont trois en qualité de premier clerc; mais alors ils seront soumis à un examen public, devant

l'un des membres de la cour désigné par le président, et en présence d'un officier du ministère public: cet examen devra porter sur les cinq Codes.

ART. 197.

L'avoué postulant présentera requête au gouverneur, à l'effet d'être autorisé à se pourvoir devant la cour. Sur cette autorisation, il fera viser ses pièces par le procureur-général, et les déposera au greffe.

Le président désignera un rapporteur chargé de recueillir des renseignemens sur la conduite du requérant; extrait de la requête sera affiché dans l'auditoire pendant un mois, avec le nom du rapporteur, et sera inséré, à trois reprises différentes, et à huit jours d'intervalle, dans une des gazettes de la colonie.

ART. 198.

Dans les huit jours qui suivront l'expiration de ces délais, le juge désigné fera son rapport en chambre du conseil, et la cour, le procureur-général entendu, émettra son avis.

Cet avis sera transmis par le procureur-général au gouverneur qui statuera en conseil sur la demande, et délivrera, s'il y a lieu, une commission provisoire qui ne deviendra définitive que lorsqu'elle aura été approuvée par notre ministre de la marine et des colonies.

ART. 199.

Toutefois, la nomination des avoués pourra être faite directement par notre ministre de la marine et des colonies, lorsque le postulant remplira les conditions prescrites par l'article 196.

ART. 200.

Avant d'entrer en fonctions, les avoués prêteront devant la cour le serment suivant:

« Je jure d'être fidèle au Roi, de ne rien dire ou publier de contraire » aux lois, ordonnances, arrêtés et réglemens, aux bonnes mœurs, à la » sûreté de l'État et à la paix publique; de ne jamais m'écarter du respect

» dû aux tribunaux et aux autorités publiques, et de ne plaider aucune » cause que je ne croirai pas juste en mon âme et conscience. »

ART. 201.

Les avoués seront assujettis à un cautionnement, en immeubles, qui sera spécialement et par privilége affecté à la garantie des créances résultant d'abus et de prévarications qui pourraient être commis par eux dans l'exercice de leurs fonctions. Il sera reçu et discuté par le procureur du Roi, concurremment avec le contrôleur colonial, et l'inscription sera prise à la diligence de ce dernier.

Le cautionnement des avoués du Fort-Royal et de la Basse-Terre sera de douze mille francs ;

Celui des avoués de Saint-Pierre et de la Pointe-à-Pitre de quinze mille francs ;

Celui des avoués de Marie-Galante, de huit mille francs.

ART. 202.

Les avoués ne seront admis à prêter serment qu'après avoir rapporté le certificat de l'inscription prise en conformité de l'article précédent.

ART. 203.

Lorsque les avoués seront licenciés en droit, ils prendront le titre d'avocat-avoué.

ART. 204.

Dans chaque colonie, le gouverneur en conseil, et d'après l'avis de la cour, pourra autoriser trois licenciés en droit, postulant des places d'avoué, à plaider devant la cour et devant les tribunaux. Cette autorisation devra être renouvelée annuellement et pourra toujours être révoquée.

Les licenciés en droit autorisés à plaider seront tenus de prêter préalablement devant la cour le serment prescrit par l'article 200.

SECTION III.

DE LA DISCIPLINE DES AVOUÉS.

ART. 205.

Les avoués exerceront librement leur ministère pour la défense de la justice et de la vérité; mais ils devront s'abstenir de toute supposition dans les faits, de toute surprise dans les citations, et autres mauvaises voies, même de tous discours inutiles et superflus.

ART. 206.

Il leur est défendu de se livrer à des injures et à des personnalités offensantes envers les parties ou leurs défenseurs; d'avancer aucun fait contre l'honneur et la réputation des parties, à moins que la nécessité de la cause ne l'exige, et qu'ils n'en aient charge expresse de leurs cliens.

ART. 207.

Il leur est enjoint pareillement de ne jamais s'écarter, soit dans leurs discours, soit dans leurs écrits, du respect dû à la religion et à la justice; de ne point attaquer les principes de la monarchie, le système constitutif du gouvernement colonial, les lois, ordonnances, arrêtés ou réglemens de la colonie; comme aussi de ne point manquer au respect dû aux magistrats devant lesquels ils exercent.

ART. 208.

Il est expressément défendu aux avoués de recevoir aucune somme des parties sans en donner des reçus détaillés, et de signer des effets négociables ou de se livrer à des opérations de commerce.

ART. 209.

Il est interdit aux avoués, sous peine de destitution, de se rendre cessionnaires d'aucun droit successif, de faire des traités pour leurs honoraires, ou de forcer les parties à reconnaître leurs soins avant les plai-

doiries; de faire entre eux aucune association; d'acheter aucune affaire litigieuse, ainsi qu'il est prescrit par les codes, et d'occuper, sous le nom d'un autre, pour les parties qui auraient des intérêts différens ou communs.

ART. 210.

Les avoués seront placés sous la surveillance directe du ministère public, qui pourra procéder à leur égard conformément aux dispositions de l'article 132 de notre ordonnance du 9 février 1827.

ART. 211.

Si les avoués s'écartaient, à l'audience ou dans les mémoires produits au procès, des devoirs qui leur sont prescrits, les tribunaux pourront, suivant l'exigence des cas, d'office ou à la réquisition du ministère public, leur appliquer sur-le-champ l'une des peines de discipline suivante :

L'avertissement,

La réprimande,

L'interdiction.

Les tribunaux pourront, en outre, proposer au gouverneur la destitution des avoués contre lesquels ils auront prononcé l'interdiction.

L'interdiction temporaire ne pourra excéder le terme de deux années.

Ces peines seront prononcées sans préjudice de poursuites extraordinaires, s'il y a lieu.

ART. 212.

Dans le cas où le jugement du tribunal de première instance prononcerait l'interdiction pour plus d'un mois, l'appel pourra en être porté à la cour.

ART. 213.

Le droit accordé aux tribunaux sur les avoués dans les cas prévus par l'art. 211 n'est point exclusif des pouvoirs que le gouverneur pourrait exercer dans les mêmes cas, en se conformant aux dispositions du paragraphe 2 de l'art. 132 de notre ordonnance du 9 février 1827.

ART. 214.

L'avoué qui se refuserait au service prescrit par l'article 192 sera passible de l'une des peines de discipline portées en l'article 211.

CHAPITRE II.

DES HUISSIERS.

SECTION PREMIÈRE.

DES FONCTIONS DES HUISSIERS.

ART. 215.

Le nombre des huissiers, pour le service des cours et des tribunaux des deux colonies, est fixé, savoir :

A seize, pour la Martinique; à dix-huit, pour la Guadeloupe et ses dépendances.

Le gouverneur, en conseil, et après avoir pris l'avis de la cour, fera la répartition des huissiers entre la cour royale, les tribunaux de première instance et les justices de paix.

Il ne pourra y avoir qu'un huissier par justice de paix.

Les huissiers seront tenus de résider dans le lieu où siége la cour ou le tribunal auquel ils sont attachés.

ART. 216.

Toutes citations, autres que celles en conciliation, toutes notifications, assignations, significations, ainsi que tous actes et exploits nécessaires pour l'exécution des ordonnances de justice, jugemens et arrêts, seront faits par le ministère d'huissiers, sauf les exceptions portées par les lois, ordonnances, arrêtés et réglemens.

ART. 217.

Ils auront tous le même caractère, les mêmes attributions et le droit

d'exploiter concurremment dans l'étendue du ressort des tribunaux de première instance de leur résidence.

Néanmoins, ils ne pourront faire le service de l'audience et les significations d'avoué à avoué que près de la cour ou du tribunal où ils seront immatriculés. En cas d'empêchement, ils pourront être remplacés par un autre huissier.

ART. 218.

Le service des audiences de la cour d'assises sera fait par ceux des huissiers de l'arrondissement dans lequel elle siégera, et que le président aura désignés.

ART. 219.

Les huissiers seront, en outre, chargés de faire, en matière criminelle, tous les actes dont ils seront requis par le procureur-général, le procureur du Roi, le juge d'instruction ou les parties.

ART. 220.

Les huissiers seront tenus d'exercer leur ministère toutes les fois qu'ils en seront requis. Néanmoins, il leur est défendu d'instrumenter à la requête des esclaves, à peine de destitution.

ART. 221.

Les fonctions d'huissier sont incompatibles avec toute autre fonction publique salariée, et avec toute autre espèce de commerce.

SECTION II.

DE LA NOMINATION DES HUISSIERS.

ART. 222.

Les conditions requises pour être huissier seront :

1.° D'être âgé de vingt-cinq ans accomplis ;

2.° D'avoir travaillé, au moins pendant deux ans, soit au greffe d'une

cour royale ou d'un tribunal de première instance, soit dans l'étude d'un notaire ou d'un avoué, ou chez un huissier;

3.° D'avoir obtenu du juge royal et du procureur du Roi un certificat de bonne vie et mœurs, et de capacité.

ART. 223.

Les commissions d'huissier seront délivrées et les changemens de résidence ordonnés, s'il y a lieu, par le gouverneur en conseil, sur la proposition du procureur-général.

ART. 224.

Avant d'entrer en fonctions, les huissiers du tribunal de première instance et des tribunaux de paix prêteront, devant le tribunal de première instance, le serment suivant :

« Je jure d'être fidèle au Roi, de me conformer aux lois, ordonnances » et réglemens concernant mon ministère, et de remplir mes fonctions » avec exactitude et probité. »

Les huissiers de la cour prêteront le même serment devant elle.

ART. 225.

Les huissiers seront assujétis à un cautionnement de 4,000 francs en immeubles, qui sera reçu de la même manière que celui des avoués, et affecté au même genre de garantie.

Ils ne seront admis à prêter serment qu'après avoir justifié de l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 201.

SECTION III.

DE LA DISCIPLINE DES HUISSIERS.

ART. 226.

Les huissiers seront placés, conformément à l'article 132 de notre ordonnance du 9 février 1827, sous la surveillance du procureur

général, sans préjudice de celle des tribunaux qui pourront leur appliquer, s'il y lieu, les peines énoncées en l'art. 211.

TITRE VI.

DE L'ORDRE DU SERVICE.

CHAPITRE .Ier

DU RANG DE SERVICE AUX AUDIENCES.

ART. 227.

Le rang de service à l'audience sera réglé ainsi qu'il suit :

Cour royale.

Le président, les conseillers, les conseillers-auditeurs.

Cours d'assises.

Le président, les conseillers, les conseillers-auditeurs, les assesseurs.

Tribunal de première instance.

Le juge royal, le lieutenant de juge, les juges-auditeurs.

Tribunaux de paix.

Le juge de paix, le suppléant.

ART. 228.

Les conseillers, les conseillers-auditeurs et les juges-auditeurs prendront rang entre eux d'après la date et l'ordre de leur réception.

Les assesseurs prendront rang dans l'ordre de leur nomination.

CHAPITRE II.

DE LA POLICE DES AUDIENCES.

SECTION PREMIÈRE.

DE LA POLICE DES AUDIENCES DE LA COUR ROYALE.

ART. 229.

La police de l'audience de la cour royale appartiendra au président. Le temps destiné aux audiences ne pourra être employé ni aux assemblées générales ni à aucun autre service.

ART. 230.

Le président ouvrira l'audience à l'heure indiquée par le réglement. Si l'audience vient à manquer par défaut de juge, le président, ou, en son absence, le conseiller le plus ancien, en dressera un procès-verbal qui sera envoyé au gouverneur par le procureur général.

ART. 231.

Il sera tenu par le greffier, et pour chaque chambre, un registre de pointe sur lequel les conseillers et les conseillers-auditeurs seront tenus de s'inscrire.

Le président arrêtera ce registre avant l'ouverture de l'audience, et pointera les absens.

ART. 232.

Seront également soumis à la pointe, ceux de ces magistrats qui ne se rendraient pas à une assemblée générale.

ART. 233.

Les droits d'assistance, ainsi qu'ils sont réglés par l'article 156, n'appartiendront qu'aux membres présens à l'ouverture de l'audience.

Néanmoins, les absens n'en seront point privés lorsque leur absence aura pour cause une maladie dûment constatée.

ART. 234.

Les absens, même par congé, seront soumis à la retenue des droits d'assistance, à moins qu'ils ne soient absens pour service public.

ART. 235.

Avant d'entrer à l'audience, le président fera prévenir, par un huissier, le procureur général, en son parquet, que la chambre est complette et qu'il est attendu.

ART. 236.

Les membres du ministère public seront soumis à la pointe de la même manière et dans les mêmes cas que les autres magistrats, lorsque la cour aura été obligée de les remplacer par un de ses membres.

ART. 237.

Il sera dressé par le greffier, au commencement de chaque mois, un procès-verbal constatant les retenues à exercer, conformément au registre de pointe, sur la portion du traitement de répartie en droit d'assistance.

Ce procès-verbal, signé et certifié par le président, sera visé par le procureur général.

ART. 238.

En vertu de ce procès-verbal, les retenues seront faites, à la fin du mois, sur le traitement de chaque magistrat, et l'emploi du montant de ces retenues sera déterminé par un réglement de la cour.

SECTION II.

DE LA POLICE DES AUDIENCES DE LA COUR D'ASSISES.

ART. 239.

Les dispositions de la section précédente, relative à la police des

audiences, seront communes aux cours d'assises, en ce qui concerne le président et les magistrats qui en feront partie.

ART. 240.

A l'égard des assesseurs qui manqueraient à leur service, les trois magistrats appelés à siéger à la cour d'assises pourront prononcer contre eux les peines ci-après, savoir :

L'amende,

L'affiche de l'arrêt de condamnation,

L'exclusion du collége des assesseurs.

Les cas où ces diverses peines pourront être appliquées seront déterminés par le Code d'instruction criminelle.

SECTION III.

DE LA POLICE DES AUDIENCES DU TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE ET DES TRIBUNAUX DE PAIX.

ART. 241.

La police de l'audience du tribunal de première instance appartiendra au juge royal.

ART. 242.

Dans le cas où l'audience viendrait à manquer par défaut de juge, le procès-verbal constatant le fait sera dressé par le procureur du Roi, et envoyé au procureur général, qui en rendra compte au gouverneur.

ART. 243.

Les dispositions des articles 231, 233, 234, 236, 237 et 238 seront applicables aux membres du tribunal de première instance.

ART. 244.

Le juge de paix aura la police de son audience.

CHAPITRE III.

DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES.

ART. 245.

Les assemblées générales auront pour objet de délibérer sur les matières qui concernent l'ordre et le service intérieur ainsi que la discipline, et qui sont dans les attributions de la cour.

Elles se tiendront en chambre du conseil et à huis clos, et n'auront lieu que sur la convocation du président, faite, ou de son propre mouvement, ou sur la demande de deux conseillers, ou sur le réquisitoire du procureur général, ou sur l'ordre du gouverneur.

Le procureur général devra toujours être prévenu, à l'avance, par le président, et de la convocation et de son objet. Il sera tenu d'en informer le gouverneur.

Lorsque l'assemblée sera formée, le procureur général y sera appelé et y assistera. Néanmoins, il devra se retirer avant la délibération, lorsqu'il s'agira de l'application d'une peine de discipline.

ART. 246.

L'assemblée générale se composera de tous les membres de la cour.

La cour ne pourra prendre de décision qu'au nombre de sept magistrats au moins. Ses décisions seront prises à la simple majorité. En cas de partage, le plus jeune des magistrats délibérans se retirera.

Le greffier de la cour assistera aux assemblées générales et y tiendra la plume.

ART. 247.

Le président ne permettra point qu'il soit mis en délibération d'autre objet que celui pour lequel la convocation aura été faite.

Le procureur général rendra compte au gouverneur du résultat de la délibération.

ART. 248.

La cour se réunira en assemblée générale, le premier mercredi qui

suivra la rentrée, pour entendre le rapport que fera le procureur général sur la manière dont la justice civile et la justice criminelle auront été rendues, pendant l'année précédente, dans l'étendue du ressort.

Le procureur général signalera, dans ce rapport, les abus qu'il aurait remarqués, et fera, d'après les dispositions des lois, ordonnances et réglemens, toutes réquisitions qu'il jugera convenables, et sur lesquelles la cour sera tenue de délibérer.

Il adressera au gouverneur copie de son rapport, ainsi que de ses réquisitions, et des arrêts qui seront intervenus.

CHAPITRE IV.

DES VACATIONS.

ART. 249.

Chaque année, la cour et le tribunal de première instance prendront deux mois de vacances, dont l'époque sera fixée par un réglement pris dans la forme établie par l'article 53.

ART. 250.

Pendant les vacances, la chambre civile de la cour tiendra au moins une audience par mois, pour l'expédition des affaires sommaires.

Le tribunal de première instance tiendra au moins une audience par semaine.

ART. 251.

Le service des cours d'assises, celui de la chambre d'accusation, ainsi que l'instruction criminelle, ne seront point interrompus.

Le service du parquet, soit près la cour, soit près le tribunal de première instance, sera réglé de manière qu'un de ses membres soit toujours présent.

ART. 252.

Les juges de paix ne prendront point de vacances.

CHAPITRE V.

DE LA RENTRÉE DES COURS ROYALES ET DES TRIBUNAUX.

ART. 253.

Au jour fixé pour la rentrée de la cour, le gouverneur et les diverses autorités seront invités par le président à assister à l'audience.

ART. 254.

Le procureur général, ou son substitut, fera tous les ans, le jour de la rentrée, un discours sur le maintien des lois et les devoirs des magistrats; il tracera aux avoués la conduite qu'ils ont à tenir dans l'exercice de leur profession, et il exprimera ses regrets sur les pertes que la magistrature et le barreau auraient faites, dans le courant de l'année, de membres distingués par leur savoir, leurs talens et leur probité.

Il lui est interdit de traiter de toutes autres matières.

Copie du discours de rentrée sera remise par le procureur général au gouverneur, pour être adressée à notre ministre de la marine et des colonies.

ART. 255.

Le président, sur le réquisitoire du procureur général, recevra, des avoués présens à l'audience, le serment prescrit par l'art. 200.

ART. 256.

Les tribunaux de première instance reprendront leurs audiences ordinaires le jour de la rentrée de la cour.

CHAPITRE VI.

DE L'ENVOI DES ÉTATS INDICATIFS DES TRAVAUX DES COURS ET DES TRIBUNAUX.

ART. 257.

Le procureur général sera tenu, dans les vingt premiers jours des mois

de janvier et juillet, de remettre au gouverneur, pour être adressés à notre ministre de la marine et des colonies, deux états numériques relatifs au service du semestre précédent, l'un pour la justice civile, et l'autre pour la justice criminelle.

ART. 258.

L'état relatif à la justice civile comprendra, savoir :

Pour les *justices de paix*,

1.° Les demandes civiles et commerciales dont elles auront été saisies dans les limites de leur compétence ;

2.° Les jugemens rendus en premier ressort;

3.° Les jugemens définitifs.

Pour les *bureaux de conciliation :*

4.° Les demandes portées en conciliation, en indiquant celles sur lesquelles les parties auraient transigé.

Pour le *tribunal civil :*

5.° Les causes inscrites au rôle ;

6.° Les jugemens par défaut ;

7.° Les jugemens préparatoires ou interlocutoires ;

8.° Les jugemens définitifs, en distinguant ceux rendus en matière commerciale ;

9.° Les commencemens de poursuites en saisies immobilières qui auraient été inscrites au greffe ;

10.° Les jugemens d'adjudication sur lesdites saisies ;

11.° Les instances d'ordre ou de contributions ouvertes ;

12.° Les procès-verbaux définitifs faits sur lesdites instances ;

13.° Les affaires terminées par désistement de la demande ou par transaction ;

14.° Les affaires restant à juger ;

15.° Les affaires arriérées, en désignant par ordre de numéros chaque affaire en retard, ainsi que l'année et le semestre auxquels elles appartiennent.

369

Il sera fait mention, dans la colonne d'observations, des motifs du retard apporté au jugement de ces affaires.

Seront réputées causes arriérées, celles d'audience qui seraient depuis plus de trois mois sur le rôle général, ainsi que les procès par écrit qui ne seraient pas vidés dans les quatre mois du premier appel de la cause.

Il en sera de même des ordres et contributions qui ne seraient point terminés dans les six mois de la date du procès-verbal d'ouverture.

Pour la *cour royale*,

16.° Les appels, en distinguant les arrêts infirmatifs des arrêts confirmatifs, les arrêts par défaut des arrêts définitifs;

17.° Les procès terminés par désistement ou transaction;

18.° Les affaires restant à juger;

19.° Les affaires arriérées et les causes du retard, dans la forme établie au n.° 15;

20.° Les arrêts qui auront été cassés;

21.° Les arrêts rendus en annullation de jugemens en dernier ressort des justices de paix.

ART. 259.

L'état relatif à la justice criminelle comprendra, savoir :

Pour les *tribunaux de police :*

1.° Les jugemens définitifs, en distinguant ceux qui auront prononcé l'emprisonnement.

Pour le *tribunal correctionnel :*

2.° Les jugemens de police rendus sur appel, en énonçant s'il y a eu confirmation ou infirmation.

Pour la *cour royale :*

3.° Les arrêts de la chambre d'accusation portant qu'il n'y a lieu à suivre, ou portant renvoi aux assises, avec mention, pour chaque prévenu, de l'intervalle écoulé entre la délivrance du mandat d'arrêt et l'arrêt de la chambre d'accusation;

4.° Les arrêts rendus par la chambre correctionnelle avec mentions semblables à celles du numéro précédent;

5.° Les arrêts d'annullation des jugemens en dernier ressort des tribunaux de police, et du tribunal correctionnel statuant sur l'appel en matière de simple police.

Pour les *cours d'assises*,

6.° Les arrêts d'acquittement ou de condamnation, avec mention, pour chaque affaire, du nom des accusés, de la nature du crime et de la peine prononcée en cas de condamnation.

Il sera également fait mention de la durée de chaque session.

7.° Les noms, âge et sexe des détenus attendant jugement, et des détenus par suite de condamnation, en distinguant les blancs, les gens de couleur libres et les esclaves;

8.° Les déclarations de pourvoi en cassation;

9.° Les recours en grâce sur lesquels il aura été accordé un sursis à l'exécution de l'arrêt.

ART. 260.

Ces états, dressés au greffe de la cour sur les états particuliers, seront certifiés par le greffier et visés par le procureur-général.

ART. 261.

Le contrôleur colonial transmettra à notre ministre de la marine et des colonies, dans les délais énoncés en l'article 257, un état contenant:

1.° Les jugemens rendus correctionnellement par le tribunal de première instance sur chacune des matières énoncées en l'article 3 de la présente ordonnance;

2.° Les arrêts rendus par la commission d'appel prononçant la confirmation ou l'infirmation de ces jugemens.

Cet état indiquera la nature du délit, les noms, professions et demeures des inculpés, et, s'il y a eu condamnation, la peine prononcée.

Cet état sera dressé, pour les jugemens rendus en première instance, par le greffier du tribunal, et pour ceux rendus en appel, par le secrétaire-archiviste;

371

3.° Les décisions du conseil privé intervenues sur les pourvois en cassation.

ART. 262.

Les juges de paix seront tenus, dans les cinq premiers jours des mois indiqués par l'article 257, d'adresser au procureur du Roi, qui le transmettra de suite au procureur-général, un état en cinq colonnes contenant les énonciations prescrites par les n.os 1, 2, 3 et 4 de l'art. 258, et par le n.° 1 de l'article 259.

Cet état devra être certifié par le greffier et visé par le juge de paix.

ART. 263.

Le procureur du Roi de chaque tribunal, dans les dix premiers jours des mêmes mois, adressera au procureur général un état en treize colonnes, contenant les énonciations prescrites par les n.os 5 à 15 inclusivement de l'article 258, et par le n.° de l'article 259.

Cet état sera certifié par le greffier, et visé par le procureur du Roi.

TITRE VII.

DU COSTUME.

ART. 264.

Aux audiences ordinaires, les conseillers de la cour royale, les conseillers-auditeurs et les membres du parquet porteront la toge et la simarre en étoffe de soie noire, la chausse de licencié sur l'épaule gauche, la ceinture moirée en soie noire, large de quatre pouces, avec franges et une rosette sur le côté gauche, la cravatte en batiste tombante et plissée, les cheveux courts, les bas noirs, la toque en velours noir.

Le président et le procureur-général auront autour de leur toque deux galons d'or en haut, et deux galons d'or en bas. Les conseillers, l'avocat-général et le substitut du procureur-général en auront deux en bas. Les conseillers-auditeurs n'en auront qu'un en bas.

Ces galons seront chacun de six lignes de large, et placés, soit en haut; soit en bas, à deux lignes de distance l'un de l'autre.

ART. 265.

Aux audiences solennelles, savoir : celles de rentrée; celles où le gouverneur a le droit d'assister, aux termes de l'article 47 de notre ordonnance du 9 février 1827; celles où il s'agit de questions d'état ou de prise à partie; celles où la cour exerce les attributions qui lui sont conférées par les articles 50 et 51 de la présente ordonnance, ainsi qu'aux assises et aux cérémonies publiques, les membres de la cour porteront la toge et la chausse en étoffe de soie rouge.

La toge du président et celle du procureur-général seront bordées, sur le devant, d'une fourrure d'hermine large de quatre pouces.

ART. 266.

Le greffier de la cour portera, soit aux audiences solennelles et aux assises, soit dans les cérémonies publiques, le même costume que celui des conseillers, à l'exception des galons d'or à la toque qui seront remplacés par deux galons de soie noire.

ART. 267.

Le commis-greffier portera la robe fermée, à grandes manches, en étamine noire, et la toque en étoffe de laine, avec un galon de laine de la même couleur

ART. 268.

Les assesseurs siégeant aux assises seront vêtus en noir.

ART. 269.

Les membres du tribunal de première instance auront, aux audiences ordinaires, le costume fixé par l'article 264, à l'exception de la toge, qui sera en étamine noire, et des galons de la toque, qui seront en argent.

Le nombre de ces galons sera le même pour le juge royal et le procu-

reur du Roi que pour le président et le procureur-général; pour le lieutenant de juge et le substitut du procureur du Roi que pour les conseillers et l'avocat-général; pour les juges-auditeurs que pour les conseillers-auditeurs.

Dans les cérémonies publiques, les membres du tribunal de première instance porteront la toge en soie noire.

ART. 270.

Le greffier du tribunal de première instance aura, soit aux audiences ordinaires, soit dans les cérémonies publiques, le même costume que le lieutenant de juge, à l'exception des galons d'argent qui seront remplacés par des galons de soie noire.

ART. 271.

Le commis-greffier aura le même costume que celui réglé pour le commis-greffier de la cour.

ART. 272.

Les juges de paix et leurs suppléans porteront, aux audiences et dans les cérémonies publiques, le costume fixé par le premier alinéa de l'article 269, à l'exception de la toque, où il n'y aura au bas qu'un galon d'argent.

Dans l'exercice de leurs autres fonctions, ils seront vêtus en noir, et porteront une écharpe en soie bleue de ciel, avec des franges en soie de la même couleur.

ART. 273.

Les greffiers des justices de paix seront vêtus en noir dans l'exercice de leurs fonctions.

ART. 274.

Les avoués porteront, à l'audience, la robe d'étamine noire fermée, et la toque en laine bordée d'un ruban de velours.

Lorsqu'ils seront licenciés, ils auront le droit de porter la chausse.

ART. 275.

Les avoués ne pourront se présenter qu'en robe à l'audience, à la chambre du conseil, au parquet, et aux comparutions devant les juges-commissaires.

ART. 276.

Les huissiers de la cour et des tribunaux seront vêtus en noir, et porteront, soit à l'audience, soit dans les cérémonies publiques, une baguette noire de quinze pouces, surmontée d'une boule d'ivoire.

TITRE VIII.

DES HONNEURS.

CHAPITRE PREMIER.

DES PRÉSÉANCES.

ART. 277.

Les corps judiciaires et les membres qui les composent prendront rang entre eux dans l'ordre ci-après :

Cour royale.

Le président,
Les conseillers,
Les magistrats honoraires,
Les conseillers-auditeurs.

Parquet.

Le procureur-général,
Le substitut du procureur-général.

Greffe.

Le greffier,
Le commis assermenté.

Cour d'assises.

Le président,
Les conseillers,
Les assesseurs.

Parquet.

Les officiers du ministère public.

Greffe.

Le greffier.

Tribunal de première instance.

Le juge royal,
Le lieutenant de juge,
Les juges honoraires,
Les juges-auditeurs.

Parquet.

Le procureur du Roi,
Le substitut du procureur du Roi.

Greffe.

Le greffier,
Le commis assermenté.

Tribunaux de paix.

Les juges de paix,
Les suppléans,
Les greffiers.

ART. 278.

Lorsque la cour et les tribunaux ne marcheront point en corps, le rang individuel des membres de l'ordre judiciaire sera réglé ainsi qu'il suit :

Le procureur général,
Le président,
Les conseillers,
Le juge royal,
Le procureur du Roi,
Le substitut du procureur-général,
Les conseillers-auditeurs,

Le lieutenant de juge,
Le greffier de la cour,
Le substitut du procureur du Roi,
Les juges-auditeurs,
Les juges de paix,
Le greffier du tribunal de première instance,
Les greffiers des tribunaux de paix.

ART. 279.

Les magistrats ayant parité de titre prendront rang entre eux d'après la date et l'ordre de leur prestation de serment.

CHAPITRE II.

DU CÉRÉMONIAL À OBSERVER LORSQUE LE GOUVERNEUR SE REND À LA COUR ROYALE.

ART. 280.

Le fauteuil du Roi sera placé dans la salle d'audience, au centre de l'estrade où siége la cour.

Le gouverneur aura seul le droit de l'occuper, toutes les fois qu'il prendra séance à la cour.

ART. 281.

Dans toutes les occasions où le gouverneur se rendra au palais de justice pour prendre séance à la cour, il en informera à l'avance le procureur-général, qui en donnera aussitôt connaissance au président.

ART. 282.

Le gouverneur sera attendu en avant de la porte extérieure du palais par une députation composée d'un conseiller, d'un conseiller-auditeur et du substitut du procureur-général, et sera conduit à l'estrade où siége la cour, pour y prendre place.

ART. 283.

A l'entrée du gouverneur, les membres de la cour se lèveront et se

tiendront découverts. Ils s'assiéront et pourront se couvrir, lorsque le gouverneur aura pris place.

ART. 284.

La présidence d'honneur appartiendra au gouverneur.

Il parlera assis et couvert.

ART. 285.

Le gouverneur aura à sa droite le président, à sa gauche le plus ancien des conseillers.

ART. 286.

Lorsque le gouverneur se retirera, il sera reconduit jusqu'à la porte du palais par la députation qui l'aura reçu.

ART. 287.

Les fonctionnaires publics qui accompagneront le gouverneur seront placés, dans l'ordre de préséance entre eux, sur des siéges, en dedans de la barre, et au bas de l'estrade où siége la cour.

ART. 288.

Lorsque le gouverneur prendra séance à la cour royale, et dans toutes les occasions où il a le droit d'y siéger conformément aux dispositions de l'article 47 de notre ordonnance du 9 février 1827, il ne pourra être prononcé de discours qu'avec son autorisation, et qu'après qu'ils lui auront été communiqués. Lorsque le président sera autorisé à prendre la parole, il parlera assis et découvert.

CHAPITRE III.

DES HONNEURS À RENDRE AUX COURS ET TRIBUNAUX.

ART. 289.

Dans les cérémonies qui auront lieu hors de l'enceinte du palais de justice, les corps judiciaires ne pourront être convoqués que par le gou-

verneur; la lettre de convocation sera transmise par le procureur-général.

ART. 290.

Lorsque le gouverneur se trouvera dans le lieu de la résidence de la cour, elle se rendra en corps à son hôtel à l'heure indiquée.

Dans tout autre cas, les autorités se réuniront au palais de justice, d'où partira le cortége.

ART. 291.

Dans les églises, les cours et tribunaux occuperont les bancs de la nef le plus rapprochés du chœur, du côté de l'épitre. Ils se placeront dans l'ordre des préséances déterminé par l'article 277.

Le pain bénit leur sera présenté, après l'avoir été aux chefs de l'administration.

ART. 292.

Le commandant des troupes, sur la réquisition du procureur-général, fournira à la cour et au tribunal, lorsqu'ils marcheront en corps, une garde d'honneur composée ainsi qu'il suit :

Pour la cour royale, trente hommes commandés par un capitaine;

Pour la cour d'assises, vingt hommes commandés par un lieutenant;

Pour le tribunal de première instance, dix hommes commandés par un sergent.

A défaut de troupes de ligne, la garde d'honneur sera fournie par le commandant des milices.

ART. 293.

Les gardes devant lesquelles passeront les corps ci-dessus dénommés prendront les armes et les porteront pour la cour royale et pour la cour d'assises; elles se reposeront dessus pour le tribunal de première instance.

ART. 294.

Les tambours rappelleront pour la cour royale et pour la cour d'assises, et seront près à battre pour le tribunal de première instance.

CHAPITRE IV.

DES HONNEURS FUNÉRAIRES À RENDRE AUX MEMBRES DE L'ORDRE JUDICIAIRE.

ART. 295.

Le convoi des magistrats qui décéderont dans l'exercice de leurs fonctions, ainsi que celui des magistrats honoraires, sera accompagné, savoir :

Celui du procureur-général et du président de la cour, par les membres de la cour et du parquet;

Celui d'un conseiller, par trois membres de la cour et par un membre du parquet;

Celui d'un conseiller-auditeur, par les conseillers-auditeurs et le substitut du procureur-général;

Celui du substitut du procureur-général, par un conseiller et deux conseillers-auditeurs;

Celui du juge royal et du procureur du Roi, par tous les membres du tribunal de première instance;

Celui du lieutenant de juge et du substitut du procureur du Roi, par les membres du tribunal autres que le juge royal;

Celui d'un juge-auditeur, par un juge-auditeur et par le substitut du procureur du Roi.

ART. 296.

Les avoués assisteront au convoi des membres des tribunaux près lesquels ils exercent.

TITRE IX.

DE LA COUR PRÉVÔTALE.

ART. 297.

Lorsque la colonie aura été déclarée en état de siége, ou lorsque

sa sûreté intérieure sera menacée, il pourra être établi une cour prévôtale.

ART. 298.

La cour prévôtale ne pourra être créée qu'en vertu d'un arrêté pris par le gouverneur en conseil privé, et délibéré dans les formes prescrites par l'article 180 de notre ordonnance du 9 février 1827.

L'arrêté énoncera les circonstances qui rendent nécessaire l'établissement de cette cour, déterminera sa durée, qui ne pourra excéder six mois, et fixera le lieu où elle devra siéger habituellement.

ART. 299.

La cour prévôtale sera composée ainsi qu'il suit ;
Un président,
Un prévôt,
Un adjoint du prévôt,
Trois juges, dont un militaire,
Deux juges suppléans, dont un militaire,
Un officier du parquet,
Un greffier.

ART. 300.

Les membres de la cour prévôtale seront nommés par le gouverneur en conseil.

ART. 301.

L'un des conseillers de la cour royale, ou le juge royal, remplira les fonctions de président.

ART. 302.

Le prévôt sera choisi parmi les officiers de l'armée de terre ou de mer ayant le grade de capitaine au moins, et âgé de trente ans accomplis.

L'adjoint du prévôt sera pris parmi les juges-auditeurs, ou les licenciés en droit.

ART. 303.

Seront aptes à remplir les fonctions de juge ou de juge-suppléant :
Les conseillers-auditeurs,
Le lieutenant de juge,
Les juges-auditeurs, s'ils ont vingt-cinq ans,
Et les magistrats honoraires.

Le juge militaire et son suppléant devront être pris parmi les officiers de l'armée de terre ou de mer ayant le grade de capitaine au moins, et âgés de 27 ans accomplis.

ART. 304.

Les fonctions du ministère public seront exercées près la cour prévôtale par le procureur-général, ou par celui de ses substituts qu'il aura délégué.

ART. 305.

Les fonctions de greffier seront remplies par le greffier de la cour ou de l'un des tribunaux de première instance, et, à leur défaut, par leurs commis assermentés.

ART. 306.

Pourront être déclarés justiciables de la cour prévôtale, sans distinction de classes ni de profession civile ou militaire, ceux qui seront prévenus d'avoir commis l'un des crimes qualifiés au Code pénal par les articles 75 à 85 inclusivement; 91 à 108 inclusivement; 210, 211, 213 à 217 inclusivement; 219, 265 à 268 inclusivement; 301, 434 à 436 inclusivement, et 452.

Toutefois, la compétence de la cour prévôtale sera restreinte à ceux des crimes ci-dessus énoncés dont la connaissance lui aura été spécialement attribuée par l'arrêté qui l'aura établie.

ART. 307.

Dans chaque affaire qui lui sera soumise, et avant de décider s'il y a

lieu ou non d'ordonner la mise en accusation des prévenus, la cour prévôtale statuera sur sa compétence.

ART. 308.

Les arrêts de compétence ou d'incompétence rendus par la cour prévôtale ne pourront être attaqués par voie de cassation. Ils seront transmis, dans le plus bref délai, au conseil privé, qui statuera définitivement sur la confirmation ou l'annullation de ces arrêts.

Dans ce cas, le conseil sera composé et procédera de la manière prescrite par l'article 179 de notre ordonnance du 9 février 1827.

ART. 309.

La cour prévôtale ne pourra rendre arrêt qu'au nombre de six juges. L'officier du ministère public se retirera lors de la délibération.

ART. 310.

Avant d'entrer en fonctions, les membres de la cour prévôtale prêteront, devant le gouverneur, ou, sur sa délégation, devant la cour royale, le serment dont la formule suit:

« Je jure et promets, devant Dieu, d'examiner avec l'attention la plus » scrupuleuse les affaires qui me seront soumises, et de remplir avec im- » partialité et fermeté les fonctions qui me sont confiées. »

ART. 311.

La cour prévôtale pourra, d'office ou sur la réquisition du ministère public, déclarer qu'il y a lieu par elle à se transporter dans telle commune qu'elle aura indiquée.

ART. 312.

La faculté accordée par l'article 189 de la présente ordonnance, aux avoués, de plaider concurremment devant les cours d'assises, s'étend à la cour prévôtale.

ART. 313.

Il sera tenu au greffe de la cour prévôtale un registre sur lequel seront inscrites les affaires qui seront portées devant elle.

Elles seront jugées dans l'ordre indiqué par le président.

ART. 314.

Tout ce qui est relatif au mode d'instruction et au jugement des affaires soumises à la cour prévôtale sera réglé par le Code d'instruction criminelle.

Il en sera de même du mode de rédaction des arrêts.

ART. 315.

Il sera tenu au secrétariat du conseil privé un registre où seront inscrites les décisions du conseil sur les arrêts de compétence ou d'incompétence rendus par la cour prévôtale.

Les décisions du conseil sur ces arrêts seront transmises au procureur-général, à la diligence du contrôleur colonial.

ART. 316.

Le greffier de la cour prévôtale transmettra mensuellement au procureur-général l'état des arrêts rendus par cette cour dans le mois précédent, en distinguant les arrêts de compétence ou d'incompétence, les arrêts qui déclareront n'y avoir lieu à suivre, ceux qui ordonneront la mise en accusation, et les arrêts définitifs.

Cet état indiquera, en outre, la nature de l'accusation, les noms et prénoms des accusés, avec distinction de sexe, d'âge, de classe et de couleur, et la mention des condamnations et des acquittemens.

ART. 317.

Au commencement de chaque mois, le procureur-général transmettra à notre ministre de la marine et des colonies l'état prescrit par l'article précédent, ainsi que celui des décisions du conseil privé sur les arrêts de compétence de la cour prévôtale.

Il y joindra ses observations.

ART. 318.

A l'expiration des fonctions de la cour prévôtale, les minutes de ses arrêts, ses registres, ainsi que toutes les pièces et procédures, seront déposés au greffe de la cour royale.

ART. 319.

Les dispositions relatives aux honneurs et préséances dont jouiront les cours d'assises seront applicables à la cour prévôtale.

Dans le cas où la cour prévôtale siégerait dans le même lieu qu'une cour d'assises, elle prendra rang après celle-ci.

TITRE X.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 320.

Toutes dispositions concernant l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice à l'île de la Martinique, et à l'île de la Guadeloupe et dans ses dépendances, sont et demeurent abrogées en ce qu'elles ont de contraire à la présente ordonnance.

ART. 321.

Notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le vingt-quatrième jour du mois de septembre de l'an de grâce mil huit cent vingt-huit, et de notre règne le cinquième.

CHARLES.

Par le Roi:

Le Ministre Secrétaire d'état de la marine et des colonies,

Baron HYDE DE NEUVILLE.

TABLE DES MATIÈRES.

Pages.

TITRE I.er Dispositions préliminaires..... 3.

TITRE II. Des tribunaux et des cours..... 5.

CHAPITRE I.er Des tribunaux de paix..... *Ibid.*

SECTION I.re De la circonscription des cantons..... *Ibid.*

SECTION II. De la composition et de la compétence des tribunaux de paix..... 7.

CHAPITRE II. Des tribunaux de première instance..... 10.

CHAPITRE III. Des cours royales..... 14.

CHAPITRE IV. Des cours d'assises..... 19.

CHAPITRE V. Du ministère public..... 22.

CHAPITRE VI. Des greffiers des cours et tribunaux..... 24.

TITRE III. Des membres de l'ordre judiciaire..... 26.

CHAPITRE I.er Des conditions d'âge et de capacité..... *Ibid.*

CHAPITRE II. Des incompatibilités..... 28.

CHAPITRE III. De la nomination et de la prestation de serment.... 29.

CHAPITRE IV. De la résidence des sessions de la cour royale et des congés..... 32.

CHAPITRE V. Des peines de discipline et de la manière de les infliger..... 35.

CHAPITRE VI. Des traitemens..... 39.

Pages.

CHAPITRE VII. Des pensions de retraite..... 42.

CHAPITRE VIII. Des magistrats honoraires..... 43.

TITRE IV. Des assesseurs..... 44.

TITRE V. Des officiers ministériels..... 47.

CHAPITRE I.er Des avoués..... *Ibid.*

SECTION I.re Des fonctions des avoués..... *Ibid.*

SECTION II. De la nomination des avoués..... 49.

SECTION III. De la discipline des avoués..... 52.

CHAPITRE II. Des huissiers..... 54.

SECTION I.re Des fonctions des huissiers..... *Ibid.*

SECTION II. De la nomination des huissiers..... 55.

SECTION III. De la discipline des huissiers..... 56.

TITRE VI. De l'ordre du service..... 57.

CHAPITRE I.er Du rang de service aux audiences..... *Ibid.*

CHAPITRE II. De la police des audiences..... 58.

SECTION I.re De la police des audiences de la cour royale..... *Ibid.*

SECTION II. De la police des audiences de la cour d'assises..... 59.

SECTION III. De la police des audiences du tribunal de première instance et des tribunaux de paix..... 60.

CHAPITRE III. Des assemblées générales..... 61.

CHAPITRE IV. Des vacations..... 62.

CHAPITRE V. De la rentrée des cours royales et des tribunaux..... 63.

CHAPITRE VI. De l'envoi des états indicatifs des travaux des cours et des tribunaux..... *Ibid.*

TITRE VII. Du costume..... 67.

TITRE VIII. Des honneurs..... 70.

CHAPITRE I.er Des préséances..... *Ibid.*

Pages.

CHAPITRE II. Du cérémonial à observer lorsque le gouverneur se rend à la cour royale..... 72.

CHAPITRE III. Des honneurs à rendre aux cours et tribunaux.... 73.

CHAPITRE IV. Des honneurs funèbres à rendre aux membres de l'ordre judiciaire..... 75.

TITRE IX. De la cour prévôtale..... *Ibid.*

TITRE X. Dispositions générales..... 80.

FIN DE LA TABLE.

348

ORDONNANCE DU ROI

PORTANT APPLICATION

DU CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE

A L'ILE DE LA MARTINIQUE

ET

A L'ILE DE LA GUADELOUPE

ET SES DÉPENDANCES.



A PARIS,
DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

1828.

ORDONNANCE DU ROI

Portant application du Code d'instruction criminelle à l'île de la Martinique et à l'île de la Guadeloupe et ses dépendances.

Paris, le 12 Octobre 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE,

A tous ceux que ces présentes verront, SALUT.

Vu notre ordonnance du 9 février 1827 constitutive du gouvernement de l'île de la Martinique et de celui de l'île de la Guadeloupe et ses dépendances;

Vu l'article 7 de notre ordonnance du 24 septembre 1828 sur l'organisation judiciaire et l'administration de la justice à l'île de la Martinique et à l'île de la Guadeloupe et ses dépendances, portant que ces deux colonies « seront régies par le Code civil, » le Code de procédure civile, le Code de commerce, le Code » d'instruction criminelle et le Code pénal, modifiés et mis en » rapport avec leurs besoins » ;

Voulant pourvoir à l'exécution de cette disposition en ce qui concerne le Code d'instruction criminelle;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

ARTICLE PREMIER.

L'action pour l'application des peines n'appartient qu'aux fonctionnaires auxquels elle est confiée par la loi.

L'action en réparation du dommage causé par un crime, par un délit ou par une contravention, peut être exercée par tous ceux qui ont souffert de ce dommage.

ART. 2.

L'action publique pour l'application de la peine s'éteint par la mort du prévenu.

L'action civile pour la réparation du dommage peut être exercée contre le prévenu et contre ses représentans.

L'une et l'autre actions s'éteignent par la prescription, ainsi qu'il est réglé au livre II, titre VII, chapitre V de la prescription.

ART. 3.

L'action civile peut être poursuivie en même temps et devant les mêmes juges que l'action publique.

Elle peut aussi l'être séparément; dans ce cas, l'exercice en est suspendu, tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement sur l'action publique intentée avant ou pendant la poursuite de l'action civile.

ART. 4.

La renonciation à l'action civile ne peut arrêter ni suspendre l'exercice de l'action publique.

ART. 5.

Tout Français qui se sera rendu coupable, hors du territoire de la

France et de ses colonies, d'un crime attentatoire à la sûreté de l'état, de contrefaction du sceau de l'état ou de la colonie, de monnaies nationales ou étrangères ayant cours, de papiers nationaux, de billets de banque ou de caisses publiques autorisées par la loi, pourra être poursuivi, jugé et puni dans la colonie, d'après les dispositions des lois en vigueur dans la colonie.

ART. 6,

Cette disposition pourra être étendue aux étrangers qui, auteurs ou complices des mêmes crimes, seraient arrêtés dans la colonie, ou dont le gouvernement obtiendrait l'extradition.

ART. 7.

Tout Français qui se sera rendu coupable, hors du territoire du royaume, d'un crime contre un Français, pourra, s'il est arrêté dans la colonie, y être poursuivi et jugé, s'il n'a pas été poursuivi et jugé en pays étranger, et si le Français offensé rend plainte contre lui.

LIVRE PREMIER.

DE LA POLICE JUDICIAIRE ET DES OFFICIERS DE POLICE QUI L'EXERCENT.

CHAPITRE PREMIER.

DE LA POLICE JUDICIAIRE.

ART. 8.

La police judiciaire recherche les crimes, les délits et les contraventions, en rassemble les preuves, et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir.

ART. 9.

La police judiciaire sera exercée, sous l'autorité de la cour royale et suivant les distinctions qui vont être établies,

Par les gardes champêtres, les gardes forestiers et les gardes de police;

Par les commissaires de police, les commissaires commandans de communes et leurs lieutenans;

Par les procureurs du Roi et leurs substituts;

Par les juges de paix;

Par les officiers et sous-officiers chargés du service de gendarmerie;

Par les secrétaires de communes;

Par les juges d'instruction.

ART. 10.

Le directeur général de l'intérieur pourra faire personnellement, ou requérir les officiers de police judiciaire, chacun en ce qui le concerne, de faire tous actes nécessaires à l'effet de constater les crimes, délits et contraventions, et d'en livrer les auteurs aux tribunaux chargés de les punir, conformément à l'article 8 ci-dessus.

CHAPITRE II.

DES COMMISSAIRES DE POLICE, DES COMMISSAIRES COMMANDANS DE COMMUNES ET DE LEURS LIEUTENANS.

ART. 11.

Les commissaires de police, les commissaires commandans de communes et leurs lieutenans, rechercheront les contraventions de police, même celles qui sont sous la surveillance spéciale des gardes forestiers et champêtres, à l'égard desquels ils auront concurrence et même prévention.

Ils recevront les rapports, dénonciations et plaintes qui seront relatifs aux contraventions de police.

Il consigneront, dans les procès-verbaux qu'ils rédigeront à cet effet, la nature et les circonstances des contraventions, le temps et le lieu où

elles auront été commises, les preuves ou indices à la charge de ceux qui en seront présumés coupables.

ART. 12.

Supprimé.

ART. 13.

Lorsque le commissaire de police ou le commissaire commandant de commune et son lieutenant se trouveront légitimement empêchés, ils seront remplacés par le secrétaire de la commune.

ART. 14.

Supprimé.

ART. 15.

Les commissaires commandans de communes, leurs lieutenans et les secrétaires de communes, remettront à l'officier par qui seront remplies les fonctions du ministère public près le tribunal de police, toutes les pièces et renseignemens, dans les trois jours au plus tard, y compris celui où ils ont reconnu le fait sur lequel ils ont procédé.

CHAPITRE III.

DES GARDES CHAMPÊTRES, FORESTIERS ET DE POLICE.

ART. 16.

Les gardes champêtres, les gardes forestiers et les gardes de police, considérés comme officiers de police judiciaire, seront chargés de rechercher, chacun dans le territoire pour lequel il aura été assermenté, les délits et les contraventions de police qui auront porté atteinte aux propriétés rurales et forestières.

Les gardes de police seront chargés de rechercher aussi, chacun dans la commune pour laquelle il aura été assermenté, toutes autres contraventions de police.

Ils suivront les choses enlevées, dans les lieux où elles auront été transportées, et les mettront en séquestre; ils ne pourront néanmoins

s'introduire dans les maisons, ateliers, bâtimens, cours adjacentes et enclos, si ce n'est en présence, soit du juge de paix, soit de son suppléant, soit du commissaire de police, du commissaire commandant de commune ou de son lieutenant; le procès-verbal qui devra en être dressé sera signé par celui en présence duquel il aura été fait.

Ils arrêteront et conduiront devant le juge de paix ou devant le commissaire de police, ou devant le commissaire commandant de la commune ou son lieutenant, tout individu qu'ils auront surpris en flagrant délit ou qui sera dénoncé par la clameur publique, lorsque ce délit emportera la peine d'emprisonnement ou une peine plus grave.

Ils se feront donner, pour cet effet, main-forte par le commissaire commandant de la commune ou par son lieutenant, qui ne pourra s'y refuser.

ART. 17.

Les gardes champêtres, forestiers et de police, sont, comme officiers de police judiciaire, sous la surveillance du procureur du Roi, sans préjudice de leur subordination à l'égard de leurs supérieurs dans l'administration.

ART. 18.

Les gardes forestiers, les gardes champêtres et les gardes de police devront, sous peine de nullité, affirmer, dans le délai de trois jours, leurs procès-verbaux, soit devant le commissaire commandant de la commune où réside l'officier qui a rédigé le procès-verbal, soit devant le commissaire commandant de la commune où la contravention a été commise, soit devant le commissaire commandant de la commune la plus voisine, soit devant le juge de paix du canton ou son suppléant.

Les lieutenans des commissaires commandans de communes, ci-dessus désignés, seront également aptes à recevoir l'affirmation.

Les gardes forestiers du gouvernement, des communes et des établissemens publics, laisseront leurs procès-verbaux à l'officier qui aura reçu l'affirmation, lequel sera tenu, dans la huitaine, de les transmettre au procureur du Roi.

ART. 19.

Dans le cas où il y aurait lieu de procéder par voie de citation directe, conformément à l'article 182 du présent Code, le procureur du Roi transmettra le procès-verbal au procureur général.

ART. 20.

Les procès-verbaux des gardes champêtres des communes, ceux des gardes champêtres et forestiers des particuliers, et ceux des gardes de police, seront, lorsqu'il s'agira de simples contraventions, remis par eux, dans le délai fixé par l'article 15, à l'officier chargé de remplir les fonctions du ministère public près le tribunal de police du canton, et lorsqu'il s'agira d'un délit de nature à mériter une peine correctionnelle, la remise sera faite au procureur du Roi ou au juge de paix du canton, lequel se conformera aux dispositions de l'article précédent.

ART. 21.

Si le procès-verbal a pour objet une contravention de police, il sera procédé, par l'officier chargé de remplir les fonctions du ministère public près le tribunal de police du canton, ainsi qu'il sera réglé au chapitre I.er, titre I.er du livre II du présent Code.

CHAPITRE IV.

DES PROCUREURS DU ROI ET DE LEURS SUBSTITUTS.

SECTION PREMIÈRE.

DE LA COMPÉTENCE DES PROCUREURS DU ROI RELATIVEMENT À LA POLICE JUDICIAIRE.

ART. 22.

Les procureurs du Roi sont chargés de la recherche et de la poursuite de tous les crimes et délits.

ART. 23.

Sont également compétens pour remplir les fonctions déléguées par l'article précédent, le procureur du Roi du lieu du crime ou délit, celui de la résidence du prévenu, et celui du lieu où le prévenu pourra être trouvé.

ART. 24.

Ces fonctions, lorsqu'il s'agira de crimes ou délits commis hors du territoire de la France ou de ses colonies, dans les cas énoncés aux articles 5, 6 et 7, seront remplies par le procureur du Roi du lieu où résidera le prévenu, ou par celui du lieu où il pourra être trouvé, ou par celui de sa dernière résidence connue.

ART. 25.

Les procureurs du Roi et tous les autres officiers de police judiciaire auront, dans l'exercice de leurs fonctions, le droit de requérir directement la force publique.

ART. 26.

Le procureur du Roi sera, en cas d'empêchement, remplacé par son substitut, ou, s'il a plusieurs substituts, par le plus ancien. S'il n'a pas de substitut, il sera remplacé par un juge commis à cet effet par le président.

ART. 27.

Les procureurs du Roi seront tenus, aussitôt que les délits parviendront à leur connaissance, d'en donner avis au procureur général près la cour royale, et d'exécuter ses ordres relativement à tous actes de police judiciaire.

ART. 28.

Ils pourvoiront à l'envoi, à la notification et à l'exécution des ordonnances qui seront rendues par le juge d'instruction, d'après les règles qui seront ci-après établies, au chapitre *des juges d'instruction*.

SECTION II.

MODE DE PROCÉDER DES PROCUREURS DU ROI DANS L'EXERCICE DE LEURS FONCTIONS.

ART. 29.

Toute autorité constituée, tout fonctionnaire ou officier public qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquerra la connaissance d'un crime ou d'un délit, sera tenu d'en donner avis sur-le-champ au procureur du Roi près le tribunal dans le ressort duquel le crime ou le délit aura été commis, ou dans lequel le prévenu pourrait être trouvé, et de transmettre à ce magistrat tous les renseignemens, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs.

ART. 30.

Toute personne qui aura été témoin d'un attentat, soit contre la sûreté publique, soit contre la vie ou la propriété d'un individu, sera pareillement tenue d'en donner avis au procureur du Roi soit du lieu du crime ou délit, soit du lieu où le prévenu pourra être trouvé.

ART. 31.

Les dénonciations seront rédigées par les dénonciateurs, ou par leurs fondés de procuration spéciale, ou par le procureur du Roi, s'il en est requis; elles seront toujours signées par le procureur du Roi à chaque feuillet, et par les dénonciateurs ou leurs fondés de pouvoir.

Si les dénonciateurs ou leurs fondés de pouvoir ne savent ou ne veulent pas signer, il en sera fait mention.

La procuration demeurera toujours annexée à la dénonciation; et le dénonciateur pourra se faire délivrer, mais à ses frais, une copie de sa dénonciation.

ART. 32.

Lorsque le procureur du Roi aura acquis la connaissance d'un crime ou d'un délit emportant peine d'emprisonnement, il pourra se trans-

porter sur le lieu, pour y dresser les procès-verbaux nécessaires, à l'effet de constater le corps du délit, son état, l'état des lieux, et pour recevoir les déclarations des personnes qui auraient été présentes, ou qui auraient des renseignemens à donner.

Le procureur du Roi donnera avis de son transport au juge d'instruction, sans être toutefois tenu de l'attendre pour procéder ainsi qu'il est dit au présent chapitre.

ART. 33.

Le procureur du Roi pourra aussi, dans le cas de l'article précédent, appeler à son procès-verbal les parens, voisins, domestiques ou esclaves, présumés en état de donner des éclaircissemens sur le fait; il recevra leurs déclarations qu'ils signeront.

Les déclarations, reçues en conséquence du présent article et de l'article précédent, seront signées par les parties; ou, en cas de refus, il en sera fait mention.

ART. 34.

Il pourra défendre que qui que ce soit sorte de la maison, ou s'éloigne du lieu, jusqu'après la clôture de son procès-verbal.

Tout contrevenant à cette défense, si c'est un individu de condition libre, sera, s'il peut être saisi, déposé dans la maison d'arrêt. La peine encourue pour la contravention sera prononcée par le juge d'instruction, sur les conclusions du procureur du Roi, après que le contrevenant aura été cité et entendu, ou par défaut, s'il ne comparaît pas, sans autre formalité ni délai, et sans opposition ni appel.

La peine ne pourra excéder dix jours d'emprisonnement et cent francs d'amende.

ART. 35.

Le procureur du Roi se saisira des armes et de tout ce qui paraîtra avoir servi ou avoir été destiné à commettre le crime ou le délit, ainsi que de tout ce qui paraîtra en avoir été le produit; enfin de tout ce qui pourra servir à la manifestation de la vérité : il interpellera le prévenu

de s'expliquer sur les choses saisies, qui lui seront représentées; il dressera du tout un procès-verbal, qui sera signé par le prévenu, ou mention sera faite de son refus.

ART. 36.

Si la nature du crime ou délit est telle, que la preuve puisse vraisemblablement être acquise par les papiers ou autres pièces et effets en la possession du prévenu, le procureur du Roi se transportera de suite dans le domicile du prévenu, pour y faire la perquisition des objets qu'il jugera utiles à la manifestation de la vérité.

ART. 37.

S'il existe dans le domicile du prévenu des papiers ou effets qui puissent servir à conviction ou à décharge, le procureur du Roi en dressera procès-verbal, et se saisira desdits effets ou papiers.

ART. 38.

Les objets saisis seront clos et cachetés, si faire se peut; ou s'ils ne sont pas susceptibles de recevoir des caractères d'écriture, ils seront mis dans un vase ou dans un sac, sur lequel le procureur du Roi attachera une bande de papier, qu'il scellera de son sceau.

ART. 39.

Les opérations prescrites par les articles précédens seront faites en présence du prévenu, s'il a été arrêté; et s'il ne veut pas ou ne peut pas y assister, en présence d'un fondé de pouvoir, qu'il pourra nommer. Les objets lui seront représentés à l'effet de les reconnaître et de les parapher, s'il y a lieu; et au cas de refus, il en sera fait mention au procès-verbal.

Si le prévenu est un esclave, et qu'il ne veuille ou ne puisse assister aux opérations ci-dessus prescrites, elles seront faites en présence de son maître ou d'un fondé de pouvoir, que celui-ci pourra nommer.

ART. 40.

Lorsque le fait sera de nature à entraîner peine afflictive ou infamante,

le procureur du Roi fera saisir les prévenus présens contre lesquels il existerait des indices graves.

Il pourra adopter la même mesure dans le cas où il s'agirait d'un délit de nature à motiver une peine de six mois d'emprisonnement, et, encore, toutes les fois que les inculpés sont des repris de justice, des mendians, des vagabonds ou des esclaves.

Si le prévenu n'est pas présent, le procureur du Roi rendra une ordonnance à l'effet de le faire comparaître; cette ordonnance s'appelle *mandat d'amener.*

La dénonciation seule ne constitue pas une présomption suffisante pour décerner cette ordonnance contre un individu ayant domicile.

Le procureur du Roi interrogera sur-le-champ le prévenu amené devant lui.

ART. 41.

Supprimé.

ART. 42.

Les procès-verbaux des procureurs du Roi, en exécution des articles précédens, seront faits et rédigés en la présence et revêtus de la signature du commissaire commandant de la commune dans laquelle le crime ou le délit aura été commis, ou de son lieutenant, ou du secrétaire de la commune, ou de deux personnes de condition libre domiciliées dans la même commune.

Pourra néanmoins le procureur du Roi dresser les procès-verbaux sans assistance de témoins, lorsqu'il n'y aura pas possibilité de s'en procurer tout de suite.

Chaque feuillet du procès-verbal sera signé par le procureur du Roi et par les personnes qui y auront assisté. En cas de refus ou d'impossibilité de signer de la part de celles-ci, il en sera fait mention.

ART. 43.

Le procureur du Roi se fera accompagner, au besoin, d'une ou de deux personnes présumées, par leur art ou profession, capables d'apprécier la nature et les circonstances du crime ou du délit.

ART. 44.

S'il s'agit d'une mort violente, ou d'une mort dont la cause soit inconnue ou suspecte, le procureur du Roi se fera assister d'un ou de deux officiers de santé, qui feront leur rapport sur les causes de la mort et sur l'état du cadavre.

Les personnes appelées dans les cas du présent article et de l'article précédent prêteront, devant le procureur du Roi, le serment de faire leur rapport et de donner leur avis en leur honneur et conscience.

ART. 45.

Le procureur du Roi transmettra sans délai au juge d'instruction les procès-verbaux, actes, pièces et instrumens dressés ou saisis en conséquence des articles précédens, pour être procédé ainsi qu'il sera dit au chapitre des juges d'instruction; et cependant le prévenu restera sous la main de la justice en état de mandat d'amener,

ART. 46.

Supprimé.

ART. 47.

Le procureur du Roi, instruit, soit par une dénonciation, soit par toute autre voie, qu'il a été commis un crime ou un délit, ou qu'une personne qui en est prévenue se trouve dans la colonie, sera tenu, lorsqu'il ne procédera pas immédiatement aux actes autorisés par l'article 32, de requérir le juge d'instruction, d'ordonner qu'il en soit informé, même de se transporter, s'il est besoin, sur les lieux, à l'effet d'y dresser tous les procès-verbaux nécessaires, ainsi qu'il sera dit au chapitre *des juges d'instruction*.

CHAPITRE V.

DES OFFICIERS DE POLICE AUXILIAIRES DU PROCUREUR DU ROI.

ART. 48.

Les juges de paix et les commissaires commandans de communes recevront les dénonciations de crimes ou délits commis dans les lieux où ils exercent leurs fonctions habituelles.

ART. 49.

Dans les cas prévus par l'article 32, ils dresseront les procès-verbaux, recevront les déclarations des témoins, feront les visites et les autres actes qui sont, auxdits cas, de la compétence du procureur du Roi, le tout dans les formes et suivant les règles établies au chapitre *des procureurs du Roi.*

ART. 50.

Les lieutenans des commissaires commandans de communes et les officiers faisant fonctions d'officiers de gendarmerie recevront également les dénonciations, et feront, seulement dans les cas de flagrant délit, les actes énoncés en l'article précédent, en se conformant aux mêmes règles.

Le délit qui se commet actuellement, ou qui vient de se commettre, est *un flagrant délit.*

Seront aussi réputés flagrans délits le cas où le prévenu est poursuivi par la clameur publique, et celui où le prévenu est trouvé saisi d'effets, armes, instrumens ou papiers faisant présumer qu'il est auteur ou complice, pourvu que ce soit dans un temps voisin du délit.

Les attributions accordées par le présent article aux lieutenans des commissaires commandans de communes et aux officiers faisant fonctions d'officiers de gendarmerie, pour les cas de flagrant délit, leur appartiendront également toutes les fois que, s'agissant d'un crime ou d'un délit, même non flagrant, commis dans l'intérieur d'une maison, le chef de cette maison les requerra de le constater.

ART. 51.

Dans le cas de concurrence entre le procureur du Roi et les officiers de police énoncés aux articles précédens, le procureur du Roi fera les actes attribués à la police judiciaire; s'il a été prévenu, il pourra continuer la procédure, ou autoriser l'officier qui l'aura commencée à la suivre.

En cas de concurrence entre le juge de paix et les autres officiers de police judiciaire, le juge de paix aura, à l'égard de ceux-ci, les droits conférés au procureur du Roi par le présent article.

ART. 52.

Le procureur du Roi, exerçant son ministère dans les cas de l'article 32, pourra, s'il le juge utile et nécessaire, charger l'un des officiers de police auxiliaires de partie des actes de sa compétence.

ART. 53.

Les officiers de police auxiliaires renverront sans délai les dénonciations, procès-verbaux et autres actes par eux faits dans les cas de leur compétence, au procureur du Roi, qui sera tenu d'examiner sans retard les procédures, et de les transmettre, avec les réquisitions qu'il jugera convenables, au juge d'instruction.

ART. 54.

Dans les cas de dénonciation de crimes ou délits autres que ceux qu'ils sont directement chargés de constater, les officiers de police judiciaire transmettront aussi sans délai au procureur du Roi les dénonciations qui leur auront été faites, et le procureur du Roi les remettra au juge d'instruction avec son réquisitoire.

CHAPITRE VI.

DES JUGES D'INSTRUCTION.

SECTION PREMIÈRE.

DU JUGE D'INSTRUCTION.

ART. 55.

Supprimé.

ART. 56.

Supprimé.

ART. 57.

Le juge d'instruction sera, quant aux fonctions de police judiciaire, sous la surveillance du procureur général près la cour royale.

ART. 58.

Dans le cas où le juge d'instruction se trouverait empêché, il sera remplacé conformément aux dispositions de notre ordonnance du 24 septembre 1828, sur l'organisation judiciaire.

SECTION II.

FONCTIONS DU JUGE D'INSTRUCTION.

DISTINCTION PREMIÈRE.

DES CAS DE FLAGRANT DÉLIT.

ART. 59.

Le juge d'instruction, dans tous les cas réputés flagrant délit, peut faire directement, et par lui-même, tous les actes attribués au procureur du Roi, en se conformant aux règles établies au chapitre *des procureurs du Roi et de leurs substituts.*

Le juge d'instruction peut requérir la présence du procureur du Roi, sans aucun retard néanmoins des opérations prescrites dans ledit chapitre.

ART. 60.

Lorsque le crime ou le délit aura déjà été constaté, et que le procureur du Roi transmettra les actes et pièces au juge d'instruction, celui-ci sera tenu de faire sans délai l'examen de la procédure.

Il peut refaire les actes ou ceux des actes qui ne lui paraîtraient pas complets.

DISTINCTION II.

DE L'INSTRUCTION.

§ I.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 61.

Hors les cas de flagrant délit, le juge d'instruction ne fera aucun acte

d'instruction et de poursuite, qu'il n'ait donné communication de la procédure au procureur du Roi. Il la lui communiquera pareillement, lorsqu'elle sera terminée; et le procureur du Roi fera les réquisitoires qu'il jugera convenables, sans pouvoir retenir la procédure plus de trois jours.

Néanmoins le juge d'instruction délivrera, s'il y a lieu, le mandat d'amener, et même le mandat de dépôt, sans que ces mandats doivent être précédés des conclusions du procureur du Roi.

ART. 62.

Lorsque le juge d'instruction se transportera sur les lieux, il sera toujours accompagné du procureur du Roi et du greffier du tribunal.

§ II.

DES PLAINTES.

ART. 63.

Toute personne qui se prétendra lésée par un crime ou délit, pourra en rendre plainte et se constituer partie civile devant le juge d'instruction, soit du lieu du crime ou délit, soit du lieu de la résidence du prévenu, soit du lieu où il pourra être trouvé.

ART. 64.

Les plaintes qui auraient été adressées au procureur du Roi seront par lui transmises au juge d'instruction avec son réquisitoire; celles qui auraient été présentées aux officiers de police auxiliaires seront par eux envoyées au procureur du Roi, et transmises par lui au juge d'instruction, aussi avec son réquisitoire.

Dans les matières du ressort de la police correctionnelle, la partie lésée pourra s'adresser directement à la Cour royale, dans la forme qui sera ci-après réglée.

ART. 65.

Les dispositions de l'article 31 concernant les dénonciations seront communes aux plaintes.

ART. 66.

Les plaignans ne seront réputés partie civile, s'ils ne le déclarent formellement, soit par la plainte, soit par acte subséquent, ou s'ils ne prennent, par l'un ou par l'autre, des conclusions en dommages-intérêts. Ils pourront se départir dans les vingt-quatre heures. Dans le cas du désistement, ils ne sont pas tenus des frais depuis qu'il aura été signifié; sans préjudice néanmoins des dommages-intérêts des prévenus, s'il y a lieu.

ART. 67.

Les plaignans pourront se porter partie civile en tout état de cause jusqu'à la clôture des débats; mais, en aucun cas, leur désistement après le jugement ne peut être valable, quoiqu'il ait été donné dans les vingt-quatre heures de leur déclaration qu'ils se portent partie civile.

ART. 68.

Toute partie civile qui ne demeurera pas dans le lieu de la résidence du juge d'instruction sera tenue d'y élire domicile par acte passé au greffe du tribunal.

A défaut d'élection de domicile par la partie civile, elle ne pourra apposer le défaut de signification contre les actes qui auraient dû lui être signifiés aux termes de la loi.

ART. 69.

Dans le cas où le juge d'instruction ne serait ni celui du lieu du crime ou délit, ni celui de la résidence du prévenu, ni celui du lieu où il pourra être trouvé, il renverra la plainte devant le juge d'instruction qui pourrait en connaître.

ART. 70.

Le juge d'instruction compétent pour connaître de la plainte en ordonnera la communication au procureur du Roi, pour être par lui requis ce qu'il appartiendra.

§ III.

DE L'AUDITION DES TÉMOINS.

ART. 71.

Le juge d'instruction fera citer devant lui les personnes qui auront été indiquées, par la dénonciation, par la plainte, par le procureur du Roi, ou autrement, comme ayant connaissance, soit du crime ou délit, soit de ses circonstances.

ART. 72.

Les témoins seront cités par un huissier, ou par un agent de la force publique, à la requête du procureur du Roi.

ART. 73.

Ils seront entendus séparément, et hors de la présence du prévenu, par le juge d'instruction assisté de son greffier.

ART. 74.

Ils représenteront, avant d'être entendus, la citation qui leur aura été donnée pour déposer; et il en sera fait mention dans le procès-verbal.

ART. 75.

Les témoins prêteront serment de dire toute la vérité, rien que la vérité. Le juge d'instruction leur demandera leurs noms, prénoms, âge, état, profession, demeure; s'ils appartiennent à la population blanche, à celle des gens de couleur libres, ou s'ils sont esclaves; s'ils sont domestiques, esclaves, parens ou alliés des parties et à quel degré. Il sera fait mention de la demande, et des réponses des témoins.

ART. 76.

Les dépositions seront signées du juge, du greffier, et du témoin, après que lecture lui en aura été faite et qu'il aura déclaré y persister; si le témoin ne veut ou ne peut signer, il en sera fait mention. Chaque page du cahier d'information sera signée par le juge et par le greffier.

ART. 77.

Les formalités prescrites par les trois articles précédens seront remplies, à peine de cinquante francs d'amende, contre le greffier, même, s'il y a lieu, de prise à partie contre le juge d'instruction.

ART. 78.

Aucune interligne ne pourra être faite; les ratures et les renvois seront approuvés et signés par le juge d'instruction, par le greffier et par le témoin, sous les peines portées en l'article précédent. Les interlignes, ratures et renvois non approuvés, seront réputés comme non avenus.

ART. 79.

Les enfans de l'un et de l'autre sexe, au-dessous de l'âge de quinze ans, pourront être entendus par forme de déclaration et sans prestation de serment.

ART. 80.

Toute personne citée pour être entendue en témoignage sera tenue de comparaître et de satisfaire à la citation; si non, elle pourra y être contrainte par le juge d'instruction, qui, à cet effet, sur les conclusions du procureur du Roi, sans autre formalité ni délai, et sans appel, prononcera une amende qui n'excédera pas cent cinquante francs, et pourra ordonner que la personne citée sera contrainte par corps à venir donner son témoignage.

S'il s'agit d'un esclave, la condamnation à l'amende sera prononcée contre le maître.

ART. 81.

Le témoin ou le maître de l'esclave ainsi condamné à l'amende sur le premier défaut, et qui, sur la seconde citation, produira devant le juge d'instruction des excuses légitimes, pourra, sur les conclusions du procureur du Roi, être déchargé de l'amende.

ART. 82.

Chaque témoin qui demandera une indemnité sera taxé par le juge d'instruction.

La taxe sera allouée de droit à l'esclave, et elle appartiendra à son maître.

ART. 83.

Lorsqu'il sera constaté, par le certificat d'un officier de santé, que des témoins se trouvent dans l'impossibilité de comparaître sur la citation qui leur aura été donnée, le juge d'instruction se transportera en leur demeure, quand ils habiteront dans le canton de la justice de paix du domicile du juge d'instruction.

Si les témoins habitent hors du canton, le juge d'instruction pourra commettre le juge de paix du lieu de leur résidence, à l'effet de recevoir leur déposition, et il enverra au juge de paix des notes et instructions qui feront connaître les faits sur lesquels les témoins devront déposer.

Si l'affaire ne paraît pas d'une nature assez grave pour exiger le transport du juge d'instruction, ou l'audition des témoins par lui-même, et si ces témoins habitent hors du canton de la résidence du juge d'instruction, il pourra également déléguer le juge de paix du canton, à l'effet de recevoir leur déposition.

ART. 84.

Si les témoins résident hors de l'arrondissement du juge d'instruction, celui-ci requerra le juge d'instruction de l'arrondissement dans lequel les témoins sont résidans, de se transporter auprès d'eux pour recevoir leurs dépositions.

Dans le cas où les témoins n'habiteraient pas le canton du juge d'instruction ainsi requis, il pourra commettre le juge de paix du lieu qu'ils habitent à l'effet de recevoir leurs dépositions, ainsi qu'il est dit dans l'article précédent.

ART. 85.

Le juge qui aura reçu les dépositions, en conséquence des articles 83

et 84 ci-dessus, les enverra, clauses et cachetées, au juge d'instruction du tribunal saisi de l'affaire.

ART. 86.

Si le témoin auprès duquel le juge se sera transporté, dans les cas prévus par les trois articles précédens, n'était pas dans l'impossibilité de comparaître sur la citation qui lui avait été donnée, le juge décernera un mandat de dépôt contre le témoin et l'officier de santé qui aura délivré le certificat ci-dessus mentionné.

La peine portée en pareil cas sera prononcée par le juge d'instruction du même lieu, et sur la réquisition du procureur du Roi, en la forme prescrite par l'article 80.

§ IV.

DES PREUVES PAR ÉCRIT ET DES PIÈCES DE CONVICTION.

ART. 87.

Le juge d'instruction se transportera, s'il en est requis, et pourra même se transporter d'office, dans le domicile du prévenu, pour y faire la perquisition des papiers, effets, et généralement de tous les objets qui seront jugés utiles à la manifestation de la vérité.

ART. 88.

Le juge d'instruction pourra pareillement se transporter dans les autres lieux où il présumerait qu'on aurait caché les effets dont il est parlé dans l'article précédent.

ART. 89.

Les dispositions des articles 35, 36, 37, 38 et 39, concernant la saisie des objets dont la perquisition peut être faite par le procureur du Roi, sont communes aux juges d'instruction.

ART. 90.

Si les papiers ou les effets dont il y aura lieu de faire la perquisition sont hors de l'arrondissement du juge d'instruction, il requerra le juge

d'instruction du lieu où on peut les trouver, de procéder aux opérations prescrites par les articles précédens.

Si ces papiers ou effets sont dans l'arrondissement du juge d'instruction, mais hors du canton de sa résidence, il pourra déléguer tel officier de police judiciaire qu'il croira convenable pour procéder auxdites opérations.

CHAPITRE VII.

DES MANDATS DE COMPARUTION, DE DÉPÔT, D'AMENER ET D'ARRÊT.

ART. 91.

Lorsque l'inculpé sera domicilié, et que le fait sera de nature à ne donner lieu qu'à une peine correctionnelle, le juge d'instruction pourra, s'il le juge convenable, ne décerner contre l'inculpé qu'un mandat de comparution, sauf, après l'avoir interrogé, à convertir le mandat en tel autre mandat qu'il appartiendra.

Si l'inculpé fait défaut, le juge d'instruction décernera contre lui un mandat d'amener.

Il décernera pareillement mandat d'amener contre toute personne, de quelque qualité qu'elle soit, inculpée d'un délit emportant peine afflictive ou infamante.

ART. 92.

Il peut aussi donner des mandats d'amener contre les témoins qui refusent de comparaître sur la citation à eux donnée, conformément à l'article 80, et sans préjudice de l'amende portée en cet article.

ART. 93.

Dans le cas de mandat de comparution, il interrogera de suite; dans le cas de mandat d'amener, dans les vingt-quatre heures au plus tard.

ART. 94.

Il pourra, après avoir entendu les prévenus, et lorsque le fait empor-

tera peine afflictive ou infamante, ou emprisonnement correctionnel, décerner un mandat de dépôt.

Il pourra également, dans les cas prévus par le présent article, et le procureur du Roi ouï, décerner un mandat d'arrêt dans la forme qui sera ci-après déterminée.

ART. 95.

Les mandats de comparution, d'amener et de dépôt, seront signés par celui qui les aura décernés, et munis de son sceau.

Le prévenu y sera nommé ou désigné le plus clairement qu'il sera possible.

ART. 96.

Les mêmes formalités seront observées dans le mandat d'arrêt; ce mandat contiendra de plus l'énonciation du fait pour lequel il est décerné, et la citation de la loi qui déclare que ce fait est un crime ou délit.

ART. 97.

Les mandats de comparution, d'amener, de dépôt ou d'arrêt, seront notifiés par un huissier ou par un agent de la force publique, lequel en fera l'exhibition au prévenu, et lui en délivrera copie.

Le mandat d'arrêt sera exhibé au prévenu, lors même qu'il serait déjà détenu, et il lui en sera délivré copie.

Si l'esclave contre lequel le mandat est décerné se trouve sur la propriété de son maître, il sera fait exhibition et délivré copie du mandat au maître ou à son gérant.

ART. 98.

Les mandats de comparution, d'amener, de dépôt et d'arrêt, seront exécutoires dans tout le territoire du royaume.

Si le prévenu est trouvé dans la colonie hors de l'arrondissement de l'officier qui aura délivré le mandat de dépôt ou d'arrêt, il sera conduit devant le juge de paix ou son suppléant, et, à leur défaut, devant le commissaire commandant de la commune, ou son suppléant, lequel visera le mandat sans pouvoir en empêcher l'exécution.

Si le prévenu est trouvé en France, il sera conduit devant le juge de paix ou son suppléant, et, à leur défaut, devant le maire, ou l'adjoint du maire ou le commissaire de police du lieu, lequel visera le mandat, sans pouvoir en empêcher l'exécution.

Si le prévenu est trouvé dans une colonie autre que celle de la résidence de l'officier qui aura délivré le mandat d'arrêt ou de dépôt, il sera conduit devant les officiers publics remplissant des fonctions analogues à celles des magistrats ci-dessus désignés.

ART. 99.

Le prévenu qui refusera d'obéir au mandat d'amener, ou qui, après avoir déclaré qu'il est prêt à obéir, tentera de s'évader, devra être contraint.

Le porteur du mandat d'amener emploiera, au besoin, la force publique du lieu le plus voisin; elle sera tenue de marcher sur la réquisition contenue dans le mandat d'amener.

ART. 100.

Le mandat d'amener ne sera exécutoire, hors du ressort de la cour royale, qu'autant que, sur le rapport du procureur général, il aura été soumis à la chambre d'accusation de cette cour, et revêtu de son approbation.

Dans le cas prévu par le présent article, le prévenu ne pourra être contraint de se rendre au mandat; mais alors le procureur du Roi de l'arrondissement où il aura été trouvé, et devant lequel il sera conduit, décernera un mandat de dépôt, en vertu duquel il sera retenu dans la maison d'arrêt.

Le mandat d'amener devra être pleinement exécuté si le prévenu a été trouvé muni d'effets, de papiers ou d'instrumens qui feront présumer qu'il est auteur ou complice du crime ou délit pour raison duquel il est recherché, quels que soient le délai et la distance dans lesquels il aura été trouvé.

ART. 101.

Dans les vingt-quatre heures de l'exécution du mandat de dépôt, le procureur du Roi qui l'aura délivré en donnera avis, et transmettra les procès-verbaux, s'il en a été dressé, à l'officier qui a décerné le mandat d'amener,

ART. 102.

L'officier qui a délivré le mandat d'amener, et auquel les pièces sont ainsi transmises, communiquera le tout, dans un pareil délai, au juge d'instruction près duquel il exerce; ce juge se conformera aux dispositions de l'article 60.

ART. 103.

Le juge d'instruction, saisi de l'affaire directement, ou par renvoi, en exécution de l'article 60, transmettra, sous cachet, au juge d'instruction du lieu où le prévenu a été trouvé, les pièces, notes et renseignemens relatifs au délai, afin de faire subir interrogatoire à ce prévenu.

Toutes les pièces seront ensuite également renvoyées, avec l'interrogatoire, au juge saisi de l'affaire.

ART. 104.

Dans le cas où le prévenu arrêté hors de la colonie aurait été mis en état de mandat de dépôt, conformément à l'article 101, le juge saisi de l'affaire sera tenu d'en référer à la chambre d'accusation, laquelle ordonnera, s'il y a lieu, la translation du prévenu dans la colonie, fera cesser l'effet du mandat, ou ordonnera que le prévenu restera dans la maison d'arrêt de l'arrondissement dans lequel il aura été trouvé, jusqu'à ce qu'il ait été statué par la chambre d'accusation, conformément aux articles 217 à 250 du présent Code.

ART. 105.

Si le prévenu, contre lequel il a été décerné un mandat d'amener, ne peut être trouvé, ce mandat sera exhibé au commissaire commandant de la commune de la résidence du prévenu, ou à son lieutenant.

Cet officier mettra son visa sur l'original de l'acte de notification.

ART. 106.

Tout dépositaire de la force publique, et même toute personne, sera tenu de saisir le prévenu en flagrant délit, ou poursuivi, soit par la clameur publique, soit dans les cas assimilés au flagrant délit, et de le conduire devant le procureur du Roi, sans qu'il soit besoin de mandat d'amener, si le crime ou délit emporte peine afflictive ou infamante.

ART. 107.

Sur l'exhibition du mandat de dépôt, le prévenu sera reçu et gardé dans la maison d'arrêt du lieu de la résidence du juge d'instruction, et le gardien remettra à l'huissier ou à l'agent de la force publique, chargé de l'exécution du mandat, une reconnaissance de la remise du prévenu.

ART. 108.

L'officier chargé de l'exécution du mandat de dépôt ou d'arrêt se fera accompagner d'une force suffisante pour que le prévenu ne puisse se soustraire à la loi.

Cette force sera prise dans le lieu le plus à portée de celui où le mandat d'arrêt ou de dépôt devra s'exécuter, et elle est tenue de marcher, sur la réquisition directement faite au commandant, et contenue dans le mandat.

ART. 109.

Si le prévenu ne peut être saisi, le mandat d'arrêt sera notifié au dernier lieu qu'il a habité, et il sera dressé procès-verbal de perquisition.

Ce procès-verbal sera dressé en présence des deux plus proches voisins du prévenu que le porteur du mandat d'arrêt pourra trouver; ils le signeront, ou, s'ils ne savent ou ne veulent pas signer, il en sera fait mention, ainsi que de l'interpellation qui leur en aura été faite.

Le porteur du mandat d'arrêt fera ensuite viser son procès-verbal par le juge de paix ou son suppléant, ou, à son défaut, par le commissaire civil ou par son adjoint, et lui en laissera copie.

Le mandat d'arrêt et le procès-verbal seront ensuite remis au greffe du tribunal.

ART. 110.

Le prévenu, saisi en vertu d'un mandat d'arrêt ou de dépôt, sera conduit, sans délai, dans la maison d'arrêt indiquée par le mandat.

Toutefois, lorsqu'il n'aura été décerné qu'un mandat de dépôt, le juge d'instruction pourra, sur les conclusions conformes du procureur du Roi, faire cesser l'effet de ce mandat.

ART. 111.

L'officier chargé de l'exécution du mandat d'arrêt ou de dépôt remettra le prévenu au gardien de la maison d'arrêt, qui lui en donnera décharge, le tout dans la forme prescrite par l'article 107.

Il portera ensuite au greffe du tribunal de première instance les pièces relatives à l'arrestation, et en prendra une reconnaissance.

Il exhibera ces décharge et reconnaissance dans les vingt-quatre heures au juge d'instruction; celui-ci mettra sur l'une et sur l'autre son vu, qu'il datera et signera.

ART. 112.

L'inobservation des formalités prescrites pour les mandats de comparution, de dépôt, d'amener et d'arrêt, sera toujours punie d'une amende de cent francs au moins contre le greffier, et, s'il y a lieu, d'injonctions au juge d'instruction et au procureur du Roi, même de prise à partie s'il y échet.

CHAPITRE VIII.

DE LA LIBERTÉ PROVISOIRE ET DU CAUTIONNEMENT.

ART. 113.

La liberté provisoire ne pourra jamais être accordée au prévenu lorsque le titre de l'accusation emportera une peine afflictive ou infamante.

ART. 114.

Si le fait n'emporte pas une peine afflictive ou infamante, mais seu-

lement une peine correctionnelle, le juge d'instruction pourra, sur la demande du prévenu et sur les conclusions conformes du procureur du Roi, ordonner que le prévenu sera mis provisoirement en liberté, moyennant caution solvable de se représenter à tous les actes de la procédure, et pour l'exécution du jugement aussitôt qu'il en sera requis.

La mise en liberté provisoire, avec caution, pourra être demandée et accordée en tout état de cause.

ART. 115.

Néanmoins les vagabonds et les repris de justice ne pourront, en aucun cas, être mis en liberté provisoire.

Cette mesure ne pourra également avoir lieu à l'égard des esclaves.

ART. 116.

La demande en liberté provisoire sera notifiée à la partie civile, à son domicile ou à celui qu'elle aura élu.

ART. 117.

La solvabilité de la caution offerte sera discutée par le procureur du Roi et par la partie civile dûment appelée.

Elle devra être justifiée par des immeubles libres, pour le montant du cautionnement et une moitié en sus, si mieux n'aime la caution déposer dans la caisse de l'enregistrement et des domaines le montant du cautionnement en espèces.

ART. 118.

Le prévenu sera admis à être sa propre caution, soit en déposant le montant du cautionnement, soit en justifiant d'immeubles libres pour le montant du cautionnement et une moitié en sus, et en faisant, dans l'un ou l'autre cas, la soumission dont il sera parlé ci-après.

ART. 119.

Le cautionnement ne pourra être au-dessous de mille francs.

Si la peine correctionnelle était, à la fois, l'emprisonnement et une amende dont le double excéderait mille francs, le cautionnement ne

pourrait pas être exigé d'une somme plus forte que le double de cette amende.

S'il était résulté du délit un dommage civil appréciable en argent, le cautionnement sera triple de la valeur du dommage, ainsi qu'il sera arbitré, pour cet effet seulement, par le juge d'instruction, sans néanmoins que, dans ce cas, le cautionnement puisse être au-dessous de mille francs.

ART. 120.

La caution admise fera sa soumission, soit au greffe du tribunal, soit devant notaires, de payer, entre les mains du receveur de l'enregistrement, le montant du cautionnement, en cas que le prévenu soit constitué en défaut de se représenter.

Cette soumission entraînera la contrainte par corps contre la caution: une expédition en forme exécutoire en sera remise à la partie civile avant que le prévenu soit mis en liberté provisoire.

ART. 121.

Les espèces déposées et les immeubles servant de cautionnement seront affectés par privilége : 1.° au paiement des réparations civiles et des frais avancés par la partie civile; 2.° aux amendes : le tout, néanmoins, sans préjudice du privilége du trésor colonial, à raison des frais faits par la partie publique.

Le procureur du Roi et la partie civile pourront prendre inscription hypothécaire, sans attendre le jugement définitif. L'inscription prise à la requête de l'un ou de l'autre profitera à tous les deux.

ART. 122.

Le juge d'instruction rendra, le cas arrivant, sur les conclusions du procureur du Roi ou sur la demande de la partie civile, une ordonnance pour le paiement de la somme cautionnée.

Ce paiement sera poursuivi à la requête du procureur du Roi et à la diligence du directeur de l'enregistrement. Les sommes recouvrées seront versées dans la caisse de l'enregistrement, sans préjudice des poursuites et des droits de la partie civile.

ART. 123.

Le juge d'instruction délivrera, dans la même forme et sur les mêmes réquisitions, une ordonnance de contrainte contre la caution ou les cautions d'un individu mis sous la surveillance spéciale du gouvernement, lorsque celui-ci aura été condamné, par un jugement devenu irrévocable, pour un crime ou pour un délit commis dans l'intervalle déterminé par l'acte de cautionnement.

ART. 124.

Le prévenu ne sera mis en liberté provisoire, sous caution, qu'après avoir élu domicile, dans le lieu où réside le juge d'instruction, par un acte reçu au greffe du tribunal de première instance.

ART. 125.

Outre les poursuites contre la caution, s'il y a lieu, le prévenu sera saisi et écroué dans la maison d'arrêt, en exécution d'une ordonnance du juge d'instruction.

ART. 126.

Le prévenu qui aurait laissé contraindre sa caution au paiement ne sera plus, à l'avenir, recevable en aucun cas à demander de nouveau sa liberté provisoire, moyennant caution.

CHAPITRE IX.

DU RAPPORT DU JUGE D'INSTRUCTION, QUAND LA PROCÉDURE EST COMPLÈTE.

ART. 127.

Le juge d'instruction sera tenu, aussitôt qu'une instruction sera terminée, de déposer au greffe du tribunal de première instance, un rapport dans lequel il exposera les faits et motivera son opinion; il en donnera en même temps avis au procureur du Roi.

Dans les vingt-quatre heures de ce dépôt, le procureur du Roi transmettra ce rapport au procureur général, en y joignant son avis motivé,

les pièces d'instruction, le procès-verbal constatant le corps du délit, et un état des pièces servant à conviction.

Dans le cas où l'inculpé sera détenu, il lui sera donné avis, par le greffier, du renvoi de l'affaire à la chambre d'accusation.

Les pièces de conviction resteront au tribunal de première instance, sauf ce qui sera dit aux articles 248 et 291.

ART. 128.

Sont exceptées des dispositions de l'article précédent, les contraventions aux lois, ordonnances et réglemens sur le commerce étranger, sur les douanes et sur les contributions indirectes.

S'il y a eu instruction sur des contraventions de cette nature, le procureur du Roi, dès qu'elle sera terminée, fera citer directement les prévenus devant le tribunal de première instance, jugeant correctionnellement.

ART. 129.

Supprimé.

ART. 130.

Supprimé.

ART. 131.

Supprimé.

ART. 132.

Supprimé.

ART. 133.

Supprimé.

ART. 134.

Supprimé.

ART. 135.

Supprimé.

ART. 136.

Supprimé.

LIVRE II.

DE LA JUSTICE.

TITRE PREMIER.

DES TRIBUNAUX DE POLICE.

CHAPITRE PREMIER.

DES TRIBUNAUX DE SIMPLE POLICE.

ART. 137.

Sont considérés comme contraventions de police simple les faits énoncés au quatrième livre du Code pénal, et ceux prévus par les réglemens de police émanés de l'autorité locale, lorsque le maximum de la peine prononcée par ces réglemens n'excédera pas quinze jours d'emprisonnement ou cent francs d'amende.

ART. 138.

La connaissance des contraventions de police est attribuée au juge de paix, et les fonctions du ministère public seront exercées près les tribunaux de paix suivant les règles et les distinctions qui seront ci-après établies.

§. I.

DU TRIBUNAL DU JUGE DE PAIX COMME JUGE DE POLICE.

ART. 139.

Supprimé.

ART. 140.

Supprimé.

ART. 141.

Le juge de paix connaîtra seul des affaires attribuées à son tribunal,

Les greffiers et les huissiers de la justice de paix feront le service pour les affaires de police.

ART. 142.

Supprimé.

ART. 143.

Supprimé.

ART. 144.

Les fonctions du ministère public, pour les faits de police, seront remplies par le commissaire de police du lieu où siège le tribunal, et à son défaut, par l'officier de l'état civil de la commune où siégera le tribunal.

ART. 145.

Les citations pour contravention de police seront faites à la requête du ministère public, ou de la partie qui réclame.

Elles seront notifiées par un huissier; il en sera laissé copie au prévenu, ou à la personne civilement responsable.

Les citations qui seront faites à la requête du ministère public, pourront être notifiées par les gardes de police.

ART. 146.

La citation ne pourra être donnée à un délai moindre que de vingt-quatre heures, outre un jour par deux myriamètres, à peine de nullité tant de la citation que du jugement qui serait rendu par défaut. Néanmoins cette nullité ne pourra être proposée qu'à la première audience, avant toute exception et défense.

Dans les cas urgens, les délais pourront être abrégés, et les parties citées à comparaître, même dans le jour, et à heure indiquée, en vertu d'une cédule délivrée par le juge de paix.

ART. 147.

Les parties pourront comparaître volontairement, et sur un simple avertissement, sans qu'il soit besoin de citation.

ART. 148.

Avant le jour de l'audience, le juge de paix pourra, sur la réquisition du ministère public ou de la partie civile, estimer ou faire estimer les dommages, dresser ou faire dresser les procès-verbaux, faire ou ordonner tous actes requérant célérité.

ART. 149.

Si la personne citée ne comparaît pas au jour et à l'heure fixés par la citation, elle sera jugée par défaut.

ART. 150.

La personne condamnée par défaut ne sera plus recevable à s'opposer à l'exécution du jugement, si elle ne se présente à l'audience indiquée par l'article suivant, sauf ce qui sera ci-après réglé sur l'appel et le recours en annullation.

ART. 151.

L'opposition au jugement par défaut pourra être faite par déclaration en réponse, au bas de l'acte de signification, ou par acte notifié dans les trois jours de la signification, outre un jour par deux myriamètres.

L'opposition emportera, de droit, citation à la première audience après l'expiration des délais, et sera réputée non avenue si l'exposant ne comparaît pas.

ART. 152.

La personne citée comparaîtra par elle-même ou par un fondé de procuration spéciale.

ART. 153.

Les affaires de police seront inscrites, selon l'ordre de leur présentation au greffe ou à l'audience, sur un registre tenu par le greffier, et coté et paraphé par le juge de paix.

Elles seront inscrites et jugées dans l'ordre de leur présentation.

L'instruction de chaque affaire sera publique, à peine de nullité.

Elle se fera dans l'ordre suivant :

Les procès-verbaux, s'il y en a, seront lus par le greffier.

Les témoins, s'il en a été appelé par le ministère public ou la partie, seront entendus, s'il y a lieu.

La partie civile prendra ses conclusions.

La personne citée proposera sa défense, et fera entendre ses témoins, si elle en a amené ou fait citer, et si, aux termes de l'article suivant, elle est recevable à les produire.

Le ministère public résumera l'affaire et donnera ses conclusions; la partie citée pourra proposer ses observations.

Le tribunal de police prononcera le jugement dans l'audience où l'instruction aura été terminée, ou, au plus tard, dans l'audience suivante.

Le greffier portera sur la feuille d'audience du jour la minute du jugement, aussitôt qu'il aura été rendu.

ART. 154.

Les contraventions seront prouvées, soit par procès-verbaux ou rapports, soit par témoins, à défaut de rapports et procès-verbaux, ou à leur appui.

Nul ne sera admis, à peine de nullité, à faire preuve par témoins outre ou contre le contenu aux procès-verbaux ou rapports des officiers de police ayant reçu de la loi le pouvoir de constater les délits ou les contraventions jusqu'à inscription de faux. Quant aux procès-verbaux et rapports faits par des agens, préposés ou officiers auxquels la loi n'a pas accordé le droit d'en être crus jusqu'à inscription de faux, ils pourront être débattus par des preuves contraires, soit écrites, soit testimoniales, si le tribunal juge à propos de les admettre.

ART. 155.

Les témoins feront à l'audience, sous peine de nullité, le serment de dire toute la vérité, rien que la vérité; et le greffier en tiendra note, ainsi que de leurs noms, prénoms, âge, profession et demeure, et de leurs principales déclarations.

ART. 156.

Les ascendans ou descendans de la personne prévenue, ses frères et

sœurs ou alliés en pareil degré, la femme ou son mari, ne seront appelés ni reçus en témoignage.

Les esclaves ne pourront également être entendus ni pour ni contre leur maître.

Néanmoins l'audition des personnes ci-dessus désignées ne pourra opérer une nullité lorsque, soit le ministère public, soit la partie civile, soit le prévenu, ne se seront pas opposés à ce qu'elles soient entendues.

ART. 157.

Les témoins qui ne satisferont pas à la citation, pourront y être contraints par le tribunal, qui, à cet effet, et sur la réquisition du ministère public, prononcera, dans la même audience, sur le premier défaut, l'amende, et, en cas d'un second défaut, la contrainte par corps.

Si le témoin non comparant est un esclave, il sera toujours contraignable par corps, sauf l'amende contre le maître, si la non comparution provient de ce dernier.

ART. 158.

Le témoin ou le maître de l'esclave ainsi condamné à l'amende sur le premier défaut, et qui, sur la seconde citation, produira devant le tribunal des excuses légitimes, pourra, sur les conclusions du ministère public, être déchargé de l'amende.

Si le témoin n'est pas cité de nouveau, il pourra volontairement comparaître, par lui ou par un fondé de procuration spéciale, à l'audience suivante, pour présenter ses excuses, et obtenir, s'il y a lieu, décharge de l'amende.

ART. 159.

Si le fait ne présente ni délit ni contravention de police, le tribunal annulera la citation et tout ce qui aura suivi, et statuera par le même jugement sur les demandes en dommages-intérêts.

ART. 160.

Si le fait est un délit qui emporte une peine correctionnelle ou plus grave, le tribunal renverra les parties devant le procureur du Roi.

ART. 161.

Si le prévenu est convaincu de contravention de police, le tribunal prononcera la peine, et statuera par le même jugement sur les demandes en restitution et en dommages-intérêts.

ART. 162.

La partie qui succombera, sera condamnée aux frais, même envers la partie publique.

Les dépens seront liquidés par le jugement.

ART. 163.

Tout jugement définitif de condamnation sera motivé, et les termes de la loi appliquée y seront insérés, à peine de nullité.

Il y sera fait mention s'il est rendu en dernier ressort ou en première instance.

ART. 164.

La minute du jugement sera signée par le juge qui aura tenu l'audience, dans les vingt-quatre heures au plus tard, à peine de vingt-cinq francs d'amende contre le greffier, et de prise à partie, s'il y a lieu, tant contre le greffier que contre le juge.

ART. 165.

Le ministère public et la partie civile poursuivront l'exécution du jugement, chacun en ce qui le concerne.

§ II.

Supprimé.

ART. 166.

Supprimé.

ART. 167.

Supprimé.

ART. 168.

Supprimé.

ART. 169.

Supprimé.

ART. 170.

Supprimé.

ART. 171.

Supprimé.

§ III.

DE L'APPEL DES JUGEMENS DE POLICE.

ART. 172.

Les jugemens rendus en matière de police pourront être attaqués par la voie de l'appel, lorsqu'ils prononceront un emprisonnement, ou lorsque les amendes, restitutions et autres réparations civiles excéderont la somme de cent francs, outre les dépens.

ART. 173.

L'appel sera suspensif.

ART. 174.

L'appel des jugemens rendus par le tribunal de police sera porté au tribunal de première instance, jugeant correctionnellement,

Cet appel sera interjeté, par déclaration au greffe, dans les dix jours de la signification de la sentence à personne ou domicile; il sera suivi et jugé dans la forme qui sera réglée par les articles suivans.

ART. 175.

Lorsque, sur l'appel, le procureur du Roi ou l'une des parties le requerra, les témoins pourront être entendus de nouveau, et il pourra même en être entendu d'autres.

ART. 176.

Les dispositions des articles précédens sur la forme et les délais de

la citation, la solennité de l'instruction, la nature des preuves, la forme, l'authenticité et la signature du jugement définitif, la condamnation aux frais, ainsi que les peines que ces articles prononcent, seront communes aux jugemens rendus, sur l'appel, par le tribunal de première instance, jugeant correctionnellement.

ART. 177.

Le ministère public et les parties pourront, s'il y a lieu, se pourvoir en annullation contre les jugemens rendus, en dernier ressort, par le tribunal de police, ou contre les jugemens rendus par le tribunal de première instance, jugeant correctionnellement, sur l'appel des jugemens de police.

Le recours aura lieu dans la forme et dans les délais qui seront prescrits.

ART. 178.

Au commencement de chaque trimestre, les juges de paix transmettront au procureur du Roi l'extrait des jugemens de police qui auront été rendus dans le trimestre précédent, et qui auront prononcé la peine d'emprisonnement. Cet extrait sera délivré sans frais par le greffier.

Le procureur du Roi le déposera au greffe du tribunal de première instance.

Il en rendra un compte sommaire au procureur général près la cour royale.

CHAPITRE II.

DES TRIBUNAUX EN MATIÈRE CORRECTIONNELLE.

ART. 179.

La cour royale, constituée en chambre de police correctionnelle, connaîtra, en premier et dernier ressorts, sauf l'exception portée en l'article suivant, de tous les délits auxquels la loi applique une peine dont le maximum excède quinze jours d'emprisonnement ou cent francs d'amende.

ART. 180.

Les tribunaux de première instance, indépendamment de la compétence qui leur est attribuée par l'article 174, connaîtront, en premier ressort, sous le titre de tribunaux correctionnels, des contraventions aux lois, ordonnances et réglemens sur le commerce étranger et sur les douanes, conformément à l'article 31 de notre ordonnance du 24 septembre 1828, sur l'organisation judiciaire des colonies de la Martinique et de la Guadeloupe et de ses dépendances.

ART. 181.

S'il se commet un délit correctionnel dans l'enceinte et pendant la durée des audiences, soit d'une cour royale, jugeant en matière civile ou en matière correctionnelle, soit d'une cour d'assises, le président dressera procès-verbal du fait, entendra le prévenu et les témoins, et la cour appliquera, sans désemparer, les peines prononcées par la loi.

Dans le cas où le délit aurait été commis à l'audience d'un tribunal de première instance, le juge royal dressera le procès-verbal, entendra les témoins et le prévenu, et pourra renvoyer celui-ci en état de mandat d'amener devant le juge d'instruction.

ART. 182.

La cour royale sera saisie, en matière correctionnelle, de la connaissance des délits de sa compétence, soit par le renvoi qui lui en sera fait par la chambre d'accusation, soit par la citation donnée directement au prévenu et aux personnes civilement responsables du délit par la partie civile, et, dans tous les cas, par le ministère public.

Le tribunal de première instance, jugeant correctionnellement, sera saisi par les mêmes voies.

Seront assimilées aux parties civiles, l'administration des douanes et celle des contributions indirectes.

ART. 183.

La partie civile fera, par l'acte de citation, élection de domicile dans

la ville où siège la cour ou le tribunal ; la citation énoncera les faits, et tiendra lieu de plainte.

ART. 184.

Il y aura au moins un délai de trois jours, outre un jour par deux myriamètres, entre la citation et le jugement, à peine de nullité de la condamnation qui serait prononcée par défaut contre la personne citée.

Néanmoins cette nullité ne pourra être proposée qu'à la première audience, et avant toute exception ou défense.

ART. 185.

Dans les affaires relatives à des délits qui n'entraîneront pas la peine d'emprisonnement, le prévenu pourra se faire représenter par un avoué. La cour, ou le tribunal, pourra néanmoins ordonner sa comparution en personne.

ART. 186.

Si le prévenu ne comparaît pas, il sera jugé par défaut.

ART. 187.

La condamnation par défaut sera comme non avenue, si, dans les cinq jours de la signification qui en aura été faite au prévenu ou à son domicile, outre un jour par cinq myriamètres, celui-ci forme opposition à l'exécution du jugement, et notifie son opposition tant au ministère public qu'à la partie civile.

Néanmoins les frais de l'expédition de la signification du jugement par défaut, et de l'opposition, demeureront à la charge du prévenu.

ART. 188.

L'opposition emportera de droit citation à la première audience ; elle sera comme non avenue si l'opposant n'y comparaît pas. L'arrêt que la cour aura rendu sur l'opposition ne pourra être attaqué par la partie qui l'aura formée, si ce n'est par la voie du recours en cassation.

Quant au jugement rendu sur l'opposition par le tribunal de première instance jugeant correctionnellement, il pourra être attaqué par appel, ainsi qu'il sera dit ci-après.

Dans ce cas, le tribunal pourra, s'il y échet, accorder une provision; et cette disposition sera exécutoire nonobstant appel.

ART. 189.

La preuve des délits correctionnels se fera de la manière prescrite aux articles 154, 155 et 156 ci-dessus, concernant les contraventions de police. Les dispositions des articles 157 et 158 sont communes à la cour royale jugeant correctionnellement.

Les dispositions de l'article 154, celles de l'article 155, en ce qui concerne le serment des témoins, celles des articles 156, 157 et 158 ci-dessus, seront également observées par le tribunal de première instance jugeant correctionnellement.

Le greffier tiendra des notes exactes des noms, prénoms, âge, profession et demeure des témoins, de leur prestation de serment, de leurs dépositions, ainsi que des interrogatoires des prévenus: ces notes seront signées du président et du greffier.

Hors le cas de preuve légale résultant de procès-verbaux, ainsi qu'il est dit en l'article 154, le tribunal de première instance, jugeant correctionnellement, se décidera d'après les preuves résultant soit de l'instruction écrite, soit des dépositions des témoins, et suivant son intime conviction.

ART. 190.

Les affaires correctionnelles seront inscrites, selon l'ordre de leur présentation au greffe ou à l'audience, sur un registre tenu à cet effet, à la cour royale, par le greffier de la cour, et, au tribunal de première instance, par le greffier du tribunal.

Elles seront instruites et jugées dans l'ordre indiqué par les juges saisis du procès.

L'instruction sera publique, à peine de nullité.

Le ministère public, la partie civile, ou son défenseur, exposeront l'affaire; les procès-verbaux ou rapports, s'il en a été dressé, seront lus par le greffier; les témoins pour et contre seront entendus, s'il y a lieu, et les reproches proposés et jugés; les pièces servant à conviction ou à décharge seront représentées aux témoins et aux parties; le prévenu sera interrogé; le prévenu et les personnes civilement responsables proposeront leurs défenses; le ministère public résumera l'affaire, et donnera ses conclusions; le prévenu et les personnes civilement responsables du délit pourront répliquer.

Le jugement sera prononcé de suite, ou, au plus tard, à l'audience qui suivra celle où l'instruction aura été terminée; il sera rendu, à la cour royale, à la majorité des voix; et, en première instance, par le juge royal seul, qui toutefois sera tenu de prendre l'avis des juges auditeurs présens à l'audience.

Le greffier portera sur la feuille du jour la minute du jugement aussitôt qu'il aura été rendu.

ART. 191.

Si le fait n'est réputé ni délit, ni contravention de police, la cour ou le tribunal annullera l'instruction, la citation, et tout ce qui aura suivi, renverra le prévenu, et statuera sur les demandes en dommages-intérêts.

ART. 192.

Si le fait n'est qu'une contravention de police, et si la partie publique ou la partie civile n'a pas demandé le renvoi, la cour, ou le tribunal, appliquera la peine, et statuera, s'il y a lieu, sur les dommages-intérêts.

Dans ce cas, si le jugement a été rendu par le tribunal de première instance, il le sera en dernier ressort.

ART. 193.

Si le fait est de nature à mériter une peine afflictive ou infamante, la cour ou le tribunal pourront décerner de suite le mandat de dépôt ou le

mandat d'arrêt; si la cour ou le tribunal ont été saisis par voie de citation directe, ils renverront le prévenu devant le juge d'instruction.

S'ils ont été saisis par un renvoi de la chambre d'accusation, il sera procédé conformément aux dispositions du chapitre sur les réglemens de juges.

ART. 194.

Tout jugement de condamnation rendu contre le prévenu, et contre les personnes civilement responsables du délit, ou contre la partie civile, les condamnera aux frais, même envers la partie publique.

Les frais seront liquidés par le même jugement.

ART. 195.

Dans le dispositif de tout jugement de condamnation, seront énoncés les faits dont les personnes citées seront jugées coupables ou responsables, la peine et les condamnations civiles.

Le texte de la loi dont on fera l'application sera lu à l'audience par le président; il sera fait mention de cette lecture dans le jugement, et le texte de la loi y sera inséré, sous peine de cent francs d'amende contre le greffier.

ART. 196.

La minute du jugement sera signée au plus tard dans les vingt-quatre heures par les juges qui l'auront rendu.

Les greffiers qui délivreront expédition d'un jugement avant qu'il ait été signé seront poursuivis comme faussaires.

Les officiers du ministère public se feront représenter, tous les mois, les minutes des jugemens; et, en cas de contravention au présent article, ils en dresseront procès-verbal, pour être procédé ainsi qu'il appartiendra.

ART. 197.

Le jugement sera exécuté à la requête du ministère public et de la partie civile, chacun en ce qui le concerne.

Néanmoins les poursuites pour le recouvrement des amendes et confiscations seront faites, au nom du ministère public, par le receveur des droits d'enregistrement et des domaines.

ART. 198.

Lorsque le jugement aura été rendu par le tribunal de première instance dans les matières énoncées en l'article 31 de notre ordonnance du 24 septembre 1828 sur l'organisation judiciaire, le procureur du Roi sera tenu, dans les cinq jours de la prononciation, d'en envoyer extrait au contrôleur colonial remplissant les fonctions du ministère public près la commission d'appel.

Si le jugement a été rendu dans les matières énoncées en l'article 25 de ladite ordonnance, semblable extrait sera, dans les dix jours de la prononciation, envoyé par le procureur du Roi au procureur général.

ART. 199.

Les jugemens rendus par le tribunal de première instance dans les matières énoncées en l'article 31 de notre dite ordonnance du 24 septembre 1828 pourront être attaquées par la voie de l'appel.

ART. 200.

Les appels desdits jugemens seront portés au conseil privé, constitué en commission d'appel, conformément aux dispositions de l'article 179 de notre ordonnance du 9 février 1827.

Le mode de procéder devant le conseil privé est déterminé par une ordonnance particulière.

ART. 201.

Supprimé.

ART. 202.

La faculté d'appeler appartiendra,

1.° Aux parties prévenues ou responsables;

2.° A la partie civile, quant à ses intérêts civils seulement;

3.° A l'administration des douanes et à celle des contributions indirectes, tant pour leurs intérêts civils que pour l'application de la peine;

4.° Au procureur du Roi près le tribunal de première instance;

5.° Au contrôleur colonial.

ART. 203.

Il y aura déchéance de l'appel, si la déclaration d'appeler n'a pas été faite, au greffe du tribunal qui a rendu le jugement, dix jours au plus tard après celui où il aura été prononcé; et si le jugement est rendu par défaut, dix jours au plus tard après celui de la signification qui en aura été faite à la partie condamnée ou à son domicile, outre un jour par deux myriamètres.

Pendant ce délai et pendant l'instance de l'appel, il sera sursis à l'exécution du jugement.

ART. 204.

La requête contenant les moyens d'appel pourra être remise, dans le même délai, au même greffe; elle sera signée de l'appelant, ou d'un avoué, ou de tout autre fondé de pouvoir spécial.

Dans ce dernier cas, le pouvoir sera annexé à la requête.

Cette requête pourra aussi être remise directement au secrétariat du conseil privé.

ART. 205.

Supprimé.

ART. 206.

La mise en liberté du prévenu acquitté ne pourra être suspendue, lorsqu'aucun appel n'aura été déclaré dans les dix jours de la prononciation du jugement.

ART. 207.

La requête, si elle a été remise au greffe du tribunal de première instance, et les pièces seront envoyées par le procureur du Roi au secrétariat du conseil privé, dans les vingt-quatre heures après la déclaration ou la remise de la notification d'appel.

ART. 208.

Supprimé.

ART. 209.

Supprimé.

ART. 210.

Supprimé.

ART. 211.

Supprimé.

ART. 212.

Supprimé.

ART. 213.

Supprimé.

ART. 214.

Supprimé.

ART. 215.

Supprimé.

ART. 216.

La partie civile, le prévenu, la partie publique et les personnes civilement responsables du délit, pourront se pourvoir en cassation contre les arrêts rendus par la cour royale, dans les cas prévus par l'article 179.

TITRE II.

DES AFFAIRES QUI DOIVENT ÊTRE SOUMISES À LA CHAMBRE D'ACCUSATION ET DES MISES EN ACCUSATION.

ART. 217.

Le procureur général près la cour royale sera tenu de faire inscrire, sur un registre tenu au greffe, et coté et paraphé par le président de la cour,

les affaires qui lui seront envoyées en exécution de l'article 127. Cette inscription aura lieu immédiatement après la réception des pièces. Il sera, en outre, tenu de mettre les affaires en état dans les cinq jours de la réception des pièces, et de faire son rapport dans les cinq jours suivans.

Pendant ce temps, la partie civile et le prévenu pourront fournir tels mémoires qu'ils estimeront convenables, sans que le rapport puisse être retardé.

ART. 218.

Une section de la cour royale, spécialement formée à cet effet, sera tenue de se réunir, au moins une fois par semaine, à la chambre du conseil, pour entendre le rapport du procureur général et statuer sur ses réquisitions.

ART. 219.

Il sera prononcé, sur les affaires portées à la chambre d'accusation, dans l'ordre des rapports qui seront faits par le procureur général.

Celles dans lesquelles, soit le juge d'instruction, soit le procureur du Roi, aura été d'avis qu'il n'y a lieu à suivre, passeront les premières, si les inculpés sont détenus.

Le président sera tenu de faire prononcer la section au plus tard dans les trois jours du rapport du procureur général.

ART. 220.

Si l'affaire est de la nature de celles qui sont réservées à la cour des pairs, ou à la cour de cassation, ou au conseil privé, le procureur général est tenu d'en requérir la suspension et le renvoi, et la section, de l'ordonner.

ART. 221.

Hors le cas prévu par l'article précédent, les juges examineront s'il existe contre le prévenu des preuves ou des indices d'un fait qualifié par la loi crime, délit ou contravention, et si ces preuves ou indices sont assez graves, soit pour ordonner le renvoi devant un tribunal de police ou un tribunal correctionnel, soit pour prononcer la mise en accusation.

ART. 222.

Le greffier donnera aux juges, en présence du procureur général, lecture de toutes les pièces du procès; elles seront ensuite laissées sur le bureau, ainsi que les mémoires que la partie civile et le prévenu auront fournis.

ART. 223.

La partie civile, le prévenu, les témoins, ne paraîtront point.

ART. 224.

Le procureur général, après avoir déposé sur le bureau sa réquisition écrite et signée, se retirera, ainsi que le greffier.

ART. 225.

Les juges délibéreront entre eux sans désemparer, et sans communiquer avec personne.

L'arrêt sera rendu à la majorité des voix, hors la présence des accusés, du public et du procureur général.

ART. 226.

La cour statuera par un seul et même arrêt sur les délits connexes dont les pièces se trouveront en même temps produites devant elle.

ART. 227.

Les délits sont connexes, soit lorsqu'ils ont été commis en même temps par plusieurs personnes réunies, soit lorsqu'ils ont été commis par différentes personnes, même en différens temps et en divers lieux, mais par suite d'un concert formé à l'avance entre elles, soit lorsque les coupables ont commis les uns pour se procurer les moyens de commettre les autres, pour en faciliter, pour en consommer l'exécution, ou pour en assurer l'impunité.

ART. 228.

Les juges pourront ordonner, s'il y échet, des informations nouvelles.

Ils pourront également ordonner, s'il y a lieu, l'apport des pièces

servant à conviction qui seront restées déposées au greffe du tribunal de première instance.

Le tout dans le plus court délai.

ART. 229.

Si la cour n'aperçoit aucune trace d'un délit prévu par la loi, ou si elle ne trouve pas des indices suffisans de culpabilité, elle ordonnera la mise en liberté de l'inculpé, ce qui sera exécuté sur-le-champ, s'il n'est retenu par une autre cause.

ART. 230.

Si la cour estime que l'inculpé doit être renvoyé à un tribunal de simple police, ou au tribunal de première instance jugeant correctionnellement, ou à la chambre correctionnelle de la cour, elle prononcera le renvoi et indiquera le tribunal qui doit en connaître. Dans le cas de renvoi à un tribunal de simple police, l'inculpé sera mis en liberté. Dans le cas de renvoi en police correctionnelle, la cour pourra maintenir les mandats de dépôt ou d'arrêt qui auront été délivrés par le juge d'instruction, ou en décerner d'office, s'il y a lieu.

ART. 231.

Si le fait est qualifié crime par la loi, et que la cour trouve des charges suffisantes pour motiver la mise en accusation, elle ordonnera le renvoi du prévenu devant la cour d'assises compétente, et décernera une ordonnance de prise de corps.

ART. 232.

Cette ordonnance contiendra le nom du prévenu, son signalement, son domicile, s'ils sont connus, l'exposé du fait et la nature du crime.

ART. 233.

L'ordonnance de prise de corps sera insérée dans l'arrêt de mise en accusation, lequel contiendra l'ordre de conduire l'accusé dans la maison de justice établie près la cour où il sera renvoyé.

ART. 234.

Les arrêts seront signés par chacun des juges qui les auront rendus : il y sera fait mention tant de la réquisition du ministère public que du nom de chacun des juges.

ART. 235.

Dans toutes les affaires, la cour royale, tant qu'elle n'aura pas décidé s'il y a lieu de prononcer la mise en accusation, pourra, seulement sur la réquisition du procureur général, soit qu'il y ait ou non une instruction commencée par les premiers juges, ordonner des poursuites, se faire apporter les pièces, informer ou faire informer, et statuer ensuite ce qu'il appartiendra.

ART. 236.

Dans le cas du précédent article, un des membres de la section dont il est parlé en l'article 218, fera les fonctions de juge instructeur.

ART. 237.

Le juge entendra les témoins, ou commettra, pour recevoir leurs dépositions, un des juges du tribunal de première instance dans le ressort duquel ils demeurent, interrogera le prévenu, fera constater par écrit toutes les preuves ou indices qui pourront être recueillis, et décernera, suivant les circonstances, les mandats d'amener, de dépôt ou d'arrêt.

ART. 238.

Le procureur général fera son rapport dans les cinq jours de la remise que le juge instructeur lui aura faite des pièces.

ART. 239.

Il ne sera décerné préalablement aucune ordonnance de prise de corps; et s'il résulte de l'examen qu'il y a lieu de renvoyer le prévenu à la cour d'assises ou au tribunal de police correctionnelle, l'arrêt portera cette

ordonnance, ou celle de se représenter, si le prévenu a été admis à la liberté sous caution.

ART. 240.

Seront, au surplus, observées les autres dispositions du présent code qui ne sont point contraires aux cinq articles précédens.

ART. 241.

Dans tous les cas où le prévenu sera renvoyé de la cour d'assises, le procureur général sera tenu de rédiger un acte d'accusation.

L'acte d'accusation exposera,

1.° La nature du délit qui forme la base de l'accusation;

2.° Le fait, et toutes les circonstances qui peuvent aggraver ou diminuer la peine; le prévenu y sera dénommé et clairement désigné.

L'acte d'accusation sera terminé par le résumé suivant :

« En conséquence, N. . . est accusé d'avoir commis tel meurtre, tel » vol, ou tel autre crime, avec telle et telle circonstance. »

ART. 242.

L'arrêt de renvoi et l'acte d'accusation seront signifiés à l'accusé, et il lui sera laissé copie du tout.

ART. 243.

Dans les vingt-quatre heures qui suivront cette signification, l'accusé sera transféré de la maison d'arrêt dans la maison de justice établie près la cour où il doit être jugé.

ART. 244.

Si l'accusé ne peut être saisi ou ne se présente point, on procédera contre lui par contumace, ainsi qu'il sera réglé ci-après au chapitre II du titre IV du présent livre.

ART. 245.

Le procureur général donnera avis de l'arrêt de renvoi à la cour d'assises, tant au commissaire commandant de la commune dans laquelle se trouve le domicile de l'accusé, s'il est connu, qu'à celui du lieu où le délit a été commis.

ART. 246.

L'inculpé, à l'égard duquel la cour royale aura décidé qu'il n'y a pas lieu au renvoi, soit à la cour d'assises, soit au tribunal correctionnel, soit au tribunal de police, ne pourra plus être traduit devant aucun de ces tribunaux, à raison du même fait, à moins qu'il ne survienne de nouvelles charges.

ART. 247.

Sont considérées comme charges nouvelles les déclarations des témoins, pièces et procès-verbaux qui, n'ayant pu être soumis à l'examen de la cour royale, sont cependant de nature, soit à fortifier les preuves que la cour aurait trouvées trop faibles, soit à donner aux faits de nouveaux développemens utiles à la manifestation de la vérité.

ART. 248.

En ce cas, l'officier de police judiciaire, ou le juge d'instruction, adressera, sans délai, copie des pièces et charges au procureur général près la cour royale; et, sur la réquisition du procureur général, le président de la chambre d'accusation indiquera le juge devant lequel il sera, à la poursuite de l'officier du ministère public, procédé à une nouvelle instruction, conformément à ce qui a été prescrit.

Pourra toutefois le juge d'instruction décerner, s'il y a lieu, sur les nouvelles charges, et avant leur envoi au procureur général, un mandat de

dépôt contre le prévenu qui aurait été déjà mis en liberté d'après les dispositions de l'article 229.

ART. 249.

Le procureur du Roi enverra, tous les huit jours, au procureur général une notice de toutes les affaires criminelles, de police correctionnelle ou de simple police, qui seront survenues.

ART. 250.

Lorsque, dans la notice des causes de police correctionnelle ou de simple police, le procureur général trouvera qu'elles présentent des caractères plus graves, il pourra ordonner l'apport des pièces dans la quinzaine seulement de la réception de la notice, pour ensuite être par lui fait, dans un autre délai de quinzaine du jour de la réception des pièces, telles réquisitions qu'il estimera convenables, et par la cour être ordonné, dans le délai de trois jours, ce qu'il appartiendra.

TITRE III.

DES ASSISES.

CHAPITRE PREMIER.

DE LA FORMATION DES COURS D'ASSISES.

ART. 251.

Il sera tenu, dans chaque arrondissement, des assises pour juger les individus que la cour royale y aura renvoyés.

ART. 252.

Supprimé.

ART. 253.

Les cours d'assises seront composées ainsi qu'il est réglé par le

chapitre IV du titre II de notre ordonnance du 24 septembre 1828 sur l'organisation judiciaire des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de ses dépendances.

ART. 254.

Supprimé.

ART. 255.

Supprimé.

ART. 256.

Supprimé.

ART. 257.

Les membres de la cour royale qui auront voté la mise en accusation ne pourront, dans la même affaire, ni présider les assises ni assister le président, à peine de nullité; il en sera de même à l'égard du juge qui aura fait l'instruction.

ART. 258.

Les assises pourront être tenues en d'autres lieux que ceux fixés, et ce, dans les cas prévus et d'après le mode indiqué par l'article 73 de notre dite ordonnance du 24 septembre 1828.

ART. 259.

La tenue des assises aura lieu conformément à l'article 73 de l'ordonnance précitée.

ART. 260.

Les affaires portées aux assises seront distribuées par le président de la session.

Les assises ne seront closes qu'après que toutes les affaires criminelles qui étaient en état lors de leur ouverture y auront été portées.

ART. 261.

Lorsque des accusés ne seront arrivés dans la maison de justice qu'a-

près le tirage des assesseurs, ou qu'après l'ouverture des assises, il leur sera donné connaissance des noms, profession et demeure des assesseurs qui doivent siéger aux assises; et ils ne pourront y être jugés que lorsqu'ils y auront consenti, que le ministère public ne s'y sera point opposé, et que le président l'aura ordonné.

Dans ce cas, le ministère public et les accusés seront considérés comme ayant renoncé à la faculté d'exercer aucune récusation contre les assesseurs antérieurement désignés par le sort.

Il sera dressé un procès-verbal constatant l'accomplissement des formalités prescrites par le présent article.

ART. 262.

Les arrêts de la cour d'assises ne pourront être attaqués que par la voie de la cassation et dans les formes déterminées par la loi.

ART. 263.

Si, depuis la notification faite aux assesseurs en exécution de l'article 400 du présent code, le président de la cour d'assises se trouve dans l'impossibilité de remplir ses fonctions, il sera remplacé par le plus ancien des autres juges de la cour royale, nommés ou délégués pour l'assister; et s'il n'est assisté d'aucun juge de la cour royale, par le juge royal.

ART. 264.

En cas d'absence ou d'empêchement des autres membres de la cour royale, ils seront remplacés conformément aux dispositions de l'article 75 de notre ordonnance du 24 septembre 1828 sur l'organisation judiciaire.

ART. 265.

Le procureur général pourra, même étant présent, déléguer ses fonctions à l'un de ses substituts.

Cette disposition est commune à la cour royale et à la cour d'assises.

§ I.

FONCTIONS DU PRÉSIDENT.

ART. 266.

Le président est chargé d'entendre l'accusé lors de son arrivée dans la maison de justice.

Il pourra déléguer ces fonctions à l'un des juges de la cour ou au juge royal.

ART. 267.

Il sera de plus chargé personnellement de diriger le débat, de présider à toute l'instruction, et de déterminer l'ordre entre ceux qui demanderont à parler.

Il aura la police de l'audience.

ART. 268.

Le président est investi d'un pouvoir discrétionnaire, en vertu duquel il pourra prendre sur lui tout ce qu'il croira utile pour découvrir la vérité; et la loi charge son honneur et sa conscience d'employer tous ses efforts pour en favoriser la manifestation.

ART. 269.

Il pourra, dans le cours des débats, appeler, même par mandat d'amener, et entendre toutes personnes, sans distinction de classes, ou se faire apporter toutes nouvelles pièces qui lui paraîtraient, d'après les nouveaux développemens donnés à l'audience, soit par les accusés, soit par les témoins, pouvoir répandre un jour utile sur le fait contesté.

Les témoins ainsi appelés ne prêteront point serment, et leurs déclarations ne seront considérées que comme renseignemens.

Le pouvoir accordé au président par le présent article ne pourra s'exercer, à l'égard des esclaves qu'il jugerait convenable d'appeler, que sous les conditions prescrites par l'article 322.

ART. 270.

Le président devra rejeter tout ce qui tendrait à prolonger les débats sans donner lieu d'espérer plus de certitude dans les résultats.

§ II.

FONCTIONS DU PROCUREUR GÉNÉRAL PRÈS LA COUR ROYALE.

ART. 271.

Le procureur général près la cour royale poursuivra, soit par lui-même, soit par son substitut, toute personne mise en accusation suivant les formes prescrites au titre II du présent livre. Il ne pourra porter à la cour aucune autre accusation, à peine de nullité, et, s'il y a lieu, de prise à partie contre lui.

ART. 272.

Aussitôt que le procureur général ou son substitut aura reçu les pièces, il apportera tous ses soins à ce que les actes préliminaires soient faits et que tout soit en état, pour que les débats puissent commencer à l'époque de l'ouverture des assises.

ART. 273.

Il assistera aux débats; il requerra l'application de la peine; il sera présent à la prononciation de l'arrêt.

ART. 274.

Le procureur général, soit d'office, soit par les ordres du gouverneur, charge le procureur du Roi de poursuivre les délits dont il a connaissance.

ART. 275.

Il reçoit les dénonciations et les plaintes qui lui sont adressées directement, soit par un fonctionnaire public, soit par un simple particulier, et il en tient registre.

Il les transmet au procureur du Roi.

ART. 276.

Il fait, au nom de la loi, toutes les réquisitions qu'il juge utiles; la cour est tenue de lui en donner acte et d'en délibérer.

ART. 277.

Les réquisitions du procureur général doivent être de lui signées; celles faites dans le cours d'un débat seront retenues par le greffier sur son procès-verbal; elles seront aussi signées par le procureur général. Toutes les décisions auxquelles auront donné lieu ces réquisitions seront signées par le juge qui aura présidé et par le greffier.

ART. 278.

Lorsque la cour ne déférera pas à la réquisition du procureur général, l'instruction ni le jugement ne seront arrêtés ni suspendus, sauf, après l'arrêt, s'il y a lieu, le recours en cassation par le procureur général.

ART. 279.

Tous les officiers de police judiciaire, même les juges d'instruction, sont soumis à la surveillance du procureur général.

Tous ceux qui, d'après l'article 9 du présent Code, sont, à raison de fonctions, même administratives, appelés par la loi à faire quelques actes de la police judiciaire, sont, sous ce rapport seulement, soumis à la même surveillance.

ART. 280.

En cas de négligence des officiers de police judiciaire et des juges d'instruction, le procureur général les avertira; cet avertissement sera consigné par lui sur un registre tenu à cet effet.

ART. 281.

En cas de récidive, le procureur général les dénoncera à la cour.

Sur l'autorisation de la cour, le procureur général les fera citer à la chambre du conseil.

La cour leur enjoindra d'être plus exacts à l'avenir, et les condamnera aux frais tant de la citation que de l'expédition et de la signification de l'arrêt.

ART. 282.

Il y aura récidive, lorsque le fonctionnaire sera repris, pour quelque affaire que ce soit, avant l'expiration d'une année, à compter du jour de l'avertissement consigné sur le registre.

ART. 283.

Dans tous les cas où le procureur général et les présidens sont autorisés à remplir les fonctions d'officier de police judiciaire ou de juge d'instruction, ils pourront déléguer au procureur du Roi, au juge d'instruction et au juge de paix, même d'un canton voisin du lieu du délit, les fonctions qui leur sont respectivement attribuées, autres que le pouvoir de délivrer les mandats d'amener, de dépôt et d'arrêt contre les prévenus.

ART. 284.

En cas d'empêchement du procureur général, il sera remplacé ainsi qu'il est dit en l'article 75 de notre ordonnance du 24 septembre 1828 sur l'organisation judiciaire.

ART. 285.

Supprimé.

ART. 286.

Supprimé.

ART. 287.

Supprimé.

ART. 288.
Supprimé.

ART. 289.
Supprimé.

ART. 290.
Supprimé.

CHAPITRE II.

DE LA PROCÉDURE DEVANT LA COUR D'ASSISES.

ART. 291.

Quand l'accusation aura été prononcée, si l'affaire ne doit pas être jugée dans le lieu où siége la cour royale, le procès sera, par les ordres du procureur général, envoyé, dans les vingt-quatre heures, au greffe du tribunal de première instance du chef-lieu de l'arrondissement de la cour d'assises, qui doit en connaître.

Dans tous les cas, les pièces servant à conviction seront réunies dans le même délai au greffe où doivent être remises les pièces du procès.

ART. 292.

Les vingt-quatre heures courront du moment de la signification, faite à l'accusé, de l'arrêt de renvoi devant la cour d'assises.

L'accusé, s'il est détenu, sera, dans le même délai, envoyé dans la maison de justice du lieu où doivent se tenir les assises.

ART. 293.

Vingt-quatre heures au plus tard après la remise des pièces au greffe et

l'arrivée de l'accusé dans la maison de justice, celui-ci sera interrogé par le président de la cour d'assises où par le juge qu'il aura délégué.

ART. 294.

L'accusé sera interpellé de déclarer le choix qu'il aura fait d'un conseil pour l'aider dans sa défense; sinon, le juge lui en désignera un sur-le-champ, à peine de nullité de tout ce qui suivra.

Cette désignation sera comme non avenue, et la nullité ne sera pas prononcée, si l'accusé choisit un conseil.

ART. 295.

Le conseil de l'accusé ne pourra être choisi par lui ou désigné par le juge, que parmi les avocats ou avoués exerçant près les tribunaux de la colonie.

ART. 296.

L'exécution des deux précédens articles sera constatée par un procès-verbal, que signeront l'accusé, le juge et le greffier; si l'accusé ne sait ou ne veut pas signer, le procès-verbal en fera mention.

ART. 297.

Supprimé.

ART. 298.

Le procureur général sera tenu, dans le mois de l'interrogatoire, de déclarer s'il se pourvoit en nullité.

Ce pourvoi n'aura lieu que dans l'intérêt de la loi.

ART. 299.

La déclaration du procureur général doit énoncer l'objet de la demande en nullité.

Cette demande ne peut être formée que contre l'arrêt de renvoi à la cour d'assises, et dans les trois cas suivans :

1.° Si le fait n'est pas qualifié crime par la loi;

2.° Si le ministère public n'a pas été entendu;

3.° Si l'arrêt n'a pas été rendu par le nombre de juges fixé par la loi.

ART. 300.

La déclaration doit être faite au greffe.

Aussitôt qu'elle aura été reçue par le greffier, l'expédition de l'arrêt sera délivrée au procureur général, qui la remettra au gouverneur, à l'effet d'être adressée à notre ministre de la marine et des colonies, et transmise au procureur général près la cour de cassation par l'intermédiaire de notre ministre de la justice.

ART. 301.

Nonobstant la demande en nullité, l'instruction sera continuée, et il sera procédé aux débats et au jugement

ART. 302.

Le conseil pourra communiquer avec l'accusé après son interrogatoire.

Il pourra aussi prendre communication de toutes les pièces, sans déplacement et sans retarder l'instruction.

ART. 303.

S'il y a de nouveaux témoins à entendre, et qu'ils résident hors du lieu où se tient la cour d'assises, le président, ou le juge qui le remplace, pourra commettre, pour recevoir leurs dépositions, soit le juge d'instruction de l'arrondissement où ils résident, et même d'un autre arrondissement, soit le juge de paix du canton où ils résident, ou même d'un autre canton; le magistrat délégué enverra ces dépositions, closes et cachetées, au greffier qui doit exercer ses fonctions à la cour d'assises.

ART. 304.

Les témoins qui n'auront pas comparu sur la citation du président ou du juge commis par lui, et qui n'auront pas justifié qu'ils en étaient légitimement empêchés, ou qui refuseront de faire leurs dépositions, seront jugés par la cour d'assises, et punis conformément à l'article 80.

Si le témoin est un esclave, l'amende sera prononcée contre le maître, si c'est par son fait que l'esclave n'a pas comparu.

ART. 305.

Les conseils des accusés pourront prendre ou faire prendre, à leurs frais, copie de telles pièces du procès qu'ils jugeront utiles à leur défense.

Il ne sera délivré gratuitement aux accusés, en quelque nombre qu'ils puissent être, et dans tous les cas, qu'une seule copie des procès-verbaux constatant le délit et des déclarations écrites des témoins.

Les présidens, les juges et le procureur général sont tenus de veiller à l'exécution du présent article.

ART. 306.

Si le procureur général ou l'accusé ont des motifs pour demander que l'affaire ne soit pas portée à la première assise, ils présenteront au président de la cour d'assises une requête en prorogation de délai.

Le président décidera si cette prorogation doit être accordée ; il pourra aussi, d'office, proroger le délai.

ART. 307.

Lorsqu'il aura été formé, à raison du même délit, plusieurs actes d'accusation contre différens accusés, le procureur général pourra en requérir la jonction, et le président pourra l'ordonner, même d'office.

ART. 308.

Lorsque l'acte d'accusation contiendra plusieurs délits non connexes, le procureur général pourra requérir que les accusés ne soient mis en jugement, quant à présent, que sur l'un ou quelques-uns de ces délits, et le président pourra aussi l'ordonner d'office.

ART. 309.

Supprimé.

CHAPITRE III.

DE L'EXAMEN, DU JUGEMENT ET DE L'EXÉCUTION.

SECTION PREMIÈRE.

DE L'EXAMEN.

ART. 310.

L'accusé comparaîtra libre, et seulement accompagné de gardes pour l'empêcher de s'évader.

Le président lui demandera son nom, ses prénoms, son âge, sa profession, sa demeure, le lieu de sa naissance, et la classe de la population à laquelle il appartient.

ART. 311.

Le président avertira le conseil de l'accusé qu'il ne peut rien dire contre sa conscience ou contre le respect dû aux lois, et qu'il doit s'exprimer avec décence et modération.

ART. 312.

A la première audience de chaque session d'assises, le président fera prêter aux assesseurs, debout et découverts, le serment prescrit par l'article 184 de notre ordonnance du 24 septembre 1828 sur l'organisation judiciaire; il prononcera la formule du serment dans les termes suivans:

« Je jure et promets devant Dieu d'examiner avec l'attention la plus » scrupuleuse les affaires qui me seront soumises pendant le cours de la » présente session; de ne trahir ni les intérêts des accusés, ni ceux de la » société; de n'écouter ni la haine ou la méchanceté, ni la crainte ou » l'affection, et de ne décider que d'après les charges, les moyens de » défense et les dispositions des lois, suivant ma conscience et mon in- » time conviction. »

ART. 313.

Immédiatement après, le président avertira l'accusé d'être attentif à ce qu'il va entendre.

Il ordonnera au greffier de lire l'arrêt de la cour royale portant renvoi à la cours d'assises, et l'acte d'accusation.

Le greffier fera cette lecture à haute voix.

ART. 314.

Après cette lecture, le président rappellera à l'accusé ce qui est contenu en l'acte d'accusation, et lui dira : « Voilà de quoi vous êtes accusé; » vous allez entendre les charges qui seront produites contre vous. »

ART. 315.

Le procureur général exposera, s'il le juge nécessaire, le sujet de l'accusation; il présentera ensuite la liste des témoins qui devront être entendus, soit à sa requête, soit à la requête de la partie civile, soit à celle de l'accusé.

Cette liste sera lue à haute voix par le greffier.

Elle ne pourra contenir que les témoins dont les noms, profession, condition et résidence auront été notifiés, vingt-quatre heures au moins avant l'examen de ces témoins, à l'accusé, par le procureur général ou la partie civile, et au procureur général par l'accusé; sans préjudice de la faculté accordée au président par l'article 269.

L'accusé et le procureur général pourront, en conséquence, s'opposer à l'audition d'un témoin qui n'aurait pas été indiqué ou qui n'aurait pas été clairement désigné dans l'acte de notification.

La cour, délibérant suivant le mode prescrit par l'article 78 de notre ordonnance du 24 septembre 1828 sur l'organisation judiciaire, statuera de suite sur cette opposition.

ART. 316.

Le président ordonnera aux témoins de se retirer dans la chambre qui

leur sera destinée. Ils n'en sortiront que pour déposer. Le président prendra des précautions, s'il en est besoin, pour empêcher les témoins de conférer entre eux du délit et de l'accusé, avant leur déposition.

ART. 317.

Les témoins déposeront séparément l'un de l'autre, dans l'ordre établi par le procureur général. Avant de déposer, ils prêteront, à peine de nullité, le serment de parler sans haine et sans crainte, de dire toute la vérité et rien que la vérité.

Le président leur demandera leurs noms, prénoms, âge, profession, condition, leur domicile ou résidence, s'il connaissaient l'accusé avant le fait mentioné dans l'acte d'accusation; et, suivant la condition des individus, il pourra leur demander encore s'ils sont parens ou alliés, soit de l'accusé, soit de la partie civile, et à quel degré; et s'ils ne sont pas attachés au service de l'un ou de l'autre: cela fait, les témoins déposeront oralement.

ART. 318.

Le président fera tenir note, par le greffier, des additions, changemens ou variations qui pourraient exister entre la déposition d'un témoin et ses précédentes déclarations.

Le procureur général et l'accusé pourront requérir le président de faire tenir les notes de ces changemens, additions et variations.

ART. 319.

Après chaque déposition, le président demandera au témoin si c'est de l'accusé présent qu'il a entendu parler. Il demandera ensuite à l'accusé s'il veut répondre à ce qui vient d'être dit contre lui.

Le témoin ne pourra être interrompu; l'accusé ou son conseil pourront le questionner par l'organe du président, après sa déposition, et dire, tant contre lui que contre son témoignage, tout ce qui pourra être utile à la défense de l'accusé.

Le président pourra également demander au témoin et à l'accusé

tous les éclaircissemens qu'il croira nécessaires à la manifestation de la vérité.

Les juges, les assesseurs et le procureur général auront la même faculté, en demandant la parole au président. La partie civile ne pourra faire des questions, soit au témoin, soit à l'accusé, que par l'organe du président.

ART. 320.

Chaque témoin, après sa déposition, restera dans l'auditoire, si le président n'en a ordonné autrement, jusqu'à ce que la cour se soit retirée pour délibérer.

ART. 321.

Après l'audition des témoins produits par le ministère public et par la partie civile, l'accusé fera entendre ceux dont il aura notifié la liste, soit sur les faits mentionnés dans l'acte d'accusation, soit pour attester qu'il est homme d'honneur, de probité et d'une conduite irréprochable.

Les citations faites à la requête des accusés seront à leurs frais, ainsi que les salaires des témoins cités, s'ils en requièrent; sauf au ministère public à faire citer à sa requête les témoins qui lui seront indiqués par l'accusé, dans le cas où il jugerait que leur déclaration peut être utile pour la découverte de la vérité.

Si l'accusé est un esclave, le maître aura également le droit de faire entendre les témoins dont il aura notifié la liste; et, dans ce cas, les citations seront à ses frais.

ART. 322.

Ne pourront être reçues les dépositions,

1.° Du père, de la mère, de l'aïeul, de l'aïeule, ou de tout autre ascendant de l'accusé, ou de l'un des accusés présens et soumis au même débat;

2.° Des fils, fille, petit-fils, petite-fille, ou de tout autre descendant;

3.° Des frères et sœurs;

4.° Des alliés aux mêmes degrés;

5.° Du mari ou de la femme, même après le divorce prononcé;

6.° Des affranchis, à l'égard de celui de qui ils auront reçu la liberté;

7.° Des dénonciateurs dont la dénonciation est récompensée pécuniairement par la loi.

Néanmoins l'audition des personnes ci-dessus désignées pourra avoir lieu, lorsque, soit le procureur général, soit la partie civile, soit les accusés, ne s'opposeront pas à ce qu'elles soient entendues.

Les esclaves cités à charge ou à décharge ne pourront être entendus pour ou contre leur maître, qu'autant que l'accusé, le procureur général et la partie civile y auront consenti. En cas d'opposition, la cour, délibérant suivant le mode prescrit par l'article 78 de notre ordonnance du 24 septembre 1828 sur l'organisation judiciaire, pourra ordonner qu'ils seront entendus. Dans ces deux cas, leurs déclarations ne seront reçues qu'à titre de renseignemens et sans prestation de serment.

Lorsque, dans une affaire criminelle, la cour aura jugé convenable de recevoir la déclaration de l'esclave pour ou contre son maître, elle pourra, par une délibération prise en chambre du conseil, exposer au gouverneur la nécessité qu'il y aurait que l'esclave sortît de la possession de son maître. Le gouverneur statuera en conseil privé, constitué conformément aux dispositions de l'article 179 de notre ordonnance du 9 février 1827, sur la délibération de la cour. Il ordonnera la vente de l'esclave, qui ne pourra être acheté par les ascendans ou les descendans du maître de cet esclave.

En cas de vente de l'esclave, le produit en appartiendra à son maître.

ART. 323.

Les dénonciateurs, autres que ceux récompensés pécuniairement par la loi, pourront être entendus en témoignage; mais la cour sera avertie de leur qualité de dénonciateur.

ART. 324.

Les témoins produits par le procureur général ou par l'accusé seront entendus dans le débat, même lorsqu'ils n'auraient pas préalablement déposé par écrit, lorsqu'ils n'auraient reçu aucune assignation, pourvu, dans tous les cas, que ces témoins soient portés sur la liste mentionnée dans l'article 315.

ART. 325.

Les témoins, par quelque partie qu'ils soient produits, ne pourront jamais s'interpeller entre eux.

ART. 326.

L'accusé pourra demander, après qu'ils auront déposé, que ceux qu'il désignera se retirent de l'auditoire, et qu'un ou plusieurs d'entre eux soient introduits et entendus de nouveau, soit séparément, soit en présence les uns des autres.

Le procureur général aura la même faculté.

Le président pourra aussi l'ordonner d'office.

ART. 327.

Le président pourra, avant, pendant ou après l'audition d'un témoin, faire retirer un ou plusieurs accusés, et les examiner séparément sur quelques circonstances du procès; mais il aura soin de ne reprendre la suite des débats généraux qu'après avoir instruit chaque accusé de ce qui se sera fait en son absence, et de ce qui en sera résulté.

ART. 328.

Pendant l'examen, les juges, les assesseurs et le procureur général pourront prendre note de ce qui leur paraîtra important, soit dans les dépositions des témoins, soit dans la défense de l'accusé, pourvu que la discussion n'en soit pas interrompue.

ART. 329.

Dans le cours ou à la suite des dépositions, le président fera représenter à l'accusé toutes les pièces relatives au délit et pouvant servir à conviction; il l'interpellera de répondre personnellement s'il les reconnaît. Le président les fera aussi représenter aux témoins, s'il y a lieu.

ART. 330.

Si, d'après les débats, la déposition d'un témoin paraît fausse, le président pourra, sur la réquisition, soit du procureur général, soit de la partie civile, soit de l'accusé, et même d'office, faire sur-le-champ mettre le témoin en état d'arrestation. Le procureur général et le président, ou l'un des juges par lui commis, rempliront à son égard, le premier, les fonctions d'officier de police judiciaire; le second, les fonctions attribuées au juge d'instruction dans les autres cas.

Les pièces d'instruction seront ensuite transmises à la cour royale, pour y être statué sur la mise en accusation.

ART. 331.

Dans le cas de l'article précédent, le procureur général, la partie civile ou l'accusé, pourront immédiatement requérir, et la cour ordonner, même d'office, le renvoi de l'affaire à la prochaine session.

ART. 332.

Dans le cas où l'accusé, les témoins ou l'un d'eux ne parleraient pas la même langue ou le même idiôme, le président nommera d'office un interprète âgé de vingt-un ans au moins, et lui fera prêter, à peine de nullité, sous la même peine, serment de traduire fidèlement les discours à transmettre entre ceux qui parlent des langages différens.

L'accusé et le procureur général pourront récuser l'interprète, en motivant leur récusation.

La cour prononcera, après en avoir délibéré suivant le mode prescrit par l'article 78 de notre ordonnance du 24 septembre 1828 sur l'organisation judiciaire.

L'interprète ne pourra, même du consentement de l'accusé ni du procureur général, être pris parmi les témoins, les juges et les assesseurs.

ART. 333.

Si l'accusé est sourd-muet et ne sait pas écrire, le président nommera d'office pour son interprète la personne qui aura le plus d'habitude de converser avec lui.

Il en sera de même à l'égard du témoin sourd-muet.

Le surplus des dispositions du précédent article sera exécuté.

Dans le cas où le sourd-muet saurait écrire, le greffier écrira les questions et observations qui lui seront faites; elles seront remises à l'accusé ou au témoin, qui donneront par écrit leurs réponses ou déclarations. Il sera fait lecture du tout par le greffier.

ART. 334.

Le président déterminera celui des accusés qui devra être soumis le premier aux débats, en commençant par le principal accusé, s'il y en a un.

Il se fera ensuite un débat particulier sur chacun des autres accusés.

ART. 335.

A la suite des dépositions des témoins, et des dires respectifs auxquels elles auront donné lieu, la partie civile ou son conseil et le procureur général seront entendus et développeront les moyens qui appuient l'accusation.

L'accusé et son conseil pourront leur répondre.

La réplique sera permise à la partie civile et au procureur général; mais l'accusé ou son conseil auront toujours la parole les derniers.

Le président déclarera ensuite que les débats sont terminés.

ART. 336.

La cour délibérera sur la position des questions de fait.

ART. 337.

La question résultant de l'acte d'accusation sera posée en ces termes :

« L'accusé est-il coupable d'avoir commis tel meurtre, tel vol, ou tel » autre crime ? »

« Le crime a-t-il été commis avec telle ou telle circonstance ? »

ART. 338.

S'il résulte des débats une ou plusieurs circonstances aggravantes non mentionnées dans l'acte d'accusation, la cour posera en outre des questions sur ces circonstances.

S'il ressort des débats quelques circonstances de nature à modifier le fait qui est l'objet de l'accusation, il sera également posé des questions sur le fait ainsi modifié.

Dans tous les cas, les cours d'assises devront résoudre les questions résultant de l'arrêt de mise en accusation.

ART. 339.

Lorsque l'accusé aura proposé pour excuse un fait admis comme tel par la loi, la question sera ainsi posée :

« Tel fait est-il constant ? »

ART. 340.

Si l'accusé a moins de seize ans, le président posera cette question :

« L'accusé a-t-il agi avec discernement ? »

ART. 341.

Le président donnera lecture à l'audience des questions telles qu'elles auront été arrêtées par la cour.

L'accusé, son conseil, la partie civile et le procureur général pourront

faire sur la position de ces questions telles observations qu'ils jugeront convenables.

Si le procureur général, ou l'accusé, s'oppose à la position des questions telles qu'elles auront été présentées, la cour statuera conformément à l'article 78 de notre ordonnance du 24 septembre 1828.

ART. 342.

Le président fera retirer ensuite l'accusé de l'auditoire, et la cour se rendra dans la chambre du conseil. Le président y fera le résumé de l'affaire. Il soumettra successivement à la délibération les questions qui auront été posées à l'audience. La discussion terminée, il recueillera les voix. Les assesseurs opineront les premiers, en commençant par le plus jeune.

Si, par le résultat de la délibération, la cour croit devoir modifier la position des questions, elle devra se conformer, en ce qui concerne les nouvelles questions posées, aux dispositions de l'article 341.

ART. 343.

L'instruction suivante sera affichée en gros caractères dans le lieu le plus apparent de la chambre du conseil.

« La loi ne demande pas compte aux membres de la cour d'assises » des moyens par lesquels ils se sont convaincus; elle ne leur prescrit » point de règles desquelles ils doivent faire particulièrement dépendre la » plénitude et la suffisance d'une preuve : elle leur prescrit de s'interro- » ger eux-mêmes dans le silence et le recueillement, et de chercher dans » la sincérité de leur conscience quelle impression ont faite sur leur » raison les preuves rapportées contre l'accusé et les moyens de sa dé- » fense. La loi ne leur dit point, *Vous tiendrez pour vrai tout fait attesté par* » *tel ou tel nombre de témoins;* elle ne leur dit point non plus, *Vous ne re-* » *garderez pas comme suffisamment établie toute preuve qui ne sera pas formée* » *de tel procès-verbal, de telles pièces, de tant de témoins ou de tant d'indices;* » elle ne leur fait que cette seule question, qui renferme toute la me- » sure de leurs devoirs, *Avez-vous une conviction intime!* »

ART. 344.

Tous arrêts seront rendus à la simple majorité. Néanmoins la déclaration de culpabilité ne pourra être prononcée qu'à la majorité de cinq voix sur sept.

ART. 345.

Supprimé.

ART. 346.

Supprimé.

ART. 347.

Supprimé.

ART. 348.

Supprimé.

ART. 349.

Supprimé.

ART. 350.

Supprimé.

ART. 351.

Supprimé.

ART. 352.

Supprimé.

ART. 353.

L'examen et les débats, une fois entamés, devront être continués sans interruption et sans aucune espèce de communication au dehors. Le président ne pourra les suspendre que pendant les intervalles nécessaires pour le repos des membres de la cour d'assises, des témoins et des accusés.

ART. 354.

Lorsqu'un témoin qui aura été cité ne comparaîtra pas, la cour pourra, sur la réquisition du procureur général, et avant que les débats soient ouverts par la déposition du premier témoin inscrit sur la liste, renvoyer l'affaire à la prochaine session.

ART. 355.

Si, à raison de la non-comparution d'un témoin, l'affaire est renvoyée à la session suivante, tous les frais de citation, actes, voyages de témoins, et autres ayant pour objet de faire juger l'affaire, seront à la charge de ce témoin; et il y sera contraint, même par corps, sur la réquisition du procureur général, par l'arrêt qui renverra les débats à la prochaine session suivante.

Le même arrêt ordonnera, de plus, que ce témoin sera amené par la force publique devant la cour, pour y être entendu.

Et néanmoins, dans tous les cas, le témoin qui ne comparaîtra pas, ou qui refusera, soit de prêter serment, soit de faire sa déposition, sera condamné à la peine portée par l'article 80.

Si le témoin est un esclave, et que ce soit par le fait ou du consentement du maître qu'il n'ait pas comparu, les condamnations pécuniaires énoncées ci-dessus seront prononcées contre le maître.

ART. 356.

La voie de l'opposition sera ouverte contre ces condamnations, dans les dix jours de la signification qui en aura été faite au témoin condamné ou à son domicile, outre un jour par cinq myriamètres; et l'opposition sera reçue, s'il prouve qu'il a été légitimement empêché, ou que l'amende contre lui prononcée doit être modérée.

SECTION II.

DU JUGEMENT ET DE L'EXÉCUTION.

ART. 357.

Le président fera comparaître l'accusé, et lira en sa présence la déclaration de la cour sur la question de fait.

ART. 358.

Lorsque l'accusé aura été déclaré non coupable, le président pronon-

cera qu'il est acquitté de l'accusation, et ordonnera qu'il soit mis en liberté, s'il n'est retenu par autre cause.

La cour statuera ensuite sur les dommages-intérêts respectivement prétendus, après que les parties auront proposé leurs fins de non-recevoir ou leurs défenses, et que le procureur général aura été entendu.

La cour pourra néanmoins, si elle le juge convenable, commettre l'un des juges pour entendre les parties, prendre connaissance des pièces et faire son rapport à l'audience, où les parties pourront encore présenter leurs observations et où le ministère public sera entendu de nouveau.

L'accusé acquitté pourra aussi obtenir des dommages-intérêts contre ses dénonciateurs, pour fait de calomnie; sans néanmoins que les membres des autorités constituées puissent être ainsi poursuivis à raison des avis qu'ils sont tenus de donner concernant les délits dont ils ont cru acquérir la connaissance dans l'exercice de leurs fonctions, et sauf contre eux la demande en prise à partie, s'il y a lieu.

Le procureur général sera tenu, sur la réquisition de l'accusé, de lui faire connaître ses dénonciateurs.

ART. 359.

Les demandes en dommages-intérêts formées, soit par l'accusé contre ses dénonciateurs ou la partie civile, soit par la partie civile contre l'accusé ou le condamné, seront portées à la cour d'assises.

La partie civile est tenue de former sa demande en dommages-intérêts avant le jugement; plus tard, elle sera non recevable.

Il en est de même de l'accusé, s'il a connu son dénonciateur.

Dans le cas où l'accusé n'aurait connu aucun dénonciateur que depuis le jugement, mais avant la fin de la session, il sera tenu, sous peine de déchéance, de porter sa demande à la cour d'assises; s'il ne l'a connu qu'après la clôture de la session, sa demande sera portée au tribunal civil.

A l'égard des tiers qui n'auraient pas été parties au procès, ils s'adresseront au tribunal civil.

ART. 360.

Toute personne acquittée légalement ne pourra plus être reprise ni accusée à raison du même fait.

ART. 361.

Lorsque, dans le cours des débats, l'accusé aura été inculpé sur un autre fait, soit par des pièces, soit par les dépositions des témoins, le président, après avoir prononcé qu'il est acquitté de l'accusation, ordonnera qu'il soit poursuivi à raison du nouveau fait : en conséquence, il le renverra en état de mandat de comparution ou d'amener, suivant les distinctions établies par l'article 91, et même en état de mandat d'arrêt, s'il y échet, devant le juge d'instruction, pour être procédé à une nouvelle instruction.

Cette disposition ne sera toutefois exécutée que dans le cas où, avant la clôture des débats, le procureur général aura fait des réserves à fin de poursuite.

ART. 362.

Lorsque l'accusé aura été déclaré coupable, le procureur général fera sa réquisition à la cour pour l'application de la loi.

La partie civile fera la sienne pour restitution et dommages-intérêts.

ART. 363.

Le président demandera à l'accusé s'il n'a rien à dire pour sa défense.

L'accusé ni son conseil ne pourront plus plaider que le fait est faux, mais seulement qu'il n'est pas défendu ou qualifié délit par la loi, ou qu'il ne mérite pas la peine dont le procureur général a requis l'application, ou qu'il n'emporte pas de dommages-intérêts au profit de la partie civile, ou enfin que celle-ci élève trop haut les dommages-intérêts qui lui sont dus.

ART. 364.

La cour prononcera l'absolution de l'accusé, si le fait dont il est déclaré coupable n'est pas défendu par une loi pénale.

ART. 365.

Si ce fait est défendu, la cour prononcera la peine établie par la loi, même dans le cas où, d'après les débats, il se trouverait n'être plus de la compétence de la cour d'assises.

En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits, la peine la plus forte sera seule prononcée.

ART. 366.

Dans le cas d'absolution comme dans celui d'acquittement ou de condamnation, la cour statuera sur les dommages-intérêts prétendus par la partie civile ou par l'accusé; elle les liquidera par le même arrêt, ou commettra l'un des juges pour entendre les parties, prendre connaissance des pièces, et faire du tout son rapport, ainsi qu'il est dit en l'article 358.

La cour ordonnera aussi que les effets pris seront restitués au propriétaire.

ART. 367.

Lorsque l'accusé aura été déclaré excusable, la cour prononcera conformément au Code pénal.

ART. 368.

L'accusé, ou la partie, qui succombera, sera condamné aux frais envers l'État et envers l'autre partie.

ART. 369.

Les magistrats et les assesseurs délibéreront et opineront à voix basse; ils pourront, pour cet effet, se retirer dans la chambre du conseil : mais l'arrêt sera prononcé à haute voix par le président, en présence du public et de l'accusé.

Avant de le prononcer, le président est tenu de lire le texte de la loi sur laquelle il est fondé.

Le greffier écrira l'arrêt ; il y insérera le texte de la loi appliquée ; il y fera mention que l'arrêt a été rendu à la majorité fixée par l'article 344 du présent Code : le tout sous peine de cent francs d'amende.

ART. 370.

La minute de l'arrêt sera signée par les magistrats et les assesseurs qui l'auront rendu, à peine de cent francs d'amende contre le greffier, et, s'il y a lieu, de prise à partie tant contre le greffier que contre les membres de la cour d'assises.

Elle sera signée dans les vingt-quatre heures de la prononciation de l'arrêt.

ART. 371.

Après avoir prononcé l'arrêt, le président pourra, selon les circonstances, exhorter l'accusé à la fermeté, à la résignation, ou à réformer sa conduite. Il l'avertira de la faculté qui lui est accordée de se pourvoir en cassation, et du terme dans lequel l'exercice de cette faculté est circonscrit.

ART. 372.

Le greffier dressera un procès-verbal de la séance, à l'effet de constater que les formalités prescrites ont été observées.

Il ne sera fait mention, au procès-verbal, ni des réponses des accusés, ni du contenu aux dépositions, sans préjudice toutefois de l'exécution de l'article 318, concernant les changemens, variations et contradictions dans les déclarations des témoins.

Le procès-verbal sera signé par le président et par le greffier.

Le défaut de procès-verbal sera puni de cinq cents francs d'amende contre le greffier.

ART. 373.

Le condamné aura trois jours francs, après celui où son arrêt lui aura été prononcé, pour déclarer au greffe qu'il se pourvoit en cassation.

Le procureur général pourra, dans le même délai, déclarer au greffe qu'il demande la cassation de l'arrêt.

La partie civile aura aussi le même délai, mais elle ne pourra se pourvoir que quant aux dispositions relatives à ses intérêts civils.

Pendant ces trois jours, et s'il y a eu recours en cassation, jusqu'à la réception de l'arrêt de la cour de cassation, il sera sursis à l'exécution de l'arrêt de la cour.

ART. 374.

Dans les cas prévus par les art. 418 à 421 du présent Code, le procureur général ou la partie civile n'auront que vingt-quatre heures pour se pourvoir.

ART. 375.

La condamnation sera exécutée dans les vingt-quatre heures qui suivront les délais mentionnés en l'art. 373, s'il n'y a point de recours en cassation, ou, en cas de recours, dans les vingt-quatre heures de la réception de l'arrêt de la cour de cassation qui aura rejeté la demande.

Toutefois, il n'est pas dérogé aux dispositions de l'art. 50 de notre ordonnance du 9 février 1827, concernant le recours en grâce.

ART. 376.

La condamnation sera exécutée par les ordres du procureur général; il aura le droit de requérir directement, pour cet effet, l'assistance de la force publique.

ART. 377.

Si le condamné veut faire une déclaration, elle sera reçue par un des juges du lieu de l'exécution, assisté du greffier.

ART. 378.

Le procès-verbal d'exécution sera, sous peine de deux cents francs d'amende, dressé par le greffier, et transcrit par lui, dans les vingt-quatre

heures, au pied de la minute de l'arrêt. La transcription sera signée par lui; et il fera mention du tout, sous la même peine, en marge du procès-verbal : cette mention sera également signée, et la transcription fera preuve comme le procès-verbal même.

ART. 379.

Lorsque, pendant les débats qui auront précédé l'arrêt de condamnation, l'accusé aura été inculpé, soit par des pièces, soit par des dépositions de témoins, sur d'autres crimes que ceux dont il était accusé; si ces crimes nouvellement manifestés méritent une peine plus grave que les premiers, ou si l'accusé a des complices en état d'arrestation, la cour ordonnera qu'il soit poursuivi, à raison de ces nouveaux faits, suivant les formes prescrites par le présent Code.

Dans ces deux cas, le procureur général surseoira à l'exécution de l'arrêt qui a prononcé la première condamnation, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le second procès.

ART. 380.

Toutes les minutes des arrêts rendus par les cours d'assises tenues à Saint-Pierre ou à la Pointe-à-Pitre, ou dans les communes de ces arrondissemens, seront réunies et déposées au greffe du tribunal de première instance établi au chef-lieu de l'arrondissement; et celles des arrêts rendus par les cours d'assises tenues au Fort-Royal ou à la Basse-Terre, ou dans des communes de ces arrondissemens, seront réunies et déposées au greffe de la cour royale. Le procureur général vérifiera toutes ces minutes, ainsi que les procès-verbaux d'assises, et sera tenu de requérir, s'il y a lieu, devant la cour royale, les condamnations contre les magistrats, dans les cas prévus par le Code d'instruction criminelle.

CHAPITRE IV.

DES ASSESSEURS ET DU TIRAGE AU SORT DE CEUX QUI DOIVENT ÊTRE APPELÉS À FAIRE PARTIE DES COURS D'ASSISES.

SECTION PREMIÈRE.

DES ASSESSEURS.

ART. 381.

Le collége des assesseurs sera composé conformément au titre IV de notre ordonnance du 24 septembre 1828, sur l'organisation judiciaire.

Les assesseurs devront être âgés au moins de trente ans révolus.

ART. 382.

Les fonctions d'assesseur sont incompatibles avec celles de membre du conseil privé, de membre de l'ordre judiciaire, de ministre du culte et de militaire en activité de service dans les armées de terre ou de mer.

Les empêchemens pour les juges, à raison de leur parenté ou de leur alliance entre eux, seront applicables aux assesseurs, soit entre eux, soit entre eux et les juges, soit entre eux et les accusés ou la partie civile.

ART. 383.

Nul ne peut être assesseur dans la même affaire où il aura été officier de police judiciaire, témoin, interprète, expert ou partie.

ART. 384.

Les assesseurs qui manqueraient à leur service, seront passibles des

peines ci-après, savoir : l'amende, l'affiche de l'arrêt de condamnation, l'exclusion du collége des assesseurs.

Ces peines seront prononcées par les trois magistrats appelés à siéger à la cour d'assises.

ART. 385.

La liste des trente assesseurs de l'arrondissement sera notifiée à chacun des accusés, au plus tard, la veille du tirage prescrit par l'article 388.

SECTION II.

DU TIRAGE AU SORT DES ASSESSEURS, ET DE LA MANIÈRE DE LES CONVOQUER.

ART. 386.

Douze jours avant l'époque fixée pour l'ouverture des assises, il sera procédé de la manière suivante au tirage des assesseurs nécessaires pour le service de la cour d'assises, d'après les dispositions des articles 67 et 68 de notre ordonnance du 24 septembre 1828.

ART. 387.

Le tirage des assesseurs qui doivent être appelés aux assises se fera, savoir : dans l'arrondissement où siége la cour royale, par le président de la cour royale, et, dans les autres arrondissemens, par le juge royal du tribunal de première instance établi au chef-lieu de l'arrondissement.

ART. 388.

Ce tirage aura lieu à la chambre du conseil, en présence du ministère public, des accusés et de leurs défenseurs.

A cet effet, le juge chargé du tirage déposera un à un dans une urne, après les avoir lus à haute et intelligible voix, les noms des assesseurs de l'arrondissement, écrits sur un bulletin.

Ne seront point mis dans l'urne les noms des assesseurs qui auraient fait le service pendant les six mois précédens, sauf les exceptions portées aux articles 393 et 395 ci-après.

ART. 389.

Cette première opération terminée, le juge tirera successivement chaque bulletin de l'urne, et lira le nom qui s'y trouve inscrit.

ART. 390.

Les accusés, quel que soit leur nombre, auront la faculté d'exercer cinq récusations péremptoires; le ministère public pourra en exercer deux. Lorsque les accusés ne se seront point concertés pour exercer leurs récusations, l'ordre des récusations s'établira entre eux d'après la gravité de l'accusation.

Dans le cas d'accusation de crimes de même gravité contre divers individus, l'ordre des récusations sera déterminé entre ceux-ci par la voie du sort.

ART. 391.

La liste des assesseurs sera définitivement formée lorsque le magistrat chargé du tirage aura obtenu, par le sort, le nombre d'assesseurs nécessaire au service de la session, sans qu'il y ait eu de récusation, ou lorsque les récusations auront été épuisées.

Procès-verbal du tout sera dressé par le greffier et signé du magistrat qui aura présidé au tirage.

ART. 392.

Sept jours au moins avant l'ouverture des assises, notification sera faite, à chacun des assesseurs, de l'extrait du procès-verbal constatant qu'il fait partie de la cour d'assises.

Cette notification sera faite, pour l'arrondissement où siége la cour royale, à la diligence du procureur général, et, pour les autres arrondissemens, à celle du procureur du Roi, du tribunal de première instance dans le ressort duquel est domicilié l'assesseur.

Elle contiendra sommation de se trouver aux jour, lieu et heure indiqués pour l'ouverture des assises.

ART. 393.

Si, au jour indiqué, un ou plusieurs assesseurs n'avaient pas satisfait à cette notification, le nombre des assesseurs sera complété par le président de la cour d'assises.

Ils seront pris, par la voie du sort, parmi les assesseurs qui résident dans la ville où se tiennent les assises.

Le ministère public et l'accusé auront chacun le droit de récuser un des assesseurs du chef-lieu que le sort aura désignés pour le remplacement de chaque assesseur absent ou empêché.

L'assesseur tombé au sort sera tenu de faire le service des assises, lors même qu'il l'aurait déjà fait pendant les six mois précédens.

ART. 394.

En cas d'assises extraordinaires, le tirage au sort aura lieu sur les noms de trente assesseurs de l'arrondissement. Le service des assises extraordinaires n'exemptera pas du service des assises ordinaires.

ART. 395.

La cour d'assises connaîtra, suivant le mode prescrit par l'article 78 de notre ordonnance précitée sur l'organisation judiciaire, des excuses présentées par les assesseurs ou en leur nom.

Dans le cas où elle ne les jugerait pas légitimes, elle condamnera, même par corps, le ministère public entendu, les assesseurs qui les auront produites à une amende qui sera, pour la première fois, de deux cents francs au moins et de cinq cents francs au plus, et, pour la seconde fois, de cinq cents francs au moins et de mille francs au plus.

Si l'assesseur encourt une troisième condamnation, l'amende sera de mille francs au moins et de deux mille francs au plus, et il pourra, en outre, être exclu du collége des assesseurs.

Les amendes seront versées à la caisse coloniale, au profit du bureau de bienfaisance de la commune où l'assesseur est domicilié. Le recouvrement en sera poursuivi à la requête du procureur général et à la diligence des receveurs de l'enregistrement.

Les arrêts de condamnation seront publiés dans les journaux de la colonie, et les arrêts d'exclusion seront, de plus, affichés dans les lieux ordinaires, aux frais de l'assesseur exclu, et au nombre d'exemplaires fixé par la cour.

ART. 396.

Les dispositions de l'article précédent sont applicables à tout assesseur qui, même s'étant rendu à son poste, se retirerait avant la fin de la session sans l'autorisation de la cour.

Les assesseurs qui ne se présenteront pas dans le costume fixé par l'article 268 de notre ordonnance sur l'organisation judiciaire, seront considérés comme ayant refusé de siéger.

ART. 397.

Les mêmes amendes que celles indiquées par l'article 395 pourront être prononcées, et le paiement poursuivi de la même manière, contre les médecins ou tous autres qui auraient délivré des certificats que la cour aurait cru devoir rejeter.

ART. 398.

Si, par quelque événement, l'examen des accusés, sur les délits ou sur quelques-uns des délits compris dans l'acte ou dans les actes d'accusation, est renvoyé à la session suivante, l'accusé ne pourra être jugé par aucun des assesseurs qui auront fait partie de la cour d'assises de laquelle est émané l'arrêt de renvoi.

TITRE IV.

DES MANIÈRES DE SE POURVOIR CONTRE LES ARRÊTS OU JUGEMENS.

CHAPITRE PREMIER.

DEMANDES EN ANNULLATION.

ART. 399.

La voie d'annullation est ouverte aux parties et au ministère public contre les jugemens rendus en dernier ressort par les tribunaux de police, pour incompétence, excès de pouvoir et contraventions à la loi.

La même voie est ouverte au procureur général, mais seulement dans l'intérêt de la loi, contre les jugemens du tribunal de première instance statuant sur l'appel des jugemens des tribunaux de police, et contre les jugemens de ces tribunaux qui auraient acquis force de chose jugée.

ART. 400.

La violation ou l'omission de l'une ou de plusieurs des formalités prescrites à peine de nullité au titre I.er, livre II du présent Code, donnera lieu, sur la poursuite des parties et du procureur général, d'après les distinctions établies en l'article précédent, à l'annullation du jugement et de ce qui a précédé, à partir du plus ancien acte nul.

Il en sera de même tant dans le cas d'incompétence que lorsqu'il aura été omis ou refusé de prononcer, soit sur une ou plusieurs demandes de l'inculpé, soit sur une ou plusieurs réquisitions du ministère public, tendant à user d'une faculté ou d'un droit accordé par la loi, bien que la peine de nullité ne fût pas textuellement attachée à l'absence de la formalité dont l'exécution aura été demandée ou requise.

ART. 401.

Lorsque le renvoi de l'inculpé aura été prononcé, nul ne pourra se prévaloir contre lui de la violation ou omission des formes prescrites pour assurer sa défense.

ART. 402.

Lorsque la peine prononcée sera la même que celle portée par la loi qui s'applique à la contravention, l'annullation du jugement ne pourra être demandée sous le prétexte qu'il y aurait erreur dans la citation du texte de la loi.

ART. 403.

Le recours en annullation contre les jugemens préparatoires et d'instruction, ou les jugemens en dernier ressort de cette qualité, ne sera ouvert qu'après le jugement définitif : l'exécution volontaire de tels jugemens préparatoires ne pourra, en aucun cas, être opposée comme fin de non-recevoir.

La présente disposition ne s'applique point aux jugemens rendus sur la compétence.

ART. 404.

Le délai de pourvoi en annullation sera, pour le ministère public et les parties, de trois jours francs après celui où le jugement aura été prononcé.

Pendant ces trois jours, et s'il y a eu recours, jusqu'à la réception de l'arrêt de la cour royale, il sera sursis à l'exécution du jugement. La déclaration de recours sera faite au greffe par la partie condamnée, et signée d'elle et du greffier; et si le déclarant ne peut ou ne veut signer, le greffier en fera mention.

Cette déclaration pourra être faite, dans la même forme, par l'avoué de la partie condamnée, ou par un fondé de pouvoir spécial; dans ce dernier cas, le pouvoir demeurera annexé à la déclaration.

Elle sera inscrite sur un registre à ce destiné; ce registre sera public, et toute personne aura le droit de s'en faire délivrer des extraits.

ART. 405.

Lorsque le recours en annullation sera exercé, soit par la partie civile, s'il y en a une, soit par le ministère public, ce recours, outre l'inscription énoncée dans l'article précédent, sera, dans le délai de trois jours, notifié à la partie contre laquelle il sera dirigé, soit à sa personne, soit au domicile par elle élu. Le délai sera augmenté d'un jour par chaque distance de trois myriamètres.

La partie civile qui se sera pourvue en annullation est tenue de joindre aux pièces une expédition authentique du jugement.

Elle est tenue, à peine de déchéance, de consigner une amende de cent francs, ou de la moitié de cette somme si le jugement est rendu par défaut.

Les condamnés de condition libre et les personnes civilement responsables sont également tenus de consigner l'amende.

ART. 406.

Sont dispensés de l'amende les agens publics pour affaires qui concernent directement l'administration et les domaines ou revenus de l'État.

A l'égard de toutes autres personnes, l'amende sera encourue par celles qui succomberont dans leur recours. Seront néanmoins dispensées de la consigner celles qui joindront à leur demande en annullation un certificat d'indigence à elles délivré par le commissaire commandant de la commune de leur domicile ou par son lieutenant, visé et approuvé par le directeur général de l'intérieur.

ART. 407.

Les condamnés, en matière de police, à une peine emportant privation de la liberté, ne seront pas admis à se pourvoir en annullation,

lorsqu'ils ne seront pas actuellement en état, ou lorsqu'ils n'auront pas été mis en liberté sous caution.

L'acte de leur écrou, ou de leur mise en liberté sous caution, sera annexé à l'acte de recours en annullation.

Néanmoins, lorsque le recours en annullation sera motivé sur l'incompétence, il suffira au demandeur, pour que son recours soit reçu, de justifier qu'il s'est actuellement constitué dans la maison de justice du lieu où siège la cour royale.

ART. 408.

Le condamné ou la partie civile, soit en faisant sa déclaration, soit dans les dix jours suivans, pourra déposer, au greffe du tribunal qui aura rendu le jugement attaqué, une requête contenant ses moyens d'annullation. Le greffier lui en donnera reconnaissance, et remettra sur-le-champ cette requête au magistrat chargé du ministère public.

ART. 409.

Après les dix jours qui suivront la déclaration, ce magistrat fera passer au procureur géneral les pièces du procès, et les requêtes des parties, si elles en ont déposé.

Le greffier du tribunal qui aura rendu le jugement attaqué, rédigera sans frais et joindra un inventaire des pièces, sous peine de cent francs d'amende, laquelle sera prononcée par la cour royale.

Dans les vingt-quatre heures de la réception des ces pièces, le procureur général les déposera au greffe de la cour royale.

Les condamnés pourront aussi transmettre directement au greffe de la cour royale, soit les expéditions ou copies signifiées tant du jugement que de leur demande en annullation. Néanmoins la partie civile ne pourra user du bénéfice de la présente disposition sans le ministère d'un avoué.

ART. 410.

La cour royale pourra statuer sur le recours en annullation aussitôt après l'expiration des délais portés au présent chapitre, et devra y sta-

tuer dans quinzaine au plus tard, à compter du jour où ces délais seront expirés.

ART. 411.

La cour royale rejettera la demande ou annullera le jugement sans qu'il soit besoin d'un arrêt préalable d'admission.

L'affaire sera jugée sur rapport d'un des membres de la cour, en audience publique. Le procureur général sera toujours entendu.

ART. 412.

Lorsque la cour royale annullera un jugement rendu en matière de police, elle prononcera le renvoi devant l'un des tribunaux de police des cantons limitrophes, lequel statuera définitivement. Lorsque l'annullation sera prononcée pour cause d'incompétence, la cour royale renverra les parties devant les juges qui devront en connaître.

Lorsque le jugement sera annullé parce que le fait qui aura donné lieu à l'application de la peine ne constituera ni délit ni contravention, le renvoi, s'il y a une partie civile, sera fait devant la juridiction civile. Dans ce cas, le tribunal civil sera saisi sans citation préalable en conciliation. S'il n'y a pas de partie civile, aucun renvoi ne sera prononcé.

Les dispositions du présent article ne seront point applicables au cas où l'annullation serait prononcée seulement dans l'intérêt de la loi.

ART. 413.

La partie civile qui succombera dans son recours en annullation, sera condamnée à une indemnité de cent cinquante francs, et aux frais envers la partie acquittée, absoute ou renvoyée. La partie civile sera de plus condamnée envers l'État à une amende de cent cinquante francs, ou de soixante-quinze francs seulement, si le jugement a été rendu par défaut.

Les administrations ou régies de l'État et les agens publics qui succomberont ne seront condamnés qu'aux frais et à l'indemnité.

ART. 414.

Lorsque le jugement aura été annullé, l'amende consignée sera rendue

sans aucun délai, en quelques termes que soit conçu l'arêt qui aura statué sur le recours, et quand même il aurait omis d'en ordonner la restitution.

ART. 415.

Lorsqu'une demande en annullation aura été rejettée, la partie qui l'avait formée ne pourra plus se pourvoir en annullation contre ce même jugement sous quelque prétexte et par quelque moyen que ce soit.

ART. 416.

L'arrêt de la cour royale qui aura rejeté la demande sera délivré, dans le délai de trois jours, au procureur général près cette cour, qui l'adressera au greffe du tribunal qui aura rendu le jugement attaqué.

Lorsque le jugement aura été annullé, expédition de l'arrêt d'annullation sera, à la diligence du procureur général, transcrite en marge ou à la suite du jugement annullé. Le greffier devra certifier au procureur général de l'exécution de cette disposition.

CHAPITRE II.

DES DEMANDES EN CASSATION.

SECTION PREMIÈRE.

DES NULLITÉS EN MATIÈRE CRIMINELLE.

ART. 417.

Lorsque l'accusé aura subi une condamnation, et que dans l'instruction et la procédure qui auront été faites devant la Cour d'assises, ou dans l'arrêt de condamnation, il y aura eu violation ou omission des dispositions des articles 253 et 257 du présent Code, sur la composition des cours d'assises; de l'article 383 sur les motifs d'incapacité des assesseurs; de l'article 385 sur la notification de la liste des assesseurs aux

accusés; des articles 390 et 393 sur l'exercice du droit de récusation; de l'article 294 sur le choix d'un défenseur, et, à défaut de choix, sur la nomination d'un défenseur d'office; de l'article 317 sur le serment à exiger des témoins; de l'article 332 sur la nomination et le serment d'un interprète; de l'article 344 sur la majorité nécessaire pour la déclaration de culpabilité; et de l'article 369 sur l'insertion au jugement des termes de la loi pénale appliquée : cette violation ou cette omission donnera lieu, sur la poursuite de la partie condamnée, ou du ministère public, à la cassation de l'arrêt de condamnation et de ce qui l'a précédé, à partir du plus ancien acte nul.

Il en sera de même, tant dans les cas d'incompétence que lorsqu'il y aura eu violation ou fausse application des lois pénales, ou violation des dispositions de l'article 4 de notre ordonnance du 24 septembre 1828 sur l'organisation judiciaire, en ce qui concerne la publicité et l'obligation de motiver les arrêts.

ART. 418.

Dans le cas d'acquittement de l'accusé, la cassation de l'arrêt qui l'aura prononcé, et de ce qui l'aura précédé, ne pourra être poursuivie par le ministère public que dans l'intérêt de la loi et sans préjudicier à la partie acquittée.

ART. 419.

Lorsque la nullité procédera de ce que l'arrêt aura prononcé une peine autre que celle appliquée par la loi à la nature du crime, la cassation de l'arrêt pourra être poursuivie tant par le ministère public que par la partie condamnée.

La même action appartiendra au ministère public contre les arrêts d'absolution mentionnés en l'article 364, si l'absolution a été prononcée sur le fondement de la non-existence d'une loi pénale qui pourtant aurait existé.

ART. 420.

Lorsque la peine prononcée sera la même que celle portée par la loi

qui s'applique au crime, nul ne pourra demander la cassation de l'arrêt, sous prétexte qu'il y aurait erreur dans la citation du texte de la loi.

ART. 421.

Dans aucun cas, la partie civile ne pourra poursuivre la cassation d'un arrêt d'acquittement, ou d'un arrêt d'absolution; mais si l'arrêt a prononcé contre elle des condamnations civiles, supérieures aux demandes de la partie acquittée ou absoute, cette disposition de l'arrêt pourra être annullée sur la demande de la partie civile.

SECTION II.

DES NULLITÉS EN MATIÈRE CORRECTIONNELLE.

ART. 422.

Les voies de cassation exprimées en l'article 417 sont, en matière correctionnelle, respectivement ouvertes à la partie poursuivie pour un délit, au ministère public, et à la partie civile, s'il y en a une, contre tous arrêts, sans distinction de ceux qui ont prononcé le renvoi de la partie, ou sa condamnation.

Néanmoins, lorsque le renvoi de cette partie aura été prononcé, nul ne pourra se prévaloir contre elle de la violation ou omission des formes prescrites pour assurer sa défense.

La disposition de l'article 420 est applicable aux arrêts rendus en matière correctionnelle.

SECTION III.

DISPOSITIONS COMMUNES AUX DEUX SECTIONS PRÉCÉDENTES.

ART. 423.

Dans le cas où la cour de cassation annullera une instruction, elle pourra ordonner que les frais de la procédure à recommencer seront à la charge de l'officier ou du juge instructeur qui aura commis la nullité.

Néanmoins, la présente disposition n'aura lieu que pour des fautes très-graves, et à l'égard seulement des nullités qui seront commises deux ans après la mise en activité du présent Code.

SECTION IV.

DES FORMES, DES DÉLAIS ET DES EFFETS DU POURVOI EN CASSATION.

ART. 424.

Le recours en cassation contre les arrêts préparatoires et d'instruction ne sera ouvert qu'après l'arrêt définitif; l'exécution volontaire de tels arrêts préparatoires ne pourra, en aucun cas, être opposée comme fin de non recevoir.

La présente disposition sera applicable aux arrêts par lesquels, soit une cour d'assises, soit une cour royale, jugeant correctionnellement, statuant sur leur compétence, auront retenu la connaissance du procès.

ART. 425.

Les dispositions de l'art. 373 du présent Code, sur le pourvoi en cassation contre les arrêts des cours d'assises, sont applicables au pourvoi en cassation contre les arrêts des cours royales jugeant correctionnellement.

ART. 426.

La déclaration du recours sera faite au greffe par la partie condamnée et signée d'elle et du greffier; et, si le déclarant ne peut ou ne veut signer, le greffier en fera mention : cette déclaration pourra être faite, dans la même forme, par l'avoué de la partie condamnée, ou par un fondé de pouvoir spécial; dans ce dernier cas, le pouvoir demeurera annexé à la déclaration; elle sera inscrite sur un registre à ce destiné; ce registre sera public, et toute personne aura le droit de s'en faire délivrer des extraits.

Lorsque le recours en cassation contre un arrêt rendu en matière criminelle ou correctionnelle sera exercé, soit par la partie civile, s'il y en a une, soit par le ministère public, ce recours, outre l'inscription énoncée au présent article, sera notifié à la partie contre laquelle il sera dirigé,

dans le délai de trois jours. Lorsque cette partie sera actuellement détenue, l'acte, contenant la déclaration de recours, lui sera lu par le greffier; elle le signera, ou si elle ne le veut ou ne le peut, le greffier en fera mention; lorsqu'elle sera en liberté, le demandeur en cassation lui notifiera son recours par le ministère d'un huissier, soit à sa personne, soit au domicile par elle élu; le délai sera, en ce cas, augmenté d'un jour par chaque distance de trois myriamètres, si la partie demeure dans la colonie; si la partie demeure hors de la colonie, la signification sera faite dans les trois jours, au parquet du procureur général qui transmettra la copie, suivant les règles ordinaires.

ART. 427.

La partie civile qui se sera pourvue en cassation est tenue de joindre aux pièces une expédition authentique de l'arrêt; elle est tenue, à peine de déchéance, de consigner une amende de 150 fr., ou de la moitié de cette somme, si l'arrêt est rendu par contumace ou par défaut.

Sont dispensés de l'amende, 1.° les condamnés en matière criminelle; 2.° les agens publics pour affaires qui concernent directement l'administration et les domaines, ou revenus de l'État. A l'égard de toutes autres personnes, l'amende sera encourue par celles qui succomberont dans leur recours. Seront néanmoins dispensées de la consigner celles qui joindront à leur demande en cassation un certificat d'indigence à elles délivré par le commissaire commandant de leur commune, ou par son lieutenant, visé et approuvé par le directeur général de l'intérieur.

ART. 428.

Les condamnés, même en matière correctionnelle, à une peine emportant privation de la liberté, ne seront point admis à se pourvoir en cassation, lorsqu'ils ne seront pas actuellement en état, ou lorsqu'ils n'auront pas été mis en liberté sous caution: l'acte de leur écrou, ou de leur mise en liberté sous caution, sera annexé à l'acte de recours en cassation.

ART. 429.

Le condamné ou la partie civile, soit en faisant sa déclaration, soit

dans les dix jours suivans, pourra déposer au greffe de la cour, qui aura rendu l'arrêt attaqué, une requête contenant ses moyens de cassation : le greffier lui en donnera reconnaissance, et remettra sur-le-champ cette requête au magistrat chargé du ministère public.

Ce magistrat fera passer au gouverneur les pièces du procès, et les requêtes des parties, si elles en ont déposé. Le greffier de la cour qui aura rendu l'arrêt rédigera sans frais, et joindra un inventaire des pièces, sous peine de cent francs d'amende, laquelle sera prononcée par le conseil privé. Le gouverneur adressera à notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, par le premier navire qui partira pour France, toutes les pièces du procès.

ART. 430.

Dans les vingt-quatre heures de la réception de ces pièces, notre ministre de la marine et des colonies les adressera au ministre de la justice, pour être transcrites à la cour de cassation.

Les condamnés pourront transmettre directement au greffe de la cour de cassation, soit leurs requêtes, soit les expéditions ou copies signifiées, tant de l'arrêt que de leur demande.

ART. 431.

La cour de cassation devra statuer toutes affaires cessantes, et dans la quinzaine au plus tard, à compter du jour du dépôt des pièces en son greffe.

Elle rejettera la demande, ou annullera l'arrêt, sans qu'il soit besoin d'un arrêt préalable d'admission.

ART. 432.

Lorsque la cour de cassation annullera un arrêt rendu en matière correctionnelle par une cour royale, elle renverra le procès et les parties devant une autre cour royale.

Lorsqu'un arrêt de cour d'assises sera annullé, le procès sera renvoyé devant une cour d'assises autre que celle qui aura rendu l'arrêt, et cons-

tituée de la même manière. Toutefois, si l'arrêt est annullé aux chefs seulement qui concernent les intérêts civils, le renvoi aura lieu devant un tribunal de première instance, autre que celui auquel aura appartenu le juge d'instruction; dans ce cas, le tribunal sera saisi sans citation préalable en conciliation.

En matière criminelle ou correctionnelle, si l'arrêt et la procédure sont annullés pour cause d'incompétence, la cour de cassation renverra le procès devant les juges qui doivent en connaître, et les désignera. Toutefois, si la compétence se trouvait appartenir au tribunal de première instance où siége le juge qui aurait fait la première instruction, le renvoi sera fait à un autre tribunal de première instance. Lorsque l'arrêt sera annullé, parce que le fait qui aura donné lieu à une condamnation se trouvera n'être pas un délit, qualifié par la loi, le renvoi, s'il y a une partie civile, sera fait devant un tribunal de première instance, autre que celui auquel aura appartenu le juge d'instruction; et, s'il n'y a pas de partie civile, aucun renvoi ne sera prononcé.

ART. 433.

Dans le cas où la cour de cassation est autorisée à choisir une cour ou un tribunal pour le jugement d'une affaire renvoyée, ce choix ne pourra résulter que d'une délibération spéciale, prise en la chambre du conseil, immédiatement après la prononciation de l'arrêt de cassation, et dont il sera fait mention expresse dans cet arrêt.

ART. 434.

Si l'arrêt d'une cour d'assises a été annullé pour avoir prononcé une peine autre que celle que la loi applique à la nature du crime, ou pour avoir prononcé l'absolution de l'accusé dans un cas où le fait, déclaré constant, était qualifié crime ou délit, par la loi, la cour d'assises, à qui le procès sera renvoyé, rendra son arrêt d'après la déclaration de la première cour, sur la question de fait.

Si l'arrêt a été annullé pour autre cause, il sera procédé à de nouveaux débats devant la cour d'assises à laquelle le procès sera renvoyé.

La cour de cassation n'annullera qu'une partie de l'arrêt lorsque la nullité ne viciera qu'une ou quelques-unes de ses dispositions.

ART. 435.

L'accusé dont la condamnation aura été annullée, et qui devra subir un nouveau jugement au criminel, sera traduit, en état d'arrestation, et en exécution de l'ordonnance de prise de corps, devant la cour d'assises à qui son procès sera renvoyé.

ART. 436.

La partie civile qui succombera dans son recours, soit en matière criminelle, soit en matière correctionnelle, sera condamnée à une indemnité de cent cinquante francs et aux frais envers la partie acquittée, absoute ou renvoyée; la partie civile sera de plus condamnée envers l'État à une amende de cent cinquante francs, ou de soixante-quinze francs seulement, si l'arrêt a été rendu par coutumace, ou par défaut.

Les administrations des régies de l'État, et les agens publics qui succomberont, ne seront condamnés qu'aux frais et à l'indemnité.

ART. 437.

Lorsque l'arrêt aura été annullé, l'amende consignée sera rendue sans aucun délai, en quelques termes que soit conçu l'arrêt qui aura statué sur le recours, et quand même il aurait omis d'en ordonner la restitution.

ART. 438.

Lorsqu'une demande en cassation aura été rejetée, la partie qui l'avait formée ne pourra plus se pourvoir en cassation contre ce même arrêt, sous quelque prétexte, et par quelque moyen que ce soit.

ART. 439.

L'arrêt qui aura rejeté la demande en cassation sera délivré dans les trois jours au procureur général près la cour de cassation, par simple extrait signé du greffier, lequel sera adressé par duplicata au ministre de

la marine et des colonies, et envoyé par celui-ci au gouverneur de la colonie dans laquelle aura été rendu l'arrêt. Le gouverneur transmettra cet extrait au procureur général de la cour royale.

ART. 440.

Lorsqu'après une première cassation, le deuxième arrêt sur le fond sera attaqué par les mêmes moyens, il sera procédé ainsi qu'il est prescrit par la loi du 30 juillet 1828, *sur l'interprétation des lois.*

SECTION V.

DU POURVOI EN CASSATION SUR L'ORDRE DU GOUVERNEMENT.

ART. 441.

Lorsque, sur l'exhibition d'un ordre formel à lui donné par le ministre de la justice, sur la demande de notre ministre de la marine, le procureur général près la cour de cassation dénoncera à la section criminelle des actes judiciaires, arrêts ou jugemens contraires à la loi, ces actes, arrêts ou jugemens pourront être annullés, et les officiers de police ou les juges poursuivis, s'il y a lieu, de la manière exprimée au chapitre III du titre V du présent Livre.

SECTION VI.

DU POURVOI EN CASSATION DANS L'INTÉRÊT DE LA LOI.

ART. 442.

Lorsqu'il aura été rendu par une cour royale, ou par une cour d'assises, un arrêt sujet à cassation, et contre lequel néanmoins aucune des parties n'aurait réclamé dans le délai déterminé, le procureur général près la cour de cassation pourra, en vertu d'un ordre du ministre de la justice, donné sur la demande du ministre de la marine, ou même d'office, et nonobstant l'expiration du délai, en donner connaissance à la cour de cassation; l'arrêt sera cassé, mais dans l'intérêt de la loi seulement, et sans que les parties puissent s'en prévaloir pour s'opposer à son exécution.

CHAPITRE III.

DES DEMANDES EN RÉVISION.

ART. 443.

Lorsqu'un accusé aura été condamné pour un crime ; et qu'un autre accusé aura aussi été condamné par un autre arrêt comme auteur du même crime, si les deux arrêts ne peuvent se concilier et sont la preuve de l'innocence de l'un ou de l'autre condamné, l'exécution des deux arrêts sera suspendue par l'ordre du gouverneur.

Le gouverneur, soit d'office, soit sur la réclamation des condamnés ou de l'un d'eux, ou du procureur général, chargera le contrôleur colonial de déférer les deux arrêts au conseil privé.

Ledit conseil, après avoir vérifié que les deux arrêts ne peuvent se concilier, annullera les deux arrêts, et renverra les accusés, pour être procédé, sur les actes d'accusation subsistans, devant une cour d'assises autrement composée que celles qui auront rendu les deux arrêts.

ART. 444.

Lorsqu'après une condamnation pour homicide, il sera, d'ordre exprès du gouverneur, adressé au conseil privé des pièces représentées postérieurement à la condamnation et propres à faire naître de suffisans indices sur l'existence de la personne dont la mort supposée aurait donné lieu à la condamnation, le conseil privé pourra, préparatoirement, désigner un conseiller de la cour royale ou le juge royal pour vérifier l'existence et l'identité de la personne prétendue homicidée, et les constater par l'interrogatoire de cette personne, par audition de témoins et par tous les moyens propres à mettre en évidence le fait destructif de la condamnation.

L'exécution de la condamnation sera de plein droit suspendue par l'ordre du gouverneur.

Le conseil privé, sur le rapport du magistrat délégué, et après avoir

interrogé de nouveau la personne prétendue homicidée, prononcera sur l'identité ou la non-identité de cette personne, pourra annuller l'arrêt de condamnation, et même renvoyer, s'il y a lieu, l'affaire à une cour d'assises autrement composée que celle qui en aurait primitivement connu.

ART. 445.

Lorsque, après une condamnation contre un accusé, l'un ou plusieurs des témoins qui avaient déposé à charge contre lui seront poursuivis pour avoir porté un faux témoignage dans le procès-verbal, et si l'accusation en faux témoignage est admise contre eux, ou même s'il est décerné contre eux des mandats d'arrêt, il sera sursis à l'exécution de l'arrêt de condamnation, quand même le conseil privé aurait précédemment déclaré qu'il n'y avait pas lieu à surseoir.

Si les témoins sont ensuite condamnés pour faux témoignage à charge, le gouverneur, soit d'office, soit sur la réclamation de l'individu condamné par le premier arrêt, soit, si le condamné est un esclave, sur la réclamation de son maître, chargera le contrôleur colonial de dénoncer le fait au conseil privé.

Ce conseil, après avoir vérifié la déclaration de la cour d'assises sur le point de fait qui aura servi de base au second arrêt, annullera le premier arrêt, si, d'après cette décision, les témoins sont convaincus de faux témoignage à charge contre le premier condamné; et pour être procédé contre l'accusé sur l'acte d'accusation susisbtant, il renverra devant une cour d'assises autrement composée que celles qui auront rendu soit le premier, soit le second arrêt.

Les témoins condamnés pour faux témoignage ne pourront être entendus dans les nouveaux débats.

Si les accusés de faux témoignage sont acquittés, le sursis sera levé de droit, et l'arrêt de condamnation sera exécuté.

ART. 446.

Dans les cas prévus par les articles 443, 444 et 445, le conseil privé

se constituera conformément aux dispositions de l'article 179 de notre ordonnance du 9 février 1827.

Aux mêmes cas et lorsque les membres de la cour qui n'auront pas coopéré auxdits arrêts ne seront pas en nombre suffisant pour la composition de la nouvelle cour, ce nombre sera complété en appelant, soit le juge royal, soit des juges auditeurs ayant l'âge requis, ou, à leur défaut, des magistrats honoraires ou des avocats-avoués.

Les arrêts du conseil privé seront motivés et rendus en audience publique : toutefois le nombre des assistans ne pourra excéder le triple de celui des membres du conseil.

Les arrêts du conseil privé en matière de révision ne seront pas susceptibles d'être attaqués par voie de cassation.

ART. 447.

Lorsqu'il y aura lieu de réviser une condamnation pour la cause exprimée en l'article 444, et que cette condamnation aura été portée contre un individu mort depuis, le conseil privé créera un curateur à sa mémoire, avec lequel se fera l'instruction, et qui exercera tous les droits du condamné.

Si, par le résultat de la nouvelle procédure, la première condamnation se trouve avoir été portée injustement, le nouvel arrêt déchargera la mémoire du condamné de l'accusation qui avait été portée contre lui.

TITRE V.

DE QUELQUES PROCÉDURES PARTICULIÈRES.

CHAPITRE PREMIER.

DU FAUX.

ART. 448.

Dans tous les procès pour faux en écriture, la pièce arguée de faux,

aussitôt qu'elle aura été produite, sera déposée au greffe, signée et paraphée à toutes les pages par le greffier, qui dressera un procès-verbal détaillé de l'état matériel de la pièce, et par la personne qui l'aura déposée, si elle sait signer, ce dont il sera fait mention; le tout à peine de cent francs d'amende contre le greffier qui l'aura reçue sans que cette formalité ait été remplie.

ART. 449.

Si la pièce arguée de faux est tirée d'un dépôt public, le fonctionnaire qui s'en dessaisira la signera aussi et la paraphera comme il vient d'être dit, sous peine d'une pareille amende.

ART. 450.

La pièce arguée de faux sera de plus signée par l'officier de police judiciaire, et par la partie civile ou son avoué, si ceux-ci se présentent.

Elle le sera également par le prévenu, au moment de sa comparution.

Si les comparans, ou quelques-uns d'entre eux, ne peuvent pas ou ne veulent pas signer, le procès-verbal en fera mention.

En cas de négligence ou d'omission, le greffier sera puni de cent francs d'amende.

ART. 451.

Les plaintes et dénonciations en faux pourront toujours être suivies, lors même que les pièces qui en sont l'objet auraient servi de fondement à des actes judiciaires ou civils.

ART. 452.

Tout dépositaire public ou particulier de pièces arguées de faux est tenu, sous peine d'y être contraint par corps, de les remettre, sur l'ordonnance donnée par l'officier du ministère public ou par le juge d'instruction.

Cette ordonnance et l'acte de dépôt lui serviront de décharge envers tous ceux qui auront intérêt à la pièce.

ART. 453.

Les pièces qui seront fournies pour servir de comparaison seront signées et paraphées comme il est dit aux trois premiers articles du présent chapitre pour la pièce arguée de faux, et sous les mêmes peines.

ART. 454.

Tous dépositaires publics pourront être contraints, même par corps, à fournir les pièces de comparaison qui seront en leur possession : l'ordonnance par écrit et l'acte de dépôt leur serviront de décharge envers ceux qui pourraient avoir intérêt à ces pièces.

ART. 455.

S'il est nécessaire de déplacer une pièce authentique, il en sera laissé au dépositaire une copie collationnée, laquelle sera vérifiée sur la minute ou l'original par le juge royal, qui en dressera procès-verbal; et si le dépositaire est une personne publique, cette copie sera par lui mise au rang de ses minutes, pour en tenir lieu jusqu'au renvoi de la pièce, et il pourra en délivrer des grosses ou expéditions, en faisant mention du procès-verbal.

Néanmoins, si la pièce se trouve faire partie d'un registre, de manière à ne pouvoir en être momentanément distraite, le tribunal pourra, en ordonnant l'apport du registre, dispenser de la formalité établie par le présent article.

ART. 456.

Les écritures privées peuvent aussi être produites pour pièces de comparaison, et être admises à ce titre, si les parties intéressées les reconnaissent.

Néanmoins les particuliers qui, même de leur aveu, en sont possesseurs, ne peuvent être immédiatement contraints à les remettre; mais si, après avoir été cités devant le tribunal saisi pour faire cette remise ou

déduire les motifs de leur refus, ils succombent, l'arrêt ou le jugement pourra ordonner qu'ils y seront contraints par corps.

ART. 457.

Lorsque les témoins s'expliqueront sur une pièce du procès, ils la parapheront et la signeront; et s'ils ne peuvent signer, le procès-verbal en fera mention.

ART. 458.

Si, dans le cours d'une instruction ou d'une procédure, une pièce produite est arguée de faux par l'une des parties, elle sommera l'autre de déclarer si elle entend se servir de la pièce.

ART. 459.

La pièce sera rejetée du procès si la partie déclare qu'elle ne veut pas s'en servir, ou si, dans le délai de huit jours, elle ne fait aucune déclaration; et il sera passé outre à l'instruction et au jugement.

Si la partie déclare qu'elle entend se servir de la pièce, l'instruction sur le faux sera suivie incidemment devant la cour ou le tribunal saisi de l'affaire principale.

ART. 460.

Si la partie qui a argué de faux la pièce, soutient que celui qui l'a produite est l'auteur ou le complice du faux, ou s'il résulte de la procédure que l'auteur ou le complice du faux soit vivant, et la poursuite du crime non éteinte par la prescription, l'accusation sera suivie criminellement dans les formes ci-dessus prescrites.

Si le procès est engagé au civil, il sera sursis au jugement jusqu'à ce qu'il ait été prononcé sur le faux.

S'il s'agit de crimes, délits ou contraventions, la cour ou le tribunal saisi est tenu de décider préalablement, et après avoir entendu l'officier chargé du ministère public, s'il y a lieu ou non à surseoir.

ART. 461.

Le prévenu, ou l'accusé, pourra être requis de produire et de former

un corps d'écriture; en cas de refus ou de silence, le procès-verbal en fera mention.

ART. 462.

Si une cour ou un tribunal trouve, dans la visite d'un procès, même civil, des indices sur un faux et sur la personne qui l'a commis, l'officier chargé du ministère public ou le président transmettra les pièces au substitut du procureur général près le juge d'instruction, soit du lieu où le délit paraîtra avoir été commis, soit du lieu où le prévenu pourra être saisi; et il pourra même délivrer le mandat d'amener.

ART. 463.

Lorsque des actes authentiques auront été déclarés faux en tout ou en partie, la cour où le tribunal qui aura connu du faux, ordonnera qu'ils soient rétablis, rayés ou réformés, et du tout il sera dressé procès-verbal.

Les pièces de comparaison seront renvoyées dans les dépôts d'où elles auront été tirées, ou seront remises aux personnes qui les auront communiquées, le tout dans le délai de quinzaine à compter du jour de l'arrêt ou du jugement, à peine d'une amende de cent francs contre le greffier.

ART. 464.

Le surplus de l'instruction sur le faux se fera comme sur les autres délits, sauf l'exception suivante:

Les présidens des cours d'assises et les juges de paix pourront continuer hors de leur ressort les visites nécessaires chez les personnes soupçonnées d'avoir fabriqué, introduit, distribué de faux papiers royaux, de faux billets de banque de France ou des colonies françaises.

La présente disposition a lieu également pour le crime de fausse monnaie, ou de contrefaction du sceau de l'État ou du sceau colonial.

CHAPITRE II.

DES CONTUMACES.

ART. 465.

Lorsqu'après un arrêt de mise en accusation, l'accusé n'aura pu être saisi, ou ne se présentera pas dans les dix jours de la notification qui en aura été faite à son domicile,

Ou lorsqu'après s'être présenté ou avoir été saisi, il se sera évadé,

Le président de la cour d'assises, ou, en son absence, le magistrat chargé de le remplacer, rendra une ordonnance portant qu'il sera tenu de se représenter dans un nouveau délai de dix jours; sinon, qu'il sera déclaré rebelle à la loi, qu'il sera procédé contre lui, et que toute personne est tenue d'indiquer le lieu où il se trouve, et en outre, suivant sa qualité, qu'il sera suspendu de l'exercice des droits de citoyen, que ses biens seront séquestrés pendant l'instruction de la contumace, et que toute action en justice lui sera interdite pendant le même temps.

Cette ordonnance fera de plus mention du crime et de l'ordonnance de prise de corps.

ART. 466.

Cette ordonnance sera publiée à son de trompe ou de caisse, le dimanche suivant, et affichée à la porte du domicile de l'accusé, à celle de son maître s'il est esclave, à celle du commissaire commandant de la commune ou de son lieutenant, et à celle de l'auditoire de la cour d'assises.

Le procureur général ou le procureur du Roi adressera aussi cette ordonnance au receveur des domaines et de l'enregistrement du domicile du contumax.

ART. 467.

Après un délai de dix jours, il sera procédé au jugement de la contumace.

ART. 468.

Aucun conseil, aucun avoué, ne pourra se présenter pour défendre l'accusé contumax.

Si l'accusé est absent du territoire de la colonie, ou s'il est dans l'impossibilité absolue de se rendre, ses parens ou ses amis pourront présenter son excuse et en plaider la légitimité.

ART. 469.

Si la cour trouve l'excuse légitime, elle ordonnera qu'il sera sursis au jugement de l'accusé et au séquestre de ses biens, pendant un temps qui sera fixé, eu égard à la nature de l'excuse et à la distance des lieux.

ART. 470.

Hors ce cas, il sera procédé de suite à la lecture de l'arrêt de renvoi à la cour d'assises, de l'acte de notification de l'ordonnance ayant pour objet la représentation du contumax, et des procès-verbaux dressés pour en constater la publication et l'affiche.

Après cette lecture, la cour, sur les conclusions du procureur général ou de son substitut, prononcera sur la contumace.

Si l'instruction n'est pas conforme à la loi, la cour la déclarera nulle, et ordonnera qu'elle sera recommencée à partir du plus ancien acte illégal.

Si l'instruction est régulière, la cour prononcera sur l'accusation et statuera sur les intérêts civils, le tout conformément à l'article 77 de l'ordonnance du 24 septembre 1828.

ART. 471.

Si le contumax est condamné, ses biens seront, à partir de l'exécution de l'arrêt, considérés et régis comme biens d'absent, et le compte du séquestre sera rendu à qui il appartiendra, après que la condamnation sera devenue irrévocable par l'expiration du délai donné pour purger la contumace.

ART. 472.

Extrait du jugement de condamnation sera, dans les trois jours de la prononciation, à la diligence du procureur général ou de son substitut, affiché par l'exécuteur des jugemens criminels à un poteau qui sera planté au milieu de l'une des places publiques de la ville chef-lieu de l'arrondissement où le crime aura été commis.

Pareil extrait sera, dans le même délai, adressé au receveur des domaines et droits d'enregistrement du domicile du contumax.

ART. 473.

Le recours en cassation ne sera ouvert contre les jugemens de contumace qu'au procureur général, dans les cas prévus par l'article 442, et à la partie civile en ce qui la regarde.

ART. 474.

En aucun cas, la contumace d'un accusé ne suspendra ni ne retardera de plein droit l'instruction à l'égard de ses co-accusés présens.

La cour pourra ordonner, après le jugement de ceux-ci, la remise des effets déposés au greffe comme pièces de conviction, lorsqu'ils seront réclamés par les propriétaires ou ayant-droit. Elle pourra aussi ne l'ordonner qu'à charge de représenter, s'il y a lieu.

Cette remise sera précédée d'un procès-verbal de description, dressé par le greffier, à peine de cent francs d'amende.

ART. 475.

Durant le séquestre, il peut être accordé des secours à la femme, aux enfans, au père ou à la mère de l'accusé, s'ils sont dans le besoin.

Ces secours seront réglés par l'autorité administrative.

ART. 476.

Si l'accusé se constitue prisonnier, ou s'il est arrêté avant que la peine soit éteinte par prescription, le jugement rendu par contumace et les

procédures faites contre lui seront anéantis de plein droit depuis l'ordonnance de se représenter, et il sera procédé à son égard dans la forme ordinaire.

Si cependant la condamnation par contumace était de nature à emporter la mort civile, et si l'accusé n'a été arrêté ou ne s'est représenté qu'après les cinq ans qui ont suivi l'exécution du jugement de contumace, ce jugement, conformément à l'article 30 du Code civil, conservera pour le passé les effets que la mort civile aurait produits dans l'intervalle écoulé depuis l'expiration des cinq ans jusqu'au jour de la comparution de l'accusé en justice.

ART. 477.

Dans les cas prévus par l'article précédent, si, pour quelque cause que ce soit, des témoins ne peuvent être produits aux débats, leurs dépositions écrites et les réponses écrites des autres accusés du même délit seront lues à l'audience : il en sera de même de toutes les autres pièces qui seront jugées par le président être de nature à répandre la lumière sur le délit et les coupables.

ART. 478.

Le contumax qui, après s'être représenté, obtiendrait son renvoi de l'accusation, sera toujours condamné aux frais occasionnés par sa contumace.

CHAPITRE III.

DES CRIMES COMMIS PAR DES JUGES HORS DE LEURS FONCTIONS, ET DANS L'EXERCICE DE LEURS FONCTIONS.

SECTION PREMIÈRE.

DE LA POURSUITE ET INSTRUCTION CONTRE LES JUGES, POUR CRIMES OU DÉLITS PAR EUX COMMIS HORS DE LEURS FONCTIONS.

ART. 479.

Lorsqu'un juge de paix, un membre des tribunaux de première instance ou un officier chargé du ministère public près l'un de ces tribunaux sera prévenu d'avoir commis, hors de ses fonctions, un crime ou un délit, les fonctions ordinairement dévolues au juge d'instruction et au procureur du Roi seront immédiatement remplies par le président et le procureur général, chacun en ce qui le concerne, ou par tels autres officiers qu'ils auront respectivement et spécialement désignés à cet effet.

Dans le cas où il existera un corps de délit, il pourra être constaté par tout officier de police judiciaire.

Il sera procédé ensuite, et dans la forme ordinaire, soit à la mise en accusation, soit à la mise en jugement.

Néanmoins, s'il s'agit seulement d'un délit et que le procureur général juge qu'il n'est pas nécessaire de procéder à une instruction préalable, ce magistrat pourra citer directement le prévenu devant la cour royale, conformément à l'article 182 du présent Code.

ART. 480.

Supprimé.

ART. 481.

Si c'est un membre de la cour royale ou un officier exerçantprès d'elle le ministère public qui soit prévenu d'avoir commis un délit ou un

crime hors de ses fonctions, l'officier qui aura reçu les dénonciations ou les plaintes, sera tenu d'en envoyer de suite des copies au gouverneur, sans aucun retard de l'information.

ART. 482.

Le gouverneur désignera sur-le-champ les magistrats qui rempliront les fonctions de juge d'instruction et du ministère public.

Dans le cas où la mise en accusation du magistrat inculpé serait prononcée, le gouverneur, en conseil, désignera celle des deux cours d'assises devant laquelle l'accusation sera portée, et nommera les magistrats qui devront en faire partie.

SECTION II.

DE LA POURSUITE ET INSTRUCTION CONTRE DES JUGES ET TRIBUNAUX AUTRES QUE LES COURS ROYALES ET LES COURS D'ASSISES, POUR FORFAITURE ET AUTRES CRIMES OU DÉLITS RELALIFS À LEURS FONCTIONS.

ART. 483.

Lorsqu'un juge de paix, un officier de police judiciaire ou un officier chargé du ministère public près l'un des tribunaux de police, sera prévenu d'avoir commis, dans l'exercice de ses fonctions, un délit ou un crime, il sera procédé conformément à l'article 479.

ART. 484.

Lorsque des fonctionnaires de la qualité exprimée en l'article précédent seront prévenus d'avoir commis un crime emportant la peine de forfaiture ou autre plus grave, les fonctions ordinairement dévolues au juge d'instruction et au procureur du Roi seront immédiatement remplies par le président et le procureur général près la cour royale, chacun en ce qui le concerne, ou par tels autres officiers qu'ils auront respectivement et spécialement désignés à cet effet.

Jusqu'à cette délégation, et dans le cas où il existerait un corps de

délit, il pourra être constaté par tout officier de police judiciaire; et pour le surplus de la procédure, on suivra les dispositions générales du présent Code.

ART. 485.

Lorsque le délit ou le crime commis dans l'exercice des fonctions sera imputé soit à un membre du tribunal de première instance ou à un officier chargé du ministère public près ce tribunal, soit au tribunal entier de première instance, soit individuellement à un ou plusieurs des membres de la cour royale et au procureur général et substitut près cette cour, il sera procédé ainsi qu'il suit.

ART. 486.

Le délit ou le crime sera dénoncé au ministère de la marine, qui, s'il y a lieu, adressera les pièces au ministère de la justice pour qu'il soit donné ordre au procureur général près la cour de cassation d'exercer des poursuites.

ART. 487.

Si le procureur général près la cour de cassation ne trouve pas dans les pièces à lui transmises par le ministre de la justice, ou produites par les parties, tous les renseignemens qu'il jugera nécessaires, il sera, sur son réquisitoire, désigné par le premier président de cette cour un de ses membres pour l'audition des témoins et tous autres actes d'instruction qu'il peut y avoir lieu de faire dans la ville où siège la cour de cassation.

ART. 488.

Lorsqu'il y aura des témoins à entendre ou des actes d'instruction à faire hors de la ville où siège la cour de cassation, le premier président de cette cour fera, à ce sujet, toutes délégations nécessaires à un juge d'instruction, même d'un ressort autre que celui du tribunal ou du juge prévenu.

ART. 489.

Après avoir entendu les témoins et terminé l'instruction qui lui aura

été déléguée, le juge d'instruction mentionné en l'article précédent renverra les procès-verbaux et les autres actes, clos et cachetés, au premier président de la cour de cassation.

ART. 490.

Sur le vu, soit des pièces qui auront été transmises par le ministre de la justice ou produites par les parties, soit des renseignemens ultérieurs qu'il se sera procurés, le premier président décernera, s'il y a lieu, le mandat de dépôt.

Ce mandat désignera la maison d'arrêt dans laquelle le prévenu devra être déposé.

ART. 491.

Le premier président de la cour de cassation ordonnera de suite la communication de la procédure au procureur général, qui, dans les cinq jours suivans, adressera à la section des requêtes son réquisitoire contenant la dénonciation du prévenu.

ART. 492.

Soit que la dénonciation portée à la section des requêtes ait été ou non précédée d'un mandat de dépôt, cette section y statuera, toutes affaires cessantes.

Si elle la rejette, elle ordonnera la mise en liberté du prévenu.

Si elle l'admet, elle renverra le tribunal ou le juge préveuu devant les juges de la section civile, qui prononceront sur la mise en accusation.

ART. 493.

La dénonciation incidente à une affaire pendante à la cour de cassation sera portée devant la section saisie de l'affaire; et si elle est admise, elle sera renvoyée de la section criminelle ou de celle des requêtes à la section civile, et de la section civile à celle des requêtes.

ART. 494.

Lorsque, dans l'examen d'une demande en prise à partie ou de toute

autre affaire, et sans qu'il y ait de dénonciation directe ni incidente, l'une des sections de la cour de cassation apercevra quelque délit de nature à faire poursuivre criminellement un tribunal ou un juge de la qualité exprimée en l'article 479, elle pourra, d'office, ordo nn erlerenvoi conformément à l'article précédent.

ART. 495.

Lorsque l'examen d'une affaire portée devant les sections réunies donnera lieu au renvoi d'office exprimé dans l'article qui précède, ce renvoi sera fait à la section civile.

ART. 496.

Dans tous les cas, la section à laquelle sera fait le renvoi sur dénonciation ou d'office prononcera sur la mise en accusation.

Son président remplira les fonctions que la loi attribue aux juges d'instruction.

ART. 497.

Ce président pourra déléguer l'audition des témoins et l'interrogatoire des prévenus à un autre juge d'instruction, pris même hors du ressort du tribunal où se trouvera le prévenu.

ART. 498.

Le mandat d'arrêt que délivrera le président désignera la maison d'arrêt dans laquelle le prévenu devra être conduit.

ART. 499.

La section de la cour de cassation saisie de l'affaire délibérera sur la mise en accusation, en séance non publique; les juges devront être en nombre impair.

Si la majorité des juges trouve que la mise en accusation ne doit pas avoir lieu, la dénonciation sera rejetée par un arrêt, et le procureur général fera mettre le prévenu en liberté.

ART. 500.

Si la majorité des juges est pour la mise en accusation, cette mise en accusation sera prononcée par un arrêt, qui portera eu même temps ordonnance de prise de corps.

En exécution de cet arrêt, l'accusé sera transféré dans la maison de justice de la cour d'assises qui sera désignée par celle de cassation dans l'arrêt même.

ART. 501.

L'instruction ainsi faite devant la cour de cassation ne pourra être attaquée quant à la forme.

Elle sera commune aux complices du tribunal ou du juge poursuivi, lors même qu'ils n'exerceraient point de fonctions judiciaires.

ART. 502.

Seront au surplus observées les autres dispositions du présent Code qui ne sont pas contraires aux formes de procéder prescrites par le présent chapitre.

ART. 503.

Lorsqu'il se trouvera, dans la section criminelle saisie du recours en cassation dirigé contre l'arrêt de la cour d'assises à laquelle l'affaire aura été renvoyée, des juges qui auront concouru à la mise en accusation dans l'une des autres sections, ils s'abstiendront.

Et néanmoins, dans le cas d'un second recours qui donnera lieu à la réunion des sections, tous les juges en pourront connaître.

CHAPITRE IV.

DES DÉLITS CONTRAIRES AU RESPECT DÛ AUX AUTORITÉS CONSTITUÉES.

ART. 504.

Lorsqu'à l'audience ou en tout autre lieu où se fait publiquement une

instruction judiciaire, l'un ou plusieurs des assistans donneront des signes publics soit d'approbation, soit d'improbation, ou exciteront du tumulte, de quelque manière que ce soit, le président ou le juge les fera expulser; s'ils résistent à ses ordres ou s'ils rentrent, le président ou le juge ordonnera de les arrêter et conduire dans la maison d'arrêt : il sera fait mention de cet ordre dans le procès-verbal; et sur l'exhibition qui en sera faite au gardien de la maison d'arrêt, les perturbateurs y seront reçus et retenus pendant vingt-quatre heures.

ART. 505.

Lorsque le tumulte aura été accompagné d'injures ou de voies de fait donnant lieu à l'application ultérieure de peines de police, ces peines pourront être prononcées séance tenante et sans appel, de quelque tribunal ou juge qu'elles émanent, immédiatement après que les faits auront été constatés.

ART. 506.

S'il s'agit d'un délit ou d'un crime commis à l'audience d'un juge seul ou d'un tribunal sujet à appel, le juge ou le tribunal, après avoir fait arrêter le délinquant et dressé procès-verbal des faits, enverra les pièces et le prévenu devant les juges compétens.

ART. 507.

A l'égard des voies de fait qui auraient dégénéré en crime, ou de tous autres crimes flagrans et commis à l'audience de la cour royale ou d'une cour d'assises, la cour procédera au jugement de suite et sans désemparer.

Elle entendra les témoins, le délinquant et le conseil qu'il aura choisi ou qui lui aura été désigné par le président; et après avoir constaté les faits et ouï le procureur général et son substitut, le tout publiquement, elle appliquera la peine par un arrêt qui sera motivé.

ART. 508.

Dans le cas de l'article précédent, si les juges présens à l'audience sont

au nombre de cinq ou de six, il faudra quatre voix pour opérer la condamnation.

S'ils sont au nombre de sept, il faudra cinq voix pour condamner; au nombre de huit et au-delà, l'arrêt de condamnation sera prononcé aux trois quarts des voix, de manière que, dans le calcul de ces trois quarts, les fractions, s'il s'en trouve, soient appliquées en faveur de l'absolution.

ART. 509.

L'ordonnateur, le directeur général de l'intérieur, le contrôleur colonial, les commissaires commandans de communes et leurs lieutenans, et tous officiers de police administrative ou judiciaire, lorsqu'ils rempliront publiquement quelques actes de leur ministère, exerceront aussi les fonctions de police réglées par l'article 504; et après avoir fait saisir les perturbateurs, ils dresseront procès-verbal du délit, et enverront ce procès-verbal, s'il y a lieu, ainsi que les prévenus, devant les juges compétens.

CHAPITRE V.

DE LA MANIÈRE DONT SERONT REÇUES, EN MATIÈRE CRIMINELLE, CORRECTIONNELLE ET DE POLICE, LES DÉPOSITIONS DU GOUVERNEUR, DES CHEFS D'ADMINISTRATION, DES MEMBRES DU CONSEIL PRIVÉ, ET DE CERTAINS FONCTIONNAIRES DU ROYAUME.

ART. 510.

Le gouverneur ne pourra jamais être cité comme témoin, même devant la cour d'assises, si ce n'est de son consentement, à moins qu'il n'en ait été autrement ordonné par notre ministre de la marine et des colonies.

ART. 511.

La déposition du gouverneur sera, hors les cas ci-dessus prévus, rédigée par écrit et reçue par le président de la cour royale, si le gouverneur se trouve au chef-lieu de cette cour, sinon par le juge royal.

Il sera, à cet effet, adressé par la cour ou le juge d'instruction au magistrat ci-dessus dénommé un état des faits, demandes et questions sur lesquels le témoignage est requis.

Ce magistrat se transportera en la demeure du gouverneur pour recevoir sa déposition.

ART. 512.

La déposition ainsi reçue sera immédiatement remise au greffe, ou envoyée close et cachetée à celui de la cour ou du juge requérant, et communiquée sans délai à l'officier chargé du ministère public.

Dans l'examen devant la cour d'assises, elle sera lue publiquement et soumise aux débats, sous peine de nullité.

ART. 513.

Toutes les fois que le gouverneur cité en témoignage comparaîtra en personne devant la cour d'assises, on observera à son égard le cérémonial prescrit par le chapitre II du titre VIII de notre ordonnance du 24 septembre 1828 sur l'organisation judiciaire.

ART. 514.

Dans les affaires où le directeur général de l'intérieur aura agi en vertu de l'article 10 du présent Code, si le bien de la justice exige qu'il lui soit demandé de nouveaux renseignemens, les officiers chargés de l'instruction en feront la demande par écrit, et le directeur général de l'intérieur les donnera de la même manière.

ART. 515.

Il ne sera donné suite à la citation aux chefs d'administration, au contrôleur colonial, qu'autant que le gouverneur y aura donné son approbation, lorsqu'ils allégueront pour s'en excuser la nécessité de notre service.

Dans ce cas, le magistrat qui sera désigné par le président de la cour royale, après s'être entendu avec eux sur le jour et l'heure, se rendra dans leur demeure pour recevoir leurs dépositions.

Les dépositions ainsi reçues seront, comme au cas prévu en l'art. 512, immédiatement envoyées au greffe de la cour ou du tribunal du juge compétent, communiquées et lues, ainsi qu'il est prescrit audit art. 512 et sous les mêmes peines.

ART. 516.

Les chefs d'administration et le contrôleur colonial, cités comme témoins à une audience correctionnelle ou devant les cours d'assises, devront comparaître en personne. Ils seront reçus par un huissier à la première porte du palais de justice, introduits dans le parquet, et placés sur des siéges particuliers.

Les autres membres du conseil privé, appelés comme témoins à une audience correctionnelle ou criminelle, auront un siége dans le parquet.

ART. 517.

Seront au besoin observées les dispositions des lois du royaume sur la manière dont doivent être reçues les dépositions des personnes élevées en dignité, à l'égard desquelles des règles particulières ont été établies.

CHAPITRE VI.

DE LA RECONNAISSANCE DE L'IDENTITÉ DES INDIVIDUS CONDAMNÉS, ÉVADÉS ET REPRIS.

ART. 518.

La reconnaissance de l'identité d'un individu condamné, évadé et repris, sera faite par la cour qui aura prononcé sa condamnation.

Il en sera de même de l'identité d'un individu condamné à la déportation ou au bannissement, qui aura enfreint son ban et sera repris; et la cour, en prononçant l'identité, lui appliquera de plus la peine attachée par la loi à son infraction.

ART. 519.

Tous ces jugemens seront rendus par la cour d'assises, après qu'elle

aura entendu les témoins appelés tant à la requête du procureur général qu'à celle de l'individu repris, si ce dernier en a fait citer.

L'audience sera publique, et l'individu repris sera présent, à peine de nullité.

ART. 520.

Le procureur général et l'individu repris pourront se pourvoir en cassation, dans la forme et dans le délai déterminés par la présente ordonnance, contre l'arrêt rendu sur les poursuites en reconnaissance d'identité.

CHAPITRE VII.

MANIÈRE DE PROCÉDER EN CAS DE DESTRUCTION OU D'ENLÈVEMENT DES PIÈCES OU DU JUGEMENT D'UNE AFFAIRE.

ART. 521.

Lorsque, par l'effet d'un incendie, d'une inondation ou de toute autre cause extraordinaire, des minutes d'arrêts rendus en matière criminelle ou correctionnelle, et non encore exécutés, ou des procédures encore indécises, auront été détruites, enlevées, ou se trouveront égarées, et qu'il n'aura pas été possible de les rétablir, il sera procédé ainsi qu'il suit.

ART. 522.

S'il existe une expédition ou copie authentique de l'arrêt, elle sera considérée comme minute, et en conséquence remise dans le dépôt destiné à la conservation des arrêts.

A cet effet, tout officier public ou tout individu dépositaire d'une expédition ou d'une copie authentique de l'arrêt est tenu, sous peine d'y être contraint par corps, de la remettre au greffe de la cour qui l'a rendu, sur l'ordre qui en sera donné par le président de cette cour.

Cet ordre lui servira de décharge envers ceux qui auront intérêt à la pièce.

Le dépositaire de l'expédition ou copie authentique de la minute détruite, enlevée ou égarée, aura la liberté, en la remettant dans le dépôt public, de s'en faire délivrer une expédition sans frais.

ART. 523.

Lorsqu'il n'existera plus, en matière criminelle, d'expédition ni de copie authentique de l'arrêt, si la déclaration de la cour sur le point de fait existe encore en minute ou en copie authentique, on procédera, d'après cette déclaration, à un nouveau jugement.

ART. 524.

Lorsque la déclaration de la cour d'assises sur le point de fait ne pourra plus être représentée, qu'il n'en existera aucun acte par écrit, ou lorsque l'affaire aura été jugée correctionnellement, l'instruction sera recommencée à partir du point où les pièces se trouveront manquer tant en minute qu'en expédition ou copie authentique.

TITRE VI.

DES RÉGLEMENS DE JUGES, ET DES RENVOIS D'UN TRIBUNAL À UN AUTRE.

CHAPITRE PREMIER.

DES RÉGLEMENS DE JUGES.

ART. 525.

Il y aura lieu d'être réglé de juges par le conseil privé, constitué conformément à l'article 179 de notre ordonnance du 9 février 1827, en matière criminelle, correctionnelle ou de police, lorsque des tribunaux ne ressortissant point les uns aux autres, ou lorsque deux tribunaux de première instance de la colonie jugeant correctionnellement,

ou lorsque la cour royale et un tribunal de police, ou un tribunal de première instance jugeant correctionnellement, seront saisis du même délit, ou de délits connexes, ou de la même contravention. Il y aura lieu aussi à réglement de juges par le conseil privé lorsque la chambre d'accusation et la chambre correctionnelle de la cour royale seront saisies du même délit ou de délits connexes.

ART. 526.

La demande en réglement de juges devra également être portée devant le conseil privé, lorsque la cour prévôtale, un tribunal militaire ou maritime siégeant dans la colonie, ou un officier de police militaire, ou tout autre tribunal d'exception établi dans la colonie, d'une part, la cour royale, l'une des cours d'assises de la colonie, l'un des tribunaux de première instance jugeant correctionnellement, un tribunal de police de la colonie ou un juge d'instruction, d'autre part, seront saisis de la connaissance du même délit, ou de délits connexes, ou de la même contravention.

ART. 527.

Lorsque, par l'effet de deux jugemens ou arrêts d'incompétence intervenus sur la même poursuite et émanés de deux tribunaux différens siégeant dans la colonie, ou de deux chambres de la cour royale, le cours de la justice sera interrompu, si les jugemens ou l'un d'eux ne sont plus susceptibles d'être réformés par la voie de l'appel, de l'annullation, ou de la cassation, le conseil privé statuera ainsi qu'il est prescrit pour les cas de conflit.

ART. 528.

Sur le vu de la requête et des pièces, le conseil privé prononcera en audience publique, ainsi qu'il est réglé au § 3 de l'article 446 du présent Code, après rapport de l'un de ses membres et après lecture des conclusions motivées du contrôleur colonial.

Il ordonnera que le tout soit communiqué aux parties, ou statuera définitivement, sauf l'opposition.

ART. 529.

Dans le cas où la communication serait ordonnée sur le pourvoi en conflit du prévenu, de l'accusé ou de la partie civile, l'arrêt enjoindra à l'un et à l'autre des officiers chargés du ministère public près les autorités judiciaires concurremment saisies, de transmettre les pièces du procès et leur avis motivé sur le conflit.

ART. 530.

Lorsque la communication sera ordonnée sur le pourvoi de l'un de ces officiers, l'arrêt ordonnera à l'autre de transmettre les pièces et son avis motivé.

ART. 531.

L'arrêt de soit communiqué fera mention sommaire des actes d'où naîtra le conflit, et fixera, selon la distance des lieux, le délai dans lequel les pièces et les avis motivés seront apportés au secrétariat du conseil privé.

La notification qui sera faite de cet arrêt aux parties, emportera de plein droit sursis au jugement du procès, et, en matière criminelle, à la mise en accusation, ou, si elle a déjà été prononcée, à l'examen dans les cours d'assises et dans la cour prévôtale, mais non aux actes et aux procédures conservatoires ou d'instruction.

Le prévenu ou l'accusé et la partie civile pourront présenter leurs moyens sur le conflit, dans la forme réglée par notre ordonnance du 31 août 1828, sur le mode de procéder devant le conseil privé constitué en commission d'appel.

ART. 532.

Lorsque, sur la simple requête, il sera intervenu arrêt qui aura statué sur la demande en réglement de juges, cet arrêt sera, à la diligence du contrôleur colonial, notifié à l'officier chargé du ministère public près la cour, le tribunal ou le magistrat dessaisi.

Il sera notifié de même au prévenu ou à l'accusé, et à la partie civile, s'il y en a une.

ART. 533.

Le prévenu ou l'accusé et la partie civile pourront former opposition à l'arrêt dans le délai de trois jours, et dans les formes prescrites par le chapitre I.er du titre IV du présent livre pour le recours en annullation.

ART. 534.

L'opposition dont il est parlé au précédent article entraînera de plein droit sursis au jugement du procès, comme il est dit en l'article 531.

ART. 535.

Le prévenu qui ne sera pas en arrestation, l'accusé qui ne sera pas retenu dans la maison de justice, et la partie civile, ne seront point admis au bénéfice de l'opposition, s'ils n'ont antérieurement, ou dans le délai fixé par l'article 533, élu domicile dans le lieu où siége l'une des autorités judiciaires en conflit.

A défaut de cette élection, ils ne pourront non plus exciper de ce qu'il ne leur aurait été fourni aucune communication, dont le poursuivant sera dispensé à leur égard.

ART. 536.

Le conseil privé, en jugeant le conflit, statuera sur tous les actes qui pourraient avoir été faits par la cour, le tribunal ou le magistrat qu'il dessaisira.

ART. 537.

Les arrêts rendus sur les conflits ne pourront pas être attaqués par la voie de l'opposition, lorsqu'ils auront été précédés d'un arrêt de soit communiqué, dûment exécuté.

ART. 538.

L'arrêt rendu, ou après un soit communiqué, ou sur une opposition, sera notifié aux mêmes parties et dans la même forme que l'arrêt qui l'aura précédé.

ART. 539.

Lorsque le prévenu ou l'officier chargé du ministère public, ou la partie civile, aura excipé de l'incompétence du tribunal de police ou du tribunal de première instance jugeant correctionnellement, ou proposé un déclinatoire, soit que l'exception ait été admise ou rejetée, nul ne pourra recourir au conseil privé pour être réglé de juges ; sauf à se pourvoir devant qui de droit contre la décision intervenue sur l'exception.

ART. 540.

Lorsque deux juges d'instruction établis dans le ressort de la même cour royale, seront saisis de la connaissance du même délit ou de délits connexes, les parties seront réglées de juges par cette cour, suivant la forme prescrite au présent chapitre.

Lorsque deux tribunaux de police seront saisis de la connaissance de la même contravention ou de contraventions connexes, les parties seront réglées de juges par le tribunal de première instance jugeant correctionnellement, sauf le recours en annullation, s'il y échet; et, dans ce dernier cas, s'il y a annullation, la cour indiquera le tribunal qui doit connaître de l'affaire.

La demande sera instruite sommairement et sur simple requête.

Les arrêts du conseil privé et de la cour royale, en matière de réglement de juges, ne pourront être attaqués par la voie du recours en cassation.

La partie civile, le prévenu ou l'accusé qui succombera dans la demande en réglement de juges qu'il aura introduite, pourra être condamné à une amende, qui toutefois n'excédera point la somme de trois cents francs, dont moitié sera pour la partie.

ART. 541.

Lorsqu'il y aura lieu à un réglement de juges entre un juge d'instruction, un officier de police militaire, ou l'un des tribunaux de la colonie, d'une part, et un juge d'instruction, un officier de police mili-

taire, ou un des tribunaux de France ou d'une autre colonie française, la demande sera portée devant la cour de cassation, qui se conformera, pour le mode de procéder, aux règles prescrites par les lois qui régissent le territoire continental du royaume.

CHAPITRE II.

DES RENVOIS D'UN TRIBUNAL À UN AUTRE.

ART. 542.

En matière criminelle et de police, les demandes en renvoi d'une cour d'assises à une autre, ou d'un tribunal de police à un autre tribunal de même qualité, seront portées devant le conseil privé, constitué conformément aux dispositions de l'article 179 de notre ordonnance du 9 février 1827.

Lorsque le procureur général estimera que les motifs de sûreté publique ou de suspicion légitime doivent donner lieu à ce renvoi, il sera tenu d'en faire l'objet d'un rapport au gouverneur, qui décidera s'il y a lieu de charger le contrôleur colonial de présenter, à cet effet, une demande au conseil privé.

Ce renvoi pourra aussi être ordonné par le conseil, sur la réquisition des parties intéressées, mais seulement pour cause de suspicion légitime.

ART. 543.

La partie intéressée qui aura procédé volontairement devant une cour ou un tribunal, ne sera reçue à demander le renvoi qu'à raison des circonstances survenues depuis, lorsqu'elles seront de nature à faire naître une suspicion légitime.

ART. 544.

Les officiers du ministère public qui estimeront qu'il y a lieu à renvoi pour cause de sûreté publique ou de suspicion légitime, adresseront au procureur général leurs observations et les pièces à l'appui.

ART. 545.

Sur le vu de la requête et des pièces, le conseil privé statuera définitivement, dans les formes prescrites par l'article 528.

ART. 546.

Lorsque le renvoi sera demandé par le prévenu, l'accusé ou la partie civile, et que le conseil ne jugera à propos ni d'accueillir ni de rejeter cette demande sur-le-champ, l'arrêt en ordonnera la communication à l'officier chargé du ministère public près la cour ou le tribunal saisi de la connaissance du crime ou de la contravention, et enjoindra à cet officier de transmettre les pièces avec son avis motivé sur la demande en renvoi; le conseil ordonnera de plus, s'il y a lieu, que la communication sera faite à l'autre partie.

ART. 547.

Lorsque la demande en renvoi sera formée par le contrôleur colonial et que le conseil n'y statuera point définitivement, il ordonnera, s'il y a lieu, que la communication sera faite aux parties, ou prononcera telle autre disposition préparatoire qu'il jugera nécessaire.

ART. 548.

Tout arrêt du conseil privé qui, sur le vu de la demande et des pièces, aura définitivement statué sur une demande en renvoi, sera, à la diligence du contrôleur colonial, notifié soit à l'officier chargé du ministère public près la cour ou le tribunal dessaisi, soit à la partie civile, au prévenu ou à l'accusé en personne, ou au domicile élu.

ART. 549.

L'opposition ne sera pas reçue si elle n'est pas formée d'après les règles et dans le délai fixés au chapitre I.^er du présent titre.

ART. 550.

L'opposition reçue emporte de plein droit sursis au jugement du procès, comme il est dit en l'article 531.

ART. 551.

Les articles 530, 531, 535, 536, 537, 538, et les deuxième et troisième alinéas de l'article 540, seront communs aux demandes en renvoi d'un tribunal à un autre.

ART. 552.

L'arrêt qui aura rejeté une demande en renvoi n'exclura pas une nouvelle demande en renvoi fondée sur des faits survenus depuis.

TITRE VII.

DE LA COUR PRÉVÔTALE.

CHAPITRE UNIQUE

DE LA COMPÉTENCE, DE LA COMPOSITION ET DE LA PROCÉDURE DEVANT LA COUR PRÉVÔTALE.

SECTION PREMIÈRE.

DE LA COMPÉTENCE ET DE LA COMPOSITION DE LA COUR PRÉVÔTALE.

§ I.

DE LA COMPÉTENCE.

ART. 553.

La cour prévôtale connaîtra des crimes énoncés en l'article 306 de notre ordonnance du 24 septembre 1828, et procédera, sans distinction de classe ni de profession civile ou militaire, aux termes dudit article, contre tout individu prévenu d'avoir commis l'un de ces crimes.

ART. 554.

Si les accusés ou quelques-uns des accusés compris dans le même procès sont en même temps prévenus de crimes non connexes autres que ceux dont la poursuite est attribuée à la cour prévôtale, cette cour, après

avoir statué sur l'affaire dont elle doit connaître, renverra pour le surplus, s'il y a lieu, devant qui de droit.

ART. 555.

Aussitôt après la promulgation de l'arrêté qui ordonnera l'établissement d'une cour prévôtale, tous les crimes qui, aux termes de l'arrêté, rentreront dans la compétence de cette cour et auront été commis postérieurement à la promulgation de l'arrêté, seront jugés par la cour prévôtale.

§ II.

DE L'ÉTABLISSEMENT ET DE LA COMPOSITION DE LA COUR PRÉVÔTALE.

ART. 556.

La cour prévôtale sera établie dans les cas et de la manière déterminés par les articles 297 et 298 de notre ordonnance du 24 septembre 1828.

ART. 557.

Elle sera composée conformément aux règles prescrites par les art. 299 à 305 inclusivement de ladite ordonnance.

SECTION II.

DES FONCTIONS DU PRÉVÔT, DU PRÉSIDENT ET DES OFFICIERS DU MINISTÈRE PUBLIC PRÈS DE LA COUR PRÉVÔTALE.

§ I.

FONCTIONS DU PRÉVÔT.

ART. 558.

Le prévôt est spécialement chargé de la recherche et de la poursuite des crimes dont la connaissance est attribuée à la cour prévôtale.

Dans les cas de flagrant délit ou de clameur publique, le prévôt sera tenu de se transporter sur les lieux pour dresser les procès-verbaux constatant le corps du délit, recevoir les déclarations des témoins et recueillir tous renseignemens propres à la manifestation de la vérité.

Il fera saisir les prévenus présens contre lesquels il existerait des indices graves.

ART. 559.

Lorsque le prévôt aura reçu des plaintes ou des dénonciations relatives à des faits de la compétence de la cour prévôtale, il informera contre les prévenus, et pourra se transporter sur les lieux, à l'effet d'y dresser tous procès-verbaux nécessaires. Il décernera, s'il y a lieu, des mandats d'amener ou de dépôt.

Il pourra, après l'interrogatoire des prévenus et sur les conclusions du ministère public, décerner des mandats d'arrêt.

Il sera, dans les circonstances prévues par le présent article, assisté de son adjoint.

Le prévôt pourra requérir directement la force publique.

ART. 560.

En l'absence du prévôt et dans le cas de compétence prévôtale, les juges de paix, les officiers faisant le service de la gendarmerie, les commissaires, commandans de communes et leurs lieutenans seront tenus de dresser tous procès-verbaux et tous actes.

En cas de flagrant délit ou de clameur publique, ils feront saisir les prévenus ou décerneront un mandat d'amener ou de dépôt contre eux.

ART. 561.

Tous officiers faisant service de la gendarmerie seront tenus d'informer le prévôt des faits de sa compétence qu'ils viendraient à découvrir. Ils devront lui fournir tous les renseignemens qu'il leur demandera.

ART. 562.

Lorsque le prévôt estimera qu'il y a lieu d'instruire prévôtalement, il en donnera avis au procureur du Roi,

§ II.

FONCTIONS DU PRÉSIDENT.

ART. 563.

Le président de la cour prévôtale est chargé d'entendre l'accusé lors de son arrivée dans la maison de justice.

Il pourra déléguer ces fonctions à l'un des juges.

Il dirigera l'instruction et le débat, déterminera l'ordre entre ceux qui demanderont à parler; il aura la police de l'audience.

Les dispositions contenues aux articles 268, 269 et 270, relatifs aux attributions du président de la cours d'assises, seront communes au président de la cour prévôtale.

ART. 564.

Le président convoquera la cour prévôtale toutes les fois que l'instruction d'une affaire sera complète.

§ III.

FONCTIONS DE L'OFFICIER DU MINISTÈRE PUBLIC PRÈS LA COUR PRÉVÔTALE.

ART. 565.

Le procureur général exercera dans la cour prévôtale les fonctions qui lui sont attribuées pour la poursuite, l'instruction, le jugement dans les affaires de la compétence des cours d'assises, et qui sont réglées par les articles 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, par la première disposition de l'article 278, par les articles 279 et suivans, jusques et y compris l'article 283.

SECTION III.

DE LA PROCÉDURE ANTÉRIEURE AUX DÉBATS.

ART. 566.

Les crimes dont la connaissance sera attribuée à la cour prévôtale

par l'arrêté de sa création seront poursuivis d'office par le procureur du Roi, sous la surveillance du procureur général.

Les plaintes et dénonciations pourront être reçues par tous les officiers de police judiciaire, qui les adresseront, en ce cas, dans les vingt-quatre heures, au procureur du Roi.

ART. 567.

A l'instant même de son arrestation, le prévenu sera traduit dans la prison la plus prochaine, et transféré sans délai dans celle de la cour prévôtale.

Dans les vingt-quatre heures de l'arrivée du prévenu dans la prison de la cour, le prévôt procédera à son interrogatoire, et dans le plus court délai à l'audition des témoins.

Il sera assisté de son adjoint.

L'adjoint signera l'interrogatoire et le procès-verbal d'audition de témoins, le tout à peine de nullité. L'adjoint pourra requérir le prévôt de faire à l'accusé telle question qu'il jugera nécessaire à l'éclaircissement de l'affaire.

ART. 568.

Dans le cours de l'interrogatoire, le prévenu sera averti qu'il sera jugé prévôtalement en dernier ressort.

Il sera sommé de proposer ses exceptions contre la compétence, s'il en a à présenter. Il sera fait mention, dans le procès-verbal, de ladite sommation et des réponses du prévenu; il lui sera demandé s'il a fait choix d'un conseil; et s'il ne l'a pas fait, le prévôt lui en nommera un d'office, en se conformant aux dispositions de l'article 295 du présent Code; le tout à peine de nullité.

ART. 569.

Sur le vu des pièces communiquées au ministère public, la cour, avant de statuer sur la compétence, statuera sur celles des nullités déterminées aux articles 567 et 568, et, s'il y a lieu, annullera la procédure à partir du plus ancien acte nul.

Le jugement de compétence sera rendu en la chambre du conseil et hors la présence de l'accusé, sur le rapport du prévôt ou de son adjoint, et sur les conclusions écrites du ministère public.

Ce jugement sera signifié dans les vingt-quatre heures à l'accusé.

ART. 570.

Dans le cas où la cour prévôtale se déclarerait incompétente, elle renverra l'accusé et les pièces devant qui de droit.

Dans le cas contraire, elle prononcera, s'il y a lieu, la mise en accusation, et décernera l'ordonnance de prise de corps.

Les jugemens d'incompétence ou de compétence seront, aux termes de l'article 308 de notre ordonnance du 24 septembre 1828, immédiatement transmis au contrôleur colonial, qui sera tenu, toute affaire cessante, de les soumettre à la délibération du conseil privé, pour qu'il y soit statué définitivement, sans recours en cassation.

Avant de régler la compétence, le conseil privé statuera sur les nullités, en se conformant aux dispositions du premier paragraphe de l'article 569.

Si le conseil privé réforme le jugement d'incompétence, il renverra le procès et les prévenus devant la cour prévôtale, qui sera tenue de statuer immédiatement sur la mise en accusation.

Si le conseil réforme le jugement d'incompétence, il renverra l'accusé et les pièces devant qui de droit.

ART. 571.

L'instruction sur le fond du procès ne sera pas suspendue par l'envoi du jugement de compétence au conseil privé; mais il sera sursis aux débats et au jugement définitif jusqu'à ce qu'il ait été prononcé par le conseil sur le jugement de compétence.

ART. 572.

Les dispositions contenues aux articles 302, 303, 304, 305, 307 et 308, relatifs à l'instruction des procès de la compétence des cours d'assises,

sont applicables à l'instruction du procès de la compétence de la cour prévôtale.

SECTION IV.

DE L'EXAMEN.

ART. 573.

Dans les trois jours de la réception de l'arrêt du conseil privé sur la compétence, le procureur général fera ses diligences pour la convocation de la cour prévôtale.

ART. 574.

Les dispositions contenues aux articles 310, 311, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326 et 327, relatifs à l'examen et aux débats devant la cour d'assises, seront observées dans l'examen et les débats devant la cour prévôtale.

Chaque témoin, après sa déposition, restera dans l'auditoire, si le président n'en ordonne autrement, jusqu'à ce que la cour se soit retirée en la chambre du conseil pour y délibérer le jugement.

ART. 575.

Pendant l'examen, le ministère public et les juges pourront prendre note de ce qui leur paraîtra important, soit dans les dépositions des témoins, soit dans la défense de l'accusé, pourvu que la discussion n'en soit pas interrompue.

ART. 576.

Les dispositions contenues aux articles 329, 330, 331, 332, 333, 334 et 335, seront observées dans l'examen, devant la cour prévôtale.

Le ministère public donnera des conclusions motivées, et requerra, s'il y a lieu, l'application de la peine.

ART. 577.

Le président fera retirer l'accusé de l'auditoire.

ART. 578.

L'examen et les débats, une fois entamés, devront être continués sans interruption. Le président ne pourra les suspendre que pendant les intervalles nécessaires pour le repos des juges, des témoins et des accusés.

ART. 579.

Les dispositions contenues aux articles 354, 355, 356, seront exécutées.

SECTION V.

DU JUGEMENT.

ART. 580.

La cour se retirera en la chambre du conseil pour y délibérer.

ART. 581.

Le président posera les questions et recueillera les voix.

Le juge militaire opinera le premier, ensuite le prevôt, et successivement les autres juges, dans l'ordre inverse de leur réception.

ART. 582.

Le jugement de la cour se formera à la majorité.

ART. 583.

En cas d'égalité de voix, l'avis favorable à l'accusé prévaudra.

ART. 584.

L'arrêt qui acquittera l'accusé statuera sur les dommages-intérêts respectivement prétendus, après que les parties auront proposé leurs fins de non-recevoir ou leurs défenses, et que le procureur général aura été entendu.

La cour pourra néanmoins, si elle le juge convenable, commettre l'un des juges pour entendre les parties, prendre connaissance des pièces et faire son rapport à l'audience, où les parties pourront encore présenter leurs observations, et où le ministère public sera de nouveau entendu.

ART. 585.

Les demandes en dommages-intérêts formées soit par l'accusé contre ses dénonciateurs ou la partie civile, soit par la partie civile contre l'accusé ou le condamné, seront portées à la cour prévôtale.

La partie civile est tenue de former sa demande en dommages-intérêts avant le jugement; plus tard elle sera non recevable.

Il en est de même de l'accusé, s'il a connu son dénonciateur.

Dans le cas où l'accusé n'aurait connu son dénonciateur que depuis le jugement, mais avant la fin du terme fixé pour la durée de la cour prévôtale, il sera tenu, sous peine de déchéance, de porter sa demande à la cour prévôtale; s'il ne l'a connu qu'après l'expiration dudit terme, sa demande sera portée au tribunal civil.

A l'égard des tiers qui n'auraient pas été parties au procès, ils s'adresseront au tribunal civil.

ART. 586.

Les articles 360 et 361 recevront leur exécution.

ART. 587.

Si la cour déclare l'accusé convaincu du crime porté en l'accusation, son arrêt prononcera la peine établie par la loi, et statuera en même temps sur les dommages-intérêts prétendus par la partie civile.

ART. 588.

La cour pourra, dans les cas prévus par la loi, déclarer l'accusé excusable.

ART. 589.

Si, par le résultat des débats, le fait dont l'accusé est convaincu était

dépouillé des circonstances qui le rendaient justiciable de la cour prévôtale, ou n'était pas de nature à entraîner peine afflictive ou infamante ; au premier cas, la cour enverra, par un arrêt motivé, l'accusé et le procès devant la cour d'assises, qui prononcera, quel que soit ensuite le résultat des débats; au deuxième cas, la cour pourra appliquer, s'il y a lieu, les peines correctionnelles ou de police encourues par l'accusé.

ART. 590.

La cour prévôtale ne pourra infliger d'autres peines que celles portées par les lois.

ART. 591.

L'arrêt sera prononcé à haute voix par le président, en présence du public et de l'accusé.

ART. 592.

L'arrêt contiendra, sous les peines prononcées par l'article 369, le texte de la loi sur lequel il est fondé : ce texte sera lu à l'accusé.

ART. 593.

La minute de l'arrêt sera signée par les juges qui l'auront rendu, à peine de cent francs d'amende contre le greffier, et de prise à partie tant contre le greffier que contre les juges. Elle sera signée dans les vingt-quatre heures de la prononciation de l'arrêt.

ART. 594.

Après avoir prononcé l'arrêt, le président pourra, selon les circonstances, exhorter l'accusé à la fermeté, à la résignation, ou à réformer sa conduite.

ART. 595.

La cour, après la prononciation de l'arrêt, pourra, pour des motifs graves, recommander l'accusé à la commisération du Roi, en invitant le gouverneur à accorder un sursis.

Cette recommandation ne sera point insérée dans l'arrêt, mais dans un procès-verbal séparé, secret, motivé, dressé en la chambre du conseil, le ministère public entendu, et signé comme la minute de l'arrêt de condamnation.

Expédition dudit procès-verbal, ensemble de l'arrêt de condamnation, sera adressée de suite par le procureur général au gouverneur, et par ce dernier à notre ministre de la marine et des colonies.

ART. 596.

Les dispositions contenues en l'article 372 seront applicables à la cour prévôtale.

ART. 597.

Les arrêts de la cour prévôtale seront rendus en dernier ressort et sans recours en cassation.

Ils seront exécutés dans les vingt-quatre heures de la décision par laquelle le gouverneur en conseil aura ordonné l'exécution de l'arrêt, conformément à l'article 50 de notre ordonnance du 9 février 1827.

Les articles 376, 377, 378 et 379 recevront leur application.

Les minutes des arrêts rendus à la cour prévôtale seront recueillies, transmises et déposées conformément aux dispositions des articles 315, 316 et 317 de notre ordonnance du 24 septembre 1828.

ART. 598.

Lorsque le prévenu n'aura pas été saisi, ou qu'après avoir été saisi il s'évadera, il sera procédé contre lui par contumace.

La cour jugera sa contumace, et après avoir pris connaissance de la procédure et de l'acte d'accusation, elle prononcera sur le procès principal.

Les effets de la contumace demeureront, au surplus, tels qu'ils sont réglés par le présent Code.

ART. 599.

Tout ce qui est relatif à la fixation du lieu où siégera la cour pré-

vôtale, au nombre de juges dont cette cour doit être composée pour rendre arrêt, au serment à prêter par chacun de ses membres, est réglé par notre ordonnance du 24 septembre 1828.

TITRE VIII.

DE QUELQUES OBJETS D'INTÉRÉT PUBLIC ET DE SÛRETÉ GÉNÉRALE.

CHAPITRE I.er

DU DÉPÔT GÉNÉRAL DE LA NOTICE DES JUGEMENS.

ART. 600.

Les greffiers des tribunaux de première instance et de la cour royale jugeant correctionnellement, ainsi que ceux des cours d'assises et des cours prévôtales, seront tenus de consigner par ordre alphabétique, sur un registre particulier, les nom, prénoms, profession, âge, résidence, de tous les individus condamnés à un emprisonnement correctionnel ou à une plus forte peine. Ce registre contiendra une notice sommaire de chaque affaire et de la condamnation, à peine de cent francs d'amende pour chaque omission.

ART. 601.

Tous les trois mois, les greffiers enverront, sous peine de deux cents francs d'amende, copie de ces registres au directeur général de l'intérieur, qui fera tenir, dans la même forme, un registre général composé de ces diverses copies.

ART. 602.

Tous les ans les greffiers enverront, sous la même peine, copie des mêmes registres au procureur général, qui les transmettra au gouverneur pour être envoyés à notre ministre de la marine et des colonies.

CHAPITRE II.

DES PRISONS, MAISONS D'ARRÊT ET DE JUSTICE.

ART. 603.

Indépendamment des prisons établies pour peines, il y aura dans chaque arrondissement de la colonie une maison d'arrêt pour y retenir les prévenus; et, près de chaque cour d'assises, une maison de justice pour y retenir ceux contre lesquels il aura été rendu une ordonnance de prise de corps.

ART. 604.

Les maisons d'arrêt et de justice seront entièrement distinctes des prisons établies pour peines.

ART. 605.

Le directeur général de l'intérieur veillera à ce que ces différentes maisons soient non-seulement sûres, mais propres, et telles que la santé des prisonniers ne puisse être aucunement altérée.

ART. 606.

Les gardiens de ces maisons seront nommés par l'autorité administrative.

ART. 607.

Les gardiens des maisons d'arrêt, des maisons de justice, des prisons, seront tenus d'avoir un registre.

Ce registre sera signé et paraphé à toutes les pages, par le juge d'instruction pour les maisons d'arrêt; par le président de la cour d'assises, ou, en son absence, par le juge royal, pour les maisons de justice; et par le directeur général de l'intérieur, pour les prisons pour peines.

ART. 608.

Tout exécuteur de mandat d'arrêt, d'ordonnance de prise de corps, d'arrêt ou de jugement de condamnation, est tenu, avant de remettre au gardien la personne qu'il conduira, de faire inscrire sur le registre l'acte dont il sera porteur. L'acte de remise sera écrit devant lui.

Le tout sera signé tant par lui que par le gardien.

Le gardien lui en remettra une copie signée de lui, pour sa décharge.

ART. 609.

Nul gardien ne pourra, à peine d'être poursuivi et puni comme coupable de détention arbitraire, recevoir, ni retenir aucune personne de condition libre, qu'en vertu soit d'un mandat de dépôt, soit d'un mandat d'arrêt décerné selon les formes prescrites par la loi, soit d'un arrêt de renvoi devant une cour d'assises ou une cour prévôtale, soit d'un arrêt ou jugement de condamnation à une peine afflictive ou à un emprisonnement, et sans que la transcription en ait été faite sur son registre.

Il n'est point dérogé à la disposition de l'article 45 de notre ordonnance du 9 février 1827, en ce qui concerne les arrestations par mesure de haute police.

ART. 610.

Le registre ci-dessus mentionné contiendra également, en marge de l'acte de remise, la date de la sortie du prisonnier, ainsi que l'ordonnance, l'arrêt ou le jugement en vertu duquel elle aura lieu.

Dans le cas énoncé au dernier paragraphe de l'article précédent, le registre énoncera aussi l'ordre en vertu duquel la sortie du prisonnier aura eu lieu.

ART. 611.

Le juge d'instruction est tenu de visiter, au moins une fois par mois, les personnes retenues dans la maison d'arrêt du lieu où il réside.

Un conseiller-auditeur délégué par le président visitera également, une fois par mois, les personnes retenues dans la maison d'arrêt du lieu où siège la cour.

Une fois au moins dans le cours de chaque session de la cour d'assises, le président de cette cour est tenu de visiter les personnes retenues dans la maison de justice.

Le directeur général de l'intérieur est tenu de visiter, au moins deux fois par an, toutes les maisons de justice et prisons, et tous les prisonniers de la colonie.

ART. 612.

Indépendamment des visites ordonnées par l'article précédent, le commissaire commandant ou son lieutenant, dans chaque commune où il y aura soit une maison d'arrêt, soit une maison de justice, soit une prison, est tenu de faire, au moins une fois par mois, la visite de ces maisons.

ART. 613.

Le commissaire commandant de la commune veillera à ce que la nourriture des prisonniers soit suffisante et saine : la police de ces maisons lui appartiendra.

Le juge d'instruction, le conseiller-auditeur délégué en vertu de l'article 611, et le président des assises, pourront néanmoins donner respectivement tous les ordres qui devront être exécutés dans les maisons d'arrêt et de justice, et qu'ils croiront nécessaires, soit pour l'instruction, soit pour le jugement.

ART. 614.

Si quelque prisonnier use de menaces, injures ou violences, soit à l'égard du gardien ou de ses préposés, soit à l'égard des autres prisonniers, il sera, sur les ordres de qui il appartiendra, resserré plus étroitement, enfermé seul, même mis aux fers en cas de fureur ou de violence grave, sans préjudice des poursuites auxquelles il pourrait avoir donné lieu.

CHAPITRE III.

DES MOYENS D'ASSURER LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE CONTRE LES DÉTENTIONS ILLÉGALES OU D'AUTRES ACTES ARBITRAIRES.

ART. 615.

Quiconque aura connaissance qu'un individu de condition libre est détenu dans un lieu qui n'a pas été destiné à servir de maison d'arrêt, de justice ou de prison, est tenu d'en donner avis au juge de paix, au procureur du Roi ou à son substitut, ou au juge d'instruction, ou au procureur général près la cour royale.

ART. 616.

Les juges de paix, les officiers chargés du ministère public, et le juge d'instruction, seront tenus d'office, ou sur l'avis qu'ils en auront reçu, sous peine d'être poursuivis comme complices de détention arbitraire, de s'y transporter aussitôt et de faire mettre en liberté la personne détenue, ou s'il est allégué quelque cause légale de détention, de la faire conduire sur-le-champ devant le magistrat compétent.

L'officier qui aura procédé à la visite, dressera du tout procès-verbal.

ART. 617.

Il rendra, au besoin, une ordonnance, dans la forme prescrite par l'article 95 du présent Code.

En cas de résistance, il pourra se faire assiter de la force nécessaire; et toute personne requise est tenue de prêter main-forte.

ART. 618.

Tout gardien qui aura refusé ou de montrer au porteur de l'ordre de l'officier civil ayant la police de la maison d'arrêt, de justice ou de la

prison, la personne du détenu, sur la réquisition qui en sera faite, ou de montrer l'ordre qui le lui défend, ou de faire aux officiers désignés dans l'article 616 l'exhibition de ses registres, ou de leur laisser prendre telle copie qu'ils croiront nécessaire de partie de ses registres, sera poursuivi comme coupable ou complice de détention arbitraire.

CHAPITRE IV.

DE LA RÉHABILITATION DES CONDAMNÉS.

ART. 619.

Tout condamné à une peine afflictive ou infamante qui aura subi sa peine, pourra être réhabilité.

La demande en réhabilitation ne pourra être formée par les condamnés aux travaux forcés à temps ou à la réclusion, que cinq ans après l'expiration de leur peine; et par les condamnés à la peine du carcan, que cinq ans à compter du jour de l'exécution de l'arrêt.

ART. 620.

Nul ne sera admis à demander sa réhabilitation s'il ne demeure depuis cinq ans dans le ressort du même tribunal de première instance, s'il n'est pas domicilié depuis deux ans accomplis dans la même commune, et s'il ne joint à sa demande des attestations de bonne conduite qui lui auront été données par les commissaires commandans de communes dans le territoire desquels il aura demeuré ou résidé pendant le temps qui aura précédé sa demande.

Ces attestations de bonne conduite ne pourront lui être délivrées qu'à l'instant où il quitterait son domicile ou le lieu qu'il habite.

Les attestations exigées ci-dessus devront être approuvées par le procureur du Roi ou son substitut, et par les juges de paix des lieux où il aura demeuré ou résidé.

ART. 621.

La demande en réhabilitation, les attestations exigées par l'article

précédent, et l'expédition du jugement de condamnation, seront déposées au greffe de la cour royale.

ART. 622.

La requête et les pièces seront communiquées au procureur général : il donnera ses conclusions motivées et par écrit.

ART. 623.

L'affaire sera rapportée à la chambre d'accusation.

ART. 624.

La cour et le ministère public pourront, en tout état de cause, ordonner de nouvelles informations.

ART. 625.

La notice de la demande en réhabilitation sera insérée dans les journaux de la colonie.

ART. 626.

La cour, le procureur général entendu, donnera son avis.

ART. 627.

Cet avis ne pourra être donné que trois mois au moins après la présentation de la demande en réhabilitation.

ART. 628.

Si la cour est d'avis que la demande en réhabilitation ne peut être admise, le condamné pourra se pourvoir de nouveau après un nouvel intervalle de cinq ans.

ART. 629.

Si la cour pense que la demande en réhabilitation peut être admise,

son avis, ensemble les pièces exigées par l'article 620, seront, par le procureur général, et dans le plus bref délai, transmis au gouverneur.

ART. 630.

Le gouverneur transmettra cet avis avec ses observations au ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, qui en fera son rapport à Sa Majesté.

ART. 631.

Si la réhabilitation est prononcée, il en sera expédié des lettres où l'avis de la cour sera inséré.

ART. 632.

Les lettres de réhabilitation seront adressées à la cour qui aura délibéré l'avis : il en sera envoyé copie authentique à la cour qui aura prononcé la condamnation; et transcription des lettres sera faite en marge de la minute de l'arrêt de condamnation.

ART. 633.

La réhabilitation fera cesser, pour l'avenir, dans la personne du condamné, toutes les incapacités qui résultaient de la condamnation.

ART. 634.

Le condamné pour recidive ne sera jamais admis à la réhabilitation.

CHAPITRE V.

DE LA PRESCRIPTION.

ART. 635.

Les peines portées par les arrêts ou jugemens rendus en matière cri-

minelle se prescriront par vingt années révolues, à compter de la date des arrêts ou jugemens.

Néanmoins le condamné ne pourra résider dans la colonie, lorsque celui sur qui ou contre la propriété de qui le crime aurait été commis, ou ses héritiers directs, y résideront.

Le gouverneur pourra assigner au condamné le lieu de son domicile.

ART. 636.

Les peines portées par les arrêts ou jugemens rendus en matière correctionnelle se prescriront par cinq années révolues, à compter de la date de l'arrêt ou du jugement rendu en dernier ressort; et à l'égard des peines prononcées par le tribunal de première instance jugeant correctionnellement, à compter du jour où ils ne pourront plus être attaqués par la voie de l'appel.

ART. 637.

L'action publique et l'action civile résultant d'un crime de nature à entraîner la peine de mort ou des peines afflictives perpétuelles, ou de tout autre crime emportant peine afflictive ou infamante, se prescriront après dix années révolues, à compter du jour où le crime aura été commis, si dans cet intervalle il n'a été fait aucun acte d'instruction ni de poursuite.

S'il a été fait, dans cet intervalle, des actes d'instruction ou de poursuite non suivis de jugement, l'action publique et l'action civile ne se prescriront qu'après dix années révolues, à compter du dernier acte, à l'égard même des personnes qui ne seraient pas impliquées dans cet acte d'instruction ou de poursuite.

ART. 638.

Dans les deux cas exprimés en l'article précédent, et suivant les distinctions d'époques qui y sont établies, la durée de la prescription sera réduite à trois années révolues, s'il s'agit d'un délit de nature à être puni correctionnellement.

ART. 639.

Les peines portées par les jugemens rendus pour contraventions de police seront prescrites après deux années révolues, savoir : pour les peines prononcées par arrêt ou jugement rendu en dernier ressort, à compter du jour de l'arrêt; et à l'égard des peines prononcées par les tribunaux de police, à compter du jour où ils ne pourront plus être attaqués par la voie de l'appel.

ART. 640.

L'action publique et l'action civile pour une contravention de police seront prescrites après une année révolue, à compter du jour où elle aura été commise, même lorsqu'il y aura eu procès-verbal, saisie, instruction ou poursuite, si dans cet intervalle il n'est point intervenu de condamnation; s'il y a eu un jugement définitif de première instance de nature à être attaqué par la voie de l'appel, l'action publique et l'action civile se prescriront après une année révolue, à compter de la notification de l'appel qui en aura été interjeté.

ART. 641.

En aucun cas, les condamnés par défaut ou par contumace, dont la peine est prescrite, ne pourront être admis à se présenter pour purger le défaut ou la contumace.

ART. 642.

Les condamnations civiles portées par les arrêts ou par les jugemens rendus en matière criminelle, correctionnelle ou de police, et devenus irrévocables, se prescriront d'après les règles établies par le Code civil.

ART. 643.

Les dispositions du présent chapitre ne dérogent point aux lois particulières relatives à la prescription des actions résultant de certains délits ou de certaines contraventions.

DISPOSITIONS GÉNERALES.

Art. 644.

Toutes dispositions des lois, ordonnances, arrêtés et réglemens, sont et demeurent abrogés en ce qu'elles ont de contraire à la présente ordonnance.

Art. 645.

Les prescriptions établies par le présent Code seront appliquées aux crimes, délits et contraventions commis avant sa promulgation, si elles sont plus favorables aux prévenus ou aux accusés que celles établies par la législation antérieure.

Art. 646.

Notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné à Paris, en notre château des Tuileries, le douzième jour du mois d'octobre de l'an de grâce mil huit cent vingt-huit, et de notre règne le cinquième.

Signé CHARLES.

Par le Roi :

Le Ministre Secrétaire d'état de la marine et des colonies,

Signé Baron HYDE DE NEUVILLE.

TABLE DES MATIÈRES.

Pages.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES ..... 4.

LIVRE I.er De la police judiciaire et des officiers de police qui l'exercent. 5.

CHAPITRE I.er De la police judiciaire ..... *Ibid.*

CHAPITRE II. Des commissaires de police, des commissaires commandans de communes et de leurs lieutenans ..... 6.

CHAPITRE III. Des gardes champêtres, forestiers et de police ..... 7.

CHAPITRE IV. Des procureurs du Roi et de leurs substituts ..... 9.

Section I.re De la compétence des procureurs du Roi relativement à la police judiciaire ..... *Ibid.*

Section II. Mode de procéder des procureurs du Roi dans l'exercice de leurs fonctions ..... 11.

CHAPITRE V. Des officiers de police auxiliaires du procureur du Roi. 15.

CHAPITRE VI. Des juges d'instruction ..... 17.

Section I.re Du juge d'instruction ..... *Ibid.*

Section II. Fonctions du juge d'instruction ..... 18.

Distinction I.re Des cas de flagrant délit ..... *Ibid.*

Distinction II. De l'instruction ..... *Ibid.*

§ I.er Dispositions générales ..... *Ibid.*

§ II. Des plaintes ..... 19.

§ III. De l'audition des témoins ..... 21.

§ IV. Des preuves par écrit et des pièces de conviction .. 24.

CHAPITRE VII. Des mandats de comparution, de dépôt, d'amener et d'arrêt ..... 25.

CHAPITRE VIII. De la liberté provisoire et du cautionnement ..... 30.

Pages.

CHAPITRE IX. Du rapport du juge d'instruction quand la procédure est complète..... 33.

LIVRE II. DE LA JUSTICE..... 35.

TITRE I.er Des tribunaux de police..... *Ibid.*

CHAPITRE I.er Des tribunaux de simple police..... *Ibid.*

§ I.er Du tribunal du juge de paix comme juge de police... *Ibid.*

§ II. *Supprimé*..... 40.

§ III. De l'appel des jugemens de police..... 41.

CHAPITRE II. Des tribunaux en matière correctionnelle..... 42.

TITRE II. Des affaires qui doivent être soumises à la chambre d'accusation, et des mises en accusation..... 50.

TITRE III. Des assises..... 57.

CHAPITRE I.er De la formation des cours d'assises..... *Ibid.*

§ I.er Fonctions du président..... 60.

§ II. Fonctions du procureur général près la cour royale.. 61.

CHAPITRE II. De la procédure devant la cour d'assises..... 64.

CHAPITRE III. De l'examen, du jugement et de l'exécution..... 68.

Section I.re De l'examen..... *Ibid.*

Section II. Du jugement et de l'exécution..... 79.

CHAPITRE IV. Des assesseurs et du tirage au sort de ceux qui doivent être appelés à faire partie des cours d'assises... 86.

Section I.re Des assesseurs..... *Ibid.*

Section II. Du tirage au sort des assesseurs et de la manière de les convoquer..... 87.

TITRE IV. Des manières de se pourvoir contre les arrêts ou jugemens. 91.

CHAPITRE I.er Des demandes en annullation..... *Ibid.*

CHAPITRE II. Des demandes en cassation..... 96.

Section I.re Des nullités en matière criminelle..... *Ibid.*

Section II. Des nullités en matière correctionnelle..... 98.

Section III. Dispositions communes aux deux sections précédentes..... *Ibid.*

Pages.

Section IV. Des formes, des délais et des effets du pourvoi en cassation..... 99.

Section V. Du pourvoi en cassation sur l'ordre du gouvernement. 104.

Section VI. Du pourvoi en cassation dans l'intérêt de la loi... *Ibid.*

CHAPITRE III. Des demandes en révision..... 105.

TITRE V. De quelques procédures particulières..... 107.

CHAPITRE I.er Du faux..... *Ibid.*

CHAPITRE II. Des contumaces..... 112.

CHAPITRE III. Des crimes commis par des juges hors de leurs fonctions et dans l'exercice de leurs fonctions.. 116.

Section I.re De la poursuite et instruction contre les juges, pour crimes ou délits par eux commis hors de leurs fonctions..... *Ibid.*

Section II. De la poursuite et instruction contre des juges et tribunaux autres que les cours royales et les cours d'assises, pour forfaiture et autres crimes ou délits relatifs à leurs fonctions..... 117.

CHAPITRE IV. Des délits contraires au respect dû aux autorités constituées..... 121.

CHAPITRE V. De la manière dont sont reçues, en matière criminelle, correctionnelle et de police, les dépositions du gouverneur, des chefs d'administration, des membres du conseil privé et de certains fonctionnaires du royaume..... 123.

CHAPITRE VI. De la reconnaissance de l'identité des individus condamnés, évadés et repris..... 125.

CHPITRE VII. Manière de procéder en cas de destruction ou d'enlèvement des pièces ou du jugement d'une affaire..... 126.

TITRE VI. Des réglemens de juges et des renvois d'un tribunal à un autre..... 127.

CHAPITRE I.er Des réglemens de juge..... *Ibid.*

CHAPITRE II. Des renvois d'un tribunal à un autre..... 132.

Pages.

TITRE VII. De la cour prévôtale..... 134.

CHAPITRE UNIQUE. De la compétence, de la composition et de la procédure devant la cour prévôtale..... *Ibid.*

Section I.re De la compétence et de la composition de la cour prévôtale..... *Ibid.*

§ I.er De la compétence..... *Ibid.*

§ II. De l'établissement et de la composition de la cour prévôtale..... 135.

Section II. Des fonctions du prévôt, du président et des officiers du ministère public près de la cour prévôtale... *Ibid.*

§ I.er Fonctions du prévôt..... *Ibid.*

§ II. Fonctions du président..... 137.

§ III. Fonctions de l'officier du ministère public près la cour prévôtale..... *Ibid.*

Section III. De la procédure antérieure aux débats..... *Ibid.*

Section IV. De l'examen..... 140.

Section V. Du jugement..... 141.

TITRE VIII. De quelques objets d'intérêt public et de sûreté générale. 145.

CHAPITRE I.er Du dépôt général de la notice des jugemens.... *Ibid.*

CHAPITRE II. Des prisons, maisons d'arrêt et de justice..... 146.

CHAPITRE III. Des moyens d'assurer la liberté individuelle contre les détentions illégales ou d'autres actes arbitraires..... 149.

CHAPITRE IV. De la réhabilitation des condamnés..... 150.

CHAPITRE V. De la prescription..... 152.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES..... 155.

FIN DE LA TABLE.

ORDONNANCE DU ROI

PORTANT APPLICATION

DU CODE PÉNAL

A L'ILE DE LA MARTINIQUE

ET

A L'ILE DE LA GUADELOUPE

ET SES DÉPENDANCES.



PARIS,
DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

1828.

ORDONNANCE DU ROI

Portant application du Code pénal à l'île de la Martinique et à l'île de la Guadeloupe et ses dépendances.

Paris, le 29 Octobre 1828

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE,

A tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu notre ordonnance du 9 février 1827, constitutive du gouvernement de l'île de la Martinique et de celui de l'île de la Guadeloupe et de ses dépendances;

Vu l'art. 7 de notre ordonnance en date du 24 septembre 1828, concernant l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice à l'île de la Martinique et à l'île de la Guadeloupe et ses dépendances, portant que « les deux colonies seront régies » par le Code civil, le Code de procédure civile, le Code de » commerce, le Code d'instruction criminelle et le Code pénal, » modifiés et mis en rapport avec leurs besoins » ;

Voulant pourvoir à l'exécution de cette disposition en ce qui concerne le Code pénal;

Sur le rapport de notre Ministre Secrétaire d'état de la marine et des colonies,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

ARTICLE PREMIER.

L'infraction que les lois punissent de peines de police est une *contravention*.

L'infraction que les lois punissent de peines correctionnelles, est un *délit*.

L'infraction que les lois punissent d'une peine afflictive ou infamante, est un *crime*.

ART. 2.

Toute tentative de *crime* qui aura été manifestée par des actes extérieurs et suivie d'un commencement d'exécution, si elle n'a été suspendue ou n'a manqué son effet que par des circonstances fortuites ou indépendantes de la volonté de l'auteur, est considérée comme le *crime* même.

ART. 3.

Les tentatives de *délits* ne sont considérées comme *délits* que dans les cas déterminés par une disposition spéciale de la loi.

ART. 4.

Nulle contravention, nul délit, nul crime, ne peuvent être punis de peines qui n'étaient pas prononcées par la loi avant qu'ils fussent commis.

ART. 5.

Les dispositions du présent Code ne s'appliquent pas aux contraventions, délits et crimes *militaires*.

A l'égard des crimes, délits et contraventions commis par les

esclaves, et de ceux commis par des personnes libres envers les esclaves, ils seront déterminés et punis par des ordonnances spéciales.

Jusqu'à l'époque de la promulgation de ces ordonnances, les crimes, délits et contraventions commis par des esclaves seront punis conformément à la législation actuellement en vigueur; et ceux qui auront été commis par des personnes de condition libre envers les esclaves, seront punis conformément aux lettres patentes, édits et déclarations du Roi promulgués dans la colonie. Dans les cas non prévus, ils seront punis conformément aux dispositions du présent Code.

LIVRE PREMIER.

DES PEINES EN MATIÈRES CRIMINELLE ET CORRECTIONNELLE, ET DE LEURS EFFETS.

ART. 6.

Les peines en matière criminelle sont ou afflictives et infamantes, ou seulement infamantes.

ART. 7.

Les peines afflictives et infamantes sont

1.° La mort;
2.° Les travaux forcés à perpétuité;
3.° La déportation;
4.° Les travaux forcés à temps;
5.° La reclusion.

La marque peut être prononcée, concurremment avec une peine afflictive, dans les cas déterminés par la loi.

ART. 8.

Les peines infamantes sont

1.° Le carcan;
2.° Le bannissement;
3.° La dégradation civique.

ART. 9.

Les peines en matière correctionnelle sont

1.° L'emprisonnement à temps dans un lieu de correction;

2.° L'interdiction à temps de certains droits civiques, civils ou de famille;

3.° L'amende.

ART. 10.

La condamnation aux peines établies par la loi est toujours prononcée sans préjudice des restitutions et dommages-intérêts qui peuvent être dus aux parties.

ART. 11.

Le renvoi sous la surveillance spéciale de la haute police, l'interdiction absolue ou limitée de posséder des esclaves, l'amende, et la confiscation spéciale, soit du corps du délit, quand la propriété en appartient au condamné, soit des choses produites par le délit, soit de celles qui ont servi ou qui ont été destinées à le commettre, sont des peines communes aux matières criminelle et correctionnelle.

CHAPITRE PREMIER.

DES PEINES EN MATIÈRE CRIMINELLE.

ART. 12.

Tout condamné à mort aura la tête tranchée.

ART. 13.

Le coupable, condamné à mort pour parricide, sera conduit sur le lieu de l'exécution, en chemise, nu-pieds, et la tête couverte d'un voile noir.

Il sera exposé sur l'échafaud, pendant qu'un huissier fera au peuple lecture de l'arrêt de condamnation; il aura ensuite le poing droit coupé, et sera immédiatement exécuté à mort.

ART. 14.

Les corps des suppliciés seront délivrés à leurs familles, si elles les réclament, à la charge par elles de les faire inhumer sans aucun appareil.

ART. 15.

Les hommes condamnés aux travaux forcés seront employés aux travaux les plus pénibles; ils traîneront à leurs pieds un boulet, ou seront attachés deux à deux avec une chaîne, lorsque la nature du travail auquel ils seront employés le permettra.

Les hommes condamnés aux travaux forcés seront envoyés dans les bagnes des ports de France, pour subir leur condamnation, sans préjudice des autres peines déterminées par les articles 20 et 22 ci-après, qui seront appliquées dans la colonie.

Néanmoins, en attendant leur départ pour la France, ils subiront leur peine dans l'intérieur des prisons.

ART. 16.

Les femmes et les filles condamnées aux travaux forcés n'y seront employées que dans l'intérieur d'une maison de force.

ART. 17.

La peine de la déportation consistera à être transporté et à demeurer à perpétuité dans un lieu déterminé par le gouvernement, hors du territoire continental de la France et du territoire de la colonie.

Si le déporté rentre sur le territoire qui lui est interdit, il sera, sur la seule preuve de son identité, condamné aux travaux forcés à perpétuité.

Le déporté qui ne sera pas rentré sur le territoire qui lui est interdit, mais qui sera saisi dans des pays occupés par les armées françaises, sera reconduit dans le lieu de sa déportation.

ART. 18.

Les condamnations aux travaux forcés à perpétuité et à la déportation emporteront mort civile.

Néanmoins, le Gouvernement pourra accorder au déporté, dans le lieu de la déportation, l'exercice des droits civils ou de quelques-uns de ces droits.

ART. 19.

La condamnation à la peine des travaux forcés à temps sera prononcée pour cinq ans au moins et vingt ans au plus.

ART. 20.

Quiconque aura été condamné à la peine des travaux forcés à perpétuité, sera flétri, sur la place publique, par l'application d'une empreinte avec un fer brûlant, sur l'épaule droite.

Les condamnés à d'autres peines ne subiront la flétrissure que dans les cas où la loi l'aurait attachée à la peine qui leur est infligée.

Cette empreinte sera des lettres TP pour les coupables condamnés aux travaux forcés à perpétuité ; de la lettre T pour les coupables condamnés aux travaux forcés à temps, lorsqu'ils devront être flétris.

La lettre F sera ajoutée dans l'empreinte, si le coupable est un faussaire.

ART. 21.

Tout individu de l'un ou l'autre sexe, condamné à la peine de la reclusion, sera renfermé dans une maison de force, et employé à des travaux dont le produit pourra être en partie appliqué à son profit, ainsi qu'il sera réglé par le Gouvernement.

La durée de cette peine sera au moins de cinq années, et de dix ans au plus.

Les individus mentionnés au présent article pourront être envoyés en France pour y subir leur peine.

ART. 22.

Quiconque aura été condamné à l'une des peines des travaux forcés à perpétuité, des travaux forcés à temps ou de la reclusion, sera, avant de subir sa peine, attaché au carcan sur la place publique ; il y demeurera exposé aux regards du peuple durant une heure. Au-dessus de sa tête sera placé un écriteau portant, en caractères gros et lisibles, ses noms, sa profession, son domicile, sa peine et la cause de sa condamnation.

ART. 23.

La durée de la peine des travaux forcés à temps, et de la peine de la reclusion, se comptera du jour de l'exposition.

ART. 24.

La condamnation à la peine du carcan sera exécutée de la manière prescrite par l'art. 22.

ART. 25.

Aucune condamnation ne pourra être exécutée les jours de fêtes nationales ou religieuses, ni les dimanches.

ART. 26.

L'exécution se fera sur l'une des places publiques du lieu qui sera indiqué par l'arrêt de condamnation.

ART. 27.

Si une femme condamnée à mort se déclare, et s'il est vérifié qu'elle est enceinte, elle ne subira sa peine qu'après sa délivrance.

ART. 28.

Quiconque aura été condamné à la peine des travaux forcés à temps, du bannissement, de la reclusion ou du carcan, ne pourra jamais être assesseur, ni expert, ni être employé comme témoin dans les actes,

ni déposer en justice, autrement que pour y donner de simples renseignemens.

Il sera incapable de tutelle et de curatelle, si ce n'est de ses enfans, et sur l'avis seulement de la famille.

Il sera déchu du droit de posséder des esclaves, à quelque titre que ce soit, du droit de port d'armes, et de servir dans les armées du Roi.

ART. 29.

Quiconque aura été condamné à la peine des travaux forcés à temps ou de la reclusion, sera de plus, pendant la durée de sa peine, en état d'interdiction légale; à défaut de parens ou d'amis en état de gérer la curatelle, la gestion en appartiendra au curateur des biens vacans.

ART. 30.

Les biens du condamné lui seront remis après qu'il aura subi sa peine, et le curateur lui rendra compte de son administration.

ART. 31.

Pendant la durée de la peine, il ne pourra lui être remis aucune somme, aucune provision, aucune portion de ses revenus.

ART. 32.

Quiconque aura été condamné au bannissement, sera transporté, par ordre du Gouvernement, hors du territoire de la France et de ses colonies.

La durée du bannissement sera au moins de cinq années, et de dix ans au plus.

ART. 33.

Si le banni, durant le temps de son bannissement, rentre sur le territoire qui lui est interdit, il sera, sur la seule preuve de son identité, condamné à la peine de la déportation.

ART. 34.

La dégradation civique consiste dans la destitution et l'exclusion du condamné de toutes fonctions ou emplois publics, et dans la privation de tous les droits énoncés en l'article 28.

ART. 35.

La durée du bannissement se comptera du jour où l'arrêt sera devenu irrévocable.

ART. 36.

Tous les arrêts qui porteront la peine de mort, les travaux forcés à perpétuité ou à temps, la déportation, la reclusion, la peine du carcan, le bannissement et la dégradation civique, seront imprimés par extrait.

Ils seront affichés dans la ville chef-lieu de la colonie, dans celle où l'arrêt aura été rendu, dans la commune du lieu où le délit aura été commis, dans celle où se fera l'exécution, et dans celle du domicile du condamné.

ART. 37.

Supprimé.

ART. 38.

Supprimé.

ART. 39.

Supprimé.

CHAPITRE II.

DES PEINES EN MATIÈRE CORRECTIONNELLE.

ART. 40.

Quiconque aura été condamné à la peine d'emprisonnement, sera renfermé dans une maison de correction située dans la colonie ; il y sera employé à l'un des travaux établis dans cette maison.

La durée de cette peine sera au moins de seize jours et de cinq années au plus, sauf les cas de récidive ou autres, où la loi aura déterminé d'autres limites.

La peine à un jour d'emprisonnement est de vingt-quatre heures;

Celle à un mois est de trente jours.

ART. 41.

Les produits du travail de chaque détenu pour délit correctionnel sont appliqués, partie aux dépenses communes de la maison, partie à lui procurer quelques adoucissemens, s'il les mérite, et partie à former pour lui, au temps de sa sortie, un fonds de réserve; le tout ainsi qu'il sera ordonné par des réglemens d'administration publique.

ART. 42.

La cour royale jugeant correctionnellement, pourra, dans certains cas, interdire, en tout ou en partie, l'exercice des droits civiques, civils et de famille suivans:

1.° De vote et d'élection;

2.° D'éligibilité;

3.° D'être appelé ou nommé aux fonctions d'assesseur, ou autres fonctions publiques, ou aux emplois de l'administration, ou d'exercer ces fonctions ou emplois;

4.° De port d'armes;

5.° De vote et de suffrage dans les délibérations de famille;

6.° D'être tuteur, curateur, si ce n'est de ses enfans et sur l'avis seulement de la famille;

7.° D'être expert ou employé comme témoin dans les actes;

8.° De témoignage en justice, autrement que pour y faire de simples déclarations;

9.° De posséder des esclaves pendant cinq ans au moins et dix ans au plus;

10.° De conserver la propriété de tels ou tels esclaves déterminés.

ART. 43.

La cour ne prononcera l'interdiction mentionnée dans l'article précédent, que lorsqu'elle aura été autorisée ou ordonnée par une disposition particulière de la loi.

CHAPITRE III.

DES PEINES ET DES AUTRES CONDAMNATIONS QUI PEUVENT ÊTRE PRONONCÉES POUR CRIMES OU DÉLITS.

ART. 44.

L'effet du renvoi sous la surveillance de la haute police de l'État sera de donner au gouverneur, ainsi qu'à la partie intéressée, le droit d'exiger, soit de l'individu placé dans cet état, après qu'il aura subi sa peine, soit de ses père et mère, tuteur ou curateur, s'il est en âge de minorité, une caution solvable de bonne conduite, jusqu'à la somme qui sera fixée par l'arrêt. Toute personne pourra être admise à fournir cette caution.

Faute de fournir ce cautionnement, le condamné demeure à la disposition du gouverneur, qui a le droit d'ordonner, soit l'éloignement de l'individu d'un certain lieu, soit sa résidence continue dans tel ou tel autre lieu de la colonie, soit même son expulsion de la colonie, dans le cas où il n'y aurait pas contracté mariage.

ART. 45.

En cas de désobéissance à cet ordre, le gouverneur aura le droit de faire arrêter et détenir le condamné, durant un intervalle de temps qui pourra s'étendre jusqu'à l'expiration du temps fixé pour l'état de la surveillance spéciale.

ART. 46.

Lorsque la personne mise sous la surveillance spéciale du gouvernement et ayant obtenu sa liberté sous caution, aura été condamnée, par

un jugement devenu irrévocable, pour un ou plusieurs crimes, ou pour un ou plusieurs délits commis dans l'intervalle déterminé par l'acte de cautionnement, les cautions seront contraintes, même par corps, au paiement des sommes portées dans cet acte.

Les sommes recouvrées seront affectées de préférence aux restitutions, aux dommages-intérêts et frais adjugés aux parties lésées par ces crimes ou ces délits.

ART. 47.

Les coupables condamnés aux travaux forcés à temps et à la reclusion, seront, de plein droit, après qu'ils auront subi leur peine, et pendant toute la vie, sous la surveillance de la haute police de l'État.

ART. 48.

Les coupables condamnés au bannissement seront, de plein droit, sous la même surveillance pendant un temps égal à la durée de la peine qu'ils auront subie.

ART. 49.

Devront être renvoyés sous la même surveillance, ceux qui auront été condamnés pour crimes ou délits qui intéressent la sûreté intérieure ou extérieure de l'État.

ART. 50.

Hors les cas déterminés par les articles précédens, les condamnés ne seront placés sous la surveillance de la haute police de l'État que dans le cas où une disposition particulière de la loi l'aura permis.

ART. 51.

Quand il y aura lieu à restitution, le coupable sera condamné, en outre, envers la partie, à des indemnités dont la détermination est laissée à la justice des cours, lorsque la loi ne les aura pas réglées, sans qu'elles puissent jamais être au-dessous du quart des restitutions, et sans que ces cours puissent, du consentement même de la partie, en prononcer l'application à une œuvre quelconque.

ART. 52.

L'exécution des condamnations à l'amende, aux restitutions, aux dommages-intérêts et aux frais, pourra être poursuivie par la voie de la contrainte par corps.

ART. 53.

Lorsque des amendes et des frais seront prononcés au profit de l'État, si, après l'expiration de la peine afflictive ou infamante, l'emprisonnement du condamné, pour l'acquit de ces condamnations pécuniaires, a duré une année complète, il pourra, sur la preuve, acquise par les voies de droit, de son absolue insolvabilité, obtenir sa liberté provisoire.

La durée de l'emprisonnement sera réduite à six mois, s'il agit d'un délit; sauf, dans tous les cas, à reprendre la contrainte par corps, s'il survient au condamné quelque moyen de solvabilité.

Dans le cas où le condamné ne serait point détenu, l'exercice de la contrainte par corps aura lieu en vertu d'un ordre d'arrestation et d'écrou émané d'un officier du ministère public. Cet ordre ne pourra être délivré qu'après un commandement fait au condamné.

ART. 54.

En cas de concurrence de l'amende avec les restitutions et les dommages-intérêts, sur les biens insuffisans du condamné, ces dernières condamnations obtiendront la préférence.

ART. 55.

Tous les individus condamnés pour un même crime, ou pour un même délit, sont tenus solidairemement des amendes, des restitutions, des dommages-intérêts et des frais.

Néanmoins, en cas de recélé par des personnes de condition libre, en tout ou partie, de choses volées par des esclaves, les recéleurs seront seuls tenus du paiement des amendes et des frais : il seront, en

outre, passibles des restitutions et des dommages-intérêts, qui ne pourront être répétés contre le maître de l'esclave condamné qu'après la discussion de leurs biens.

CHAPITRE IV.

DES PEINES DE LA RÉCIDIVE POUR CRIMES ET DÉLITS.

ART. 56.

Quiconque, ayant été condamné pour crime, aura commis un second crime emportant la dégradation civique, sera condamné à la peine du carcan;

Si le second crime emporte la peine du carcan ou le bannissement, il sera condamné à la peine de la reclusion;

Si le second crime entraîne la peine de la reclusion, il sera condamné à la peine des travaux forcés à temps et à la marque;

Si le second crime entraîne la peine des travaux forcés à temps ou la déportation, il sera condamné à la peine des travaux forcés à perpétuité;

Si le second crime entraîne la peine des travaux forcés à perpétuité, il sera condamné à la peine de mort.

ART. 57.

Quiconque, ayant été condamné pour un crime, aura commis un délit de nature à être puni correctionnellement, sera condamné au maximum de la peine portée par la loi, et cette peine pourra être élevée jusqu'au double.

ART. 58.

Les coupables condamnés correctionnellement à un emprisonnement de plus d'une année, seront aussi, en cas de nouveau délit, condamnés au maximum de la peine portée par la loi, et cette peine pourra être élevée jusqu'au double : ils seront, de plus, mis sous la surveillance spéciale du Gouvernement, pendant au moins cinq années et dix ans au plus.

Néanmoins, dans les cas prévus par le présent article et par l'article précédent, si les circonstances paraissent atténuantes, et si le préjudice causé n'excède pas cinquante francs, les juges auront la faculté de réduire la peine au-dessous du maximum.

LIVRE II.

DES PERSONNES PUNISSABLES, EXCUSABLES OU RESPONSABLES POUR CRIMES OU POUR DÉLITS.

CHAPITRE UNIQUE.

ART. 59.

Les complices d'un crime ou d'un délit seront punis de la même peine que les auteurs mêmes de ce crime ou de ce délit, sauf les cas où la loi en aurait disposé autrement.

Si le crime ou délit a été commis de complicité entre des personnes de condition libre et des esclaves, chacun d'eux sera condamné aux peines établies par les lois qui le concernent, si elles renferment des dispositions particulières relativement à ces crimes et délits.

ART. 60.

Seront punis comme complices d'une action qualifiée crime ou délit, ceux qui, par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables, auront provoqué à cette action, ou donné des instructions pour la commettre.

Ceux qui auront procuré des armes, des instrumens, ou tout autre moyen qui aura servi à l'action, sachant qu'ils devaient y servir;

Ceux qui auront, avec connaissance, aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs de l'action, dans les faits qui l'auront préparée ou facilitée, ou dans ceux qui l'auront consommée; sans préjudice des peines qui seront

spécialement portées par le présent Code contre les auteurs de complots ou de provocations attentatoires à la sûreté intérieure ou extérieure de l'État, même dans le cas où le crime qui était l'objet des conspirateurs ou des provocateurs n'aurait pas été commis.

ART. 61.

Ceux qui, connaissant la conduite criminelle des malfaiteurs exerçant des brigandages ou des violences contre la sûreté de l'État, la paix publique, les personnes ou les propriétés, leur fournissent habituellement logement, lieu de retraite ou de réunion, seront punis comme leurs complices.

ART. 62.

Ceux qui sciemment auront recélé, en tout ou en partie, des choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, seront aussi punis comme complices de ce crime ou délit.

Lorsque les objets recélés proviendront de vols commis par des esclaves, le recéleur pourra, en outre, être exclu à perpétuité de la colonie.

Ceux qui auront acheté, reçu en dépôt, en gage, ou à tout autre titre, d'un esclave, des choses volées par lui ou par un autre esclave, seront réputés avoir eu connaissance du vol, et punis comme recéleurs, si le contraire n'est prouvé.

ART. 63.

Néanmoins, et à l'égard des recéleurs désignés dans l'article précédent, la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité ou de la déportation, lorsqu'il y aura lieu, ne leur sera appliquée qu'autant qu'ils seront convaincus d'avoir eu, au temps du recélé, connaissance des circonstances auxquelles la loi attache les peines de ces trois genres; sinon ils ne subiront que la peine des travaux forcés à temps.

ART. 64.

Il n'y a ni crime ni délit, lorsque le prévenu était en état de démence au temps de l'action, ou lorsqu'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister.

ART. 65.

Nul crime ou délit ne peut être excusé, ni la peine mitigée, que dans les cas et dans les circonstances où la loi déclare le fait excusable, ou permet de lui appliquer une peine moins rigoureuse.

ART. 66.

Lorsque l'accusé aura moins de seize ans, s'il est décidé qu'il a agi sans discernement, il sera acquitté; mais il sera, selon les circonstances, remis à ses parens, ou conduit dans une maison de correction, pour y être élevé et détenu pendant tel nombre d'années que le jugement déterminera, et qui toutefois ne pourra excéder l'époque où il aura accompli sa vingtième année.

ART. 67.

S'il est décidé qu'il a agi avec discernement, les peines seront prononcées ainsi qu'il suit:

S'il a encouru la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité, ou de la déportation, il sera condamné à la peine de dix à vingt ans d'emprisonnement dans une maison de correction;

S'il a encouru la peine des travaux forcés à temps, ou de la reclusion, il sera condamné à être renfermé dans une maison de correction pour un temps égal au tiers au moins et à la moitié au plus de celui auquel il aurait pu être condamné à l'une de ces peines.

Dans tous ces cas, il pourra être mis, par le jugement, sous la surveillance de la haute police, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

S'il a encouru la peine du carcan ou du bannissement, il sera condamné à être enfermé, d'un an à cinq ans, dans une maison de correction.

ART. 68.

Dans aucun des cas prévus par l'article précédent, le condamné ne subira l'exposition publique.

ART. 69.

Si le coupable n'a encouru qu'une peine correctionnelle, il pourra

être condamné à telle peine correctionnelle qui sera jugée convenable, pourvu qu'elle soit au-dessous de la moitié de celle qu'il aurait subie s'il avait eu seize ans.

ART. 70.

Les peines des travaux forcés à perpétuité, de la déportation et des travaux forcés à temps, ne seront prononcées contre aucun individu âgé de soixante-dix ans accomplis au moment du jugement.

ART. 71.

Ces peines seront remplacées, à leur égard, par celle de la reclusion, soit à perpétuité, soit à temps, et selon la durée de la peine qu'elle remplacera.

ART. 72.

Tout condamné à la peine des travaux forcés à perpétuité ou à temps, dès qu'il aura atteint l'âge de soxiante-dix ans accomplis, en sera relevé, et sera renfermé dans une maison de force pour tout le temps à expirer de sa peine, comme s'il n'eût été condamné qu'à la reclusion.

ART. 73.

Les aubergistes et hôteliers, convaincus d'avoir logé plus de vingt-quatre heures, quelqu'un qui, pendant son séjour, aurait commis un crime ou un délit, seront civilement responsables des restitutions, des indemnités et des frais adjugés à ceux à qui ce crime ou ce délit aurait causé quelque dommage, faute par eux d'avoir inscrit sur leur registre le nom, la profession et le domicile du coupable; sans préjudice de leur responsabilité dans le cas des articles 1952 et 1953 du Code civil.

ART. 74.

Dans les autres cas de responsabilité civile qui pourront se présenter dans les affaires criminelles, correctionnelles ou de police, les cours et tribunaux devant qui ces affaires seront portées se conformeront aux dispositions du Code civil, livre III, titre IV, chapitre 2.

Néanmoins les maîtres pourront faire l'abandon de leurs esclaves au profit de qui il appartiendra, à raison des condamnations pécuniaires prononcées contre eux et des amendes encourues par le fait particulier desdits esclaves. Au moyen de cet abandon, ils ne seront point sujets aux dispositions du présent article et du précédent.

LIVRE III.

DES CRIMES, DES DÉLITS, ET DE LEUR PUNITION.

TITRE PREMIER.

CRIMES ET DÉLITS CONTRE LA CHOSE PUBLIQUE.

CHAPITRE PREMIER.

CRIMES ET DÉLITS CONTRE LA SÛRETÉ DE L'ÉTAT.

SECTION PRÉMIÈRE.

DES CRIMES ET DÉLITS CONTRE LA SÛRETÉ EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT.

ART. 75.

Tout Français qui aura porté les armes contre la France sera puni de mort.

ART. 76.

Quiconque aura pratiqué des machinations ou entretenu des intelligences avec les puissances étrangères ou leurs agens, pour les engager à commettre des hostilités ou à entreprendre la guerre contre la France, ou pour leur en procurer les moyens, sera puni de mort.

Cette disposition aura lieu dans le cas même où lesdites machinations ou intelligences n'auraient pas été suivies d'hostilités.

ART. 77.

Sera également puni de mort, quiconque aura pratiqué des manœuvres ou entretenu des intelligences avec les ennemis de l'État, à l'effet de faciliter leur entrée sur le territoire et dépendances du royaume, ou de leur livrer des villes, forteresses, places, postes, ports, magasins, arsenaux ou bâtimens appartenant à la France, ou de fournir aux ennemis des secours en soldats, hommes, argent, vivres, armes ou munitions, ou de seconder les progrès de leurs armes sur les possessions ou contre les forces françaises de terre ou de mer, soit en ébranlant la fidélité des officiers, soldats, matelots ou autres, envers le Roi et l'État, soit de toute autre manière.

ART. 78.

Si la correspondance avec les sujets d'une puissance ennemie, sans avoir pour objet l'un des crimes énoncés en l'article précédent, a néanmoins eu pour résultat de fournir aux ennemis des instructions nuisibles à la situation militaire ou politique de la France ou de ses alliés, ceux qui auront entretenu cette correspondance seront punis du bannissement, sans préjudice de plus fortes peines, dans le cas où ces instructions auraient été la suite d'un concert constituant un fait d'espionnage.

ART. 79.

La peine exprimée aux articles 76 et 77 sera la même, soit que les machinations ou manœuvres énoncées en ces articles aient été commises envers la France, soit qu'elles l'aient été envers les alliés de la France agissant contre l'ennemi commun.

ART. 80.

Sera puni de la peine exprimée en l'article 76, tout fonctionnaire public, tout agent du gouvernement, ou toute autre personne qui, chargée ou instruite officiellement, ou à raison de son état, du secret d'une négociation ou d'une expédition, l'aura livrée aux agens d'une puissance étrangère ou de l'ennemi.

ART. 81.

Tout fonctionnaire public, tout agent, tout préposé du gouvernement, chargé, à raison de ses fonctions, du dépôt des plans de fortifications, arsenaux, ports ou rades, qui aura livré ces plans ou l'un de ces plans à l'ennemi ou aux agens de l'ennemi, sera puni de mort.

Il sera puni du bannissement, s'il a livré ces plans aux agens d'une puissance étrangère, neutre ou alliée.

ART. 82.

Toute autre personne qui, étant parvenue, par corruption, fraude ou violence, à soustraire lesdits plans, les aura livrés ou à l'ennemi, ou aux agens d'une puissance étrangère, sera puni comme le fonctionnaire ou agent mentionné dans l'article précédent, et selon les distinctions qui y sont établies.

Si lesdits plans se trouvaient, sans le préalable emploi de mauvaises voies, entre les mains de la personne qui les a livrés, la peine sera, au premier cas mentionné dans l'article 81, la déportation;

Et, au second cas du même article, un emprisonnement de deux à cinq ans.

ART. 83.

Quiconque aura recélé ou aura fait recéler les espions ou les soldats ennemis envoyés à la découverte et qu'il aura connus pour tels, sera condamné à la peine de mort.

ART. 84.

Quiconque aura, par des actions hostiles non approuvées par le gouvernement, exposé l'État à une déclaration de guerre, sera puni du bannissement; et si la guerre s'en est suivie, de la déportation.

ART. 85.

Quiconque aura, par des actes non approuvés par le gouvernement, exposé des Français à éprouver des représailles, sera puni du bannissement.

SECTION II.

DES CRIMES CONTRE LA SÛRETÉ INTÉRIEURE DE L'ÉTAT.

§. I.er

DES ATTENTATS ET COMPLOTS DIRIGÉS CONTRE LE ROI ET SA FAMILLE.

ART. 86.

L'attentat ou le complot contre la vie ou contre la personne du Roi est crime de lèse-majesté; ce crime est puni comme parricide.

ART. 87.

L'attentat ou le complot contre la vie ou la personne des membres de la famille royale;

L'attentat ou le complot dont le but sera,

Soit de détruire ou de changer le gouvernement, ou l'ordre de successibilité au trône,

Soit d'exciter les citoyens ou habitans à s'armer contre l'autorité royale,

Seront punis de la peine de mort.

ART. 88.

Il y a attentat dès qu'un acte est commis ou commencé pour parvenir à l'exécution de ces crimes, quoiqu'ils n'aient pas été consommés.

ART. 89.

Il y a complot dès que la résolution d'agir est concertée et arrêtée entre deux conspirateurs ou un plus grand nombre, quoiqu'il n'y ait pas eu d'attentat.

ART. 90.

S'il n'y a pas eu de complot arrêté, mais une proposition faite et non agréée d'en former un pour arriver au crime mentionné dans l'article 86, celui qui aura fait une telle proposition sera puni de la reclusion.

L'auteur de toute proposition non agréée tendant à l'un des crimes énoncés dans l'article 87, sera puni du bannissement.

§ II.

DES CRIMES TENDANT À TROUBLER L'ÉTAT PAR LA GUERRE CIVILE, L'ILLÉGAL EMPLOI DE LA FORCE ARMÉE, LA DÉVASTATION ET LE PILLAGE PUBLIC.

ART. 91.

L'attentat ou le complot dont le but sera,

Soit d'exciter la guerre civile, en armant ou en portant les citoyens, les individus habitant le pays, ou les esclaves, à s'armer les uns contre les autres,

Soit de porter la dévastation, le massacre et le pillage dans une ou plusieurs communes,

Seront punis de la peine de mort.

ART. 92.

Seront punis de mort, ceux qui auront levé ou fait lever des troupes armées, engagé ou enrôlé, fait engager ou enrôler des soldats, ou leur auront fourni ou procuré des armes ou munitions, sans ordre ou autorisation du pouvoir légitime.

ART. 93.

Ceux qui, sans droit ou motif légitime, auront pris le commandement d'un corps d'armée, d'une troupe, d'une flotte, d'une escadre, d'un bâtiment de guerre, d'une place forte, d'un poste, d'un port, d'une ville,

Ceux qui auront retenu, contre l'ordre du gouvernement, un commandement militaire quelconque,

Les commandans qui auront tenu leur armée ou troupe rassemblée, après que le licenciement ou la séparation en auront été ordonnés,

Seront punis de la peine de mort.

ART. 94.

Toute personne qui, pouvant disposer de la force publique, en aura

requis ou ordonné, fait requérir ou ordonner l'action ou l'emploi contre la levée des gens de guerre légalement établie, sera punie de la déportation.

Si cette réquisition ou cet ordre ont été suivis de leur effet, le coupable sera puni de mort.

ART. 95.

Tout individu qui aura incendié ou détruit, par l'explosion d'une mine, des édifices, magasins, arsenaux, vaisseaux, ou autres propriétés appartenant à l'État, sera puni de mort.

ART. 96.

Quiconque, soit pour envahir des domaines, propriétés ou deniers publics, places, villes, forteresses, postes, magasins, arsenaux, ports, vaisseaux ou bâtimens appartenant à l'État, soit pour piller ou partager des propriétés publiques ou nationales, ou celles d'une généralité de citoyens, soit enfin pour faire attaque ou résistance envers la force publique agissant contre les auteurs de ces crimes, se sera mis à la tête de bandes armées, ou y aura exercé une fonction ou un commandement quelconque, sera puni de mort.

Les mêmes peines seront appliquées à ceux qui auront dirigé l'association, levé ou fait lever, organisé ou fait organiser les bandes, ou leur auront sciemment et volontairement fourni ou procuré des armes, munitions et instrumens de crime, ou envoyé des convois de subsistances, ou qui auront, de toute autre manière, pratiqué des intelligences avec les directeurs ou commandans des bandes.

ART. 97.

Dans le cas où l'un ou plusieurs des crimes mentionnés aux articles 86, 87 et 91 auront été exécutés ou simplement tentés par une bande, la peine de mort sera appliquée, sans distinction de grade, à tous les individus faisant partie de la bande, et qui auront été saisis sur le lieu de la réunion séditieuse.

Sera puni des mêmes peines, quoique non saisi sur le lieu, quiconque

aura dirigé la sédition, ou aura exercé, dans la bande, un emploi ou commandement quelconque.

ART. 98.

Hors le cas où la réunion séditieuse aurait eu pour objet ou résultat l'un ou plusieurs des crimes énoncés aux articles 86, 87, et 91, les individus faisant partie des bandes dont il est parlé ci-dessus, sans y exercer aucun commandement ni emploi, et qui auront été saisis sur les lieux, seront punis de la déportation.

ART. 99.

Ceux qui, connaissant le but et le caractère desdites bandes, leur auront, sans contrainte, fourni des logemens, lieux de retraite ou de réunion, seront condamnés à la peine des travaux forcés à temps.

ART. 100.

Il ne sera prononcé aucune peine, pour le fait de sédition, contre ceux qui, ayant fait partie de ces bandes, sans y exercer aucun commandement, et sans y remplir aucun emploi ni fonctions, se seront retirés au premier avertissement des autorités civiles ou militaires, ou même depuis, lorsqu'ils n'auront été saisis que hors des lieux de la réunion séditieuse, sans opposer de résistance et sans armes.

Ils ne seront punis, dans ces cas, que des crimes particuliers qu'ils auraient personnellement commis ; et néanmoins ils pourront être renvoyés, pour cinq ans, ou au plus jusqu'à dix, sous la surveillance spéciale de la haute police.

Ils pourront, de plus, être exclus à perpétuité de la colonie.

ART. 101.

Sont compris dans le mot *armes*, toutes machines, tous instrumens ou ustensiles tranchans, perçans ou contondans.

Les couteaux et ciseaux de poche, les cannes simples, ne seront réputés armes qu'autant qu'il en aura été fait usage pour tuer, blesser ou frapper.

DISPOSITIONS COMMUNES AUX DEUX PARAGRAPHES DE LA PRÉSENTE SECTION.

ART. 102.

Seront punis comme coupables des crimes et complots mentionnés dans la présente section, tous ceux qui, soit par discours tenus dans des lieux ou réunions publics, soit par des placards affichés, soit par des écrits imprimés, auront excité directement les citoyens, les individus habitant le pays, ou les esclaves, à les commettre.

Néanmoins, dans le cas où lesdites provocations n'auraient été suivies d'aucun effet, leurs auteurs seront simplement punis du bannissement.

SECTION III.

DE LA RÉVÉLATION ET DE LA NON-RÉVÉLATION DES CRIMES QUI COMPROMETTENT LA SÛRETÉ INTÉRIEURE OU EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT.

ART. 103.

Toutes personnes qui, ayant eu connaissance de complots formés ou de crimes projetés contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'État, n'auront pas fait la déclaration de ces complots ou crimes, et n'auront pas révélé au gouvernement, ou aux autorités administratives ou de police judiciaire, les circonstances qui en seront venues à leur connaissance, le tout dans les vingt-quatre heures qui auront suivi ladite connaissance, seront, lors même qu'elles seraient reconnues exemptes de toute complicité, punies, pour le seul fait de non-révélation, de la manière et selon les distinctions qui suivent.

ART. 104.

S'il s'agit du crime de lèse-majesté, tout individu qui, au cas de l'article précédent, n'aura point fait les déclarations qui y sont prescrites, sera puni de la reclusion.

ART. 105.

A l'égard des autres crimes ou complots mentionnés au présent chapitre, toute personne qui, en étant instruite, n'aura pas fait les déclarations prescrites par l'article 103, sera punie d'un emprisonnement de deux à cinq ans, et d'une amende de cinq cents francs à deux mille francs.

ART. 106.

Celui qui aura eu connaissance desdits crimes ou complots non révélés, ne sera point admis à excuse, sur le fondement qu'il ne les aurait point approuvés, ou même qu'il s'y serait opposé et aurait cherché à en dissuader leurs auteurs.

ART. 107.

Néanmoins, si l'auteur du complot ou crime est époux, ascendant ou descendant, frère ou sœur, ou allié aux mêmes degrés, de la personne prévenue de réticence, celle-ci ne sera point sujette aux peines portées par les articles précédens; mais elle pourra être mise, par l'arrêt, sous la surveillance spéciale de la haute police pendant un temps qui n'excédera point dix ans.

ART. 108.

Seront exemptés des peines prononcées contre les auteurs de complots ou d'autres crimes attentatoires à la sûreté intérieure ou extérieure de l'État, ceux des coupables qui, avant toute exécution ou tentative de ces complots ou de ces crimes, et avant toutes poursuites commencées, auront, les premiers, donné aux autorités mentionnées en l'article 103 connaissance de ces complots ou crimes, et de leurs auteurs ou complices, ou qui, même depuis le commencement des poursuites, auront procuré l'arrestation desdits auteurs ou complices.

Les coupables qui auront donné ces connaissances ou procuré ces arrestations pourront néanmoins être condamnés à rester, pour la vie, ou à temps, sous la surveillance de la haute police.

CHAPITRE II.

CRIMES ET DÉLITS CONTRE LES LOIS CONSTITUTIVES DE LA COLONIE.

SECTION PREMIÈRE.

DES CRIMES ET DÉLITS RELATIFS À L'EXERCICE DES DROITS CIVIQUES.

ART. 109.

Lorsque, par attroupement, voies de fait ou menaces, on aura empêché un ou plusieurs citoyens d'exercer leurs droits civiques, chacun des coupables sera puni d'un emprisonnement de six mois au moins et de deux ans au plus, et de l'interdiction du droit de voter et d'être éligible pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

ART, 110.

Si ce crime a été commis par suite d'un plan concerté pour être exécuté, soit dans tout le royaume, soit dans un ou plusieurs départemens, soit dans un ou plusieurs arrondissemens communaux, soit dans toute la colonie, la peine sera le bannissement.

ART. 111.

Tout citoyen qui, étant chargé, dans un scrutin, du dépouillement des billets contenant les suffrages des citoyens, sera surpris falsifiant ces billets ou en soustrayant de la masse, ou y en ajoutant, ou inscrivant sur les billets des votans non lettrés des noms autres que ceux qui lui auraient été déclarés, sera puni de la peine du carcan.

ART. 112.

Toutes autres personnes coupables des faits énoncés dans l'article précédent seront punies d'un emprisonnement de six mois au moins et de deux ans au plus, et de l'interdiction du droit de voter et d'être éligibles pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

ART. 113.

Tout citoyen qui aura, dans les élections, acheté ou vendu un suffrage à un prix quelconque, sera puni d'interdiction des droits de citoyen et de toute fonction ou emploi public pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

ART. 113.

Seront en outre, le vendeur et l'acheteur du suffrage, condamnés chacun à une amende double de la valeur des choses reçues ou promises.

SECTION II.

ATTENTATS À LA LIBERTÉ.

ART. 114.

Lorsqu'un fonctionnaire public, un agent ou un préposé du gouvernement, aura ordonné ou fait quelque acte arbitraire et attentatoire, soit à la liberté individuelle, soit aux droits civiques d'un ou de plusieurs citoyens, soit aux lois constitutives de la colonie, il sera condamné à la peine de la dégradation civique.

Si, néanmoins, il justifie qu'il a agi par ordre de ses supérieurs pour des objets du ressort de ceux-ci, et sur lesquels il leur était dû obéissance hiérarchique, il sera exempt de la peine, laquelle sera, dans ce cas, appliquée seulement aux supérieurs qui auront donné l'ordre.

ART. 115.

Si c'est le gouverneur qui a ordonné ou fait les actes ou l'un des actes mentionnés en l'article précédent, et s'il a refusé de faire réparer ces actes, il sera puni du bannissement.

ART. 116.

Si le gouverneur, prévenu d'avoir ordonné ou autorisé l'acte contraire aux lois constitutives de la colonie, prétend que la signature à lui imputée lui a été surprise, il sera tenu, en faisant cesser l'acte, de dénoncer

celui qu'il déclarera auteur de la surprise; sinon il sera poursuivi personnellement.

ART. 117.

Les dommages-intérêts qui pourraient être prononcés à raison des attentats exprimés dans l'article 114, seront demandés, soit sur la poursuite criminelle, soit par la voie civile, et seront réglés, eu égard aux personnes, aux circonstances et au préjudice souffert, sans que, en aucun cas, et quel que soit l'individu lésé, lesdits dommages-intérêts puissent être au-dessous de vingt-cinq francs pour chaque jour de détention illégale et arbitraire, et pour chaque individu.

ART. 118.

Si l'acte contraire aux lois constitutives de la colonie a été fait d'après une fausse signature du nom d'un ministre, du gouverneur ou d'un fonctionnaire public, les auteurs du faux et ceux qui en auront sciemment fait usage, seront punis des travaux forcés à temps, dont le *maximum* sera toujours appliqué dans ce cas.

ART. 119.

Les fonctionnaires publics chargés de la police administrative ou judiciaire, qui auront refusé ou négligé de déférer à une réclamation légale tendant à constater les détentions illégales et arbitraires, soit dans les maisons destinées à la garde des détenus, soit partout ailleurs, et qui ne justifieront pas les avoir dénoncées à l'autorité supérieure, seront punis de la dégradation civique, et tenus des dommages-intérêts, lesquels seront réglés comme il est dit dans l'article 117.

ART. 120.

Les gardiens et concierges des maisons de dépôt, d'arrêt, de justice ou de peine, qui auront reçu un prisonnier sans mandat ou jugement, ou sans ordre provisoire du gouverneur ou de l'un des chefs d'administration; ceux qui l'auront retenu ou auront refusé de le représenter à l'officier de police ou au porteur de ses ordres, sans justifier de la

défense du procureur du Roi ou du juge; ceux qui auront refusé d'exhiber leurs registres à l'officier de police seront, comme coupables de détention arbitraire, punis de six mois à deux ans d'emprisonnement, et d'une amende de cent un francs à quatre cents francs.

ART. 121.

Seront, comme coupables de forfaiture, punis de la dégradation civique, tous officiers de police judiciaire, tous procureurs généraux ou procureurs du Roi, tous substituts, tous juges, qui auront provoqué, donné ou signé un jugement, une ordonnance ou un mandat, tendant à la poursuite personnelle ou accusation, soit d'un ministre, soit d'un membre de la chambre des pairs, de la chambre des députés ou du conseil d'état, sans les autorisations prescrites par les lois de l'État, ou qui, hors les cas de flagrant délit ou de clameur publique, auront, sans les mêmes autorisations, donné ou signé l'ordre ou le mandat de saisir ou arrêter un ou plusieurs ministres, ou membres de la chambre des pairs, de la chambre des députés ou du conseil d'état.

Seront punis de la même peine, tous officiers de police judiciaire, tous procureurs généraux ou procureurs du Roi, tous substituts, tous juges qui, nonobstant les prohibitions portées au §. 3 de l'article 84 de notre ordonnance du 9 février 1827, auront provoqué, donné ou signé des mandats, ordonnances ou jugemens contre le gouverneur, ou qui auront autorisé contre lui l'exécution d'un acte de cette nature.

Cette peine sera également encourue par les officiers ministériels qui auront mis à exécution de pareils actes.

Les dispositions des deux paragraphes précédens sont applicables aux fonctionnaires et aux officiers ministériels qui dirigeraient ou exerceraient des poursuites contre le gouverneur, même dans le cas de flagrant délit.

ART. 122.

Seront aussi punis de la dégradation civique, les procureurs généraux ou procureurs du Roi, leurs substituts, les juges ou les officiers publics

qui auront retenu ou fait retenir un individu libre, hors des lieux déterminés par le gouvernement ou par l'administration publique, ou qui auront traduit un individu quelconque devant une cour d'assises ou une cour prévôtale, sans qu'il ait été préalablement mis légalement en accusation.

SECTION III.

COALITION DES FONCTIONNAIRES.

ART. 123.

Tout concert de mesures contraires aux lois, pratiqué, soit par la réunion d'individus ou de corps dépositaires de quelque partie de l'autorité publique, soit par députation ou correspondance entre eux, sera puni d'un emprisonnement de deux mois au moins, et de six mois au plus, contre chaque conpable, qui pourra de plus être condamné à l'interdiction des droits civiques et de tout emploi public, pendant dix ans au plus.

ART. 124.

Si, par l'un des moyens exprimés ci-dessus, il a été concerté des mesures contre l'exécution des lois ou contre les ordres du gouvernement, la peine sera le bannissement.

Si ce concert a eu lieu entre les autorités civiles et les corps militaires ou leurs chefs, ceux qui en seront les auteurs ou provocateurs seront punis de la déportation; les autres coupables seront bannis.

ART. 125.

Dans le cas où ce concert aurait eu pour objet ou résultat un complot attentatoire à la sûreté intérieure de l'État, les coupables seront punis de mort.

ART. 126.

Seront coupables de forfaiture, et punis de la dégradation civique,

Les fonctionnaires publics qui auront, par délibération, arrêté de donner des démissions dont l'objet ou l'effet serait d'empêcher ou de suspendre, soit l'administration de la justice, soit l'accomplissement d'un service quelconque.

SECTION IV.

EMPIÉTEMENT DES AUTORITÉS ADMINISTRATIVES ET JUDICIAIRES.

ART. 127.

Seront coupables de forfaiture et punis de la dégradation civique,

1.° Les juges, les procureurs généraux et procureurs du Roi ou leurs substituts, et les officiers de police qui se seront immiscés dans l'exercice du pouvoir législatif, soit par des réglemens contenant des dispositions législatives, soit en délibérant sur le point de savoir si les lois, ordonnances, arrêtés et réglemens, seront publiés ou exécutés, soit en arrêtant ou en suspendant leur exécution;

2.° Les juges, les procureurs généraux ou procureurs du Roi, ou leurs substituts, et les officiers de police judiciaire, qui auraient excédé leurs pouvoirs en s'immisçant dans les matières attribuées aux autorités administratives, soit en faisant des réglemens sur ces matières, soit en défendant d'exécuter les ordres émanés de l'administration, ou qui, ayant permis ou ordonné de citer des administrateurs pour raison de l'exercice de leurs fonctions, auraient persisté dans l'exécution de leurs jugemens ou ordonnances, nonobstant l'annullation qui en aurait été prononcée ou le conflit qui leur aurait été notifié.

ART. 128.

Les juges qui, sur la revendication, formellement faite par l'autorité administrative, d'une affaire portée devant eux, auront néanmoins procédé au jugement avant la décision de l'autorité supérieure, seront punis chacun d'une amende de cent un francs à trois cents francs au plus.

Les officiers du ministère public qui auront fait des réquisitions ou donné des conclusions pour ledit jugement, seront punis de la même peine.

ART. 129.

La peine sera d'une amende de deux cents francs au moins et de mille francs au plus contre chacun des juges qui, après une réclamation légale des parties intéressées ou de l'autorité administrative, auront, sans autorisation du gouvernement, rendu des ordonnances ou décerné des mandats contre ses agens ou préposés prévenus de crimes ou délits commis dans l'exercice de leurs fonctions.

La même peine sera appliquée aux officiers du ministère public ou de police qui auront requis lesdits mandats ou ordonnances.

ART. 130.

Les ordonnateurs, les directeurs généraux de l'intérieur, les commandans de communes et tous administrateurs, qui se seront immiscés dans l'exercice du pouvoir législatif, comme il est dit au n.° 1.er de l'article 127, ou qui se seront ingérés de prendre des arrêtés généraux tendant à intimer des ordres ou des défenses quelconques à des cours ou tribunaux; seront punis de la dégradation civique.

ART. 131.

Lorsque ces administrateurs entreprendront sur les fonctions judiciaires en s'ingérant de connaître des droits et intérêts privés du ressort des tribunaux, et qu'après la réclamation des parties, ou de l'une d'elles, ils auront néanmoins décidé l'affaire avant que l'autorité supérieure ait prononcé, ils seront punis d'une amende de cent un francs au moins et de trois cents francs au plus.

CHAPITRE III.

CRIMES ET DÉLITS CONTRE LA PAIX PUBLIQUE.

SECTION PREMIÈRE.

DU FAUX.

§ 1.er

FAUSSE MONNAIE.

ART. 132.

Quiconque aura contrefait ou altéré les monnaies d'or ou d'argent ayant cours légal en France ou dans les colonies françaises, ou participé à l'émission ou exposition desdites monnaies contrefaites ou altérées, ou à leur introduction sur le territoire français, sera puni de mort.

ART. 133.

Celui qui aura contrefait ou altéré des monnaies de billon ou de cuivre, ayant cours légal en France ou dans lesdites colonies, ou participé à l'émission ou exposition desdites monnaies contrefaites ou altérées, et à leur introduction sur le territoire français, sera puni des travaux forcés à perpétuité.

ART. 134.

Tout individu qui aura, en France ou dans les colonies francaises, contrefait ou altéré des monnaies étrangères, ou participé à l'émission, exposition ou introduction en France ou dans lesdites colonies, de monnaies étrangères contrefaites ou altérées, sera puni des travaux forcés à temps.

ART. 135.

La participation énoncée aux précédens articles ne s'applique point à

ceux qui, ayant reçu pour bonnes des pièces de monnaie contrefaites ou altérées, les ont remises en circulation.

Toutefois celui qui aura fait usage desdites pièces après en avoir vérifié ou fait vérifier les vices, sera puni d'une amende triple au moins, et sextuple au plus de la somme représentée par les pièces qu'il aura rendues à la circulation, sans que cette amende puisse en aucun cas être inférieure à cent un francs.

ART. 136.

Ceux qui auront eu connaissance d'une fabrique ou d'un dépôt de monnaies d'or, d'argent, de billon ou de cuivre, ayant cours légal en France ou dans les colonies françaises, contrefaites ou altérées, et qui n'auront pas, dans les vingt-quatre heures, révélé ce qu'ils savent aux autorités administratives ou de police judiciaire, seront, pour le seul fait de non-révélation, et lors même qu'ils seraient reconnus exempts de toute complicité, punis d'un emprisonnement d'un mois à deux ans.

ART. 137.

Sont néanmoins exceptés de la disposition précédente, les ascendans et descendans, les époux, et les frères et sœurs des coupables, ou les alliés de ceux-ci aux mêmes degrés.

ART. 138.

Les personnes coupables des crimes mentionnés aux articles 132 et 133, seront exemptes de peines, si, avant la consommation de ces crimes, et avant toutes poursuites, elles en ont donné connaissance et révélé les auteurs aux autorités constituées, ou si, même après les poursuites commencées, elles ont procuré l'arrestation des autres coupables.

Elles pourront néanmoins être mises, pour la vie ou à temps, sous la surveillance spéciale de la haute police.

§ II.

CONTREFACTION DES SCEAUX DE L'ÉTAT OU DES COLONIES FRANÇAISES, DES BILLETS DE BANQUE, DES EFFETS PUBLICS, ET DES POINÇONS, TIMBRES ET MARQUES.

ART. 139.

Ceux qui auront contrefait le sceau de l'État ou des colonies françaises, ou fait usage de l'un de ces sceaux contrefaits;

Ceux qui auront contrefait ou falsifié, soit des effets émis par le trésor royal ou colonial, avec leur timbre, soit des bons de la caisse d'escompte et de prêt, soit des billets de banque autorisés par la loi ou par une ordonnance royale, ou qui auront fait usage de ces effets et billets contrefaits ou falsifiés, ou qui les auront introduits dans l'enceinte du territoire francais,

Seront punis de mort.

ART. 140.

Ceux qui auront contrefait ou falsifié, soit un ou plusieurs timbres nationaux, soit les marteaux de l'État servant aux marques forestières, soit le poinçon ou les poinçons servant à marquer les matières d'or ou d'argent, ou qui auront fait usage des papiers, effets, timbres, marteaux ou poinçons falsifiés ou contrefaits, seront punis des travaux forcés à temps, dont le maximum sera toujours appliqué dans ce cas.

ART. 141.

Sera puni de la reclusion, quiconque, s'étant indûment procuré les vrais timbres, marteaux ou poinçons ayant l'une des destinations exprimées en l'article 140, en aura fait une application ou un usage préjudiciable aux droits ou intérêts de l'État.

ART. 142.

Ceux qui auront contrefait les marques destinées à être apposées, au nom du gouvernement, sur les diverses espèces de denrées ou de marchandises, ou qui auront fait usage de ces fausses marques;

Ceux qui auront contrefait le sceau, timbre ou marque d'une autorité quelconque, ou d'un établissement particulier de banque ou de commerce, ou qui auront fait usage des sceaux, timbres ou marques contrefaits,

Seront punis de la reclusion.

ART. 143.

Sera puni du carcan, quiconque, s'étant indûment procuré les vrais sceaux, timbres ou marques ayant l'une des destinations exprimées en l'article 142, en aura fait une application ou un usage préjudiciable aux droits ou intérêts de l'État, d'une autorité quelconque, ou même d'un établissement particulier.

ART. 144.

Les dispositions des articles 136, 137 et 138 sont applicables aux crimes mentionnés dans l'article 139.

§. III.

DES FAUX EN ÉCRITURES PUBLIQUES OU AUTHENTIQUES, ET DE COMMERCE OU DE BANQUE.

ART. 145.

Tout fonctionnaire ou officier public qui, dans l'exercice de ses fonctions, aura commis un faux,

Soit par fausses signatures,

Soit par altération des actes, écritures ou signatures,

Soit par supposition de personnes,

Soit par des écritures faites ou intercalées sur des registres ou d'autres actes publics, depuis leur confection ou clôture,

Sera puni des travaux forcés à perpétuité.

ART. 146.

Sera aussi puni des travaux forcés à perpétuité tout fonctionnaire ou officier public qui, en rédigeant des actes de son ministère, en

aura frauduleusement dénaturé la substance ou les circonstances, soit en écrivant des conventions autres que celles qui auraient été tracées ou dictées par les parties, soit en constatant comme vrais des faits faux, ou comme avoués des faits qui ne l'étaient pas.

ART. 147.

Seront punies des travaux forcés à temps toutes autres personnes qui auront commis un faux en écriture authentique et publique, ou en écriture de commerce ou de banque,

Soit par contrefaçon ou altération d'écriture ou de signatures,

Soit par fabrication de conventions, dispositions, obligations ou décharges, ou par leur insertion après coup dans ces actes,

Soit par addition ou altération de clauses, de déclarations ou de faits que ces actes avaient pour objet de recevoir ou de constater.

ART. 148.

Dans tous les cas exprimés au présent paragraphe, celui qui aura fait usage des actes faux sera puni des travaux forcés à temps.

ART. 149.

Sont exceptés des dispositions ci-dessus les faux commis dans les passeports et feuilles de route, sur lesquels il sera particulièrement statué ci-après.

§. IV.

DU FAUX EN ÉCRITURE PRIVÉE.

ART. 150.

Tout individu qui aura, de l'une des manières exprimées en l'art. 147, commis un faux en écriture privée, sera puni de la reclusion.

ART. 151.

Sera puni de la même peine celui qui aura fait usage de la pièce fausse.

ART. 152.

Sont exceptés des dispositions ci-dessus les faux certificats de l'espèce dont il sera ci-après parlé.

§. V.

DES FAUX COMMIS DANS LES PASSEPORTS, FEUILLES DE ROUTE ET CERTIFICATS, PERMIS DE RÉSIDENCE OU DE DÉPART, ET PERMIS DÉLIVRÉS À DES ESCLAVES.

ART. 153.

Quiconque fabriquera un faux passeport, un faux permis de résidence ou de départ, ou falsifiera une de ces pièces originairement véritable, ou fera usage de l'une d'elles fabriquée ou falsifiée, sera puni d'un emprisonnement d'une année au moins et de cinq ans au plus.

Tout individu de condition libre, qui fabriquera un faux permis du maître à l'esclave, ou falsifiera un tel permis originairement véritable, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an.

ART. 154.

Quiconque prendra, dans un passeport ou dans un permis de résidence ou de départ, un nom supposé, ou aura concouru comme témoin à faire délivrer le passeport ou un permis de résidence ou de départ, sous le nom supposé, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an.

Les logeurs et aubergistes qui, sciemment, inscriront sur leurs registres, sous des noms faux ou supposés, les personnes logées chez eux, seront punis d'un emprisonnement de six jours au moins et d'un mois au plus.

ART. 155.

Les officiers publics qui délivreront un passeport à une personne qu'ils ne connaîtront pas personnellement, sans avoir fait attester ses noms et qualités par deux individus de condition libre à eux connus, régnicoles, mâles et majeurs, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à six mois.

Il en sera de même des officiers publics qui délivreront un permis de résidence ou de départ sans les autorisations exigées par les réglemens.

Si l'officier public instruit de la supposition du nom a néanmoins délivré le passeport ou le permis de résidence sous le nom supposé, il sera puni du bannissement.

ART. 156.

Quiconque fabriquera une fausse feuille de route, ou falsifiera une feuille de route originairement véritable, ou fera usage d'une feuille de route fabriquée ou falsifiée, sera puni, savoir :

D'un emprisonnement d'une année au moins et de cinq ans au plus, si la fausse feuille de route n'a eu pour objet que de tromper la surveillance de l'autorité publique;

Du bannissement, si le trésor royal a payé au porteur de la fausse feuille des frais de route qui ne lui étaient pas dus, ou qui excédaient ceux auxquels il pouvait avoir droit, le tout néanmoins au-dessous de cent francs;

Et de la reclusion, si les sommes indûment reçues par le porteur de la feuille s'élèvent à cent francs ou au-delà.

ART. 157.

Les peines portées en l'article précédent seront appliquées, selon les distinctions qui y sont posées, à toute personne qui se sera fait délivrer, par l'officier public, une feuille de route sous un nom supposé.

ART. 158.

Si l'officier public était instruit de la supposition de nom lorsqu'il a délivré la feuille, il sera puni, savoir:

Dans le premier cas posé par l'article 156, du bannissement;

Dans le second cas du même article, de la reclusion;

Et dans le troisième cas, des travaux forcés à temps.

ART. 159.

Toute personne qui, pour se rédimer elle-même ou en affranchir une

autre d'un service public quelconque, fabriquera, sous le nom d'un médecin, chirurgien ou autre officier de santé, un certificat de maladie ou d'infirmité, sera punie d'un emprisonnement de deux à cinq ans.

ART. 160.

Tout médecin, chirurgien, ou autre officier de santé qui, pour favoriser quelqu'un, certifiera faussement des maladies ou infirmités propres à dispenser d'un service public, sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans.

S'il y a été mu par dons ou promesses, il sera puni du bannissement; les corrupteurs seront, en ce cas, punis de la même peine.

ART. 161.

Quiconque fabriquera, sous le nom d'un fonctionnaire ou officier public, un certificat de bonne conduite, indigence ou autres circonstances propres à appeler la bienveillance du gouvernement ou des particuliers sur la personne y désignée, et à lui procurer places, crédit ou secours, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans.

La même peine sera appliquée, 1.° à celui qui falsifiera un certificat de cette espèce, originairement véritable, pour l'approprier à une personne autre que celle à laquelle il a été primitivement délivré; 2.° à tout individu qui se sera servi du certificat ainsi falsifié ou fabriqué.

ART. 162.

Les faux certificats de toute autre nature, et d'où il pourrait résulter soit lésion envers des tiers, soit préjudice envers le trésor royal, seront punis, selon qu'il y aura lieu, d'après les dispositions des §§. III et IV de la présente section.

DISPOSITIONS COMMUNES.

ART. 163.

L'application des peines portées contre ceux qui ont fait usage de monnaies, billets, papiers autorisés par une ordonnance royale, sceaux,

timbres, marteaux, poinçons, marques ou écrits faux, contrefaits, fabriqués ou falsifiés, cessera, toutes les fois que le faux n'aura pas été connu de la personne qui aura fait usage de la chose fausse.

ART. 164.

Dans tous les cas où la peine du faux sera prononcée, le coupable sera condamné, en outre, à une amende dont le maximum pourra être porté jusqu'au quart du bénéfice illégitime que le faux aura procuré ou était destiné à procurer aux auteurs du crime, à leurs complices, ou à ceux qui ont fait usage de la pièce fausse : le minimum de cette amende ne pourra être inférieur à deux cents francs.

ART. 165.

La marque sera infligée à tout faussaire condamné, soit aux travaux forcés à temps, soit même à la reclusion.

SECTION II.

DE LA FORFAITURE, ET DES CRIMES ET DÉLITS DES FONCTIONNAIRES PUBLICS DANS L'EXERCICE DE LEURS FONCTIONS.

ART. 166.

Tout crime commis par un fonctionnaire public dans ses fonctions est une forfaiture.

ART. 167.

Toute forfaiture pour laquelle la loi ne prononce pas de peines plus graves, est punie de la dégradation civique.

ART. 168.

Les simples délits ne constituent pas les fonctionnaires en forfaiture.

Seront néanmoins assimilés aux cas de forfaiture, sans entraîner l'application de la peine mentionnée en l'article précédent, les délits prévus par les articles 330, 334, 401, 405, 406, 407 et 408 du présent Code, lorsqu'ils seront commis par des fonctionnaires publics,

§. I.er

DES SOUSTRACTIONS COMMISES PAR LES DÉPOSITAIRES PUBLICS.

ART. 169.

Tout percepteur, tout commis à une perception, dépositaire, comptable public, ou curateur aux biens vacans, qui aura détourné ou soustrait des deniers publics ou privés, ou effets actifs en tenant lieu, ou des pièces, titres, actes, effets mobiliers qui étaient entre ses mains en vertu de ses fonctions, sera puni des travaux forcés à temps, si les choses détournées ou soustraites sont d'une valeur au-dessus de trois mille francs.

ART. 170.

La peine des travaux forcés à temps aura lieu également, quelle que soit la valeur des deniers ou des effets détournés ou soustraits, si cette valeur égale ou excède, soit le tiers de la recette ou du dépôt, s'il s'agit de deniers ou effets une fois reçus ou déposés, soit le cautionnement, soit enfin le tiers du produit commun de la recette pendant un mois, s'il s'agit d'une recette composée de rentrées successives et non sujettes à cautionnement.

ART. 171.

Si les valeurs détournées ou soustraites sont au-dessous de trois mille francs, et en outre inférieures aux mesures exprimées en l'article précédent, la peine sera un emprisonnement de deux ans au moins et de cinq au plus, et le condamné sera de plus déclaré à jamais incapable d'exercer aucune fonction publique.

ART. 172.

Dans les cas exprimés aux trois articles précédens, il sera toujours prononcé, contre le condamné, une amende dont le maximum sera le quart des restitutions et indemnités, et le minimum le douzième.

ART. 173.

Tout juge, administrateur, fonctionnaire ou officier public qui aura détruit, supprimé, soustrait ou détourné les actes et titres dont il était dépositaire en cette qualité, ou qui lui auront été remis ou communiqués à raison de ses fonctions, sera puni des travaux forcés à temps.

Tous agens, préposés ou commis, soit du gouvernement, soit des dépositaires publics, qui se seront rendus coupables des mêmes soustractions, seront soumis à la même peine.

§. II.

DES CONCUSSIONS COMMISES PAR DES FONCTIONNAIRES PUBLICS.

ART. 174.

Tous fonctionnaires, tous officiers publics, leurs commis ou préposés, tous percepteurs des droits, taxes, contributions, deniers, revenus publics ou communaux, et leurs commis ou préposés, qui se seront rendus coupables du crime de concusssion, en ordonnant de percevoir ou en exigeant et recevant ce qu'ils savaient n'être pas dû, ou excéder ce qui était dû pour droits, taxes, contributions, deniers ou revenus, ou pour salaires ou traitemens, seront punis, savoir, les fonctionnaires ou les officiers publics, de la peine de la reclusion, et leurs commis ou préposés, d'un emprisonnement de deux ans au moins, et de cinq ans au plus.

Les coupables seront de plus condamnés à une amende dont le maximum sera le quart des restitutions et des dommages-intérêts, et le minimum le douzième.

§. III.

DES DÉLITS DE FONCTIONNAIRES QUI SE SERONT INGÉRÉS DANS DES AFFAIRES OU COMMERCES INCOMPATIBLES AVEC LEUR QUALITÉ.

ART. 175.

Tout fonctionnaire, tout officier public, tout agent du gouvernement qui, soit ouvertement, soit par actes simulés, soit par interpo-

sition de personnes, aura pris ou reçu quelque intérêt que ce soit dans les actes, adjudications, entreprises ou régies dont il a ou avait, au temps de l'acte, en tout ou en partie, l'administration ou la surveillance, sera puni d'un emprisonnement de six mois au moins et de deux ans au plus, et sera condamné à une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et des indemnités, ni être au-dessous du douzième.

Il sera de plus déclaré à jamais incapable d'exercer aucune fonction publique.

La présente disposition est applicable à tout fonctionnaire ou agent du gouvernement qui aura pris un intérêt quelconque dans une affaire dont il était chargé d'ordonnancer le paiement ou de faire la liquidation.

ART. 176.

Si le gouverneur, le commissaire ordonnateur, le directeur général de l'intérieur, les commandans de places ou de villes, les capitaines de port, les directeurs des administrations financières, ou les commissaires-commandans de communes, avaient, dans l'étendue des lieux où ils ont droit d'exercer leur autorité, fait ouvertement, ou par des actes simulés, ou par interposition de personnes, le commerce des grains, grenailles, riz, farines, substances farineuses, vins ou boissons, autres que ceux provenant de leurs propriétés, ils seront punis d'une amende de mille francs au moins et de dix mille francs au plus, et de la confiscation des denrées appartenant à ce commerce.

§. IV.

DE LA CORRUPTION DES FONCTIONNAIRES PUBLICS.

ART. 177.

Tout fonctionnaire public de l'ordre administratif ou judiciaire, tout agent ou préposé d'une administration publique, qui aura agréé des offres ou promesses, ou reçu des dons ou présens, pour faire un acte de sa fonction ou de son emploi, même juste, mais non sujet à salaire,

sera puni du carcan, et condamné à une amende double de la valeur des promesses agréées ou des choses reçues, sans que ladite amende puisse être inférieure à deux cents francs.

La présente disposition est applicable à tout fonctionnaire, agent ou préposé de la qualité ci-dessus exprimée, qui, par offres ou promesses agréées, dons ou présens reçus, se sera abstenu de faire un acte qui entrait dans l'ordre de ses devoirs.

ART. 178.

Dans le cas où la corruption aurait pour objet un fait criminel emportant une peine plus forte que celle du carcan, cette peine plus forte sera appliquée aux coupables.

ART. 179.

Quiconque aura contraint ou tenté de contraindre, par voies de fait ou menaces, corrompu ou tenté de corrompre par promesses, offres, dons ou présens, un fonctionnaire, agent ou préposé de la qualité exprimée en l'article 177, pour obtenir, soit une opinion favorable, soit des procès-verbaux, états, certificats ou estimations contraires à la vérité, soit des places, emplois, adjudications, entreprises et autres bénéfices quelconques, soit enfin tout autre acte du ministère du fonctionnaire, agent ou préposé, sera puni des mêmes peines que le fonctionnaire, agent ou préposé corrompu.

Toutefois, si les tentatives de contrainte ou de corruption n'ont eu aucun effet, les auteurs de ces tentatives seront simplement punis d'un emprisonnement de trois mois au moins et de six mois au plus, et d'une amende de cent un francs à trois cents francs.

ART. 180.

Il ne sera jamais fait au corrupteur restitution des choses par lui livrées, ni de leur valeur; elles seront confisquées au profit des hospices des lieux où la corruption aura été commise, et, s'il n'en existe pas, au profit des bureaux de bienfaisance desdits lieux.

ART. 181.

Si c'est un juge, prononçant en matière criminelle, ou un assesseur, qui s'est laissé corrompre, soit en faveur, soit au préjudice de l'accusé, il sera puni de la reclusion, outre l'amende ordonnée par l'article 177.

ART. 182.

Si, par l'effet de la corruption, il y a eu condamnation à une peine supérieure à celle de la réclusion, cette peine, quelle qu'elle soit, sera appliquée au juge ou à l'assesseur coupable de corruption.

ART. 183.

Tout juge ou administrateur qui se sera décidé par faveur pour une partie, ou par inimitié contre elle, sera coupable de forfaiture et puni de la dégradation civique.

§. V.

DES ABUS D'AUTORITÉ.

I.re CLASSE.

Des Abus d'autorité contre les particuliers.

ART. 184.

Tout juge, tout procureur général ou du Roi, tout substitut, tout administrateur, ou tout autre officier de justice ou de police, qui se sera introduit dans le domicile d'un citoyen, hors les cas prévus par la loi et sans les formalités qu'elle a prescrites, sera puni d'une amende de cent un francs au moins, et de quatre cents au plus.

ART. 185.

Tout juge ou tribunal, tout administrateur ou autorité administrative qui, sous quelque prétexte que ce soit, même du silence ou de l'obscurité de la loi, aura dénié de rendre la justice qu'il doit aux parties, après en avoir été requis, et qui aura persévéré dans son déni, après

avertissement ou injonction de ses supérieurs, pourra être poursuivi, et sera puni d'une amende de deux cents francs au moins et de cinq cents francs au plus, et de l'interdiction de l'exercice des fonctions publiques depuis cinq ans jusqu'à vingt.

ART. 186.

Lorsqu'un fonctionnaire ou officier public, un administrateur, un agent ou préposé du gouvernement ou de la police, un exécuteur des mandats de justice ou jugemens, un commandant en chef ou en sous-ordre de la force publique, aura, sans motif légitime, usé ou fait user de violence envers les personnes, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, il sera puni selon la nature et la gravité de ses violences, et en élevant la peine suivant la règle posée par l'article 198 ci-après.

ART. 187.

Toute suppression, toute ouverture de lettres confiées à la poste, commise ou facilitée par un fonctionnaire ou un agent du gouvernement ou de l'administration des postes, sera punie d'une amende de cent un francs à six cents francs. Le coupable sera, de plus, interdit de toute fonction ou emploi public pendant cinq années au moins et dix ans au plus.

Tout capitaine de navire chargé du transport des lettres, qui se rendrait coupable d'un des délits prévus par le présent article, sera puni des peines qui y sont énoncées.

II.e CLASSE.

Des Abus d'autorité contre la chose publique.

ART. 188.

Tout fonctionnaire public, agent ou préposé du gouvernement, de quelque état et grade qu'il soit, qui aura requis ou ordonné, fait requérir ou ordonner l'action ou l'emploi de la force publique contre l'exécution d'une loi, ou contre la perception d'une contribution légale,

ou contre l'exécution, soit d'une ordonnance ou mandat de justice, soit de tout autre ordre émané de l'autorité légitime, sera puni de la reclusion.

ART. 189.

Si cette réquisition ou cet ordre ont été suivis de leur effet, la peine sera la déportation.

ART. 190.

Les peines énoncées aux articles 188 et 189 ne cesseront d'être applicables aux fonctionnaires ou préposés qui auraient agi par ordre de leurs supérieurs, qu'autant que cet ordre aura été donné par ceux-ci pour des objets de leur ressort et sur lesquels il leur était dû obéissance hiérarchique; dans ce cas, les peines portées ci-dessus ne seront appliquées qu'aux supérieurs qui les premiers auront donné cet ordre.

ART. 191.

Si, par suite desdits ordres ou réquisitions, il survient d'autres crimes punissables de peines plus fortes que celles exprimées aux articles 188 et 189, ces peines plus fortes seront appliquées aux fonctionnaires, agens ou préposés coupables d'avoir donné lesdits ordres ou fait lesdites réquisitions.

§. VI.

DE QUELQUES DÉLITS RELATIFS À LA TENUE DES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL.

ART. 192.

Les officiers de l'état civil, qui auront inscrit leurs actes sur de simples feuilles volantes, seront punis d'un emprisonnement d'un mois au moins et de cent francs au plus, et d'une amende de cent un francs à quatre cents francs.

ART. 193.

Lorsque, pour la validité d'un mariage, la loi prescrit le consentement des pères, mères et autres personnes, et que l'officier de l'état

civil ne se sera point assuré de l'existence de ce consentement, il sera puni d'une amende de cent un francs à six cents francs, et d'un emprisonnement de six mois au moins et d'un an au plus.

La même peine sera appliquée à l'officier de l'état civil qui inscrira la naissance, le mariage ou le décès, soit des esclaves, soit des individus de condition libre, sur les registres affectés à une population autre que celle à laquelle ils appartiennent, lorsqu'il sera reconnu qu'il a agi par négligence ou inattention.

ART. 194.

L'officier de l'état civil sera aussi puni de cent un francs à six cents francs d'amende, lorsqu'il aura reçu, avant le terme prescrit par l'article 228 du Code civil, l'acte de mariage d'une femme ayant déjà été mariée.

ART. 195.

Les peines portées aux articles précédens contre les officiers de l'état civil leur seront appliquées, lors même que la nullité de leurs actes n'aurait pas été demandée, ou aurait été couverte, le tout sans préjudice des peines plus fortes prononcées en cas de collusion, et sans préjudice aussi des autres dispositions pénales du titre V du livre I.^er du Code civil.

Néanmoins, tout individu qui, sciemment, aura fait inscrire la naissance, le mariage, ou le décès, soit d'un esclave sur les registres de la population libre ou blanche, soit d'un individu de la population libre sur les registres de la population blanche, sera puni de la peine d'un an à deux ans d'emprisonnement et d'une amende de six cents à deux mille francs.

Le maximum de la peine sera toujours appliqué à l'officier public qui se sera rendu complice du délit.

§. VII.

DE L'EXERCICE DE L'AUTORITÉ PUBLIQUE ILLÉGALEMENT ANTICIPÉ OU PROLONGÉ.

ART. 196.

Tout fonctionnaire public qui sera entré en exercice de ses fonctions sans avoir prêté le serment, pourra être poursuivi, et sera puni d'une amende de cent un francs à trois cents francs.

ART. 197.

Tout fonctionnaire public révoqué, destitué, suspendu ou interdit légalement, qui, après en avoir eu la connaissance officielle, aura continué l'exercice de ses fonctions, ou qui, étant électif ou temporaire, les aura exercées après avoir été remplacé, sera puni d'un emprisonnement de six mois au moins et de deux ans au plus, et d'une amende de cent francs à cinq cents francs. Il sera interdit de l'exercice de toute fonction publique, pour cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où il aura subi sa peine : le tout sans préjudice des plus fortes peines portées contre les officiers ou les commandans militaires par l'article 93 du présent Code.

DISPOSITION PARTICULIÈRE.

ART. 198.

Hors les cas où la loi règle spécialement les peines encourues pour crimes ou délits commis par les fonctionnaires ou officiers publics, ceux d'entre eux qui auront participé à d'autres crimes ou délits qu'ils étaient chargés de surveiller ou de réprimer, seront punis comme il suit :

S'il s'agit d'un délit de police correctionnelle, ils subiront toujours le *maximum* de la peine attachée à l'espèce de délit ;

Et s'il s'agit de crimes emportant peine afflictive, ils seront condamnés, savoir :

A la reclusion, si le crime emporte contre tout autre coupable la peine du bannissement ou du carcan ;

Aux travaux forcés à temps, si le crime emporte contre tout autre coupable, la peine de la reclusion;

Et aux travaux forcés à perpétuité, lorsque le crime emportera contre tout autre coupable la peine de la déportation ou celle des travaux forcés à temps.

Au-delà des cas qui viennent d'être exprimés, la peine commune sera appliquée sans aggravation.

SECTION III.

DES TROUBLES APPORTÉS À L'ORDRE PUBLIC PAR LES MINISTRES DES CULTES DANS L'EXERCICE DE LEUR MINISTÈRE.

§. I.er

DES CONTRAVENTIONS PROPRES À COMPROMETTRE L'ÉTAT CIVIL DES PERSONNES.

ART. 199.

Tout ministre d'un culte qui procédera aux cérémonies religieuses d'un mariage, sans qu'il lui ait été justifié d'un acte de mariage préalablement reçu par les officiers de l'État civil, sera, pour la première fois, puni d'une amende de cent un francs à deux cents francs.

ART. 200.

En cas de nouvelles contraventions de l'espèce exprimée en l'article précédent, le ministre de culte qui les aura commises, sera puni, savoir :

Pour la première récidive, d'un emprisonnement de deux à cinq ans;

Et pour la seconde, de la déportation.

§. II.

DES CRITIQUES, CENSURES OU PROVOCATIONS DIRIGÉES CONTRE L'AUTORITÉ PUBLIQUE DANS UN DISCOURS PASTORAL PRONONCÉ PUBLIQUEMENT.

ART. 201.

Les ministres des cultes qui prononceront, dans l'exercice de leur

ministère, et en assemblée publique, un discours contenant la critique ou censure du gouvernement, d'une loi, d'une ordonnance royale, ou de tout autre acte de l'autorité publique, seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans.

La même peine leur sera appliquée, si le discours contient une provocation tendant à opérer la désobéissance et l'insubordination des esclaves envers leurs maîtres, lorsque cette provocation n'aura été suivie d'aucun effet.

L'emprisonnement sera de deux ans au moins et de cinq ans au plus, dans le cas où la provocation aurait été suivie d'effet.

ART. 202.

Si le discours contient une provocation directe à la désobéissance aux lois ou autres actes de l'autorité publique, ou s'il tend à soulever ou armer une partie des citoyens, des hommes de couleur libres ou des esclaves, contre les autres, le ministre de culte qui l'aura prononcé sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans, si la provocation n'a été suivie d'aucun effet; et du bannissement, si elle a donné lieu à désobéissance, autre toutefois que celle qui aurait dégénéré en sédition ou révolte.

ART. 203.

Lorsque la provocation aura été suivie d'une sédition ou révolte dont la nature donnera lieu, contre l'un ou plusieurs des coupables, à une peine plus forte que celle du bannissement, cette peine, quelle qu'elle soit, sera appliquée au ministre coupable de la provocation.

§. III.

DES CRITIQUES, CENSURES OU PROVOCATIONS DIRIGÉES CONTRE L'AUTORITÉ PUBLIQUE DANS UN ÉCRIT PASTORAL.

ART. 204.

Tout écrit contenant des instructions pastorales, en quelque forme que ce soit, et dans lequel un ministre de culte se sera ingéré de critiquer

ou censurer, soit le gouvernement, soit tout acte de l'autorité publique, emportera la peine du bannissement contre le ministre qui l'aura publié.

ART. 205.

Si l'écrit mentionné en l'article précédent contient une provocation directe à la désobéissance aux lois ou autres actes de l'autorité publique, ou s'il tend à soulever ou armer une partie des citoyens, des hommes de couleur libres ou des esclaves, contre les autres, le ministre qui l'aura publié sera puni de la déportation.

ART. 206.

Lorsque la provocation contenue dans l'écrit pastoral aura été suivie d'une sédition ou révolte dont la nature donnera lieu, contre l'un ou plusieurs des coupables, à une peine plus forte que celle de la déportation, cette peine, quelle qu'elle soit, sera appliquée au ministre coupable de la provocation.

§. IV.

DE LA CORRESPONDANCE DES MINISTRES DES CULTES AVEC DES COURS OU PUISSANCES ÉTRANGÈRES, SUR DES MATIÈRES DE RELIGION.

ART. 207.

Tout ministre d'un culte qui aura, sur des questions ou matières religieuses, entretenu une correspondance avec une cour ou puissance étrangère, sans en avoir préalablement informé le gouverneur, et sans avoir obtenu son autorisation, sera, pour ce seul fait, puni d'une amende de cent francs à cinq cents francs, et d'un emprisonnement d'un mois à deux ans.

ART. 208.

Si la correspondance mentionnée en l'article précédent a été accompagnée ou suivie d'autres faits contraires aux dispositions formelles d'une loi, ou d'une ordonnance du Roi, ou d'un arrêté du gouvernement, le coupable sera puni du bannissement, à moins que la peine résultant de la nature de ces faits ne soit plus forte, auquel cas cette peine plus forte sera seule appliquée.

SECTION IV.

RÉSISTANCE, DÉSOBÉISSANCE, ET AUTRES MANQUEMENS ENVERS L'AUTORITÉ PUBLIQUE.

§. I^er^.

REBELLION.

ART. 209.

Toute attaque, toute résistance avec violence et voies de fait envers les officiers ministériels, les gardes champêtres ou forestiers, la force publique, les préposés à la perception des taxes et des contributions, leurs porteurs de contraintes, les préposés des douanes, les séquestres, les officiers ou agens de la police administrative ou judiciaire, agissant pour l'exécution des lois, des ordres ou ordonnances de l'autorité publique, des mandats de justice ou jugemens, est qualifiée, selon les circonstances, crime ou délit de rebellion.

Dans tous les cas, les esclaves qui auront participé à la rébellion seront comptés pour la fixation du nombre des coupables d'après lequel les peines sont graduées par les articles suivans.

ART. 210.

Si la rebellion a été commise par plus de dix personnes armées, les coupables seront punis des travaux forcés à temps; et, s'il n'y a pas eu port d'armes, ils seront punis de la reclusion.

ART. 211.

Si la rebellion a été commise par une réunion armée de trois personnes ou plus, jusqu'à dix inclusivement, la peine sera la reclusion; s'il n'y a pas eu port d'armes, la peine sera un emprisonnement de six mois au moins et de deux ans au plus.

ART. 212.

Si la rebellion n'a été commise que par une ou deux personnes avec

armes, elle sera punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans; et si elle a eu lieu sans armes, d'un emprisonnement de six jours à six mois.

ART. 213.

En cas de rebellion avec bande ou attroupement, l'article 100 du présent Code sera applicable aux rebelles sans fonctions ni emplois dans la bande, qui se seront retirés au premier avertissement de l'autorité publique, ou même depuis, s'ils n'ont été saisis que hors du lieu de la rebellion, sans nouvelle résistance et sans armes.

ART. 214.

Toute réunion d'individus pour un crime ou un délit est réputée réunion armée, lorsque plus de deux personnes portent des armes ostensibles.

ART. 215.

Les personnes qui se trouveraient munies d'armes cachées, et qui auraient fait partie d'une troupe ou réunion non réputée armée, seront individuellement punies comme si elles avaient fait partie d'une troupe ou réunion armée.

ART. 216.

Les auteurs des crimes ou délits commis pendant le cours et à l'occasion d'une rebellion seront punis des peines prononcées contre chacun de ces crimes, si elles sont plus fortes que celles de la rebellion.

ART. 217.

Sera puni comme coupable de la rebellion quiconque y aura provoqué, soit par des discours tenus dans des lieux ou réunions publics, soit par placards affichés, soit par écrits imprimés.

Dans le cas où la rebellion n'aurait pas eu lieu, le provocateur sera puni d'un emprisonnement de seize jours au moins et d'un an au plus.

ART. 218.

Dans tous les cas où il sera prononcé, pour fait de rebellion, une

simple peine d'emprisonnement, les coupables pourront être condamnés en outre à une amende de cent un francs à quatre cents francs.

Si des esclaves ont pris part à la rebellion, les coupables de condition libre pourront en outre être interdits du droit de posséder des esclaves pendant le temps limité par l'article 42, n.° 9.

ART. 219.

Seront punies comme réunions de rebelles, celles qui auront été formées avec ou sans armes, et accompagnées de violences ou de menaces contre l'autorité administrative, les officiers ministériels, les officiers et les agens de police, ou contre la force publique,

1.° Par les ouvriers ou journaliers, dans les ateliers publics, usines ou manufactures;

2.° Par les individus admis dans les hospices;

3.° Par les prisonniers, prévenus, accusés ou condamnés;

4.° Par des individus de condition libre réunis à des esclaves.

ART. 220.

La peine appliquée pour rebellion à des prisonniers, prévenus, accusés ou condamnés, relativement à d'autres crimes ou délits, sera par eux subie, savoir:

Par ceux qui, à raison des crimes ou délits qui ont causé leur détention, sont ou seraient condamnés à une peine non capitale ni perpétuelle, immédiatement après l'expiration de cette peine;

Et par les autres, immédiatement après l'arrêt ou jugement en dernier ressort qui les aura acquittés ou renvoyés absous du fait pour lequel ils étaient détenus.

ART. 221.

Les chefs d'une rebellion, et ceux qui l'auront provoquée, pourront être condamnés à rester, après l'expiration de leur peine, sous la surveillance spéciale de la haute police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

Cette peine sera toujours appliquée à ceux qui auront provoqué la

rebellion de la part des esclaves, ou qui auront agi avec leur assistance.

§. II.

OUTRAGES ET VIOLENCES ENVERS LES DÉPOSITAIRES DE L'AUTORITÉ ET DE LA FORCE PUBLIQUE.

ART. 222.

Lorsqu'un ou plusieurs magistrats de l'ordre administratif ou judiciaire auront reçu, dans l'exercice de leurs fonctions, ou à l'occasion de cet exercice, quelque outrage par paroles tendant à inculper leur honneur ou leur délicatesse, celui qui les aura ainsi outragés sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans.

Si l'outrage a eu lieu à l'audience d'une cour ou d'un tribunal, l'emprisonnement sera de deux à cinq ans.

L'outrage fait publiquement, d'une manière quelconque, à raison de leurs fonctions ou de leur qualité, soit à un fonctionnaire public, soit à un ministre de la religion de l'État, ou de l'une des religions dont l'établissement est légalement reconnu en France, sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à deux ans, et d'une amende de cent francs à quatre mille francs.

Le même délit envers un assesseur, à raison de ses fonctions, ou envers un témoin, à raison de sa déposition, sera puni d'un emprisonnement de dix jours à un an, et d'une amende de cinquante francs à trois mille francs.

L'outrage fait à un ministre de la religion de l'État, ou de l'une des religions légalement reconnues en France, dans l'exercice même de ses fonctions, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans, et d'une amende de trois cents francs à six mille francs.

Si l'outrage, dans les différens cas prévus par le présent article, a été accompagné d'excès ou violences prévus par le premier paragraphe de l'article 228 du présent Code, il sera puni des peines portées audit paragraphe et à l'article 229, et en outre de l'amende portée au troisième paragraphe du présent article.

Si l'outrage est accompagné des excès prévus par le second paragraphe de l'article 228, et par les articles 231, 232 et 233, le coupable sera puni des peines portées auxdits articles.

ART. 223.

L'outrage fait par gestes ou menaces à un magistrat dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions, sera puni d'un mois à six mois d'emprisonnement; et, si l'outrage a eu lieu à l'audience d'une cour ou d'un tribunal, il sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans.

ART. 224.

L'outrage fait par paroles, gestes ou menaces, à tout officier ministériel, ou agent dépositaire de la force publique, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, sera puni d'une amende de cent un francs à quatre cents francs.

ART. 225.

La peine sera de seize jours à un mois d'emprisonnement, si l'outrage mentionné en l'article précédent a été dirigé contre un commandant de la force publique.

ART. 226.

Dans les cas des articles 222, 223 et 225, l'offenseur pourra être, outre l'emprisonnement, condamné à faire réparation, soit à la première audience, soit par écrit; et le temps de l'emprisonnement prononcé contre lui ne sera compté qu'à dater du jour où la réparation aura eu lieu.

ART. 227.

Dans le cas de l'article 224, l'offenseur pourra de même, outre l'amende, être condamné à faire réparation à l'offensé; et, s'il retarde ou refuse, il y sera contraint par corps.

ART. 228.

Tout individu qui, même sans armes, et sans qu'il en soit résulté

de blessures, aura exercé des violences contre un magistrat dans l'exercice de ses fonctions, ou à l'occasion de cet exercice, sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans.

Si ces violences ont eu lieu à l'audience d'une cour ou d'un tribunal, le coupable sera puni du carcan.

ART. 229.

Dans l'un et l'autre des cas exprimés en l'article précédent, le coupable pourra, de plus, être condamné à s'éloigner, pendant cinq à dix ans, du lieu où siége le magistrat, et d'un rayon de deux myriamètres.

Cette disposition aura son exécution à dater du jour où le condamné aura subi sa peine.

Si le condamné enfreint cet ordre avant l'expiration du temps fixé, il sera puni du bannissement.

ART. 230.

Les violences de l'espèce exprimée en l'article 228, dirigées contre un officier ministériel, un agent de la force publique, ou un citoyen chargé d'un ministère de service public, si elles ont eu lieu pendant qu'ils exerçaient leur ministère, ou à cette occasion, seront punies d'un emprisonnement d'un mois à six mois.

ART. 231.

Si les violences exercées contre les fonctionnaires et agens désignés aux articles 228 et 230 ont été la cause d'effusion de sang, blessure ou maladie, la peine sera la reclusion; si la mort s'en est suivie dans les quarante jours, le coupable sera puni de mort.

ART. 232.

Dans le cas même où ces violences n'auraient pas causé d'effusion de sang, blessure ou maladie, les coups seront punis de la reclusion, s'ils ont été portés avec préméditation ou guet-apens.

ART. 233.

Si les blessures sont du nombre de celles qui portent le caractère de meurtre, le coupable sera puni de mort.

§. III.

REFUS D'UN SERVICE DÛ LÉGALEMENT.

ART. 234.

Tout commandant, tout officier ou sous-officier de la force publique qui, après en avoir été légalement requis par l'autorité civile, aura refusé de faire agir la force à ses ordres, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à trois mois, sans préjudice des réparations civiles qui pourraient être dues, aux termes de l'article 10 du présent Code.

ART. 235.

Les lois pénales et les réglemens relatifs au recrutement de l'armée de terre, de mer et au service de la milice, continueront de recevoir leur exécution.

ART. 236.

Les témoins qui auront allégué une excuse reconnue fausse seront condamnés, outre les amendes prononcées pour la non-comparution, à un emprisonnement de seize jours à deux mois.

§. IV.

ÉVASION DE DÉTENUS, RECÉLEMENT DE CRIMINELS.

ART. 237.

Toutes les fois qu'une évasion de détenus aura lieu, les huissiers, les commandans en chef ou en sous-ordre, soit des corps faisant le service de gendarmerie, soit de la force armée servant d'escorte ou garnissant les postes, les concierges, gardiens, geoliers, et tous autres préposés à la conduite, au transport ou à la garde des détenus, seront punis ainsi qu'il suit.

ART. 238.

Si l'évadé était prévenu de délits de police, ou de crimes simplement infamans, ou s'il était prisonnier de guerre, les préposés à sa garde ou à sa conduite seront punis, en cas de négligence, d'un emprisonnement de seize jours à deux mois, et, en cas de connivence, d'un emprisonnement de six mois à deux ans.

Ceux qui, n'étant pas chargés de la garde ou de la conduite du détenu, auront procuré ou favorisé son évasion, seront punis de seize jours à trois mois d'emprisonnement.

Seront également punis de cette peine ceux qui auront, dans l'enceinte des prisons ou en dehors, facilité l'évasion d'un esclave détenu par ordre du maître, ou qui auront brisé ses fers dans la prison ou hors de la prison, sans préjudice des dommages-intérêts envers le maître de l'esclave.

ART. 239.

Si les détenus évadés, ou l'un d'eux, étaient prévenus ou accusés d'un crime de nature à entraîner une peine afflictive à temps, ou condamnés pour l'un de ces crimes, la peine sera, contre les préposés à la garde ou conduite, en cas de négligence, un emprisonnement de deux mois à six mois; en cas de connivence, la reclusion.

Les individus non chargés de la garde des détenus, qui auront procuré ou facilité l'évasion, seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans.

ART. 240.

Si les évadés, ou l'un d'eux, sont prévenus ou accusés de crimes de nature à entraîner la peine de mort ou des peines perpétuelles, ou s'ils sont condamnés à l'une de ces peines, leurs conducteurs ou gardiens seront punis d'un an à deux ans d'emprisonnement, en cas de négligence, et des travaux forcés à temps, en cas de connivence.

Les individus non chargés de la conduite ou de la garde, qui auront

facilité ou procuré l'évasion, seront punis d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus.

ART. 241.

Si l'évasion a eu lieu ou a été tentée avec violence ou bris de prison, les peines contre ceux qui l'auront favorisée en fournissant des instrumens propres à l'opérer seront, au cas que l'évadé fût de la qualité exprimée en l'article 238, trois mois à deux ans d'emprisonnement; au cas de l'article 239, deux à cinq ans d'emprisonnement; et au cas de l'article 240, la reclusion.

ART. 242.

Dans tous les cas ci-dessus, lorsque les tiers qui auront procuré ou facilité l'évasion y seront parvenus en corrompant les gardiens ou geoliers, ou de connivence avec eux, ils seront punis des mêmes peines que lesdits gardiens ou geoliers.

ART. 243.

Si l'évasion avec bris ou violence a été favorisée par transmission d'armes, les gardiens et conducteurs qui y auront participé seront punis des travaux forcés à perpétuité; les autres personnes, des travaux forcés à temps.

ART. 244.

Tous ceux qui auront connivé à l'évasion d'un détenu seront solidairement condamnés, à titre de dommages-intérêts, à tout ce que la partie civile du détenu aurait eu droit d'obtenir contre lui.

ART. 245.

A l'égard des détenus qui se seront évadés ou qui auront tenté de s'évader par bris de prison ou par violence, ils seront, pour ce seul fait, punis de six mois à un an d'emprisonnement, et subiront cette peine immédiatement après l'expiration de celle qu'ils auront encourue pour le crime ou délit à raison duquel ils étaient détenus, ou immé-

diatement après l'arrêt ou jugement qui les aura acquittés ou renvoyés absous dudit crime ou délit; le tout sans préjudice de plus fortes peines qu'ils auraient pu encourir pour d'autres crimes qu'ils auraient commis dans leurs violences.

ART. 246.

Quiconque sera condamné, pour avoir favorisé une évasion ou des tentatives d'évasion, à un emprisonnement de plus de six mois, pourra, en outre, être mis sous la surveillance spéciale de la haute police pour un intervalle de cinq à dix ans.

ART. 247.

Les peines d'emprisonnement ci-dessus établies contre les conducteurs ou les gardiens, en cas de négligence seulement, cesseront lorsque les évadés seront repris ou représentés, pourvu que ce soit dans les quatre mois de l'évasion, et qu'ils ne soient pas arrêtés pour d'autres crimes ou délits commis postérieurement.

ART. 248.

Ceux qui auront recélé ou fait recéler des personnes qu'ils savaient avoir commis des peines emportant peine afflictive, seront punis de trois mois d'emprisonnement au moins et de deux ans au plus.

Sont exceptés de la présente disposition, les ascendans ou descendans, époux ou épouses, frères ou sœurs des criminels recélés, ou leurs alliés aux mêmes degrés.

§. V.

BRIS DE SCELLÉS ET ENLÈVEMENT DE PIÈCES DANS LES DÉPÔTS PUBLICS.

ART. 249.

Lorsque des scellés apposés, soit par ordre du gouvernement, soit par suite d'une ordonnance de justice rendue en quelque matière que ce soit, auront été brisés, les gardiens seront punis, pour simple négligence, de seize jours à six mois d'emprisonnement.

ART. 250.

Si le bris de scellés s'applique à des papiers et effets d'un individu prévenu ou accusé d'un crime emportant la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité ou de la déportation, ou qui soit condamné à l'une de ces peines, le gardien négligent sera puni de six mois à deux ans d'emprisonnement.

ART. 251.

Quiconque aura, à dessein, brisé des scellés apposés sur des papiers ou effets de la qualité énoncée en l'article précédent, ou participé au bris des scellés, sera puni de la reclusion; et si c'est le gardien lui-même, il sera puni des travaux forcés à temps.

ART. 252.

A l'égard de tous autres bris de scellés, les coupables seront punis de six mois à deux ans d'emprisonnement; et si c'est le gardien lui-même, il sera puni de deux à cinq ans de la même peine.

ART. 253.

Tout vol commis à l'aide d'un bris de scellés, sera puni comme vol commis à l'aide d'effraction.

ART. 254.

Quant aux soustractions, destructions et enlèvemens de pièces ou de procédures criminelles, ou d'autres papiers, registres, actes et effets contenus dans des archives, greffes ou dépôts publics, ou remis à un dépositaire public en cette qualité, les peines seront, contre les greffiers, archivistes, notaires ou autres dépositaires négligens, de trois mois à un an d'emprisonnement, et d'une amende de cent un francs à six cents francs.

ART. 255.

Quiconque se sera rendu coupable des soustractions, enlèvemens ou destructions mentionnés en l'article précédent, sera puni de la reclusion.

Si le crime est l'ouvrage du dépositaire lui-même, il sera puni des travaux forcés à temps.

ART. 256.

Si le bris de scellés, les soustractions, enlèvemens ou destructions de pièces, ont été commis avec violence envers les personnes, la peine sera, contre toute personne, celle des travaux forcés à temps, sans préjudice de peines plus fortes, s'il y a lieu, d'après la natnre des violences et des autres crimes qui y seraient joints.

§. VI.

DÉGRADATIONS DE MONUMENS.

ART. 257.

Quiconque aura détruit, abattu, mutilé ou dégradé des monumens, statues et autres objets destinés à l'utilité ou à la décoration publique, et élevés par l'autorité publique ou avec son autorisaiion, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, et d'une amende de cent un francs a cinq cents francs.

Si les monumens, statues et autres objets détruits, abattus, mutilés ou dégradés, étaient consacrés, soit à la religion de l'état, soit à l'un des cultes légalement établis en France, le coupable sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de deux cents francs à deux mille francs.

La peine sera d'un an à cinq ans d'emprisonnement et de mille à cinq mille francs d'amende, si ce délit a été commis dans l'intérieur d'un édifice consacré à la religion de l'état ou d'un culte légalement établi en France.

§. VII.

USURPATION DE TITRES OU FONCTIONS.

ART. 258.

Quiconque, sans titre, se sera immiscé dans des fonctions publiques, civiles ou militaires, ou aura fait les actes de ces fonc-

tions, sera puni d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans, sans préjudice de la peine de faux, si l'acte porte le caractère de ce crime.

ART. 259.

Toute personne qui aura publiquement porté un costume, un uniforme ou une décoration qui ne lui appartenait pas, ou qui se sera attribué des titres royaux qui ne lui auraient pas été légalement conférés, sera punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans.

§. VIII.

ENTRAVES AU LIBRE EXERCICE DES CULTES.

ART. 260.

Tout particulier qui, par des voies de fait ou des menaces, aura contraint ou empêché une ou plusieurs personnes d'exercer l'un des cultes autorisés, d'assister à l'exercice de ce culte, de célébrer certaines fêtes, d'observer certains jours de repos, et, en conséquence, d'ouvrir ou de fermer leurs ateliers, boutiques ou magasins, et de faire ou quitter certains travaux, sera puni, pour ce seul fait, d'une amende de cent un francs à quatre cents francs et d'un emprisonnement de seize jours à deux mois.

ART. 261.

Ceux qui, par des troubles ou des désordres commis soit dans les édifices destinés ou servant actuellement à l'exercice d'un culte légalement établi en France, soit même à l'extérieur de cet édifice, auront retardé, interrompu ou empêché les cérémonies de ce culte, seront punis d'une amende de cent un francs à six cents francs et d'un emprisonnement de seize jours à trois mois.

ART. 262.

Toute personne qui aura, par paroles ou gestes, outragé les objets d'un culte dans les lieux destinés ou servant actuellement à son exercice, ou les ministres de ce culte dans leurs fonctions, sera punie d'une amende

de cent un francs à mille francs, et d'un emprisonnement de seize jours à six mois.

ART. 263.

Quiconque aura frappé le ministre d'un culte dans ses fonctions, sera puni du carcan.

ART. 264.

Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent qu'aux troubles, outrages ou voies de fait dont la nature ou les circonstances ne donneront pas lieu à de plus fortes peines, d'après les autres dispositions du présent Code.

SECTION V.

ASSOCIATIONS DE MALFAITEURS, VAGABONDAGE ET MENDICITÉ.

---

§. I.er

ASSOCIATIONS DE MALFAITEURS.

ART. 265.

Toute association de malfaiteurs envers les personnes ou les propriétés est un crime contre la paix publique.

ART. 266.

Ce crime existe par le seul fait d'organisation de bandes ou de correspondance entre elles et leurs chefs ou commandans, ou de conventions tendant à rendre compte ou à faire distribution ou partage du produit des méfaits.

ART. 267.

Quand ce crime n'aurait été accompagné ni suivi d'aucun autre, les auteurs, directeurs de l'association, et les commandans en chef ou en sous-ordre de ces bandes, seront punis des travaux forcés à temps.

Le *maximum* de la peine sera appliqué, s'il se trouve dans l'association un ou plusieurs esclaves.

ART. 268.

Seront punis de la reclusion tous autres individus chargés d'un service quelconque dans ces bandes, et ceux qui auront sciemment et volontairement fourni aux bandes, ou à leurs divisions, des armes, munitions, instrumens de crime, logement, retraite, ou lieu de réunion.

Ils seront punis de la peine des travaux forcés à temps, si, à leur connaissance, des esclaves ont été employés, soit dans ces bandes, soit dans la préparation des moyens d'exécution, soit dans la consommation des méfaits.

§. II.

VAGABONDAGE.

ART. 269.

Le vagabondage est un délit.

ART. 270.

Les vagabonds ou gens sans aveu sont ceux qui n'ont ni domicile certain, ni moyens de subsistance, et qui n'exercent habituellement ni métier ni profession.

ART. 271.

Les vagabonds ou gens sans aveu qui auront été légalement déclarés tels, seront, pour ce seul fait, punis de trois à six mois d'emprisonnement, et demeureront, après avoir subi leur peine, à la disposition du gouvernement pendant le temps qu'il déterminera, eu égard à leur conduite.

ART. 272.

Les individus déclarés vagabonds par jugement pourront, s'ils sont étrangers, être conduits, par les ordres du gouvernement, hors du territoire français.

ART. 273.

Les vagabonds nés en France ou dans la colonie, pourront, après un jugement, même passé en force de chose jugée, être réclamés par déli-

bération du conseil municipal de la commune où ils sont nés, ou cautionnés par un citoyen solvable.

Si le gouvernement accueille la réclamation ou agrée la caution, les individus ainsi réclamés ou cautionnés seront, par ses ordres, renvoyés ou conduits dans la commune qui les a réclamés, ou dans celle qui leur sera assignée pour résidence, sur la demande de la caution.

§. III.

MENDICITÉ.

ART. 274.

Toute personne qui, recevant des secours de l'administration de bienfaisance ou d'un établissement quelconque de charité, aura été trouvée mendiant, sera punie de trois mois à six mois d'emprisonnement.

ART. 275.

Les mendians d'habitude, valides, non secourus par l'administration de bienfaisance, ou par un établissement quelconque de charité, seront punis d'un emprisonnement de six mois à deux ans.

ART. 276.

Tous mendians, même invalides, qui auront usé de menaces, ou seront entrés, sans permission du propriétaire ou de personnes demeurant avec lui, soit dans une maison d'habitation, soit dans un enclos en dépendant,

Ou qui feindront des plaies ou infirmités,

Ou qui mendieront en réunion, à moins que ce ne soient le mari et la femme, le père ou la mère et leurs jeunes enfans, l'aveugle et son conducteur,

Seront punis d'un emprisonnement de six mois à deux ans.

Le *maximum* de la peine sera toujours appliqué au mendiant qui se serait introduit la nuit dans l'intérieur d'une maison habitée ou de ses dépendances.

DISPOSITIONS COMMUNES AUX VAGABONDS ET MENDIANS.

ART. 277.

Tout mendiant ou vagabond qui aura été saisi travesti d'une manière quelconque,

Ou porteur d'armes, bien qu'il n'en ait usé ni menacé,

Ou muni de limes, crochets, ou autres instrumens propres soit à commettre des vols ou d'autres délits, soit à lui procurer les moyens de pénétrer dans les maisons,

Sera puni de deux à cinq ans d'emprisonnement.

ART. 278.

Tout mendiant ou vagabond qui sera trouvé porteur d'un ou de plusieurs effets d'une valeur supérieure à cent francs, et qui ne justifiera pas d'où ils lui proviennent, sera puni de la peine portée en l'article 276.

ART. 279.

Tout mendiant ou vagabond qui aura exercé quelque acte de violence que ce soit envers les personnes, sera puni de la reclusion, sans préjudice de peines plus fortes, s'il y a lieu, à raison du genre et des circonstances de la violence.

ART. 280.

Tout vagabond ou mendiant qui aura commis un crime emportant la peine des travaux forcés à temps, sera en outre marqué.

ART. 281.

Les peines établies par le présent Code contre les individus porteurs de faux certificats, faux passeports ou fausses feuilles de route, seront toujours, dans leur espèce, portées au *maximum*, quand elles seront appliquées à des vagabonds ou mendians.

ART. 282.

Les vagabonds ou mendians qui auront subi les peines portées par les

articles précédens, demeureront, à la fin de ces peines, à la disposition du gouvernement.

SECTION VI.

DÉLITS COMMIS PAR LA VOIE D'ÉCRITS, IMAGES OU GRAVURES, DISTRIBUÉS SANS NOM D'AUTEUR, IMPRIMEUR OU GRAVEUR.

ART. 283.

Toute publication ou distribution d'ouvrages, écrits, avis, bulletins, affiches, journaux, feuilles périodiques ou autres imprimés, dans lesquels ne se trouvera pas l'indication vraie des noms, profession et demeure de l'auteur ou de l'imprimeur, sera, pour ce seul fait, punie d'un emprisonnement de seize jours à six mois, contre toute personne qui aura sciemment contribué à la publication ou distribution.

ART. 284.

Cette disposition sera réduite à des peines de simple police,

1.° A l'égard des crieurs, afficheurs, vendeurs ou distributeurs qui auront fait connaître la personne de laquelle ils tiennent l'écrit imprimé;

2.° A l'égard de quiconque, étant coupable du délit prévu par l'article précédent, aura fait connaître l'imprimeur;

3.° A l'égard même de l'imprimeur ou du graveur qui auront fait connaître l'auteur ou la personne qui les aura chargés de l'impression ou de la gravure.

ART. 285.

Si l'écrit imprimé contient quelques provocations à des crimes ou délits, les crieurs, afficheurs, vendeurs et distributeurs seront punis comme complices des provocateurs, à moins qu'ils n'aient fait connaître ceux dont ils tiennent l'écrit contenant la provocation.

En cas de révélation, ils n'encourront qu'un emprisonnement de seize jours à trois mois; et la peine de complicité ne restera applicable qu'à ceux qui n'auront point fait connaître les personnes dont ils auront reçu l'écrit imprimé, et à l'imprimeur, s'il est connu.

ART. 286.

Dans tous les cas ci-dessus, il y aura confiscation des exemplaires saisis.

ART. 287.

Toute exposition ou distribution de chansons, pamphlets, figures ou images contraires aux bonnes mœurs, sera punie d'une amende de cent un francs à mille francs, d'un emprisonnement d'un mois à un an, et de la confiscation des planches et des exemplaires imprimés ou gravés de chansons, figures, ou autres objets du délit.

ART. 288.

La peine d'emprisonnement et l'amende prononcées par l'article précédent, seront réduites à des peines de simple police,

1.° A l'égard des crieurs, vendeurs ou distributeurs qui auront fait connaître la personne qui leur a remis l'objet du délit;

2.° A l'égard de quiconque aura fait connaître l'imprimeur ou le graveur;

3°. A l'égard même de l'imprimeur ou du graveur qui auront fait connaître l'auteur ou la personne qui les aura chargés de l'impression ou de la gravure.

ART. 289.

Dans tous les cas exprimés en la présente section, et où l'auteur sera connu, il subira le *maximum* de la peine attachée à l'espèce du délit.

DISPOSITION PARTICULIÈRE.

ART. 290.

Tout individu qui, sans y avoir été autorisé par la police, fera le métier de crieur ou afficheur d'écrits imprimés, dessins ou gravures, même munis des noms d'auteur, imprimeur, dessinateur ou graveur, sera puni d'un emprisonnement de seize jours à deux mois.

SECTION VII.

DES ASSOCIATIONS OU RÉUNIONS ILLICITES.

ART. 291.

Nulle association de personnes, dont le but sera de se réunir tous les jours ou à certains jours marqués pour s'occuper d'objets religieux, littéraires, politiques ou autres, ne pourra se former qu'avec l'agrément du gouvernement, et sous les conditions qu'il plaira à l'autorité publique d'imposer à la société.

ART. 292.

Toute association de la nature ci-dessus exprimée, qui se sera formée sans autorisation, ou qui, après l'avoir obtenue, aura enfreint les conditions à elle imposées, sera dissoute.

Les chefs, directeurs ou administrateurs de l'association seront, en outre, punis d'une amende de cent un francs à quatre cents francs.

ART. 293.

Si, par discours, exhortations, invocations ou prières, en quelque langue que ce soit, ou par lecture, affiche, publication ou distribution d'écrits quelconques, il a été fait dans ces assemblées quelque provocation à des crimes ou à des délits, la peine sera de cent un francs à six cents francs d'amende, et de trois mois à deux ans d'emprisonnement, contre les chefs, directeurs et administrateurs de ces associations; sans préjudice des peines plus fortes qui seraient portées par la loi contre les individus personnellement coupables de la provocation, lesquels, en aucun cas, ne pourront être punis d'une peine moindre que celle infligée aux chefs, directeurs et administrateurs de l'association.

ART. 294.

Tout individu qui, sans la permission de l'autorité municipale, aura accordé ou consenti l'usage de sa maison ou de son appartement, en tout ou en partie, pour la réunion des membres d'une association,

même autorisée, ou pour l'exercice d'un culte, sera puni d'une amende de cent un francs à quatre cents francs.

TITRE II.

CRIMES ET DÉLITS CONTRE LES PARTICULIERS.

CHAPITRE PREMIER.

CRIMES ET DÉLITS CONTRE LES PERSONNES.

SECTION PREMIÈRE.

MEURTRE ET AUTRES CRIMES CAPITAUX, MENACES D'ATTENTATS CONTRE LES PERSONNES.

§. I.er

MEURTRE, ASSASSINAT, PARRICIDE, INFANTICIDE, EMPOISONNEMENT.

ART. 295.

L'homicide commis volontairement est qualifié meurtre.

ART. 296.

Tout meurtre commis avec préméditation ou de guet-apens est qualifié assassinat.

ART. 297.

La préméditation consiste dans le dessein formé, avant l'action, d'attenter à la personne d'un individu déterminé, ou même de celui qui sera trouvé ou rencontré, quand même ce dessein serait dépendant de quelque circonstance ou de quelque condition.

ART. 298.

Le guet-apens consiste à attendre plus ou moins de temps, dans un ou

divers lieux, un individu, soit pour lui donner la mort, soit pour exercer sur lui des actes de violence.

ART. 299.

Est qualifié parricide le meurtre des pères ou mères légitimes, naturels ou adoptifs, ou de tout autre ascendant légitime.

ART. 300.

Est qualifié infanticide le meurtre d'un enfant nouveau-né.

ART. 301.

Est qualifié empoisonnement tout attentat à la vie d'une personne, par l'effet de substances qui peuvent donner la mort plus ou moins promptement, de quelque manière que ces substances aient été employées ou administrées, et quelles qu'en aient été les suites.

ART. 302.

Tout coupable d'assassinat, de parricide, d'infanticide et d'empoisonnement, sera puni de mort; sans préjudice de la disposition particulière contenue en l'article 13, relativement au parricide.

Toutefois, à l'égard de la mère coupable d'infanticide, les cours d'assises, lorsqu'elles auront reconnu qu'il existe des circonstances atténuantes, et sous la condition de le déclarer expressément, pourront réduire la peine à celle des travaux forcés à perpétuité.

ART. 303.

Seront punis comme coupables d'assassinat, tous malfaiteurs, quelle que soit leur dénomination, qui, pour l'exécution de leurs crimes, emploient des tortures ou commettent des actes de barbarie.

ART. 304.

Le meurtre emportera la peine de mort, lorsqu'il aura précédé, accompagné ou suivi un autre crime ou délit.

En tout autre cas, le coupable de meurtre sera puni de la peine des travaux forcés à perpétuité.

§. II.

MENACES.

ART. 305.

Quiconque aura menacé, par écrit anonyme ou signé, d'assassinat, d'empoisonnement, ou de tout autre attentat contre les personnes, qui serait punissable de la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité, ou de la déportation, sera puni de la peine des travaux forcés à temps, dans le cas où la menace aurait été faite avec ordre de déposer une somme d'argent dans un lieu indiqué, ou de remplir toute autre condition.

ART. 306.

Si cette menace n'a été accompagnée d'aucun ordre ou condition, la peine sera d'un emprisonnement de deux ans au moins et de cinq ans au plus, et d'une amende de cent un francs à six cents francs.

ART. 307.

Si la menace faite avec ordre ou sous condition a été verbale, le coupable sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de cent un francs à cinq cents francs.

ART. 308.

Dans les cas prévus par les deux précédens articles, le coupable pourra de plus être mis, par le jugement, sous la surveillance de la haute police pour cinq ans au moins et dix ans au plus.

SECTION II.

BLESSURES ET COUPS VOLONTAIRES NON QUALIFIÉS MEURTRE, ET AUTRES CRIMES ET DÉLITS VOLONTAIRES.

ART. 309.

Sera puni de la peine de la réclusion tout individu qui aura fait des

blessures ou porté des coups, s'il est résulté de ces actes de violence une maladie, ou incapacité de travail personnel pendant plus de vingt jours.

Dans les cas autres que ceux prévus par les articles 310 et 312, la peine pourra être réduite par la cour d'assises, en faisant la déclaration prescrite au deuxième paragraphe de l'article 302, aux peines déterminées par l'article 401, sans néanmoins que la peine d'emprisonnement puisse être au-dessous de trois années.

La réduction de peine ne pourra avoir lieu, lorsque le coupable sera mendiant, vagabond, ou lorsqu'il aura été antérieurement condamné à un emprisonnement correctionnel de plus de six mois.

ART. 310.

Si le crime mentionné au précédent article a été commis avec préméditation ou guet-apens, la peine sera celle des travaux forcés à temps.

ART. 311.

Lorsque les blessures ou les coups n'auront occasionné aucune maladie ni incapacité de travail personnel de l'espèce mentionnée en l'article 309, le coupable sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, et d'une amende de cent un francs à quatre cents francs.

S'il y a eu préméditation ou guet-apens, l'emprisonnement sera de deux ans à cinq ans, et l'amende de deux cents francs à mille francs.

ART. 312.

Dans les cas prévus par les articles 309, 310 et 311, si le coupable a commis le crime envers ses père ou mère légitimes, naturels ou adoptifs, ou autres ascendans légitimes, il sera puni ainsi qu'il suit :

Si l'article auquel le cas se référera prononce l'emprisonnement et l'amende, le coupable subira la peine de la reclusion ;

Si l'article prononce la peine de la reclusion, il subira celle des travaux forcés à temps ;

Si l'article prononce la peine des travaux forcés à temps, il subira celle des travaux forcés à perpétuité.

Les mêmes dispositions s'appliqueront à l'affranchi qui aura commis le crime envers le maître de qui il tient la liberté.

ART. 313.

Les crimes et les délits prévus dans la présente section et dans la section précédente, s'ils sont commis en réunion séditieuse, avec rebellion ou pillage, sont imputables aux chefs, auteurs, instigateurs et provocateurs de ces réunions, rebellions ou pillages, qui seront punis comme coupables de ces crimes ou de ces délits, et condamnés aux mêmes peines que ceux qui les auront personnellement commis.

Le maximum de la peine leur sera toujours appliqué, si des esclaves ont pris part à ces réunions.

ART. 314.

Tout individu qui aura fabriqué ou débité des stylets, tromblons ou quelque espèce que ce soit d'armes prohibées par la loi ou par des réglemens d'administration publique, sera puni d'un emprisonnement de seize jours à six mois.

Celui qui sera porteur desdites armes, sera puni d'une amende de cent un francs à quatre cents francs.

La peine de six jours à six mois d'emprisonnement sera également appliquée à tout individu qui aura vendu ou donné à un esclave, sans autorisation écrite du maître, des armes prohibées ou non prohibées.

Dans l'un et l'autre cas, les armes seront confisquées.

Le tout sans préjudice de plus forte peine, s'il y échoit, en cas de complicité de crime.

ART. 315.

Outre les peines correctionnelles mentionnées dans les articles précédens, les tribunaux pourront prononcer le renvoi sous la surveillance de la haute police, depuis deux ans jusqu'à dix ans.

ART. 316.

Toute personne coupable du crime de castration subira la peine des travaux forcés à perpétuité.

Si la mort en est résultée avant l'expiration des quarante jours qui auront suivi le crime, le coupable subira la peine de mort.

ART. 317.

Quiconque, par alimens, breuvages, médicamens, violences, ou par tout autre moyen, aura procuré l'avortement d'une femme enceinte, soit qu'elle y ait consenti, ou non, sera puni de la reclusion.

La même peine sera prononcée contre la femme qui se sera procuré l'avortement à elle-même, ou qui aura consenti à faire usage des moyens à elle indiqués ou administrés à cet effet, si l'avortement s'en est suivi.

Les médecins, chirurgiens, et autres officiers de santé, ainsi que les pharmaciens qui auront indiqué ou administré ces moyens, seront condamnés à la peine des travaux forcés à temps, dans le cas où l'avortement aura eu lieu.

ART. 318.

Quiconque aura vendu ou débité des boissons falsifiées, contenant des mixtions nuisibles à la santé, sera puni d'un emprisonnement de seize jours à deux ans, et d'une amende de cent un francs à douze cents francs.

Seront saisies et confisquées, pour être détruites, les boissons falsifiées trouvées appartenir au vendeur ou débitant.

SECTION III.

HOMICIDE, BLESSURES ET COUPS INVOLONTAIRES; CRIMES ET DÉLITS EXCUSABLES, ET CAS OÙ ILS NE PEUVENT ÊTRE EXCUSÉS; HOMICIDE, BLESSURES ET COUPS QUI NE SONT NI CRIMES NI DÉLITS.

§. I.er

HOMICIDE, BLESSURES ET COUPS INVOLONTAIRES.

ART. 319.

Quiconque, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des réglemens, aura commis involontairement un homicide, ou en aura involontairement été la cause, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende de cent un francs à douze cents francs.

ART. 320.

S'il n'est résulté du défaut d'adresse ou de précaution que des blessures ou coups, la peine sera d'une amende de cent un francs à quatre cents francs, ou d'un emprisonnement de seize jours à deux mois, et les deux peines pourront être cumulées.

§. II.

CRIMES ET DÉLITS EXCUSABLES, ET CAS OÙ ILS NE PEUVENT ÊTRE EXCUSÉS.

ART. 321.

Le meurtre ainsi que les blessures et les coups sont excusables, s'ils ont été provoqués par des coups ou violences graves envers les personnes.

ART. 322.

Les crimes et délits mentionnés au précédent article sont également excusables, s'ils ont été commis en repoussant, pendant le jour, l'escalade ou l'effraction des clôtures, murs ou entrée d'une maison, ou d'un appartement habité, ou de leurs dépendances.

Si le fait est arrivé pendant la nuit, ce cas est réglé par l'article 329.

ART. 323.

Le parricide n'est jamais excusable.

ART. 324.

Le meurtre commis par l'époux sur l'épouse, ou par celle-ci sur son époux, n'est pas excusable, si la vie de l'époux ou de l'épouse qui a commis le meurtre n'a pas été mise en péril dans le moment même où le meurtre a eu lieu.

Néanmoins, dans le cas d'adultère, prévu par l'article 336, le meurtre commis par l'époux sur son épouse, ainsi que sur le complice, à l'instant où il les surprend en flagrant délit dans la maison conjugale, est excusable.

ART. 325.

Le crime de castration, s'il a été immédiatement provoqué par un outrage violent à la pudeur, sera considéré comme meurtre ou blessures excusables.

ART. 326.

Lorsque le fait d'excuse sera prouvé,

S'il s'agit d'un crime emportant la peine de mort, ou celle des travaux forcés à perpétuité, ou celle de la déportation, la peine sera réduite à un emprisonnement d'un an à cinq ans;

S'il s'agit de tout autre crime, elle sera réduite à un emprisonnement de six mois à deux ans.

Dans ces deux premiers cas, les coupables pourront de plus être mis par l'arrêt ou le jugement sous la surveillance de la haute police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

S'il s'agit d'un délit, la peine sera réduite à un emprisonnement de seize jours à six mois.

§. III.

HOMICIDE, BLESSURES ET COUPS NON QUALIFIÉS CRIMES NI DÉLITS.

ART. 327.

Il n'y a ni crime ni délit, lorsque l'homicide, les blessures et les coups étaient autorisés par la loi et commandés par l'autorité légitime.

ART. 328.

Il n'y a ni crime ni délit, lorsque l'homicide, les blessures et les coups étaient commandés par la nécessité actuelle de la légitime défense de soi-même ou d'autrui.

ART. 329.

Sont compris dans les cas de nécessité actuelle de défense, les deux cas suivans:

1.° Si l'homicide a été commis, si les blessures ont été faites, ou si les coups ont été portés en repoussant pendant la nuit l'escalade ou l'effraction des clôtures, murs ou entrée d'une maison ou d'un appartement habité ou de leurs dépendances;

2.° Si le fait a eu lieu en se défendant contre les auteurs de vols ou pillages exécutés avec violence.

SECTION IV.

ATTENTATS AUX MŒURS.

ART. 330.

Toute personne qui aura commis un outrage public à la pudeur, sera punie d'un emprisonnement de trois mois à un an, et d'une amende de cent un francs à quatre cents francs.

Dans le cas où le délit aura été commis dans un édifice consacré, soit à la religion de l'État, soit à l'un des cultes reconnus en France, l'emprisonnement sera de trois ans à cinq ans, et l'amende de cinq cents francs à dix mille francs.

ART. 331.

Quiconque aura commis le crime de viol, ou sera coupable de tout autre attentat à la pudeur consommé ou tenté avec violence contre des individus de l'un ou de l'autre sexe, sera puni de la reclusion.

ART. 332.

Si le crime a été commis sur la personne d'un enfant au-dessous de l'âge de quinze ans accomplis, le coupable subira la peine des travaux forcés à temps.

ART. 333.

La peine sera celle des travaux forcés à perpétuité, si les coupables sont de la classe de ceux qui ont autorité sur la personne envers laquelle ils ont commis l'attentat, s'ils sont ses instituteurs ou ses serviteurs à gages, ou s'ils sont fonctionnaires publics ou ministres d'un culte, ou si le coupable, quel qu'il soit, a été aidé dans son crime par une ou plusieurs personnes.

ART. 334.

Quiconque aura attenté aux mœurs, en excitant, favorisant ou facilitant habituellement la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou l'autre sexe, au-dessous de l'âge de vingt-un ans, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de cent un francs à cinq cents francs.

Si la prostitution ou la corruption a été excitée, favorisée ou facilitée par leurs pères, mères, tuteurs ou autres personnes chargées de leur surveillance, la peine sera de deux ans à cinq ans d'emprisonnement, et de trois cents francs à mille francs d'amende.

ART. 335.

Les coupables du délit mentionné au précédent article seront interdits de toute tutelle et curatelle, et de toute participation aux conseils de famille, savoir : les individus auxquels s'applique le premier para-

graphe de cet article, pendant deux ans au moins et cinq ans au plus, et ceux dont il est parlé au second paragraphe, pendant dix ans au moins et vingt ans au plus.

Si le délit a été commis par le père ou la mère, le coupable sera de plus privé des droits et avantages à lui accordés sur la personne et les biens de l'enfant par le Code civil, livre I.er, titre IX, *de la puissance paternelle*.

Dans tous les cas, les coupables pourront, de plus, être mis par le jugement sous la surveillance de la haute police, en observant, pour la durée de la surveillance, ce qui vient d'être établi pour la durée de l'interdiction mentionnée au présent article.

ART. 336.

L'adultère de la femme ne pourra être dénoncé que par le mari; cette faculté même cessera, s'il est dans le cas prévu par l'article 339.

ART. 337.

La femme convaincue d'adultère subira la peine de l'emprisonnement pendant trois mois au moins, et deux ans au plus.

Le mari restera le maître d'arrêter l'effet de cette condamnation contre sa femme, en consentant à la reprendre.

ART. 338.

Le complice de la femme adultère sera puni de l'emprisonnement pendant le même espace de temps, et, en outre, d'une amende de deux cents francs à deux mille francs.

Les seules preuves qui pourront être admises contre le prévenu de complicité, seront, outre le flagrant délit, celles résultant de lettres ou autres pièces écrites par le prévenu.

ART. 339.

Le mari qui aura entretenu une concubine dans la maison conjugale, et qui aura été convaincu sur la plainte de la femme, sera puni d'une amende de deux cents francs à quatre mille francs.

ART. 340.

Quiconque, étant engagé dans les liens du mariage, en aura contracté un autre avant la dissolution du précédent, sera puni de la peine des travaux forcés à temps.

L'officier public qui aura prêté son ministère à ce mariage, connaissant l'existence du précédent, sera condamné à la même peine.

SECTION V.

ARRESTATIONS ILLÉGALES ET SÉQUESTRATIONS DE PERSONNES.

ART. 341.

Seront punis de la peine des travaux forcés à temps ceux qui, sans ordre des autorités constituées, et hors les cas où la loi ordonne de se saisir des prévenus, auront arrêté, détenu ou séquestré des personnes quelconques.

Quiconque aura prêté un lieu pour exécuter la détention ou séquestration subira la même peine.

ART. 342.

Si la détention ou séquestration a duré plus d'un mois, la peine sera celle des travaux forcés à perpétuité.

ART. 343.

La peine sera réduite à l'emprisonnement de deux ans à cinq ans, si les coupables des délits mentionnés en l'article 341, non encore poursuivis de fait, ont rendu la liberté à la personne arrêtée, séquestrée ou détenue, avant le dixième jour accompli depuis celui de l'arrestation, détention ou séquestration. Ils pourront néanmoins être renvoyés sous la surveillance de la haute police depuis cinq ans jusqu'à dix ans.

ART. 344.

Dans chacun des trois cas suivans,

1.° Si l'arrestation a été exécutée avec le faux costume, sous un faux nom, ou sur un faux ordre de l'autorité publique;

2.° Si l'individu arrêté, détenu ou séquestré, a été menacé de la mort;

3.° S'il a été soumis à des tortures corporelles,

Les coupables seront punis de mort.

SECTION VI.

CRIMES ET DÉLITS TENDANT À EMPÊCHER OU DÉTRUIRE LA PREUVE DE L'ÉTAT CIVIL D'UN ENFANT OU À COMPROMETTRE SON EXISTENCE; ENLÈVEMENT DE MINEURS; INFRACTIONS AUX LOIS SUR LES INHUMATIONS.

§. I.er

CRIMES ET DÉLITS ENVERS L'ENFANT.

ART. 345.

Les coupables d'enlèvement, de recélé ou de suppression d'un enfant, de substitution d'un enfant à un autre, ou de supposition d'un enfant à une femme qui ne sera pas accouchée, seront punis de la reclusion.

La même peine aura lieu contre ceux qui, étant chargés d'un enfant, ne le représenteront point aux personnes qui ont le droit de le réclamer.

Si c'est un enfant appartenant à la population des esclaves qui se trouve substitué à un autre enfant de condition libre, le *maximum* de la peine de la reclusion sera toujours appliqué à celui qui se sera rendu coupable de ce crime.

ART. 346.

Toute personne qui, ayant assisté à un accouchement, n'aura pas fait la déclaration à elle prescrite par les lois et ordonnances, et dans le délai qu'elles déterminent, sera punie d'un emprisonnement de seize jours à six mois, et d'une amende de cent un francs à six cents francs.

ART. 347.

Toute personne qui, ayant trouvé un enfant nouveau-né, ne l'aura pas remis à l'officier de l'état civil, ainsi qu'il est prescrit par l'article 58 du Code civil, sera punie des peines portées au précédent article.

La présente disposition n'est point applicable à celui qui aurait consenti à se charger de l'enfant, et qui aurait fait sa déclaration à cet égard devant l'autorité municipale du lieu où l'enfant a été trouvé.

ART. 348.

Ceux qui auront porté à un hospice un enfant au-dessous de l'âge de sept ans accomplis, qui leur aurait été confié afin qu'ils en prissent soin ou pour toute autre cause, seront punis d'un emprisonnement de six semaines à six mois et d'une amende de cent un francs à quatre cents francs.

Toutefois aucune peine ne sera prononcée, s'ils n'étaient pas tenus ou ne s'étaient pas obligés de pourvoir gratuitement à la nourriture et à l'entretien de l'enfant, et si personne n'y avait pourvu.

ART. 349.

Ceux qui auront exposé et délaissé en un lieu solitaire un enfant au-dessous de l'âge de sept ans accomplis; ceux qui auront donné l'ordre de l'exposer ainsi, si cet ordre a été exécuté, seront, pour ce seul fait, condamnés à un emprisonnement de six mois à deux ans, et à une amende de cent un francs à quatre cents francs.

ART. 350.

La peine portée au précédent article sera de deux ans à cinq ans, et l'amende de cent un francs à cinq cents francs contre les tuteurs ou tutrices, instituteurs ou institutrices de l'enfant exposé et délaissé par eux ou par leur ordre.

ART. 351.

Si, par suite de l'exposition et du délaissement prévus par les ar-

ticles 349 et 350, l'enfant est demeuré mutilé ou estropié, l'action sera considérée comme blessures volontaires à lui faites par la personne qui l'a exposé et délaissé; et si la mort s'en est suivie, l'action sera considérée comme meurtre: au premier cas, les coupables subiront la peine applicable aux blessures volontaires, et, au second cas, celle de meurtre.

ART. 352.

Ceux qui auront exposé et délaissé en un lieu non solitaire un enfant au-dessous de l'âge de sept ans accomplis, seront punis d'un emprisonnement de trois mois à un an, et d'une amende de cent un francs à deux cents francs.

ART. 353.

Le délit prévu par le précédent article sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de cent un francs à quatre cents francs, s'il a été commis par les tuteurs ou tutrices, instituteurs ou institutrices de l'enfant.

§. II.

ENLÈVEMENT DES MINEURS.

ART. 354.

Quiconque aura, par fraude ou violence, enlevé ou fait enlever des mineurs, ou les aura entraînés, détournés ou déplacés, ou les aura fait entraîner, détourner ou déplacer des lieux où ils étaient mis par ceux à l'autorité ou à la direction desquels ils étaient soumis ou confiés, subira la peine de la reclusion.

ART. 355.

Si la personne ainsi enlevée ou détournée est une fille au-dessous de seize ans accomplis, la peine sera celle des travaux forcés à temps.

ART. 356.

Quand la fille au-dessous de seize ans aurait consenti à son enlèvement ou suivi volontairement le ravisseur, si celui-ci était majeur de

vingt-un ans ou au-dessus, il sera condamné aux travaux forcés à temps.

Si le ravisseur n'avait pas encore vingt-un ans, il sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans.

ART. 357.

Dans le cas où le ravisseur aurait épousé la fille qu'il aurait enlevée, il ne pourra être poursuivi que sur la plainte des personnes qui, d'après le Code civil, ont le droit de demander la nullité du mariage, ni condamné qu'après que la nullité du mariage aura été prononcée.

§. III.

INFRACTION AUX LOIS SUR LES INHUMATIONS.

ART. 358.

Ceux qui, sans l'autorisation préalable de l'officier public dans le cas où elle est prescrite, auront fait inhumer un individu décédé, seront punis de seize jours à deux mois d'emprisonnement, et d'une amende de cent un francs à trois cents francs; sans préjudice de la poursuite des crimes dont les auteurs de ce délit pourraient être prévenus dans cette circonstance.

La même peine aura lieu contre ceux qui auront contrevenu, de quelque manière que ce soit, à la loi et aux réglemens relatifs aux inhumations précipitées.

ART. 359.

Quiconque aura recélé ou caché le cadavre d'une personne homicidée ou morte des suites de coups ou blessures, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de cent un francs à quatre cents francs; sans préjudice de peines plus graves, s'il a participé au crime.

ART. 360.

Sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an, et de

cent un francs à quatre cents francs d'amende, quiconque se sera rendu coupable de violation de tombeaux ou de sépultures; sans préjudice des peines contre les crimes ou les délits qui seraient joints à celui-ci.

SECTION VII.

FAUX TÉMOIGNAGE, CALOMNIE, INJURES, RÉVÉLATION DE SECRETS.

§. I^er.

FAUX TÉMOIGNAGE.

ART. 361.

Quiconque sera coupable de faux témoignage en matière criminelle, soit contre l'accusé, soit en sa faveur, sera puni de la peine des travaux forcés à temps.

Si néanmoins l'accusé a été condamné à une peine plus forte que celle des travaux forcés à temps, le faux témoin qui a déposé contre lui subira la même peine.

ART. 362.

Quiconque sera coupable de faux témoignage en matière correctionnelle ou de police, soit contre le prévenu, soit en sa faveur, sera puni de la reclusion.

ART. 363.

Le coupable de faux témoignage en matière civile sera puni de la peine portée au précédent article.

ART. 364.

Le faux témoin en matière correctionnelle, de police ou civile, qui aura reçu de l'argent, une récompense quelconque, ou des promesses, sera puni des travaux forcés à temps.

Dans tous les cas, ce que le faux témoin aura reçu sera confisqué.

ART. 365.

Le coupable de subornation de témoins sera condamné à la peine des travaux forcés à temps, si le faux témoignage qui en a été l'objet emporte la peine de la reclusion; aux travaux forcés à perpétuité, lorsque le faux témoignage emportera la peine des travaux forcés à temps, ou celle de la déportation; et à la peine de mort, lorsqu'il emportera celle des travaux forcés à perpétuité ou la peine capitale.

ART. 366.

Celui à qui le serment aura été déféré ou référé en matière civile, et qui aura fait un faux serment, sera puni de la dégradation civique.

§. II.

CALOMNIES, INJURES, RÉVÉLATIONS DE SECRETS.

ART. 367.

Sera coupable du délit de calomnie, celui qui, soit dans les lieux ou réunions publics, soit dans un acte authentique et public, soit dans un écrit, imprimé ou non, qui aura été affiché, vendu ou distribué, aura imputé à un individu quelconque des faits qui, s'ils existaient, exposeraient celui contre lequel ils sont articulés à des poursuites criminelles ou correctionnelles, ou même l'exposeraient seulement au mépris ou à la haine des citoyens.

La présente disposition n'est point applicable aux faits dont la loi autorise la publicité, ni à ceux que l'auteur de l'imputation était, par la nature de ses fonctions ou de ses devoirs, obligé de révéler ou de réprimer.

ART. 368.

Est réputée fausse toute imputation à l'appui de laquelle la preuve légale n'est point rapportée. En conséquence, l'auteur de l'imputation ne sera, en aucun cas, admis à la preuve des faits par lui articulés; il ne pourra pas non plus alléguer comme moyen d'excuse que les

pièces ou les faits sont notoires, ou que les imputations qui donnent lieu à la poursuite sont copiées ou extraites de papiers étrangers ou d'autres écrits imprimés.

ART. 369.

Les calomnies mises au jour par la voie de papiers étrangers, pourront être poursuivies contre ceux qui auront envoyé les articles ou donné l'ordre de les insérer, ou contribué à l'introduction ou à la distribution de ces papiers dans la colonie.

ART. 370.

Lorsque le fait imputé sera légalement prouvé vrai, l'auteur de l'imputation sera à l'abri de toute peine.

Ne sera considérée comme preuve légale que celle qui résultera d'un jugement ou de tout autre acte authentique.

ART. 371.

Le calomniateur sera puni des peines suivantes:

Si le fait imputé est de nature à mériter la peine de mort, les travaux forcés à perpétuité ou la déportation, le coupable sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de deux cents francs à cinq mille francs.

Dans tous les autres cas, l'emprisonnement sera d'un mois à six mois, et l'amende de cinquante francs à deux mille francs.

ART. 372.

Lorsque les faits imputés seront punissables devant la loi, et que l'auteur de l'imputation les aura dénoncés, il sera, durant l'instruction sur ces faits, sursis à la poursuite et au jugement du délit de calomnie.

ART. 373.

Quiconque aura fait, par écrit, une dénonciation calomnieuse, contre un ou plusieurs individus, aux officiers de justice ou de police

administrative ou judiciaire, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cent francs à trois mille francs.

ART. 374.

Dans tous les cas, le calomniateur sera, à compter du jour où il aura subi sa peine, interdit, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, des droits mentionnés en l'art. 42 du présent Code.

ART. 375.

Quant aux injures ou expressions outrageantes qui ne renfermeraient l'imputation d'aucun fait précis, mais celle d'un vice determiné, si elles ont été proférées dans des lieux ou réunions publics, ou insérées dans des écrits imprimés ou non, qui auraient été répandus et distribués, la peine sera d'un emprisonnement de seize jours à six mois et d'une amende de cent un francs à mille francs.

ART. 376.

Toutes autres injures ou expressions outrageantes, qui n'auront pas eu le double caractère de gravité et de publicité, ne donneront lieu qu'à des peines de simple police.

ART. 377.

A l'égard des imputations ou des injures qui seraient contenues dans les écrits relatifs à la défense des parties ou dans les plaidoyers, les juges saisis de la contestation pourront, en jugeant la cause, ou prononcer la suppression des injures ou des écrits injurieux, ou faire des injonctions aux auteurs du délit, ou les suspendre de leurs fonctions, et statuer sur les dommages-intérêts.

La durée de cette suspension ne pourra excéder six mois. En cas de récidive, elle sera d'un an au moins et de cinq ans au plus.

Si les injures ou écrits injurieux portent le caractère de calomnie grave, et que les juges saisis de la contestation ne puissent connaître du délit, ils ne pourront prononcer contre les prévenus qu'une sus-

pension provisoire de leurs fonctions, et les renverront, pour le jugement du délit, devant les juges compétens.

ART. 378.

Les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé, ainsi que les pharmaciens, les sages-femmes et toutes autres personnes dépositaires, par état ou profession, des secrets qu'on leur confie, qui, hors le cas où la loi les oblige à se porter dénonciateurs, auront révélé des secrets, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de cent francs à cinq cents francs.

CHAPITRE II.

CRIMES ET DÉLITS CONTRE LES PROPRIÉTÉS.

SECTION I.re

VOLS.

ART. 379.

Quiconque a soustrait frauduleusement une chose qui ne lui appartient pas, est coupable de vol.

Est assimilée au vol la rétention de l'esclave.

ART. 380.

Les soustractions commises par des maris au préjudice de leurs femmes, par des femmes au préjudice de leurs maris, par un veuf ou une veuve, quant aux choses qui avaient appartenu à l'époux décédé, par des enfans ou autres descendans au préjudice de leurs pères ou mères ou autres ascendans, par des pères et mères, ou autres ascendans, au préjudice de leurs enfans ou autres descendans, ou par des alliés aux mêmes degrés, ne pourront donner lieu qu'à des réparations civiles.

A l'égard de tous autres individus qui auraient recélé ou appliqué à

leur profit tout ou partie des objets volés, ils seront punis comme coupables de vol.

ART. 381.

Seront punis de la peine de mort les individus coupables de vol commis avec la réunion des cinq circonstances suivantes :

1.° Si le vol a été commis la nuit;

2.° S'il a été commis par deux ou plusieurs personnes;

3.° Si les coupables, ou l'un d'eux, étaient porteurs d'armes apparentes ou cachées.

4.° S'ils ont commis le crime, soit à l'aide d'effraction extérieure, ou d'escalade, ou de fausses clés, dans une maison, appartement, chambre ou logement habités, ou servant à l'habitation, ou leurs dépendances, soit en prenant le titre d'un fonctionnaire public ou d'un officier civil ou militaire, ou après s'être revêtus de l'uniforme ou du costume du fonctionnaire ou de l'officier, en alléguant un faux ordre de l'autorité civile ou militaire;

5.° S'ils ont commis le crime avec violence ou menace de faire usage de leurs armes.

ART. 382.

Sera puni de la peine des travaux forcés à perpétuité tout individu coupable de vol commis à l'aide de violence, et, de plus, avec deux des quatre premières circonstances prévues par le précédent article.

Si même la violence à l'aide de laquelle le vol a été commis a laissé des traces de blessures ou de contusions, cette circonstance seule suffira pour que la peine des travaux forcés à perpétuité soit prononcée.

ART. 383.

Les vols commis dans les chemins publics emporteront également la peine des travaux forcés à perpétuité.

Toutefois, quand le vol ou la tentative de vol aura été commis sans menaces, sans armes apparentes ou cachées, sans violence et sans aucune des autres circonstances aggravantes prévues par l'article 381, la peine

pourra être réduite par les cours d'assises, en faisant la déclaration prescrite par le second paragraphe de l'article 302, soit à celle des travaux forcés à temps, soit à celle de la reclusion, lorsque le coupable ne sera ni mendiant ni vagabond, et n'aura pas été antérieurement condamné à une peine plus forte qu'un emprisonnement correctionnel de plus de six mois.

ART. 384.

Sera puni de la peine des travaux forcés à temps tout individu coupable de vol commis à l'aide d'un des moyens énoncés dans le n.° 4 de l'article 381, même quoique l'effraction, l'escalade et l'usage des fausses clés aient eu lieu dans des édifices, parcs ou enclos non servant à l'habitation et non dépendant de maisons habitées, et lors même que l'effraction n'aurait été qu'intérieure.

La peine pourra être réduite par la cour d'assises, en faisant la déclaration prescrite par le second paragraphe de l'article 302, soit à celle de la reclusion, soit au *maximum* des peines correctionnelles déterminées par l'article 401, si le vol ou la tentative de vol n'a point été commis la nuit, de complicité, ou n'a point été accompagné d'une ou de plusieurs des circonstances aggravantes prévues par les articles 381 et suivans.

ART. 385.

Sera également puni de la peine des travaux forcés à temps tout individu coupable de vol commis, soit avec violence, lorsqu'elle n'aura laissé aucune trace de blessures ou de contusions, et qu'elle ne sera accompagnée d'aucune autre circonstance, soit sans violences, mais avec la réunion des trois circonstances suivantes :

1.° Si le vol a été commis la nuit ;

2.° S'il a été commis par deux ou plusieurs personnes ;

3.° Si le coupable, ou l'un des coupables, était porteur d'armes apparentes ou cachées.

ART. 386.

Sera puni de la peine de la reclusion tout individu coupable de vol commis dans l'un des cas ci-après :

1.° Si le vol a été commis la nuit, et par deux ou plusieurs personnes, ou s'il a été commis avec une de ces deux circonstances seulement, mais en même temps dans un lieu habité ou servant à l'habitation, ou s'il a été commis dans la maison du maître, de connivence avec un de ses esclaves;

2.° Si le coupable, ou l'un des coupables, était porteur d'armes apparentes ou cachées, même quoique le lieu où le vol a été commis ne fût ni habité ni servant à l'habitation, et encore quoique le vol ait été commis le jour et par une seule personne;

3.° Si le voleur est un domestique ou un homme de service à gages, même lorsqu'il aura commis le vol envers des personnes qu'il ne servait pas, mais qui se trouvaient, soit dans la maison de son maître, soit dans celle où il l'accompagnait; ou si c'est un ouvrier, compagnon ou apprenti dans la maison, l'atelier ou le magasin de son maître, ou un individu travaillant habituellement dans le lieu d'habitation où il aura volé;

4.° Si le vol a été commis par un aubergiste, un hôtelier, un voiturier, un batelier ou un de leurs préposés, lorsqu'ils auront volé tout ou partie des choses qui leur étaient confiées à ce titre.

L'individu coupable de vol ou de tentative de vol dans l'auberge ou l'hôtellerie dans laquelle il était reçu, sera puni des peines déterminées par l'article 401 du présent Code. Néanmoins, si le vol ou la tentative de vol, indépendamment de la circonstance qui vient d'être énoncée, a été accompagné d'une ou de plusieurs des autres circonstances prévues par les articles 381 et suivans du présent Code, le coupable sera puni de la reclusion, sans préjudice de peines plus sévères, si les circonstances aggravantes du vol entraînent l'application de ces peines.

Si l'individu coupable de vol ou de tentative de vol dans l'auberge ou dans l'hôtellerie dans laquelle il était reçu, est un mendiant ou un vagabond, ou s'il a antérieurement été condamné à un emprisonnement correctionnel de plus de six mois, il sera également puni de la reclusion.

Si le coupable avait été antérieurement condamné à des peines afflictives ou infamantes, il sera puni des travaux forcés à temps.

La peine de la reclusion pourra, dans les cas prévus par le n.° 1.^er^ de

cet article, être réduite au *maximum* des peines correctionnelles déterminées par l'article 401 du présent Code.

Cette réduction n'aura lieu que lorsque les cours d'assises auront reconnu l'existence de circonstances atténuantes, et à la charge de le déclarer.

Elle ne sera jamais applicable aux vols qui, indépendamment des circonstances énoncées au n.° 1.^er^ du présent article, auront été accompagnés d'une ou de plusieurs des autres circonstances aggravantes prévues par les articles 381 et suivans, ni aux vols commis par des mendians, par des vagabonds, ou par des individus condamnés antérieurement, soit à des peines afflictives ou infamantes, soit à un emprisonnement correctionnel de plus de six mois.

ART. 387.

Les voituriers, bateliers ou leurs préposés, qui auront altéré les vins ou toute autre espèce de liquides ou de marchandises dont le transport leur avait été confié, et qui auront commis cette altération par le mélange de substances malfaisantes, seront punis de la reclusion.

S'il n'y a pas eu mélange de substances malfaisantes, la peine sera un emprisonnement d'un mois à un an, et une amende de cent un francs à trois cents francs.

ART. 388.

Quiconque aura volé ou tenté de voler, dans les champs, des chevaux ou des bêtes de charge, de voiture ou de monture, gros et menus bestiaux, des instrumens d'agriculture, des récoltes ou meules de grains faisant partie des récoltes, sera puni des peines déterminées par l'article 401.

Si ces vols ou tentatives de vol, indépendamment des circonstances spécifiées dans le paragraphe précédent, ont été accompagnés d'une ou de plusieurs des autres circonstances aggravantes prévues par les articles 381 et suivans, la peine sera la reclusion; sans préjudice de peines plus sévères, si les circonstances aggravantes du vol entraînent l'application de ces peines.

La reclusion sera également prononcée, si le coupable était un mendiant, un vagabond ou un individu qui aurait été antérieurement condamné à un emprisonnement correctionnel de plus de six mois, ou s'il a commis le vol de connivence avec un ou plusieurs esclaves du propriétaire des effets volés.

Si le coupable a été antérieurement condamné à des peines afflictives ou infamantes, il sera puni des travaux forcés à temps.

Tout individu qui aura volé ou tenté de voler des récoltes ou autres productions utiles de la terre, qui, avant d'avoir été soustraites, n'étaient pas encore détachées du sol, sera coupable de maraudage.

Lorsque le maraudage aura été commis, soit avec des paniers ou des sacs, soit à l'aide de voitures ou d'animaux de charge, soit de nuit par plusieurs personnes, les individus qui en auront été déclarés coupables seront punis conformément à l'article 401 du présent Code.

Si le maraudage a pour objet les produits des caféiers ou girofliers, les peines déterminées par l'article 401 seront applicables même au cas où l'enlèvement n'aurait pas été accompagné des circonstances ci-dessus énoncées, pourvu toutefois que le poids brut du café ou du giroffe que l'on aura enlevé excède dix kilogrammes.

Dans le cas où le maraudage, accompagné de quelqu'une des circonstances énoncées aux deux précédens paragraphes, aurait lieu de connivence avec les esclaves de l'habitant auquel appartiendraient les productions et fruits soustraits, le *maximum* de l'emprisonnement devra toujours être appliqué au coupable.

Le maraudage qui ne rentrera pas dans les cas prévus par les trois précédens paragraphes, sera puni de peines de simple police.

ART. 389.

La peine de la reclusion aura lieu si, pour commettre un vol, il y a eu enlèvement ou déplacement de bornes servant de séparation aux propriétés.

ART. 390.

Est réputé maison habitée tout bâtiment, logement, loge, cabane, même mobile, qui, sans être actuellement habité, est destiné à l'habitation, et tout ce qui en dépend, comme cours, basses-cours, granges, écuries, édifices qui y sont enfermés, quel qu'en soit l'usage, et quand même ils auraient une clôture particulière dans la clôture ou enceinte générale.

Sont assimilés aux maisons habitées les édifices consacrés aux exercices du culte, les navires et autres bâtimens de mer.

ART. 391.

Est réputé parc ou enclos tout terrain environné de fossés, de pieux, de claies, de planches, de haies vives ou sèches, ou de murs de quelque espèce de matériaux que ce soit, quelles que soient la hauteur, la profondeur, la vétusté, la dégradation de ces diverses clôtures, quand il n'y aurait pas de porte fermant à clé ou autrement, ou quand la porte serait à claire-voie, et ouverte habituellement.

ART. 392.

Les parcs mobiles destinés à contenir du bétail dans la campagne, de quelque matière qu'ils soient faits, sont aussi réputés enclos; et lorsqu'ils tiennent aux cabanes mobiles ou autres abris destinés aux gardiens, ils sont réputés dépendans de maison habitée.

ART. 393.

Est qualifié effraction tout forcement, rupture, dégradation, démolition, enlèvement de murs, toits, planchers, portes, fenêtres, serrures, cadenas, ou autres ustensiles ou instrumens servant à fermer ou empêcher le passage, et de toute espèce de clôture, quelle qu'elle soit.

ART. 394.

Les effractions sont extérieures ou intérieures.

ART. 395.

Les effractions extérieures sont celles à l'aide desquelles on peut s'introduire dans les maisons, cours, basses-cours, enclos ou dépendances, ou dans les appartemens ou logemens particuliers.

ART. 396.

Les effractions intérieures sont celles qui, après l'introduction dans les lieux mentionnés en l'article précédent, sont faites aux portes ou clôtures du dedans, ainsi qu'aux armoires ou autres meubles fermés.

Est compris dans la classe des effractions intérieures le simple enlèvement des caisses, boîtes, ballots sous toile et corde, et autres meubles fermés, qui contiennent des effets quelconques, bien que l'effraction n'ait pas été faite sur le lieu.

ART. 397.

Est qualifiée escalade toute entrée dans les maisons, bâtimens, cours, basses-cours, édifices quelconques, jardins, parcs et enclos, exécutée par-dessus les murs, portes, toitures, ou toute autre clôture.

L'entrée par une ouverture souterraine autre que celle qui a été établie pour servir d'entrée, est une circonstance de même gravité que l'escalade.

ART. 398.

Sont qualifiés fausses clefs tous crochets, rossignols, passe-partouts, clefs imitées, contrefaites ou altérées, ou qui n'ont pas été destinées par le propriétaire, locataire, aubergiste ou logeur, aux serrures, cadenas, ou aux fermetures quelconques auxquelles le coupable les aura employées.

ART. 399.

Quiconque aura contrefait ou altéré des clefs sera condamné à un emprisonnement de trois mois à deux ans, et à une amende de cent un à trois cents francs.

Si le coupable est un serrurier de profession, il sera puni de la reclusion.

Le tout sans préjudice de plus fortes peines, s'il y échoit, en cas de complicité de crime.

ART. 400.

Quiconque aura extorqué par force, violence ou contrainte, la signature ou la remise d'un écrit, d'un acte, d'un titre, d'une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge, sera puni de la peine des travaux forcés à temps.

ART. 401.

Les autres vols non spécifiés dans la présente section, les larcins et filouteries, ainsi que les tentatives de ces mêmes délits, seront punis d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus, et pourront même l'être d'une amende qui sera de cent un francs au moins et de cinq cents francs au plus. Les coupables pourront encore être interdits des droits mentionnés en l'article 42 du présent code, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine.

Ils pourront aussi être mis, par le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant le même nombre d'années.

Sera puni des mêmes peines tout individu qui aura frauduleusement attiré chez lui l'esclave d'autrui.

Seront punis d'un mois à six mois d'emprisonnement ceux qui, au lieu de remettre en la puissance du maître les esclaves étrangers qu'ils sauraient s'être retirés chez eux, les y auraient gardés plus de trois jours, s'ils habitent le chef-lieu de la commune, et plus de quatre jours, s'ils résident sur leurs habitations.

Dans l'un ou l'autre cas, le coupable sera en outre passible, envers le propriétaire de l'esclave, d'une indemnité de quinze francs par chaque jour de détention abusive.

SECTION II.

BANQUEROUTES, ESCROQUERIES ET AUTRES ESPÈCES DE FRAUDES.

---

§. I.er

BANQUEROUTE ET ESCROQUERIE.

ART. 402.

Ceux qui, dans les cas prévus par la législation commerciale, seront déclarés coupables de banqueroute, seront punis ainsi qu'il suit :

Les banqueroutiers frauduleux seront punis de la peine des travaux forcés à temps ;

Les banqueroutiers simples seront punis d'un emprisonnement d'un mois au moins et de deux ans au plus.

ART. 403.

Ceux qui, conformément à la législation commerciale, seront déclarés complices de banqueroute frauduleuse, seront punis de la même peine que les banqueroutiers frauduleux.

ART. 404.

Les agens de change et courtiers qui auront fait faillite seront punis de la peine des travaux forcés à temps : s'ils sont convaincus de banqueroute frauduleuse, la peine sera celle des travaux forcés à perpétuité.

ART. 405.

Quiconque, soit en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident, ou de tout autre événement chimérique, se sera fait remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, pro-

messes, quittances ou décharges, et aura, par un de ces moyens, escroqué ou tenté d'escroquer la totalité ou partie de la fortune d'autrui, sera puni d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus, et d'une amende de cent un francs au moins et de trois mille francs au plus.

Le coupable pourra être, en outre, à compter du jour où il aura subi sa peine, interdit, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code; le tout sauf les peines plus graves, s'il y a crime de faux.

§. II.

ABUS DE CONFIANCE.

ART. 406.

Quiconque aura abusé des besoins, des faiblesses ou des passions d'un mineur pour lui faire souscrire, à son préjudice, des obligations, quittances ou décharges, pour prêt d'argent, ou de choses mobilières, ou d'effets de commerce, ou de tous autres effets obligatoires, sous quelque forme que cette négociation ait été faite ou déguisée, sera puni d'un emprisonnement de deux mois au moins, de deux ans au plus, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et des dommages-intérêts qui seront dus aux parties lésées, ni être moindre de cent un francs.

La disposition portée au second paragraphe du précédent article pourra de plus être appliquée.

ART. 407.

Quiconque, abusant d'un blanc-seing qui lui aura été confié, aura frauduleusement écrit au-dessus une obligation ou décharge, ou tout autre acte pouvant compromettre la personne ou la fortune du signataire, sera puni des peines portées en l'article 405.

Dans le cas où le blanc-seing ne lui aurait pas été confié, il sera poursuivi comme faussaire et puni comme tel.

ART. 408.

Quiconque aura détourné ou dissipé, au préjudice du propriétaire, possesseur ou détenteur, des effets, deniers, marchandises, billets, quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge, qui ne lui auraient été remis qu'à titre de dépôt ou pour un travail salarié, à la charge de les rendre ou représenter, ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé, sera puni des peines portées dans l'article 406.

Le tout sans préjudice de ce qui est dit aux articles 254, 255 et 256, relativement aux soustractions et enlèvemens de deniers, effets ou pièces, commis dans les dépôts publics.

La disposition du premier alinéa du présent article est applicable au propriétaire qui serait constitué gardien judiciaire d'effets sur lui saisis, lorsqu'il y aura eu par lui détournement des effets saisis.

Les mêmes peines seront prononcées contre le gérant ou économe qui serait constitué gardien judiciaire de l'habitation dont il a la gestion, lorsque le détournement aura été fait par lui dans l'intérêt du propriétaire.

Si le détournement a été fait au profit du gérant ou économe, celui-ci sera passible de peines plus graves portées au présent Code.

ART. 409.

Quiconque, après avoir produit dans une contestation judiciaire quelque titre, pièce ou mémoire, l'aura soustrait de quelque manière que ce soit, sera puni d'une amende de cent un francs à trois cents francs.

§. III.

CONTRAVENTION AUX RÉGLEMENS SUR LES MAISONS DE JEU, LES LOTERIES ET LES MAISONS DE PRÊT SUR GAGES.

ART. 410.

Ceux qui auront tenu une maison de jeux de hasard, et y auront admis le public, soit librement, soit sur la présentation des intéressés ou affi-

liés; les banquiers de cette maison, tous ceux qui auront établi ou tenu des loteries non autorisées par la loi; tous administrateurs, préposés ou agens de ces établissemens, seront punis d'un emprisonnement de deux mois au moins et de six mois au plus, et d'une amende de cent un francs à six mille francs.

Les coupables pourront être de plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine, interdits, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code.

Dans tous les cas, seront confisqués tous les fonds ou effets qui seront trouvés exposés au jeu ou mis à la loterie; les meubles, instrumens, ustensiles, appareils employés ou destinés au service des jeux ou des loteries, les meubles et les effets mobiliers dont les lieux seront garnis ou décorés.

ART. 411.

Ceux qui auront établi ou tenu des maisons de prêt sur gages ou nantissement, sans autorisation légale, ou qui, ayant une autorisation, n'auront pas tenu un registre conforme aux réglemens, contenant de suite, sans aucun blanc ni interligne, les sommes ou les objets prêtés, les noms, domicile et profession des emprunteurs, la nature, la qualité, la valeur des objets mis en nantissement, seront punis d'un emprisonnement de seize jours au moins et de trois mois au plus, et d'une amende de cent un francs à deux mille francs.

§. IV.

ENTRAVES APPORTÉES À LA LIBERTÉ DES ENCHÈRES.

ART. 412.

Ceux qui, dans les adjudications de la propriété, de l'usufruit ou de la location des choses mobilières ou immobilières, d'une entreprise, d'une fourniture, d'une exploitation ou d'un service quelconque, auront entravé ou troublé la liberté des enchères ou des soumissions, par voie de fait, violences ou menaces, soit avant, soit pendant les enchères ou les

soumissions, seront punis d'un emprisonnement de seize jours au moins, de trois mois au plus, et d'une amende de deux cents francs au moins, et de cinq mille francs au plus.

La même peine aura lieu contre ceux qui, par dons ou promesses, auront écarté les enchérisseurs.

§. V.

VIOLATION DES RÉGLEMENS RELATIFS AUX MANUFACTURES, AU COMMERCE ET AUX ARTS.

ART. 413.

Toute violation des réglemens d'administration publique, relatifs aux produits des colonies ou des manufactures françaises qui s'exporteront à l'étranger ou dans la colonie, et qui ont pour objet de garantir la bonne qualité, les dimensions, la nature et l'origine de la fabrication, sera punie d'une amende de deux cents francs au moins, de trois mille francs au plus, et de la confiscation des marchandises. Ces deux peines pourront être prononcées cumulativement ou séparément, selon les circonstances.

ART. 414.

Toute coalition entre ceux qui font travailler des ouvriers, tendant à forcer injustement et abusivement l'abaissement des salaires, suivie d'une tentative ou d'un commencement d'exécution, sera punie d'un emprisonnement de seize jours à un mois, et d'une amende de deux cents francs à trois mille francs.

ART. 415.

Toute coalition de la part des ouvriers pour faire cesser en même temps de travailler, interdire le travail dans un atelier, empêcher de s'y rendre et d'y rester avant ou après de certaines heures, et en général pour suspendre, empêcher, enchérir les travaux, s'il y a eu tentative ou commencement d'exécution, sera punie d'un emprisonnement d'un mois au moins, et de trois mois au plus.

Les chefs ou moteurs seront punis d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans.

ART. 416.

Seront aussi punis de la peine portée par l'article précédent, et d'après les mêmes distinctions, les ouvriers qui auront prononcé des amendes, des défenses, des interdictions, ou toutes proscriptions sous le nom de damnations, et sous quelques qualifications que ce puisse être, soit contre les directeurs d'ateliers et entrepreneurs d'ouvrages, soit les uns contre les autres.

Dans le cas du présent article et dans celui du précédent, les chefs ou moteurs du délit pourront, après l'expiration de leur peine, être mis sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus.

ART. 417.

Quiconque, dans la vue de nuire à l'industrie française, aura fait passer en pays étranger des directeurs, commis ou des ouvriers d'un établissement, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de cent un francs à six cents francs.

ART. 418.

Tout directeur, commis, ouvrier de fabrique, qui aura communiqué à des étrangers, ou à des Français résidant en pays étrangers, des secrets de la fabrique où il est employé, sera puni de la reclusion et d'une amende de cinq cents francs à vingt mille francs.

Si ces secrets ont été communiqués à des Français résidant en France ou dans les colonies, la peine sera d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende de cent un francs à quatre cents francs.

Celui qui, sans autorisation légale, aura exporté ou fait exporter de la colonie en pays étranger un ou plusieurs esclaves, sera puni d'un emprisonnement de deux mois à un an, et, en outre, d'une amende qui ne pourra excéder la valeur de l'esclave, ni être au-dessous de cinq cents francs par chaque esclave.

ART. 419.

Tous ceux qui, par des faits faux ou calomnieux semés à dessein dans le public, par des sur-offres faites aux prix que demandaient les vendeurs eux-mêmes, par réunion ou coalition entre les principaux détenteurs d'une même marchandise ou denrée, tendant à ne la pas vendre ou à ne la vendre qu'à un certain prix, ou qui, par des voies ou moyens frauduleux quelconques, auront opéré la hausse ou la baisse du prix des denrées ou marchandises, du fret ou des papiers et effets publics, au-dessous ou au-dessus des prix qu'aurait déterminés la concurrence naturelle et libre du commerce, seront punis d'un emprisonnement d'un mois au moins, d'un an au plus, et d'une amende de cinq cents francs à dix mille francs. Les coupables pourront de plus être mis, par le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus.

ART. 420.

La peine sera d'un emprisonnement de deux mois au moins, et de deux ans au plus, et d'une amende de mille francs à vingt mille francs, si ces manœuvres ont été pratiquées sur grains, grenailles, farines, substances farineuses, pain, viandes et poissons salés, vin, ou toute autre boisson.

La mise en surveillance, qui pourra être prononcée, sera de cinq ans au moins et de dix ans au plus.

ART. 421.

Les paris qui auront été faits sur la hausse ou la baisse des effets publics seront punis des peines portées par l'article 419.

ART. 422.

Sera réputée pari de ce genre toute convention de vendre ou de livrer des effets publics qui ne seront pas prouvés, par le vendeur, avoir existé à sa disposition au temps de la convention, ou avoir dû s'y trouver au temps de la livraison.

ART. 423.

Quiconque aura trompé l'acheteur sur le titre des matières d'or ou d'argent, sur la qualité d'une pierre fausse vendue pour fine, sur la nature de toutes marchandises; quiconque, par usage de faux poids ou de fausses mesures, aura trompé sur la quantité des choses vendues, sera puni de l'emprisonnement pendant trois mois au moins, un an au plus, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts, ni être au-dessous de cent un francs.

Les objets du délit ou leur valeur, s'ils appartiennent encore au vendeur, seront confisqués; les faux poids et les fausses mesures seront aussi confisqués, et de plus seront brisés.

ART. 424.

Si le vendeur ou l'acheteur se sont servis, dans leurs marchés, d'autres poids ou d'autres mesures que ceux qui ont été établis par la législation de la colonie, l'acheteur sera privé de toute action contre le vendeur qui l'aura trompé par l'usage de poids ou de mesures prohibés; sans préjudice de l'action publique, pour la punition tant de cette fraude que de l'emploi même des poids et des mesures prohibés.

La peine, en cas de fraude, sera celle portée par l'article précédent.

La peine, pour l'emploi des mesures et poids prohibés, sera déterminée par le livre IV du présent Code, contenant les peines de simple police.

ART. 425.

Toute édition d'écrits, de composition musicale, de dessin, de peinture ou de toute autre production, imprimée ou gravée en entier ou en partie, au mépris des lois et réglemens relatifs à la propriété des auteurs, est une contrefaçon, et toute contrefaçon est un délit.

ART. 426.

Le débit d'ouvrages contrefaits, l'introduction sur le territoire français d'ouvrages qui, après avoir été imprimés en France ou dans les colo-

nies, ont été contrefaits chez l'étranger, sont un délit de la même espèce.

ART. 427.

La peine, contre le contrefacteur ou contre l'introducteur, sera une amende de cent un francs au moins et de deux mille francs au plus, et, contre le débitant, une amende de cent un francs au moins et de cinq cents francs au plus.

La confiscation de l'édition contrefaite sera prononcée tant contre le contrefacteur que contre l'introducteur et le débitant.

Les planches, moules ou matrices des objets contrefaits, seront aussi confisqués.

ART. 428.

Tout directeur, tout entrepreneur de spectacle, toute association d'artistes, qui aura fait représenter sur son théâtre des ouvrages dramatiques, au mépris des lois et réglemens relatifs à la propriété des auteurs, sera puni d'une amende de cent un francs au moins, de cinq cents francs au plus, et de la confiscation des recettes.

ART. 429.

Dans les cas prévus par les quatre articles précédens, le produit des confiscations ou les recettes confisquées seront remis au propriétaire, pour l'indemniser d'autant du préjudice qu'il aura souffert ; le surplus de son indemnité, ou l'entière indemnité, s'il n'y a eu ni vente d'objets confisqués ni saisie de recettes, sera réglé par les voies ordinaires.

§. VI.

DÉLITS DES FOURNISSEURS.

ART. 430.

Tous individus chargés, comme membres de compagnie ou individuellement, de fournitures, d'entreprises ou régies pour le compte des armées de terre et de mer, qui, sans y avoir été contraints par une force

majeure, auront fait manquer le service dont ils sont chargés, seront punis de la peine de la reclusion, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des dommages-intérêts, ni être au-dessous de cinq cents francs; le tout sans préjudice de peines plus fortes, en cas d'intelligence avec l'ennemi.

ART. 431.

Lorsque la cessation du service proviendra du fait des agens des fournisseurs, ces agens seront condamnés aux peines portées par le précédent article.

Les fournisseurs et leurs agens seront également condamnés, lorsque les uns et les autres auront participé au crime.

ART. 432.

Si des fonctionnaires publics ou des agens préposés ou salariés du gouvernement ont aidé les coupables à faire manquer le service, ils seront punis de la peine des travaux forcés à temps; sans préjudice de peines plus fortes, en cas d'intelligence avec l'ennemi.

ART. 433.

Quoique le service n'ait pas manqué, si, par négligence, les livraisons et les travaux ont été retardés, ou s'il y a eu fraude sur la nature, la qualité ou la quantité des travaux ou main-d'œuvre ou des choses fournies, les coupables seront punis d'un emprisonnement de six mois au moins et de cinq ans au plus, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des dommages-intérêts, ni être moindre de deux cents francs.

Dans les divers cas prévus par les articles composant le présent paragraphe, la poursuite ne pourra être faite que sur la dénonciation du gouvernement.

SECTION III.

DESTRUCTIONS, DÉGRADATIONS, DOMMAGES.

ART. 434.

Quiconque aura volontairement mis le feu à des édifices, navires,

bateaux, magasins, chantiers, forêts, bois taillis, récoltes, soit sur pied, soit abattus, soit aussi que les bois soient en tas ou en cordes, et les récoltes en tas ou en meules, ou à des matières combustibles placées de manière à communiquer le feu à ces choses ou à l'une d'elles, sera puni de la peine de mort.

ART. 435.

La peine sera la même contre ceux qui auront détruit, par l'effet d'une mine, des édifices, navires ou bateaux.

ART. 436.

La menace d'incendier une maison d'habitation ou toute autre propriété, sera punie de la peine portée contre la menace d'assassinat, et d'après les distinctions établies par les articles 305, 306 et 307.

ART. 437.

Quiconque aura volontairement détruit ou renversé, par quelque moyen que ce soit, en tout ou en partie, des édifices, des ponts, digues, chaussées ou autres constructions qu'il savait appartenir à autrui, sera puni de la reclusion, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et indemnités, ni être au-dessous de cent un francs.

S'il y a eu homicide ou blessures, le coupable sera, dans le premier cas, puni de mort, et, dans le second, puni de la peine des travaux forcés à temps.

ART. 438.

Quiconque, par des voies de fait, se sera opposé à la confection des travaux autorisés par le gouvernement, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des dommages-intérêts, ni être au-dessous de cent un francs.

Les moteurs subiront le *maximum* de la peine.

ART. 439.

Quiconque aura volontairement brûlé ou détruit, d'une manière quel-

conque, des registres, minutes ou actes originaux de l'autorité publique, des titres, billets, lettres de change, effets de commerce ou de banque, contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge, sera puni ainsi qu'il suit :

Si les pièces détruites sont des actes de l'autorité publique ou des effets de commerce ou de banque, la peine sera la reclusion.

S'il s'agit de toute autre pièce, le coupable sera puni d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans et d'une amende de cent un francs à six cents francs.

ART. 440.

Tout pillage, tout dégât de denrées ou marchandises, effets, propriétés mobilières, commis en réunion, en bande et à force ouverte, sera puni des travaux forcés à temps; chacun des coupables sera de plus condamné à une amende de deux cents francs à cinq mille francs.

Si des esclaves forment partie de réunion ou bande, le *maximum* de la peine sera toujours appliqué aux coupables.

ART. 441.

Néanmoins, ceux qui prouveront avoir été entraînés, par des provocations ou sollicitations, à prendre part à ces violences, pourront n'être punis que de la peine de la reclusion.

ART. 442.

Si les denrées pillées ou détruites sont des grains, grenailles ou farines, substances farineuses, pain, viandes ou poissons salés, vin ou autre boisson, la peine que subiront les chefs, instigateurs ou provocateurs seulement, sera le *maximum* des travaux forcés à temps, et celui de l'amende prononcée par l'article 440.

ART. 443.

Quiconque, à l'aide d'une liqueur corrosive ou par tout autre moyen, aura volontairement gâté des marchandises ou matières servant à fabrication, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, et d'une

amende qui ne pourra excéder le quart des dommages-intérêts, ni être moindre de cent un francs.

Si le délit a été commis par un ouvrier de la fabrique, ou par un commis de la maison de commerce, l'emprisonnement sera de deux ans à cinq ans; sans préjudice de l'amende, ainsi qu'il vient d'être dit.

ART. 444.

Quiconque aura dévasté des récoltes sur pied, ou des plants venus naturellement ou faits de main d'homme, sera puni d'un emprisonnement de deux ans au moins, de cinq ans au plus.

Les coupables pourront de plus être mis, par le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

ART. 445.

Quiconque aura abattu un ou plusieurs arbres qu'il savait appartenir à autrui, sera puni d'un emprisonnement qui ne sera pas au-dessous de seize jours ni au-dessus de six mois, à raison de chaque arbre, sans que la totalité puisse excéder cinq ans.

ART. 446.

Les peines seront les mêmes à raison de chaque arbre mutilé, coupé ou écorcé de manière à le faire périr.

ART. 447.

S'il y a eu destruction d'une ou plusieurs greffes, l'emprisonnement sera de seize jours à deux mois, à raison de chaque greffe, sans que la totalité puisse excéder deux ans.

ART. 448.

Le *minimum* de la peine sera d'un mois dans les cas prévus par les articles 445 et 446, et de vingt jours dans le cas prévu par l'article 447, si les arbres étaient plantés sur les places, routes, chemins, rues ou voies publiques, ou vicinales, ou de traverse.

ART. 449.

Quiconque aura coupé des grains ou des fourrages qu'il savait appartenir à autrui, sera puni d'un emprisonnement qui ne sera pas au-dessous de seize jours ni au-dessus de deux mois.

ART. 450.

L'emprisonnement sera de vingt jours au moins et de quatre mois au plus s'il a été coupé du grain en vert.

Dans les cas prévus par le présent article et les six précédens, si le fait a été commis en haine d'un fonctionnaire public et à raison de ses fonctions, le coupable sera puni du *maximum* de la peine établie par l'article auquel le cas se référera.

Il en sera de même, quoique cette circonstance n'existe point, si le fait a été commis pendant la nuit.

ART. 451.

Toute rupture, toute destruction d'instrumens d'agriculture, de parcs de bestiaux, de cabanes de gardiens, sera punie d'un emprisonnement d'un mois au moins, d'un an au plus.

ART. 452.

Quiconque aura empoisonné des chevaux ou autres bêtes de voiture, de monture ou de charge, des bestiaux à cornes, des moutons, chèvres ou porcs, ou des poissons dans des étangs, viviers ou réservoirs, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans, et d'une amende de cent un francs à six mille francs. Les coupables pourront être mis, par le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus.

Si le crime a été commis de complicité avec des esclaves, la peine sera la reclusion.

ART. 453.

Ceux qui, sans nécessité, auront tué l'un des animaux mentionnés au précédent article, seront punis ainsi qu'il suit :

Si le délit a été commis dans les bâtimens, enclos et dépendances ou sur les terres dont le maître de l'animal tué était propriétaire, locataire, colon ou fermier, la peine sera un emprisonnement de deux mois à six mois.

S'il a été commis dans les lieux dont le coupable était propriétaire, locataire, colon ou fermier, l'emprisonnement sera de seize jours à un mois.

S'il a été commis dans tout autre lieu, l'emprisonnement sera de quinze jours à six semaines.

Le *maximum* de la peine sera toujours prononcé en cas de violation de clôture.

ART. 454.

Quiconque aura, sans nécessité, tué un animal domestique dans un lieu dont celui à qui cet animal appartient est propriétaire, locataire, colon ou fermier, sera puni d'un emprisonnement de seize jours au moins et de six mois au plus.

S'il y a eu violation de clôture, le *maximum* de la peine sera prononcé.

ART. 455.

Dans les cas prévus par les articles 444 et suivans jusqu'au précédent article inclusivement, il sera prononcé une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts, ni être au-dessous de cent un francs.

ART. 456.

Quiconque aura, en tout ou en partie, comblé des fossés, détruit des clôtures, de quelques matériaux qu'elles soient faites, coupé ou arraché des haies vives ou sèches; quiconque aura déplacé ou supprimé des bornes, ou pieds corniers, ou autres arbres plantés ou reconnus pour établir des limites entre différens héritages, sera puni d'un emprisonnement qui ne pourra être au-dessous d'un mois ni excéder une année, et d'une amende égale au quart des restitutions et des dommages-intérêts, qui, dans aucun cas, ne pourra être au-dessous de cent un francs.

ART. 457.

Seront punis d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et des dommages-intérêts, ni être au-dessous de cent un francs, les propriétaires ou fermiers, ou toute personne jouissant de moulins, usines ou étangs, qui, par l'élévation du déversoir de leurs eaux au-dessus de la hauteur déterminée par l'autorité compétente, auront inondé les chemins ou les propriétés d'autrui.

S'il est résulté du fait quelques dégradations, la peine sera, outre l'amende, un emprisonnement de seize jours à un mois.

ART. 458.

L'incendie des propriétés mobilières ou immobilières d'autrui, qui aura été causé par la vétusté, ou le défaut soit de réparation, soit de nétoyage, des fours, cheminées, forges, maisons ou usines prochaines ou par des feux allumés dans les champs à moins de cent mètres des maisons, édifices, forêts, bruyères, bois, vergers, plantations, haies, meules, tas de grains, pailles, foins, fourrages, ou de tout autre dépôt de matières combustibles, ou par des feux ou lumières portés ou laissés sans précaution suffisante, ou par des pièces d'artifice allumées ou tirées par négligence ou imprudence, sera puni d'une amende de cent un francs à mille francs. Il pourra, en outre, être puni de seize jours à un mois d'emprisonnement.

ART. 459.

Tout détenteur ou gardien d'animaux ou de bestiaux soupçonnés d'être infectés de maladie contagieuse, qui n'aura pas averti sur-le-champ l'autorité municipale dans la commune où ils se trouvent, et qui, même avant que l'un des officiers ait répondu à l'avertissement, n'aura pas tenu ces animaux et bestiaux renfermés, sera puni d'un emprisonnement de seize jours à deux mois, et d'une amende de cent un francs à quatre cents francs.

ART. 460.

Seront également punis d'un emprisonnement de deux mois à six

mois, et d'une amende de cent un francs à cinq cents francs, ceux qui, au mépris des défenses de l'administration, auront laissé leurs animaux ou bestiaux infectés communiquer avec d'autres.

ART. 461.

Si, de la communication mentionnée au précédent article, il est résulté une contagion parmi les autres animaux, ceux qui auront contrevenu aux défenses de l'autorité administrative seront punis d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans, et d'une amende de cent un francs à mille francs; le tout sans préjudice de l'exécution des lois et réglemens relatifs aux maladies épizootiques et de l'application des peines y portées.

ART. 462.

Si les délits de police correctionnelle dont il est parlé au présent chapitre ont été commis par des gardes champêtres ou forestiers, ou des officiers de police, à quelque titre que ce soit, la peine d'emprisonnement sera d'un mois au moins, et d'un tiers au plus en sus de la peine la plus forte qui serait applicable à un autre coupable du même délit.

DISPOSITION GÉNÉRALE.

ART. 463.

Dans tous les cas où la peine d'emprisonnement est portée par le présent Code, si le préjudice causé n'excède pas cinquante francs, et si les circonstances paraissent atténuantes, les tribunaux sont autorisés à réduire l'emprisonnement même au-dessous de seize jours, l'amende même au-dessous de cent un francs. Ils pourront aussi prononcer séparément l'une ou l'autre de ces peines, sans qu'en aucun cas elles puissent être au-dessous des peines de simple police.

Néanmoins cette disposition ne sera point applicable,

1.° Lorsque le délit aura été commis à l'aide d'esclaves, ou de complicité avec eux;

2.° Aux cas prévus par les articles 57 et 58;

3.° Aux délits prévus par le second et le troisième paragraphes de l'article 257, par l'article 261, par l'article 262 et par le second paragraphe de l'article 330;

4.° Aux délits prévus par l'article 401, lorsqu'ils auront été commis dans l'intérieur d'un édifice consacré à un culte légalement établi en France;

5.° Lorsqu'il n'aura été prononcé que des peines correctionnelles contre ceux qui se sont rendus coupables des faits énoncés au premier paragraphe de l'article 309, en l'article 384, et au paragraphe premier de l'article 386;

6.° Aux délits prévus par le n.° 4 de l'article 386;

7.° Aux délits prévus par l'article 388.

Toutefois la réduction de la peine, autorisée par le présent article pourra être appliquée aux délits de maraudage qui n'auraient pas été commis de connivence avec les esclaves.

LIVRE IV.

CONTRAVENTIONS DE POLICE ET PEINES.

CHAPITRE PREMIER.

DES PEINES.

ART. 464.

Les peines de police sont
L'emprisonnement,
L'amende,
Et la confiscation de certains objets saisis.

ART. 465.

L'emprisonnement pour contravention de police ne pourra être

moindre d'un jour, ni excéder quinze jours, selon les classes, distinctions et cas ci-après spécifiés.

Les jours d'emprisonnement sont des jours complets de vingt-quatre heures.

ART. 466.

Les amendes pour contravention pourront être prononcées depuis cinq francs jusqu'à cent francs inclusivement, selon les distinctions et classes ci-après spécifiées, et seront appliquées au profit de la commune où la contravention aura été commise.

ART. 467.

La contrainte par corps a lieu pour le paiement de l'amende.

Néanmoins le condamné ne pourra être, pour cet objet, détenu plus de quinze jours, s'il justifie de son insolvabilité.

La disposition du deuxième paragraphe de l'article 53 est applicable au cas prévu par le présent article.

Les maîtres seront tenus, même par corps, de représenter leurs esclaves prévenus ou condamnés en matière de police correctionnelle ou en matière criminelle, dès qu'ils en auront été requis par le procureur du Roi, les commissaires civils, les commissaires-commandans de la commune, ou les officiers de police.

ART. 468.

En cas d'insuffisance des biens, les restitutions et les indemnités dues à la partie lésée sont préférées à l'amende.

ART. 469.

Les restitutions, indemnités et frais entraîneront la contrainte par corps, et le condamné gardera prison jusqu'à parfait paiement : néanmoins, si ces condamnations sont prononcées au profit de l'État, les condamnés pourront jouir de la faculté accordée par l'article 467, dans le cas d'insolvabilité prévu par cet article.

ART. 470.

Les tribunaux de police pourront aussi, dans les cas déterminés par la loi, prononcer la confiscation, soit des choses saisies en contravention, soit des choses produites par la contravention, soit des matières ou des instrumens qui ont servi ou qui étaient destinés à la commettre.

CHAPITRE II.

CONTRAVENTIONS ET PEINES.

SECTION PREMIÈRE.

1.re CLASSE.

ART. 471.

Seront punis d'amende depuis cinq francs jusqu'à vingt francs inclusivement,

1.° Ceux qui auront négligé d'entretenir, réparer ou nettoyer les fours, cheminées ou usines où l'on fait usage du feu;

2.° Ceux qui auront violé la défense de tirer des pièces d'artifice dans les rues et autres lieux désignés par les réglemens de police;

3.° Les aubergistes et autres qui, obligés à l'éclairage, l'auront négligé;

4.° Ceux qui auront embarrassé la voie publique, en y déposant ou y laissant sans autorisation, et hors le cas de force majeure, des matériaux ou des choses quelconques qui empêchent ou diminuent la liberté ou la sûreté du passage; ceux qui, en contravention aux lois et réglemens, auront négligé d'éclairer les matériaux par eux entreposés, ou les excavations par eux faites dans les rues et places;

5.° Ceux qui auront négligé ou refusé d'exécuter les réglemens ou arrêtés concernant la petite voirie, ou d'obéir à la sommation émanée de l'autorité administrative, de réparer ou démolir les édifices menaçant ruine;

6.° Ceux qui auront jeté ou exposé au-devant de leurs édifices des choses de nature à nuire par leur présence ou par leur chute, ou par des exhalaisons insalubres;

7.° Ceux qui auront laissé dans les rues, chemins, places, lieux publics, ou dans les champs, des coutres de charrue, pinces, barres, barreaux ou autres machines, ou instrumens ou armes dont puissent abuser les voleurs et autres malfaiteurs;

8.° Ceux qui auront négligé de détruire, conformément aux réglemens de police, les animaux nuisibles aux récoltes, de faire piocher et détruire devant les maisons qu'ils habitent et leurs entourages les herbes, chiendens et autres plantes combustibles, dans le temps de leur sécheresse; et en outre, chaque fois qu'il y aura avertissement de l'autorité;

9.° Ceux qui, sans autre circonstance prévue par les lois, auront cueilli, ou mangé sur le lieu même, des fruits, cannes à sucre, racines ou légumes appartenant à autrui;

10.° Ceux qui, sans autre circonstance, auront glané, ratelé ou grapillé;

11.° Ceux qui auront coupé ou détruit avant la maturité de petites parties de grains verts, ou d'autres productions de la terre, sans intention manifeste de les voler;

12.° Ceux qui auront imprudemment jeté des immondices sur quelques personnes;

13.° Ceux qui, n'étant ni propriétaires, ni usufruitiers, ni locataires, ni fermiers, ni jouissant d'un terrain ou d'un droit de passage, ou qui, n'étant agens ni préposés d'aucune de ces personnes, seront entrés et auront passé sur ce terrain, ou sur partie de ce terrain, s'il est préparé ou ensemencé;

14.° Ceux qui auront laissé passer leurs bestiaux, ou leurs bêtes de trait, de charge ou de monture, sur le terrain d'autrui, avant l'enlèvement de la récolte;

15.° Ceux qui auront porté dans les rues du feu autrement que dans

des lanternes ou dans des vases, ou enfin sans les précautions nécessaires, pour prévenir les accidens d'incendie;

16.° Ceux qui, sans permission, auront établi à leur maison des étais ou des entourages donnant sur la rue, des abavens, des tables pour exposition de marchandises et des trappes de cave;

17.° Ceux qui n'auraient pas assujetti les contrevens et portes de leurs maisons, de manière que les passans n'en puissent être incommodés ni blessés;

18.° Ceux qui auront négligé de balayer et de nettoyer les rues et les places, conformément aux réglemens de police;

19.° Ceux qui auront, sans permission ou d'une manière contraire à la permission obtenue, pratiqué ou conservé sur les rues, des égouts pour servir d'écoulement aux immondices de leurs cours et emplacemens;

20.° Ceux qui auront laissé vaguer dans les rues, les chevaux, ânes, mulets, bœufs et porcs;

21.° Ceux qui auront déposé des animaux morts ou des ordures dans des lieux autres que ceux indiqués;

22.° Ceux qui auront étalé ou fait étaler ailleurs qu'aux lieux autorisés par les réglemens des fruits, viandes, légumes, poissons et autres denrées destinées à être vendues.

23.° Ceux qui, sans permission, auront colporté ou fait colporter des objets de mercerie, quincaillerie, friperie et autres marchandises;

24.° Les bouchers qui auront tué des bestiaux sur la voie publique;

25.° Ceux qui auront sali, d'une manière quelconque, les murs extérieurs d'un édifice, d'une maison, ou d'une clôture, sans préjudice des peines portées par l'article 287 du présent Code contre ceux qui auraient tracé sur les murs des écrits ou des images contraires aux bonnes mœurs.

ART. 472.

Seront, en outre, confisqués les pièces d'artifice saisies dans le cas du

n.° 2 de l'article 471, les coutres, les instrumens et les armes, et les autres objets mentionnés aux n.os 7 et 22 du même article; sans préjudice de la restitution au maître des objets illégalement vendus.

ART. 473.

La peine d'emprisonnement pendant trois jours au plus pourra, en outre, être prononcée, selon les circonstances, contre ceux qui auront tiré des pièces d'artifice, et contre les contrevenans aux dispositions des n.os 10, 20 et 21 de l'article 471, sans néanmoins pouvoir être appliquée au maître de l'esclave contrevenant, dans le cas où celui-ci aurait agi sans l'ordre du maître ou sans son consentement.

ART. 474.

La peine d'emprisonnement contre toutes les personnes mentionnées dans l'article 471 aura toujours lieu en cas de récidive, pendant trois jours au plus, sans pouvoir toutefois être appliquée au maître de l'esclave trouvé en contravention, à moins qu'il ne soit établi que la contravention a été commise par son ordre ou de son consentement.

SECTION II.

II.e CLASSE.

ART. 475.

Seront punis d'amende depuis vingt-un francs jusqu'à quarante francs inclusivement,

1.° Ceux qui auront dégradé la voie publique;

2.° Les aubergistes, hôteliers, logeurs ou loueurs de maisons garnies, qui auront négligé d'inscrire, de suite et sans aucun blanc, sur un registre tenu régulièrement, les noms, qualités, domicile habituel, dates d'entrée et de sortie de toute personne qui aurait couché ou passé une nuit dans leurs maisons; ceux d'entre eux qui auraient manqué à représenter ce registre, aux époques déterminées par les réglemens ou lorsqu'ils en auraient été requis, aux commissaires civils ou aux commis-

saires commandans de commune, aux officiers ou agens de police, ou aux citoyens commis à cet effet : le tout, sans préjudice des cas de responsabilité mentionnés en l'article 73 du présent Code, relativement aux crimes ou aux délits de ceux qui, ayant logé ou séjourné chez eux, n'auraient pas été régulièrement inscrits;

3.° Les rouliers, charretiers, conducteurs de voitures quelconques ou de bêtes de charge, qui auraient négligé de se tenir constamment à portée de leurs chevaux, bêtes de trait ou de charge, ou de leurs voitures, et qui ne seraient pas en état de les guider et conduire; qui auraient négligé d'occuper un seul côté des rues, chemins ou voies publiques, de se détourner ou ranger devant toutes autres voitures, et, à leur approche, de leur laisser libre au moins la moitié des rues, chaussées, routes et chemins;

4.° Ceux qui auront fait ou laissé courir les chevaux, bêtes de trait, de charge ou de monture, dans l'intérieur d'un lieu habité, ou violé les réglemens contre le chargement, la rapidité ou la mauvaise direction des voitures;

5.° Ceux qui auront établi ou tenu dans les rues, chemins, places ou lieux publics, des jeux de loterie ou d'autres jeux de hasard;

6.° Ceux qui auront vendu ou débité des boissons falsifiées; sans préjudice des peines plus sévères qui seront prononcées par les tribunaux de police correctionnelle, dans le cas où elles contiendraient des mixtions nuisibles à la santé;

7.° Ceux qui auraient laissé divaguer des fous ou des furieux étant sous leur garde, ou des animaux malfaisans ou féroces; ceux qui auront excité ou n'auront pas retenu leurs chiens lorsqu'ils attaquent ou poursuivent les passans, quand même il n'en serait résulté aucun mal ni dommage;

8.° Ceux qui auraient jeté des pierres ou autres corps durs, ou des immondices, contre les maisons, édifices ou clôtures d'autrui, ou dans les jardins ou enclos, et ceux aussi qui auraient volontairement jeté des corps durs ou des immondices sur quelqu'un;

9.° Ceux qui, n'étant propriétaires, usufruitiers, ni jouissant d'un

terrain ou d'un droit de passage, y sont entrés et y ont passé, dans le temps où ce terrain était chargé de grains en tuyaux, de fruits ou autres produits mûrs ou voisins de la maturité;

10.° Ceux qui auraient fait ou laissé passer des bestiaux, animaux de trait, de charge ou de monture, sur le terrain d'autrui, ensemencé ou chargé d'une récolte, en quelque saison que ce soit, ou dans un bois taillis appartenant à autrui;

11.° Ceux qui auraient refusé de recevoir les espèces et monnaies ayant cours légal dans la colonie, non fausses ni altérées, selon la valeur pour laquelle elles ont cours;

12.° Ceux qui, le pouvant, auront refusé ou négligé de faire les travaux, le service, ou de prêter le secours dont ils auront été requis dans les circonstances d'accidens, tumulte, naufrage, inondation, incendie ou autres calamités, ainsi que dans les cas de brigandage, rassemblemens illicites d'esclaves, pillage, flagrant délit, clameur publique ou d'exécution judiciaire.

13.° Les personnes désignées aux articles 284 et 288 du présent Code.

ART. 476.

Pourra, suivant les circonstances, être prononcé, outre l'amende portée en l'article précédent, l'emprisonnement pendant cinq jours au plus contre les rouliers, charretiers, voituriers et conducteurs en contravention; contre ceux qui auront contrevenu à la loi par la rapidité, la mauvaise direction ou le chargement des voitures ou des animaux; contre les vendeurs et débitans de boissons falsifiées; contre ceux qui auraient jeté des corps durs ou des immondices; contre ceux qui auraient refusé un service ou des secours requis dans des circonstances urgentes.

ART. 477.

Seront saisis et confisqués,

1.° Les tables, instrumens, appareils de jeux ou des loteries établis dans les rues, chemins et voies publiques, ainsi que les enjeux, les fonds,

denrées, objets ou lots proposés aux joueurs, dans le cas du n.° 5 de l'article 475 ;

2.° Les boissons falsifiées trouvées appartenir au vendeur et débitant ; ces boissons seront répandues ;

3.° Les écrits ou gravures contraires aux mœurs ; ces objets seront mis sous le pilon.

ART. 478.

La peine de l'emprisonnement, pendant huit jours au plus, sera toujours prononcée, en cas de récidive, contre toutes les personnes mentionnées en l'article 475, sans pouvoir toutefois être appliquée au maître de l'esclave trouvé en contravention, à moins qu'il ne soit établi que la contravention a été commise par son ordre ou de son consentement.

SECTION III.

III.e CLASSE.

ART. 479.

Seront punis d'une amende de quarante-un francs à soixante francs inclusivement,

1.° Ceux qui, hors les cas prévus depuis l'article 434 jusques et compris l'article 462, auront volontairement causé du dommage aux propriétés mobilières d'autrui ;

2.° Ceux qui auront occasionné la mort ou la blessure des animaux ou bestiaux appartenant à autrui, par l'effet de la divagation des fous ou furieux, ou d'animaux malfaisans ou féroces, ou par la rapidité ou la mauvaise direction ou le chargement excessif des voitures, chevaux, bêtes de trait, de charge ou de monture ;

3.° Ceux qui auront occasionné les mêmes dommages par l'emploi ou l'usage d'armes sans précaution et avec maladresse, ou par jet de pierres ou d'autres corps durs ;

4.° Ceux qui auront causé les mêmes accidens par la vétusté, la dégradation, le défaut de réparation ou d'entretien des maisons ou édifices,

ou par l'encombrement ou l'excavation, ou telles autres œuvres, dans ou près les rues, chemins, places ou voies publiques, sans les précautions ou signaux ordonnés ou d'usage;

5.° Ceux qui emploieront des poids ou des mesures différens de ceux qui sont établis par les lois en vigueur;

6.° Les gens qui font métier de deviner et pronostiquer, ou d'expliquer les songes;

7.° Les auteurs ou complices de bruits ou tapages injurieux ou nocturnes, troublant la tranquillité des habitans;

8.° Ceux qui auront allumé du feu dans les rues ou places publiques, ou qui, hors les cas de nécessité, passeront dans les chemins ou traverseront les champs avec des torches allumées;

9.° Les cantiniers ou débitans de vins et liqueurs fortes, qui auront tenu leurs boutiques ouvertes avant six heures du matin et après sept heures du soir, ou qui auront permis à des esclaves de s'établir chez eux pour boire ou manger, ou qui auront vendu du tafiat ou d'autres liqueurs à des individus visiblement ivres;

10.° Les cantiniers, aubergistes, traiteurs ou cafetiers qui auront donné à boire ou à jouer à des militaires, gens de mer ou tous autres, au mépris des réglemens de police;

11.° Ceux qui, sur leur propriété, auront estropié ou blessé, sans nécessité, des chevaux ou des bêtes de trait, de charge ou de monture, des bêtes à cornes ou à laine, porcs, ou autres animaux domestiques appartenant à autrui;

12.° Ceux qui auront donné à leurs esclaves des jours de la semaine pour suppléer à la nourriture qu'ils leur doivent aux termes des réglemens, ou qui, à raison de leurs infirmités ou de toute autre cause, les auront ou renvoyés de chez eux ou abandonnés, ou les auront laissés libres de chercher, soit leur nourriture, soit un asile;

13.° Ceux qui, après trois avertissemens de l'autorité, négligeront de faire instruire dans la religion chrétienne ceux de leurs esclaves qui ne professeraient aucune religion reconnue;

14.° Ceux qui auront toléré des rassemblemens d'esclaves étrangers, à titre de fête ou autrement, dans les emplacemens qu'ils possèdent, sans permission de la police.

ART. 480.

Pourra, selon les circonstances, être prononcée la peine d'emprisonnement pendant dix jours au plus contre les contrevenans désignés aux n.os 3, 5, 6, 7, 8, 10 et 12 du précédent article.

ART. 481.

Seront, de plus, saisis et confisqués les poids et les mesures différens de ceux que la loi a établis.

ART. 482.

La peine d'emprisonnement pendant dix jours au plus aura toujours lieu, pour récidive, contre les personnes et dans les cas mentionnés dans l'article 479, sans pouvoir toutefois être appliquée au maître de l'esclave, à moins qu'il ne soit prouvé que la contravention a été commise par son ordre ou de son consentement.

SECTION IV.

IV.e CLASSE.

ART. 483.

Seront punis d'une amende de soixante-un francs à cent francs,

1.° Ceux qui anticiperont sur la voie publique, ou qui y feront des trous ou des excavations sans autorisation spéciale;

2.° Ceux qui auront de faux poids ou de fausses mesures dans leurs magasins, boutiques, ateliers ou maisons de commerce, ou dans les halles, foires ou marchés, sans préjudice des peines correctionnelles encourues par ceux qui ont fait usage de ces faux poids et de ces fausses mesures;

3.° Ceux qui, méchamment, semeront dans le public des nouvelles alarmantes autres que celles spécifiées en l'article 419, des propos de nature à troubler l'ordre établi, ou des bruits propres à répandre l'inquiétude au sein des familles;

4.° Ceux qui, de mauvaise foi, dénonceront à l'autorité publique des crimes et délits imaginaires, sans désignation des prétendus coupables;

5.° Ceux qui signeront ou colporteront, soit des adresses faites en nom collectif, quel qu'en soit l'objet, soit des pétitions également faites en nom collectif, dans un autre but que leur intérêt privé, ainsi que des listes ou notes de souscription, sans autorisation;

6.° Ceux qui refuseront d'obtempérer à un ordre légal de comparution extra-judiciaire, délivré par le gouverneur, sans préjudice du droit de contrainte qui lui est toujours réservé;

7.° Ceux qui, n'ayant la jouissance d'aucun terrain productif de girofle, café ou maïs, seront trouvés nantis de café vert en coque, de girofle non préparé, ou de maïs en épis, et qui ne pourront en établir la légitime possession; sans préjudice, à l'égard des marchands et cantiniers, du droit réservé au ministère public, de provoquer auprès du gouverneur la révocation de la patente;

8.° Ceux qui côtoieront ou traverseront des champs de cannes mûres, soit avec des pipes ou des bouts de tabac allumés, soit avec du feu porté à découvert;

9.° Ceux qui, par des digues, bâtardeaux, ou de toute autre manière, détourneront ou interrompront le cours des rivières;

10.° Ceux qui donneront retraite à des personnes non domiciliées, à des individus expulsés de la colonie, à des soldats ou à des marins, sans en avoir prévenu la police; sans préjudice des peines encourues en cas de complicité de désertion;

11.° Ceux qui exposeront en vente des salaisons et autres comestibles viciés ou gâtés, de manière à nuire à la santé;

12.° Ceux qui, de dessein prémédité, auront assailli, avec des pierres ou d'autres corps durs, un lieu habité et ses dépendances;

13.° Les hôteliers et aubergistes qui, frauduleusement, auront porté sur leurs registres, sous des noms supposés ou sous de fausses qualifications, les personnes qui sont venues loger chez eux;

14.° Ceux qui vendront ou donneront des amulettes, plantes, gerbes, substances ou ingrédiens quelconques, en leur attribuant des vertus ou des propriétés occultes, lors même que leur emploi ne pourrait produire aucun effet nuisible à la santé;

15.° Ceux qui auront pris ou enlevé des terres, pierres et pierrailles ou gazons, soit dans les chemins, soit sur les propriétés de l'État, soit sur le terrain d'autrui;

16.° Ceux qui auront commis, pendant la nuit, l'une des contraventions énoncées aux n.os 3, 7 et 8 de l'article 475 du présent Code.

ART. 484.

Pourra la peine d'emprisonnement être prononcée,

1.° Pendant dix jours au plus contre les contrevenans désignés aux n.os 2, 3, 6, 8, 9 et 14;

2.° Pendant cinq jours au moins et quinze jours au plus, contre les contrevenans désignés aux n.os 7, 10, 12 et 13.

ART. 485.

Seront de plus saisis et confisqués les objets spécifiés aux n.os 2, 7, 11 et 15.

Les faux poids et fausses mesures confisqués seront détruits; il en sera de même des salaisons et comestibles viciés, ainsi que des amulettes et autres objets indiqués au n.° 14.

ART. 486.

La peine d'emprisonnement, pendant cinq jours au moins et quinze jours au plus, aura toujours lieu pour récidive, dans les cas mentionnés en l'article 483, sans pouvoir toutefois être appliquée au maître de l'esclave, à moins qu'il ne soit prouvé que la contravention a été commise par son ordre ou de son consentement.

DISPOSITIONS COMMUNES AUX QUATRE SECTIONS PRÉCÉDENTES.

ART. 487.

Il y a récidive dans tous les cas prévus par le présent livre, lorsqu'il a été rendu contre le contrevenant, dans les deux mois précédens, un premier jugement pour contravention de police commise dans le ressort du même tribunal.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 488.

Les crimes, délits et contraventions commis avant la promulgation du présent Code, et à l'égard desquels il ne serait point encore intervenu de décision définitive, seront punis conformément à la législation antérieure. Toutefois, ils seront punis conformément aux dispositions du présent Code, si les peines portées par le Code sont moins fortes que celles portées par la législation antérieure.

ART. 489.

Toutes dispositions des lois, ordonnances, arrêtés et réglemens sont et demeureront abrogées en ce qu'elles ont de contraire à la présente ordonnance.

ART. 490.

Notre Ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné à Paris, en notre château des Tuileries, le vingt-neuvième jour du mois d'octobre de l'an de grâce mil huit cent vingt-huit, et de notre règne le cinquième.

Signé CHARLES.

Par le Roi :

Le Ministre Secrétaire d'état de la marine et des colonies,

Signé BARON HYDE DE NEUVILLE.

TABLE DES MATIÈRES.

Pages.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES..... 4.

LIVRE I.er Des peines en matière criminelle et correctionnelle, et de leurs effets..... 5.

CHAPITRE I.er Des peines en matière criminelle..... 6.

CHAPITRE II. Des peines en matière correctionnelle..... 11.

CHAPITRE III. Des peines et des autres condamnations qui peuvent être prononcées pour crimes ou délits..... 13.

CHAPITRE IV. Des peines de la récidive pour crimes ou délits..... 16.

LIVRE II. Des personnes punissables, excusables ou responsables, pour crimes ou pour délits..... 17.

CHAPITRE UNIQUE..... *Ibid.*

LIVRE III. Des crimes, des délits, et de leur punition..... 21.

TITRE I.er Crimes et délits contre la chose publique..... *Ibid.*

CHAPITRE I.er Crimes et délits contre la sûreté de l'État..... *Ibid.*

Section 1.re Des crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'État. *Ibid.*

Section 2. Des crimes contre la sûreté intérieure de l'État..... 24.

§. 1.er Des attentats et complots dirigés contre le Roi et sa famille. *Ibid.*

§. 2. Des crimes tendant à troubler l'État par la guerre civile, l'illégal emploi de la force armée, la dévastation et le pillage public..... 25.

Dispositions communes aux deux paragraphes de la présente section. 28.

Section 3. De la révélation et de la non-révélation des crimes qui compromettent la sûreté intérieure ou extérieure de l'État..... *Ibid.*

Pages :

CHAPITRE II. Crimes et délits contre les lois constitutives de la colonie. 30.

Section 1.re Des crimes et délits relatifs à l'exercice des droits civiques..... *Ibid.*

Section 2. Attentats à la liberté..... 31.

Section 3. Coalition des fonctionnaires..... 34.

Section 4. Empiétement des autorités administratives et judiciaires. 35.

CHAPITRE III. Crimes et délits contre la paix publique..... 37.

Section 1.re Du faux..... *Ibid.*

§. 1.er Fausse monnaie..... *Ibid.*

§. 2. Contrefaction des sceaux de l'Etat, ou des colonies françaises, des billets de banque, des effets publics et des poinçons, timbres et marques..... 39.

§. 3. Des faux en écritures publiques ou authentiques, et de commerce ou de banque..... 40.

§. 4. Du faux en écriture privée..... 41.

§. 5. Des faux commis dans les passeports, feuilles de route et certificats, permis de résidence ou de départ, et permis délivrés à des esclaves..... 42.

Dispositions communes..... 44.

Section 2. De la forfaiture et des crimes et délits des fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions..... 45.

§. 1.er Des soustractions commises par les dépositaires publics... 46.

§. 2. Des concussions commises par des fonctionnaires publics. 47.

§. 3. Des délits de fonctionnaires qui se seront ingérés dans des affaires ou commerces incompatibles avec leur qualité.. *Ibid.*

§. 4. De la corruption des fonctionnaires publics..... 48.

§. 5. Des abus d'autorité..... 50.

1.re classe. Des abus d'autorité contre les particuliers..... *Ibid.*

2.e classe. Des abus d'autorité contre la chose publique.... 51.

§. 6. De quelques délits relatifs à la tenue des actes de l'état civil. 52.

Pages.

§. 7. De l'exercice de l'autorité publique illégalement anticipé ou prolongé ..... 54.

Disposition particulière ..... *Ibid.*

Section 3. Des troubles apportés à l'ordre public par les ministres des cultes dans l'exercice de leur ministère ..... 55.

§. 1.er Des contraventions propres à compromettre l'état civil des personnes ..... *Ibid.*

§. 2. Des critiques, censures ou provocations dirigées contre l'autorité publique dans un discours pastoral prononcé publiquement ..... *Ibid.*

§. 3. Des critiques, censures ou provocations dirigées contre l'autorité publique dans un écrit pastoral ..... 56.

§. 4. De la correspondance des ministres des cultes avec des cours ou puissances étrangères, sur des matières de religion ..... 57.

Section 4. Résistance, désobéissance, et autres manquemens envers l'autorité publique ..... 58.

§. 1.er Rébellion ..... *Ibid.*

§. 2. Outrages et violences envers les dépositaires de l'autorité et de la force publique ..... 61.

§. 3. Refus d'un service dû légalement ..... 64.

§. 4. Évasion de détenus, recèlement de criminels ..... *Ibid.*

§. 5. Bris de scellés et enlèvement de pièces dans les dépôts publics ..... 67.

§. 6. Dégradations de monumens ..... 69.

§. 7. Usurpations de titres ou fonctions ..... *Ibid.*

§. 8. Entraves au libre exercice des cultes ..... 70.

Section 5. Associations de malfaiteurs, vagabondage et mendicité ... 71.

§. 1.er Associations de malfaiteurs ..... *Ibid.*

§. 2. Vagabondage ..... 72.

§. 3. Mendicité ..... 73.

Dispositions communes aux vagabonds et mendians ..... 74.

Pages.

Section 6. Délits commis par la voie d'écrits, images ou gravures distribués sans nom d'auteur, imprimeur ou graveur... 75.

Disposition particulière..... 76.

Section 7. Des associations ou réunions illicites..... 77.

TITRE II. Crimes et délits contre les particuliers..... 78.

CHAPITRE I.er Crimes et délits contre les personnes..... *Ibid.*

Section 1.re Meurtre et autres crimes capitaux; menaces d'attentats contre les personnes..... *Ibid.*

§. 1.er Meurtre, assassinat, parricide, infanticide, empoisonnement. *Ibid.*

§. 2. Menaces..... 80.

Section 2. Blessures et coups volontaires non qualifiés meurtre, et autres crimes et délits volontaires..... *Ibid.*

Section 3. Homicide, blessures et coups involontaires; crimes et délits excusables, et cas où ils ne peuvent être excusés; homicide, blessures et coups qui ne sont ni crimes ni délits..... 84.

§. 1.er Homicide, blessures et coups involontaires..... *Ibid.*

§. 2. Crimes et délits excusables et cas où ils ne peuvent être excusés..... *Ibid.*

§. 3. Homicide, blessures et coups non qualifiés crimes ni délits. 86.

Section 4. Attentats aux mœurs..... *Ibid.*

Section 5. Arrestations illégales et séquestrations de personnes..... 89.

Section 6. Crimes et délits tendant à empêcher ou détruire la preuve de l'état civil d'un enfant, ou à compromettre son existence; enlèvement de mineurs; infraction aux lois sur les inhumations..... 90.

§. 1.er Crimes et délits envers l'enfant..... *Ibid.*

§. 2. Enlèvement de mineurs..... 92.

§. 3. Infraction aux lois sur les inhumations..... 93.

Section 7. Faux témoignage, calomnie, injures, révélation de secrets..... 94.

§. 1.er Faux témoignage..... *Ibid.*

Pages.

§. 2. Calomnies, injures, révélation de secrets..... 95.

CHAPITRE II. Crimes et délits contre les propriétés..... 98.

Section 1.re Vols..... *Ibid.*

Section 2. Banqueroutes, escroqueries, et autres espèces de fraude.. 107.

§. 1.er Banqueroute et escroquerie..... *Ibid.*

§. 2. Abus de confiance..... 108.

§. 3. Contravention aux réglemens sur les maisons de jeu, les loteries et les maisons de prêt sur gages..... 109.

§. 4. Entraves apportées à la liberté des enchères..... 110.

§. 5. Violation des réglemens relatifs aux manufactures, au commerce et aux arts..... 111.

§. 6. Délits des fournisseurs..... 115.

Section 3. Destructions, dégradations, dommages..... 116.

DISPOSITION GÉNÉRALE..... 123.

LIVRE IV. Contraventions de police et peines..... 124.

CHAPITRE 1.er Des peines..... *Ibid.*

CHAPITRE II. Contraventions et peines..... 126.

Section 1.re Première classe..... *Ibid.*

Section 2. Deuxième classe..... 129.

Section 3. Troisième classe..... 132.

Section 4. Quatrième classe..... 134.

Dispositions communes aux quatre sections précédentes..... 137.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES..... *Ibid.*

FIN DE LA TABLE.

693

ORDONNANCE DU ROI

PORTANT ÉTABLISSEMENT

DE L'ENREGISTREMENT

A LA MARTINIQUE,

A LA GUADELOUPE ET DANS SES DÉPENDANCES,

ET

A LA GUIANE FRANÇAISE.

A PARIS,
DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

1829.

RAPPORT AU ROI.

SIRE,

J'ai l'honneur de présenter à VOTRE MAJESTÉ le projet d'ordonnance relatif à l'établissement de la formalité et des droits d'enregistrement à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Guiane française.

Destiné, par sa nature, à donner aux actes une date certaine, et à les préserver de toute altération, l'enregistrement devient en quelque sorte le complément nécessaire de tout état de choses régulier.

Cette institution, dont l'établissement à l'île de Bourbon remonte à l'année 1804, y a produit les plus heureux résultats, et depuis long-temps on sentait la nécessité d'en étendre les effets aux Antilles et la Guiane françaises ; le moment de réaliser cette pensée a paru devoir être celui où ces colonies reçoivent de VOTRE MAJESTÉ le bienfait d'une organisation judiciaire, dont les règles, puisées dans celle de France, vont faire disparaître la confusion des anciennes lois coloniales et donner à l'administration de la justice une marche sûre et uniforme.

Considéré dans ses rapports avec l'ordre public, l'établissement de l'enregistrement n'a pas besoin d'être justifié ; son ancienne origine, à laquelle se rattache le nom de Colbert, et l'adoption d'une institution semblable ou analogue par tous les peuples, annoncent assez combien il leur est nécessaire.

Il n'y a que les choses utiles qui se maintiennent et se répandent.

Sous le rapport fiscal, l'enregistrement a eu ses partisans et ses adversaires. Je puis au surplus me dispenser d'entrer dans l'examen de cette question; car le projet présenté à VOTRE MAJESTÉ offre, dans la comparaison de son tarif avec celui de France, des différences si considérables, que le maximum des droits proportionnels n'est que de 1 franc et le minimum de 2 centimes 1/2, tandis que la progression des mêmes droits, en France, s'étend de 28 c. à 9 fr. 35 c.; une réduction comparativement aussi forte existe à l'égard des droits fixes.

Ainsi, le produit des droits ne servira, en quelque sorte, qu'à payer les dépenses qu'entraînera cette nouvelle administration.

C'est donc seulement sous le point de vue de l'ordre public, que le projet d'ordonnance a été conçu dans son ensemble.

Il reste à indiquer à VOTRE MAJESTÉ à quelles sources ont été puisées les dispositions qu'il renferme.

L'enregistrement a subi en France le sort de toutes les autres parties de la législation.

Les règles principales, éparses dans plusieurs lois antérieures, réunies ensuite dans la loi du 22 frimaire an 7, avaient déjà subi par l'effet de la promulgation du Code civil, des modifications importantes qui ont reçu plus d'extension encore par les lois subséquentes et notamment par les lois de finances.

De nombreux arrêts de la cour de cassation, des avis du conseil d'état, les décisions ministérielles et surtout les solutions données par l'administration générale de l'enregistrement elle même, ont aussi expliqué et commenté le sens de chacun des articles.

Si l'on se fût borné à appliquer aux colonies les lois rendues sur l'enregistrement, c'eût été les livrer, comme la métropole l'a été pendant long-temps, à cette incertitude qu'entraîne toujours une loi nouvelle et nécessairement imparfaite sur une matière aussi étendue que difficile, et les laisser en arrière de tout ce que l'expérience et la jurisprudence avaient produit de bien pour la France.

Il fallait donc, pour présenter un travail complet, réunir dans le projet d'ordonnance le texte des diverses lois, et les modifications et additions résultant des arrêts souverains et des instructions de l'administration supérieure.

C'est ce qui a été fait; et l'on a eu ainsi l'avantage de classer dans un ordre méthodique et de coordonner entr'elles des dispositions rendues à diverses époques et souvent mêlées à des matières étrangères à l'enregistrement, qui, sans cette classification, auraient donné lieu à des recherches toujours pénibles et souvent infructueuses.

Le projet est divisé en deux titres.

Le titre I.^er^ comprend les principes et la doctrine, et se compose de neuf chapitres, dont chacun a pour objet d'expliquer les règles relatives à une division des principes.

Le chapitre 1.er traite des droits en général et de leur application.

Suivant l'article 2, les droits sont dus d'après la forme extérieure des actes et sans égard à leur validité, ni aux causes quelconques de résolution ou d'annulation ultérieures.

Cette règle, qu'on peut considérer comme le principe fondamental de l'enregistrement, ne se trouve cependant énoncée d'une manière explicite dans aucune des lois qui régissent cette matière en France, et leur silence, à cet égard, a donné lieu à de nombreuses contestations sur des demandes en restitution de droits ou à l'occasion du refus d'acquitter les droits dus à raison d'actes dont l'annulation était déjà prononcée.

La cour de cassation a toujours repoussé de semblables prétentions et l'article 2 du projet n'est que le résumé de sa jurisprudence.

Dans les articles 3 et 4, qui définissent les différentes natures d'actes donnant ouverture au droit fixe ou au droit proportionnel, on a rétabli le mot *attribution* qui se trouvait dans la loi du 19 décembre 1790, et que la loi du 22 frimaire an 7 avait supprimé, comme surabondant, pour ne laisser subsister que le mot *collocation*. Cette dernière expression, qui n'a une application exacte que lorsqu'il y a *plusieurs* créanciers, avait fourni le prétexte de soutenir que les *attributions*, qui ne s'entendent que du cas où il y a un *seul* créancier, ne pouvaient être rangées dans la même catégorie; le rétablissement de ce mot ne permettra plus de faire de semblables distinctions.

L'article 6 du projet relatif aux *actes judiciaires* donne lieu à des observations importantes.

Des difficultés s'étaient élevées sur l'interprétation de l'article 7 de la loi de frimaire an 7, qui ne distinguait pas assez clairement les actes judiciaires qui doivent être enregistrés sur la minute, de ceux qui ne doivent l'être que sur chaque expédition délivrée.

L'article 38 de la loi du 28 avril 1816 eut pour objet de les faire cesser en appliquant à ces actes le principe général de l'enregistrement sur minute; mais on reconnut bientôt que la formalité était sans objet utile pour le plus grand nombre des actes en matières correctionnelle et criminelle.

Des modifications furent autorisées par une ordonnance du Roi du 22 mai 1816, et confirmées par l'article 74 de la loi du 25 mars 1817; de nouvelles explications furent encore données, en dernier lieu, par une circulaire de M. le Garde des sceaux, du 24 septembre 1823 : c'est d'après ces autorités que le n.° 2 de l'article 6 maintient l'enregistrement sur minute, pour les actes en matière civile, et que, pour prévenir tous les doutes, les n.^{os} 2 et 3 désignent nominativement les seuls actes judiciaires des deux autres espèces qui y demeurent assujétis.

Le premier alinéa de l'article 9 reproduit le texte de l'article 10 de la loi du 22 frimaire an 7, et porte que, dans le cas de transmission de biens, la quittance donnée, ou l'obligation consentie par le même acte, pour tout ou partie du prix, entre les contractans, ne peut être sujette à aucun droit d'enregistrement.

Les autres paragraphes de cet article, tirés de la jurisprudence, sont le développement et l'application de la règle générale.

Dans l'article 10, au texte de l'article 11 de la loi du 22 frimaire an 7, pour les cas où il est dû plusieurs droits, on a réuni d'autres dispositions corrélatives tirées du tarif, et qui trouvaient bien plus convenablement leur place à la suite du principe général.

L'article 11 détermine, conformément à l'article 517 du Code civil, ce qu'on doit entendre par *immeubles;* cette définition était nécessaire dans une loi qui a pour objet de régler quels droits sont dus pour toutes les espèces d'immeubles.

La jouissance à titre de ferme est suffisamment établie pour la demande, et la poursuite des droits des *baux* par les actes qui les

font connaître; cette règle que la loi de frimaire avait posée se retrouve dans l'article 14 du projet, qui renferme, en même temps, une exception nouvelle en faveur des baux par conventions verbales et des tacites reconductions.

Cette exception, qui résulte d'un arrêt de la cour de cassation et d'une décision de l'administration de l'enregistrement, est fondée sur la nature de la convention à laquelle elle s'applique, et qui, se reproduisant souvent, amènerait un assujétissement trop gênant pour les parties.

L'article 15 est relatif aux actes passés en pays étrangers pour des biens qui y sont situés: le premier alinéa est extrait de l'article 58 de la loi sur les finances du 28 avril 1816; le troisième alinéa est extrait de l'article 4 de la loi sur l'enregistrement du 16 juin 1824; mais ces deux lois rapprochées laissaient encore une lacune que la cour de cassation avait signalée par plusieurs de ses arrêts. En effet, l'article 58 de la loi du 28 avril 1816, n'assujétissant au droit proportionnel que les actes passés en pays étrangers ou dans les colonies, laissait par cela même soumis seulement au droit fixe les actes passés en France pour des biens situés en pays étrangers: la rédaction du projet fait disparaître cette anomalie.

Le chapitre 2 se divise en deux sections: la première traite des *valeurs* et des *bases* sur lesquelles le droit proportionnel est assis, et la seconde, de l'*expertise*.

Dans le n.° 2 de l'article 16, on a ajouté aux mots *transports relatifs aux créances à terme*, que contient seulement l'article 14 de la loi du 22 frimaire an 7, le mot *délégation*, qui ne se trouvait que dans le tarif et dont le sens est différent de celui du premier, un transport supposant seulement *deux* personnes, et la délégation nécessitant le concours de *trois*.

L'exception relative aux *intérêts* que renferme également ce

numéro ne se trouve pas dans la loi de l'an 7; elle résulte d'une décision de l'administration générale de l'enregistrement, qu'on a cru devoir maintenir comme favorable aux parties.

Les autres dispositions du même numéro y ont été transportées du tarif, parce qu'elles appartiennent par leur nature à l'exposé des principes: on les a étendues et rendues plus claires, à l'aide des secours que présentait la jurisprudence.

La même observation s'applique à la disposition du n.° 3 relative aux *intérêts échus,* et qui ne sont soumis au droit que lorsque les parties en reconnaissent le paiement dans l'acte. La loi de l'an 7 était muette à cet égard; et comme il est de principe, ainsi que l'article 1908 du Code civil s'en explique formellement, que la quittance du capital donnée sans réserve des intérêts de ces derniers fait présumer le paiement, et en opère la libération, on a cru pouvoir soutenir que les droits étaient dus sur les intérêts puisqu'ils étaient réputés payés. L'administration de l'enregistrement avait pensé, au contraire, avec raison, que le droit n'était pas dû, puisque la libération résultait d'une disposition de la loi, et non d'une stipulation des parties qu'on pût soumettre à une perception quelconque: cette judicieuse et favorable distinction, consignée dans plusieurs décisions, devait être consacrée par le projet d'ordonnance.

Suivant le même numéro, le droit de quittance n'est dû que sur les recettes et dépenses justifiées par pièces écrites, lorsque le compte est rendu *par acte public;* cette restriction est fondée sur ce que rien n'empêche qu'un comptable présente son compte sans pièces à l'appui, si celui à qui le compte est rendu s'en contente; elle devait être énoncée explicitement, afin qu'on ne pensât pas que, l'admission des dépenses libérant le comptable, il était dû un droit de libération; cette dernière prétention que, dans quelques circonstances, on avait élevée, a été proscrite, avec raison, par la cour régulatrice; et, en effet, les sommes qui se compensent

entre elles dans la balance d'un compte ne peuvent produire aucune obligation; la seule qui pourrait exister naîtrait du *reliquat:* c'est donc le reliquat seul qui peut donner lieu au droit d'obligation.

Si le compte était rendu par *acte sous seing privé,* les pièces écrites seraient elles-mêmes exemptes de tout droit, pour cet usage, conformément à la disposition générale de l'article 32 dont il sera parlé ci-après.

Par le n.° 8, le capital des rentes perpétuelles a été réduit au denier 12, et celui des rentes viagères au denier 6; ce taux a été calculé sur le produit relatif des biens situés dans les colonies.

Lorsqu'il y aura lieu à estimer des rentes en nature, c'est sur des mercuriales ou parères de *trois* années que l'estimation se fera, et non sur des mercuriales de *quatorze* années, comme le veut la loi du 15 mai 1818: le prix des denrées est trop variable aux colonies d'une année à l'autre, pour que l'on pût admettre une si longue période de temps; on n'a fait, au surplus, que revenir à la disposition du décret de 1808, auquel la loi de 1818 avait dérogé.

Le n.° 9 exempte du droit les *charges* qui grèvent les valeurs mobilières d'une succession, lorsqu'elles sont établies par titres authentiques ou ayant date certaine antérieure au décès, et sur ce point, le projet s'écarte de la législation de la métropole; c'est une faveur qui a son exemple dans l'ordonnance qui régit l'enregistrement à l'île de Bourbon, et qu'on a cru devoir étendre aux autres colonies; elle est fondée sur l'équité, puisqu'en effet l'héritier ne profite que de ce qui excède les charges.

L'article 16 se termine par une disposition qui contient, en faveur des *ventes par adjudication publiques,* une exception au principe général suivant lequel les droits doivent être acquittés d'après le capital ou la valeur réelle de l'objet aliéné, et sans égard aux prix et charges stipulés dans l'acte. Dans les contrats ordinaires, les parties étant libres d'établir à leur gré les conditions de la vente et

la valeur de l'objet vendu, pourraient s'écarter à cet égard de la vérité, afin de diminuer les droits d'enregistrement : on a donc dû donner à l'administration une base de perception indépendante de la volonté des parties. Ces circonstances ne se reproduisant pas dans les adjudications publiques, pour lesquelles la liberté et la concurrence des enchères donnent des garanties suffisantes, le prix de l'enchère doit être considéré comme représentant la valeur réelle de l'objet vendu; et le projet ne fait que consacrer une distinction que déjà la cour régulatrice avait faite, malgré le texte rigoureux de la loi de France.

Dans l'article 17, n.° 6, on trouve une addition qui a pour objet de régler le droit dû pour un acte de vente, dans lequel la fixation du prix de vente est laissée à l'*arbitrage d'un tiers* : la loi du 22 frimaire an 7 ne contient rien de semblable; mais l'art. 1592 du Code civil donnant la faculté de faire une vente avec cette stipulation, il y avait nécessité de prévoir le cas où un pareil acte serait soumis à la formalité de l'enregistrement; la déclaration de la valeur doit alors être faite au pied de l'acte par les parties, conformément à une instruction générale de l'administration de l'enregistrement, fondée sur l'article 16 de la loi de l'an 7, devenu l'article 23 du projet.

Ce même numéro de l'article 17 se termine par une disposition également nouvelle qui dispense d'un droit particulier le *contrat aléatoire* entre des acquéreurs qui ont contribué au prix, même par portions inégales, et par lequel la totalité de l'acquisition doit appartenir au survivant; une semblable convention ne renferme, en effet, ni donation, ni avantage réciproque, les chances de perte et de gain étant égales de part et d'autre.

Dans le n.° 7, on a prévu le cas qui n'était point exprimé dans la loi de frimaire an 7, où il y aurait vente d'une nue-propriété, dont l'usufruit appartiendrait à un tiers autre que le vendeur; la

réserve d'usufruit, quelle que soit la personne au profit de qui elle a lieu, est une *charge*, et le principe en matière d'enregistrement est que toute espèce de charge donne lieu à une augmentation de droits. Le n.° 6 de l'article 15 de la loi du 22 frimaire an 7, qui ne parlait que du cas où l'usufruit était réservé par le *vendeur*, était donc incomplet; et la disposition du projet fait justement cesser les distinctions auxquelles la rédaction de la loi de l'an 7 avait donné lieu.

L'article 18 du projet est relatif aux *donations entre vifs*, et porte que les droits ne seront dûs qu'après l'*acceptation*; c'est une conséquence nécessaire de l'article 932 du Code civil, suivant lequel il n'y a de donation que lorsqu'il y a acceptation. Les autres dispositions de cet article ne sont que des développemens et des applications des principes généraux sur les donations, empruntés à la jurisprudence de la cour régulatrice, et aux décisions de l'administration.

L'article 19, qui veut que, dans le cas d'une *transaction*, et sous le rapport de l'enregistrement, on n'ait égard qu'aux droits apparens des parties ou à leur état de possession, sans qu'il y ait lieu de s'occuper de leurs droits réels, s'explique par la règle générale posée dans l'article 2, et suivant laquelle la perception des droits se détermine d'après la forme extérieure des actes.

Le premier numéro de l'article 20 est la reproduction d'un avis du conseil d'état, du 20 septembre 1808, qui a pour objet d'empêcher que deux droits soient cumulativement perçus sur une même succession.

Le n.° 2 de cet article n'est autre chose que l'application de l'article 883 du Code civil sur l'effet des partages; cette disposition ne pouvait se trouver dans la loi de frimaire an 7, antérieure à ce Code.

Le n.° 3 relatif aux *absens* n'est également que la reproduction des articles 135 et 136 du Code civil.

Ces dispositions ont été étendues aux *marins* et aux *militaires*

que la loi du 11 ventôse an 2, *sur les successions*, réputait présens, d'où il résultait que lorsqu'une succession revenait à un militaire ou à un marin dont l'absence n'avait pas été déclarée, comme il était réputé présent, il était perçu un droit pour la mutation du décédé au militaire ou marin, et qu'un nouveau droit était perçu de celui-ci à l'envoyé en possession, lorsque l'absence était déclarée; la disposition nouvelle, tirée d'une décision de l'administration de l'enregistrement, en date du 2 août 1823, évitera ce double droit.

Le n.° 4 du même article sur les *majorats* est conçu dans les mêmes termes que l'article 6 du décret du 14 juin 1808.

L'article 21 a pour objet de régler les *imputations de soulte* de la manière la plus avantageuse aux parties : c'est la reproduction du principe posé par l'article 1256 du Code civil, que l'imputation du paiement doit se faire sur la dette que le débiteur avait plus d'intérêt d'acquitter.

La dernière disposition est également tirée de l'article 883 du Code civil, sur l'effet des *attributions* en matière de partage ; l'une et l'autre sont, au reste, conformes aux décisions de l'administration de l'enregistrement.

L'article 22 établit que la perception des droits sur un *jugement* doit se faire, eu égard à toutes les parties du jugement, et non pas, comme on aurait pu le penser, en s'arrêtant seulement au *dispositif*, qui souvent ne reproduit point d'une manière complète les prétentions ou les demandes, bien qu'elles doivent servir de base à la liquidation des droits.

On a substitué également, dans cet article, les mots *acte antérieur* aux mots *acte public*, qui se trouvaient dans la loi et qui ne s'entendaient que des actes passés devant notaires ou autres officiers publics, ce qui excluait le plus grand nombre de conventions, et notamment les conventions verbales qu'un avis du conseil d'état du 5 août 1809 a cependant déclaré être comprises dans la disposition de cet article.

Lorsque le jugement prononce sur une demande en paiement d'une somme dont une partie a déjà été acquittée, et qui n'est pas le prix d'objets immobiliers, il y a alors une juste distinction à faire et qui ne se trouve pas dans la loi du 22 frimaire an 7; s'il n'y a point de contestation relativement à la partie payée, c'est une convention éteinte qui ne donne lieu à aucun droit d'enregistrement; le jugement ne forme titre qu'à l'égard de la partie qui reste à payer: c'est donc sur cette partie seulement que le droit peut être perçu.

Mais, d'un autre côté, lorsqu'il y a demande d'*intérêts échus* à l'effet d'en former un nouveau capital productif d'intérêts, le jugement devenant titre à l'égard de ce nouveau capital est sujet, sous ce rapport, à une perception nouvelle.

La même observation s'applique au cas d'un jugement qui prononce une condamnation en *garantie.*

Enfin, lorsqu'un jugement est réformé en appel, et qu'il y a une condamnation supérieure à la première, le jugement rendu sur l'appel forme titre à l'égard de l'*excédant.*

Mais si le jugement d'appel réformant celui de première instance prononce une *restitution,* on ne saurait trouver là une condamnation nouvelle dans le sens inverse de la première, et il n'est point dû de nouveau droit.

Ces différens principes incontestables et qui cependant manquent dans notre législation, se trouvent consacrés par l'article 22 du projet d'ordonnance.

L'article 25, placé sous la section 2 qui traite de l'*expertise* des *immeubles,* règle les formes de la demande en expertise. Ces formes, énoncées avec trop de concision dans la loi du 22 frimaire an 7, ont été complétées à l'aide de la jurisprudence de la cour de cassation.

Le projet distingue, avec raison, deux espèces de conventions, suivant que les biens qui en font l'objet doivent être

appréciés, soit d'après leur valeur venale, soit d'après le revenu.

Le délai pour ordonner l'expertise a été porté de dix jours à vingt, attendu la difficulté des communications dans les colonies; cette extension est d'ailleurs favorable aux parties et ne peut compromettre les intérêts de l'administration.

Quoiqu'il soit de principe que l'avis des experts ne lie pas les juges, l'expertise étant, en matière d'enregistrement, le moyen qu'indique la loi comme la base sur laquelle le droit doit être perçu, les juges ne peuvent y suppléer par une conviction personnelle: cette règle spéciale à la matière avait déjà été adoptée par la cour de cassation; il était nécessaire de rendre explicite dans le projet cette dérogation au droit commun.

Le chapitre 3 est intitulé, *des Délais.*

L'article 28 indique dans quel délai doivent être enregistrés les actes publics; les nécessités locales ont apporté quelques modifications dans la fixation de ce délai; mais, en même temps, des mesures sont prescrites pour qu'on n'en abuse pas.

Aux actes qui doivent être enregistrés dans les vingt jours, et dont parle la loi de frimaire an 7, le n.° 4 de l'article 28 du projet ajoute les *adjudications des biens meubles ou immeubles,* conformément à un avis du conseil d'état, du 22 octobre 1808, et les *jugemens arbitraux* pour lesquels le délai court du jour de l'acte de dépôt, conformément à l'article 1020 du Code de procédure.

Le n.° 4 de l'article 28 renferme aussi des exceptions au principe général posé par l'article 6 du projet, suivant lequel tous actes judiciaires en matière civile sont soumis à l'enregistrement, sur les minutes ou sur les originaux. Des décisions de l'administration de l'enregistrement ayant fait sentir la nécessité de ces exceptions, lorsqu'il ne s'agit que d'actes préparatoires ou d'instruction, elles devaient être reproduites dans le projet d'ordonnance.

Le n.° 5 contient une mesure qui a pour objet de ne rendre les

actes d'administration passibles du droit d'enregistrement qu'après l'approbation, lorsqu'ils en sont susceptibles; approbation sans laquelle ces actes n'ont pas d'existence légale.

Dans l'article 31, qui détermine, conformément à la loi de France, les délais de l'enregistrement pour les actes passés ailleurs que dans les Antilles et à la Guiane françaises, on a pris soin d'adopter les énonciations déjà consacrées par l'article 3 de l'ordonnance du 31 août 1828, *sur le mode de procéder devant les conseils privés des colonies.*

On a compris parmi les actes qui n'étaient point soumis au délai ordinaire, à partir du jour de leur confection, les obligations contractées sous une *condition suspensive*, à l'égard desquelles la loi du 22 frimaire était muette. On leur a appliqué le délai de trois mois, *à partir du jour de l'événement*, pour le paiement du droit proportionnel, parce que ce n'est réellement qu'à dater de ce jour que l'acte acquiert une existence complète.

L'article 32 rappelle la disposition de l'article 204 de l'ordonnance du 31 août 1828, *sur le mode de procéder devant les conseils privés des colonies*, et suivant laquelle les pièces produites par les parties ne sont pas sujettes à l'enregistrement, à l'exception des exploits d'huissiers: cette disposition trouvait naturellement ici sa place.

L'article 32 consacre enfin la faculté pour les particuliers de faire usage d'*actes sous seings privés*, non translatifs de propriété d'immeubles, dans d'autres actes sous seings privés : cette faculté pouvait bien résulter des principes généraux de la loi, mais elle n'était établie nulle part d'une manière explicite.

Le chapitre 4 détermine les *bureaux* où les actes et mutations doivent être enregistrés.

Dans l'article 36, relatif à l'enregistrement des mutations de propriété ou d'usufruit par décès, on a ajouté qu'il y aurait déclaration séparée et indépendante faite dans chaque bureau de la situation des biens, afin d'éviter la prétention qu'on pourrait élever

d'opposer dans un bureau la déclaration qui aurait été faite dans un autre bureau ; prétention constamment repoussée par la cour de cassation.

Dans ce même article, aux mots *biens meubles sans assiette déterminée*, dont se sert la loi, on a ajouté l'énonciation de quelques-uns des biens particulièrement signalés par la jurisprudence de la cour régulatrice. Enfin, l'obligation de rapporter un *pouvoir spécial*, imposée aux mandataires des héritiers, donataires ou légataires, est conforme à l'usage, et aux principes du Code civil sur le mandat.

L'article 39, placé sous le chapitre 5, qui traite *du paiement des droits et de ceux qui doivent les acquitter*, contient une règle générale que les arrêtés de l'administration de Bourbon, sur l'enregistrement, avaient déjà consacrée, d'après la jurisprudence de la cour de cassation, comme une des bases fondamentales. Il porte que le paiement des droits est *indivisible* comme la formalité; un acte, en effet, ne saurait être enregistré pour une partie et ne point l'être pour l'autre; et si l'une des parties seulement était assujétie au droit, l'autre se trouverait avoir acquis gratuitement la date certaine, et les autres garanties que procure la formalité de l'enregistrement, ce qui serait contraire au but de cette institution.

Dans l'article 41, à la disposition qui prescrit que les droits seront *supportés* par les débiteurs, on a ajouté qu'ils seraient *acquittés* par eux, afin de prévenir les difficultés auxquelles a donné lieu l'emploi de la première expression seule que l'on voulait interpréter en ce sens, que les droits devaient être *acquittés* par les créanciers, sauf leur recours contre les débiteurs qui devaient les *supporter* en définitive.

Cet article porte aussi, conformément à la jurisprudence constante de la cour de cassation, que les droits des jugemens contradictoires ou par défaut seront acquittés par les demandeurs. C'est à eux seuls en effet que l'administration peut s'adresser, puisqu'ils ont provoqué le jugement qui donne lieu au droit.

Le second alinéa de l'article 42 impose aux *héritiers* ou *léga-*

taires universels l'obligation de faire l'avance des droits dus à raison des legs particuliers; cette disposition aura pour résultat de simplifier l'opération, sans d'ailleurs être onéreuse au légataire universel; car, si le paiement des droits des legs particuliers a été mis à sa charge, il ne paiera que ce qu'il devait, et, dans le cas contraire, il pourra retenir les droits par lui avancés, sur les legs particuliers, lors de leur délivrance

On a compris dans cette disposition, pour lever toute difficulté, les héritiers bénéficiaires, qui sont aussi des héritiers.

Le dernier alinéa de cet article accorde au Gouvernement un *privilége* pour le paiement des droits qui lui sont dus; l'art. 22 de la loi du 22 frimaire an 7 énonce seulement qu'il a une *action:* expression qui, entendue dans un sens restreint, rend le plus souvent la disposition illusoire.

La cour de cassation l'avait senti: et, partant du principe que toute action du fisc est, en général, privilégiée, elle avait reconnu le privilége; mais un avis du conseil d'état, se renfermant dans le sens étroit des expressions de la loi, avait depuis déclaré que le privilége n'existait pas. On a dû le rétablir dans le projet à cause de son importance et de sa nécessité; ce n'est d'ailleurs que du jour de l'ouverture de la succession que le privilége a lieu, parce qu'étant corrélatif à la cause qui le produit, il ne peut lui être antérieur.

Le chapitre 6 traite *des peines.*

Dans l'article 48, on a étendu, conformément à un avis du conseil du 9 février 1810, l'obligation de payer le double droit aux héritiers des contrevenans et à leurs réprésentans; un héritier représente en effet son auteur dans tous ses droits actifs et passifs.

L'article 49 prononce une peine pour le cas de déclaration *inexacte;* la loi de frimaire an 7 s'était contentée d'en établir une pour le cas d'*omission* ou d'*insuffisance;* c'était une lacune qu'on ne pouvait laisser subsister.

L'article 51 n'impose aux héritiers l'obligation de payer un double droit et les frais d'expertise que lorsque la différence entre le résultat de cette expertise et la valeur déclarée est d'un huitième.

Dans cette disposition, semblable d'ailleurs à celle qui existe à l'égard des ventes, le projet se montre bien moins sévère que la loi du 22 frimaire an 7, qui rend les héritiers passibles du paiement du double droit et des frais, toutes les fois qu'il y a insuffisance dans la déclaration, quelque peu importante que soit d'ailleurs la différence.

Dans l'article 51, on a étendu aux héritiers et légataires sous bénéfice d'inventaire et aux curateurs aux successions vacantes, la peine prononcée contre les tuteurs et curateurs qui négligent de passer les déclarations dans les délais prescrits; il n'y a, en effet, aucune différence à établir entre ces divers administrateurs. Toutefois on a accordé aux curateurs aux successions vacantes la faculté réclamée par leur position particulière de faire la déclaration sans être tenus d'avancer les droits, lorsqu'ils justifient n'avoir entre les mains aucuns deniers dépendant de la succession.

L'article 53 du projet s'écarte de l'article 40 de la loi du 22 frimaire an 7 qui déclarait nulle toute *contre-lettre* sous signature privée; l'article 1321 du Code civil ayant, au contraire, donné effet aux contre-lettres entre les parties contractantes seulement, il était indispensable de modifier dans le même sens la disposition de la loi de frimaire an 7.

Les mots *demande judiciaire,* qui se trouvent seuls dans la loi de 1816, n'ont peut-être pas un sens assez déterminé; l'article 54 du projet l'étend aux *citations en conciliation,* que les expressions de la loi comprenaient déjà implicitement.

Le chapitre 7 réunit tout ce qui concerne les obligations des officiers publics, des juges, des arbitres et des préposés.

Dans l'article 55, à la suite du principe général suivant lequel

un officier public ne peut délivrer expédition d'un acte public, ni faire un acte en vertu d'un autre acte avant que celui-ci ait été enregistré, on a ajouté une nouvelle nomenclature d'actes exceptés, et que l'on ne trouve point mentionnée dans la loi de frimaire an 7. Ces exceptions, dont le Code de procédure civile a fait connaître la nécessité, ont toutes pour objet de faciliter le cours des instances.

Le deuxième alinéa de l'article 56, qui permet d'énoncer dans les actes publics des actes sous seings privés non enregistrés, sous la condition que chacun de ces actes demeurera annexé à celui dans lequel il sera mentionné et que les droits en seront acquittés en même temps que ceux de l'acte principal, est tiré de l'article 13 de la loi sur l'enregistrement du 16 juin 1824 qui déroge, à cet égard, aux lois antérieures; seulement le projet étend, par une analogie raisonnable et favorable d'ailleurs aux parties, à *tous les officiers publics*, une faculté que la loi de 1824 n'accordait qu'aux *notaires*.

Les exceptions au principe général que renferment les autres dispositions de l'article 56, sur l'usage des actes sous signature privée non enregistrés, sont consacrées par une jurisprudence constante, et nécessitées, en quelque sorte, par la nature des actes auxquels elles se rapportent.

L'article 57 dispense de la formalité d'un acte de dépôt la remise au greffe par les créanciers d'un failli, des titres nécessaires pour la vérification des créances; cette faveur, qui résulte d'une décision ministérielle, a eu pour objet d'éviter aux créanciers les frais d'enregistrement d'un acte de dépôt, frais qui souvent absorberaient leur dividende dans l'actif de la faillite.

L'article 61, dans la vue de faciliter le cours des procédures, permet aux juges et aux arbitres, dans le cas d'urgence, de rendre un jugement définitif en vertu d'un jugement antérieur qui n'aurait point encore été enregistré; mais, pour prévenir tous abus, le projet rend personnelle aux avoués l'obligation de payer les droits

dans le cas où le premier jugement n'aurait point été enregistré précédemment.

L'article 62 applique aux juges, arbitres et aux fonctionnaires publics, mais dans le cas d'urgence seulement, la faculté de faire mention d'actes sous signatures privées que l'art. 56 du projet a étendue à tous les officiers publics.

La disposition de l'article 63 a pour objet de fournir aux receveurs de l'enregistrement des renseignemens à l'aide desquels ils pourront atteindre des mutations qui auraient eu lieu sans actes, en même temps qu'elle donne à l'acquéreur les moyens de purger sa propriété des hypothèques qui frapperaient sur les anciens propriétaires.

La mesure d'ordre prescrite à l'égard des greffiers, par l'art. 65, se justifie par l'utilité de donner aux receveurs les indications nécessaires pour opérer le recouvrement des condamnations; le décret du 18 juin 1811, sur les frais de justice, contient une disposition semblable.

L'obligation imposée aux officiers publics, par l'article 67, d'énoncer avec détail sur leur répertoire le contenu des actes de leur ministère, ne pouvait s'appliquer aux testamens inscrits du vivant du testateur; et la restriction que renferme, à cet égard, le deuxième paragraphe de cet article, était commandée par la nécessité de conserver le secret dont ces actes doivent être entourés.

Les articles 69, 72 et 76 contiennent des mesures d'ordre sur le visa des répertoires et la forme des enregistremens des actes et des mutations.

Ces dispositions, tirées des circulaires de l'administration de l'enregistrement en France, ont paru devoir figurer dans le projet d'ordonnance, afin de servir de guide aux receveurs qui n'auront point, pour s'éclairer, les instructions fréquentes d'une autorité supérieure.

Le chapitre 8 est intitulé : *des droits acquis et des prescriptions* : on y retrouve, avec des développemens puisés dans la jurisprudence de la cour de cassation, le principe posé dans l'article 60

de la loi du 22 frimaire an 7, et suivant lequel tout droit d'enregistrement régulièrement perçu ne peut être restitué.

Toutefois ce principe reçoit exception dans quelques circonstances; les divers cas dans lesquels il y a lieu à restitution se trouvaient déjà spécifiés par des décisions de l'administration et par des avis du conseil d'état que l'article 82 du projet reproduit.

Dans l'article 83 on a également inséré l'avis du conseil d'état du 18 août 1810, sur la prescription de deux ans.

Enfin l'article 84 applique aux droits d'enregistrement, en général, la prescription de trente ans; cette prescription résultait implicitement du silence de la loi de l'an 7, puisque tout ce qui n'est point réglé par une loi spéciale reste sous l'empire du droit commun, mais il a paru que c'était un complément nécessaire du titre du projet qui traitait de la prescription.

Le chapitre 9 est relatif aux *poursuites et instances.*

Suivant l'article 87, la contrainte décernée par le receveur emportera *hypothèque;* c'est, en effet, un caractère qui doit appartenir à toutes les contraintes et sans lequel elles n'auraient aucune efficacité.

Il est spécialement attribué, par la loi sur les douanes, aux contraintes décernées dans cette matière: ce n'était donc que par un oubli fâcheux que la loi du 22 frimaire an 7 ne contenait pas de dispositions semblables; et la cour de cassation avait signalé plusieurs fois avec raison cet oubli: on n'a pas dû le laisser subsister dans le nouveau projet.

L'article 88 établit *deux degrés de juridiction* pour les contestations relatives au paiement des droits.

En France, où il n'en existe qu'un seul, les parties trouvent des garanties suffisantes dans les décisions habituelles de l'administration et dans la facilité de se pourvoir devant la cour régulatrice: on a pensé que, dans les colonies, l'appel à la cour royale remplacerait utilement ces avantages; toutefois le recours en cassation a été conservé aux parties.

L'article 89 conserve, aux tiers-saisis, tous les droits que leur accorde le Code de procédure, et en déterminant les frais à supporter par les parties qui succomberont, il dispose, conformément à la jurisprudence de la cour de cassation, que, dans aucun cas, la condamnation ne pourra être étendue aux *intérêts* des sommes à payer ou à restituer, ces intérêts ne pouvant être considérés que comme une augmentation de droits déjà irrévocablement fixés.

L'article 90, relatif aux frais de poursuite payés par les préposés pour des articles tombés en non valeur, termine tout ce qui concerne les règles de la prescription et le premier titre du projet.

Le titre II renferme les *tarifs*, et se divise en deux chapitres, dont chacun traite d'une nature particulière de droits.

Il serait inutile d'entrer dans le détail des divers actes qui ont été classés dans l'une ou dans l'autre de ces deux catégories; il suffira d'indiquer les modifications principales apportées au système de France, dans l'intérêt des contribuables.

Le chapitre 1.^{er} comprend tous les actes soumis au *droit fixe*.

Dans le § 1.^{er} de l'article 91, on a réuni, sous la moindre quotité, qui est de vingt-cinq centimes, les actes qui ne contiennent que des attestations pures et simples ou des renseignemens relatifs au commerce, et ceux qui ne sont que des annexes d'actes principaux.

Le § 2 du même article présente la nomenclature des actes dont le droit est de cinquante centimes; le n.° 3 de ce paragraphe établit quelles sont les *acceptations de délégations* qui ne donnent lieu qu'au droit fixe, lorsque les droits proportionnels ont été perçus dans les cas prévus par le n.° 2 de l'article 16.

Les remises de *reliquats de compte* avaient été considérées, jusqu'en 1827, comme une libération par le comptable, et, par suite, on les avait assujéties au droit proportionnel; mais, à cette époque, on reconnut que, lorsque le reliquat était remis immédia-

tement, l'énonciation de ce fait ne constituait qu'une simple décharge, pour laquelle il n'était dû qu'un droit fixe ; que ce n'était que, dans le cas où le reliquat ne devrait être remis qu'ultérieurement qu'il y avait obligation, et ensuite quittance, et que dans cette dernière circonstance seulement, il y avait lieu au droit proportionnel ; le n.° 20 consacre cette sage distinction qui résulte des décisions de l'administration.

Le n.° 22 contient une modification à l'article 3 du décret du 22 décembre 1822 sur les *cautionnemens*, suivant lequel les déclarations de privilége de second ordre ne sont assujéties qu'au simple droit fixe. Une semblable déclaration présuppose nécessairement une obligation antérieure, et lorsque cette obligation ne résulte pas d'un autre acte, la déclaration constitue elle-même une obligation principale qui donne lieu au droit proportionnel ; on pourrait éluder ce droit d'obligation en se contentant de faire une simple déclaration ; le projet y remédie en assujétissant ces déclarations au droit proportionnel, lorsqu'il n'existe point d'ailleurs d'autre obligation.

Les *légataires particuliers* sont des propriétaires du legs qui leur est affecté et non pas seulement de simples créanciers : d'où la conséquence que la délivrance qui leur est faite du legs renferme une *décharge* et non une *quittance*. Il en est de même lorsque les exécuteurs testamentaires remettent aux héritiers des deniers de la succession : toutefois les *intérêts* formant une dette personnelle à l'héritier, leur paiement produit la libération de cet héritier, et donne lieu au droit proportionnel de quittance : telle est la règle qui a été adoptée par le n.° 25 du même paragraphe.

Sous le n.° 29, on a compris les donations en faveur des communes, hospices et établissemens religieux et de bienfaisance des colonies, ou en faveur des colonies elles-mêmes : les dispositions de cette nature devaient être favorisées et encouragées par l'exemption du droit proportionnel.

Dans le n.° 33, aux exploits relatifs aux contributions directes ou indirectes, qui ne sont soumis au droit qu'au-dessus de 100 fr., on a ajouté les mêmes actes relatifs aux curages de canaux et rivières comme intéressant l'agriculture.

Les gages et garanties fournis par le débiteur lui-même, sans aucun désaississement de propriété, ne sont soumis, par le n.° 34, qu'au droit fixe, comme n'étant que le complément de l'obligation principale qui seule doit être frappée du droit proportionnel; c'est une application de l'article 2092 du Code civil, suivant lequel *tous* les biens d'un débiteur sont le gage commun de ses créanciers.

Les *lettres de change* sont exemptes de l'enregistrement, comme elles l'étaient antérieurement à la loi de 1816; toutefois, à l'égard de celles passées devant notaire, le n.° 43 porte qu'on percevra le droit fixe pour l'acte notarié qui doit être soumis à la formalité.

Le n.° 49 n'assujétit qu'au droit fixe les *résiliemens* faits dans les vingt-quatre heures; mais on a ajouté la condition déjà établie à l'égard des déclarations de command, qu'ils seraient notifiés au receveur le lendemain.

Les ventes de navires, de bris et débris de navires, ainsi que celles de marchandises avariées à la mer, ne sont également assujéties qu'au droit fixe par le n.° 54.

Sous le n.° 55, on a ajouté les *défrichemens* de terrains aux opérations de desséchemens, en faveur desquelles la loi du 16 septembre 1807 avait déjà réduit le droit de mutation de propriété au droit fixe.

Les n.°s 56, 57 et 58 réunissent tous les actes et jugemens des justices de paix dont la loi de France assujétissait une partie à une quotité de droits plus élevée.

Les jugemens en matière de contributions ont été ramenés, par le n.° 59, au droit fixe, comme sous la loi de l'an 7, tandis que la loi de 1816 les a rangés parmi les jugemens soumis au droit

proportionnel; ce qui constitue dès lors une augmentation réelle des sommes réclamées par l'État lui-même. Les contribuables dans les colonies n'auront pas à supporter cette double peine.

Le chapitre 2 énonce quels sont les actes soumis au droit proportionnel, et quelles mutations donnent également lieu à ce droit.

Sous le § 1.er de l'article 92, dont la quotité est de 2 cent. 1/2 par 100 fr., on a classé avec les *baux* de toute nature, dont le plus grand nombre intéresse l'agriculture, les *quittances* et tous les autres actes de libération, qui, en France, appartiennent à une catégorie de droits relativement plus élevée; on a pensé que ces derniers actes n'étant que le complément d'exécution de conventions antérieures, qui avaient déjà acquitté des droits proportionnels, ils devaient être traités plus favorablement lorsque les mêmes capitaux étaient soumis à une nouvelle perception.

Le droit pour les biens-meubles abandonnés par le failli a été rangé sous le n.° 4 du paragraphe 2, dont la quotité est de cinq centimes par cent francs, et se trouve ainsi réduit au même droit que celui qui est dû pour les sommes que le débiteur s'oblige à payer; en France, ces biens sont encore assujétis aux divers droits de mutation, suivant leur nature.

Le droit du cautionnement lui-même a été réduit à moitié; en France, ce droit est égal à celui de l'obligation.

Le droit de mutation par décès, en ligne directe, sur les biens-meubles a été conservé, suivant le n.° 10 du § 2 de l'art. 92, tel qu'il avait été établi par la loi du 19 décembre 1790, pour les legs et donations à cause de mort, parce qu'il en résulte un avantage pour le légataire ou le donataire. Un semblable motif ne pouvait s'appliquer à l'héritier direct qui ne recueille que sa portion virile dans les biens meubles de la succession; et, à cet égard, le projet consacre une importante modification que beaucoup de bons esprits desirent voir admise dans la législation actuelle de la France.

Le n.° 12 dérogeant à l'usage suivi en France, excepte formellement les amendes des condamnations prononcées par un jugement, et sur lesquelles le droit proportionnel est perçu. Le droit sur les amendes deviendrait, suivant l'observation qui en a déjà été faite plus haut, une véritable aggravation de peine.

En classant les donations de sommes payables ou exigibles au décès du donateur, sous le n.° 3 du paragraphe 3, dont la quotité est de sept centimes et demi pour cent francs, on a suivi les principes consacrés par la jurisprudence de la cour de cassation, qui déclare ces actes soumis au droit proportionnel.

Sous le n.° 1 du § 6, dont la quotité est de 20 cent. par 100 fr., on a classé, conformément à l'article 529 du Code civil, parmi les biens-meubles, les actions dans les compagnies tant que dure la société, même lorsqu'elle est propriétaire d'immeubles.

La loi de 1816 assujétit les actes de vente d'immeubles et *ceux de nature à être transcrits aux hypothèques* à un droit plus élevé que celui établi par la loi de l'an 7, pour tous les actes de transmission de propriétés immobilières en général. Cette disposition a fait naître, sur ce qu'on doit entendre par *actes de nature à être transcrits*, des difficultés sur lesquelles la jurisprudence n'est pas encore fixée en France et que fait disparaître le paragraphe 8 de l'art. 92 du projet, en revenant à l'unité de quotité de droits consacrée par la loi du 22 frimaire an 7.

Dans le cas de transmission par décès de propriétés immobilières entre *personnes non parentes*, la loi de 1816 assimile à ces dernières les *enfans naturels* et les *époux survivans*, lorsqu'ils succédent à défaut de parens. Les paragraphes 9 et 10, en consacrant cette disposition, la modifient cependant en ce sens, que les enfans naturels ne paieront le droit de cette nature de transmission que sur l'*excédant* de la part qu'ils eussent recueillie, s'ils s'étaient trouvés en concours avec des enfans légitimes. Cet excédant est,

en effet, le seul avantage que l'absence de parens successibles leur procure.

Les autres dispositions du projet n'offrent rien qui mérite d'être signalé à VOTRE MAJESTÉ. Au surplus, ces diverses observations, en faisant connaître à VOTRE MAJESTÉ toutes les modifications apportées à la législation française par le projet que j'ai l'honneur de lui présenter, lui donneront aussi la mesure du zèle consciencieux qui a été apporté dans ce travail, d'où l'on a surtout cherché à écarter les difficultés d'application qui résultent toujours d'une institution nouvelle. On peut espérer que quoique le projet ci-joint soit destiné spécialement aux colonies, il ne sera pas cependant sans utilité pour la métropole elle-même, puisqu'il offre un code complet des lois et des dispositions qui régissent cette matière si difficile, et tellement étendue qu'elle touche à tous les intérêts et à toutes les transactions de la société.

Je prie VOTRE MAJESTÉ, SIRE, de signer, si elle l'adopte, le projet d'ordonnance royale, portant établissement de l'enregistrement à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Guiane française.

Je m'occuperai immédiatement de l'organisation du personnel de ce nouveau service, qui sera réduit, au surplus, à l'absolu nécessaire.

Je proposerai ensuite à VOTRE MAJESTÉ d'étendre à l'île de Bourbon les améliorations que présente l'ordonnance que je soumets à son approbation.

Je suis avec le plus profond respect,

SIRE,

DE VOTRE MAJESTÉ,

Le très-humble et très-obéissant serviteur
et fidèle sujet,

Le Ministre Secrétaire d'état de la marine et des colonies,

Signé BARON HYDE DE NEUVILLE.

ORDONNANCE DU ROI

Portant établissement de l'Enregistrement à la Martinique, à la Guadeloupe et dans ses dépendances, et à la Guiane française.

Paris le 31 Décembre 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE,

Sur le rapport de notre Ministre Secrétaire d'état de la marine et des colonies,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

TITRE PREMIER.

CHAPITRE PREMIER.

DE L'ENREGISTREMENT, DES DROITS ET DE LEUR APPLICATION.

ARTICLE PREMIER.

A dater de la promulgation de la présente ordonnance, la formalité de l'enregistrement sera établie dans nos colonies des Antilles et à la Guiane française, et les droits y seront liquidés et perçus d'après les bases et suivant les règles déterminées ci-après.

ART. 2.

Les droits d'enregistrement sont fixes ou proportionnels, suivant la nature des actes et mutations qui y sont assujettis.

La perception de ces droits est réglée d'après la forme extérieure des actes, ou la substance de leurs dispositions, sans égard à leur validité

ni aux causes quelconques de résolution ou d'annullation ultérieures, sauf les exceptions prévues par la présente ordonnance.

ART. 3.

Le droit fixe s'applique aux actes soit civils, soit judiciaires ou extrajudiciaires, qui ne contiennent ni obligation, ni libération, ni condamnation, attribution, collocation ou liquidation de sommes et valeurs, ni transmission de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles ou immeubles.

Il sera perçu aux taux fixés par le chapitre I.er du titre II de la présente ordonnance.

ART. 4.

Le droit proportionnel est établi pour les obligations, libérations, condamnations, attributions, collocations ou liquidations de sommes et valeurs, et pour toute transmission de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles ou immeubles soit entre vifs, soit par décès.

Il est assis sur les valeurs.

Ses quotités sont réglées par le chapitre II du titre II de la présente ordonnance.

Il n'y a point de fraction de centime dans la liquidation du droit proportionnel : lorsqu'une fraction de somme ne produit pas un centime de droit, le centime est perçu au profit du Trésor, sans que, dans aucun cas, ce droit puisse être au-dessous de vingt-cinq centimes.

ART. 5.

Tous les actes civils et extrajudiciaires sont enregistrés sur les minutes, brevets ou originaux.

ART. 6.

Les actes judiciaires sont également soumis à l'enregistrement sur les minutes, brevets ou originaux, suivant les distinctions ci-après :

1.° *En matière civile et de commerce,* tous les actes et jugemens, de quelle que nature qu'ils soient, émanés des juges ou des greffiers, sans exception.

2.° *En matiere de police et de police correctionnelle,* les actes de dépôt et

décharge faits au greffe par les parties, les ordonnances de mise en liberté provisoire sous caution, les cautionnemens, les ordonnances sur requête et tous les jugemens définitifs rendus à l'audience publique, les actes d'appel et ceux de recours en cassation et les certificats délivrés en brevet.

3.° *En matière criminelle*, les actes de dépôt et de décharge au greffe par toutes personnes autres que les prévenus, dans le cas seulement où il y a partie civile en cause; les jugemens et arrêts définitifs rendus à l'audience publique, aussi seulement lorsqu'il y a partie civile; les cautionnemens; les actes d'appel, les recours en cassation par les parties civiles, ainsi que les ordonnances rendues sur leurs requêtes; et les certificats délivrés en brevet.

ART. 7.

Les actes des administrations et des établissemens publics qui sont soumis à l'enregistrement sur la minute sont : 1.° les actes translatifs de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles et immeubles; 2.° les traités et marchés de toute nature, à prix convenu, aux enchères, au rabais ou par soumissions; 3.° les cautionnemens et renforts de caution y relatifs; 4.° les prestations de serment des employés et comptables salariés pour entrer en fonctions; 5.° les procès-verbaux désignés au n.° 41 du § 2 de l'article 91.

ART. 8.

Il n'est dû aucun droit d'enregistrement pour les extraits, copies ou expéditions des actes dont les minutes ont dû être enregistrées.

Les extraits et copies collationnés en sont seuls passibles.

ART. 9.

Dans le cas de transmission de biens, la quittance donnée, ou l'obligation consentie par le même acte, pour tout ou partie du prix entre les contractans, ne peut être sujette à un droit particulier d'enregistrement.

La quittance du prix de vente insérée dans une déclaration de command n'est pareillement sujette à aucun droit particulier.

Il en est de même si le prix est payé par la remise de billets souscrits par l'acquéreur et sans l'intervention d'un tiers.

Toutefois la donation ou la remise d'une partie du prix par le vendeur à l'acquéreur doit le droit qui lui est propre, quoique stipulée dans le même acte.

ART, 10.

Lorsque dans un acte quelconque, soit civil, soit judiciaire ou extrajudiciaire, il y a plusieurs dispositions indépendantes ou ne dérivant pas nécessairement les unes des autres, il est dû, pour chacune d'elles, et selon son espèce, un droit particulier.

Il est également dû plusieurs droits, lorsqu'une seule disposition concerne plusieurs personnes ayant des intérêts distincts et indépendans les uns des autres.

La quotité des divers droits est déterminée par l'article de la présente ordonnance dans lequel la disposition se trouve classée, ou auquel elle se rapporte.

S'il n'y a lieu qu'à un seul droit, il doit être établi sur la disposition principale, et non sur celle qui en dérive et qui n'en est que l'accessoire.

ART. 11.

Les biens immeubles par leur destination ou par l'objet auquel ils s'appliquent sont assujettis aux mêmes droits que les immeubles par nature.

ART. 12.

Lorsqu'un acte de vente comprend des meubles et des immeubles, le droit d'enregistrement est perçu sur la totalité du prix, au taux réglé pour les immeubles, à moins qu'il ne soit stipulé un prix particulier pour les objets mobiliers et que ces objets ne soient détaillés et estimés, article par article, dans le contrat, ou par un état y annexé, ou par un inventaire antérieur constatant ce détail et rappelé dans l'acte.

ART. 13.

La mutation d'un immeuble en propriété ou en usufruit est suffisamment établie pour la demande du droit d'enregistrement et la poursuite du paiement contre le nouveau possesseur, soit par le recensement qu'il

aura fait de ses biens, soit par l'inscription de son nom au rôle de la contribution foncière, et des paiemens par lui faits d'après ce rôle, soit par des baux par lui passés, ou enfin par des transactions ou tous autres actes constatant sa propriété ou son usufruit.

A défaut d'actes, ou lorsque les nouveaux possesseurs prétendront qu'il n'existe pas de conventions écrites entre eux et les précédens propriétaires ou usufruitiers, il y sera suppléé par des déclarations détaillées et estimatives.

ART. 14.

La jouissance à titre de ferme, de location ou d'engagement d'un immeuble, est aussi suffisamment établie pour la demande et la poursuite du paiement des droits des baux ou engagemens non enregistrés, par les actes qui la font connaître ou par des paiemens de contributions imposées aux fermiers, locataires et détenteurs temporaires; sans que la présente disposition s'applique aux baux par conventions verbales ni par tacites reconductions.

ART. 15.

Les actes passés en pays étrangers, ou dans les colonies françaises où l'enregistrement n'est pas établi, quel que soit leur objet, et les actes passés dans les Antilles françaises, et à la Guiane française et relatifs à des droits, actions ou biens meubles situés dans des pays étrangers ou dans les colonies françaises où l'enregistrement n'est pas établi, paieront les mêmes droits que les actes de même nature passés aux Antilles françaises et à la Guiane française pour des biens qui y seraient situés.

Sont seuls exceptés de ces dispositions, les actes translatifs de propriété, d'usufruit ou jouissance de biens immeubles situés en pays étrangers, qui ne paieront qu'un droit fixe.

Les actes qui ne seraient pas rédigés en langue française ne seront enregistrés que sur une traduction authentique.

A l'égard des actes enregistrés en France, ou dans une colonie française, ils seront de nouveau soumis à cette formalité dans la colonie, avant qu'il puisse en être fait aucun usage public; mais il ne sera perçu

qu'un droit fixe dans le cas où la perception déjà faite serait égale ou supérieure à celle déterminée par la présente ordonnance; et, dans le cas où elle serait inférieure, il y aura lieu d'acquitter le complément des droits auxquels ces actes sont assujettis par leur nature.

CHAPITRE II.

DES VALEURS ET DES BASES SUR LESQUELLES LE DROIT PROPORTIONNEL EST ASSIS, ET DE L'EXPERTISE.

SECTION PREMIÈRE.

DES VALEURS ET DES BASES.

ART. 16.

La valeur de la propriété, de l'usufruit et de la jouissance *des biens meubles* est déterminée, pour la liquidation et le paiement du droit proportionnel, ainsi qu'il suit, savoir :

1.° Pour les baux et locations, les sous-baux, cessions, subrogations et résiliations de baux, *par le total formé du prix et des charges de toutes les années du terme le plus long auquel la jouissance puisse s'étendre, pourvu que la durée du bail soit limitée.*

2.° Pour les créances à terme, leurs cessions, transports ou délégations et autres actes obligatoires, *par le capital exprimé dans l'acte et qui en fait l'objet, sans y comprendre les intérêts à échoir, ni aucune somme réunie au capital et qui ne serait que la représentation de ces intérêts.*

Les délégations de prix stipulées dans un contrat pour acquitter des créances à terme envers un tiers donnent lieu au droit proportionnel, lorsque le créancier délégataire est présent au contrat; et s'il est absent, ce droit devient exigible sur tout acte ultérieur duquel il résulte que ce créancier a reconnu la délégation ou qu'il a agi en conséquence, même sans acceptation expresse et sans décharger son premier débiteur.

En cas de quittance d'à-compte donné par le créancier au débiteur délégué, le droit de la délégation sera payé sur la quittance pour le restant dû par ce dernier.

Si le contrat n'énonce pas de titre enregistré au profit du créancier

délégataire non présent, le droit d'obligation sera perçu sur le montant de la créance, sauf restitution dans le délai prescrit, en cas de représentation du titre enregistré; mais si le créancier délégataire est présent au contrat, il ne pourra être perçu qu'un seul droit pour l'obligation et la délégation consenties par le même acte.

3.° Pour les quittances et tous autres actes de libération, *par le total des sommes ou capitaux dont le débiteur demeure libéré, ou dont la remise se trouve consentie par le créancier, excepté par acte de concordat après faillite.*

Quant aux intérêts échus, le droit n'est dû que sur leur paiement ou leur remise reconnus par les parties.

Les sommes balancées en recette et en dépense, dans les comptes des mandataires et des tuteurs, ne devront aucun droit, si le compte est réglé par acte sous seing-privé selon ce qui est autorisé par l'article 32 ci-après.

Si le compte est arrêté par acte public, il n'y aura de soumis au droit de quittance que les recetttes et les dépenses justifiées par des pièces écrites, autres que celles exemptes de la formalité par le n.° 8 du §. 3 de l'art. 93 de la présente ordonnance, et qui n'auraient pas été enregistrées avant d'en faire usage.

Sans préjudice, dans l'un et l'autre cas, des droits dus sur le reliquat.

4.° Pour les marchés et traités, *par les prix exprimés ou par l'évaluation qui sera faite des objets qui en seront susceptibles.*

5.° Pour les ventes et autres transmissions à titre onéreux, *par le prix exprimé et le capital des charges qui peuvent ajouter au prix, ainsi que le capital des rentes dont le service est imposé à l'acquéreur.*

6.° Pour les créations de rentes soit perpétuelles, soit viagères, ou de pensions aussi à titre onéreux, *par le capital constitué et aliéné.*

7.° Pour les cessions, transports ou délégations desdites rentes ou pensions, et pour leur amortissement ou rachat, *par le capital constitué, quel que soit le prix stipulé pour le transport, la délégation ou l'amortissement.*

8.° Pour les rentes et pensions créées sans expression de capital, pour leur transport, délégation et amortissement, *à raison d'un capital formé de douze fois la rente perpétuelle, et de six fois la rente viagère ou la pension, quel que soit le prix stipulé pour le transport, la délégation ou l'amortissement.*

Il ne sera fait aucune distinction entre les rentes viagères et pensions créées sur une tête, et celles créées sur plusieurs têtes, quant à l'évaluation.

Les rentes et pensions stipulées payables en nature seront évaluées aux mêmes capitaux, estimation préalablement faite des objets d'après le taux commun résultant des mercuriales ou parères des trois dernières années de la commune de la situation des biens, à la date de l'acte, s'il s'agit d'une rente créée pour aliénation d'immeubles, ou, dans tout autre cas, d'après le prix moyen des mercuriales ou parères des trois dernières années du lieu où l'acte aura été passé.

Il sera rapporté, à l'appui de l'acte, un extrait certifié des mercuriales, ou un parère signé par trois négocians patentés ou par trois propriétaires, suivant la nature de l'objet à estimer.

S'il est question d'objets dont le prix ne puisse être réglé par les mercuriales ou parères, les parties en feront une déclaration estimative.

9.° Pour les transmissions entre vifs, à titre gratuit, et celles qui s'opèrent par décès, *par la déclaration estimative des parties, sans distraction des charges, à l'exception seulement de celles qui seraient établies par titres authentiques ou ayant date certaine antérieure au décès, faits sans dol ni fraude et à la charge d'en affirmer l'existence réelle au jour du décès, devant le juge de paix, par un acte qui sera annexé à la déclaration, sur la réquisition qui pourrait en être faite par le préposé de l'enregistrement.*

10.° Pour les transmissions d'usufruit à titre gratuit, par la moitié de la valeur entière de l'objet.

Dans le cas de transmission par adjudication publique des biens compris au présent article, le prix et les charges serviront seuls de base au droit de mutation.

ART. 17.

La valeur de la propriété, de l'usufruit et de la jouissance *des immeubles* est déterminée, pour la liquidation et le paiement du droit proportionnel, ainsi qu'il suit; savoir :

1.° Pour les baux à ferme ou à loyer, les sous-baux, cessions, subrogations et résiliations de baux, *par le total formé du prix et des charges de toutes les années du terme le plus long auquel la jouissance puisse s'étendre, pourvu que la durée du bail soit limitée.*

Si le prix et les charges sont stipulés payables en nature, il en sera fait une évaluation d'après le taux moyen des trois dernières années à la date de l'acte des mercuriales ou parères de la commune où sont situés les biens, et il sera produit un extrait certifié desdites mercuriales, ou un parère signé par trois négocians patentés ou trois propriétaires, suivant la nature des objets à estimer.

Il en sera de même des baux à portion de fruits, pour la part revenant au bailleur, dont la quotité sera préalablement déclarée et sur la valeur de laquelle le droit d'enregistrement sera perçu.

S'il s'agit d'objets dont la valeur ne puisse être constatée par les mercuriales ou parères, les parties en feront une déclaration estimative.

2.° Pour les baux à rentes perpétuelles et ceux dont la durée est illimitée, *par un capital formé de douze fois la rente, ou le prix annuel, et les charges aussi annuelles, en y ajoutant également les autres charges en capital et les deniers d'entrée, s'il en est stipulé.*

Les objets en nature s'évaluent comme ci-dessus.

3°. Pour les baux à vie, sans distinction de ceux faits sur une ou plusieurs têtes, *par un capital formé de six fois le prix et les charges annuels, en y ajoutant de même le montant des deniers d'entrée et des autres charges, s'il s'en trouve d'exprimé.*

Les objets en nature s'évaluent pareillement comme il est prescrit ci-dessus.

4.° Pour les échanges, *par le revenu constaté par les baux courans à la date de l'acte, et, à défaut, par une évaluation qui doit être faite en capital, d'après le revenu multiplié par douze, le tout sans distraction des charges.*

5.° Pour les engagemens ou antichrèses, *par les prix et sommes pour lesquels ils sont faits.*

6.° Pour les ventes, adjudications, cessions, rétrocessions, résiliations, licitations et tous autres actes portant transmission de propriété ou d'usufruit à titre onéreux, *par le prix exprimé, en y ajoutant toutes les charges, même celles éventuelles et les rentes en capital dont le service est imposé à l'acquéreur, ou par une estimation d'experts, ainsi qu'il est prescrit au chapitre II ci-après.*

Si le prix exprimé comprend les frais du contrat et des intérêts à écheoir postérieurement au trimestre de l'entrée en jouissance de l'acquéreur, il

en sera fait déduction pour ne percevoir le droit que sur le capital revenant au vendeur.

Dans le cas où la fixation du prix est laissée à l'arbitrage d'un tiers, la déclaration de la valeur devra être faite au pied de l'acte par les parties, conformément à l'article 23 ci-après.

La réserve de jouissance pour un temps quelconque postérieur au paiement du prix de l'aliénation, doit être regardée comme une charge dont il faut cumuler l'évaluation en capital avec le prix exprimé dans le contrat, excepté quand cette réserve n'a pour objet que le terme courant, lors de la vente, des revenus à échoir.

Le contrat aléatoire entre des acquéreurs qui ont contribué au prix, même par portions inégales, et par lequel la totalité de l'acquisition doit appartenir au survivant, ne donne lieu à aucun droit particulier sur le contrat, ni à l'événement.

7.° Pour les ventes de nues-propriétés, même celles qui sont faites par le même acte que l'usufruit à une autre personne, *par tout ce qui forme le prix de la nue-propriété, en y ajoutant moitié en sus, et le droit sera perçu sur la totalité.*

Mais il ne sera dû aucun autre droit pour la réunion de l'usufruit à la propriété : cependant, si elle s'opère par un acte de cession, et que le prix soit supérieur à l'évaluation qui en aura été faite pour régler le droit de la translation de propriété, il est dû un droit, par supplément, sur ce qui se trouve excéder cette évaluation : dans le cas contraire, l'acte de cession est enregistré pour le droit fixe.

8.° Pour les transmissions entre vifs et à titre gratuit, de propriétés entières ou de nues-propriétés, et pour celles qui s'effectuent par décès, *par le prix des baux courans à l'époque de la mutation; et, à défaut de baux, par l'évaluation qui sera faite du revenu et porté à douze fois le produit des biens sans distraction de dettes, ni charges quelconques.*

Il ne sera rien dû pour la réunion de l'usufruit à la propriété, lorsqu'elle s'opérera naturellement et sans acte, et que le droit aura été acquitté sur la valeur entière; et, dans ce cas, l'acte entre vifs de la réunion de l'usufruit ne paiera que le droit fixe d'enregistrement.

9.° Pour les transmissions d'usufruit seulement, soit entre vifs à titre

gratuit, soit par décès, *par le prix des baux courans à l'époque de la donation ou du décès; ou, à défaut de baux, par l'évaluation du revenu qui sera portée à six fois le produit des biens, aussi sans distraction de dettes, ni charges.*

Lorsque l'usufruitier qui aura acquitté le droit d'enregistrement pour son usufruit acquerra la nue-propriété, il paiera le droit d'enregistrement sur sa valeur, sans qu'il y ait lieu de joindre celle de l'usufruit.

Dans tous les cas prévus au présent article, l'usufruit et la nue-propriété transmis pour un seul prix s'évaluent chacun à la moitié de la valeur entière.

ART. 18.

Les droits de mutation des actes qualifiés par les parties donations entre vifs ne sont exigibles que lorsque ces donations sont acceptées, ou sur l'acte postérieur qui constate cette acceptation, et les règles générales ci-après énoncées seront suivies pour la liquidation de ces droits.

1.° Il ne sera fait aucune distinction entre celles à titre gratuit et celles à titre onéreux.

2.° Les réserves de l'article 946 du Code civil doivent être déduites des biens donnés, pour ne percevoir les droits que sur le surplus; mais les charges de l'article 1086, faisant provisoirement partie de la donation, doivent supporter le droit, sauf restitution à l'événement.

3.° Les droits devant être perçus sur l'intégralité des biens compris dans la donation, il n'en sera dû aucun pour les sommes d'argent que le donataire pourrait être chargé de payer à des tiers, à titre de libéralité.

4.° Toutes les donations consenties par contrat de mariage ne paieront que la moitié des droits fixés par les différens paragraphes dans lesquels elles se trouvent classées : la même réduction aura lieu pour l'acte de délivrance d'immeubles en nature, et en tenant compte de ceux déjà perçus comme donation mobilière, lorsque le contrat aura réservé aux futurs ou aux donateurs la faculté d'acquitter ultérieurement la dot en meubles ou en immeubles.

5.° La condition imposée à un donataire de renoncer à demander compte et partage, pendant plus de cinq ans ou pour un temps indéter-

miné, d'une communauté ou d'une succession ouverte et indivise avec le donateur, donne ouverture au droit d'abandon d'usufruit, et à celui de vente, si le donateur est autorisé à disposer de la propriété des biens desdites communauté ou succession, ou lorsque la donation est stipulée pour remplir le donataire de ses droits dans les mêmes biens.

6.° Le paiement de la dot promis ou effectué par un autre que le donateur donne ouverture au droit d'obligation, indépendamment de celui dû pour la donation; ou à celui de cession, si ce paiement a pour objet de remplir le donataire de ses droits dans des biens indivis.

ART. 19.

Le droit d'enregistrement sur les transactions sera réglé selon la nature des droits apparens et l'état de possession des parties, au moment de l'acte, et sans égard à leurs droits réels dont l'appréciation n'appartient souverainement qu'aux tribunaux.

ART. 20.

A l'égard des transmissions par décès;

1.° Il n'est dû qu'un seul droit à raison d'une hérédité; ce droit est perçu sur la portion attribuée dans la masse à l'héritier ou aux légataires, en raison du degré de parenté ou de leur qualité.

2.° Dans le cas de communauté de biens, les droits ne sont appliqués qu'après la déduction des reprises de l'époux survivant, et d'après les attributions de l'acte de partage définitif revêtu de toutes les formalités légales; et sans qu'il y ait lieu à aucun droit pour raison des différentes attributions des ameublissemens consentis par contrat de mariage, et dans le cas seulement où ces ameublissemens sont déterminés.

3.° Les absens sont censés n'avoir recueilli aucun droit dans les successions ouvertes depuis leur absence, lorsque leur existence à l'époque de l'ouverture de ces successions n'est pas prouvée; la même disposition s'applique aux militaires et aux marins, même avant que leur absence ait été déclarée.

4.° Les biens constitués en majorat ne doivent que le droit de mutation de simple usufruit; il doit être payé par l'appelé et par la veuve par propor-

tion, sans qu'il puisse être réclamé contre la succession du titulaire décédé.

5.° Les biens meubles ou immeubles légués pour remplir le légataire d'une créance sur le testateur paieront les droits de mutation par décès, en raison du degré de parenté ou de la qualité de ce légataire.

ART. 21.

Pour liquider les droits des soultes de partages à payer par un lot comprenant des biens de diverses natures, la soulte s'imputera d'abord sur les rentes sur l'État exemptes du droit de mutation, et successivement sur les biens soumis à la moindre perception en finissant par la plus élevée; à moins que des imputations spéciales de la soulte ne soient déterminées dans l'acte.

Seront considérées comme soultes, les portions de dettes et charges que l'un des copartageans supporterait au-delà de sa portion virile au moyen d'une augmentation donnée à son lot, ainsi que les biens abandonnés pour le remplir de ses créances personnelles contre le défunt, sous la déduction, toutefois, de sa portion virile dans la succession. Il en sera de même pour les biens employés dans la formation des lots et qui seraient pris hors de la masse à partager; mais l'usufruit et la nue-propriété du même bien de la masse attribuée à deux lots différens ne produisent pas de soulte.

Les portions attribuées à un héritier dans le rapport fait par son cohéritier, de biens reçus par acte enregistré, ne donnent lieu à aucun droit particulier, cet héritier étant censé les avoir reçues immédiatement du défunt qui s'en était dessaisi de son vivant : les sommes reconnues avoir été recues de ce dernier, sans acte enregistré, donnent ouverture au droit de mutation par décès.

ART. 22.

La perception des droits sur les jugemens est déterminée par l'ensemble des parties dont ils se composent, et qui sont le point de fait, le point de droit, les motifs et le dispositif.

Lorsqu'un jugement ou un autre acte judiciaire portant condamnation,

collocation, attribution, ou liquidation de sommes ou valeurs mobilières, sera rendu sur une demande non établie par un titre enregistré, et qui ne serait pas exempt de la formalité de l'enregistrement, le droit auquel l'objet de la demande aurait donné lieu, s'il avait été convenu par un acte antérieur, sera perçu indépendamment du droit dû pour la disposition judiciaire, quand même la convention serait verbale.

Toutefois, les portions de créances, à l'exclusion des prix d'objets immobiliers, résultant de conventions verbales et qui auraient été acquittées avant la demande, ne donneront lieu à aucun droit de titre; mais si le jugement n'avait pour objet qu'un à-compte d'une plus forte créance non encore exigible en totalité, ou un terme d'un marché devant recevoir ultérieurement son exécution, il y aurait lieu de percevoir les droits dus à raison du surplus de ces conventions verbales dont l'existence se trouverait constatée pour l'avenir par le jugement.

Les demandes d'intérêts échus ayant pour objet d'en former un nouveau capital productif d'intérêts donneront lieu au droit de titre, indépendamment du droit de la liquidation judiciaire, quoique le capital de la créance soit établi par un titre enregistré.

Dans le cas de condamnations en garantie, autres que celles prononcées contre des débiteurs solidaires et des endosseurs d'effets négociables, les droits en seront perçus en outre sur le jugement.

Sont exceptées de ces dispositions, les contributions au marc le franc, dont les titres pouvant être produits sans enregistrement préalable, selon l'article 56, ne donneront lieu à aucune perception indépendante du droit de collocation, mais cette exception sera sans effet pour tout autre usage qui pourrait être fait des mêmes titres.

Lorsque les droits proportionnels auront été acquittés pour un jugement rendu par défaut ou infirmé sur appel, la perception, sur le jugement ou l'arrêt intervenu, n'aura lieu que sur le supplément des condamnations, s'il en est prononcé: il en sera de même à l'égard des exécutoires.

S'il n'y a pas de supplément de condamnation, ou si le dernier jugement ou arrêt n'ordonne que la restitution des sommes qui auraient été payées en exécution du premier jugement, il ne sera dû que le droit fixe,

qui sera toujours le moindre droit à percevoir sur chacune des dispositions des jugemens et arrêts.

ART. 23.

Si les sommes et valeurs, ainsi que les dettes et charges, ne sont pas déterminées dans un acte ou un jugement donnant lieu au droit proportionnel, les parties seront tenues d'y suppléer, avant l'enregistrement, par une déclaration estimative, affirmée véritable et signée au pied de l'acte.

SECTION II.

DE L'EXPERTISE.

ART. 24.

Lorsque dans un acte translatif de propriété ou d'usufruit de biens immeubles, le prix réuni aux charges paraîtra inférieur à leur valeur vénale à l'époque de l'aliénation, par comparaison avec les fonds voisins de même nature, le receveur de l'enregistrement pourra requérir une expertise, pourvu qu'il en fasse la demande dans l'année à compter du jour de l'enregistrement du contrat.

Il en sera de même à l'égard des ventes à réméré, des ventes à rentes viagères sans expression de capital, des ventes de droits successifs et des soultes de partage.

Ces dispositions ne s'appliquent point aux adjudications faites avec les formalités judiciaires.

ART. 25.

La demande en expertise sera faite au tribunal de première instance de la situation des biens, par une requête portant nomination de l'expert du Gouvernement; elle sera signifiée avec sommation à la partie de nommer son expert, dans le délai de l'année mentionnée dans l'article précédent.

Lorsque les biens seront situés dans le ressort de plusieurs tribunaux, la demande sera portée exclusivement au tribunal dans le ressort duquel se trouve le chef-lieu de l'exploitation, ou, à défaut de chef-lieu, la partie des biens qui présente le plus grand revenu.

L'expertise sera ordonnée par ce tribunal dans les vingt jours de la demande ; en cas de refus ou de retard par la partie de nommer son expert dans ledit délai, il lui en sera nommé un d'office par le tribunal, sans qu'il soit besoin de l'appeler de nouveau, mais elle sera assignée pour être présente à la prestation de serment des experts qui aura lieu devant le juge de paix du canton de la principale situation des biens.

Les experts, en cas de partage, appeleront un tiers expert ; s'ils ne peuvent en convenir, le juge de paix qui aura reçu le serment des experts y pourvoira.

Le procès-verbal d'expertise sera rapporté, au plus tard, dans le mois qui suivra la remise qui aura été faite aux experts de l'ordonnance du tribunal, ou dans le mois après l'appel du tiers expert.

Les frais de l'expertise seront à la charge de l'acquéreur, mais seulement lorsque l'estimation excédera d'un huitième au moins le prix énoncé au contrat.

L'acquéreur sera tenu, dans tous les cas, d'acquitter le droit sur le supplément d'estimation, s'il y a une plus-value constatée par le rapport des experts.

Le tiers expert n'est point obligé d'adopter exclusivement l'opinion de l'un des deux experts, et les juges ne pourront surseoir à la demande en expertise, ni y suppléer par une autre évaluation; mais ils pourront ordonner une seconde expertise, en cas d'insuffisance de la première, et dans la même forme.

ART. 26.

Il y aura lieu également à requérir l'expertise des revenus, dans tous les cas où ils doivent servir de base au droit de mutation des immeubles transmis en propriété ou en usufruit, lorsque l'insuffisance ne pourra être établie par des baux, et, à leur défaut, par d'autres actes qui puissent faire connaître le véritable revenu des biens.

La demande devra en être faite, dans les deux ans à compter du jour de l'enregistrement de l'acte de mutation ou de la déclaration après décès.

On procédera comme en l'article précédent, et les frais de l'expertise seront à la charge de la partie dans le cas prévu au même article.

ART. 27.

Les expertises faites à la requête des parties pourront leur être opposées, pourvu qu'à défaut de baux elles aient établi le revenu au jour de la mutation, relativement à celles qui font l'objet de l'article précédent; et la valeur capitale à l'époque du contrat, pour les mutations auxquelles l'article 24 est applicable.

Mais, dans aucun cas, les parties ne seront admises à se prévaloir de ces expertises ni à en requérir aucune pour fixer les bases de la liquidation des droits d'enregistrement.

CHAPITRE III.

DES DÉLAIS.

ART. 28.

Les délais pour faire enregistrer les actes publics sont, savoir :

1.° De quatre jours, pour ceux des huissiers et tous autres ayant pouvoir de faire des exploits et procès-verbaux.

A l'égard de ceux de ces actes qui seraient faits dans un lieu où il n'existerait pas de bureau d'enregistrement, et lorsqu'il n'en existera pas non plus dans le lieu de la résidence du fonctionnaire, le délai sera de six jours; et, s'il y a eu, par force majeure, empêchement légitime à leur présentation, ce délai sera augmenté d'autant de jours, plus un, que l'empêchement aura duré, ce qui devra être constaté dans le chef-lieu du canton par le visa du juge de paix ou de son suppléant, et, dans les autres communes, par le visa du commissaire-commandant de la commune, ou de son lieutenant; le receveur de l'enregistrement fera mention de ce visa, tant sur son registre que sur l'acte, sous peine d'être responsable de l'amende.

2.° De dix jours, pour les actes des notaires qui résident dans la commune où le bureau de l'enregistrement est établi.

3.° De quinze jours, pour ceux des notaires qui n'y résident pas; dans le cas d'empêchement par force majeure, les dispositions du n°. 1.er ci-dessus seront applicables.

Lorsque toutes les parties n'ayant pu signer le même jour, les actes des notaires porteront plusieurs dates, le délai de dix jours, ou de quinze jours, ne courra que de la dernière date de l'acte.

4.° De vingt jours pour les actes judiciaires en minute, et pour ceux dont il ne reste pas de minute au greffe ou qui se délivrent en brevet;

Pour les adjudications de biens meubles ou immeubles, quoique frappées d'appel, sur-enchère ou folle enchère;

Et pour les jugemens des arbitres, à partir de leur acte de dépôt.

Sont exceptés les actes ci-après énoncés, qui pourront n'être enregistrés que lorsque les parties en demanderont l'expédition et avant qu'elle puisse être délivrée, savoir :

Les jugemens de remise de causes, autres que ceux qui ont pour objet des productions de pièces, des preuves ou des comparutions ordonnées;

Les radiations de causes, autres que celles dont les frais demeurent à la charge des avoués;

Les nominations des juges rapporteurs, et les mentions d'opposition à jugement faites au greffe sur le registre à ce destiné;

Les jugemens de nomination d'un nouveau juge commissaire, pour l'empêchement d'un juge précédemment nommé par un jugement enregistré;

Et généralement tous les actes et jugemens n'ayant pour objet que l'ordre intérieur des tribunaux.

Sont encore exceptés dudit délai les procès-verbaux d'ordre et de contribution arrêtés définitivement par le juge commissaire, pourvu toutefois qu'ils soient enregistrés avant la délivrance d'aucun mandement ou bordereau;

5.° De vingt jours pour les actes des administrations et des établissemens publics assujettis à l'enregistrement par l'article 7 de la présente ordonnance.

A l'égard de ceux de ces actes qui ne doivent avoir d'exécution qu'après avoir été approuvés par l'autorité supérieure, le délai ne courra que du jour où cette approbation sera parvenue à l'autorité qui doit les mettre à exécution; à la charge de faire mention de la condition suspensive dans

l'acte, et d'annoter, à l'article du répertoire, la date de la réception de l'approbation.

ART. 29

Si, dans les cas prévus par l'article 60 ci-après, un acte contient plusieurs vacations de différentes dates, chaque vacation sera enregistrée dans son délai.

ART. 30.

Les testamens reçus par les notaires, ou déposés chez eux par les testateurs, seront enregistrés dans les trois mois du décès des testateurs, à la diligence des héritiers, donataires, légataires ou exécuteurs testamentaires.

Il en sera de même des actes de suscription des testamens mystiques dressés par les notaires.

ART. 31.

Les actes qui seront faits sous signature privée, et qui porteront transmission de propriété ou d'usufruit de biens immeubles, et les baux à ferme et à loyer, sous-baux, résiliations, cessions et subrogations de baux, et les engagemens ou anthicrèses, aussi sous signature privée, de biens de même nature, seront enregistrés dans les trois mois de leur date.

Les obligations contractées sous une conditions suspensive exprimée dans l'acte devront également acquitter le droit proportionnel, dans les trois mois de l'accomplissement de l'événement; à défaut d'acte public constatant le fait, la partie tenue du paiement des droits par l'article 41 sera obligée d'en faire la déclaration, au bureau où l'acte aura été enregistré provisoirement pour le droit fixe.

La déclaration prescrite par les articles 13 et 14, pour les transmissions par conventions verbales, devra être faite dans les trois mois de l'entrée en possession de droit, selon les articles 1583 et 1589 du Code civil.

Le même délai, à partir de l'acte de renonciation, s'appliquera aux veuves et héritiers qui renonceraient à la communauté ou à la succession après s'être rendus adjudicataires par acte de licitation dont les droits n'auraient été perçus que déduction faite de leur portion virile, à l'effet d'acquitter les droits sur le prix intégral de l'adjudication.

A l'égard des actes et conventions des espèces mentionnées dans les

alinéas précédens, qui seront passés, soit en France, même en forme authentique, soit dans les colonies autres que les Antilles françaises et la Guiane française, soit en pays étrangers, et qui seront relatifs à des biens immeubles situés à la Martinique, à la Guadeloupe et dans ses dépendances ou à la Guiane française, le délai sera, savoir :

1.° De six mois, pour les actes passés dans les colonies des Antilles, autres que celles où l'enregistrement doit avoir lieu;

2.° D'un an, pour les actes passés dans les pays situés à l'ouest du cap de Bonne-Espérance et à l'est du cap Horn;

3.° De deux ans, pour les actes passés dans les pays situés à l'est du cap de Bonne-Espérance et à l'ouest du cap Horn.

ART. 32.

Il n'y a point de délai de rigueur pour l'enregistrement de tous actes, autres que ceux mentionnés en l'article précédent, qui seront faits sous signature privée, ou passés soit en France, même en forme authentique, soit en pays étrangers ou dans les colonies françaises où l'enregistrement n'aurait pas encore été établi; mais il ne pourra en être fait aucun usage ni mention quelconque, soit dans un acte public, soit en justice, soit devant l'autorité administrative, s'ils n'ont été préalablement enregistrés dans la colonie.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux actes produits devant les conseils privés des colonies, lesquels sont dispensés pour cet usage de l'enregistrement, conformément à l'article 204 de l'ordonnance du 31 août 1828 sur le mode de procéder devant lesdits conseils.

Toutefois, mention des actes ci-dessus énoncés pourra être faite dans des actes sous seing-privé, sans qu'il y ait lieu d'en exiger les droits, pourvu que les actes mentionnés ne soient pas de l'espèce de ceux désignés dans l'article précédent.

ART. 33.

Les délais pour l'enregistrement des déclarations que les héritiers, donataires ou légataires auront à passer des biens à eux échus ou transmis

par décès, courront à compter du jour du décès, et seront, savoir :

1.° De six mois, lorsque le décès sera arrivé dans la colonie où la déclaration doit être faite;

2.° De neuf mois, lorsque le décès sera arrivé dans une colonie des Antilles autre que celle où la déclaration devra être faite;

3.° D'un an, lorsque le décès sera arrivé dans un pays situé à l'Ouest du cap de Bonne-Espérance et à l'Est du cap Horn ;

4.° De deux ans, lorsque le décès sera arrivé dans un pays situé à l'Est du cap de Bonne-Espérance et à l'Ouest du cap Horn.

Le délai de six mois ne courra que du jour de la mise en possession pour la succession d'un absent, et pour celle d'un militaire ou d'un marin, ou d'un employé civil, s'il est mort en activité de service hors de la colonie.

Si, avant les derniers six mois des délais fixés pour les déclarations des successions de personnes décédées hors de la colonie, leurs héritiers prennent possession des biens, ou font un acte quelconque qui suppose leur qualité d'héritiers, il ne restera d'autre délai à courir, pour passer déclaration, que celui de six mois, à compter du jour de la prise de possession ou de la date de l'acte qu'ils auront fait; et le droit sera dû, dans tous les cas, sans qu'il soit nécessaire de prouver le décès de l'absent.

Le délai de six mois pour le paiement des droits de succession courra également contre les héritiers présomptifs d'un absent envoyés en possession provisoire de ses biens, à compter du jour de cet envoi en possession, sans égard à l'acte de cautionnement.

En cas de retour de l'absent, les droits payés seront restitués sous la seule déduction de celui auquel la jouissance des héritiers aura donné lieu.

Expliqué par un décret du 4 mai 1808 tome II p 82

ART. 34.

Dans tous les délais fixés par la présente ordonnance, le jour de la date de l'acte pour les actes non enregistrés, celui de l'enregistrement, ou celui de l'ouverture de la succession ne sera point compté.

Si le dernier jour du délai se trouve être un dimanche ou un jour de fête légale, ce jour ne sera point compté non plus.

CHAPITRE IV.

DES BUREAUX OÙ LES ACTES ET MUTATIONS DOIVENT ÊTRE ENREGISTRÉS.

ART. 35.

Les notaires ne pourront faire enregistrer leurs actes qu'au bureau situé au chef-lieu du tribunal de première instance dans le ressort duquel ils résident.

Les huissiers et tous autres ayant pouvoir de faire des exploits, procès-verbaux ou rapports, feront enregistrer leurs actes, soit au bureau de leur résidence, soit au bureau du lieu où ils les auront faits.

Les greffiers et secrétaires des administrations et établissemens publics feront enregistrer les actes qu'ils sont tenus de soumettre à cette formalité, au bureau situé au chef-lieu du tribunal de première instance, dans le ressort duquel ils exercent leurs fonctions.

Les actes sous seing privé, et ceux passés ailleurs que dans la colonie ponrront être enregistrés dans tous les bureaux indistinctement.

Il en sera de même des conventions verbales prévues par les articles 13 et 14.

ART. 36.

Les mutations de propriété ou d'usufruit, par décès, seront enregistrées par une déclaration séparée et indépendante, faite dans chaque bureau de la situation des biens.

S'il s'agit d'une mutation au même titre, de biens meubles, la déclaration en sera faite au bureau dans l'arrondissement duquel ils se seront trouvés au décès de l'auteur de la succession.

Les rentes, créances, actions mobilières, même les marchandises entreposées en pays étranger, et autres biens meubles sans assiette déterminée lors du décès, seront déclarés au bureau du domicile ou de la résidence du décédé dans la colonie : mais si le décédé était domicilié partout ailleurs que dans la colonie, la déclaration en sera faite au bureau

dans l'arrondissement duquel ces biens se seront trouvés à l'époque du décès.

Les droits sur les legs de rentes en argent et de sommes d'argent en faveur de régnicoles seront acquittés au bureau du domicile du testateur, à raison du capital intégral desdites rentes et sommes, quoique assignées, en tout ou en partie, sur des biens situés à l'étranger ou dans des pays où l'enregistrement n'est pas établi.

Les héritiers, donataires ou légataires rapporteront à l'appui de leurs déclarations de biens meubles un inventaire ou état estimatif, article par article, par eux certifié, s'il n'a pas été fait par un officier public ; cet inventaire sera annexé à la déclaration.

Toutes déclarations faites par des héritiers, donataires ou légataires, leurs tuteurs ou curateurs, seront reçues et signées sur le registre du receveur de l'enregistrement après avoir été affirmées sincères et véritables par eux ou par leurs mandataires, dont le pouvoir spécial restera annexé à la déclaration.

CHAPITRE V.

DU PAIEMENT DES DROITS ET DE CEUX QUI DOIVENT LES ACQUITTER.

ART. 37.

Les droits des actes et ceux des mutations par décès seront payés avant l'enregistrement, au taux et suivant la quotité réglés par la présente ordonnance.

Nul ne pourra en atténuer ni différer le paiement, sous prétexte de contestations sur la quotité du droit, lors même qu'elles seraient portées devant les tribunaux, ni pour quelqu'autre motif que ce soit, sauf à se pourvoir en restitution, s'il y a lieu.

ART. 38.

Les droits des actes à enregistrer seront acquittés savoir :

1.° Par les notaires, *pour les actes passés devant eux ;*

2.° Par les huissiers et autres ayant pouvoir de faire des exploits et procès-verbaux, *pour ceux de leur ministère ;*

3.° Par les greffiers, *pour les actes faits ou rédigés par eux, ou dont il est conservé minute au greffe, et pour les jugemens rendus à l'audience, sauf le cas prévu par l'article 46 ci-après ;*

4.° Par les officiers et secrétaires d'administrations et autres établissemens publics, *pour les actes de ces administrations qui sont soumis à la formalité de l'enregistrement, sauf aussi le cas prévu par l'article 46 ci-après ;*

5.° Par les parties, *pour les actes sous signature privée et ceux passés ailleurs que dans la colonie, pour les ordonnances délivrées sur requête ou autrement, dont il n'est pas conservé minute au greffe ; pour les certificats qui leur sont immédiatement délivrés par les juges ; pour les procès-verbaux de cote et paraphe des livres de marchands ; pour les actes et jugemens des arbitres ;*

6.° Et par les héritiers, légataires, donataires, tuteurs, curateurs ou exécuteurs testamentaires, *pour les testamens et autres actes de libéralité à cause de mort.*

ART. 39.

Le paiement des droits est indivisible comme la formalité; en conséquence, lorsqu'il y a lieu à plusieurs droits à raison d'un même acte, on ne peut acquitter ceux d'une disposition et laisser en suspens ceux des autres; la totalité des droits doit être acquittée par les officiers publics ci-dessus désignés, ou par les parties qui requièrent l'enregistrement, ou qui sont tenues de faire enregistrer les actes, sauf leur recours contre qui de droit.

ART. 40.

Les officiers publics qui, aux termes des dispositions précédentes, auraient fait, pour les parties, l'avance des droits d'enregistrement, pourront prendre exécutoire du juge de paix de leur arrondissement pour en poursuivre le remboursement.

L'opposition qui serait formée contre cet exécutoire, ainsi que toutes les contestations qui s'élèveraient à cet égard, seront jugées conformément aux dispositions du chapitre IX du présent titre.

ART. 41.

Les droits des actes civils et judiciaires emportant obligation, libération ou transmission de propriété, d'usufruit ou de jouissance de meubles ou immeubles, et en général les droits de tous les actes, seront acquittés et supportés par les débiteurs ou les nouveaux possesseurs, ou par les parties auxquelles ces actes profiteront, lorsque, dans ces divers cas, il n'aura pas été stipulé de dispositions contraires dans les actes.

Les droits des actes extra-judiciaires et ceux des jugemens contradictoires ou par défaut seront acquittés par les parties à la requête desquelles ils seront faits, par les demandeurs ou par les parties civiles, sans préjudice des condamnations qui pourraient ensuite intervenir.

ART. 42.

Les droits des mutations par décès seront payés par les héritiers, donataires ou légataires; les cohéritiers et colégataires en sont solidaires.

Les héritiers ou légataires universels seront tenus de faire l'avance des droits dus à raison des legs particuliers.

Ces dispositions s'appliquent aux héritiers et légataires sous bénéfice d'inventaire, et aux curateurs aux successions vacantes.

Le Gouvernement aura privilége pour le paiement des droits de mutation du jour de l'ouverture de la succession, sur les revenus des biens à déclarer, en quelques mains qu'ils se trouvent, soit à titre d'usufruit, soit à tout autre titre, pourvu que l'usufruit ait fait partie de la même succession; ce privilége s'exercera même contre les tiers acquéreurs.

CHAPITRE VI.

DES PEINES.

ART. 43.

Les notaires qui n'auront pas fait enregistrer leurs actes dans les délais prescrits paieront personnellement, à titre d'amende, et pour chaque contravention, une somme de dix francs, s'il s'agit d'un acte sujet au droit fixe; et une somme égale au montant du droit, s'il s'agit d'un acte sujet au droit proportionnel, sans que, dans ce dernier cas, la peine puisse être au-dessous de dix francs.

Ils seront tenus, en outre, du paiement des droits, sauf leur recours contre les parties, pour ces droits seulement.

ART. 44.

La peine contre un huissier ou autre agent ayant pouvoir de faire des exploits ou procès-verbaux, sera, pour un exploit ou procès-verbal non présenté à l'enregistrement dans le délai prescrit, de cinq francs, et, en outre, d'une somme équivalente au montant du droit de l'acte non enregistré. L'exploit ou procès-verbal non enregistré dans le délai *est nul*, et le contrevenant sera responsable de cette nullité envers la partie.

Ces dispositions, relativement aux exploits et procès-verbaux, s'appliquent aux significations d'avoué à avoué; mais elles ne s'étendent pas aux procès-verbaux de ventes de meubles et autres objets mobiliers, ni à tout autre acte sujet au droit proportionnel; la peine, dans ce cas, sera d'une somme égale au montant du droit, sans qu'elle puisse être au-dessous de cinq francs : le contrevenant paiera en outre le droit dû pour l'acte, sauf son recours contre la partie, pour ce droit seulement.

ART. 45.

Les greffiers qui auront négligé de soumettre à l'enregistrement, dans les délais prescrits, les actes qu'ils sont tenus de présenter à cette formalité, paieront personnellement, à titre d'amende, et pour chaque contravention, une somme égale au montant du droit; ils acquitteront en même temps le droit, sauf leur recours, pour ce droit seulement, contre la partie.

Les dispositions du présent article s'appliquent aux officiers des administrations et établissemens publics, pour les actes qu'il leur est prescrit de faire enregistrer, s'ils ne les ont pas soumis à l'enregistrement dans les délais.

ART. 46.

Sont néanmoins exceptés des dispositions de l'article précédent les jugemens rendus à l'audience publique, et les actes d'adjudication passés par des administrations en séance publique, lorsque les parties n'au-

ront pas consigné aux mains des greffiers ou officiers et secrétaires des administrations et établissemens publics, dans le délai prescrit pour l'enregistrement, le montant des droits. Dans ce cas, le recouvrement, tant du droit que du double droit dû à titre de peine, sera poursuivi par le receveur, contre les adjudicataires ou contre les demandeurs, soit au principal, soit incidemment, soit reconventionnellement, ou contre les parties civiles, ou contre les parties auxquelles ces actes auront profité: toutefois, la peine du double droit ne portera pas sur les droits dus à raison des conventions non enregistrées antérieures au jugement, si ces conventions n'étaient pas assujéties à la formalité dans un délai déterminé.

Pour l'exécution de ces dispositions, les greffiers, officiers et secrétaires des administrations et établissemens publics, fourniront aux receveurs de l'enregistrement, dans les dix jours qui suivront l'expiration des délais, des extraits, par eux certifiés, des actes et jugemens dont les droits ne leur auront pas été remis par les parties, à peine d'une amende de cinq francs pour chaque dix jours de retard, et pour chaque acte et jugement, et d'être, en outre, personnellement contraints au paiementdu double droit. Il leur sera délivré, par les receveurs de l'enregistrement, des récépissés des extraits de ces actes et jugemens; ces récépissés seront inscrits sur les répertoires des greffiers et secrétaires.

ART. 47.

Les actes sous signature privée et ceux passés en pays étranger, désignés dans l'article 31, et ceux passés en France, dans le cas prévu au même article, qui n'auront pas été enregistrés dans la colonie dans les délais déterminés, seront passibles du double droit d'enregistrement.

Il en sera de même pour les conventions soumises à une condition suspensive, et à l'égard des mutations qui s'opèrent au profit des veuves et héritiers adjudicataires par licitation, après les délais et dans les cas prévus par ledit article 31.

Les mutations par conventions verbales, dans les cas désignés au même article, seront passibles du droit en sus, lorsque la déclaration

n'en aura pas été faite dans les trois mois du jour où la propriété est acquise de droit aux termes des articles 1583 et 1589 du code civil.

Le double droit sera également perçu sur tout acte duquel il résulterait que la propriété a été acquise de droit, ou que l'entrée en possession a eu lieu depuis plus de trois mois.

Il y aura lieu aussi à poursuivre le recouvrement du double droit, lors même que l'acte de mutation aurait été enregistré, s'il est reconnu ultérieurement que la propriété était acquise de droit, ou que l'entrée en possession avait eu lieu plus de trois mois avant la date dudit acte.

ART. 48.

Les ordonnances sur requête ou sur référé, les certificats délivrés en brevet par les juges, les procès-verbaux de cote et paraphe des registres des marchands, dont l'enregistrement est à la diligence des parties, les testamens déposés chez les notaires ou par eux reçus, et les actes de suscription de testamens mystiques, seront passibles de la peine du double droit, lorsqu'ils n'auront pas été enregistrés dans les délais déterminés.

Les héritiers des contrevenans, ou leurs ayant-cause, seront également passibles, comme ceux qu'ils représentent, du paiement des droits en sus, dans les cas prévus par le présent article et par les articles 47 et 53.

ART. 49.

Toute déclaration inexacte ou insuffisante, dans les cas prévus par l'article 23, donnera lieu au double droit sur la différence constatée entre la déclaration faite et les sommes, dettes et charges, dont la quotité était déterminée à l'époque de l'enregistrement, indépendamment du supplément de droit exigible pour cette différence.

Néanmoins les parties pourront compléter leur première déclaration en payant le simple droit, tant que la demande du double droit n'aura pas été formée contre elles par les préposés.

ART. 50.

Les héritiers, donataires ou légataires qui n'auront pas fait, dans les

délais prescrits, les déclarations des biens à eux transmis par décès, paieront, à titre d'amende, un demi-droit en sus du droit qui sera dû pour la mutation.

La peine pour les omissions qui seront reconnues avoir été faites dans les déclarations sera d'un droit en sus de celui qui se trouvera dû pour les objets omis : il en sera de même pour les insuffisances constatées dans les estimations des biens déclarés et pour les inexactitudes reconnues dans la distraction des charges mentionnée dans le n.° 9 de l'article 16.

Dans tous les cas, les parties seront admises à rectifier leurs déclarations, sans être passibles d'aucune peine, tant que les délais fixés par l'article 33 ne seront point expirés.

ART. 51.

Les héritiers et les légataires sous bénéfice d'inventaire, ainsi que les tuteurs et curateurs supporteront personnellement les peines enoncées dans l'article précédent, lorsqu'ils auront négligé de passer les déclarations dans les délais déterminés, ou qu'ils auront fait des omissions, des déductions inexactes, ou des estimations insuffisantes. Ils demeureront responsables du droit principal, lorsqu'il sera devenu irrécouvrable par leur fait.

Ces dispositions s'appliquent aux curateurs des successions vacantes. Toutefois, lorsqu'à l'époque de l'expiration des délais, ils justifieront qu'ils n'ont encore eu entre les mains aucuns deniers appartenant à la succession, ils seront admis à faire la déclaration dans les délais, sans être tenus de l'avance des droits, en s'obligeant personnellement à les payer au fur et mesure des premiers recouvremens qu'ils feront.

ART. 52.

Lorsque, par suite d'une expertise faite conformément aux articles 24 et 26 de la présente ordonnance, le rapport des experts aura constaté une plus-value, il sera dû un simple droit sur ce supplément d'estimation.

Il sera dû, en outre, un double droit sur ce supplément, lorsque les

frais de l'expertise seront à la charge de la partie, dans les cas prévus par les articles 25 et 26.

ART. 53.

Toute contre-lettre faite sous signature privée, qui aurait pour objet une augmentation du prix stipulé dans un acte public ou sous signature privée, précédemment enregistré, n'ayant d'effet qu'entre les parties contractantes, ne pourra être opposée aux préposés de l'enregistrement.

Néanmoins, lorsque l'existence en sera constatée, il y aura lieu d'exiger, à titre d'amende, une somme triple du droit ordinaire.

Toute augmentation de prix de vente d'immeubles, non constatée par écrit lors de la vente, et n'ayant point pour cause une lésion d'outre moitié ou une transaction sur procès, sera passible du double droit sur tout acte qui la fera connaître, après les trois mois du premier contrat.

ART. 54.

Lorsqu'après une sommation ou signification extrajudiciaire, une citation en conciliation, ou une demande tendant à obtenir un paiement, une livraison ou l'exécution de toute autre convention dont le titre n'aurait point été indiqué dans lesdits exploits, ou qu'on aura simplement énoncé comme verbal, on produira ou on énoncera dans un acte, au cours de l'instance, des écrits, billets, marchés, factures, lettres ou tous autres titres émanés de la partie adverse, qui n'auraient pas été enregistrés avant le premier de ces exploits, le double droit sera dû et devra être exigé ou perçu lors de l'enregistrement du jugement intervenu.

Il en sera de même dans tous les cas où des conventions ayant été énoncées comme verbales dans un acte public, l'acte de ces conventions fait antérieurement sous seing-privé, sera mentionné dans un acte postérieur, ou lorsque son existence sera constatée ; le double droit sera exigible sur ledit acte, ou s'il a été enregistré depuis la contravention, ce double droit sera perçu sur l'acte contenant ladite mention.

CHAPITRE VII.

DES OBLIGATIONS DES OFFICIERS PUBLICS ET MINISTÉRIELS; DES JUGES ET ARBITRES; DES RECEVEURS ET DES PARTIES.

ART. 55.

Les notaires, avoués, huissiers, greffiers, et secrétaires des administrations et autres établissemens publics, ne pourront délivrer en brevet, copie ou expédition, même par simple note ou extrait, aux parties ou autres intéressés, aucun acte soumis à l'enregistrement sur la minute ou l'original, ni faire aucun autre acte en conséquence du premier, avant que celui-ci ait été enregistré, quand même le délai pour l'enregistrement ne serait pas encore expiré, à peine de dix francs d'amende, outre le paiement du droit.

Sont exceptés :

1.° Les actes ci-après qui pourront être enregistrés savoir :

Les ordonnances à fin d'apposition de scellés, avec le procès-verbal; et les ordonnances de référé, avec l'acte ou le procès-verbal sur lequel elles sont écrites;

L'ordonnance du juge de paix pour permettre d'arrêter le débiteur dans une maison quelconque, avec l'acte de l'huissier;

L'ordonnance pour permettre d'assigner à bref délai, en même temps que l'assignation;

L'ordonnance d'exécution des jugemens arbitraux en matière de société commerciale, avec le jugement;

2.° Les jugemens des juges de paix, qui pourront être rendus avant que la citation ait été enregistrée, dans les cas urgens et en vertu de cédule pour abréger les délais;

Le consentement des parties, à l'effet d'être jugées par le juge de paix hors des limites de sa compétence : ce consentement pourra n'être enregistré qu'avec le jugement;

3.° Les actes suivans qui pourront être faits, savoir :

Les déclarations de command passées dans le délai fixé par le n.° 5 du § 3 de l'article 91 de la présente ordonnance, avant l'enregistrement des actes de vente;

Les inventaires, avant l'enregistrement de l'acte de nomination du subrogé tuteur;

L'acte de surenchère, avant l'enregistrement du jugement d'adjudication;

Les actes d'appel et de recours en cassation par le défendeur seulement, avant l'enregistrement du jugement attaqué;

Les exploits et autres actes de cette nature qui se signifient à partie ou par affiches, avant l'enregistrement des exploits antérieurs;

4.° Les actes qu'un même officier aurait reçus, pour lesquels le délai de l'enregistrement ne serait pas encore expiré, et dont il pourra énoncer la date dans des actes postérieurs avec la mention que ledit acte sera présenté à l'enregistrement en même temps que celui qui contient ladite mention; mais, dans aucun cas, l'enregistrement du second acte ne pourra avoir lieu avant celui du premier, sous peine de dix francs d'amende;

5.° Les testamens dont les notaires pourront délivrer des expéditions, du vivant du testateur, sans les avoir fait enregistrer.

ART. 56.

Aucun notaire, avoué, huissier, greffier, secrétaire d'administration, ou autre officier public, ne pourra faire ou rédiger un acte, en vertu d'un autre acte passé, soit en pays étranger, soit en France, soit dans les colonies françaises, en quelle que forme que soit cet acte, même lorsqu'il aurait été enregistré, en faire aucune mention, le recevoir en dépôt, ni en délivrer extrait, copie ou expédition, s'il n'a été préalablement enregistré dans la colonie, à peine de dix francs d'amende et d'être tenu personnellement des droits.

Néanmoins, les actes publics passés dans la colonie pourront contenir mention des actes ci-dessus désignés et dont les parties voudraient faire usage; mais, dans ce cas, chacun de ces actes demeurera joint à celui dans lequel il sera mentionné, et les officiers publics seront tenus d'ac-

quitter tous les droits des actes annexés en même temps que ceux de l'acte principal et sous les mêmes peines.

Sont exceptés:

1.° Les testamens et les inventaires dans lesquels on peut énoncer des actes non enregistrés, sauf, si ces actes devaient être enregistrés dans un délai déterminé, à poursuivre le recouvrement des droits contre les parties;

2.° Les liquidations et partages, dans lesquels on pourra énoncer des actes non soumis à la formalité dans un délai déterminé; cependant, si toutes les parties présentes à l'acte étaient les mêmes que celles qui ont figuré dans l'acte énoncé, les droits d'enregistrement de ce dernier seraient également perçus.

3.° Les comptes de tutelle dans lesquels pourront être mentionnés les actes non enregistrés remis par le tuteur à son pupille, sauf l'action des préposés pour les actes qui seraient soumis à l'enregistrement dans un délai déterminé.

4.° Les déclarations affirmatives des tiers saisis; les dépôts de titres et pièces par le débiteur, pour être admis au bénéfice de cession; les vérifications et affirmations de créances en matière de faillite, et les productions dans les contributions de deniers mobiliers, qui pourront être faits et reçus sans que les actes y annexés ou énoncés aient été enregistrés, sauf la perception du droit exigible pour le concordat ou celui de l'obligation préexistante, s'il est rendu un jugement de condamnation; sauf aussi la réclamation des droits contre les parties s'il s'agissait d'actes de mutation de propriété, d'usufruit ou de jouissance d'immeubles.

Dans tous les cas, l'exception portée aux numéros précédens sera sans effet pour tout autre usage qui pourrait être fait des mêmes actes sous signature privée.

5.° Les protets qui pourront aussi être faits avant que les effets négociables y énoncés aient été enregistrés, mais sans que cette exception s'applique aux exploits d'assignation.

ART. 57.

Il est également défendu, sous la même peine de dix francs d'amende,

à tout notaire ou greffier, de recevoir aucun acte en dépôt sans dresser acte de ce dépôt.

Sont exceptés les testamens déposés chez les notaires par les testateurs eux-mêmes; et les titres des créanciers déposés au greffe pour la vérification des créances en matière de faillite.

ART. 58.

Il sera fait mention dans toutes les expéditions, copies ou extraits des actes publics, civils ou judiciaires, de la quittance des droits, par une transcription littérale et entière de cette quittance.

Pareille mention sera faite dans les minutes des actes publics, civils, judiciaires ou extrajudiciaires, qui contiendront l'énonciation d'actes, publics, sous signature privée ou passés ailleurs que dans la colonie, et qui sont soumis à l'enregistrement par la présente.

Chaque contravention sera punie d'une amende de cinq francs, indépendamment de la perception provisoire du droit ordonnée par l'art. 64 ci-après.

ART. 59.

Dans le cas de fausse mention d'enregistrement, soit dans une minute, soit dans une expédition, le délinquant sera poursuivi par le ministère public, sur la dénonciation du préposé de l'enregistrement, et condamné aux peines prononcées pour le faux.

ART. 60.

Lorsque des actes ou procès-verbaux ne pourront se terminer dans la séance, les officiers publics qui les rédigeront indiqueront l'heure du commencement et celle de l'interruption, par une mention qui sera signée par toutes les parties et par eux, sous peine de dix francs d'amende: le procès-verbal de chaque séance sera enregistré dans les délais fixés par le chapitre III. Chaque vacation sera calculée à raison de trois heures au moins et de quatre heures au plus sur la réunion de toutes les heures du procès-verbal de la même journée.

ART. 61.

Il est défendu aux juges et arbitres de rendre aucun jugement; aux administrations et établissemens publics, de faire aucun des actes désignés dans l'article 8 de la présente ordonnance sur des actes non enregistrés et susceptibles de l'être, à peine d'être personnellement responsables des droits.

Néanmoins, dans les cas d'urgence, il est permis aux juges de poursuivre l'instruction des affaires et même de rendre des jugemens définitifs, avant que les actes et jugemens susceptibles d'enregistrement dans un délai déterminé aient subi cette formalité, à la charge seulement de constater l'urgence dans leurs jugemens.

Mais, dans tous les cas, lorsqu'un jugement ou une ordonnance sera rendu, avant que de précédens jugemens dans la même affaire, non compris dans les exceptions du n.° 4 de l'article 28, aient été enregistrés, les avoués seront tenus personnellement du paiement de tous les droits de ces jugemens antérieurs, sauf leur recours contre qui de droit.

ART. 62.

Les juges, les arbitres, les secrétaires des administrations et les autres fonctionnaires publics sont également autorisés, dans les cas d'urgence, à faire mention des actes sous signature privée dont les parties voudraient faire usage, à la charge d'imposer aux parties l'obligation d'en acquitter tous les droits en même temps que ceux du jugement ou de l'acte administratif, lequel énoncera que l'acte sous signature privée a été remis à cet effet au greffier ou secrétaire, et paraphé par lui à l'instant, pour être présenté au receveur avec l'acte principal.

ART. 63.

Dans tous les actes translatifs de propriété ou d'usufruit d'immeubles, les notaires et avoués seront tenus d'énoncer les titres de propriété du vendeur, conformément à l'article 58 ci-dessus, en remontant au moins jusqu'à la précédente transcription hypothécaire : à défaut de cette énon-

ciation, l'acte devra contenir la déclaration des parties qu'il n'existe pas de titres, le tout à peine de dix francs d'amende.

Sont exceptés de ces dispositions les cahiers des charges sur saisie immobilière.

ART. 64.

Toutes les fois qu'un jugement ou un acte administratif de la nature de ceux désignés dans l'article 8 contiendra l'énonciation d'un acte enregistré, il sera fait mention également du montant du droit payé, de la date du paiement, et du bureau où il aura été acquitté; en cas d'omission, le receveur exigera le droit, sauf restitution dans le délai prescrit, s'il est ensuite justifié de l'enregistrement de l'acte sur lequel l'arrêté aurait été pris ou le jugement prononcé.

Cette disposition est commune aux actes des notaires et des autres officiers publics, dans lesquels seront rappelés d'autres actes sujets à l'enregistrement.

ART. 65.

Lorsqu'il aura été rendu un jugement portant condamnation à l'amende ou prononçant toute autre peine pécuniaire au profit du Gouvernement, le greffier du tribunal devra, dans les dix jours suivans, en remettre un extrait au receveur de l'enregistrement chargé du recouvrement, à peine d'une amende de cinq francs par chaque contravention.

ART. 66.

Les notaires, huissiers, greffiers, courtiers de commerce, commissaires-priseurs ou tous autres officiers légalement autorisés à faire des ventes mobilières, et les secrétaires des administrations publiques, tiendront des répertoires à colonnes sur lesquels ils inscriront, jour par jour, sans blanc, interlignes, omissions, intercallations ni transpositions et par ordre de numéros, tous les actes de leur ministère soumis à l'enregistrement, savoir :

1.° Les notaires, tous les actes et contrats qu'ils recevront, même ceux qui sont passés en brevet, ainsi que les copies collationnées et extraits par eux délivrés sur pièces représentées et rendues; les tes-

tamens et autres dispositions à cause de mort, soit qu'ils aient été passés devant eux, et du vivant des testateurs, soit qu'étant olographes ils leur aient été remis en dépôt par le juge.

Sont exceptés, les états estimatifs de mobilier et tous les autres états ou plans non signés antérieurement par les parties et annexés aux actes principaux.

2.° Les huissiers, courtiers de commerce, commissaires-priseurs, et autres officiers publics procédant à des ventes mobilières, tous les actes ou exploits par eux faits même les significations d'avoué à avoué, et les actes pour lesquels la formalité doit avoir lieu en débet ou gratis.

3.° Les greffiers, tous les actes et jugemens soumis à l'enregistrement dans les vingt jours, et les procès-verbaux d'ordre et de contribution.

4.° Les secrétaires des administrations publiques, les actes soumis à l'enregistrement par l'article 8.

Chaque contravention aux dispositions précédentes donnera lieu à une amende de cinq francs

Les procès-verbaux qui ne pourront être terminés dans la même journée seront inscrits à leur première date, et il sera fait mention, en marge de cette incription, des dates subséquentes et de leur enregistrement, à peine de cinq francs d'amende pour chaque omission.

ART. 67.

Le répertoire sera établi conformément au modèle joint à la présente ordonnance.

Il indiquera, pour chaque article, 1.° le numéro d'ordre; 2.° la date de l'acte; 3.° sa nature; 4.° les noms et prénoms des parties et leur domicile; 5.° l'indication des biens, leur situation et le prix, lorsqu'il s'agira d'actes qui auront pour objet la propriété, l'usufruit ou la jouissance de biens immeubles, ou de biens meubles autres que des ventes en détail; 6.° la relation de l'enregistrement ou la mention du récépissé dans les cas autorisés.

A l'égard des testamens inscrits du vivant des testateurs, les indications prescrites par les n.os 5 et 6 ne seront pas obligatoires.

ART. 68.

Les répertoires seront cotés et paraphés, savoir : ceux des notaires, par le juge royal du ressort; ceux des huissiers et greffiers de la justice de paix, par le juge de paix de leur résidence; ceux des huissiers et greffiers des tribunaux, par le président du tribunal auquel ils sont attachés, et ceux des secrétaires des administrations publiques, par le fonctionnaire chef de cette administration.

ART. 69.

Les officiers publics dénommés dans l'article 66 présenteront, tous les trois mois, leur répertoire au visa du receveur de l'enregistrement de leur résidence. Cette présentation aura lieu, chaque année, dans les dix premiers jours de chacun des mois de janvier, avril, juillet et octobre, à peine d'une amende de cinq francs par chaque contravention, lors même qu'il n'aurait été reçu aucun acte pendant le trimestre précédent. Cette présentation sera constatée à la date courante, dans une case particulière du registre destiné à l'enregistrement des actes de ces différens officiers publics. La mention de cette présentation indiquera le nombre des actes passés, reçus ou faits depuis le dernier visa, les omissions, doubles emplois, renvois, intercallations et ratures, ainsi que la date des procès-verbaux, s'il en a été rapporté. Les mêmes mentions seront faites dans le certificat du visa apposé au bas du dernier article inscrit au répertoire, avec indication du folio et de la case de l'enregistrement. Les receveurs seront personnellement responsables du paiement des amendes résultant des contraventions qu'ils n'auront pas constatées.

ART. 70.

Indépendamment de la présentation de leurs répertoires au visa, prescrite par l'article précédent, les officiers publics seront tenus de les communiquer à toutes réquisitions, aux préposés de l'enregistrement qui se présenteront chez eux pour y faire des recherches ou des vérifications.

En cas de refus, le préposé requerra l'assistance du commissaire com-

mandant de la commune ou de son lieutenant, pour en dresser procès-verbal en sa présence, et l'officier public sera passible d'une amende de de dix francs.

ART. 71.

Les dépositaires des registres de l'état civil, ou des rôles des contributions, et tous autres fonctionnaires chargés des archives et dépôts des titres publics, le dépôt du contrôle colonial excepté, seront tenus de les communiquer, sans déplacement, aux préposés de l'enregistrement, à toute réquisition, et de leur laisser prendre sans frais les renseignemens, extraits et copies qui leur seront nécessaires à raison de leurs fonctions, à peine de dix francs d'amende en cas de refus, lequel sera constaté comme il est dit dans l'article précédent.

Ces dispositions s'appliquent aux officiers publics dénommés dans l'article 66, pour les actes dont ils sont dépositaires en leurs dites qualités.

Sont exceptés les testamens, mais seulement pendant la vie des testateurs.

Les communications ci-dessus autorisées ne pourront avoir pour objet, de la part des préposés, que de s'assurer, dans l'intérêt de l'ordre public, de l'exécution des lois et réglemens. Elles ne pourront être exigées les dimanches et jours de fête légales, et les séances ne pourront durer plus de quatre heures.

ART. 72.

Chaque officier de l'état civil fournira, par trimestre, au receveur de l'enregistrement qui sera tenu de lui en donner récépissé, les états par lui certifiés de tous les actes de décès inscrits sur le registre pendant le trimestre précédent. Ces états seront dressés conformément au modèle annexé à la présente ordonnance.

Ils seront remis dans les mois de janvier, avril, juillet et octobre, à peine d'une amende de dix francs pour chaque mois de retard, laquelle sera encourue au premier jour du deuxième mois de chaque trimestre.

Pour constater les contraventions aux dispositions précédentes, les receveurs de l'enregistrement inscriront, à la fin du premier mois de chaque trimestre, sur le registre des actes civils, dans une ou plusieurs des cases qui précèdent l'arrêté du dernier jour du mois, les noms des fonctionnaires qui auront satisfait à cette disposition et de ceux qui y auront contrevenu; ils rapporteront procès-verbal des contraventions pour y être donné suite de la manière indiquée par l'article suivant.

Ils seront personnellement responsables des amendes à raison des contraventions qu'ils n'auront pas constatées.

ART. 73.

Dans les deux premiers mois de chaque année, les notaires seront tenus de déposer au greffe du tribunal de première instance, dans le ressort duquel ils exercent leurs fonctions, un double par eux certifié, du répertoire des actes qu'ils auront reçus pendant le cours de l'année précédente, à peine de cinquante francs d'amende par chaque mois de retard, laquelle sera encourue le premier jour de chacun de ces mois. En conséquence, le premier mars de chaque année, le receveur de l'enregistrement du lieu où siège le tribunal, constatera, par un procès-verbal qui sera remis au procureur du Roi, quels sont les notaires en retard de satisfaire à cette obligation, sous peine d'être personnellement responsable des contraventions qu'il n'aurait pas constatées : le procureur du Roi lui donnera récépissé de ce procès-verbal, et sera chargé de poursuivre la condamnation et de faire exécuter le dépôt.

ART. 74.

Les avoués seront tenus de consigner les amendes d'appel, en faisant la cause au rôle, à peine de dix francs d'amende pour chaque contravention.

Il sera consigné une amende pour chaque partie appelante, soit au principal, soit incidemment.

Il ne sera dû qu'une seule amende pour les parties solidaires ou ayant un intérêt commun.

En cas d'infirmation sur l'appel, le remboursement sera effectué sur la remise de la quittance du receveur, à laquelle seront joints l'extrait du jugement sur appel certifié par l'avoué, et la quittance de ce dernier.

ART. 75.

Les receveurs de l'enregistrement ne pourront, sous aucun prétexte, lors même qu'il y aurait lieu à expertise, différer l'enregistrement des actes et mutations dont les droits auront été payés au taux réglé par la présente ordonnance; pourvu, toutefois, que les mercuriales leur aient été fournies, et qu'il ait été satisfait aux déclarations prescrites par l'article 23, dans le cas où elles peuvent être exigées.

Ils ne pourront non plus suspendre ni arrêter le cours des procédures, en retenant des actes ou exploits: cependant si un exploit ou un acte dont il n'y a pas de minute contient des renseignemens dont la trace puisse être utile pour la découverte des droits dus, le receveur aura la faculté d'en tirer copie et de la faire certifier conforme à l'original par l'officier public qui l'aura présenté à l'enregistrement. En cas de refus, il pourra conserver l'acte pendant vingt-quatre heures seulement, pour s'en procurer une collation en forme à ses frais, sauf répétition s'il y a lieu.

Ces dispositions sont applicables aux actes sous signature privée qui seront présentés à l'enregistrement.

ART. 76.

Tous les enregistremens contiendront, dans un même contexte, les énonciations essentielles ainsi qu'une analyse claire et précise de toutes les dispositions principales des actes, même de celles qui n'engendreraient point de droits; il y sera fait mention du nombre des rôles, de celui des renvois et des mots rayés.

Les actes synallagmatiques faits sous signature privée seront transcrits en entier.

Chaque rôle, ainsi que chaque renvoi approuvé des parties et des officiers publics, sera paraphé par le receveur.

Les déclarations de successions contiendront les noms, prénoms et demeures de tous les héritiers, le lieu et la date du décès, ainsi que le degré de parenté et le détail, article par article, de tous les biens, avec l'indication précise de leur consistance, de leur contenance, des lieux-dits et communes de leur situation.

Lorsque l'acte renfermera plusieurs dispositions donnant lieu chacune à un droit particulier, le receveur énoncera séparément, sur le registre de recette, la quotité de chacun de ces droits.

Le montant du droit pour chaque disposition sera écrit en toutes lettres et le total de ces droits sera tiré hors ligne en chiffres, à la marge droite du registre.

La quittance de l'enregistrement sera mise sur l'acte enregistré, ou sur l'extrait de la déclaration du nouveau possesseur; le receveur y exprimera, en toutes lettres, la date de l'enregistrement, et, en chiffres, le folio et la case du registre.

La quittance contiendra en outre, en toutes lettres, le total des droits perçus, et, s'il y a lieu, le montant de chaque droit particulier, en énonçant la disposition à laquelle il s'applique.

Si l'acte est passé en double minute, il en sera fait mention sur le registre, et la quittance sera mise par duplicata sur la double minute ou sur chaque original représenté.

Chaque omission sera punie d'une amende de cinq francs.

ART. 77.

Les receveurs de l'enregistrement ne pourront délivrer d'extraits de leurs registres que sur une ordonnance du juge de paix, lorsque ces extraits ne seront pas demandés par quelqu'une des parties contractantes ou par leurs ayant cause.

Il leur sera payé deux francs pour recherche de chaque année indiquée, et un franc par rôle de chaque extrait; ils ne pourront rien exiger au-delà.

ART. 78.

Les bureaux de l'enregistrement seront ouverts au public pendant six heures tous les jours, excepté les dimanches et jours de fêtes légales : les heures de séances seront affichées à la porte du bureau.

ART. 79.

Tous les registres de recette seront arrêtés chaque jour à l'instant où le bureau sera fermé au public.

L'arrêté sera mis dans la case ou l'espace qui suivra immédiatement le dernier enregistrement ou le dernier arrêté, sans qu'il puisse en être mis plus d'un dans la même case, ni sur la même ligne pour les registres non distribués en cases : chaque arrêté sera écrit de la main du receveur et signé par lui; les dimanches et jours de fêtes légales y seront désignés, indépendamment de la date.

ART. 80.

Aucune autorité administrative ou judiciaire ne pourra accorder de remise ni de modération des droits ni des peines déterminés par la présente ordonnance, ni suspendre ou faire suspendre le recouvrement des sommes dues, sans en devenir personnellement responsable.

CHAPITRE VIII.

DES DROITS ACQUIS ET DES PRESCRIPTIONS.

ART. 81.

Les droits d'enregistrement ne pourront être restitués, s'ils ont été régulièrement perçus, et ils seront exigibles, tels qu'ils résultent des actes, quels que soient, dans les deux cas, les événemens ultérieurs, sauf les exceptions prévues par les articles 16 n.° 2, 18 n.° 2, 33, 64 et 82 de la présente ordonnance.

ART. 82.

Il y aura lieu à restitution ou à supplément des droits qui n'auront été perçus que provisoirement dans les cas ci-après, savoir :

1.° Les droits perçus sur les contrats de mariage résiliés par les parties avec renonciation au projet de mariage, ou annulés par le décès de l'un des futurs avant la célébration ou par son mariage avec une autre personne, seront restitués, sous la retenue du droit fixe.

2.° Les droits perçus sur les adjudications faites en justice, et ceux perçus sur les ventes et adjudications frappées de surenchère, seront restitués, sous la retenue du droit fixe, lorsque l'adjudication aura été annullée sur l'appel, ou lorsque la surenchère aura été déclarée valable et suivie de caution.

3.° Lorsque, dans le cas prévu par l'article 23, les sommes et valeurs n'étant pas déterminées dans un acte ou un jugement donnant lieu au droit proportionnel, il n'aura été fait qu'une déclaration estimative, il y aura lieu à restitution si, par le résultat d'une expertise ou autrement, la valeur se trouve au-dessous du montant de la déclaration; il y aura lieu à supplément de droit, si la valeur est plus élevée.

4.° Le droit perçu pour la mutation, sur un jugement qui autorise le vendeur d'un immeuble à rentrer en possession, à l'expiration du délai fixé à l'acquéreur pour se libérer du prix, sera restitué si l'acquéreur se libère avant l'expiration du délai.

5.° Lorsqu'un jugement aura condamné à payer une somme ou à rembourser une rente due par privilége, *si mieux n'aime le tiers détenteur délaisser l'héritage acquis,* et que le détenteur aura délaissé l'héritage dans le délai fixé par le jugement, le droit proportionnel perçu sur le jugement, moins le droit fixe, sera déduit du droit de mutation dû sur l'acte de délaissement.

6.° Quand un jugement aura ordonné de faire une chose, si non de payer une somme déterminée, et qu'il sera justifié que la chose a été faite dans le délai fixé par le jugement, il y aura lieu à restitution de l'excédant du droit perçu provisoirement.

7.° La déclaration affirmative par un tiers saisi qu'il ne doit rien, faite après un jugement qui l'aurait déclaré débiteur des causes de l'opposition, ou qui aurait autorisé le créancier saisissant à toucher les deniers appartenant à la partie saisie, donnera lieu à la restitution du droit proportionnel qui aurait été perçu sur ce jugement, sous la retenue du droit fixe.

Il y aura également lieu à tenir compte de ce droit proportionnel, dans le cas où il serait fait ultérieurement une contribution de la même somme avec d'autres opposans.

8.° Il y aura lieu à restitution du droit perçu pour une distribution de somme réformée ultérieurement, mais le droit sera imputé jusqu'à due concurrence sur celui dû à raison d'une nouvelle distribution arrêtée définitivement.

9.° Les droits proportionnels perçus sur les actes qui doivent être soumis à l'homologation des tribunaux seront restitués en cas de refus de l'homologation, sous la retenue du droit fixe.

10.° Les droits des soultes perçus provisoirement sur les licitations, ainsi que ceux de mutation par décès pour les biens faisant partie de communauté entre époux, seront réglés définitivement d'après les abandonnemens du partage général de la communauté ou de la succession indivise, et l'excédant sera restitué ou le supplément acquitté suivant qu'il y aura lieu.

11.° Lorsqu'une vente aura été faite à raison de tant la mesure, il sera dû un supplément de droit ou l'excédant sera restitué, suivant que, la contenance étant constatée moindre ou plus grande, il y aura lieu à diminution ou à supplément du prix dans les cas prévus par le code civil.

Il sera fait mention de toutes les restitutions ou supplémens effectués, tant en marge de l'enregistrement que sur la relation au pied de l'acte; cette mention sera signée du receveur.

ART. 83.

Il y a prescription, savoir :

1.° Après un an, à compter du jour de l'enregistrement du contrat

pour la demande en expertise des biens vendus et dont le prix paraîtrait inférieur à la valeur vénale.

2.° Après deux années, à compter du jour de l'enregistrement, s'il s'agit d'un droit non perçu sur une disposition particulière dans un acte, ou d'un supplément de perception insuffisamment faite, ou d'une fausse évaluation du revenu ou des dettes et charges, soit dans un acte de transmission entre vifs, soit dans une déclaration après décès, ou s'il s'agit d'une demande en expertise pour constater la valeur du revenu.

La même prescription s'applique aux droits des actes et mutations, et aux contraventions que les préposés auront été à portée de découvrir par des actes présentés à l'enregistrement, et qui les auraient mis dans le cas de former la demande des droits ou amendes sans qu'il fût besoin de recherches ultérieures.

Toutefois si, avant que la prescription fût acquise, ou depuis qu'elle l'aurait été, les actes ou mutations étaient énoncés dans un acte postérieur, il y aura lieu à une nouvelle action en paiement des droits, laquelle ne se prescrira que par un autre délai de deux ans, à dater du nouvel acte.

Après le même délai de deux ans, toute demande par les parties, en restitution de droits perçus, sera également non recevable.

Dans tous les cas, lorsqu'il s'agira d'une perception provisoire ou soumise à une condition exprimée dans l'acte, le délai de deux ans ne commencera à courir que du jour où les préposés ou les parties auront été à même d'agir.

3.° Après trois années aussi, à compter du jour de l'enregistrement, s'il s'agit d'une omission de biens dans une déclaration faite après décès.

4.° Après cinq années, à compter du jour du décès pour les successions non déclarées, lorsque le décès aura été constaté sur les registres de l'état civil de la colonie, ou par un acte parvenu à la connaissance des préposés dans la colonie, et à compter de la mise en possession pour la succession d'un absent, ou de celle dont le Gouvernement a joui à titre de déshérence.

Néanmoins le délai de cinq ans ne courra que du jour de l'exercice du réméré, pour les biens vendus par le défunt, avec faculté de rachat,

et que du jour de la cession du droit de retrait pour le prix de cette cession.

Ce délai ne courra également que du jour du jugement définitif, pour les biens en litige ou recouvrés par suite d'une instance ou d'une demande en rescision, quand même il n'aurait encore été fait aucune déclaration; que du jour de l'ouverture des testamens, pour les dispositions qu'ils peuvent contenir, et enfin, que du jour de la renonciation à la communauté, pour l'accroissement en faveur des héritiers du mari.

A l'égard des reversions successives d'usufruit ou de rentes viagères, par suite de legs ou de donations éventuelles, le même délai ne courra que du jour du décès du premier investi, et du jour de l'événement pour les legs soumis à une condition suspensive; et pour les appelés à restitution dans les cas prévus par les articles 1048 et 1049 du Code civil, que du jour du décès du grevé.

Les prescriptions ci-dessus seront suspendues par des demandes administratives ou judiciaires signifiées et visées, ou enregistrées avant l'expiration des délais; mais les demandes ne profiteront qu'aux parties qui les auront formées, et les prescriptions seront irrévocablement acquises, si les poursuites extrajudiciaires commencées sont interrompues pendant une année, sans qu'il y ait eu d'instance devant les juges compétens, quand même le premier délai pour la prescription ne serait pas expiré.

ART. 84.

L'action du Gouvernement pour le paiement des droits et amendes se prescrit par trente ans révolus, à partir de la date des actes, pour ceux en forme authentique; à partir du décès des testateurs, pour les testamens; et à l'égard des mutations verbales et des actes sous seing privé, à partir du jour où lesdits actes et mutations auront acquis date certaine; toutefois, les droits ordinaires seront perçus lorsqu'il y aura lieu de soumettre les actes sous seing privé à la formalité de l'enregistrement, quelle que soit leur date.

ART. 85.

Les receveurs de l'enregistrement pourront être rendus responsables des droits et amendes qui seraient prescrits par leur négligence.

CHAPITRE IX.

DES POURSUITES ET INSTANCES.

ART. 86.

La solution des difficultés qui pourront s'élever relativement à la perception des droits d'enregistrement, avant l'introduction des instances, appartiendra au conseil privé, conformément aux ordonnances sur le gouvernement des colonies, sans préjudice du recours des parties devant les tribunaux ordinaires.

ART. 87.

Le premier acte de poursuite pour le recouvrement des droits d'enregistrement, et le paiement des peines et amendes, sera une contrainte; elle sera décernée par le receveur ou préposé de l'enregistrement et signifiée à la partie, après avoir été visée et déclarée exécutoire par le juge de paix du canton où le bureau est établi.

La contrainte emportera de droit hypothèque sur tous les biens du débiteur, à la charge par le préposé de prendre inscription.

Les receveurs ne seront tenus d'élire domicile que dans leurs bureaux, pour les actes de saisie-exécution.

L'exécution de la contrainte ne pourra être interrompue que par une opposition formée par le redevable et motivée, avec assignation à jour fixe devant le tribunal de première instance de la situation du bureau, et l'opposant sera tenu d'élire domicile dans le chef-lieu où siége ce tribunal.

ART. 88.

La connaissance et la décision des contestations en matière d'enregistrement est interdite à toute autorité administrative.

L'introduction et l'instruction des instances auront lieu devant le tribunal de première instance de la situation du bureau chargé de la perception; dans tous les cas, et quelle que soit l'objet ou la valeur de la demande, la voie de l'appel sera ouverte aux parties.

L'instruction, tant en première instance qu'en appel, se fera par

simples mémoires respectivement signifiés, sans plaidoiries, et le ministère des avoués sera exclu, excepté lorsque l'instance aura pour objet des contestations sur la déclaration affirmative de tiers saisis, ou une distribution de deniers par voie d'ordre ou de contribution, ou une saisie immobilière ou des questions de propriété soutenues par le Gouvernement; dans ces différens cas, les affaires seront instruites dans les formes ordinaires prescrites par le Code de procédure civile.

ART. 89.

Le tiers saisi sera assigné devant le tribunal qui doit connaître de la contrainte, sans citation préalable en conciliation. L'exploit d'assignation contiendra élection de domicile dans la commune où demeure le tiers saisi. Le tiers saisi pourra, si sa déclaration est contestée, demander son renvoi devant son juge.

Les tribunaux accorderont aux parties, pour produire leurs défenses, les délais qu'ils jugeront convenables, sans que ces délais puissent excéder trente jours.

Les instances seront jugées, au plus tard, dans les trois mois à compter du jour de leur introduction; les jugemens seront rendus sur le rapport d'un juge fait publiquement à l'audience, et sur les conclusions du ministère public; il sera fait mention, dans le jugement, de l'accomplissement de ces formalités; le tout à peine de nullité.

Les jugemens pourront être attaqués par la requête civile dans les cas prévus par le Code de procédure, et par le recours en cassation.

La partie qui succombera n'aura d'autres frais à supporter que le coût et les droits d'enregistrement des significations et des jugemens, et, en outre, les frais des avoués, dans les cas où leur ministère est autorisé.

Aucune somme à payer ou à restituer ne pourra donner lieu à condamnation à des intérêts.

ART. 90.

Les frais de poursuites payés par les préposés de l'enregistrement pour des articles tombés en non valeur pour cause d'insolvabilité cons-

tatée des parties condamnées, leur seront remboursés sur l'état qu'ilsen rapporteront à l'appui de leurs comptes.

L'état appuyé des pièces justificatives sera taxé sans frais par le tribunal qui aura connu de l'affaire.

TITRE II.

DE LA FIXATION DES DROITS.

CHAPITRE PREMIER.

DROITS FIXES.

ART. 91.

Les actes compris sous cet article seront enregistrés et les droits payés, ainsi qu'il suit, savoir :

§ 1.er

ACTES SUJETS AU DROIT FIXE DE VINGT-CINQ CENTIMES.

1.° Les significations d'avoué à avoué pour l'instruction des procédures devant les tribunaux de première instance, sans y comprendre celles qui contiendraient un appel incident.

Le consentement ou le pouvoir signé par la partie dans le même acte, donne lieu à un droit particulier.

Il est dû un droit pour chacun des avoués auxquels la signification est faite.

2.° Les attestations pures et simples.

3.° Les bilans.

4.° Les brevets d'apprentissage qui ne contiennent ni obligation de sommes et valeurs mobilières, ni quittance.

5.° Les certificats de vie.

6.° Les certificats, par les imprimeurs, d'insertion dans les journaux.

7.° Les collations ou extraits d'actes et pièces, précédemment

enregistrés, par quelqu'officier public qu'ils soient faits, même les copies certifiées par les parties.

Le droit sera payé par chaque acte, pièce ou extrait collationné.

8.° Les connaissemens et reconnaissances de chargement par mer, et les lettres de voiture.

Il est dû un droit par chaque personne à laquelle les envois sont faits.

9.° Les devis d'ouvrages et entreprises non signés des parties pour lesquelles les ouvrages doivent être faits, et qui ne contiennent aucune obligation de sommes et valeurs, ni quittance, ni engagement d'effectuer les travaux.

10.° Les états et autres pièces annexés à l'acte principal et qui n'auraient pas été antérieurement reconnus ou signés par les parties ou par les officiers publics.

11.° Les factures, mémoires des marchands et ouvriers, et les extraits de livres des commerçans, signés seulement de celui qui se prétend créancier, sauf les droits proportionnels sur l'acte de reconnaissance ou de libération ultérieure du débiteur, ou sur le jugement à intervenir.

12.° Les originaux d'affiches et placards judiciaires.

13.° Les requêtes de productions dans les contributions et les ordres de deniers mobiliers et immobiliers.

§ II.

ACTES SUJETS AU DROIT FIXE DE CINQUANTE CENTIMES.

1.° Les abstentions, répudiations et renonciations à legs ou communautés, successions ou donations à cause de mort, lorsqu'elles sont pures et simples, et si elles ne sont pas faites en justice.

Il est dû un droit par chaque renonçant, et pour chaque succession ou communauté à laquelle on renonce.

Si la renonciation n'est que partielle ou soumise à une condition, ou qu'elle ne soit pas faite en faveur de tous les autres ayant-droit à l'hérédité, il est dû les droits proportionnels à raison de l'abandon.

2.° Les acceptations de successions, legs ou communautés, aussi

lorsqu'elles sont pures et simples, et qu'elles ne sont pas faites en justice.

Il est dû un droit par chaque acceptant et par chaque succession ou communauté.

3.° Les acceptations de transports ou de délégations de créances à terme ou de rentes, par les cessionnaires ou délégataires, faites par actes séparés, lorsque le droit proportionnel a été acquitté pour le transport ou la délégation; dans le cas contraire, il est dû le droit proportionnel, suivant les n.os 5 et 6 du § V, et le n.° 2 du § VI de l'article suivant.

Et celles qui se font par les débiteurs délégués, dans les actes mêmes de délégation, ou par actes postérieurs, lorsqu'il est justifié de leur obligation précédemment enregistrée.

4.° Les acquiescemens purs et simples, quand ils ne sont point faits en justice.

5.° Les actes de notoriété.

Si un acte de notoriété a pour objet de constater des faits relatifs à des parties n'ayant pas un intérêt commun, il est dû un droit par chaque partie.

6.° Les actes qui ne contiennent que l'exécution, le complément et la consommation ou la réalisation d'actes antérieurs enregistrés, sans aucun changement à leurs clauses et conventions.

7.° Les actes refaits pour cause de nullité ou autre motif, sans aucun changement qui ajoute aux objets des conventions ou à leur valeur.

8.° Les actes, autres que ceux faits en justice, constatant une obligation quelconque contractée sous une condition suspensive exprimée dans l'acte, sous la réserve du droit proportionnel lors de l'événement.

9.° Les adjudications à la folle-enchère, autres que celles faites en justice, lorsque le prix n'est pas supérieur à celui de l'adjudication, si celle-ci a été enregistrée.

10.° Les adjudications au rabais, et marchés dont le prix doit être payé directement ou indirectement par le Gouvernement, et les cautionnemens.

Ne sont pas compris dans cette disposition les sous-traités, cessions, subrogations ou associations faits par les adjudicataires ou entrepreneurs directs,

postérieurement à l'acte principal, et les cautionnemens des mêmes actes, qui sont sujets au droit proportionnel comme actes faits entre particuliers.

11.° Les adoptions faites devant les juges de paix.

12.° Les autorisations pures et simples.

13.° Les actes et contrats d'assurances maritimes, sous la réserve du droit proportionnel, conformément au n.° 1 du § 2 de l'article suivant, lorsqu'il en est fait usage en justice.

14.° Les cahiers de charges, s'ils sont rédigés et signés séparément du contrat ou de l'adjudication.

15.° Les cautionnemens de personnes et navires en cas de prompt départ, sauf le droit proportionnel à l'événement.

16.° Les cautionnemens des conservateurs des hypothèques.

Ceux des fonctionnaires publics et officiers ministériels.

Les certifications et renforts de caution, lorsque l'acte de cautionnement a été enregistré.

Les cautionnemens et garanties mobilières dont l'objet est indéterminé ou éventuel, et non susceptible d'évaluation de même que l'obligation principale.

17.° Les certificats purs et simples, y compris ceux de propriété de de rentes sur l'État, et ceux délivrés en brevet par les juges et les greffiers, en quelque matière que ce soit.

18.° Les codiciles qui n'ajoutent aucune disposition nouvelle de libéralité aux testamens précédemment enregistrés.

19.° Les consentemens purs et simples par actes civils.

20.° Les décharges également pures et simples, y compris celles des reliquats de compte par les mandans à leurs mandataires, et par les pupilles à leurs tuteurs, lorsque la remise en est effectuée par l'acte même d'arrêté du compte de la gestion ou de la tutelle.

Les récépissés de pièces purs et simples.

21.° Les déclarations aussi pures et simples par actes civils, ainsi que celles des tiers saisis devant le juge de paix, sauf les droits proportionnels, dans le cas seulement où il serait rendu un jugement de con-

damnation personnelle contre eux, ou qui les déclareraient débiteurs des causes de l'opposition.

Les déclarations autorisées par l'article 7 du code de procédure, lorsqu'elles sont faites devant le juge de paix, par acte séparé ou indépendant du jugement.

22.° Les déclarations pour faire acquérir privilége de second ordre aux bailleurs de fonds de cautionnemens des comptables envers le Gouvernement, mais seulement lorsqu'il existe un acte d'obligation antérieurement enregistré au droit proportionnel.

23.° La déclaration d'emploi en faveur du mari dans un contrat d'acquisition faite par lui, et l'acceptation par la femme de celle en sa faveur.

24° La déclaration d'origine dans l'acte d'emploi des deniers empruntés pour opérer la subrogation en faveur du prêteur.

25.° Les délivrances et décharges de legs pures et simples, même de ceux de sommes d'argent, et toutes celles données aux exécuteurs testamentaires d'effets mobiliers, sommes et valeurs de la succession, par les héritiers ou légataires.

Les intérêts échus des legs, s'il en est payé, doivent le droit proportionnel comme formant une dette personnelle de l'héritier.

26.° Les dépôts et consignations de sommes et effets mobiliers chez les officiers publics, et dans les caisses du Gouvernement, lorsqu'ils n'opèrent pas la libération des déposans, ainsi que les décharges qu'en donnent les déposans ou leurs héritiers, lorsque la remise des objets déposés leur est faite.

27.° Les dépôts d'actes et pièces chez les officiers publics, et ceux faits aux chambres des notaires et des avoués des actes et jugemens dont l'insertion au tableau à ce destiné est prescrite par les lois civiles et commerciales.

Il est dû un droit pour chaque personne non solidaire que les pièces déposées concernent; mais il ne sera perçu qu'un seul droit, s'il n'est déposé qu'un seul acte.

28.° Les désistemens purs et simples, lorsqu'il n'en résulte pas de mutation de propriété, d'usufruit ou de jouissance.

29.° Les donations entre vifs et testamentaires en faveur des com-

munes, hospices, établissemens religieux et de bienfaisance ou autres légalement autorisés, ou en faveur d'une colonie.

Celles entre particuliers et qualifiées telles par les parties, faites en l'absence des donataires ou non acceptées par eux, sauf le droit proportionnel sur l'acte d'acceptation.

30.° Les échanges de biens immeubles ruraux, lorsque l'un des immeubles échangés est contigu aux propriétés de celui qui le reçoit; à l'exception des échanges de maisons et bâtimens et de ceux de biens ruraux non contigus, compris dans le § 6 de l'article suivant.

S'il y a soulte ou plus-value, le droit en sera perçu comme il est réglé à l'égard des ventes par le § 8 de l'article suivant.

31.° Les états de situation et les projets de compte de tutelle non débattus, présentés par les tuteurs, ainsi que les récépissés qui leur en sont donnés par le pupille ou par ses représentans.

32.° Les états de recette et dépense présentés par les autres comptables, et qui ne contiennent la reconnaissance d'aucun excédant de recette à leur charge.

33.° Les exploits, les significations (celles d'avoué à avoué et celles devant les conseils privés exceptées); les commandemens, demandes, notifications, citations, offres ne faisant pas titre pour le créancier, ou non acceptées, oppositions, sommations, procès-verbaux, assignations, protêts, intervention à protêt, protestations, publications et affiches, saisies, saisies-arrêts, séquestres, mains-levées et généralement tous actes extrajudiciaires des huissiers ou de leur ministère, qui ne peuvent donner lieu au droit proportionnel, sauf les exceptions mentionnées dans la présente ordonnance.

Les procès-verbaux, les exploits et significations, et tous autres actes extra-judiciaires faits pour le recouvrement des contributions directes ou indirectes, et de toutes autres sommes dues au Gouvernement; pour le recouvrement des contributions locales; pour le paiement des mois de nourrice, frais d'éducation et de pensionnat; des travaux de curage des canaux et rivières, mais seulement lorsqu'il s'agira de cotes, droits ou créances excédant en total la somme de cent francs.

Enfin tous les exploits en matière de police simple ou correctionnelle, et ceux faits en matière criminelle à la requête des parties civiles seulement.

Il est dû un droit pour chaque demandeur et pour chaque défendeur, en quelque nombre qu'ils soient dans le même acte, excepté les copropriétaires et cohéritiers, les parens réunis, les cointéressés, les débiteurs ou créanciers associés ou solidaires, les séquestres, les experts et les témoins qui ne seront comptés que pour une seule et même personne, soit en demandant, soit en défendant dans le même original, lorsque leurs qualités y seront exprimées.

Les procès-verbaux de saisie devront aussi un droit par chaque vacation.

34.° Les gages ou garanties mobilières, sans aucun dessaisissement de propriété, et les affectations hypothécaires fournies par les débiteurs eux-mêmes envers leurs créanciers en exécution de titres antérieurement enregistrés, à l'exception des engagemens d'immeubles.

35.° Les lettres missives qui ne contiennent ni obligations, ni quittance, ni autre convention ou reconnaisssance donnant lieu au droit proportionnel.

36.° Les mains-levées pures et simples d'oppositions et inscriptions hypothécaires par actes civils, à moins qu'elles ne soient contenues dans les quittances des sommes qu'elles avaient pour objet, auquel cas elles ne doivent aucun droit; mais elles seront passibles du droit applicable aux quittances, si l'acte énonce que la cause de l'opposition ou de l'inscription ne subsiste plus ou qu'elles subsistent sans cause, sans rappeler d'acte de libération enregistré.

37°. Les nominations d'experts qui ne sont pas faites en justice.

Celles contenues dans les inventaires à l'effet d'estimer le mobilier ne doivent aucun droit.

38.° Les prestations de serment des agens provisoires ou commissaires dans les faillites, des courtiers, des experts (sous l'exception de celles des experts constatées par le procès-verbal de la visite, dressé par le greffier, ou dans le jugement même du juge de paix), des gardes, des interprètes et de toutes autres personnes, lorsqu'elles ne sont chargées que momentanément de fonctions publiques.

39.° Les prises de possession en vertu d'actes enregistrés.

40.° Les prisées et les inventaires de meubles, d'objets mobiliers, titres et papiers.

Il est dû un droit par chaque vacation.

41.° Les procès-verbaux de sauvetage des bâtimens naufragés et les déclarations des capitaines, dressés par les officiers d'administration de la marine, quel que soit le nombre des vacations.

42.° Les procès-verbaux et rapports des huissiers, employés, gardes, commissaires, sequestres, experts, arpenteurs, agens ruraux et forestiers et capitaines de navire, en matière civile ou de commerce.

43.° Les procès-verbaux de dires, d'enchères, adjudications préparatoires et autres de même nature, qui ne contiennent aucune disposition donnant lieu au droit proportionnel.

Ceux de cote et paraphe des livres de marchands.

Les procès-verbaux des notaires constatant la rédaction de lettres de change.

44.° Les procès-verbaux, les plaintes ou autre premier acte constatant des contraventions ou des délits en matière de police simple ou de police correctionnelle.

45.° Les procurations, mandats et pouvoirs pour agir, ne contenant aucune stipulation, clause, engagement ou reconnaissance donnant lieu au droit proportionnel.

Il est dû un droit pour chaque mandant et chaque mandataire non solidaire ou indépendant l'un de l'autre.

46.° Les promesses d'indemnités indéterminées et non susceptibles d'estimation, autres que celles stipulées entre les contractans dans les actes mêmes qu'elles ont pour objet et dont elles font partie intégrante.

Celles de secours pour pensions alimentaires, entre les enfans et les ascendans et les époux séparés, sans détermination de sommes.

47.° Les ratifications pures et simples d'actes en forme.

Il est dû un droit par chaque ratifiant.

48.° Les reconnaissances aussi pures et simples par actes civils, ne

contenant aucune obligation ni quittance, ni autre aveu donnant ouverture au droit proportionnel.

49.° Les résiliemens purs et simples, faits par actes authentiques, dans les vingt-quatre heures des actes résiliés et notifiés au receveur le lendemain.

50.° Les rétractations et les révocations, autres que celles exprimées dans les procurations sans dénommer les mandataires révoqués.

51.° Les significations d'avoué à avoué devant les cours royales, non compris les appels incidens.

Il est dû un droit pour chacun des avoués auxquels la signification est faite.

Le consentement ou le pouvoir signé par la partie sur l'original donne lieu à un droit particulier.

52.° Les soumissions et enchères, hors celles faites en justice, sur des objets mis ou à mettre en adjudication ou en vente, ou sur des marchés à passer, lorsqu'elles seront faites par actes séparés de l'adjudication.

53.° Les soumissions tendant à obtenir l'autorisation de construire dans le rayon des places de guerre et sur les pas géométriques.

54.° Les ventes de navires, bris et débris de navires, faites par les officiers de l'administration de la marine ou autres officiers publics, ainsi que celles de marchandises avariées à la mer, dans le cas où il n'est pas dû de droit de douane.

Les mêmes ventes entre des personnes privées.

55.° Les ventes ou cessions de terrains ou constructions faites par des propriétaires pour se libérer de la portion à leur charge dans l'augmentation de valeur que leurs propriétés auraient acquise par suite de travaux publics ou de constructions ordonnées ou approuvées par le Gouvernement.

Les abandons de portions de terrain en faveur des concessionnaires par les propriétaires des terrains desséchés ou défrichés.

56.° Les actes et jugemens préparatoires, interlocutoires ou d'instruction des juges de paix ; les certificats et visas de pièces préalables à

l'exercice de la contrainte par corps; les actes de notoriété, les oppositions à levée de scellés par comparution personnelle dans le procès-verbal; les ordonnances et permis d'assigner; les nominations de tuteurs, curateurs et subrogés tuteurs et tous les procès-verbaux d'avis de parens et de délibérations de conseil de famille qui ne contiennent aucune reconnaissance ou engagement donnant ouverture au droit proportionnel; les procès-verbaux d'apposition, de reconnaissance et de levée de scellés, et généralement tous autres actes et procès-verbaux des juges de paix ou passés devant eux, ne donnant pas lieu au droit proportionnel ou dont le droit proportionnel ne s'élèverait pas à cinquante centimes.

Sont exceptés les actes d'émancipation.

Il est dû un droit pour chaque vacation de juge de paix, dans les opérations de scellés.

57.° Les jugemens des juges de paix, portant condamnation de sommes ou valeurs mobilières, renvoi ou décharge de demande, débouté d'opposition, validité de congé, expulsion, condamnation à réparation d'injures personnelles, et généralement tous ceux qui, contenant des dispositions définitives, ne donnent pas ouverture au droit proportionnel, ou dont le droit proportionnel ne s'élèverait pas à cinquante centimes, et qui ne sont pas classés dans le numéro précédent.

58.° Les actes et jugemens en matière de police ordinaire et de police correctionnelle, et en matière criminelle, soit entre les parties, soit sur la poursuite du ministère public avec partie civile, designés dans les n.^{cs} 2 et 3 de l'article 6 du titre I.^{er}, ne donnant pas lieu au droit proportionnel, ou dont le droit proportionnel ne s'élèverait pas à cinquante centimes.

Sont exceptés les actes de recours en cassation.

59.° Les jugemens qui seront rendus en matière de contributions, soit directes, soit indirectes, ou pour autres sommes dues au Gouvernement, ou pour contributions locales; mois de nourrice, frais d'éducation et de pensionnat; travaux de curage des canaux et rivières, quel que soit le montant des condamnations, et de quelque tribunal qu'émanent les jugemens.

Si le même jugement porte recours du condamné contre un particulier, le droit proportionnel sera dû sur le montant de la condamnation récursoire.

60.° Les actes déjà enregistrés soit en France, soit dans les colonies françaises, lorsque le droit perçu sera égal ou supérieur à celui dû dans la colonie.

61.° Et généralement tous actes civils ou extrajudiciaires quels qu'ils soient, ou actes des juges de paix qui ne se trouvent dénommés dans aucun des autres paragraphes du présent article, ni dans ceux de l'article suivant, et qui ne peuvent donner lieu au droit proportionnel.

§ III.

ACTES SUJETS AU DROIT FIXE DE SOIXANTE-QUINZE CENTIMES.

1.° Les compromis et nominations d'arbitres qui ne contiennent aucune obligation de sommes et valeurs, ni reconnaissance donnant lieu au droit proportionnel.

2.° Les conversions de rentes perpétuelles en rentes viagères, et de celles-ci en rentes perpétuelles, sans augmentation du premier capital aliéné.

3.° Les déclarations ou élections de command ou d'ami, lorsque la faculté d'élire un command a été réservée dans l'adjudication ou le contrat en forme authentique, et que la déclaration est faite sans novation de clause, de condition ou de prix, et notifiée au receveur de l'enregistrement dans les vingt-quatre heures de l'adjudication ou du contrat.

Le délai sera de trois jours pour les adjudications des domaines de l'État.

A l'égard des adjudications faites devant les tribunaux de première instance où le ministère des avoués est indispensable, il suffira que l'avoué fasse connaître l'adjudicataire par une déclaration faite et acceptée, ou appuyée du mandat pour acquérir, dans les trois jours de l'adjudication.

4.° Les prorogations de délai et les modifications apportées aux clauses d'un acte d'obligation, lorsqu'elles ne constituent pas un des cas de novation énoncés dans l'article 1271 du Code civil, pourvu toutefois

que le titre de la créance ait été enregistré ; et sauf le droit proportionnel sur les stipulations relatives aux intérêts échus, ainsi que sur les délégations désignées au n.° 5 du § V, et au n.° 2 du § II de l'article suivant.

5.° Les réunions d'usufruit à la propriété, lorsque la réunion s'opère par un acte de cession, et qu'elle n'est pas faite pour un prix supérieur à celui sur lequel le droit a été perçu lors de l'aliénation de la nue-propriété, à titre onéreux, et ce conformément au n.° 7 de l'article 17.

6.° Les titres nouvels ou reconnaissances de rentes, purs et simples, dont les contrats sont justifiés en forme ; et les soumissions pour le remboursement du capital, dans le cas où le débiteur peut y être contraint, suivant l'article 1912 du Code civil.

Sauf, dans tous les cas, le droit proportionnel sur les stipulations relatives aux intérêts échus.

7.° Les transactions en quelque matière que ce soit, qui ne contiennent aucune stipulation de sommes et valeurs, ni dispositions soumises à un plus fort droit, ni au droit proportionnel, ainsi qu'il est établi dans l'article 19, chapitre II.

8.° Les ordonnances des juges des tribunaux de 1.re instance jugeant en matière civile ou de commerce, rendues sur requêtes, mémoire ou autrement ; celles de référé, dont la minute reste au greffe, ou qui sont délivrées en brevet ou original.

Les ordonnances du procureur du Roi dans les cas où il est autorisé à en rendre.

Les actes et jugemens préparatoires, interlocutoires ou d'instruction de ces tribunaux et des arbitres, rendus contradictoirement ou par défaut.

Les procès-verbaux d'ouverture et réglemens provisoires de contributions et d'ordres, et les ordonnances de renvoi à l'audience, en cas de contestations sur ces mêmes procès-verbaux.

9.° Les actes faits ou passés aux greffes des mêmes tribunaux, portant acquiescement, affirmation de voyage, et autres ; certificats en minute, consentemens et déclarations de toute espèce ne donnant pas ouverture au droit proportionnel ; demandes en renvoi ; dépôt de registres, répertoires, signatures de notaires, et généralement de tous actes et pièces,

de quelque nature qu'ils soient, et leurs décharges ; désaveu ; enchères et surenchères ; enquêtes ; interrogatoires ; inscription de faux incident ; nomination d'experts ou arbitres ; oppositions, présentations de cautions, acceptation ou renonciation à succession, communauté, legs ou donations à cause de mort (*il est dû un droit pour chaque renonçant ou acceptant, et par chaque succession ou communauté*), récusation, tirage de lots (*sauf le droit proportionnel sur la soulte ou plus-value, s'il en existe*), transcriptions et radiations de saisies immobilières, vérification et affirmation de créances (*il n'est dû qu'un seul droit pour celles en matière de faillite*).

Les dépôts des extraits d'actes de société, de contrats de mariage et de mutations immobilières (*il est dû un droit par chaque acquéreur non indivis*), et de tous les actes et jugemens désignés par les lois civiles et commerciales pour être insérés au tableau placé dans l'auditoire des tribunaux, et leurs décharges ;

Et généralement les procès-verbaux, rapports et tous autres actes conservatoires ou de formalité, autres que ceux formellement exempts de l'enregistrement, faits aux greffes desdits tribunaux, et ne donnant pas lieu au droit proportionnel, ou dont le droit proportionnel ne s'élèverait pas à soixante-quinze centimes.

10.° Les exécutoires de dépens, et les taxes des experts dont le droit proportionnel, réglé par le n.° 12, § 2 de l'article suivant, ne serait pas plus élevé que soixante-quinze centimes.

11.° Les mêmes actes, ordonnances et jugemens des tribunaux de première instance en matière de commerce.

12.° Les ordonnances et procès-verbaux des présidens des tribunaux de première instance, relatifs au mariage et à la séparation de corps.

§ IV.

ACTES SUJETS AU DROIT FIXE DE UN FRANC.

1.° Les actes respectueux pour obtenir consentement à mariage.

2.° Les actes de société qui ne portent ni obligation, ni transmission de biens meubles ou immeubles entre les associés individuellement, ou

envers d'autres personnes, et quelle que soit la nature des biens apportés par chacun des associés.

Les actes d'adhésion postérieurs par de nouveaux associés ;

Les actes de dissolution de société qui sont dans le même cas, sauf les droits proportionnels auxquels pourraient donner ouverture les cessions de droits, ou le partage pour raison des soultes ou de l'abandon fait à l'un des associés de biens apportés originairement par un autre associé.

3.° Les cessions, abandonnemens et délaissemens de biens, soit volontaires, soit forcés, pour être vendus en direction.

4.° Les contrats de mariage qui ne contiennent d'autres dispositions que des déclarations de la part des futurs, de ce qu'ils apportent eux-mêmes en mariage et se constituent, sans aucune stipulation avantageuse entre eux.

La reconnaissance y énoncée de la part du futur, d'avoir reçu la dot apportée par la future, ne donne pas lieu à un droit particulier; celle par la future non commune en biens, d'avoir reçu la dot du futur, donne lieu au droit d'obligation.

La clause d'ameublissement déterminé ou indéterminé ne donne lieu à aucun droit. Il en est de même dans le cas où les meubles apportés par la femme sont mis à prix par le contrat fait sous le régime dotal.

Si les futurs sont dotés par leurs ascendans, ou s'il leur est fait des donations par des collatéraux ou autres personnes, par leur contrat de mariage, les droits, dans ces cas, seront perçus suivant la nature des biens, ainsi qu'ils sont réglés par les différens paragraphes de l'article suivant.

5.° Les donations de biens présens et à venir sans annexe de l'état des dettes du donateur, ou sans leur détail dans l'acte, et lorsque le donataire n'entre pas de suite en jouissance d'aucuns des biens.

A défaut de l'une ou de l'autre de ces circonstances, le droit proportionnel est dû sur les biens présens.

6.° Les donations de sommes, à prendre seulement sur la succession du donateur sans intérêts jusques-là, même avec affectation hypothécaire.

En cas de promesse d'intérêts, le droit proportionnel est dû sur leur capital au denier six.

7.° Les institutions contractuelles et toutes autres dispositions avan-

tageuses, soumises à l'événement du décès, qui sont faites par contrat de mariage entre les futurs ou par d'autres personnes en leur faveur.

Le forfait de communauté des articles 1520 à 1525 du Code civil, n'étant qu'une simple convention de mariage et entre associés, ne donne lieu à aucun droit.

Il n'y a lieu à percevoir le droit de donation pour le préciput, que lorsqu'il est réservé à la femme survivante, même en renonçant à la communauté.

8.° Les déclarations et significations d'appel, soit principal, soit incident, des jugemens de juges de paix en matière civile ou de commerce, au tribunal de première instance, même par acte d'avoué à avoué.

Il est dû plusieurs droits, dans les cas prévus par le n.° 33 du § 2 du présent article.

9°. Les exploits relatifs aux procédures devant les conseils privés, sans qu'il puisse être perçu plus d'un seul droit, quel que soit le nombre des demandeurs et des défendeurs.

10.° Les prestations de serment des secrétaires des administrations publiques, des greffiers et des huissiers des juges de paix, des porteurs de contraintes, des gardes et autres préposés des douanes d'un grade inférieur à celui de contrôleur exclusivement; des gardes du génie; des agens et conducteurs des travaux des ponts et chaussées chargés de constater les contraventions en matière de grande voirie; des imprimeurs et libraires; des gardes forestiers et gardes champêtres; des préposés au mesurage ou pesage public; des concierges des maisons d'arrêt et des prisons, enfin de tous les employés et comptables salariés par le Gouvernement, les communes ou les établissemens publics, autres que ceux compris dans le n.° 3 du § 7 ci-après, et qui sont assujettis au serment, à raison de leurs fonctions, quelle que soit l'autorité devant laquelle le serment sera reçu.

11.° Les reconnaissances d'enfant naturel, faites autrement que par acte de l'état civil.

12.° Les testamens, codiciles et tous actes de libéralité entre vifs ou à cause de mort, qui ne contiennent que des dispositions soumises à l'événement du décès, sans préjudice des droits proportionnels auxquels donneraient ouverture les reconnaissances contenues dans ces actes.

13.° Les unions et directions de créanciers.

Si elles portent obligation de sommes déterminées par les cointéressés envers un ou plusieurs d'entre eux, ou autres personnes chargées d'agir pour l'union, il sera perçu en outre un droit d'obligation.

14.° Les jugemens contradictoires ou par défaut des tribunaux de première instance, en matière civile, ou de commerce, portant acquiescement, acte d'affirmation, admission de revendication, débouté d'opposition, homologation d'actes et rapports ne donnant pas lieu aux droits proportionnels, ou dont ces droits ont été acquittés; décharge et renvoi de demande; déclaration de jugement commun, injonction de procéder à partage ou à licitation, main-levée d'inscription ou opposition, nomination d'arbitres et tiers-arbitres, commissaires, directeurs et sequestres; nullité de procédure, maintenue en possession, publication d'actes et de lettres patentes, péremption d'instances, reconnaissances d'écritures, réhabilitation, rejet ou admission de récusation, résiliemens de baux autrement que du consentement des parties.

Les jugemens qui établissent seulement les bases ou les élémens d'un compte ou d'une liquidation à faire, sans déterminer aucun reliquat; ceux qui statuent sur l'admission d'un créancier au passif d'une faillite, sans prononcer de condamnation de sommes; les jugemens qui condamnent à servir une rente conformément au titre en forme authentique.

Si le titre était verbal ou sous seing privé, il serait dû le droit proportionnel, ainsi que pour une condamnation qui rendrait le capital de la rente exigible.

Les réglemens définitifs d'ordres et de contributions, ne donnant pas lieu à un droit proportionnel plus élevé; sans que, dans aucun cas, il soit dû aucun droit pour les forclusions et les main-levées prononcées par le même acte.

Les ordonnances d'exécution de jugemens arbitraux, et celles d'envoi en possession.

Et généralement tous les jugemens de ces tribunaux et des arbitres, en premier ou en dernier ressort, non compris dans le § 3 précédent, et contenant des dispositions définitives ne donnant pas ouverture au droit proportionnel, ou dont le droit proportionnel ne s'élèverait pas à un fr.

Les adjudications frappées de surenchère avant le délai de l'enregistrement, et celles sur folle enchère, lorsque la première adjudication a été enregistrée et que le nouveau prix n'est pas supérieur au premier; dans le cas contraire, les droits sont perçus comme il est dit au n.° 1.^er^ §§ 6 et 8 de l'art. suivant.

15.° Les jugemens des tribunaux de première instance en matière civile ou de commerce, à l'exclusion de ceux des arbitres, portant 1.° résolution de contrats ou de clause de contrats pour cause de nullité radicale; 2.° résolution de contrats de vente pour lésion d'outre moitié, dans la forme et les délais prescrits par la loi; 3.° résolution de contrats pour cause de simulation, mais seulement lorsque la résolution n'est point prononcée sur la demande de l'une des parties contractantes; 4.° révocation de donation pour cause d'ingratitude; 5.° résolution de contrats de vente pour défaut de paiement du prix, mais seulement avec ces deux circonstances, que l'acquéreur n'aura payé aucun à-compte sur le prix, et qu'il ne sera point entré en jouissance.

Toutefois, les droits ainsi que les doubles droits et amendes dus à raison des contrats ou des conventions verbales résolus, seront perçus en outre sur les jugemens, dans le cas où ils n'auraient pas été acquittés précédemment dans les délais déterminés.

16.° Les ordonnances, arrêts et actes du greffe des cours royales, de l'espèce des actes et jugemens désignés dans les numéros 8, 9 et 10 du § 3 précédent.

Les mêmes actes émanés des arbitres jugeant en dernier ressort du consentement des parties.

§ V.

ACTES SUJETS AU DROIT FIXE DE UN FRANC CINQUANTE CENTIMES.

1.° Les actes d'émancipation.

Il est dû un droit par chaque émancipé, mais il n'en est dû aucun pour la nomination du curateur.

2.° Les déclarations et significations d'appel, soit principal, soit in-

cident, des jugemens des tribunaux de première instance en matière civile ou de commerce, même par actes d'avoué à avoué.

Il est dû plusieurs droits, dans les cas prévus par le n.° 33 du § II du présent article.

3.° Les partages de biens meubles ou immeubles entre co-propriétaires, à quelque titre que ce soit, pourvu qu'il en soit justifié.

Il n'est pas dû de droit particulier pour les subdivisions contenues dans le même acte, et qui sont faites entre les mêmes co-partageans.

S'il y a retour ou plus-value entre les lots, le droit, sur ce qui en fera l'objet, sera perçu au taux reglé pour les ventes.

4.° Les arrêts définitifs des cours royales ne donnant pas lieu à un droit proportionnel plus élevé et de l'espèce des jugemens désignés dans les n.os 14 et 15 du § précédent.

5.° Les jugemens définitifs désignés dans les mêmes numéros, rendus par les arbitres jugeant en dernier ressort, du consentement des parties.

§ VI.

ACTES SUJETS AU DROIT FIXE DE DEUX FRANCS.

1.° Les acquisitions de biens immeubles par la colonie, les communes, hospices, séminaires, fabriques, congrégations religieuses, et tous autres établissemens publics légalement autorisés, faites à titre onéreux, et lorsque les biens acquis devront recevoir une destination d'utilité publique et ne pas produire de revenus.

A défaut de l'une ou de l'autre de ces circonstances, il est dû le droit proportionnel déterminé par le § 8 de l'article suivant; et le droit fixe sera réductible dans tous les cas où la valeur des biens ne donnerait pas deux francs de droit.

2.° Les actes translatifs de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens immeubles situés en pays étranger, sans que, dans aucun cas, le droit fixe puisse excéder le droit proportionnel qui serait dû si les biens étaient situés dans la colonie.

3.° Les jugemens des tribunaux de première instance prononçant une interdiction; les jugemens de séparation de biens entre mari et femme, lorsqu'ils ne portent point de condamnation de sommes et valeurs mobi-

lières, ou lorsque le droit proportionnel de la condamnation prononcée ne s'élève pas à deux francs.

4.° Les actes de tutelle officieuse.

Il est dû un droit pour chaque pupille.

§ VII.

ACTES SUJETS AU DROIT FIXE DE TROIS FRANCS.

1.° Le premier acte de recours au conseil d'état, et le premier acte de recours en cassation, en matière civile, correctionnelle ou de simple police, de quelque partie qu'il émane, et en matière criminelle, celui des parties civiles seulement.

Il est dû un droit pour chacun des condamnés non solidaires, qui exercent le recours par un même acte.

2.° Les jugemens des tribunaux de première instance prononçant une séparation de corps entre mari et femme.

Ceux admettant une adoption.

Il est dû un droit pour chaque adopté.

3.° Les prestations de serment des notaires, avocats, avoués et arpenteurs pour entrer en fonctions; des directeurs, inspecteurs, vérificateurs, contrôleurs et receveurs des contributions directes et indirectes, des curateurs aux biens vacans, des greffiers, commis-greffiers et huissiers près les tribunaux de première instance et les cours royales, pour entrer en fonctions; des ingénieurs des ponts et chaussés, des commissaires des poudres et salpêtres et généralement de tous les employés et comptables salariés par le Gouvernement, les communes et les établissemens publics, qui y sont assujettis à raison de leurs fonctions, et quelle que soit l'autorité devant laquelle le serment sera reçu, lorsque le traitement s'élève à deux mille francs et au-dessus.

Tous les employés et comptables, dont le salaire serait inférieur à cette somme, ne devront que le droit fixé par le n.° 10 du § IV ci-dessus.

Il n'est dû de nouveau droit que dans le cas de changement de grade ou de fonc-

tions, et non lors d'un simple changement de résidence: toutefois si, dans ce

dernier cas il était rédigé un nouvel acte de prestation de serment, il serait dû le droit déterminé par le n.° 6 du § 2 du présent article.

§ VIII.

ACTES SUJETS AU DROIT FIXE DE CINQ FRANCS.

1.° Les arrêts des cours royales prononçant une interdiction, une séparation de corps ou une séparation de biens entre mari et femme, sauf le droit proportionnel de la condamnation, si elle donne lieu à un droit plus élevé.

Les arrêts confirmant une adoption.

Il est dû un droit pour chaque adopté.

2.° L'adoption par le tuteur officieux dans un acte testamentaire.

Il est dû un droit pour chaque adopté.

CHAPITRE II.

DROITS PROPORTIONNELS.

ART. 92.

Les actes et mutations compris sous cet article seront enregistrés et les droits payés suivant les quotités ci-après savoir :

§ I.er

DEUX CENTIMES ET DEMI PAR CENT FRANCS.

1.° Les baux à ferme ou à loyer de biens meubles ou immeubles, même de ceux appartenant au Gouvernement.

Les baux ou conventions pour nourriture de personnes.

Le louage des esclaves ainsi que des gens de travail qui s'engagent au service de quelqu'un.

Les baux de pâturage et nourriture d'animaux, lorsque la durée de tous ces baux est limitée.

Si la durée du bail est illimitée, la quotité du droit est réglée par les n.os 2 des §§. 6 et 8 ci-après :

2.° Les baux à cheptel et reconnaissance de bestiaux.

Le droit sera perçu sur le prix exprimé dans l'acte ou à défaut d'après l'évaluation qui sera faite du bétail.

3.° Les sous-baux, subrogations, cessions, rétrocessions et résiliations des mêmes baux.

Le droit sera perçu et liquidé sur les années à courir et d'après la même base que pour les baux.

Les sommes payées sur le prix du bail par l'acte même ne donnent pas lieu au droit de quittance.

4.° Les brevets d'apprentissage, lorsqu'ils contiendront stipulation de sommes ou valeurs mobilières payées ou non.

Les cautionnemens de tous les actes désignés aux numéros précédens ne paieront que la moitié des droits déterminés pour ces actes.

5.° Les actes volontaires contenant promesse de pensions alimentaires entre les ascendans et leurs descendans, ainsi qu'entre époux séparés, lorsque la somme est déterminée; et même dans le cas où la pension alimentaire serait représentée par le revenu d'un immeuble désigné.

Le droit sera perçu sur le capital au denier six de la pension annuelle; si l'acte ne contient la stipulation d'aucune somme déterminée, il n'est dû que le droit fixe réglé par le n.° 46 du § 2 de l'article précédent.

6.° Les quittances, remboursemens ou rachats de rentes, redevances et créances de toute nature.

Les retraits exercés par les vendeurs en vertu de réméré, par actes publics, dans le délai stipulé par l'acte de vente, pourvu qu'il n'excède pas cinq ans, ou faits sous signature privée et présentés à l'enregistrement avant l'expiration des délais.

Le droit n'est dû que sur les sommes remboursées par le vendeur.

Le retrait successoral et le retrait de droits litigieux, sur le montant des sommes remboursées, dans le cas où le cessionnaire peut y être contraint par la loi.

Les paiemens faits avec subrogation légale selon l'article 1251 du Code civil, et ceux effectués par un acquéreur aux créanciers du vendeur

après délégation ou indication quelconque de paiement, et généralement tous actes ou écrits, soit civils, soit judiciaires ou extrajudiciaires, portant libération de sommes et valeurs mobilières, sans que le paiement ait pour cause une libéralité ou le prix d'une transmission de meubles ou d'immeubles non enregistrée : auxquels cas, il serait dû les droits dont ces diverses stipulations sont passibles suivant les différens paragraphes du présent article.

Il n'est dû qu'un seul droit pour les compensations de créances respectives.

Mais les droits des deux libérations seront perçus, lorsque les paiemens seront faits par un débiteur aux créanciers de son créancier, en présence de ce dernier, sans aucune indication de paiement antérieurement enregistrée.

7.° Les actes de dépôts et consignations de sommes faits dans les caisses publiques où chez des officiers publics, lorsqu'ils opèrent la libération des déposans.

§ II.

CINQ CENTIMES PAR CENT FRANCS.

1.° Les actes d'assurances maritimes.

Le droit ne sera exigible que sur le montant de la prime, et seulement avant que la police puisse être produite en justice, et en tenant compte du droit fixe, payé conformement au n.° 13 du § 2 de l'article précédent.

2.° Les délaissemens par suite d'une assurance, et dans les autres cas prévus par les lois commerciales.

Le droit est dû sur la valeur des objets délaissés; il n'est exigible que sur l'acte d'acceptation, ou le jugement qui valide le délaissement.

En cas d'assurance la valeur est fixée par la police.

3.° Les adjudications au rabais et marchés pour constructions, réparations, entretiens, approvisionnemens et fournitures, dont le prix doit être payé sur les fonds communaux ou par les établissemens publics.

Le droit est dû sur la totalité du prix de ces actes.

Le cautionnement ne doit que moitié du droit.

4.° Les atermoiemens ou concordats passés entre les faillis et leurs créanciers, même lorsqu'il ne serait consenti aucune remise sur les créances.

Le droit est perçu sur tous les biens meubles abandonnés par le failli, et sur les sommes qu'il s'oblige de payer tant aux créanciers présens qu'à ceux non représentés, avec lesquels le traité est commun par l'effet de la majorité.

Le cautionnement, s'il en est fourni, ne paiera que la moitié du droit.

5.° Les billets à ordre et tous autres effets négociables de particuliers ou de compagnies, à l'exception des lettres de change.

Les avals donnés par actes séparés des effets négociables de toute espèce.

Ces effets négociables pourront n'être présentés à l'enregistrement qu'avec les protêts qui en seront faits; mais le droit de ces effets serait exigible sur l'exploit de citation qui déclarerait qu'ils sont adhirés.

Les ouvertures de crédits entre banquiers et commerçans sujets à patentes.

6.° Les actions, coupons d'actions et cessions d'actions mobilières des compagnies et sociétés de finance, de commerce ou d'industrie, sans aucun droit de propriété dans le fonds social.

7.° Les cautionnemens de sommes et objets mobiliers, les garanties et les gages mobiliers fournis par des tiers, et les indemnités de même nature.

Les cautionnemens par le tireur ou les endosseurs, pour le paiement de lettres de change.

Sont exceptés les cautionnemens nommément désignés dans d'autres numéros du présent article et de l'article précédent.

Dans tous les cas le droit sera perçu indépendamment de celui de la disposition que le cautionnement, la garantie, le gage ou l'indemnité aura pour objet et sur le même capital, mais sans pouvoir excéder le droit principal.

8.° Les cautionnemens de se représenter ou de représenter un tiers en cas de mise en liberté provisoire, ou en vertu d'un sauf-conduit, dans les cas prévus par le Code de procédure et par les lois civiles et commerciales, et en matière correctionnelle ou criminelle.

9.° Les soumissions de cautions au greffe des tribunaux.

Lorsque le jugement d'admission de la caution ne l'oblige pas à faire un acte de soumission, le droit proportionnel est perçu sur le jugement.

Pour les cautions des surenchères, le droit est dû sur le prix principal, en y joignant toutes les charges et le montant de la surenchère. Mais ce droit n'est

perçu que sur le jugement d'adjudication au profit du surenchérisseur, et l'acte de cautionnement, dont l'obligation principale est soumise à cette condition, ne doit que le droit fixe établi par le n.° 9 du § 3 de l'article précédent.

10.° Les legs et donations, à cause de mort, de sommes et d'effets mobiliers en ligne directe, naturelle ou adoptive, sur la portion disponible seulement.

11.° Les obligations à la grosse aventure ou pour retour de voyage.

Le droit n'est dû que sur le capital prêté.

12.° Les jugemens et arrêts contradictoires ou par défaut, ou autres actes judiciaires, en matière civile ou de commerce, et en matière criminelle, correctionnelle ou de police, quel que soit le tribunal ou la cour dont ils émanent, portant condamnation, attribution ou liquidation de sommes et valeurs mobilières, intérêts et dépens entre particuliers, même celles prononcées sur des actes authentiques; excepté les dommages-intérêts compris au n.° 3 du § 6 ci-après, et les amendes qui ne seront point ajoutées aux autres sommes pour la liquidation du droit proportionnel.

Est soumis au même droit, le jugement qui déclare un débiteur déchu du bénéfice du terme qui lui avait été accordé pour le paiement, par un acte civil.

Dans aucun cas, et pour aucun de ces jugemens ou arrêts, le droit proportionnel ne pourra être au-dessous du droit fixe, tel qu'il est réglé dans l'article précédent pour les jugemens définitifs des divers tribunaux.

13.° Les collocations et distributions de deniers mobiliers ou immobiliers, soit volontaires ou judiciaires, dans quelque forme qu'elles aient lieu, et quel que soit le nombre ou la qualité des créanciers colloqués, présens ou non.

Le droit est dû sur le montant de la somme distribuée en capital et intérêts, et si le paiement est effectué par le même acte, il n'est dû aucun droit pour la quittance.

14.° Les ventes publiques de marchandises et d'effets mobiliers, en cas de faillite, en vertu d'ordonnance du juge-commissaire.

Les ventes de marchandises aux enchères publiques, pourvu que le lieu de la vente et la quotité des lots aient été fixés par les tribunaux.

§ III.

SEPT CENTIMES ET DEMI PAR CENT FRANCS.

1.° Les actes et contrats d'assurances autres que ceux maritimes.

Le droit sera perçu sur la valeur de la prime.

2.° Les donations entrevifs en propriété ou usufruit de biens-meubles, celles portant partage anticipé, faites selon les articles 1075 et 1076 du Code civil, en faveur de tous les successibles en ligne directe, naturelle ou adoptive.

3.° Les donations de sommes payables ou exigibles avec ou sans intérêts, au décès du donateur, même sans hypothèque, et celles avec dessaisissement actuel par le donateur.

§ IV.

DIX CENTIMES PAR CENT FRANCS.

1.° Les baux ou conventions pour nourriture de personnes, lorsque la durée est illimitée.

Le droit sera perçu sur le capital au denier six.

2.° Les mutations de biens-immeubles en propriété ou usufruit, qui auront lieu par décès en ligne directe, naturelle ou adoptive.

3.° Les rentrées en posession de biens de même nature, en vertu du droit successif attribué aux ascendans par l'article 747 du Code civil.

§ V.

QUINZE CENTIMES PAR CENT FRANCS.

1.° Les adjudications au rabais, marchés, autres que ceux compris dans le n.° 3 du §. 2 précédent, pour constructions, réparations et entretien entre particuliers, quand même ils contiendraient promesse de livrer les marchandises ou objets mobiliers nécessaires à la confection des ouvrages.

Le procès-verbal de réception des ouvrages, afin d'obtenir le privilége accordé aux architectes et ouvriers par le n.° 4 de l'article 2103 du Code civil.

Le droit est dû sur le montant total du prix des travaux, déduction faite de celui perçu sur le marché s'il est représenté enregistré.

Les traités pour ouvrages et travaux de toute espèce ; ceux pour le transport de personnes ou marchandises, entre particuliers, désignés aux n.^{os} 2 et 3 de l'article 1779 du Code civil.

Les traités de remplacemens pour le service de l'État.

Les avis de parens portant fixation d'honoraires ou d'indemnité en faveur des tuteurs ou curateurs.

2.° Les conversions de rentes en obligations à terme, excepté dans le cas prévu par le n.° 6 du § 3 de l'article précédent.

3.° Les contrats et transactions portant obligation de sommes, les billets simples et promesses de payer, les arrêtés de compte et les actes de liquidation de créances et reprises qui ne résultent pas d'actes précédemment enregistrés.

Sont exceptées les liquidations contenues dans les partages de succession, communauté ou société, qui doivent précéder le partage, et dont les résultats sont employés dans les lots des co-partageans, sauf les droits des soultes qu'il pourraient produire.

4.° Les mandats, les lettres de crédit ; les reconnaissances de devoir, même faites en l'absence des créanciers, à l'exception des déclarations passives dans les inventaires, à la charge de la succession ; et celles de dépôts de sommes chez des particuliers.

Les reconnaissances d'intérêts ou arrérages échus, même lorsque le titre de la créance principale est enregistré.

La reconnaissance, par un débiteur, d'être détenteur d'une somme annoncée avoir été payée par lui dans un précédent acte ; et généralement tous autres actes ou écrits soit civils, judiciaires ou extrajudiciaires, qui contiendront obligation de devoir ou de prêter une somme d'argent, sans libéralité et sans que l'obligation soit le prix d'une transmission de meubles ou immeubles non enregistrée : auxquels cas il serait dû les droits dont ces stipulations sont passibles suivant les différens paragraphes du présent article.

Les reconnaissances par acte public et les affectations hypothécaires

par les souscripteurs, pour le paiement d'effets négociables précédemment enregistrés, et de lettres de change.

5.° Les transports, cessions et délégations de créances à terme et de droits mobiliers incorporels, autres que ceux compris aux paragraphes II et VI du présent article, même faits hors de la présence du créancier délégataire ou du cessionnaire, ou sans son acceptation expresse, et sans décharger le premier débiteur; et ceux faits à titre de garantie par tout autre acte que l'obligation principale, lorsque le débiteur cédant s'est dessaisi de la propriété.

Les subrogations conventionnelles au profit d'un tiers payant en l'acquit du débiteur; et les substitutions de débiteurs.

Les délégations avec dessaisissement pour tenir lieu du service des intérêts dans l'acte même d'obligation, indépendamment du droit dû pour le capital; et les transports par endossement de billets simples, et ceux d'effets négociables après le protêt qui en a été fait.

6.° Les délégations de prix stipulées dans un contrat, pour acquitter des créances à terme, envers un tiers.

7.° Les déclarations de command, d'ami ou de prête-nom, si l'acte d'obligation, de transport ou de délégation n'en contient pas la réserve, et que la déclaration ne soit pas faite et notifiée au receveur dans les vingt-quatre heures du contrat, ainsi qu'il est prescrit par le n.° 3 du § III de l'article précédent.

8.° Les donations entre vifs et les mutations en propriété ou usufruit de biens-meubles qui s'effectueront par décès entre époux.

§ VI.

VINGT CENTIMES PAR CENT FRANCS.

1.° Les adjudications, ventes, reventes, cessions, rétrocessions, marchés (autres que ceux énoncés au n.° 3 du § 2, et au n.° 1.er du § 5, ci-dessus), les traités et tous autres actes, soit civils, soit judiciaires ou extrajudiciaires translatifs de propriété à titre onéreux, de biens-meubles, récoltes de l'année sur pied, coupes de bois taillis et de haute-futaie,

actions dans les compagnies et sociétés de finance, de commerce ou d'industrie donnant droit de propriété dans le fonds social, encore qu'il en dépende des immeubles, tant que dure la société; des produits extraits ou à extraire des minières et des carrières; des matières extraites seulement des mines, et leurs approvisionnemens; et de tous autres objets mobiliers, généralement quelconques, en quelques lieux ou pays qu'ils soient situés; même les ventes de cette nature faites par le Gouvernement, à l'exception de celles énoncées au n.° 54 du § II de l'article précédent;

Les adjudications à la folle enchère, mais seulement sur ce qui excédera le prix de la précédente adjudication, si le droit en a été acquitté.

Lorsque l'acquéreur d'une coupe de bois se rend postérieurement acquéreur du fonds, il est dû, sur ce second acte ou pour la nouvelle convention, le complément du droit fixé par le § 8 ci-après, pour la totalité ou les portions de la coupe qui, n'ayant point encore été abattues à cette époque, n'auraient point cessé de faire partie de l'immeuble, indépendamment du droit dû suivant le même paragraphe pour la nouvelle mutation; et, si la vente du sol a précédé celle de la superficie au même acquéreur, avant qu'elle en ait été détachée, le prix de cette superficie acquittera le droit déterminé par le même § 8.

2.° Les constitutions de rentes, soit perpétuelles, soit viagères, et de pensions à titre onéreux; les cessions, transports et délégations qui en sont faits au même titre, ainsi qu'il est établi aux n.os 5 et 6 du paragraphe précédent pour les délégations, subrogations de créanciers et substitutions de débiteurs de créances à terme.

Les transports d'arrérages ne doivent que le droit des créances à terme.

Les baux de biens-meubles faits à vie ou pour un temps illimité, leurs transpors, rétrocessions et résiliations.

3.° Les dommages-intérêts prononcés par les tribunaux, en matière de police simple, de police correctionnelle, et en matière criminelle, et ceux en matière civile dans les cas désignés aux articles 1142, 1145, 1147, 1149 et 1382 du Code civil.

4.° Les donations entre vifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles en ligne directe, naturelle ou adoptive.

Les donations portant partage anticipé, faites par les pères et mères entre tous leurs enfans ou descendans, conformément aux articles 1075 et 1076 du Code civil, ne paieront que moitié droit, quelque soit le mode de composition des lots, même au moyen d'une licitation des biens donnés, par le même acte.

5.° Les donations entre vifs et les mutations en propriété ou usufruit de biens meubles, qui s'opéreront par décès entre collatéraux et autres parens au degré successible seulement.

6.° Les échanges de propriétés bâties, et ceux de biens ruraux lorsque l'un des immeubles ruraux ne sera pas contigu aux propriétés de celui qui le recevra, mais pour cet immeuble seulement; les échanges semblables faits avec des communes et des établissemens publics désignés au n.° 1, § 6 de l'article précédent.

Le droit ne sera perçu que sur la valeur d'une des parts, et celui dû pour la soulte ou plus-value sera liquidé conformément au § 8 ci-après. Si la soulte doit être payée par les communes ou établissemens publics, elle ne sera passible que du droit fixe selon le n.° 1.er du § 6 de l'article précédent.

Les rescisions de ces différens actes pour cause de lésion.

7.° Les élections ou déclarations d'ami, de command ou prête-nom, sur les actes translatifs, de propriété ou d'usufruit de biens meubles compris dans le présent paragraphe, lorsque la réserve de command n'aura pas été insérée dans le contrat et sans qu'elle ait été faite et notifiée au receveur, dans les vingt-quatre heures de ce contrat, comme il est dit au n.° 3 du § 3 de l'article précédent.

8.° Les engagemens ou antichrèses de biens immeubles.

9.° Les parts et portions acquises par licitation et les soultes de partages de biens meubles.

10.° Les retraits de biens meubles, après le premier délai fixé par l'acte de vente avec faculté de rachat, ou en vertu de prorogation de délai, et ceux exercés par des tiers cessionnaires des vendeurs.

11.° Les résolutions et résiliations de contrats de vente de biens meubles; à la seule exception de celles prononcées par les tribunaux de première instance jugeant en matière civile ou de commerce, et les Cours

royales pour cause de nullité radicale, ou pour défaut de paiement du prix, lorsque l'acquéreur n'aura payé aucun à-compte et qu'il ne sera point entré en jouissance.

§ VII.

VINGT-CINQ CENTIMES PAR CENT FRANCS.

Les donations entre vifs et les mutations qui s'effectueront par décès, soit par testament ou tous autres actes de libéralité à cause de mort, de propriété ou d'usufruit de biens immeubles, entre époux.

§ VIII.

TRENTE-CINQ CENTIMES PAR CENT FRANCS.

1.° Les adjudications, ventes, reventes, cessions, rétrocessions et tous autres actes soit civils, judiciaires ou extrajudiciaires, translatifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles, droits et actions immobiliers à titre onéreux, même de ceux appartenant au Gouvernement; des mines, indépendamment de la surface des constructions et travaux en dépendant, ainsi que des chevaux, agrès et ustensiles servant à leur exploitation; des coupes de bois non séparées du sol, dans les cas prévus par le dernier alinéa du n.° 1.er du § 6.

Les adjudications à la folle enchère seront assujetties au même droit; mais seulement sur ce qui excédera le prix de la première adjudication, si elle a été enregistrée.

2.° Les baux à rentes perpétuelles de biens immeubles, ceux à vie et ceux dont la durée est illimitée, ainsi que les traités portant fixation de la redevance à payer au propriétaire du fonds pour l'exploitation d'une mine jusqu'à son épuisement.

Leurs transports, retrocessions et résiliations.

3.° Les déclarations de command, d'ami ou de prête-nom, pour des actes translatifs de propriétés immobilières, lorsque ces déclarations ne

réunissent pas toutes les conditions énoncées au n.° 3, § 3 de l'article précédent.

4°. Les parts et portions de biens immeubles acquises par licitation.

Cette portion se calcule d'après le prix de la totalité des biens faisant l'objet de la licitation.

5.° Les retours ou plus-values de partages et d'échanges d'immeubles.

6.° Les retraits exercés après l'expiration du délai convenu par le contrat de vente, et dans ce délai, s'il excède cinq années, ou en vertu de prorogation, et ceux exercés par des cessionnaires du vendeur avec faculté de rachat.

7.° Les résolutions et résiliations de contrats translatifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles, même lorsqu'il aurait été stipulé par le contrat qu'à défaut de paiement la vente serait nulle de plein droit.

Sont seulement exceptées celles prononcées par les tribunaux de première instance et les cours royales pour cause de nullité radicale, pour lésion d'outre moitié, dans les formes et les délais prescrits par la loi; et pour défaut de paiement du prix, lorsque l'acquéreur n'aura payé aucun à-compte, et qu'il ne sera point encore entré en jouissance.

§ IX.

CINQUANTE CENTIMES PAR CENT FRANCS.

1.° Les donations entre vifs et les mutations qui s'effectueront par décès, pour quelque cause que ce soit, de propriété ou d'usufruit de biens-meubles entre collatéraux au-delà du degré successible et toutes personnes non parentes.

Et celles qui s'opéreront pour des biens de même nature, lorsque l'époux survivant ou les enfans naturels seront appelés à succéder à défaut de parens au degré successible.

Toutefois, pour les enfans naturels, ce droit ne sera appliqué que sur l'excédant de ce qui leur aurait été attribué dans les divers cas de l'art. 757 du Code civil.

2.° Les donations entrevifs et les mutations qui s'effectueront par décès de biens immeubles entre collatéraux au degré successible seulement.

§ X.

UN FRANC PAR CENT FRANCS.

1.° Les donations entrevifs, et les mutations qui s'effectueront par décès de *biens immeubles* entre collatéraux au-delà du degré successible et toutes personnes non parentes.

Seront considérées comme personnes non parentes, l'époux survivant et les enfans naturels, lorsqu'ils seront appelés à la succession, à défaut de parens au degré successible.

Toutefois, à l'égard des enfans naturels, ils n'acquitteront le droit que sur l'excédant de ce qui leur aurait été attribué en vertu de l'article 757 du Code civil, et dont ils paieront les droits de mutation en ligne directe.

CHAPITRE III.

DES ACTES QUI DOIVENT ÊTRE ENREGISTRÉS EN DÉBET OU GRATIS, ET DE CEUX QUI SONT EXEMPTS DE LA FORMALITÉ.

ART. 93.

Sont soumis à la formalité de l'enregistrement en débet ou gratis, ou exempts de cette formalité, les actes ci-après; savoir :

§ I.er

À ENREGISTRER EN DÉBET.

Seront enregistrés en débet, mais dans leurs délais et sous les peines prononcées par la présente ordonnance pour défaut d'enregistrement;

1.° Les actes et procès-verbaux des juges de paix, des greffiers, des commissaires commandans de communes et de leurs lieutenans, des officiers, commissaires et agens de police, ainsi que des huissiers et gendarmes, en matière de police simple et de police correctionnelle.

2.° Les exploits, les actes d'appel, et ceux de recours en cassation par les prévenus en mêmes matières, mais seulement lorsqu'ils sont emprisonnés.

3.° Les actes et procès-verbaux constatant des délits en matière de grande voierie.

4.° Ceux des gardes établis par l'autorité publique, relatifs à des délits ruraux ou forestiers.

5.° Ceux relatifs à des contraventions aux ordonnances et réglemens en matière de contributions directes ou indirectes, et aux contributions locales.

6.° Tous les actes faits à la requête du ministère public, agissant d'office en matière civile, ou dans l'intérêt des lois, et pour assurer leur exécution.

7.° Les jugemens et arrêts qui interviennent sur ces actes et procès-verbaux.

8.° Les procès-verbaux de contraventions et les significations par les gardes du génie.

9.° Les procès-verbaux d'apposition et levée de scellés, lorsque les juges de paix agissent d'office après l'ouverture des successions échues à des héritiers absens et non représentés.

Les actes de tutelle faits d'office, relatifs à des mineurs qui n'ont ni tuteur, ni curateur.

Les actes concernant la nomination faite d'office d'un subrogé tuteur, dans le cas prévu par l'article 421 du Code civil.

10.° Les jugemens d'ouverture de faillite, rendus d'office.

Les procès-verbaux d'apposition de scellés après faillite, lorsque les juges de paix agissent d'office, et les actes de dépôts qui peuvent être dressés desdits procès-verbaux.

11.° Les inventaires faits par les juges de paix, des effets ou titres actifs trouvés sur les personnes qui ont péri par mort violente ou présumée telle.

12.° Les rapports faits par les capitaines de navires, dans les cas prévus par les lois commerciales, et leur dépôt au greffe, lorsqu'il résulte, des circonstances énoncées dans la déclaration, que le capitaine est dans l'impossibilité absolue de payer les droits.

Ceux faits par les capitaines de navires capturés, dans les mêmes cas.

Les droits d'enregistrement de ces actes, procès-verbaux et jugemens, seront compris par distinction dans la liquidation des dépens prononcés contre les

parties condamnées, et le recouvrement en sera suivi par les receveurs de l'enregistrement, d'après les extraits qui leur seront fournis à cet effet par les greffiers contre les tuteurs, curateurs ou subrogés tuteurs, les agens, commissaires et syndics des faillites, les pères, mères et époux des interdits, ou contre ceux à qui lesdits actes auront profité ou dû profiter.

Mais, dans aucun cas, il ne pourra être délivré expédition, copie ou extrait de ceux désignés aux n.os 9, 10, 11 et 12, à l'exception de ceux qui pourraient être requis par le ministère public, sans qu'au préalable les droits dus au Gouvernement n'aient été payés, et ce, sous les peines portées par l'article 55 de la présente ordonnance.

§ II.

À ENREGISTRER GRATIS.

1.° Les acquisitions et échanges faits par le Gouvernement, les partages de biens entre l'État et les particuliers, et tous actes faits à ce sujet, même les cessions faites au Gouvernement pour se libérer de créances envers lui.

S'il y a soulte à payer par les particuliers, il est dû les droits proportionnels auxquels toutes les acquisitions sont assujetties par l'article précédent.

2.° Les cahiers de charges, ainsi que tous autres actes dont les droits seraient supportés par le Gouvernement.

3.° Les exploits, commandemens, significations, sommations, établissemens de garnisaires, saisies, saisies-arrêts et autres actes, tant en demande qu'en défense, ayant pour objet le recouvrement des contributions directes et indirectes et de toutes autres sommes dues au Gouvernement, à quelque titre, et pour quelque objet que ce soit, même des contributions locales; pour le paiement de mois de nourrices, frais d'éducation et de pensionnat, travaux de curage de canaux et rivières, lorsqu'il s'agira de cotes, droits, ou créances non excédant en total la somme de cent francs.

4.° Les actes des huissiers, gendarmes et agens de police en matière criminelle, autres que ceux faits à la requête des parties civiles.

5.° Les actes et jugemens rendus à la requête du ministère public pour

des rectifications, ou pour réparer des omissions concernant les actes de l'État civil; et ceux pour parvenir au mariage d'individus dont l'indigence notoire est constatée par certificat du commissaire commandant de la commune, ou de son lieutenant.

6.° Les notifications de plans et tous les actes de procédure relatifs aux terrains des places de guerre.

7.° Les ventes des effets non réclamés des marins et passagers morts en mer, faites par les officiers de l'administration de la marine, lorsque le prix n'est que de vingt-cinq francs et au-dessous.

Cette disposition s'applique tant aux bâtimens de l'État qu'à ceux du commerce et des armemens en course, pourvu que les ventes soient faites d'office et non à la requête des particuliers, par des administrateurs et préposés de la marine.

8.° En cas d'omission d'enregistrement, dans les délais, des actes compris au présent paragraphe, il y a lieu aux mêmes amendes contre les officiers publics que pour ceux passibles du droit.

§ III.

EXEMPTS DE LA FORMALITÉ ET DU DROIT D'ENREGISTREMENT.

1.° Les actes du Gouvernement.

2.° Les actes d'administration publique non désignés dans l'article 7 de la présente ordonnance, et ceux devenus nuls par le refus d'approbation de l'autorité supérieure, ainsi qu'il est prévu par le n.° 5 de l'article 28, à la charge de faire mention de la décision sur l'acte et à l'article du répertoire.

3.° Les inscriptions sur le grand livre de la dette publique du royaume, leurs transferts et mutations, les quittances des intérêts qui en sont payés, et généralement tous les effets de la dette publique inscrits ou à inscrire définitivement.

Mais dans tous les cas où les effets de la dette publique ne formeront que le prix ou l'objet de conventions désignées dans les articles 91 et 92 précédens, ces conventions ou stipulations acquitteront les droits auxquels elles sont toutes formellement assujetties par le paragraphe de ces articles dans lequel elles se trouvent classées.

4.° Les actes de naissance, de mariage et de décès, et les extraits qui en sont délivrés, ainsi que tous autres actes de l'état civil.

5.° Les actes judiciaires dont le détail suit : les actes de productions de pièces faits sur le registre tenu au greffe à cet effet, et ceux sur le registre des contributions et des adjudications pour la distribution des deniers; les ordonnances de communiqués au ministère public, et les conclusions de ce dernier; les cédules pour appeler au bureau de paix (sauf la signification), et les mentions de non comparution; les visas donnés sur les actes des huissiers par les magistrats civils et judiciaires, ainsi que par les secrétaires des administrations publiques et les greffiers dans tous les cas prescrits par la loi, et les visas exécutoires des contraintes pour le recouvrement des deniers de l'État; les actes portés sur les registres de délibérations intérieures des cours et tribunaux, ainsi que sur les registres de délibérations des chambres de notaires, avoués et huissiers, autres que ceux qui contiendraient transmission de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles ou immeubles, ainsi que ceux portés sur les registres des dépôts désignés au n.° 7 du § II de l'article 91; les actes de dépôts des registres de l'état civil; tous les actes, procès-verbaux, jugemens et arrêts en matière de police simple et de police correctionnelle et en matière criminelle, autres que ceux nommément assujettis à la formalité par les dispositions de la présente ordonnance, et les procès-verbaux de contravention à la police du roulage; les décisions du juge sur le réglement des qualités des jugemens; les actes de notoriété et les procès-verbaux des juges de paix pour constater les causes de la disparition des militaires et des marins, et le défaut de moyens d'existence de leurs veuves et orphelins; l'acte d'affirmation devant le juge de paix, dans le cas prévu par le n.° 8 de l'article 16, ainsi que le pouvoir spécial exigé par l'article 36.

6.° Les rescriptions, mandats et ordonnances de paiement sur les caisses publiques, leurs endossemens et acquits.

7.° Les quittances de contributions, droits, créances et revenus payés à l'État; celles pour charges locales; et celles des fonctionnaires et employés salariés par le Gouvernement pour leurs traitemens et émolumens.

Cette disposition ne s'applique pas aux quittances ou reconnaissances de dépôts faits dans les caisses publiques.

8.° Les quittances des fournisseurs, ouvriers, maîtres de pension et autres de même nature, produites comme pièces justificatives des comptes judiciaires et de ceux rendus à l'amiable ou devant notaires.

Sont exceptées celles des honoraires des officiers publics, ainsi que de leurs frais et avances.

9.° Les ordonnances de décharge ou de réduction, remise ou modération d'impositions, les quittances y relatives, les recensemens, les rôles des contributions et extraits d'iceux.

10.° Les récépissés délivrés aux percepteurs, collecteurs et receveurs de deniers publics et de contributions locales, et les comptes de recette ou gestion publique.

11.° Les légalisations de signatures d'officiers publics et des particuliers.

12.° Les affirmations de procès-verbaux des employés, gardes et agens salariés, faits dans l'exercice de leurs fonctions.

13.° Les certificats de vie délivrés aux rentiers et pensionnaires de l'État, et sur les fonds de retenue; ainsi que sur la liste civile, et pour toucher les traitemens ou pensions des ordres royaux de Saint-Louis et de la Légion d'honneur.

14.° Les lettres de change tirées originairement de place en place et réunissant le concours des trois personnes.

Les endossemens, acceptations et acquits desdites lettres de change, des billets à ordre et autres effets négociables.

15.° Les engagemens, enrôlemens, congés, certificats, cartouches, passe-ports, quittance de prêt et fourniture, billets d'étapes de subsistances et de logement, tant pour le service de terre que pour le service de mer, et tous autres actes de l'une et l'autre administration non compris dans les articles précédens.

Sont aussi exempts de la formalité de l'enregistrement les rôles d'équipage et les engagemens de matelots et gens de mer des bâtimens du commerce et des armemens en course.

16.° Les mutations par décès des biens-meubles en ligne directe, naturelle ou adoptive, autres que celles résultant de dons et legs.

17.° Les passe-ports délivrés par l'administration publique.

18.° Les commissions pour exercer les fonctions publiques.

19.° Les requêtes et pétitions aux autorités administratives.

20.° Les prestations de serment des administrateurs généraux, du contrôleur colonial, des commissaires, sous-commissaires de marine, commis et autres employés de l'administration de la marine, des juges des tribunaux et des cours, des procureurs du Roi et des procureurs généraux et de leurs substituts, des juges de paix, des commissaires de police, des commis temporaires de la douane; celles des experts, lorsqu'elles sont faites par le procès-verbal d'expertise ou de visite, ou dans le jugement même du juge de paix; et toutes les prestations de serment civique et militaire.

21.° Les testamens dont toutes les dispositions se trouvent révoquées par des actes postérieurs.

22.° Les actes passés en forme authentique, en France ou dans les colonies françaises des Antilles ou à la Guiane française, antérieurement à l'exécution de la présente ordonnance, et ceux faits sous signature privée dans ces colonies, et qui y ont acquis une date certaine, ainsi que les mutations entre vifs et par décès effectuées avant l'établissement de l'enregistrement.

CHAPITRE IV.

DES FORMALITÉS RELATIVES AUX VENTES MOBILIÈRES À L'ENCAN.

ART. 94.

Les officiers publics légalement autorisés ont seuls qualité pour procéder, publiquement et par enchères, aux ventes volontaires d'esclaves, meubles, effets, marchandises, bois, coupes de bois, fruits, récoltes, denrées, et de tous autres objets mobiliers.

Sont considérées comme ventes publiques, celles faites entre les

créanciers unis d'un individu en faillite, quand tous les créanciers sont admis à enchérir.

Il n'en est pas de même de celles faites par licitation entre cohéritiers ou co-propriétaires, si on n'y admet que les ayant-droit et qu'elles soient faites à huis clos.

ART. 95.

Aucun officier public ne pourra procéder à une vente publique et par enchères d'objets mobiliers, qu'il n'en ait préalablement fait la déclaration au bureau de l'enregistrement dans l'arrondissement duquel la vente aura lieu.

ART. 96.

La déclaration sera inscrite sur un registre qui sera tenu à cet effet et elle sera datée. Elle contiendra les noms, qualité et domicile de l'officier, ceux de tous les requérans et des personnes dont le mobilier sera mis en vente, l'indication de l'endroit où se fera la vente et du jour de son ouverture. Elle sera signée par l'officier public, et il lui en sera délivré une copie sans frais. Cette déclaration ne pourra servir que pour le mobilier qui y sera désigné.

ART. 97.

Le registre sera coté et paraphé sans frais par le juge de paix dans l'arrondissement duquel le bureau d'enregistrement sera établi.

ART. 98.

Les officiers publics transcriront, en tête de leurs procès-verbaux de vente, les copies de leurs déclarations.

Chaque objet adjugé sera porté de suite au procès-verbal; le prix y sera écrit en toutes lettres, et tiré hors ligne en chiffres : il y sera également fait mention des objets retirés par les propriétaires comme n'étant pas adjugés.

Chaque séance sera close et signée par l'officier public et deux témoins domiciliés.

Lorsqu'une vente aura lieu par suite d'inventaire, il en sera fait mention au procès-verbal, avec indication de la date de l'inventaire, du nom du notaire qui y aura procédé, et de la relation de l'enregistrement.

La clôture du procès-verbal annoncera si la vente est terminée, et, dans le cas contraire, il sera fait mention du jour et de l'heure où la continuation sera renvoyée.

ART. 99.

Les procès-verbaux de vente ne pourront être enregistrés qu'aux bureaux où les déclarations auront été faites.

Le droit d'enregistrement sera perçu sur le montant des sommes que contiendra cumulativement le procès-verbal des séances à enregistrer, ainsi qu'il est prescrit par les articles 29 et 60, et dans le délai fixé par l'article 28, n.° 1.er, sous les peines portées par la présente ordonnance; mais sans que le droit puisse être perçu sur les sommes applicables aux objets retirés par les propriétaires, pour lesquels il n'y a pas de vente. S'il est fourni caution, il sera dû, en outre, le droit fixé par le n.° 6 du § II de l'article 92.

ART. 100.

En cas de contraventions aux dispositions du présent chapitre, l'officier public qui aura procédé à la vente sera puni des amendes ci-après, savoir :

De vingt francs.

De cinq francs pour défaut de transcription, en tête du procès-verbal, de la déclaration faite au bureau de l'enregistrement.

De vingt francs, pour chaque article adjugé et non porté au procès-verbal de vente, outre la restitution du droit.

De vingt francs aussi pour chaque altération de prix des articles adjugés, faite dans le procès-verbal, indépendamment de la restitution du droit et des peines de faux.

Et de cinq francs pour chaque article dont le prix ne serait pas écrit en toutes lettres au procès-verbal.

Les autres contraventions aux dispositions relatives à l'enregistrement donneront lieu à l'application des amendes et au paiement des droits déterminés par les autres chapitres de la présente ordonnance.

L'amende encourue par toute personne qui contreviendrait aux dispositions de l'article 94, en vendant ou faisant vendre publiquement et par enchère, sans le ministère d'un officier public légalement autorisé, ne pourra cependant être moindre de vingt francs ni excéder trois cents francs pour chaque vente, indépendamment de la restitution des droits qui se trouveront dus.

ART. 101.

Les préposés de l'enregistrement sont autorisés à se transporter dans tous les lieux où se feront des ventes publiques et par enchères, et à s'y faire réprésenter les procès-verbaux de vente, et les copies de déclarations préalables.

Ils dresseront des procès-verbaux des contraventions qu'ils auront reconnues et constatées; ils pourront même requérir l'assistance du commissaire commandant de la commuue où se fera la vente, ou de son lieutenant.

Les poursuites et instances auront lieu de la manière prescrite par le chapitre IX de la présente ordonnance.

La preuve testimoniale pourra être admise. La demande en sera formée par une simple requête présentée au tribunal de première instance de l'arrondissement du bureau, contenant les faits à prouver, et signifiée à la partie dans l'année de la contravention; il sera procédé au surplus pour l'enquête conformément au Code de procédure civile, mais sans ministère d'avoué.

Les autres prescriptions établies par le chapitre VIII de la présente ordonnance s'appliqueront aux contraventions, droits et amendes résultant du présent chapitre.

ART. 102.

Sont dispensés de la déclaration ordonnée par l'article 95, les officiers et les préposés des administrations publiques, qui auront à procéder aux

ventes de meubles et autres objets mobiliers appartenant au Gouvernement.

Les commissaires commandans des communes en sont également dispensés pour les ventes mobilières qu'ils sont dans le cas de faire, dans l'intérêt de leurs communes, avec l'autorisation de l'autorité locale.

ART. 103,

DISPOSITION TRANSITOIRE.

Les actes faits sous signature privée et qui n'auront pas acquis une date certaine à l'époque de la promulgation de la présente ordonnance, pourront être enregistrés au simple droit fixe de un franc, pendant le délai de trois mois à compter de ladite promulgation : ce délai expiré, ces actes seront soumis à toutes les dispositions de la présente ordonnance, lorsqu'il y aura lieu de les présenter à la formalité de l'enregistrement.

ART. 104.

Notre Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné à Paris, en notre château des Tuileries, le trente-unième jour du mois de décembre de l'an de grâce mil huit cent vingt-huit, et de notre règne le cinquième.

Signé CHARLES.

Par le Roi :

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Signé BARON HYDE DE NEUVILLE.

(Suivent les modèles.)

MODÈLE DES RÉPERTOIRES prescrits par les art. 66 et 67, chapitre VII.

NUMÉRO d'ordre du répertoire.	DATE des actes.	NATURE ET ESPÈCE des actes		NOMS, PRÉNOMS ET DOMICILES des parties. INDICATION, SITUATION ET PRIX des biens.	RELATION de l'enregistrement.	
		en brevets.	en minutes.		Dates.	Montant des droits.
(1)						

(1) La série des numéros d'ordre change chaque année.

MODÈLE DE L'ÉTAT prescrit par l'art. 72, chapitre VII.

Nota. Les relevés des décès seront transcrits à la suite l'un de l'autre, dans l'ordre de leur date, à un intervalle d'un pouce entre chaque article.

ÉTAT remis, en exécution de l'article 72 de l'ordonnance royale du par le Secrétaire-greffier de la commune d au Receveur de l'enregistrement au bureau d des Actes de décès reçus pendant le trimestre de

NOMS ET PRÉNOMS des décédés.	LEUR PROFESSION.	LEUR ÂGE.	LIEU de leur DEMEURE.	DATE du DÉCÈS.	LIEU de NAISSANCE du décédé.	SON ÉTAT de célibataire, marié ou veuf.	NOMS des PÈRE ET MÈRE du décédé, avec mention si l'un ou l'autre ou tous les deux sont décédés.	NOMS ET PRÉNOMS du survivant des époux, si le décédé était marié.	NOMS, PRÉNOMS, profession et demeure, et degré de parenté des héritiers.	OBSERVATIONS Par lesquelles on fera particulièrement connaître la nature des biens, leur situation et leur valeur approximative, quand il y aura lieu.

TABLE DES MATIÈRES.

RAPPORT AU ROI..... page 3.
TITRE I.er..... 29.
CHAPITRE I.er De l'enregistrement des droits, et de leur application... *ibid.*
CHAPITRE II. Des valeurs et des bases sur lesquelles le droit proportionnel est assis, et de l'expertise..... 34.
Section I.re Des valeurs et des bases..... *Ibid.*
Section II. De l'expertise..... 43.
CHAPITRE III. Des délais..... 45.
CHAPITRE IV. Des bureaux où les actes de mutations doivent être enregistrés..... 50.
CHAPITRE V. Du paiement des droits, et de ceux qui doivent les acquitter..... 51.
CHAPITRE VI. Des peines..... 53.
CHAPITRE VII. Des obligations des officiers publics et ministériels; des juges et arbitres; des receveurs et des parties..... 59.
CHAPITRE VIII. Des droits acquis et des prescriptions..... 71.
CHAPITRE IX. Des poursuites et instances..... 76.
TITRE II. De la fixation des droits..... 78.
CHAPITRE I.er Droits fixes..... *ibid.*
§ I.er Actes sujets au droit fixe de vingt-cinq centimes..... *ibid.*
§ II. Actes sujets au droit fixe de cinquante centimes..... 79.
§ III. Actes sujets au droit fixe de soixante-quinze centimes... 88.
§ IV. Actes sujets au droit fixe de un franc..... 90.
§ V. Actes sujets au droit fixe de un franc cinquante centimes 94.
§ VI. Actes sujets au droit fixe de deux francs..... 95.
§ VII. Actes sujets au droit fixe de trois francs..... 96.
§ VIII. Actes sujets au droit fixe de cinq francs..... 97.

CHAPITRE II. Droits proportionnels..... page 97.
§ 1.er Deux centimes et demi par cent francs..... *ibid.*
§ II. Cinq centimes par cent francs..... 99.
§ III. Sept centimes et demi par cent francs..... 102.
§ IV. Dix centimes par cent francs..... *ibid.*
§ V. Quinze centimes par cent francs..... *ibid.*
§ VI. Vingt centimes par cent francs..... 104.
§ VII. Vingt-cinq centimes par cent francs..... 107.
§ VIII. Trente-cinq centimes par cent francs..... *ibid.*
§ IX. Cinquante centimes par cent francs..... 108.
§ X. Un franc par cent francs..... 109.
CHAPITRE III. Actes qui doivent être enregistrés en debet ou gratis, et de ceux qui sont exempts de la formalité..... *ibid.*
§ 1.er Actes à enregistrer en débet..... *ibid.*
§ II. Actes à enregistrer gratis..... 111.
§ III. Actes exempts de la formalité et du droit d'enregistrement. 112.
CHAPITRE IV. Formalités relatives aux ventes mobilières à l'encan.... 115.
MODÈLES..... 120.

Table des matières

Contenues dans ce volume.

nota. Les arrêté concernant la Douane sont marqué d'un D

D	4 février 1824.	Contributions. Ordonnance sur les impositions pour l'année 1824.	page 1.
		Mercuriale. pour servir à la liquidation des droits d'entrée et de sortie pendant l'année 1824.	25.
D	19 février 1824.	Contributions. Concernant les contributions de la partie française de St Martin pendant l'année 1824.	27
D	20 février 1824.	Personnel. Tableau d'organisation de la douane au 1er mars 1824.	38.
D	1er Juin 1824.	Personnel. Tableau d'organisation et de composition de la douane au 1er juin 1824.	39
	15 juin 1824.	Poids et mesures. Ordonnance concernant la mise à exécution à la Guadeloupe et dépendance du Système métrique des poids et mesures.	39
D	16 8bre 1824.	Farines. Ordonnance qui autorise l'admission circonstancielle en franchise de droits des farines étrangères permis, et l'introduction de cinq mille barils de farine de seigle en payant un droit de 5 francs par baril	47.
	5 novembre 1824.	Conseils de ville. Ordonnance qui supprime le conseil de Ville de la Pointe à Pitre	

		et qui ordonne que les fonctions en soient reprises par l'administration générale de la colonie	81
D	30 Xbre 1824.	Contributions. Ordonnance sur les impositions pour l'année 1825.	88
D	29 juillet 1825.	Tarif. Exemption. Arrêté concernant les immunités accordées par suite de l'ouragan du 26 juillet, à l'importation des bois et des substances alimentaires.	85.
D	2. 8bre 1825.	Liquidation. Concernant le mode de liquidation du droit à percevoir sur les marchandises françaises arrivant dans la colonie.	89
D	24 xbre 1825.	Contributions. Ordonnance concernant le commerce et les contributions de la partie française de St Martin pour l'année 1826.	91
D	24 xbre 1825.	Contributions. Ordonnance portant remise des impositions royales et municipales pour l'année 1825. par suite de l'ouragan du 26 juillet.	
D	24 xbre 1825.	Impositions. Ordonnance sur les impositions pour l'année 1826.	101.
D	24 xbre 1825.	Contributions. Ordonnance concernant le commerce et les contributions de la partie française de St Barthélemy pour l'année 1826.	107
D	14 février 1826.	Octroi. Arrêté portant établissement d'un droit d'octroi spécial sur les sucres du quartier du mouillage	115.
	1 Mars 1826.	Police sanitaire. Arrêté prescrivant quelques mesures pour la conservation de la santé publique à la Basse-Terre.	117
D	1 février 1826.	Tarif. Ordonnance concernant le tarif des droits de douane à percevoir dans les antilles.	
	1er juin 1826.	Gouvernement. Ordonnance concernant le gouvernement de l'Ile Bourbon, applicable à celle de la	

	16 juin 1826.	Conseil général. Arrêté concernant la composition du conseil général de la Guadeloupe et dépendances.	221
D	20 juin 1826.	Cabt. Arrêté prescrivant la mise à exécution à la Guadeloupe et dépendances, de l'ordonnance du 5 février 1826.	227.
	30 Août 1826.	Monnaies. Ordonnance qui prescrit l'établissement à la Guadeloupe, du système monétaire de la métropole	231
	21 novembre 1826.	Monnaies. Promulgation de l'ordonnance du 30 août 1826.	237.
D	25 9bre 1826.	Impositions. Ordonnance sur les impositions de l'année 1827.	239.
	20 Xbre 1826.	Monnaies. Explications relatives à l'ordonnance du 30 Août 1826.	271
D	1er 9bre 1827.	Impositions. Arrêté sur les impositions de l'année 1828.	273.
	24 Septembre 1828.	Justice. Ordonnance concernant l'organisation de l'ordre judiciaire, et l'administration de la justice à la Martinique et à la Guadeloupe.	307.
	12 8bre 1828.	Justice. Ordonnance portant application du code d'instruction criminelle à l'île de la Martinique et à la Guadeloupe.	391
	29 8bre 1828.	Justice. Ordonnance portant application du code pénal à la Martinique et à la Guadeloupe	551
	31 Xbre 1828.	Enregistrement. Ordonnance portant établissement de l'enregistrement à la Martinique et à la Guadeloupe. Rapport au Roi	693
		Ordonnance	721.

Fin de la Table Chronologique.

16 juin 1826.	Conseil général. Arrêté concernant la composition du conseil général de la Guadeloupe et dépendances.	221
10 juin 1826.	Conf. Arrêté portant la mise à exécution à la Guadeloupe et dépendances de l'ordonnance du 9 février 1826.	227
30 avril 1826.	Monnaie. Ordonnance qui porte établissement à la Guadeloupe du système monétaire de la métropole.	231
21 novembre 1826.	Monnaie. Promulgation de l'ordonnance du 30 avril.	237
27 7bre 1826.	Importation. Ordonnance sur les importations de janvier 1827.	239
20 Xbre 1826.	Monnaie. Explication relative à l'ordonnance du 30 avril 1826.	271
1er 7bre 1827.	Importation. Arrêté sur les importations de janvier 1828.	273
24 septembre 1828.	Justice. Ordonnance concernant l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice à la Martinique et à la Guadeloupe.	307
12 Xbre 1828.	Justice. Ordonnance portant application du code d'instruction criminelle à l'île de la Martinique et à la Guadeloupe.	391
29 Xbre 1828.	Justice. Ordonnance portant application du code pénal à la Martinique et à la Guadeloupe.	551
31 Xbre 1828.	Enregistrement. Ordonnance portant établissement de l'enregistrement à la Martinique et à la Guadeloupe. Rapport au Roi.	643
	Ordonnance.	721

Fin de la table chronologique.

Table Alphabetique
des matieres de douane
Contenues
dans ce Volume.

Animaux Vivants. — Sur bâtiments français venant des Etats unis d'Amerique des possessions Espagnoles et colonies Etrangères. Taxés à 25 cent pour 100. p. 11. 66. 114. abrogé. 153.

— Sur bâtiments Etrangers Venant de l'Etranger taxés à 25 p cent. p. 12. 66. 115. abrogé. 153.

— Venant de la Metropole taxés à 25 cent p cent pages 64. 112. abrogé 153.

— Venant de l'Etranger par nav. français, sont admis au Moule p. 18. 73. abrogé 153.

— Venant de Portorico par nav. Etrangers sont admis au Moule p. 121. abrogé 153.

— Venant de l'Etranger par tous bâtiments. Sont taxés à 10 p cent. p. 158. 224. 253. 284.

— Venant de la Metropole par nav. fr. Sont taxés à 25 cent les 100 k'l. p. 154. 224. 251. 286.

Bœuf Salé. — Venant des Etats unis d'Amerique des possessions Espagnoles et Colonies Etrangères par bâtiments français taxés à 3 p cent pages 11. 12. 114. abrogé 153.

— Venant de l'Etranger par nav. Etranger taxés à 3 p 100. pages 11, 12. 115. abrogé 153.

Banf. Salé. — Venant de l'Etranger par tout pavillon taxé
à 1 ft le tot p. 158. 227. 251. 287.
— Venant de France taxé. 0,05 c les 100 kil. p 158. 227. 251. 286

Bois. — Venus par bâtiments français sont admis au droit
pages 18. 73. abrogé p 153

Bois feuillard. — Venant de l'Etranger par tout pavillon taxé à
10 ft le millier. p. 158. 227. 253. 287.
— Venant de la Métropole. taxé à 0,05 c les 100 kilogram
pages 154. 227. 251. 286.

Caboteurs. — Les Caboteurs de la Guadeloupe et autres colonies françaises
droits de Venant de ces colonies ou de la côte ferme sont exempts des
navigation. droits d'ancrage et d'expédition. p. 16.
— Cette immunité ne s'applique plus qu'aux caboteurs de la
colonie. p. 74. 124.
— Ne s'applique plus qu'à ceux au dessous de 60 tonneaux
pages 258. 292.

Caboteurs. — Droit annuel de 8 ft pages 74. 124. 258. 292.
Taxes. Semestrielle — Droit d'expédition au départ, de 5 ft pour les caboteurs au dessous
de 50 tonneaux et 10 ft au dessus de 50 tonneaux. 75. 125. 258. 293.
— Droit d'entrée et de Sortie. pour les caboteurs au dessus et
au dessous de 50 tonneaux. Sur tout revenu p. 75. 125. 258. 293.
— id. Chargés. au dessous de 50 tonneaux et au dessus pages
75. 125. 258. 293. Taxe. Sept 10 ft.
— Caboteurs partis et revenus sur lest après une absence
de 45 jours ou au dessous 1 ft par tonneau. au dessus
de 45 jours. 2 ft par tonneau. pages 75. 125. 258. 293.

Chevaux. — Venant des Etats Unis d'Amérique ou des possessions Espag.
des Colonies Etrangères par navires français taxés à

20 francs par tête : pages 11. 66. 114. abrogé page 153.

Versant de l'étranger par navire étranger dans les 30 f par tête. pages 12. 67. 115. abrogé 153.

Voir aux navires étrangers

Commerce avec les colonies françaises.

Droits d'entrée. Marchandises françaises et étrangères, dont on justifiera l'acquittement des droits dans la colonie d'où elles viennent sont admises sans droit. Autrement payables du même droit que les marchandises venues de France et de l'étranger par bâtiment français. p. 11. 65, 113. 252. 286

Les produits du sol ou de l'industrie des colonies françaises sont exempts de droits d'entrée. p. 11. à l'exception du sucre et taffias. p. 65. 113. 252. 286.

Les marchandises expédiées des entrepôts des colonies sont prohibées. p. 66. 113. 252. 286.

Justifications à produire pour prouver l'acquittement des droits dans la colonie de provenance et l'origine des denrées qui en proviennent. p 66. 113. 252. 286.

Droits de sortie. Les marchandises provenant de l'étranger ou de la métropole sont exemptes de droits à la sortie. p 13. Cette règle ne s'applique pas aux denrées du cru de la colonie, qui sont prohibées à la sortie. page 12. 70. 117. 255. 289.

Les sirops, tafias et clairins paient 2 p. 100. p. 13.

Le commerce entre les colonies françaises ne peut être fait que par des bâtiments attachés aux ports de la métropole ou à ceux des colonies françaises. p. 13 70. 117. 255. 289.

Commerce avec les Etats unis, les possessions Espagnoles et les Colonies Etrangères

— Droits d'entrée : Marchandises importées par navires français et permises par l'arrêt du 30 Août 1784 et les Instructions des 16 xbre 1814. tarées n° 2 pour cent. pages 11. 66. 113. abrogé. p. 153.

— Admises exceptionnellement en franchise par tout pavillon. p. 86. abrogé p 113.

— Droits de sortie : Marchandises étrangères permises et Marchandises prohibées admises pour la réexportation. Sont exportées en franchise. p. 113. tarées à 2 p 100 : pag 13.

— Marchandises étrangères permises déjà introduites et réexportées tarées à 2 p 100 p. 70. à 25 c p 100 t. p 118. abrogé p 153

— Marchandises étrangères permises, et déclarées à l'entrée pour la réexportation. tarées à 25 c pour cent francs de valeur. et sujettes au droit de Magasinage. p. 71. 118. abrogé p 153.

— Marchandises prohibées, soumises à la réexportation. tarées à 8 t pour 100 t de valeur et au droit de Magasinage p. 71. 118.

— Marchandises du Sol et de l'Industrie nationale exportées en franchise. p. 13. 70. 118. abrogé p. 153.

Commerce avec l'Etranger.

— Droit d'entrée. Marchandises permises par l'arrêt du 30 août 1784 et les instructions du 16 xbre 1814. tarées à 3 p 100 pages 11. 66. 113. abrogé 153

— admises exceptionnellement en franchise : p. 86.

— Nomenclature des Marchandises étrangères admises dans la colonie par tout pavillon et désignation des droits. pages 153. 227. 253. 287. Explications p 152 à 157.

— Marchandises tarées à 4 p 100 de valeur. p. 153. 227. 253. 287.

— Marchandises tarées à 5 centimes les 100 kilogrammes p. 153. 227. 253. 287.

Droits de Sortie — Produits du Sol et des manufactures de France exempts de droits à la Sortie p. 14. 71. 119. 155. 227. 255. 287.

— Marchandises Etrangères permises ou prohibées taxées à la réexportation à 2 p 100 p. 14.

— Marchandises Etrangères permises à réexporter par la même navire taxées 25 c p 100 p. 71. 119. 290 —

— Marchandises Etrangères permises, réexportées par navire différent de celui introduites et réexportées — Marchandises Etrangères prohibées déclarées pour la réexportation, taxées à 2 p 100 de valeur p. 72. 119. 285. 290 —

— Marchandises Etrangères permises réexportées en fraude de tout droit p. 155. 227. 289.

Commerce avec la Metropole.

— Droits d'Entrée — Marchandises françaises exportées de France par acquit à caution taxées à 1 p 100 de valeur p. 10. 64. 112. 154. 251. 285.

— Marchandises françaises comprises au tableau N° 1 et 2 de l'ord. des douanes 1844 taxées à 0,05 le kilogramme p. 154. 252. 286.

— Marchandises Etrangères venant de France par acquit à caution et sous leur véritable distinction d'origine taxées à 1 pour cent de valeur. p. 10. 64. 112. 154. 251. 286.

— Si leur origine n'est pas spécifiée elles seront consignées p. 10. 64. 112. 154. 251. 286.

— Droits de Sortie : Denrées coloniales exportées pour la Metropole. Taxées à 2 p 100 pages 13. 69. Taxées à 1 p 100 p. 119. 234. 287.

— Marchandises Etrangères exp. en fraude taxées à 25 c p 100 p. 13. 70. 117. les march. Etrangères désignées au tableau

Art. 2 de l'ordonnance du 5 février, prévient seule cette exportation en France. Elles sont taxées à la sortie à 1 p 100 de la valeur p. 255. 289.

Les Marchandises nationales en retour pour France sont taxées à la sortie 15c p 100 p. 284. 289.

Commerce avec St Martin

Les Marchandises Etrangères permises par l'arrêté du 30 août 1784 importées de St Barthélemy à la Guadeloupe par Navires français sont admises en franchise à la exception de la Morue p 114.

Congés de Mer.

Le droit de congé est fixé à 27t pour le cabotage et 48t pour les Voyages au long cours plus 50 c par franc pages 18. 76. 125. 259. 293.

Contraventions aux lois douanières

Les Marchandises Etrangères non comprises dans les tableaux de l'Art 1 de l'ordonnance du 5 février 1826, importées à la Guadeloupe ~~sont confisquées~~, et leur sans importance celle du bâtiment. p 255. 274.

Mêmes dispositions pour les Marchandises Etrangères permises qui seraient importées par tout autre point que par les ports ouverts au commerce Etranger. p 155. 227.

Contre valeur des Marchandises importées.

Les Etrangers seront obligés de charger en Sirops, taffia Huile et Marchandises françaises, la contre valeur de leurs importations. - Mode d'Evaluations. Ils ne peuvent emporter de l'argent. pages 67. 68. 81. 87. 120. 286 [illegible]

Droit d'ancrage.

Fixation du droit de tonnage pour les bâtiments français et étrangers, de différents tonnages. pages 15. 74. 124. 258. 292.

Les caboteurs français venant des colonies françaises

et de la cote franche sont exempts du droit d'ancrage.
p. 15. Cette immunité ne s'applique plus qu'aux caboteurs de la Colonie p. 94. 124. N'est plus applicable qu'aux caboteurs au dessus de 60 tonneaux p. 158. 292.

Droits de Tonnages — Le Droit de Tonnage pour les Anglais est fixé à 3,50 les 100 kilos p. 135. 262. 296.

Droit de Magasinage — Le droit de Magasinage est fixé à 1% p 100 pendant le 1er mois et ½ p 100 pour les autres mois pour toutes les marchandises admises à l'Entrepot p. 12. 69. 116. 283 288.

Droits de Navigation. — Les navires Etrangers chargés de marchandises Etrangères admises en paiement ne paieront que les droits de navigation auxquels sont soumis les navires nationaux. p. 155, 227.

Droit de Pesage. — Le droit de pesage est fixé à 25 cent par colis de 100 kil. à 12 cent par colis de 101 à 150 kil. et à 24 c. par colis au dessus de 150 kil. pages 135. 262. 296.

Droits de port, Pilotage, Remorquage et Mouillage. — Tarif des droits de port pour les Batiments français et Espagnols et pour les Batiments Etrangers. pages 18. 76. 116. 260. 294.

Droits de quais — Le comptant dû qu'il tient.
Chaque grande pirogue ou gabare devait au transport des sucres dans la rade de la Pointe à Pitre [illegible] à 80 t payable par semestre au 1er janvier.

et aux n°s suivants page 16 n°s 77 à 127 261 295

Chaque embarcation d'exportation dans le port de la Goulette et Tunis taxé à 1 p 100 et payable par Semestre payé 16 n°s 77 127 261 295

Chaque canot, à l'exception de ceux employés à la pêche ou au transport de l'eau p 16. 77 127 261 295

Chaque baril ou muid importé par navire étranger taxé à 1t 50 p 17 77 127 261 1t p 127 abrogé p 261. 295.

Chaque mutation de droit de batiment taxé à 10t p 17 77 127 261. 295

Chaque cautionnement fourni à la Douane taxé à 10t p 17 77 127 261, 295.

Quant le cautionnement sera relatif à un cabotage de la colonie la taxe sera de 5t p 17. 127. 261. 295.

Droit de sortie en remplacement de la capitation.

Fixé comme suit.

Pour le Sucre tous 11t le millier p 5 à 2t 50 le 100 k. p 58 à 2t 80 p 103. 261 à 2t 50 p 275

Pour le Sucre brut 7t le millier p 5 à 1t 65 le 100 kil p 58 à 1t 90 p 103, 261 à 1t 65 p 275.

Pour le quintal de café 3t p 5 à 6t le 100 kil p 58 à 4t p 103. 261 à 3t p 275

par 100 gallons de Sirop 3t p 5 à 0,55 le 100 litres p 58 103. 261. 275.

Par 100 gallons de Rum et Tafia 5t p 5. Cafe ou franchise du droit de capitation p 58. 103. 261, 275

Droit de Tonnage.

Fixé à 2,70 par tonneau pour les batiments étrangers ayant fait operation de commerce. Exception

pour aux Douanes à la Martinique p. 77. 127. 260. 294.

Droit d'expédition.

— Sa fixation de ce droit pour les bâtiments français et étrangers de différents tonnages. p. 15. 74. 124. 258 292.

— Les caboteurs français venant des colonies françaises et de la côte ferme en sont exempts p. 15.

— Cette immunité ne s'applique plus qu'aux caboteurs de la colonie. p. 74. 124.

— N'est plus applicable qu'aux caboteurs au dessous de 60 tonneaux. p. 258. 292.

Droit d'octroi.

— Est perçu sur les denrées du crû de la Colonie expédiées aux Iles. Sa fixation. p. 20. 21. 80. 81. — abrogé 131

— Mode de liquidation. 22. 23. 82. 83. abrogé 131.

— Sera perçu sur les farines, Beurres, Lard salé, porc salé, Bambou, Vin. genièvre, Bière et Tabac importés dans la colonie — Sa quotité pour chacune de ces denrées. pages 131. 269. 303.

— Mode de liquidation. p 132. 270. 304. comptabilité. id. id. id.

— Un droit particulier d'octroi est établi sur les Sucres du Moulin. p 115.

Entrepôt. Marchandises qui y sont admises.

— Nomenclature des Marchandises admises en entrepôt. et désignation des droits d'entrepôt p. 11. 68. 115. la dénomination d'Entrepôt est supprimée. p 153.

— Marchandises qui peuvent être admises dans les Magasins des douanes. désignation des droits pages 253. 288.

— Voy. Marchandises provenant de saisies. — droit de magasinage.

Farine de froment et de seigle

— Admission exceptionnelle de 5000 barils de farine de seigle moyennant le droit d'entrée de 5f par baril précautions a prendre — peines en cas de fraude. page 18. devoir des employés des douanes. p. 50.

— Les farines de froment et de seigle venant de l'étranger, sont admises en franchise de droit p. 86.

— Formes a suivre pour autoriser l'admission dans la colonie, de farines étrangères en cas d'urgence. p. 156. 287.

Farine de Maïs

— Venant des Etats unis et des possessions Espagnoles, taxée a Victoria par bat. français a 2. p 100. page. 11

— Venant de l'étranger par bâtiment étranger — taxé a 8 p 100. p 14

— admise en franchise de droit. p 18. 67. 86. 115. abrogé p. 153.

Farine de Manioc

— La farine de manioc est prohibée a la sortie, lorsqu'elle vaut plus de 61 centimes le pot. p. 14. 72. 120 286. 291.

— La farine de manioc étrangère est admise en franchise de droit p. 18. 67. 86. 115. abrogé.

Transbordements

— Le droit de transbordement est fixé a 33 t par bâtiment au dessous de 100 tonneaux. a 13 t par bâtiment au dessus de 100 tonneaux a 55 t par bat. de deux cent à 300 tonneaux et par chaque cent tonneaux au dessus de 300, 10 t

pages 18. 75. 125. 259. 293.

Importations. — Arrêté sur les importations pour l'année 1824. page 1.
— id. 1825. page 55
— pour l'année 1826. page 101.
— pour l'année 1827 p 239.
— pour l'année 1828 p 273.

Interpretes. droit y relatif. — droits d'Interprete pour les bâtiments Espagnols et autres bâtiments étrangers. p. 18. 76. 126. 260. 294.
— Sont augmentés de moitié pour les bâtiments qui font le commerce de la Barbarie p. 76. 126. 260. 294.

Legumes secs. — Venant de l'étranger par tout pavillon, sont admis en exemption de droit p. 48. 67. 115 abrogé
— Sont taxés à 5 t 50 l'hectolitre p. 158. 227. 253 287.

Maïs en grain. — Importé par tout pavillon. est admis en franchise p. 48. 67. 115 abrogé
— Est taxé à 2 t l'hectolitre. p. 158. 227. 253. 287.

Marchandises déposées en douane. — Le Droit de magasinage est exigible pour les marchandises déposées circonstanciellement dans le Magasin de la douane, soit qu'le dépot soit exigé par la douane, ou qu'il soit libre de la part du capitaine ou du consignataire. pages 12. 68. 116. 253. 288.
— Voy. droit de magasinage.

Marie Galante

— Les Marchandises Etrangères admises à Marie Galante pourront être expédiées à la Pointe à Pitre et à la Basse terre pourvu qu'elles soient accompagnées de certificats attestant qu'elles ont acquitté les droits d'entrée — qu'elles sont restées dans le Magasin de la douane et qu'elles ont acquitté le droit de Magasinage. p. 1/1. 73. 123 abrogé 153.

— Les dispositions de l'ordonnance du 30 juin 1670 non contraires à celle ci. sont maintenues. p. 18. 73. abrog. 123

— Navires qui peuvent être admis à Marie Galante, relâcher diverses sur la commune de cette Isle avec l'Etranger. p. 121.

— Le port de Marie Galante est fermé aux navires Etrangers p. 257. 291

— Expéditions qui peuvent y être délivrées p. 257. 291.

Mercuriales. Mode de liquidation des droits.

— Droits d'entrée. Sur les Marchandises venant de la métropole. les droits seront perçus sur la valeur portée aux acquits à caution. sans augmentation — p. 15. 73.

— sont perçus sur le prix porté à la déclaration d'entrée — avec bénéfice de préemption, moyennant 10 p% en outre à donner au rapport p. 257. 291

Pour les Marchandises venant de l'Etranger. Sur le prix portés aux Mercuriales p. 25. Sur la valeur de la déclaration avec bénéfice de préemption. p. 257. 291.

droit de Sortie.

— Pour les denrées coloniales exportées en France aux colonies et à l'Etranger. Sur les prix portés aux mercuriales p. 26. 113. 257. 291.

Morue — Droit de l'Etranger par tout pavillon 1 ½ et autre pour à 1,50 p 100 et à 3 p cent de droit additionnel Sali p. 11. 12. 66. 114. 115. à Bogz 153

— Sont à 1,50 p 100 Rubrographiques p. 158. 227. 253

— Herard de Hareng. Sont à 1 p 100 p. 10; 64. 112. 254. 255. 285 — Sont à 0,05 c. p. 158. 253. 285.

Houile. — Sont soumis aux Bateaux et du Bois venant de l'Etranger par Batiment Français p. 18. 73.

— Est ouvert au commerce Etranger — Instructions diverses relatives au commerce du Houile avec l'Etranger. p. 121.

— Le Sucre du Houile sont soumis à un droit d'octroi spécial. p. 115.

— Le Port du Houile est fermé au commerce Etranger Marine qui peuvent en être expédiés p. 257. 291.

Organisation — Tableau d'organisation et de composition de la douane au 1er Mars 1824. p. 81.

— id. au 1er juin 1824 p 35.

Poids et Mesures — Mise à l'exécution du Système des nouvelles mesures Rapport des nouvelles Mesures avec celles en usage dans la Colonie — Explications diverses sur cette application du nouveau Système — pages 39. à 46.

Police Sanitaire. droits de patente de Santé.

Fixation des droits de Visite Sanitaire, patente de Santé et Visite des coffres de chirurgie et médicamens, pour les Navires français et Espagnols, et pour les navires Etrangers. pages 18. 76. 126. 260. 291.

Mesures à prendre pour la conservation de la Santé publique dans les Colonies. p. 164.

Ports ouverts au commerce Etranger.

Les ports du Boucle et de Marie Galante qui étaient ouverts au commerce étranger, ont fait service de recevoir des navires Etrangers est réservé aux seuls ports de la Pointe à Pitre et de la Basse terre. pages. 153. 227.

Réexportation des marchandises saisies.

Peut avoir lieu par tout pavillon moyennant le payement d'un droit de sortie de 2 p 100 et d'un droit de magasinage. p. 12. 14. 68. 71. 72. 73. 116. 118. 119. 253. 256. 288. 290.

Réexportation Martinique etc.

Les Marchandises françaises et celles Etrangères permises peuvent être réexportées pour la Martinique et être admises dans cette colonie en franchise de droit, pourvu qu'il soit justifié pour ces dernières du payement des droits d'Entrée à la Guadeloupe. Ces exportations ne peuvent avoir lieu que par navire français. p. 155. 224.

Les droits d'Entrée seront remboursés pour les Marchandises françaises réexportées par tout pavillon p. 156. 227.

Remboursement de droits.

Voyez Réexportations. 156. 227.

Riz

Est admis en franchise de droit — par tout pavillon p. 48. 69. 115. Allégé

Est taxé à 7 f les 100 Kilogrammes p. 158. 227. 253 287.

St Martin. Arrêté fixant les Dispositions de St Martin pour les années 1825. 1826. 1827 1828 pages 27. 91. 137. 263. 297.

Ce arrêté règlent les droits de navigation à payer dans cette colonie. Les droits d'Entrée et de Sortie les relations avec l'Etranger et avec la Guadeloupe

Sauvetage. Les Marchandises qui en proviennent sont sujettes au droit de Magasinage. p. 69. 116. 254. 288.

Les Marchandises déparquées pour cause de relâche forcé sont dans le même cas. p. 69. 116. 254. 288.

Sel. Le Sel venant de l'Etranger par tout pavillon est taxé à 5 f les 100 Kilogrammes p. 158. 227. 253. 287.

Sirop. Sucres et Safia. Ceux exportés aux Colonies françaises, aux Etats unis et à l'Etranger sont taxés à 2 p cent. p. 13. 14. 70. 71.

Sont Exportés en franchise. p. 118. 119.

Venant des colonies ou de l'Etranger. Sont prohibés p. 65. 113. 252. 286.

Ceux portés à l'Etranger sont taxés à 2 p 100. p. 118. 119 255. 289.

Tabac

Venant des Etats unis, des possessions Espagnoles et colonies étrangères. Taxé à 6 p. 100 de la valeur p. 114 : abrogé.

Venant de l'Etranger. Taxé à 8 p. 100 de la valeur p. 115 : abrogé.

Venant de l'Etranger par tout pavillon. Taxé à 7 p. 100 de la valeur p. 158 : 227 : 253 : 287.

Charte de famille Espagnole

Les caboteurs Espagnols, venant directement des pays Espagnols ou en prenant pour ces pays, seront traités comme les caboteurs français page 18 : 75 : 126.



